

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME XCIX

1930

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Page
N° 2263. — Lettonie et Tchécoslovaquie.	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition des visas de passeports entre les deux Etats. Riga, le 24 décembre 1929	9
N° 2264. — Danemark et Haïti.	
Traité d'arbitrage et de conciliation. Signé à Washington, le 5 avril 1928	19
N° 2265. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Etats-Unis d'Amérique.	
Accord relatif à l'échange des colis postaux entre Ceylan et les Iles Philippines, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Colombo, le 7 mars 1928, et à Manille, le 6 avril 1929	27
N° 2266. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Etat libre d'Irlande, et Lituanie.	
Echange de notes concernant les relations commerciales, telles qu'elles ont été réglées par l'échange de notes du 6 mai 1922. Londres, les 28 novembre et 10 décembre 1929	47
N° 2267. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Suisse.	
Arrangement concernant l'échange des colis postaux entre Ceylan et la Suisse. Signé à Berne, le 6 novembre, et à Colombo, le 10 décembre 1929	53
N° 2268. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Inde, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine, Etat libre d'Irlande et Terre-Neuve, et Union des Républiques soviétistes socialistes.	
Notes échangées à l'occasion de la reprise des relations diplomatiques. Londres, les 20 et 21 décembre 1929	61

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME XCIX

1930

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 2263. --- Latvia and Czechoslovakia.	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Passport Visas between the two States. Riga, December 24, 1929	9
No. 2264. -- Denmark and Haiti.	
Treaty of Arbitration and Conciliation. Signed at Washington, April 5, 1928	19
No. 2265. --- Great Britain and Northern Ireland and United States of America.	
Agreement for the Direct Exchange of Parcels by Parcel Post between Ceylon and the Philippine Islands, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Colombo, March 7, 1928, and at Manilla, April 6, 1929	27
No. 2266. --- Great Britain and Northern Ireland and Irish Free State and Lithuania.	
Exchange of Notes in regard to Commercial Relations as regulated by the Exchange of Notes of May 6, 1922. London, November 28 and December 10, 1929	47
No. 2267. -- Great Britain and Northern Ireland and Switzerland.	
Agreement concerning the Exchange of Postal Parcels between Ceylon and Switzerland. Signed at Berne, November 6, and at Colombo, December 10, 1929	53
No. 2268. --- Great Britain and Northern Ireland, India, Canada, Australia, New Zealand, Union of South Africa, Irish Free State and Newfoundland and Union of Soviet Socialist Republics.	
Notes exchanged on the Occasion of the Resumption of Diplomatic Relations. Lon- don, December 20 and 21, 1929	61

	Pages
N° 2269. — Allemagne, Belgique, Finlande et Suède	
Arrangement concernant le service téléphonique entre la Belgique et la Finlande, par l'intermédiaire des câbles sous-marins Allemagne-Suède et Suède-Finlande et des voies de communication établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suède. Signé à Helsinki, le 2 septembre 1929, à Stockholm, le 10 septembre 1929, à Berlin, le 23 septembre 1929, et à Bruxelles, le 30 septembre 1929... ..	71
N° 2270. — Allemagne, Finlande, Hongrie, Suède et Tchécoslovaquie.	
Arrangement concernant le service téléphonique entre la Finlande et la Hongrie par l'intermédiaire des câbles sous-marins Finlande-Suède et Suède-Allemagne et des voies de communication établies sur les territoires de la Suède, de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie. Signé à Helsinki, le 2 septembre 1929, à Stockholm, le 10 septembre 1929, à Berlin, le 26 septembre 1929, à Prague, le 18 octobre 1929, et à Budapest, le 29 octobre 1929	85
N° 2271. — France et Suède.	
Echange de notes comportant un accord en vue d'éviter la double imposition en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Paris, les 19 décembre 1929 et 25 janvier 1930	99
N° 2272. — France et Tchécoslovaquie :	
Convention commerciale, avec protocole de signature, signés à Paris, le 2 juillet 1928, et échange de notes y relatif, de la même date	105
N° 2273. — Allemagne et Estonie :	
Traité de commerce et de navigation, avec protocole final, signés à Tallinn (Reval), le 7 décembre 1928, et échange de notes y relatif, de la même date	259
N° 2274. — Allemagne et Salvador :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports. San Salvador, les 13 et 19 février 1929	317
N° 2275. — Allemagne et Estonie :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports. Reval, le 30 avril 1929	325
N° 2276. — Allemagne et Siam :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports. Bangkok, les 9 avril, et 6 et 7 mai 1929	333
N° 2277. — Allemagne et France :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la communication réciproque des extraits de casiers judiciaires. Paris, le 20 novembre 1929... ..	339
N° 2278. — Estonie, Finlande, Lettonie et Lithuanie :	
Arrangement sur le service téléphonique entre la Finlande et la Lithuanie, par l'intermédiaire du câble sous-marin Finlande-Estonie et des voies de communication établies sur les territoires de l'Estonie et de la Lettonie. Signé à Helsinki, le 27 décembre 1929, à Tallinn, le 31 décembre 1929, à Riga, le 2 janvier 1930, et à Kaunas, le 14 janvier 1930	343

	Page
No. 2269. — Germany, Belgium, Finland and Sweden.	
Agreement regarding Telephone Service between Belgium and Finland, through the Intermediary of the Sub-Marine Cables Germany-Sweden and Sweden-Finland and of the Lines of Communications established on German and Swedish Territories. Signed at Helsinki, September 2, 1929, at Stockholm, September 10, 1929, at Berlin, September 23, 1929, and at Frussels, September 30, 1929 ...	71
No. 2270. — Germany, Finland, Hungary, Sweden and Czechoslovakia.	
Agreement regarding Telephone Service between Finland and Hungary through the Intermediary of the Sub-Marine Cables Finland-Sweden and Sweden-Germany and of the Lines of Communication established on Swedish, German and Czechoslovak Territories. Signed at Helsinki, September 2, 1929, at Stockholm, September 10, 1929, at Berlin, September 26, 1929, at Prague, October 18, 1929, and at Budapest, October 29, 1929 ...	85
No. 2271. — France and Sweden.	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exemption from Income Tax of Profits accruing from the Business of Shipping. Paris, December 19, 1929, and January 25, 1930 ...	99
No. 2272. — France and Czechoslovakia :	
Commercial Convention, with Protocol of Signature, signed at Paris, July 2, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same date ...	105
No. 2273. — Germany and Estonia :	
Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Tallinn (Reval), December 7, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same date ...	259
No. 2274. — Germany and Salvador :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the reciprocal Abolition of Passport Visas. San Salvador, February 13 and 19, 1929 ...	317
No. 2275. — Germany and Estonia :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas. Reval, April 30, 1929 ...	325
No. 2276. — Germany and Siam :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas. Bangkok, April 9, and May 6 and 7, 1929 ...	333
No. 2277. — Germany and France :	
Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the reciprocal Communication of Extracts from Records of Criminal Courts. Paris, November 20, 1929 ...	339
No. 2278. — Estonia, Finland, Latvia and Lithuania :	
Agreement regarding the Telephone Service between Finland and Lithuania, through the Intermediary of the Sub-marine Cable Finland-Estonia and of the Lines of Communication established on Estonian and Latvian Territories. Signed at Helsinki, December 27, 1929, at Tallinn, December 31, 1929, at Riga, January 2, 1930, and at Kaunas, January 14, 1930 ...	343

	Pages
N° 2279. — Autriche et Luxembourg :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la communication réciproque des bulletins de casiers judiciaires. Vienne, le 18 janvier, et Luxembourg, le 30 janvier 1930 ...	357
N° 2280. — Finlande et Italie :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la légalisation des certificats d'origine. Helsinki, le 15 août 1929 ...	363
N° 2281. — Belgique et Espagne :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'exemption réciproque des taxes directes sur les automobiles et autres véhicules à moteur et à vapeur. Bruxelles, le 31 janvier 1930 ...	369
N° 2282. — Etats-Unis d'Amérique et Portugal :	
Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 1 ^{er} mars 1929 ...	375
N° 2283. — Norvège et Mexique :	
Arrangement concernant l'échange des colis-postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Mexico, le 5 décembre 1928, et à Oslo, le 14 juin 1929 ...	381
N° 2284. — Pays-Bas et Turquie :	
Echange de notes concernant le règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Angora, le 21 novembre 1929 ...	395
N° 2285. — Etats-Unis d'Amérique et Pologne :	
Traité de conciliation. Signé à Washington, le 16 août 1928 ...	401
N° 2286. — Etats-Unis d'Amérique et Pologne :	
Traité d'arbitrage, signé à Washington, le 16 août 1928 ...	407
N° 2287. — Allemagne, Danemark, Italie et Suisse :	
Arrangement concernant le service téléphonique entre le Danemark et l'Italie par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suisse. Signé à Copenhague, le 31 juillet, à Rome, le 16 octobre, à Berlin, le 29 octobre, et à Berne, le 18 novembre 1929 ...	413
N° 2288. — Brésil et Venezuela :	
Echange de notes pour l'exécution des stipulations relatives à la délimitation de la frontière entre les deux pays, contenues dans le protocole signé à Rio-de-Janeiro, le 24 juillet 1928. Caracas, le 7 novembre 1929 ...	425
N° 2289. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Chine :	
Echange de notes au sujet de la remise de la concession britannique de Chinkiang. Nankin, le 31 octobre 1929 ...	439
N° 2290. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Chine :	
Echange de notes au sujet des demandes d'indemnités pour pertes subies par des ressortissants britanniques à Chinkiang en 1927. Nankin, le 9 novembre 1929 ...	451

	Page
No. 2279. — Austria and Luxemburg :	
Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the mutual Communication of Extracts from the Records of Criminal Courts. Vienna, January 18, and Luxemburg January 30, 1930	357
No. 2280. — Finland and Italy :	
Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the Legalisation of Certificates of Origin. Helsinki, August 15, 1929	363
No. 2281. — Belgium and Spain :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding mutual Exemption from Direct Taxes on Automobiles and other Motor or Steam Vehicles. Brussels, January 31, 1930	369
No. 2282. — United States of America and Portugal :	
Treaty of Arbitration. Signed at Washington, March 1, 1929	375
No. 2283. — Norway and Mexico :	
Agreement concerning the Exchange of Postal Parcels, and Detailed Regulations annexed thereto Signed at Mexico, December 5, 1928, and at Oslo, June 14, 1929	381
No. 2284. — The Netherlands and Turkey :	
Exchange of Notes regarding the Provisional Settlement of the Commercial Relations between the two Countries. Angora, November 21, 1929	395
No. 2285. — United States of America and Poland :	
Treaty of Conciliation Signed at Washington, August 16, 1928	401
No. 2286. — United States of America and Poland :	
Treaty of Arbitration. Signed at Washington, August 16, 1928	407
No. 2287. — Germany, Denmark, Italy and Switzerland :	
Agreement regarding Telephone Service between Denmark and Italy through the Intermediary of the Lines of Communication established on German and Swiss Territories. Signed at Copenhagen, July 31, at Rome, October 16, at Berlin, October 29, and at Berne, November 18, 1929	413
No. 2288. — Brazil and Venezuela :	
Exchange of Notes for the Execution of the Provisions regarding the Frontier Delimitation between the two Countries, contained in the Protocol signed at Rio-de-Janeiro, July 24, 1928. Caracas, November 7, 1929	425
No. 2289. — Great Britain and Northern Ireland and China :	
Exchange of Notes regarding the Rendition of the British Concession at Chinkiang. Nanking, October 31, 1929	439
No. 2290. — Great Britain and Northern Ireland and China :	
Exchange of Notes regarding Claims for Losses sustained by British Subjects at Chinkiang in 1927. Nanking, November 9, 1929	451

N° 2263.

LETTONIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition des visas de passeports entre les deux Etats. Riga, le 24 décembre 1929.

LATVIA
AND CZECHOSLOVAKIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Passport Visas between the two States. Riga, December 24, 1929.

N^o 2263. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS
LETTON ET TCHÉCOSLOVAQUE, COMPORTANT UN ACCORD
RELATIF A L'ABOLITION DES VISAS DE PASSEPORTS. RIGA,
LE 24 DÉCEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 janvier 1930.

VYSLANECTVÍ
REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ
V. RIZE.
LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE
A RIGA.
N^o 2200/1929.

RIGA, le 24 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vu que les Gouvernements de la République tchécoslovaque et de la Lettonie ont résolu d'abolir les visas de passeports entre les deux Etats, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement tchécoslovaque accepte l'accord auquel ont abouti les négociations entre les deux gouvernements relatives à cette question et dont le texte suit :

Article premier.

Les citoyens de l'un des deux Etats peuvent en tout temps et sans qu'un visa des autorités compétentes de l'autre Etat soit requis, entrer dans le territoire de celui-ci et quitter ce territoire par les points de frontière officiellement désignés à cet effet, à condition qu'ils soient porteurs d'un passeport national pour l'étranger valable et qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire.

Seuls les porteurs des passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes auxquelles l'un des deux gouvernements aurait délivré des passeports pour étrangers (passeports provisoires, cartes d'identité, etc.).

Pour les enfants ressortissants lettons âgés plus de quatorze ans, seront appliquées les stipulations ci-dessus. Les enfants de moins de quatorze ans peuvent être inscrits dans le passeport du père ou de la mère.

Pour les enfants ressortissants tchécoslovaques au-dessous de quinze ans, il suffira de présenter au lieu du passeport un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2263. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE LATVIAN AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ABOLITION OF PASSPORT VISAS. RIGA, DECEMBER 24, 1929.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 30, 1930.

LEGATION
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC
AT RIGA.

No. 2200/1929.

RIGA, December 24, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

In view of the fact that the Governments of the Czechoslovak Republic and of Latvia have decided to abolish passport visas as between the two States, I have the honour to inform Your Excellency that the Czechoslovak Government accepts the agreement which has resulted from the negotiations between the two Governments on this matter, and the text of which follows :

Article I.

Citizens of one of the two States may at any time, and without a visa of the competent authorities of the other State being required, enter the territory of the other State and leave it by the frontier points officially designated for that purpose, on condition that they are in possession of a valid national passport for foreign travel which clearly establishes the nationality of the holder.

Only persons holding national passports shall be entitled to this privilege, which shall not be granted to persons to whom one of the two Governments may have issued passports for foreigners (provisional passports, identity cards, etc.).

The above provisions shall apply to children of Latvian nationality over fourteen years of age. Children under fourteen years of age may be entered on the passport of their father or mother.

In the case of children of Czechoslovak nationality under fifteen years of age, it shall be sufficient to produce instead of the passport a certificate issued by the authorities and indicating their name,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ou lieu de séjour permanent. Ces certificats pour enfants devront — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans — être munis de la photographie du titulaire sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

Article 2.

Si des groupes de citoyens de l'un de deux Etats désirent franchir en commun la frontière, il suffira que ces groupes soient munis d'une liste collective, tenant lieu du passeport, délivrée par l'autorité compétente de l'un des deux Etats et munie du visa de l'autorité compétente de l'autre Etat. Le visa collectif sera délivré gratuitement.

Il ne pourra pas toutefois être fait usage de listes collectives pour les transports d'ouvriers.

Article 3.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux Etats concernant la fermeture de la frontière, l'interdiction d'entrée à l'égard des personnes indésirables, la surveillance des étrangers (entrée, séjour dépassant deux mois, éloignement du pays, refoulement à la frontière), ainsi que concernant la protection du marché national du travail.

Article 4.

Chaque gouvernement pourra éloigner de son territoire les ressortissants de l'autre Etat :

- a) Qui enfreindraient les prescriptions concernant la surveillance des étrangers (entrée, séjour) ;
- b) Dont l'activité comme ouvriers ou employés serait contraire aux dispositions en vigueur, relatives à la protection du marché national du travail ;
- c) Pour tout autre motif légal.

Article 5.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 janvier 1930, il cessera ses effets un mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Č. VRABEC.

A Son Excellence
Monsieur Antons Balodis,
Ministre des Affaires étrangères de Lettonie,
à Riga.

age, nationality and domicile or place of permanent residence. These certificates for children must, in the case of children over ten years of age, bear the photograph of the holder, which shall be stamped by the authorities issuing the certificate.

Article 2.

Should a number of citizens of one of the two States desire to cross the frontier in groups, it shall be sufficient for such groups to be provided with a collective list taking the place of a passport, issued by the competent authorities of one of the two States, and bearing the visa of the competent authority of the other State. The collective visa shall be granted free of charge.

Collective lists may not, however, be made out for the conveyance of workmen.

Article 3.

The present Agreement shall in no way affect the provisions in force in the territory of the two States concerning the closing of the frontier, prohibition of the entry of undesirable persons, supervision of foreign nationals (entry, stay for more than two months, expulsion from the country, refusal at the frontier) or those relating to the protection of the home labour market.

Article 4.

Each Government may expel nationals of the other State from its territory :

- (a) If they do not comply with the regulations concerning the supervision of foreigners (entry, stay in the country) ;
- (b) If their activities as workmen or employees contravene the provisions in force concerning the protection of the home labour market ;
- (c) For any other reason valid in law.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on January 15, 1930. It shall cease to take effect one month after denunciation by one or other of the two States.

I have the honour to be, etc.,

Č. VRABEC.

To His Excellency
M. Antons Balodis,
Minister for Foreign Affairs of Latvia,
Riga.

LATVIJAS ĀRLIETU MINISTRIS.
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.
RIGA.

N^o A. 872. 111/25682.

Le 24 décembre 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Vu que les Gouvernements de la Lettonie et de la République tchécoslovaque ont résolu d'abolir les visas de passeport entre les deux États, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Lettonie accepte l'accord auquel ont abouti les négociations entre les deux gouvernements relatives à cette question et dont le texte suit :

Article premier.

Les citoyens de l'un des deux États peuvent en tout temps et sans qu'un visa des autorités compétentes de l'autre État soit requis, entrer dans le territoire de celui-ci et quitter ce territoire par les points de frontière officiellement désignés à cet effet à condition qu'ils soient porteurs d'un passeport national pour l'étranger valable et qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire.

Seuls les porteurs des passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes auxquelles l'un des deux gouvernements aurait délivré des passeports pour étrangers (passeports provisoires, cartes d'identité, etc.).

Pour les enfants ressortissants lettons âgés de plus de quatorze ans, seront appliqués les stipulations ci-dessus. Les enfants de moins de quatorze ans peuvent être inscrits dans le passeport du père ou de la mère.

Pour les enfants ressortissants tchécoslovaques au-dessous de quinze ans, il suffira de présenter au lieu du passeport un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent. Ces certificats pour enfants devront — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans — être munis de la photographie du titulaire sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

Article 2.

Si des groupes de citoyens de l'un de deux États désirent franchir en commun la frontière, il suffira que ces groupes soient munis d'une liste collective, tenant lieu du passeport, délivrée par l'autorité compétente de l'un des deux États et munie du visa de l'autorité compétente de l'autre État. Le visa collectif sera délivré gratuitement.

Il ne pourra pas toutefois être fait usage de listes collectives pour les transports d'ouvriers.

Article 3.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux États concernant la fermeture de la frontière, l'interdiction d'entrée à l'égard des personnes indésirables, la surveillance des étrangers (entrée, séjour dépassant deux mois, éloignement du pays, refoulement à la frontière), ainsi que concernant la protection du marché national du travail.

Article 4.

Chaque gouvernement pourra éloigner de son territoire les ressortissants de l'autre État :

a) Qui enfreindraient les prescriptions concernant la surveillance des étrangers (entrée, séjour) ;

LATVIAN MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS,
RIGA.

A 872. 111/25682.

December 24, 1929.

SIR,

In view of the fact that the Governments of Latvia and the Czechoslovak Republic have decided to abolish passport visas as between the two States, I have the honour to inform you that the Latvian Government accepts the agreement which has resulted between the two Governments on this matter and the text of which follows :

Article 1.

Citizens of one of the two States may at any time, and without a visa of the competent authorities of the other State being required, enter the territory of the other State and leave it by the frontier points officially designated for that purpose, on condition that they are in possession of a valid national passport for foreign travel which clearly establishes the nationality of the holder.

Only persons holding national passports shall be entitled to this privilege, which shall not be granted to persons to whom one of the two Governments may have issued passports for foreigners (provisional passports, identity cards, etc.).

The above provisions shall apply to children of Latvian nationality over fourteen years of age. Children under fourteen years of age may be entered on the passport of their father or mother.

In the case of children of Czechoslovak nationality under fifteen years of age, it shall be sufficient to produce instead of the passport a certificate issued by the authorities and indicating their name, age, nationality and domicile or place of permanent residence. These certificates for children must, in the case of children over ten years of age, bear the photograph of the holder, which shall be stamped by the authorities issuing the certificate.

Article 2.

Should a number of citizens of one of the two States desire to cross the frontier in groups, it shall be sufficient for such groups to be provided with a collective list taking the place of a passport, issued by the competent authorities of one of the two States, and bearing the visa of the competent authority of the other State. The collective visa shall be granted free of charge.

Collective lists may not, however, be made out for the conveyance of workman.

Article 3.

The present Agreement shall in no way affect the provisions in force in the territory of the two States concerning the closing of the frontier, prohibition of the entry of undesirable persons, supervision of foreign nationals (entry, stay for more than two months, expulsion from the country, refusal at the frontier) or those relating to the protection of the home labour market.

Article 4.

Each Government may expel nationals of the other State from its territory :

(a) If they do not comply with the regulations concerning the supervision of foreigners (entry, stay in the country) ;

- b) Dont l'activité comme ouvriers ou employés serait contraire aux dispositions en vigueur, relatives à la protection du marché national du travail ;
c) Pour tout autre motif légal.

Article 5.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 janvier 1930. Il cessera ses effets un mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

A. BALODIS.

Monsieur Č. Vrabec,
Chargé d'Affaires de la République tchécoslovaque,
Riga.

- (b) If their activities as workmen or employees contravene the provisions in force concerning the protection of the home labour market ;
(c) For any other reason valid in law.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on January 15, 1930. It shall cease to take effect one month after denunciation by one or other of the two States.

I have the honour to be, etc.

A. BALODIS.

To M. Č. Vrabec,
Chargé d'Affaires of the Czechoslovak Republic,
Riga.

N° 2264.

DANEMARK ET HAITI

Traité d'arbitrage et de conciliation.
Signé à Washington, le 5 avril
1928.

DENMARK AND HAITI

Treaty of Arbitration and Concilia-
tion. Signed at Washington, April
5, 1928.

N^o 2264. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ¹ ET DE CONCILIATION ENTRE LE DANEMARK ET HAÏTI. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 5 AVRIL 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 31 janvier 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLAND ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, considérant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale et la disposition facultative concernant l'article 36, paragraphe 2, de ce Statut ², animés du désir d'assurer, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, le règlement pacifique de tous les différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à diviser le Danemark et Haïti, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Constantin BRUN, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Washington, D. C. ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI :

M. Hannibal PRICE, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Haïti à Washington, D.C. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente de Justice internationale tous les différends et tous les litiges entre le Danemark et Haïti qui n'auront pu être résolus par la voie diplomatique ou par la procédure de conciliation mentionnée à l'article 2.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 4 décembre 1929.

² Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXII, page 452; vol. LXXVIII, page 435; vol. LXXXVIII, page 272; vol. XCII, page 362; et vol. XCVI, page 180, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2264. — TREATY² OF ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN DENMARK AND HAITI. SIGNED AT WASHINGTON, APRIL 5, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place January 31, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HAITI, considering the Statute of the Permanent Court of International Justice and the Optional Clause concerning Article 36, paragraph 2, of the said Statute³, desirous of ensuring the peaceful settlement, in accordance with the principles established by the Covenant of the League of Nations, of all disputes and difficulties of any nature whatsoever which may arise between Denmark and Haiti, have decided to conclude a Treaty for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Constantin BRUN, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Washington, D. C. ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF HAITI :

M. Hannibal PRICE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Haiti at Washington, D. C. ;

Who having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to submit to the Permanent Court of International Justice all differences and all disputes between Denmark and Haiti which it has not been possible to settle through the diplomatic channel or by the procedure for conciliation mentioned in Article 2.

Disputes for the settlement of which a special procedure is provided by other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in accordance with the provisions of the said Conventions.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Washington, December 4, 1929.

³ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; and Vol. XCVI, page 180, of this Series.

Article 2.

S'il s'élève entre le Danemark et Haïti un différend n'ayant pu être réglé par la voie diplomatique dans un délai raisonnable, les Hautes Parties contractantes s'engagent à le soumettre, aux fins d'enquête et de conciliation, à un commissaire nommé d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes.

Au cas où cet accord ne pourrait s'établir dans un délai de six mois à compter du moment où l'une des Parties a adressé une invitation à cet égard à l'autre Partie, la nomination du commissaire sera effectuée, à la requête d'une des Parties, par le président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant d'une des Hautes Parties contractantes, par le vice-président ou au besoin par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est pas leur ressortissant.

Article 3.

Le commissaire réglera lui-même la procédure et fera un rapport comportant un projet de règlement du différend, s'il y a lieu.

Les travaux du commissaire devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter de sa nomination.

Article 4.

A défaut d'accord entre les Parties sur la base du rapport du commissaire et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de simple requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale, qui décidera conformément aux règles contenues dans son Statut.

Les Parties conviennent que les différends qui, de l'avis de la Cour, ne seraient pas d'ordre juridique, peuvent être réglés par la Cour suivant les principes du droit et de l'équité.

Article 5.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation interne de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, y compris les tribunaux administratifs, cette contestation ne sera soumise à l'une des procédures prévues par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée rendu par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 6.

Si la sentence de la Cour déclarait qu'une décision ou une mesure prise par la Justice ou toute autre autorité de l'un des deux États se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit État ne permet pas ou ne permet qu'en partie d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 7.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article 2.

Should a dispute arise between Denmark and Haiti which it has not been possible to settle within a reasonable period of time through the diplomatic channel, the High Contracting Parties undertake to submit it for investigation and conciliation to a Commissioner appointed by mutual agreement between the High Contracting Parties.

Should it not be possible to arrive at such an agreement within six months as from the date on which one of the Parties addressed an invitation to that effect to the other Party, the Commissioner shall be appointed, at the request of one of the Parties, by the President of the Permanent Court of International Justice, or should he be a national of one of the High Contracting Parties by the Vice-President, or, if necessary, by the senior member of the Court who is not a national of one of the High Contracting Parties.

Article 3.

The Commissioner shall himself lay down the procedure and shall submit a report, including, if required, a proposal for the settlement of the dispute.

Unless the Parties agree otherwise, the work of the Commissioner must be completed within six months dating from his appointment.

Article 4.

Failing agreement between the Parties on the basis of the Commissioner's report, and after three months' notice has been given, either Party shall be entitled to bring the matter by simple application before the Permanent Court of International Justice, which shall give a decision in accordance with the rules contained in its Statute.

The Parties agree that disputes which in the opinion of the Court are not of a juridical character may be settled by the Court according to the principles of law and equity.

Article 5.

In the case of a dispute the subject of which according to the municipal law of one of the Parties falls within the competence of the national Courts, including the administrative tribunals, of that Party, the said dispute shall not be submitted to any of the procedures provided for by the present Treaty until a final decision has been given by the competent national judicial authority.

Article 6.

Should the award of the Court declare that a decision or measure of the judicial authorities or any other authority of either of the two States is wholly or in part contrary to international law, and should the constitutional law of that State not permit or only partially permit the consequences of the decision or measure in question to be annulled, the Parties agree that the injured Party shall be awarded equitable satisfaction of another kind.

Article 7.

Any disputes which may arise with regard to the interpretation or execution of the present Treaty shall be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by simple application.

Article 8.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Washington, D. C.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années et ainsi de suite.

Si, à l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant le commissaire ou devant la Cour permanente de Justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Washington, D. C., le 5 avril 1928.

(L. S.) C. BRUN.

(L. S.) H. PRICE.

Article 8.

The present Treaty shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Washington, D. C.

It shall come into force as soon as the instruments of ratification have been exchanged and shall remain in force for ten years from that date. Unless it is denounced six months before the expiration of this period, it shall be regarded as renewed for a period of five years, and similarly thereafter.

If, upon the expiration of the present Treaty, any procedure in virtue of this Treaty is pending before the Commissioner, or before the Permanent Court of International Justice, it shall pursue its course until its final completion.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Washington, D. C. , April 5, 1928.

(L. S.) C. BRUN.

(L. S.) H. PRICE.

N° 2265.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Accord relatif à l'échange des colis
postaux entre Ceylan et les Iles
Philippines, et règlement d'exécu-
tion y annexé. Signés à Colombo,
le 7 mars 1928, et à Manille, le
6 avril 1929.

GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND AND
UNITED STATES OF AMERICA

Agreement for the Direct Exchange
of Parcels by Parcel Post between
Ceylon and the Philippine Islands,
and Detailed Regulations annexed
thereto. Signed at Colombo, March
7, 1928, and at Manilla, April 6,
1929.

No. 2265. — AGREEMENT FOR THE DIRECT EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST BETWEEN CEYLON AND THE PHILIPPINE ISLANDS, WITH DETAILED REGULATIONS ANNEXED THERETO. SIGNED AT COLOMBO, MARCH 7, 1928, AND AT MANILLA, APRIL 6, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 8 février 1930.

THE POST OFFICES OF THE PHILIPPINE ISLANDS and CEYLON agree to effect a regular direct exchange on uninsured parcels between Manila and Colombo.

AGREEMENT.

Article I.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for the Philippine Islands posted in Ceylon shall not exceed 11 lbs. in weight, 3ft 6 in. in length, or 6ft in length and girth combined.

A parcel for Ceylon posted in the Philippine Islands shall not exceed 5 Kg. in weight, 1.05 metres in length and 55 cubic decimetres in volume.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article II.

PREPAYMENT OF POSTAGE RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Office taking part in the conveyance by land or sea. It shall include also any surcharge levied in accordance with Article IV hereafter. In all cases postage shall be fully prepaid with postage stamps of the country of origin.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2265. — ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE CEYLAN ET LES ILES PHILIPPINES, ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION Y ANNEXÉ. SIGNÉS A COLOMBO, LE 7 MARS 1928, ET A MANILLE, LE 6 AVRIL 1929.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place February 8, 1930.

Les Administrations des postes des îles Philippines et de Ceylan conviennent d'effectuer un échange régulier de colis postaux non assurés entre Manille et Colombo.

ACCORD.

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Un colis déposé à Ceylan à destination des îles Philippines ne doit pas peser plus de 11 livres anglaises ni mesurer en longueur plus de 3 pieds 6 pouces ou plus de 6 pieds en longueur et pourtour réunis.

Un colis déposé dans les Îles Philippines à destination de Ceylan ne doit pas peser plus de 5 kg., ni dépasser 1,05 mètre en longueur et 55 décimètres cubes en volume.

2. Pour le calcul exact du poids et des dimensions des colis, l'opinion du bureau expéditeur sera acceptée, sauf dans le cas d'erreur évidente.

Article II.

AFFRANCHISSEMENT PRÉALABLE.

1. Sauf pour les colis réexpédiés ou retournés à l'expéditeur, l'affranchissement préalable des colis sera obligatoire.

2. La taxe d'affranchissement comprendra les sommes revenant à chacune des administrations qui participent au transport par terre ou par mer. Elle comprendra également une surtaxe perçue conformément à l'article IV ci après. Dans tous les cas, la taxe d'affranchissement doit être intégralement acquittée au préalable en timbres-poste du pays d'origine, soit :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

In the Philippine Islands, for a parcel not exceeding 1 kg in weight, 1 peso Philippine currency ; and for parcels weighing more than 1 kg, 60 centavos Philippine currency for each kilo or fraction of a kilo.

In Ceylon the postage rates shall be for a parcel not exceeding 3 lbs in weight Rs. 1.50, not exceeding 7 lbs., Rs. 2.50 and not exceeding 11 lbs., Rs. 3.50 Ceylon currency.

Article III.

ADDITIONAL RATE.

Each Postal Administration shall have the right to impose on parcels originating in or addressed to its Offices an additional rate of 25 centimes per parcel.

Article IV.

SEA RATE AND SEA CONVEYANCE.

Each of the two Postal Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

From Ceylon Parcel Mails shall be forwarded in closed sacks through the intermediary of Hongkong and from the Philippines the service shall be effected direct.

Article V.

FEE FOR DELIVERY AND FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of Ceylon may collect, in respect of delivery and clearance through the Customs a fee, the amount of which is to be fixed according to its own regulations, but which shall in no case exceed 50 centimes per parcel in Ceylon and 20 centavos in the Philippine Islands, whatever its weight.

Article VI.

PAYMENT OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES.

Customs charges or other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Article VII.

PROHIBITIONS.

I. It is forbidden to enclose in a postal parcel :

- A. Explosive, inflammable or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;
- B. Articles of an obscene or immoral nature ;
- C. Articles the admission of which is not permitted by law or by the customs or other regulations ;
- D. Letters or communications which constitute an actual or personal correspondence, as well as correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel.

Dans les îles Philippines, 1 peso en monnaie philippine pour les colis ne pesant pas plus d'un kilog. et 60 centavos en monnaie philippine par kilog. ou fraction de kilog. pour les colis pesant plus d'un kilog.

A Ceylan, la taxe d'affranchissement sera de Rs 1,50 en monnaie de Ceylan pour les colis ne pesant pas plus de 3 livres, de Rs 2,50 pour les colis ne pesant pas plus de 7 livres et de Rs 3,50 pour les colis ne pesant pas plus de 11 livres.

Article III.

TAXE SUPPLÉMENTAIRE.

Chaque administration des postes aura le droit de percevoir une taxe additionnelle de 25 centimes par colis sur les colis provenant de ses bureaux ou adressés à ces mêmes bureaux.

Article IV.

TAXES ET TRANSPORT MARITIMES.

Chacune des deux administrations des postes aura le droit de fixer les taxes relatives au service maritime qu'elle assure.

Les expéditions de colis en provenance de Ceylan seront faites par l'intermédiaire de Hongkong dans des sacs fermés. Le service des colis en provenance des îles Philippines sera effectué directement.

Article V.

DROITS DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration des postes de Ceylan pourra exiger, pour le factage et le dédouanement, une taxe à fixer d'après ses propres règlements, mais qui ne doit en aucun cas dépasser 50 centimes par colis à Ceylan et 20 centavos dans les îles Philippines, quel que soit le poids du colis.

Article VI.

PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE ET AUTRES FRAIS.

Les droits de douane et les autres frais ne relevant pas de la poste doivent être payés par les destinataires des colis, à l'exception des cas pour lesquels des dispositions contraires sont prévues par le présent accord.

Article VII.

INTERDICTIONS.

I. Il est interdit d'expédier par colis postal :

A. Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques et les cartouches chargées ainsi que les allumettes).

B. Des articles présentant un caractère obscène ou immoral.

C. Des articles dont l'importation n'est pas autorisée par la loi ou par les règlements douaniers ou autres.

D. Des lettres ou des communications ayant un caractère de correspondance personnelle, ainsi que des plis ou paquets de toute nature, portant une adresse autre que celle du destinataire du colis (il est toutefois permis d'insérer dans un colis une facture ouverte

(It is, however, permissible to inclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice, and a simple copy of the address of the parcel with the address of the sender also).

E. Live animals (except bees which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

2. It is forbidden to send coins, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured or other precious articles in unsealed and unregistered parcels.

3. The parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the office of origin, unless the Administration of the country of destination is authorized by its legislation to dispose of it otherwise. In the latter case the office of despatch shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel. Nevertheless, the fact that the parcel contains a letter or communication which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the office of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the office of origin; they shall be disposed of by the administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

Article VIII.

REDIRECTION.

A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Administration of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly a parcel may be redirected from one of the two countries which are parties to this agreement to another country provided the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

Additional charges, levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the country of destination does not agree to cancel.

Article IX.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched shall be transmitted in accordance with the provision of Article IX of the Detailed Regulations.

Article X.

NONDELIVERY.

In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The sender may request at the time of posting, that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (*a*) treated as abandoned, or (*b*) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself

réduite à ses énonciations constitutives, et une simple copie de l'adresse du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur).

E. Des animaux vivants (excepté les abeilles qui doivent être enfermées dans des boîtes, de manière à éviter tout danger pour les fonctionnaires des postes, tout en permettant le contrôle du contenu).

2. Il est interdit d'expédier des monnaies, de l'or ou de l'argent, travaillé ou non, ou toute autre matière précieuse, sauf par colis scellés et recommandés.

3. Les colis indûment acceptés par la poste doivent être retournés à leur bureau d'origine, à moins que l'administration du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à agir autrement. Dans ce dernier cas, le bureau d'expédition doit être informé d'une manière précise du sort réservé aux colis. Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère d'une correspondance personnelle ne doit en aucun cas entraîner le retour de ce colis à son bureau d'origine.

4. Les matières explosives, inflammables ou dangereuses et les articles présentant un caractère obscène ou immoral ne devront pas être retournés au bureau d'origine. L'administration qui trouve ces articles dans le courrier agira à leur égard conformément aux dispositions de ses propres règlements intérieurs.

Article VIII.

RÉEXPÉDITION.

Un colis peut être réexpédié à la suite d'un changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration du pays de destination pourra percevoir la taxe de réexpédition prescrite par ses règlements intérieurs. Un colis peut, de même, être réexpédié de l'un des deux pays qui sont parties au présent accord dans un tiers pays, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour son transport ultérieur et que la taxe postale supplémentaire soit payée d'avance au moment de la réexpédition, ou que la preuve documentaire soit faite de l'intention du destinataire d'acquitter cette taxe.

Les taxes additionnelles, imposées du fait de la réexpédition et non payées par le destinataire ou son représentant, ne seront pas annulées en cas d'une nouvelle réexpédition ou d'un retour au bureau d'origine, mais elles seront recouvrées, suivant le cas, sur le destinataire ou sur l'expéditeur, sans préjudice du paiement de tous autres frais spéciaux encourus, dont l'annulation n'est pas acceptée par le pays de destination.

Article IX.

COLIS ACHÉMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis indûment reçus ou irrégulièrement admis à l'expédition doivent être expédiés conformément aux dispositions de l'article IX du Règlement de détail.

Article X.

NON-REMISES.

Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis qui ne pourra pas être remis à l'adresse indiquée sera renvoyé sans préavis à l'expéditeur, aux frais de celui-ci, après avoir été conservé pendant la période prescrite par les règlements du pays de destination.

2. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt du colis, que, dans le cas où le colis ne pourra pas être remis à l'adresse indiquée ; il soit : a) considéré comme tombé au rebut ou b) présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution ne sera

of this facility his request may appear on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to one of the following forms :— “ If not deliverable as addressed, abandon ” “ If not deliverable as addressed, deliver to ”. The same request must also be written on the cover of the parcel.

The charges due on returned undelivered parcels shall be recovered from the senders.

Article XI.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed or redirected to a third country.

Article XII.

SALE, DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article XIII.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the office of destination but shall be treated in accordance with its legislation.

Article XIV.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel.
2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting.
When an enquiry is the outcome of an irregularity in the Postal Service the enquiry fee shall be refundable.

Article XV.

RESPONSIBILITY.

The Postal Administration of either of the contracting countries will not be responsible for the loss or damage of any parcel, but either country is at liberty to indemnify the sender of any parcel mailed therein which may be lost or destroyed in each territory and before transmission to the country of destination.

admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande pourra figurer sur le bulletin d'expédition et devra être conforme ou analogue à l'une des formules suivantes : « Si la livraison est impossible à l'adresse indiquée, mettre au rebut », « Si la livraison est impossible à l'adresse indiquée, délivrer à ». La même demande doit être également écrite sur l'emballage du colis.

Les taxes dues pour des colis retournés par suite de leur non-remise doivent être recouvrées sur les expéditeurs.

Article XI.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux parties du présent accord s'engagent à inviter leurs administrations respectives des douanes à annuler les droits de douane sur les colis retournés à leur pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits ou réexpédiés dans un tiers pays.

Article XII.

VENTE, DESTRUCTION.

Les articles susceptibles de détérioration ou de décomposition peuvent, seuls, être vendus immédiatement et sans avis préalable ni formalités légales, même s'ils sont en cours de route, à l'aller ou au retour. Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les articles détériorés ou putréfiés seront détruits.

Article XIII.

COLIS TOMBÉS AU REBUT.

Les colis qui ne peuvent pas être délivrés à leurs destinataires et qui sont abandonnés par les expéditeurs, ne seront pas retournés par le bureau de destination, mais seront traités conformément à la législation du pays.

Article XIV.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

1. Une taxe qui ne sera pas supérieure à 1 franc peut être imposée pour chaque demande de renseignements concernant un colis.

2. Les demandes de renseignements ne seront acceptées que pendant une période d'un an, à partir du jour qui suit la date de dépôt du colis.

Quand une demande de renseignements est provoquée par une irrégularité dans le service postal, la taxe perçue sera remboursée.

Article XV.

RESPONSABILITÉ.

L'administration des postes de chacun des deux pays contractants ne sera pas responsable de la perte ou de l'avarie d'un colis. Toutefois, chaque pays sera libre d'indemniser l'expéditeur d'un colis, mis à la poste dans ses bureaux, qui pourrait être perdu ou détruit sur son territoire avant qu'il soit transmis au pays de destination.

Article XVI.

ACCOUNTS.

Each country shall retain to its own use the whole of the postage and other fees which it collects on said parcels; consequently this agreement will give rise to no separate account between the two countries.

Article XVII.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

The francs and centimes mentioned in this agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention of Stockholm ¹.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Administrations.

3. In extraordinary circumstance either Administration may temporarily suspend the parcel post, either entirely or partially on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The two Administrations have drawn up the following detailed regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this agreement and not provided for in the Detailed Regulations may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal legislation of the Postal Administration of Ceylon and the Postal Administration of the Philippine Islands shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article XVIII.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Administrations and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned duly authorized for that purpose have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate and signed at Colombo the 7th day of March, 1928.

(Signed) M. S. SRESITA,
Postmaster General of Ceylon.

Approved, April 11, 1929.

(Signed) Filemon PEREZ,
*Secretary of Commerce and Communications
of the Philippine Islands.*

(Signed) Juan RUIZ,
*Acting Director of Posts of the Philippine
Islands.*

Signed at Manilla, the 6th day of April, 1929.

¹ Vol. XL, page 19, vol L, page 106; vol. LXXII, page 151, et vol XCII, page 372, de ce recueil.

Article XVI.

COMPTABILITÉ.

Chaque pays conservera à son profit la totalité des taxes postales et autres droits perçus par lui sur les colis. En conséquence cet accord ne nécessitera aucune comptabilité spéciale entre les deux pays.

Article XVII.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Les francs et centimes mentionnés dans le présent accord sont les francs et centimes-or tels qu'ils sont définis par la Convention de Stockholm de l'Union postale universelle¹.

2. Les colis ne doivent être soumis à des taxes autres que celles prévues par le présent accord, qu'avec le consentement mutuel des deux administrations.

3. Dans les circonstances extraordinaires, chaque administration peut suspendre provisoirement, en tout ou en partie, le service des colis postaux, à condition d'en aviser immédiatement, et s'il le faut télégraphiquement, l'autre administration.

4. En vue d'assurer l'exécution du présent accord, les deux administrations ont élaboré le règlement de détail ci-après. Les autres points de détail qui ne sont ni fixés par les dispositions générales du présent accord, ni prévus par ledit règlement pourront, être réglés de temps à autre d'un commun accord entre les parties.

5. La législation intérieure de l'Administration des postes de Ceylan et de l'Administration des postes des îles Philippines continuera à être applicable à tous les cas non prévus par les stipulations du présent accord et du règlement de détail relatif à son exécution.

Article XVIII.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord entrera en vigueur à une date à fixer conjointement par les deux administrations et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période d'un an à partir de la date à laquelle il sera dénoncé par l'une des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire et signé à Colombo, le 7 mars 1928.

(Signé) M. S. SRESHTA.

Postmaster general de Ceylan.

Approuvé le 11 avril 1929.

(Signé) Filemon PEREZ.

*Secrétaire au Commerce et aux Communications
des Îles Philippines.*

(Signé) Juan RUIZ.

Directeur p. i. des Postes des Îles Philippines

Signé à Manille, le 6 avril 1929.

¹ Vol. XL, page 19; Vol. L, page 166; Vol. LXXII, page 454; and Vol. XCII, page 372, of this Series.
No. 2265

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN CEYLON AND THE PHILIPPINE ISLANDS
DATED AT COLOMBO 7TH MARCH, 1928, AND AT MANILLA ON 6TH AND 11TH APRIL, 1929.

Article I.

CIRCULATION.

Each Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the office retransmitting them.

*Article II.*METHOD OF TRANSMISSION
PROVISION OF BAGS.

Exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Administrations.

Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed.

A label shewing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

The bag containing the Parcel Bills and other documents shall be distinctively labelled.

The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 Kg. (80 lbs).

Each bag containing parcel mails shall be stencilled in large characters :

PARCEL POST
BETWEEN
PHILIPPINE ISLANDS
AND
CEYLON.

The bags shall be used exclusively for the exchange of parcels between Ceylon and the Philippine Islands and not for any other service and either of the contracting Administrations shall be required to make good the value of any bag which it fails to return. Responsibility for the loss of empty mail bags shall be determined by mutual communication.

The bags not required by either of the Administration for the despatch of parcels shall be returned empty advised on a parcel bill.

Article III.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

RÈGLEMENT DE DÉTAIL

POUR L'EXÉCUTION DE L'ACCORD CONCERNANT LE SERVICE DE COLIS POSTAUX ENTRE CEYLAN ET LES ILES PHILIPPINES, SIGNÉ A COLOMBO, LE 7 MARS 1928, ET A MANILLE, LES 6 ET 11 AVRIL 1929.

Article premier.

TRANSPORTS.

Chaque administration devra transporter par les routes et moyens qu'elle utilise pour ses propres colis, les colis qui lui sont remis par l'autre administration pour être expédiés en transit à travers son territoire.

Les colis acheminés dans une fausse direction seront réexpédiés sur leur destination véritable par la voie la plus directe dont dispose l'administration qui les réexpédie.

*Article II.*MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.
PROVISIONS DE SACS.

L'échange de colis entre les deux pays s'effectuera par les bureaux que désigneront d'un commun accord les deux administrations.

L'échange de colis entre les deux pays s'effectuera en sacs convenablement clos et scellés.

Une étiquette indiquant le bureau d'échange du pays d'origine et le bureau d'échange du pays de destination sera attachée à l'ouverture de chaque sac, le nombre de colis contenus dans le sac étant indiqué sur le dos de l'étiquette.

Le sac contenant les feuilles de route et autres documents devra être marqué d'une façon distincte.

Le poids de chaque sac de colis ne sera pas supérieur à 36 kg. (80 livres anglaises).

Chaque sac contenant des colis postaux devra porter l'inscription suivante en caractères de grande dimension, marqués au pochoir :

PARCEL POST
BETWEEN
PHILIPPINES ISLANDS
AND
CEYLON.

Les sacs doivent être utilisés exclusivement pour l'échange de colis entre Ceylan et les îles Philippines et pour aucun autre service. Chacune des deux administrations contractante sera tenue de bonifier la valeur des sacs qu'elle n'aurait pas renvoyés. La responsabilité pour la perte de sacs postaux vides sera établie par un échange de communications entre les deux administrations.

Les sacs qui ne sont pas utilisés par l'une des deux administrations pour l'expédition de colis devront être renvoyés vides et portés sur une feuille de route.

Article III.

FIXATION DE TARIFS D'ÉQUIVALENCE.

Pour l'établissement des taxes à percevoir sur les colis, chaque administration sera libre d'adopter tels tarifs d'équivalence approximative qu'elle jugera convenables en sa propre monnaie.

Article IV.

MAKE UP OF PARCELS.

Every Parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed ; however, parcels bearing addresses written with copying ink pencils on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address.

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure Officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article V.

SPECIAL PACKING.

Liquids and substances which easily liquify shall be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

Colouring substances such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles. Dry non-colouring powders shall be placed in boxes of metal, wood or card board ; these boxes shall themselves be enclosed in a cover of linen or parchment.

Article VI.

DESPATCH NOTES IN CUSTOMS DECLARATION.

Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by the Customs Declarations according to the regulations of the country of destination and the Customs Declarations shall be firmly attached to the Despatch Note.

The two Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article VII.

SERIAL NO. AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear a label indicating the serial No. and the name of the Office of Posting. An Office of Posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article VIII.

DATE STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the Office of Posting on the address side with a stamp shewing the place and date of posting.

Article IV.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Chaque colis devra :

a) Porter le nom et l'adresse exacte du destinataire, en caractères latins. Les adresses au crayon ne sont pas autorisées. Toutefois, on pourra accepter des colis portant une adresse écrite au crayon indélébile sur une surface préalablement humectée. Les adresses doivent être écrites sur le colis même ou sur une étiquette fixée de telle façon qu'elle ne puisse s'en détacher. L'expéditeur sera invité à insérer dans le colis une copie de l'adresse avec indication de sa propre adresse.

b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et assure la préservation du contenu.

Les matières susceptibles de blesser les fonctionnaires des postes ou d'endommager les autres colis, doivent être emballés de manière à prévenir tous les risques.

Article V.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

Les liquides et substances facilement liquéfiables devront être expédiés dans un emballage double. Entre le premier récipient (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant), il sera aménagé un espace rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber, en cas de bris, tout le contenu liquide.

Les matières colorantes comme l'aniline, etc., ne seront admises que si elles sont enfermées dans des boîtes métalliques résistantes, placées dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux récipients. Les matières en poudre, non colorantes, devront être enfermées dans des boîtes en métal, en bois ou en carton, enveloppées dans un emballage de toile ou de parchemin.

Article VI.

BULLETINS D'ENVOI ET DÉCLARATIONS DE DOUANE.

Chaque colis sera accompagné d'un bulletin d'envoi et de la déclaration de douane faite conformément aux règlements en vigueur dans le pays de destination. La déclaration de douane sera solidement fixée au bulletin d'envoi.

Les deux administrations n'assument aucune responsabilité en ce qui concerne l'exactitude des déclarations de douane.

Article VII.

NUMÉROS DE SÉRIE ET LIEU DE DÉPÔT.

Les colis et les bulletins d'envoi y relatifs doivent porter une étiquette indiquant le numéro d'ordre et le nom du bureau de dépôt. Un bureau de dépôt ne doit pas utiliser deux ou plus de deux séries d'étiquettes à la fois, à moins que chaque série ne porte une marque distinctive.

Article VIII.

ESTAMPILLE DE DATE.

Les bulletins d'envoi doivent être frappés du côté de l'adresse par le bureau d'expédition d'une estampille indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article IX.

RETRANSMISSION.

The Office retransmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it. When an Office returns such a parcel to the office from which it has been directly received the error shall be reported by means of a verification note.

The parcel shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the Despatch Note prepared by the Office of Origin. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be replaced by a Substitute Note, the name of the Office of Origin of the parcel and the original serial No. shall be entered both on the parcel and the Despatch Note.

Article X.

RETURN OF UNDELIVERED PARCELS.

If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article X, Section II of the Agreement, the office of destination need not comply with it, but may return the parcel to the office of origin, after retention for the period prescribed by the Regulations of the country of destination.

II. The Office which returns the parcel to the sender shall indicate clearly and concisely thereon the cause of non-delivery. This information may be furnished in a manuscript or by means of stamp impression or a label.

III. A parcel to be returned to the sender shall be entered in the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " Column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article XI.

SALE, DESTRUCTION.

When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article XII of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the office of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article XII.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning parcels, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article XIII.

PARCEL BILL.

Parcels shall be entered individually by the Despatching Office of Exchange on a parcel bill similar to the specimen annexed. The Despatch Notes, Customs Declarations, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

Article IX.

RÉACHEMINEMENT.

L'administration qui réachemine un colis expédié dans une fausse direction, ne prélèvera sur ce colis ni droit de douane ni autres droits ne concernant pas le service postal. Quand une administration renverra un colis de cette nature au bureau dont elle l'a directement reçu, l'erreur doit être signalée par un bulletin de vérification.

Le colis sera réacheminé dans son emballage d'origine et accompagné du bulletin d'envoi du bureau d'expédition. Si, pour une raison quelconque, le colis doit être pourvu d'un bulletin d'envoi de remplacement, le nom du bureau d'expédition du colis et le numéro de série initial devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'envoi.

Article X.

RETOUR DES COLIS NON DÉLIVRÉS.

Si l'expéditeur d'un colis qu'il n'a pas été possible de délivrer a formulé une demande non prévue au paragraphe 2 de l'article X de l'accord, le bureau de destination n'est pas tenu de s'y conformer, mais peut renvoyer le colis au bureau d'origine après l'avoir gardé pendant le laps de temps prescrit par les règlements du pays de destination.

II. Le bureau qui retourne le colis à l'expéditeur doit indiquer avec clarté et concision la cause pour laquelle le colis n'a pu être délivré. Cette information doit être fournie par écrit ou au moyen d'un cachet ou d'une étiquette imprimée.

III. Un colis retourné à l'expéditeur doit être inscrit sur la feuille de route avec la mention « Retour » dans la colonne « Observations ». Il sera soumis à la même procédure et taxé de la même façon que les colis réexpédiés par suite d'un changement d'adresse du destinataire.

Article XI.

VENTE, DESTRUCTION.

Lorsqu'un colis est vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article XII de l'accord, il sera établi un procès-verbal de vente ou de destruction.

Le produit de la vente devra être affecté en premier lieu au remboursement des taxes grevant le colis. Le solde éventuel sera envoyé au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur, les frais d'envoi étant à la charge de ce dernier.

Article XII.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES COLIS.

Pour les demandes de renseignements concernant les colis, il sera adopté un formulaire analogue au spécimen annexé au règlement de détail de l'accord de l'Union postale universelle, relatif au service des colis postaux. Ces formulaires seront envoyés, pour être mis en usage, aux bureaux désignés par les deux administrations. L'utilisation de ces formulaires sera faite d'après les modalités convenues entre les deux administrations.

Article XIII.

FEUILLES DE ROUTE.

Le bureau d'échange faisant l'expédition des colis ouvrira séparément chaque colis sur une feuille de route, analogue au spécimen ci-annexé. Les bulletins d'expédition, les déclarations de douane, etc., devront être envoyés en même temps que la feuille de route.

Each Despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in an annual series for each Office of Exchange of destination with date and as far as possible shall enter the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the following year.

Article XIV.

CHECK BY OFFICERS OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered on the relative bill, and if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

Article XV.

COMMUNICATION AND NOTIFICATIONS.

Each Administration shall furnish to the other all necessary information on the points of Detail in connection with the working of the service.

Article XVI.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the parcel post agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate and signed at Colombo the 7th day of March 1928.

(Signed) M. S. SRESHTA,
Postmaster General, Ceylon.

(Signed) Juan RUIZ,
*Acting Director of Posts of the Philippine
Islands.*

Signed at Manilla, the 6th day of April, 1929.

Approved, April 11, 1929.

(Signed) Filemon PEREZ,
*Secretary of Commerce and Communications
of the Philippine Islands.*

Chaque bureau d'échange faisant l'expédition de colis devra numérotter les feuilles de route par série annuelle pour chacun des bureaux d'échange de destination, avec indication de la date et, autant que possible, du nom du navire transportant le courrier. Mention du dernier numéro de l'année devra être faite l'année suivante.

Article XIV.

VÉRIFICATION PAR LES FONCTIONNAIRES DU BUREAU D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

A la réception d'un courrier comprenant soit des colis soit des sacs vides, le bureau d'échange procédera à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent ou, s'il s'agit de sacs vides, à la vérification de ces sacs, en comparant avec les indications portées sur la feuille de route correspondante. Les manquants et les autres irrégularités seront, s'il y a lieu, signalés par un bulletin de vérification.

Article XV.

CORRESPONDANCE ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration fournira à l'autre tous les renseignements nécessaires sur les points de détail concernant le service.

Article XVI.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT DE DÉTAIL.

Le présent règlement de détail entrera en vigueur le jour de la mise en vigueur de l'Accord relatif au service des colis postaux, et aura la même durée que cet accord. Les administrations intéressées auront, toutefois, la faculté de modifier, de temps à autre, et d'un commun accord les détails de ce règlement.

Fait en double exemplaire et signé à Colombo, le 7 mars 1928.

(Signé) M. S. SRESHTA,
Postmaster General, Ceylan.

(Signé) Juan RUIZ,
Directeur p. i. des Postes des Iles Philippines.

Signé à Manille, le 6 avril 1929.

Approuvé, le 11 avril 1929.

(Signé) Filemon PEREZ,
*Secrétaire au Commerce et aux Communications
des Iles Philippines.*

N° 2266.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ÉTAT LIBRE D'IRLANDE
ET LITHUANIE

Echange de notes concernant les relations commerciales, telles qu'elles ont été réglées par l'échange de notes du 6 mai 1922. Londres, les 28 novembre et 10 décembre 1929.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND IRISH FREE STATE
AND LITHUANIA

Exchange of Notes in regard to Commercial Relations as regulated by the Exchange of Notes of May 6, 1922. London, November 28 and December 10, 1929.

No. 2266. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENTS IN THE UNITED KINGDOM AND IN THE IRISH FREE STATE AND THE LITHUANIAN GOVERNMENT IN REGARD TO COMMERCIAL RELATIONS AS REGULATED BY THE EXCHANGE OF NOTES¹ OF MAY 6, 1922. LONDON, NOVEMBER 28-DECEMBER 10, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 février 1930.

No. 1.

M. BIZAUSKAS TO MR. HENDERSON.

LITHUANIAN LEGATION.

LONDON, *November 28, 1929.*

SIR,

Acting upon instructions from my Government, I have the honour to communicate the following :

In connexion with the exchange of notes of the 6th May, 1922¹, by which the principle of most-favoured-nation treatment was adopted as the basis of commercial relations between the then United Kingdom on the one hand and Lithuania on the other, I have the honour to inform you that it is the desire of my Government that the general undertaking given by the Lithuanian Government with regard to the grant of most-favoured-nation treatment should not be regarded as requiring them to accord the benefit of any customs preferences or other facilities of whatever nature which are, or may be, granted by Lithuania in favour of Latvia or Estonia in regard to Latvian or Estonian goods respectively, so long as such preferences or facilities are not extended by Lithuania to any other foreign country.

If there is no objection to such an arrangement, the Lithuanian Government would propose that it should be regarded as coming into force on the receipt from you of a note to the effect that the above arrangement is acceptable to His Majesty's Governments in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and in the Irish Free State.

I have, etc.

K. BIZAUSKAS, Minister.

¹ Vol. XIII, page 25 ; et vol. XXIV, page 171, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2266. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET DANS L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET LE GOUVERNEMENT LITHUANIEN, CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES, TELLES QU'ELLES ONT ÉTÉ RÉGLÉES PAR L'ÉCHANGE DE NOTES² DU 6 MAI 1922. LONDRES, LES 28 NOVEMBRE ET 10 DÉCEMBRE 1929.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place February 8, 1930.

N^o 1.

M. BIZAUSKAS A M. HENDERSON.

LÉGATION DE LITHUANIE.

LONDRES, le 28 novembre 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous communiquer ce qui suit :

En ce qui concerne l'échange de notes du 6 mai 1922, par lequel le principe du traitement de la nation la plus favorisée a été adopté comme base des relations commerciales entre le « Royaume-Uni » (selon la désignation usitée à l'époque), d'une part, et la Lithuanie d'autre part, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement désire que l'engagement général pris par le Gouvernement lithuanien au sujet de l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée ne soit pas considéré comme l'obligeant à accorder le bénéfice de tous privilèges douaniers ou autres facilités de quelque nature que ce soit, qui sont ou pourraient être accordés par la Lithuanie, en faveur de la Lettonie ou de l'Estonie, à l'égard de marchandises lettonnes ou estoniennes, respectivement, tant que lesdits privilèges ou facilités ne sont pas également accordés par la Lithuanie à un autre pays étranger quelconque.

Si cet arrangement ne soulève pas d'objection, le Gouvernement lithuanien propose qu'il soit considéré comme étant entré en vigueur à la date où sera parvenue votre réponse à l'effet que l'engagement en question est accepté par les Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans l'État libre d'Irlande.

Veuillez agréer, etc.

K. BIZAUSKAS, ministre.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. XIII, page 25, and Vol. XXIV, page 174, of this Series

No. 2.

MR. HENDERSON TO M. BIZAUSKAS.

FOREIGN OFFICE.

LONDON, *December 10, 1929.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of the 28th November last, in which you were good enough to inform me that it is the desire of your Government, in connexion with the exchange of notes of the 6th May, 1922, that the general undertaking given by the Lithuanian Government with regard to the grant of most-favoured-nation treatment should not be regarded as requiring them to accord the benefit of any customs preferences or other facilities of whatever nature which are, or may be, granted by Lithuania in favour of Latvia or Estonia in regard to Latvian or Estonian goods respectively, so long as such preferences or facilities are not extended by Lithuania to any other foreign country.

2. In reply thereto I have the honour to inform you that the above arrangement is acceptable to His Majesty's Governments in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and in the Irish Free State. I understand that the arrangement shall be regarded as coming into force on the receipt of this note.

I have, etc.

For the Secretary of State :

H. J. SEYMOUR.

N^o 2.

M. HENDERSON A M. BIZAVSKAS.

FOREIGN OFFICE.

LONDRES, le 10 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note, en date du 28 novembre dernier, par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance que votre gouvernement désire, en ce qui concerne l'échange de notes du 6 mai 1922, que l'engagement général pris par le Gouvernement lithuanien au sujet de l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée ne soit pas considéré comme l'obligeant à accorder le bénéfice de tous privilèges douaniers ou autres facilités de quelque nature que ce soit, qui sont ou pourraient être accordés par la Lithuanie, en faveur de la Lettonie et de l'Estonie, à l'égard de marchandises lettonnes ou estoniennes respectivement, tant que lesdits privilèges ou facilités ne sont pas également accordés par la Lithuanie à un autre pays étranger quelconque.

2. En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les Gouvernements de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et dans l'Etat libre d'Irlande acceptent l'arrangement ci-dessus. Il est entendu que cet arrangement sera considéré comme étant enté en vigueur dès réception de la présente note.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

H. J. SEYMOUR.

N° 2267.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET SUISSE**

Arrangement concernant l'échange
des colis-postaux entre Ceylan et
la Suisse. Signé à Berne, le 6
novembre, et à Colombo, le 10
décembre 1929.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND SWITZERLAND**

Agreement concerning the Exchange
of Postal Parcels between Ceylon
and Switzerland. Signed at Berne,
November 6, and at Colombo,
December 10, 1929.

No. 2267. — AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS BETWEEN CEYLON AND SWITZERLAND. SIGNED AT BERNE, NOVEMBER 6, AND AT COLOMBO, DECEMBER 10, 1929.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 8 février 1930.

FIRST PART.

The undersigned Postal Administrations mutually agree to introduce the service of a direct exchange of Postal Parcels in closed mails on the basis of the provisions of the Parcel Post Agreement¹ of Stockholm and the relative regulations, subject to the following additional and modifying clauses :

Article 1.

EXTENT OF THE SERVICE.

Insured and uninsured parcels up to a weight of 10 Kg. (22 pounds Avoirdupois) shall be admitted for transportation. Parcels from Ceylon addressed to Switzerland shall not exceed 3 feet 6 inches in length or 6 feet in length and girth combined. A parcel for Ceylon posted in Switzerland shall not exceed 55 cubic decimetres in volume and 125 centimetres in length.

The maximum amount of the declared value shall be fixed at 2000 francs (£80 Sterling). Cumbersome, urgent or Trade Charge parcels shall not be admitted. Parcels addressed to Ceylon for express delivery are admitted up to a weight of 5 Kg. only.

Article 2.

CREDITS.

Both Administrations shall inform each other of the charges which are due to them on parcels addressed to their own country and on parcels in transit through their territory. The responsibility for the transit charges due to the intermediary offices for the conveyance of the mails shall lie with the Administration despatching the mails. The Post Office of Ceylon shall be entitled to fix its territorial and other charges without regard to those prescribed by the Parcel Post Agreement of the Postal Union.

Article 3.

PROHIBITIONS.

Postal Parcels shall not contain any article the importation of which is prohibited in Ceylon and Switzerland in accordance with the list of prohibited articles published by the International Bureau.

¹ Vol. XL, page 307 ; vol L, page 172 ; vol LXXII, page 462 ; et vol. XCII, page 375, de ce recueil.

N^o 2267. — ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE CEYLAN ET LA SUISSE. SIGNÉ A BERNE, LE 6 NOVEMBRE, ET A COLOMBO, LE 10 DÉCEMBRE 1929.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place February 8, 1930.

PREMIÈRE PARTIE

Les Administrations des postes soussignées conviennent d'introduire un service d'échange direct de colis postaux en dépêches closes sur la base des dispositions de l'Arrangement¹ des colis postaux de Stockholm et du Règlement y relatif, avec les exceptions suivantes :

Article premier.

ÉTENDUE DU SERVICE.

Sont admis au transport les colis avec et sans valeur déclarée jusqu'au poids de 10 kg. (22 livres avoirdupois). Les colis de Ceylan à destination de la Suisse ne doivent pas dépasser 3 pieds 6 pouces en longueur ou la somme de 6 pieds pour la longueur et le plus grand pourtour mesurés ensemble. Pour les colis de Suisse à destination de Ceylan, le volume ne doit pas dépasser 55 décimètres cubes et aucune dimension ne peut être supérieure à 125 centimètres.

Le montant maximum de la valeur déclarée est fixé à 2000 fr. (80 livres sterling).

Les colis encombrants, urgents ou contre remboursement ne sont pas admis et les colis par exprès à destination de Ceylan le sont jusqu'au poids de 5 kg. seulement.

Article 2.

BONIFICATIONS.

Les deux administrations s'informent mutuellement des droits qui leur reviennent pour les colis à destination de leur propre pays et pour les colis transitant par leur territoire. Les droits de transit revenant aux Offices intermédiaires pour le transport des dépêches tombent à la charge de l'administration expéditrice des dépêches. L'Administration des postes de Ceylan est autorisée à fixer ses droits territoriaux et autres sans égard à ceux prévus par l'Arrangement international concernant l'échange des colis postaux.

Article 3.

INTERDICTIONS.

Les colis postaux ne peuvent contenir aucun objet dont l'importation est interdite dans l'île de Ceylan ou en Suisse, conformément à la « Liste des objets interdits, etc. », publiée par le Bureau international de l'Union postale universelle.

¹ Vol. XL, page 307 ; Vol. L, page 172 ; Vol. LXXII, page 462 ; and Vol. XCII, page 375, of this Series.

Article 4.

WITHDRAWAL — ALTERATION OF ADDRESS.

The withdrawal of parcels or alteration of address is not admitted.

Article 5.

ACKNOWLEDGMENT OF RECEIPT.

An acknowledgment of delivery shall be obtainable for insured parcels only.

Article 6.

NON-DELIVERY.

The senders are required to mention, on the back of the Despatch Note and on the parcel, the manner in which their parcels are to be disposed of in case of non-delivery. The request may contain :

- (a) That the parcel may be treated as abandoned.
- (b) That the parcel may be delivered to another address in the Country of Destination.

No other request shall be admitted.

In the absence of such a request, parcels which cannot be delivered shall be returned to the office of origin, without previous notification, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

Article 7.

EXCEPTION TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

Apart from the instances stipulated in Article 37 of the Agreement of Stockholm, the two Administrations shall be relieved of all responsibility in respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any articles, in gold or silver exceeding 2000 francs (£80) in value if not packed in a box of which the length and girth combined shall not be less than 1 m. 05 (3' 6").

SECOND PART.

Article 1.

METHOD OF TRANSMISSION.

The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices of Colombo and Geneva 2 or by any other office subsequently appointed.

Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed, the weight of each bag not to exceed 50 Kg.

A label showing the exchange office of origin and destination, the number and date of despatch of the mail, and the number of parcels enclosed, shall be attached to each bag. The bag containing the waybill must be indicated by the letter F drawn in a conspicuous manner on the label.

Article 4.

RETRAIT. MODIFICATION D'ADRESSE.

Le retrait de colis ou la modification de l'adresse ne sont pas admis.

Article 5.

AVIS DE RÉCEPTION.

Un avis de réception ne peut être obtenu que pour les colis avec valeur déclarée.

Article 6.

REBUTS.

Les expéditeurs sont tenus d'indiquer, au verso du bulletin d'expédition et sur le colis, la manière dont il doit être disposé de leurs envois en cas de non-livraison. Il peut être demandé :

- a) Que le colis soit traité comme abandonné ;
- b) Que le colis soit délivré à une autre adresse dans le pays de destination.

Aucune autre demande n'est admise.

Si cette prescription n'est pas observée, les colis tombés en rebut sont renvoyés au bureau d'origine, sans avis préalable, après le délai de conservation prescrit par les règlements du pays de destination.

Article 7.

EXCEPTION AU PRINCIPE DE RESPONSABILITÉ.

A part les cas prévus à l'article 37 de l'Arrangement de Stockholm, les deux administrations sont dégagées de toute responsabilité pour les colis renfermant des pierres fines, de la bijouterie ou tout autre objet en or ou en argent avec une valeur supérieure à 2000 fr. (80 £), dont l'emballage ne consiste pas en une boîte mesurant au moins 1 m. 05 (3' 6") de longueur et de pourtour additionnés.

DEUXIÈME PARTIE

Article premier.

MODE DE TRANSMISSION.

L'échange des colis a lieu entre les bureaux de Colombo et de Genève, 2, ou de tout autre bureau désigné ultérieurement.

Les dépêches sont formées au moyen de sacs, dûment ficelés et plombés, dont le poids ne doit pas dépasser 50 kg.

Chaque sac doit être muni d'une étiquette indiquant le nom du bureau d'échange d'origine et de destination, le numéro et la date d'expédition de la dépêche, ainsi que le nombre des colis renfermés dans le sac. Le sac renfermant la feuille de route est désigné par la lettre F tracée d'une manière apparente sur l'étiquette.

The express parcels and parcels intended for delivery to the addresses free of charge shall be placed together, and, as far as possible in the bag containing the parcel bill. If all such parcels cannot be placed together in one bag, the labels of the other bags containing such parcels should be indicated by a special remark.

Besides, insured parcels shall be forwarded in separate bags. The labels of these bags shall bear a distinctive sign, agreed upon between the two Administrations.

Bags should be superscribed "Postes Ceylon-Suisse" and with a number. They shall be used only in the relations between the two contracting countries. In order that responsibility can be determined in case of loss, each office of exchange should mention on the parcel bill the numbers of the bags used for the mail and of the receptacles returned empty.

The cost of purchase and of maintenance of the bags shall be shared by the two Administrations in proportion to the traffic of each despatching country.

Article 2.

CUSTOMS DECLARATION.

Customs declaration of parcels addressed to Ceylon, as far as possible, may be drawn up in the English language and of parcels addressed to Switzerland in German, French or Italian languages.

Article 3.

NON-DELIVERY — ADVICE OF.

No advice of non-delivery shall be issued. Undelivered parcels are returned to office of origin conforming to the conditions of Article 6 of the first part of this Agreement

Article 4.

PARCEL BILL.

Insured parcels, parcels for express delivery and free of all charges, and those returned or redirected must be entered in a separate parcel bill.

This Agreement comes into force on the January 1930 and may be cancelled at any time by either of the Contracting parties on twelve months notice.

Done and signed in triplicate.

COLOMBO, 10th *December* 1929.

(Signed) H. A. BURDEN,
Postmaster General.

BERNE, 6th *November* 1929.

*Le Directeur général
des Postes et des Télégraphes :*
(Signed) FURRER.

Les colis à remettre par exprès ou francs de droits doivent être emballés ensemble et, autant que possible, placés dans le sac renfermant la feuille de route. Si tous les objets de l'espèce ne peuvent être insérés dans ce sac, les étiquettes des autres sacs renfermant de tels envois doivent être munie d'une mention spéciale.

En outre, des sacs distincts doivent être formés pour les colis avec valeur déclarée. Les étiquettes de ces sacs doivent porter un signe distinctif, à convenir entre les deux administrations.

Les sacs sont munis de la suscription « Postes Ceylan-Suisse », ainsi que d'un numéro. Ils ne doivent être utilisés que dans les relations entre les deux pays contractants. Afin de pouvoir déterminer les responsabilités en cas de perte, chaque bureau d'échange doit indiquer sur la feuille de route tant les numéros des sacs utilisés pour la confection de la dépêche que ceux des récipients renvoyés vides.

Les frais d'acquisition et d'entretien des sacs sont supportés par les deux administrations proportionnellement au trafic des colis expédiés.

Article 2.

DÉCLARATIONS EN DOUANE.

Les déclarations en douane pour les colis à destination de Ceylan doivent, autant que possible, être libellés en langue anglaise, et celles pour les colis à destination de la Suisse, en langue allemande, française ou italienne.

Article 3.

REBUTS. AVIS DE NON-REMISE.

Aucun avis de non-remise n'est établi. Les colis tombés en rebut sont renvoyés à l'origine conformément aux dispositions de l'article 6 de la première partie du présent arrangement.

Article 4.

FEUILLE DE ROUTE.

Les colis avec valeur déclarée, les colis à remettre par exprès ou francs de tous droits et les objets renvoyés ou réexpédiés doivent être inscrits sur une feuille de route distincte.

Le présent arrangement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1930 et peut être résilié en tout temps par chacune des deux Parties contractantes moyennant un avertissement préalable de douze mois.

Ainsi fait et signé en triple expédition.

COLOMBO, le 10 décembre 1929.

(Signé) H. A. BURDEN,
Postmaster General.

BERNE, le 6 novembre 1929.

Le Directeur général
des Postes et des Télégraphes ;
(Signé) FURRER.

N° 2268.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, INDE,
CANADA,
AUSTRALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE,
UNION SUD-AFRICAINE,
ÉTAT LIBRE D'IRLANDE
ET TERRE-NEUVE, ET UNION
DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES
SOCIALISTES

Notes échangées à l'occasion de la reprise
des relations diplomatiques. Londres, les
20 et 21 décembre 1929.

GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND, INDIA,
CANADA,
AUSTRALIA, NEW ZEALAND,
UNION OF SOUTH AFRICA,
IRISH FREE STATE
AND NEWFOUNDLAND AND
UNION OF SOVIET SOCIALIST
REPUBLICS

Notes exchanged on the Occasion of the
Resumption of Diplomatic Relations. Lon-
don, December 20 and 21, 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2268. — NOTES EXCHANGED BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, INDIA, CANADA, AUSTRALIA, NEW ZEALAND, THE UNION OF SOUTH-AFRICA, THE IRISH FREE STATE AND NEWFOUNDLAND AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, ON THE OCCASION OF THE RESUMPTION OF DIPLOMATIC RELATIONS. LONDON, DECEMBER 20 AND 21, 1929.

N^o 2268. — NOTES ÉCHANGÉES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE SA MAJESTÉ DANS LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, L'INDE, LE CANADA, L'AUSTRALIE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, L'UNION SUD-AFRICAINE, L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET TERRE-NEUVE, ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, A L'OCCASION DE LA REPRISE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES. LONDRES, LES 20 ET 21 DÉCEMBRE 1929.

Textes officiels anglais et russe communiqués par le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 février 1930.

English and Russian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place February 8, 1930.

No 1.

M. GREGORI SOKOLNIKOV
TO MR. ARTHUR HENDERSON.

EMBASSY
OF THE UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS.

December 20, 1929.

SIR,

By clause 7 of the protocol signed on the 3rd October last by the Soviet Ambassador in Paris on behalf of the Government of the Union

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

N^o 1.

M. GREGORI SOKOLNIKOV
A M. ARTHUR HENDERSON

AMBASSADE
DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Le 20 décembre 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Aux termes de la clause 7 du Protocole signé le 3 octobre dernier par l'Ambassadeur des Soviets à Paris, au nom du Gouvernement de

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

of Soviet Socialist Republics and His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, both Governments engaged themselves to confirm the pledge with regard to propaganda contained in article 16 of the General Treaty signed on the 8th August, 1924, between the Union of Soviet Socialist Republics and Great Britain and Northern Ireland.

The terms of that article were as follows :

“The Contracting Parties solemnly affirm their desire and intention to live in peace and amity with each other, scrupulously to respect the undoubted right of a State to order its own life within its own jurisdiction in its own way, to refrain and to restrain all persons and organisations under their direct or indirect control, including organisations in receipt of financial assistance from them, from any act overt or covert liable in any way whatsoever to endanger the tranquillity or prosperity of any part of the territory of the British Empire or the Union of Soviet Socialist Republics, or intended to embitter the relations of the British Empire or the Union with their neighbours or any other countries.”

It was further agreed that effect should be given to this clause of the aforesaid protocol not later than the day on which the respective Ambassadors presented their credentials.

Having this day presented to His Royal Highness the Prince of Wales the letters accrediting me as Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics to His Majesty the King, I have the honour, by the direction of the People's Commissary for Foreign Affairs and on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, to confirm the undertaking contained in the article quoted above, and to inform you that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics regard that undertaking as having full force and effect as between themselves and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India.

I am instructed to add that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics will

l'Union des Républiques soviétistes socialistes et par le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les deux gouvernements se sont engagés à confirmer la promesse relative à la propagande, contenue dans l'article 16 du Traité général, signé le 8 août 1924, entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

Cet article est ainsi conçu :

« Les Parties contractantes affirment solennellement leur désir et leur intention de vivre en paix et amitié l'une avec l'autre, de respecter scrupuleusement le droit indéniable d'un Etat de gouverner comme il l'entend dans sa pro-jurisdiction, de s'interdire et d'interdire à toutes personnes et organisations soumises à son contrôle direct ou indirect, y compris les organisations recevant de lui une assistance financière, toute action, apparente ou secrète, susceptible de compromettre d'une manière quelconque la tranquillité ou la prospérité d'une partie quelconque du territoire de l'Empire britannique ou de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ou destinée à troubler les relations de l'Empire britannique ou de l'Union des Républiques soviétistes socialistes avec leurs voisins ou tout autre pays. »

Il a été convenu, en outre, que cette clause du susdit protocole entrerait en vigueur au plus tard le jour où les ambassadeurs respectifs présenteraient leurs lettres de créances.

Ayant présenté, ce jour, à S. A. Royale, le Prince de Galles, les lettres m'accréditant comme Ambassadeur de l'Union des Républiques soviétistes socialistes auprès de Sa Majesté le Roi, j'ai l'honneur, d'ordre du Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères et au nom du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, de confirmer l'engagement contenu dans l'article cité plus haut et de vous faire connaître que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes considère cet engagement comme ayant pleine force et effet entre lui-même et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que le Gouvernement de l'Inde.

Je suis chargé d'ajouter que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socia-

be happy to receive, in accordance with clause 7 of the protocol of the 3rd October, a corresponding declaration from His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India.

I have, etc.

G. SOKOLNIKOV.

No. 2.

MR. ARTHUR HENDERSON
10 M. GREGORI SOKOLNIKOV.

FOREIGN OFFICE.

December 20, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note, dated to-day, in which your Excellency confirms, on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, the pledge regarding propaganda contained in article 16 of the General Treaty signed on the 8th August, 1924, between Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics.

2. In taking due note of this declaration, I have the honour to inform your Excellency that, in accordance with the understanding between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, as recorded in the protocol of the 3rd October, 1929, His Majesty's Ambassador in Moscow has been instructed to inform the Government of the Union of Soviet Socialist Republics that His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India, for their part, also regard the undertaking contained in article 16 of the treaty signed on the 8th August, 1924, as having full force and effect as between themselves and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

I have, etc.

Arthur HENDERSON.

listes sera heureux de recevoir, conformément à la clause 7 du Protocole signé le 3 octobre, une déclaration correspondante du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que du Gouvernement de l'Inde.

Veuillez agréer, etc.

G. SOKOLNIKOV.

N^o 2.

M. ARTHUR HENDERSON
A M. GREGORI SOKOLNIKOV.

FOREIGN OFFICE.

20 décembre 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note, en date de ce jour, dans laquelle Votre Excellence confirme, au nom du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, la promesse relative à la propagande, contenue dans l'article 16 du Traité général, signé le 8 août 1924, entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

2. En prenant note de cette déclaration, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément à l'entente intervenue entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Union de Républiques soviétistes socialistes, comme il est indiqué dans le Protocole du 3 octobre 1929, l'Ambassadeur de Sa Majesté à Moscou a reçu ordre de faire connaître au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde, en ce qui les concerne, considèrent également l'engagement contenu dans l'article 16 du Traité général, signé le 8 août 1924, comme ayant pleine force et effet entre eux-mêmes et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Veuillez agréer, etc.

Arthur HENDERSON.

No. 3.

NOTE VERBALE HANDED TO MR. ARTHUR HENDERSON BY M. GREGORI SOKOLNIKOV ON DECEMBER 20, 1929.

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics, in giving the undertaking contained in article 16 of the general treaty signed on the 8th August, 1924, between the Union of Soviet Socialist Republics and Great Britain and Northern Ireland, and confirmed by the notes exchanged to-day, have considered that undertaking as extending also to the Dominions (Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State and Newfoundland). Consequently, as soon as the Government of any Dominion shall have regulated their relations with the Union of Soviet Socialist Republics in such manner as the circumstances of the particular case may require, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics will be ready to repeat, on this basis of reciprocity, the undertaking above referred to in a separate exchange of notes with such Dominion.

LONDON, *December 20, 1929.*

No. 4.

MR. ARTHUR HENDERSON
TO M. GREGORI SOKOLNIKOV.

FOREIGN OFFICE.

December 20, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your *note verbale*, dated to-day, I have the honour to inform your Excellency that the attitude of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, as indicated in your note, is being communicated to His Majesty's Governments in Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State and Newfoundland.

2. Further, I have the honour, at the instance of His Majesty's Governments in Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State

N° 3.

NOTE VERBALE REMISE A M. ARTHUR HENDERSON PAR M. GREGORI SOKOLNIKOV, LE 20 DÉCEMBRE 1929.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, en prenant l'engagement contenu dans l'article 16 du Traité général, signé le 8 août 1924, entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, et confirmé par les notes échangées ce jour, a considéré cet engagement comme s'étendant aussi aux Dominions (Canada, Commonwealth d'Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine, Etat libre d'Irlande et Terre-Neuve). En conséquence, aussitôt que le Gouvernement d'un Dominion quelconque aura réglé ses relations avec l'Union des Républiques soviétistes socialistes de la manière requise par les circonstances de ce cas particulier, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes sera prêt à renouveler, sous réserve de réciprocité, l'engagement ci-dessus mentionné dans un échange de notes séparé avec ce Dominion.

LONDRES, *le 20 décembre 1929.*

N° 4.

M. ARTHUR HENDERSON
A M. GREGORI SOKOLNIKOV.

FOREIGN OFFICE.

20 décembre 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à votre note verbale datée de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il est donné avis de l'attitude du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, telle que la définit votre note, aux Gouvernements de Sa Majesté au Canada, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Union Sud-Africaine, dans l'Etat libre d'Irlande et à Terre-Neuve.

2. En outre, j'ai l'honneur, à la demande des Gouvernements de Sa Majesté au Canada, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Union Sud-Africaine, dans

and Newfoundland to state that each of these Governments will regard the undertaking contained in article 16 of the treaty signed on the 8th August, 1924, between Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics as having full force and effect as between themselves and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

I have, etc.

Arthur HENDERSON.

No. 5.

SIR ESMOND OVEY TO M. MAXIM LITVINOV.

MOSCOW, *December 21, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

By clause 7 of the protocol signed on the 3rd October last by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the Soviet Ambassador in Paris on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, both Governments engaged themselves to confirm the pledge with regard to propaganda contained in article 16 of the General Treaty signed on the 8th August, 1924, between Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics.

The terms of that article were as follows :

“ The contracting parties solemnly affirm their desire and intention to live in peace and amity with each other, scrupulously to respect the undoubted right of a State to order its own life within its own jurisdiction in its own way, to refrain and to restrain all persons and organisations under their direct or indirect control, including organisations in receipt of financial assistance from them, from any act overt or covert liable in any way whatsoever to endanger the tranquillity or prosperity of any part of the territory of the British Empire or the Union of Soviet Socialist Republics, or intended to embitter the relations of the British Empire or the Union with their neighbours or any other countries.”

l'Etat libre d'Irlande et à Terre-Neuve, de déclarer que chacun de ces gouvernements considérera l'engagement contenu dans l'article 16 du Traité général, signé le 8 août 1924, entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Union de Républiques soviétistes socialistes, comme ayant pleine force et effet entre lui-même et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Veuillez agréer, etc.

Arthur HENDERSON.

Nº 5.

SIR ESMOND OVEY A M. MAXIM LITVINOV.

MOSCOU, *le 21 décembre 1929.*

EXCELLENCE,

Aux termes de la clause 7 du Protocole signé le 3 octobre dernier par le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et par l'Ambassadeur des Soviets à Paris, au nom du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, les deux gouvernements se sont engagés à confirmer la promesse relative à la propagande, contenue dans l'article 16 du Traité général signé le 8 août 1924, entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Cet article est ainsi conçu :

« Les Parties contractantes affirment solennellement leur désir et leur intention de vivre en paix et amitié l'un avec l'autre, de respecter scrupuleusement le droit indéniable d'un Etat de gouverner comme il l'entend dans sa propre juridiction, de s'interdire et d'interdire à toutes personnes et organisations soumises à son contrôle direct ou indirect y compris les organisations recevant de lui une assistance financière; toute action, apparente ou secrète, susceptible de compromettre d'une manière quelconque la tranquillité ou la prospérité d'une partie quelconque du territoire de l'Empire britannique ou de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ou destinée à troubler les relations de l'Empire britannique ou de l'Union des Républiques soviétistes socialistes avec leurs voisins ou tout autre pays. »

It was further agreed that effect should be given to this clause of the aforesaid protocol not later than the day on which the respective Ambassadors presented their credentials.

Having this day presented to the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics the letters accrediting me as His Britannic Majesty's Ambassador to the Union of Soviet Socialist Republics I have the honour, by the direction of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs and on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of the Government of India, to confirm the undertaking contained in the article quoted above, and to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India regard that undertaking as having full force and effect as between themselves and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

I am instructed to add that His Majesty's Government in the United Kingdom will be happy to receive, in accordance with clause 7 of the protocol of the 3rd October, a corresponding declaration from the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

I avail, etc.

Esmond OVEY.

Il a été convenu, en outre, que cette clause du susdit protocole entrerait en vigueur au plus tard le jour où les Ambassadeurs respectifs présenteraient leurs lettres de créance.

Ayant présenté, ce jour, au Comité exécutif central de l'Union des Républiques soviétistes socialistes les lettres m'accréditant comme Ambassadeur de Sa Majesté britannique auprès de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, j'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, et au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que du Gouvernement de l'Inde, de confirmer l'engagement contenu dans l'article cité plus haut et de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, ainsi que le Gouvernement de l'Inde, considèrent cet engagement comme ayant pleine force et effet entre eux-mêmes et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Je suis chargé d'ajouter que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni sera heureux de recevoir, conformément à la clause 7 du Protocole du 3 octobre, une déclaration correspondante du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Veillez agréer, etc.

Esmond OVEY.

№ 6.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

Москва, 21-го декабря 1929 г.

Милостивый Государь
Господин Посол,

Имею честь подтвердить получение ноты от 21-го декабря сего года, в которой Вы подтверждаете от имени Правительства Его Величества в Соединенном Королевстве Великобритании и Северной Ирландии и Правительства Индии обязательство касательно пропаганды, изложенное в статье 16-ой Общего Договора, подписанного 8-го августа 1924 года между Союзом Советских Социалистических Республик и Великобританией и Северной Ирландией.

Принимая к сведению означенную декларацию, имею честь известить Вас, что, в соответствии с соглашением, достигнутым между Правительством Союза Советских Социалистических Республик и Правительством Его Величества в Соединенном Королевстве и изложенном в Протоколе от 3-го октября 1929 года, Послу Союза

Советских Социалистических Республик в Лондоне поручено уведомить Правительство Его Величества в Соединенном Королевстве Великобритании и Северной Ирландии и Правительство Индии, что Правительство Союза Советских Социалистических Республик со своей стороны также считает обязательство, изложенное в статье 16-ой Договора, подписанного 8-го августа 1924 года, вошедшим в силу и действие между ним и Правительством Его Величества в Соединенном Королевстве Великобритании и Северной Ирландии и Правительством Индии.

Примите, Господин Посол, уверения в совершенном моем уважении.

(подп.) М. Литвинов.

Сэр Эмонду Овэй,
чрезвычайному и полномочному
Послу Великобритании,
Москва.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

M. MAXIM LITVINOV A SIR ESMOND OVEY.

MOSCOU, le 21 décembre 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note du 21 décembre dans laquelle vous confirmez, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que du Gouvernement de l'Inde, la promesse relative à la propagande, contenue dans l'article 16 du Traité général, signé le 8 août 1924, entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

En prenant note de cette déclaration, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément à l'entente intervenue entre le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, comme il est indiqué dans le Protocole du 3 octobre 1929, l'Ambassadeur de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à Londres a reçu ordre de faire connaître au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi qu'au Gouvernement de

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

M. MAXIM LITVINOV TO SIR ESMOND OVEY.

MOSCOW, December 21, 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note of the 21st December, in which you confirm, on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India the pledge regarding propaganda contained in article 16 of the General Treaty signed on the 8th August, 1924, between the Union of Soviet Socialist Republics and Great Britain and Northern Ireland.

In taking due note of this declaration I have the honour to inform you that, in accordance with the understanding between the Government of the Union of Soviet Socialist Republics and His Majesty's Government in the United Kingdom, as recorded in the protocol of the 3rd October, 1929, the Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics in London has been instructed to inform His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India that the Government of the Union

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

l'Inde, que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en ce qui le concerne, considère également l'engagement contenu dans l'article 16 du Traité signé le 8 août 1924 comme ayant pleine force et effet entre lui-même et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que le Gouvernement de l'Inde.

Veuillez agréer, etc.

M. LITVINOV.

of Soviet Socialist Republics, for their part, also regard the undertaking contained in article 16 of the treaty signed on the 8th August, 1924, as having full force and effect as between themselves and His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India.

I have, etc.

M. LITVINOV.

N° 2269.

ALLEMAGNE, BELGIQUE,
FINLANDE ET SUÈDE

Arrangement concernant le service téléphonique entre la Belgique et la Finlande, par l'intermédiaire des câbles sous-marins Allemagne-Suède et Suède-Finlande et des voies de communication établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suède. Signé à Helsinki, le 2 septembre 1929, à Stockholm, le 10 septembre 1929, à Berlin, le 23 septembre 1929, et à Bruxelles, le 30 septembre 1929.

GERMANY, BELGIUM, FINLAND
AND SWEDEN

Agreement regarding Telephone Service between Belgium and Finland, through the Intermediary of the Sub-Marine Cables Germany-Sweden and Sweden-Finland and of the Lines of Communications established on German and Swedish Territories. Signed at Helsinki, September 2, 1929, at Stockholm, September 10, 1929, at Berlin, September 23, 1929, and at Brussels, September 30, 1929.

N^o 2269. — ARRANGEMENT ¹ CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA BELGIQUE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 2 SEPTEMBRE 1929, A STOCKHOLM, LE 10 SEPTEMBRE 1929, À BERLIN, LE 23 SEPTEMBRE 1929, ET A BRUXELLES, LE 30 SEPTEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 10 février 1930.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre la Belgique et la Finlande, par l'intermédiaire des câbles sous-marins Allemagne-Suède et Suède-Finlande et des voies de communication établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suède.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg ² sont appliquées au service téléphonique entre la Belgique et la Finlande par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suède, sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées respectivement à M. le comptable des téléphones, 5, rue de la Paille, à Bruxelles, et à la Direction générale des Postes et des Télégraphes à Helsinki.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

¹ Entré en vigueur provisoirement le 15 juillet 1929, et définitivement, le 21 décembre 1929.

² Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2269. — AGREEMENT² CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN BELGIUM AND FINLAND, SIGNED AT HELSINKI, SEPTEMBER 2, 1929, at STOCKHOLM, SEPTEMBER 10, 1929, at BERLIN, SEPTEMBER 23, 1929, AND at BRUSSELS, SEPTEMBER 30, 1929.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 10, 1930.

Article 1.

A telephone service is hereby organised between Belgium and Finland by the submarine cables between Germany and Sweden and between Sweden and Finland and by connections through German and Swedish territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Revision of Paris, 1925) annexed to the International Telegraphic Convention of St. Petersburg³, shall be applied to the telephone service between Belgium and Finland by means of connections through German and Swedish territory, subject to the following amplifications and additions :

SECTION C. LISTS OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Applications for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the Telephone Accountant, 5 rue de la Paille, Brussels, or to the General Directorate of Posts and Telegraphs, Helsingfors, as the case may be.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force provisionally on July 15, 1929, and finally on December 21, 1929.

³ Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 ; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe premier (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2 (5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois les Administrations allemande et suédoise se réservent le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe premier (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic, ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe premier (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

Disposition additionnelle :

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés. »

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5.

Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais de vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (Section II, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 6 (2).

Disposition additionnelle :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe 1 (1)) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité au moins. »

SECTION F. "LIGHTNING" CALLS.

Paragraph 1.

"Lightning" calls are not allowed.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time-limit is placed on Government calls. Nevertheless, the German and Swedish Administrations reserve the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes when these calls are made through one of their offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic, half the unit charge ;
- (b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

Additional clause :

"Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays and holidays to be excepted."

Paragraph 3.

During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraph 5.

As a general rule, the amount of the subscription is calculated on a mean duration of thirty days, but it is computed on a basis of twenty-five days when the subscriber has asked that, as regards subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, paragraph 2 (1) above), Sundays and holidays shall be excepted.

Paragraph 6 (2).

Additional clause :

"The additional call is regarded as a new call (Section L, paragraph 1 (1)) and charged for : During the hours of heavy traffic at not less than the unit rate and during the hours of light traffic at not less than three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate."

Paragraphe 7 (3).

Disposition additionnelle :

« Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section II, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu. »

CONVERSATIONS FORTUITES A HEURE FIXE.

Les conversations fortuites à heure fixe sont admises dans les conditions prévues dans l'avis du C. C. I. ayant pour titre « Conversations fortuites à heure fixe. »

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les demandes de renseignements sont acceptées dans les conditions suggérées par le C. C. I. Toutefois, les taxes afférentes à ces demandes entrent dans les comptes internationaux.

SECTION K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3.

ZONES

POUR LA DÉTERMINATION DES TAXES TERMINALES :

Le territoire de la Belgique ne comprend qu'une seule zone.

Le territoire de la Finlande est divisé en cinq zones terrestres, définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux de la province d'Åland.

La zone B comprend les réseaux du continent de la Finlande situés au sud de 62° N et à l'ouest du 26° méridien de Greenwich.

La zone C comprend les réseaux situés au sud de 62° N et à l'est du 26° méridien de Greenwich.

La zone D comprend les réseaux situés entre 62° N et 64° 30' N.

La zone E comprend les réseaux situés au nord de 64° 30' N.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration extrême, par unité de taxe, est fixée comme suit :

BELGIQUE.

A deux francs-or pour toute conversation, quels que soient les bureaux d'origine ou de destination.

FINLANDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

De la zone A — un franc-or 20 centimes ;

De la zone B — trois francs-or 60 centimes ;

De la zone C — quatre francs-or 80 centimes ;

Paragraph 7 (3).

Additional clause :

“ When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of twenty-five days (Section II, paragraph 2, (r) above), the refund is fixed at one-twenty-fifth ($\frac{1}{25}$) of this amount or at such fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription as corresponds to the time lost. ”

CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR.

Casual calls at a fixed hour are permitted under the conditions laid down in the recommendations of the I. C. C. under the heading : “ Casual calls at a fixed hour ”.

REQUEST FOR INFORMATION.

Requests for information are allowed under the conditions proposed by the I. C. C. The fees shall, however, be included in the international accounts.

SECTION K. — RATES — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraph 3.

ZONES.

FOR THE FIXING OF TERMINAL CHARGES :

Belgian territory constitutes a single zone.

Finnish territory is divided into five zones, defined as follows :

Zone A comprises the systems of the province of Åland.

Zone B comprises the Finnish mainland systems situated south of 62° N and west of the twenty-sixth meridian east of Greenwich.

Zone N comprises the systems situated south of 62° N and east of the twenty-sixth meridian east of Greenwich

Zone D comprises the systems situated between 62° N and 64°30' N.

Zone E comprises the systems situated north of 64° 30' N.

TERMINAL QUOTAS.

The quota of each terminal Administration per unit fee is fixed as follows :

BELGIUM

Two gold francs for any call, whatever the office of origin and destination.

FINLAND

For any call from or to :

Zone A — One gold franc 20 centimes ;

Zone B — Three gold francs 60 centimes ;

Zone C — Four gold francs 80 centimes ;

De la zone D — quatre francs-or 80 centimes ;
De la zone E — six francs-or.

Ces montants comprennent la quote-part finlandaise afférente à l'utilisation du câble sous-marin entre la Finlande et la Suède.

Paragraphe 4.

PARTS DE TRANSIT.

La part de transit revenant à chacune des Administrations allemande et suédoise par unité de taxe, y comprises les quote-parts afférentes à l'utilisation des câbles sous-marins entre l'Allemagne et la Suède et entre la Suède et la Finlande est fixée comme suit pour toute conversation quels que soient les bureaux d'origine et de destination :

	ALLEMAGNE.
Sept francs-or.	
	SUÈDE.
Six francs-or.	

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

Lorsque, après avoir répondu à l'appel préalable, le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

Pour le trafic avec les bourses, l'avis 21 du C. C. I. relatif aux conversations de bourse est applicable.

La surtaxe prévue au paragraphe 5 (1) de cet avis sera perçue, excepté pour les conversations à heure fixe, par abonnement ou sur demande fortuite.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Paragraphe premier (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises.

Dans leur établissement, les administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel » avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

Zone D -- Four gold francs 80 centimes ;
 Zone E -- Six gold francs.

These amounts include the Finnish quota for the use of the submarine cable between Finland and Sweden.

Paragraph 4.

TRANSIT QUOTAS.

The transit quota of the German and Swedish Administrations per unit fee, including the quotas for the use of the submarine cables between Germany and Sweden and between Sweden and Finland, is fixed as follows for any call, whatever the office of origin and destination :

GERMANY.
 Seven gold francs.

SWEDEN.
 Six gold francs.

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 19 h. to 8 h. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. — DURATION OF CALLS.

Paragraph 8. (2) and (3).

If the caller fails to reply he shall be charged the fee for a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge shall be made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called does not reply to the substantive call, his not replying shall be treated as a refusal and the fee for a three-minute call of the category demanded shall be charged.

As regards Stock Exchange communications, Recommendation 21 of the I. C. C. relating to Stock Exchange calls shall be applicable.

The surcharge provided for under paragraph 5 (1) of that Recommendation shall be levied, except in the case of subscription or casual calls at a fixed hour.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1 (4).

Communications with "préavis" and "avis d'appel" are allowed.

In putting through such calls, the Administrations concerned agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Method of establishing communications with 'préavis' or 'avis d'appel'", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4 (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Disposition additionnelle.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration suédoise ou allemande, les quatre administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titres « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION Q. COMPTABILITÉ.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 78 du Règlement international (Revision de Paris), les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

Les administrations terminales se transmettent, l'une à l'autre, les comptes mensuels en quadruple expédition. Après acceptation du compte, l'administration destinataire en adresse un exemplaire à l'administration qui l'a établi et un exemplaire à chacune des administrations de transit. Chaque administration de transit incorpore dans son compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales intéressées, le montant des sommes qui lui reviennent.

Article 3.

Les dispositions de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont applicables aux relations téléphoniques faisant l'objet du présent arrangement.

Article 4.

Les dispositions de l'article 2, section C, paragraphe 4, section H, paragraphes premier, 2, 3, 5, 6 et 7, et les dispositions concernant les conversations fortuites à heures fixes et les demandes de renseignements, section K, paragraphe 6, section L, paragraphe 8, section N, paragraphe premier et section O, paragraphe 2 ci-dessus, pourront être modifiées de commun accord par les quatre administrations.

Chacune des quatre administrations se réserve le droit, après notification faite aux autres administrations, de modifier pour son propre territoire, les limites de zones et les taxes prévues à l'article 2, section K, paragraphes 3 et 4.

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for connections must be transmitted between terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two requests for connections in hand in each direction.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested, there shall as far as possible be one operator for each international trunk line.

Additional clause :

As regards the putting through of calls passing through an office of the Swedish or German Administrations, the four Administrations will comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long-distance telephonic communications under the heading : " Regulations for the operation of international transit traffic ", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION Q. ACCOUNTING.

In accordance with paragraph 3 of Article 78 of the International Regulations (Paris Revision), the terminal Administrations shall effect a settlement direct in regard to the terminal charges.

The terminal Administrations shall transmit to one another monthly accounts in four copies. After accepting the account, the Administration to which it is sent shall forward one copy to the Administration by which it was made out and one to each of the transit Administrations. Each transit Administration shall enter the respective amounts due to it in its main quarterly account for each of the terminal Administrations concerned.

Article 3.

The provisions of Article 8 of the International Telegraph Convention of St. Petersburg shall be applicable to the telephonic communications to which the present Agreement refers.

Article 4.

The provisions of Article 2, Section C, paragraph 4, Section H, paragraphs 1, 2, 3, 5, 6 and 7 and the provisions concerning casual calls at a fixed hour and requests for informations, Section K, paragraph 6, Section L, paragraph 8, Section N, paragraph 1 and Section O, paragraph 2 above, may be amended by agreement among the four Administrations concerned.

Each of the four Administrations reserves the right, after notifying the other Administrations, to modify as regards its own territory the limits of zones and the rates stipulated in Article 2, Section K, paragraphs 3 and 4.

Article 5.

Le présent arrangement sera mis à exécution à la date qui sera fixée par les administrations contractantes, dès qu'il sera devenu définitif, selon la législation particulière à chacun des États intéressés.

Il aura une durée indéterminée et pourra être réalisé en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Fait en quadruple expédition :

BRUXELLES, le 30 septembre 1929.

*Le Directeur général
des Télégraphes et des Téléphones de Belgique,
(L. S.) Arth. SADZOT.*

STOCKHOLM, le 10 septembre 1929.

*Le Directeur Général des Télégraphes de Suède,
(S. L.) A. HAMILTON.*

BERLIN, le 23 septembre 1929.

*Pour le Ministre
des Postes et des Télégraphes d'Allemagne,
(L. S.) FEYERABEND.*

HELSINKI, le 2 septembre 1929.

*Le Directeur général
des Postes et des Télégraphes de Finlande,
(L. S.) G. E. F. ALBRECIT.*

Article 5.

The present Agreement shall come into force on the date fixed by the Contracting Administrations as soon as it has become definitive under the legislation of each of the States concerned.

It shall be valid for an indefinite period and may be cancelled at any time subject to three months' notice.

Done in four copies, signed at :

BRUSSELS, *September 30, 1929.*

(L. S.) Arth. SADZOT,
Director-General of Belgian Telegraphs and Telephones.

STOCKHOLM, *September 10, 1929.*

(L. S.) A. HAMILTON,
Director-General of Swedish Telegraphs.

BERLIN, *September 23, 1929.*

(L. S.) FEYERABEND,
For the Minister of German Posts and Telegraphs.

HELSINGFORS, *September 2, 1929.*

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT,
Director-General of Finnish Posts and Telegraphs.

ALLEMAGNE, FINLANDE, HONGRIE,
SUÈDE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Arrangement concernant le service téléphonique entre la Finlande et la Hongrie par l'intermédiaire des câbles sous-marins Finlande-Suède et Suède-Allemagne et des voies de communication établies sur les territoires de la Suède, de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie. Signé à Helsinki, le 2 septembre 1929, à Stockholm, le 10 septembre 1929, à Berlin, le 26 septembre 1929, à Prague, le 18 octobre 1929, et à Budapest, le 29 octobre 1929.

GERMANY, FINLAND, HUNGARY,
SWEDEN AND CZECHOSLOVAKIA

Agreement regarding Telephone Service between Finland and Hungary through the Intermediary of the Sub-Marine Cables Finland-Sweden and Sweden-Germany and of the Lines of Communication established on Swedish, German and Czechoslovak Territories. Signed at Helsinki, September 2, 1929, at Stockholm, September 10, 1929, at Berlin, September 26, 1929, at Prague, October 18, 1929, and at Budapest, October 29, 1929.

N° 2270. — ARRANGEMENT¹ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA FINLANDE ET LA HONGRIE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 2 SEPTEMBRE 1929, A STOCKHOLM, LE 10 SEPTEMBRE 1929, A BERLIN, LE 26 SEPTEMBRE 1929, A PRAGUE, LE 18 OCTOBRE 1929, ET A BUDAPEST, LE 29 OCTOBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 10 février 1930.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre la Finlande et la Hongrie par l'intermédiaire des câbles sous-marins Finlande-Suède et Suède-Allemagne et des voies de communication établies sur les territoires de la Suède, de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale² de Saint-Pétersbourg sont appliqués au service téléphonique entre la Finlande et la Hongrie, par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de la Suède, de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie, sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées à la Direction générale des Postes et des Télégraphes à Helsinki, respectivement au Bureau de poste Budapest 4. Ces services transmettent la commande à la maison chargée de la vente du document demandé ; cette maison se fait envoyer le montant du prix d'achat, puis, lorsqu'elle a reçu l'argent, envoie directement ce document à la personne intéressée, sous forme soit de lettre, soit de colis postal.

¹ Entré en vigueur provisoirement le 5 juillet 1929, et définitivement, le 21 décembre 1929.

² Vol LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2270. — AGREEMENT² CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN FINLAND AND HUNGARY. SIGNED AT HELSINKI, SEPTEMBER 2, 1929, AT STOCKHOLM, SEPTEMBER 10, 1929, AT BERLIN, SEPTEMBER 26, 1929, AT PRAGUE, OCTOBER 18, 1929, AND AT BUDAPEST, OCTOBER 29, 1929.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 10, 1930.

Article 1.

A telephone service is hereby organised between Finland and Hungary by the submarine cables between Finland and Sweden and between Sweden and Germany and by connections through Swedish, German and Czechoslovak territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Revision of Paris, 1925) annexed to the International Telegraphic Convention of St. Petersburg³ shall be applied to the telephone service between Finland and Hungary by means of connections through Swedish, German and Czechoslovak territory, subject to the following amplifications and additions.

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Applications for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made either to the General Directorate of Posts and Telegraphs, Helsingfors or to the Post Office, Budapest 4, as the case may be. Applications will be forwarded by those Offices to the firm entrusted with the sale of the publication ordered; the latter, after obtaining payment, will forward the publication direct to the person concerned either by letter or by parcel post.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force provisionally on July 5, 1929; and finally, on December 21, 1929.

³ Vol. LVII, page 201; Vol. LXXVIII, page 489; Vol. LXXXVIII, page 347; and Vol. XCII, page 306, of this Series.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

SECTION F. CONVERSATIONS « ÉCLAIRS ».

Paragraphe 1.

Les conversations « éclairs » sont admises.

Paragraphe 3.

La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au décuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

SECTION G. CONVERSATION D'ÉTAT.

Paragraphe 1 (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2 (5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois, les Administrations suédoise, allemande et tchécoslovaque se réservent le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe 1 (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic, ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe 1 (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

Disposition additionnelle :

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés ».

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

SECTION F. "LIGHTNING" CALLS.

Paragraph 1.

"Lightning" calls are allowed.

Paragraph 3.

The rate for a "lightning" call is ten times that for an ordinary private call during the same rate period.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time-limit is placed on Government calls. Nevertheless, the Swedish, German and Czechoslovak Administrations reserve the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes when these calls are made through one of their offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic, half the unit charge ;
- (b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

Additional clause :

" Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sunday's and holidays to be excepted. "

Paragraph 3.

During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraphe 5.

Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais de vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (Section H, § 2 (1) ci-dessus), le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 6 (2).

Disposition additionnelle :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation [Section L, § 1 (1)] et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité au moins. »

Paragraphe 7 (3).

Disposition additionnelle :

« Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section H, § 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu ».

SECTION K. TARIFS. PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3 et 4.

ZONES

POUR LA DÉTERMINATION DES TAXES TERMINALES.

Le territoire de la Finlande est divisé en cinq zones terrestres, définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux de la province d'Åland.

La zone B comprend les réseaux du continent de la Finlande situés au sud de 62° N et à l'ouest du 26^e méridien de Greenwich.

La zone C comprend les réseaux situés au sud de 62° N et à l'est du 26^e méridien de Greenwich.

La zone D comprend les réseaux situés entre 62° N et 64° 30' N.

La zone E comprend les réseaux situés au nord de 64° 30' N.

Le territoire de la Hongrie ne comprend qu'une seule zone.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration extrême, par unité de taxe, est fixée comme suit :

FINLANDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

De la zone A — un franc-or 20 centimes ;

De la zone B — trois francs-or 60 centimes ;

De la zone C — quatre francs-or 80 centimes ;

Paragraph 5.

As a general rule, the amount of the subscription is calculated on a mean duration of thirty days, but it is computed on a basis of twenty-five days when the subscriber has asked that, as regards subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, paragraph 2 (1) above), Sundays and holidays shall be excepted.

Paragraph 6 (2).

Additional clause :

“ The additional call is regarded as a new call [Section L, paragraph 1 (1)] and charged for : during the hours of heavy traffic at not less than the unit rate and during the hours of light traffic at not less than three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate. ”

Paragraph 7 (3).

Additional clause :

“ When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of twenty-five days (Section H, paragraph 2 (1) above), the refund is fixed at one-twenty-fifth of this amount or at such fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription as corresponds to the time lost. ”

SECTION K. RATES. — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 3 and 4.

ZONES.

FOR THE FIXING OF TERMINAL CHARGES :

Finnish territory is divided into five zones, defined as follows :

Zone A comprises the systems of the province of Åland.

Zone B comprises the Finnish mainland systems situated south of 62° N and west of the 26th meridian east of Greenwich.

Zone C comprises the systems situated south of 62° N and east of the 26th meridian east of Greenwich.

Zone D comprises the systems situated between 62° N and 64°30' N.

Zone E comprises the systems situated north of 64°30' N.

Hungarian territory constitutes a single zone.

TERMINAL QUOTAS.

The quota of each terminal Administration per unit fee is fixed as follows :

FINLAND.

For any call from or to :

Zone A — one gold franc 20 centimes ;

Zone B — three gold francs 60 centimes ;

Zone C — four gold francs 80 centimes ;

De la zone D — quatre francs-or 80 centimes ;
De la zone E — six francs-or.

Ces montants comprennent la quote-part finlandaise afférente à l'utilisation du câble sous-marin entre la Finlande et la Suède.

HONGRIE.

Pour toute conversation originaire ou à destination de la Hongrie deux francs-or.

PARTS DE TRANSIT.

La part revenant à chaque administration de transit, par unité de taxe, est fixée comme suit pour toute conversation quels que soient les bureaux d'origine et de destination :

SUÈDE.

Six francs-or.

ALLEMAGNE.

Cinq francs-or 20 centimes.

TCHÉCOSLOVAQUIE.

Deux francs-or 40 centimes.

Les taxes susmentionnées comprennent la quote-part des Administrations suédoise et allemande afférente à l'utilisation des câbles sous-marins.

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

Lorsque, après avoir répondu à l'appel préalable, le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Paragraphe 1 (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises.

Dans leur établissement, les Administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

Zone D — four gold francs 80 centimes ;
 Zone E — six gold francs.

These amounts include the Finnish quota for the use of the submarine cable between Finland and Sweden.

HUNGARY.

For any call from or to Hungary : two gold francs.

TRANSIT QUOTAS.

The quota of each transit Administration per unit fee for any calls, whatever the office of origin and destination, is fixed as follows :

SWEDEN.

Six gold francs.

GERMANY.

Five gold francs 20 centimes.

CZECHOSLOVAKIA.

Two gold francs 40 centimes.

The above-mentioned fees include the quota of the Swedish and German Administrations for the use of the submarine cables.

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 19 h. to 8 h. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. — DURATION OF CALLS.

Paragraph 8 (2) and (3).

If the caller fails to reply, he shall be charged the fee for a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge shall be made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called does not reply to the substantive call, his non-replying shall be treated as a refusal and the fee for a three-minute call of the category demanded shall be charged.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1 (4).

Communications with "préavis" and "avis d'appel" are allowed.

In putting through such calls, the Administrations concerned agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Method of establishing communications with 'préavis' or 'avis d'appel'", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4 (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Disposition additionnelle.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration suédoise, allemande ou tchécoslovaque, les cinq Administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION NOUVELLE. COMMUNICATIONS FORTUITES A HEURE FIXE. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les communications fortuites à heure fixe sont admises dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Communications fortuites à heure fixe » (*Livre rose*, page 112).

Les demandes de renseignements sont admises. Ce service fonctionne dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Demandes de renseignements » (*Livre rose*, page 113). Toutefois, la taxe entre dans les comptes internationaux.

SECTION Q. — COMPTABILITÉ.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 78 du Règlement international (Revision de Paris), les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

Les administrations terminales se transmettent, l'une à l'autre, les comptes mensuels en quintuple expédition. Après acceptation du compte, l'administration destinataire en adresse un exemplaire à l'administration qui l'a établi et un exemplaire à chacune des administrations de transit. Chaque administration de transit, à moins de contestation de sa part, incorpore dans son compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales intéressées le montant des sommes qui lui reviennent.

Article 3.

Les dispositions de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg sont applicables aux relations téléphoniques faisant l'objet du présent arrangement.

Article 4.

Les dispositions de l'article 2, section C, paragraphe 4, section H, paragraphes premier, 2, 3, 5, 6 et 7, section K, paragraphe 6, section L, paragraphe 8, section N, paragraphe premier, section O, paragraphe 2, et la nouvelle section après la section O ci-dessus pourront être modifiées de commun accord par les cinq administrations.

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for communications must be transmitted between terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two requests for connections in hand in each direction.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested, there shall as far as possible be one operator for each international trunk line.

Additional clause.

As regards the putting through of calls passing through an office of the Swedish, German or Czechoslovak Administration, the five Administrations will comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long-distance telephonic communications under the heading: "Regulations for the operation of international transit traffic", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

NEW SECTION. CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR: REQUESTS FOR INFORMATION.

Casual calls at a fixed hour are permitted under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Casual calls at a fixed hour" (*Pink Book*, page 112).

Requests for information are allowed. This service will operate under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Requests for information" (*Pink Book*, page 113). The fees shall, however, be included in the international accounts.

SECTION Q. ACCOUNTING.

In accordance with paragraph 3 of Article 78 of the International Regulations (Paris Revision), the terminal Administrations shall effect a settlement direct in regard to the terminal charges.

The terminal Administrations shall transmit to one another monthly accounts in five copies. After accepting the account, the Administration to which it is sent shall forward one copy to the Administration by which it was made out and one to each of the transit Administrations. Each transit Administration shall, unless it disputes the figures, enter the respective amounts due to it in its main quarterly account for each of the terminal Administrations concerned.

Article 3.

The provisions of Article 8 of the International Telegraphic Convention of St. Petersburg shall be applicable to the telephonic communications to which the present Agreement refers.

Article 4.

The provisions of Article 2, Section C, paragraph 4, Section H, paragraphs 1, 2, 3, 5, 6 and 7, Section K, paragraph 6, Section L, paragraph 8, Section N, paragraph 1, Section O, paragraph 2 and the new section after Section O above may be amended by agreement among the five Administrations concerned.

Chacune des cinq administrations se réserve le droit, après notification faite aux autres administrations, de modifier pour son propre territoire, les limites de zones et les taxes prévues à l'article 2, section K, paragraphes 3 et 4.

Article 5.

Le service téléphonique commencera à la date fixée par les administrations contractantes.

Article 6.

Le présent arrangement entrera en vigueur immédiatement.

Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en cinq exemplaires signés :

A HELSINKI, le 2 septembre 1929.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

A STOCKHOLM, le 10 septembre 1929.

(L. S.) A. HAMILTON.

A BERLIN, le 26 septembre 1929.

Der Reichpostminister in Vertretung :

(L. S.) FEYERABEND.

A PRAHA, le 18 octobre 1929.

(L. S.) F. NOSEK.

A BUDAPEST, le 29 octobre 1929.

Le Directeur général :

(L. S.) SZALAY.

Each of the five Administrations reserves the right, after notifying the other Administrations, to modify, as regards its own territory, the limits of the zones and the rates stipulated in Article 2, Section K, paragraphs 3 and 4.

Article 5.

The telephone service shall come into operation on the date fixed by the Contracting Administrations.

Article 6.

The present Agreement shall come into force immediately.

It shall be valid for an indefinite period and may be cancelled at any time, subject to three months' notice.

Done in five copies, signed at :

HELSINGFORS, *September 2, 1929.*

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

STOCKHOLM, *September 10, 1929.*

(L. S.) A. HAMILTON.

BERLIN, *Septembre 26, 1929.*

(L. S.) FEYERABEND,
Acting Postmaster-General of Germany.

PRAGUE, *October 18, 1929.*

(L. S.) F. NOSEK.

Budapest, *October 29, 1929.*

(L. S.) SZALAY,
Director-General.

N° 2271.

FRANCE ET SUÈDE

Échange de notes comportant un accord en vue d'éviter la double imposition en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Paris, les 19 décembre 1929 et 25 janvier 1930.

FRANCE AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exemption from Income Tax of Profits accruing from the Business of Shipping. Paris, December 19, 1929, and January 25, 1930.

N^o 2271. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ACCORD EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN CE QUI CONCERNE LES BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME. PARIS, LES 19 DÉCEMBRE 1929 ET 25 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 février 1930.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.

PARIS, le 19 décembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement du Roi et le Gouvernement de la République au sujet de l'exonération des taxes sur les bénéfices réalisés par les entreprises de navigation maritimes, j'ai l'honneur de vous faire savoir que mon gouvernement est prêt à mettre en vigueur l'accord indiqué ci-après, si le Gouvernement français veut bien faire une déclaration identique.

Le Gouvernement suédois s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés par les navires de mer portant pavillon français appartenant à des particuliers ou des sociétés établis hors du territoire de la Suède.

En conséquence, l'impôt sur le revenu institué par l'Ordonnance royale du 28 septembre 1928 relative à l'impôt d'Etat sur le revenu et le capital ne pourra en aucun cas être appliqué aux entreprises françaises.

Le Gouvernement français, de son côté, s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés en France par les navires de mer portant pavillon suédois appartenant à des particuliers ou à des sociétés établis hors de France.

En conséquence, les entreprises de navigation suédoises seront exemptées en France de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre premier de la Loi du 31 juillet 1917, et de l'impôt sur le revenu prévu par la Loi du 29 juin 1872 et le Décret du 6 décembre suivant.

Le présent accord produira effet à partir du 1^{er} janvier 1930.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître aussitôt que possible la réponse du Gouvernement français.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Albert EIHRENSVÄRD.

Son Excellence,
Monsieur Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 4 février 1930.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2271. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FRENCH AND SWEDISH GOVERNMENTS, CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE EXEMPTION FROM INCOME TAX OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. PARIS, DECEMBER 19, 1929, AND JANUARY 25, 1930.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 10, 1930.

I.

SWEDISH LEGATION.

PARIS, December 19, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations between the Royal Swedish Government and the Government of the French Republic concerning exemption from taxes on the profits of maritime shipping enterprises, I have the honour to inform you that my Government is prepared to put the following agreement into force, if the French Government will be good enough to make an identical declaration.

The Swedish Government undertakes not to levy any tax assessed on the profits made by sea-going vessels flying the French flag and owned by individuals or companies established outside Swedish territory

Consequently, the income tax levied in virtue of the Royal Decree of September 28, 1928, concerning the Government tax on income and capital may in no case be applied to French enterprises.

The French Government, for its part, undertakes not to levy any tax assessed on the profits made in France by sea-going vessels flying the Swedish flag and owned by individuals or companies established outside France.

Consequently, Swedish shipping enterprises will be exempt in France from the tax on industrial and commercial profits levied under Part I of the Law of July 31, 1917, and from the income tax levied in virtue of the Law of June 29, 1872, and the Decree of December 6 of that year.

The present agreement shall take effect as from January 1, 1930.

I should be obliged if you would be so good as to communicate the French Government's reply to me as soon as possible.

I have the honour, etc.

(Signed) Albert EHRENSVÄRD.

His Excellency,
M. Briand,

Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 25 janvier 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la lettre de la Légation en date du 19 décembre dernier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République est disposé à mettre en vigueur l'accord indiqué ci-après, relatif à l'exonération des taxes sur les bénéfices réalisés par les entreprises de navigation maritimes.

Le Gouvernement français s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés en France par les navires de mer portant pavillon suédois appartenant à des particuliers ou à des sociétés établis hors de France.

En conséquence, les entreprises de navigation suédoises seront exemptées en France de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre premier de la Loi du 31 juillet 1917 et de l'impôt sur le revenu prévu par la Loi du 29 juin 1872 et le Décret du 6 décembre suivant.

Le Gouvernement suédois, de son côté, s'engage à ne percevoir aucun impôt sur les bénéfices réalisés par les navires de mer portant pavillon français appartenant à des particuliers ou à des sociétés établis hors du territoire de la Suède.

En conséquence, l'impôt sur le revenu institué par l'Ordonnance royale du 28 septembre 1928 relative à l'impôt d'Etat sur le revenu et le capital ne pourra en aucun cas être appliqué aux entreprises françaises.

Le présent accord produira effet à partir du 1^{er} janvier 1930.

Veuillez agréer, etc.

*Pour le Ministre des Affaires étrangères
et par délégation :*

*l'Ambassadeur de France,
Secrétaire général :*

(Signé) BERTHELOT.

Monsieur le comte Albert Ehrensvärd,
Ministre de Suède,
Paris.

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 4 février 1930.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

II.

FRENCH REPUBLIC.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, *January 25, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the letter from your Legation dated December 19 last, I have the honour to inform you that the Government of the French Republic is prepared to put into force the following agreement concerning exemption from taxes on the profits of maritime shipping enterprises.

The French Government undertakes not to levy any tax assessed on the profits made in France by sea-going vessels flying the Swedish flag and owned by individuals or companies established outside France.

Consequently, Swedish shipping enterprises will be exempt in France from the tax on industrial and commercial profits levied under Part I of the Law of July 31, 1917, and from the income tax levied in virtue of the Law of June 29, 1872, and the Decree of December 6 of that year.

The Swedish Government, for its part, undertakes not to levy any tax on the profits made by sea-going vessels flying the French flag and owned by individuals or companies established outside Swedish territory.

Consequently, the income tax levied in virtue of the Royal Decree of September 28, 1928, concerning the Government tax on income and capital may in no case be applied to French enterprises.

The present agreement shall take effect as from January 1, 1930.

I have the honour, etc.

pp. *The Minister for Foreign Affairs :*

(Signed) BERTHELOT,
Ambassador of France,
Secretary-General.

Count Albert Ehrensward,
Swedish Minister,
Paris.

N° 2272.

FRANCE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention commerciale, avec protocole de signature, signés à Paris, le 2 juillet 1928, et échange de notes y relatif de la même date.

FRANCE
AND CZECHOSLOVAKIA

Commercial Convention, with Protocol of Signature, signed at Paris, July 2, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

N^o 2272. — CONVENTION COMMERCIALE ¹ ENTRE LA FRANCE ET
LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉE A PARIS, LE
2 JUILLET 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 février 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ayant reconnu que pour développer les échanges et la coopération économique entre les deux pays, il était utile de substituer une nouvelle convention commerciale à celle qui avait été conclue le 17 août 1923 ² et complétée le 18 août 1924 ², ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, d'une part :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, ministre des Affaires étrangères ; et
M. BOKANOWSKI, ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes, des Télégraphes, des Téléphones et de l'Aéronautique, d'autre part :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Stefan OSUSKÝ, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de la République tchécoslovaque ; et
M. Vojtěch VANÍČEK, consul général ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Les produits naturels ou manufacturés du territoire douanier français seront admis, sur le territoire douanier de la République tchécoslovaque, au bénéfice des droits les plus réduits que la République tchécoslovaque accorde ou pourrait accorder à l'avenir à toute autre puissance.

Sans préjudice de la disposition ci-dessus, les produits naturels ou fabriqués, énumérés à la liste A, seront admis à leur importation sur le territoire douanier de la République tchécoslovaque au bénéfice des droits conventionnels stipulés à ladite liste.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 9 avril 1929.

² Vol. XLIV, page 21, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2272. — COMMERCIAL CONVENTION² BETWEEN FRANCE AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT PARIS, JULY 2, 1928.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 13, 1930.

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, recognising that, in order to develop trade and economic co-operation between the two countries, it would be expedient to substitute a new commercial Convention for that which was concluded on August 17, 1923³, and amplified on August 18, 1924³, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Aristide BRIAND, Minister for Foreign Affairs ; and
M. BOKANOWSKI, Minister for Trade, Industry, Posts, Telegraphs, Telephones and the Air ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Stefan OSUSKÝ, Czechoslovak Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary ; and
M. Vojtěch VANĚČEK, Consul-General ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

Natural or manufactured products from French Customs territory shall be admitted into the Customs territory of the Czechoslovak Republic at the lowest rates which the Czechoslovak Republic grants, or may in future grant, to any other Power.

Nevertheless, the natural or manufactured products enumerated in List A shall be required, on their importation into the Customs territory of the Czechoslovak Republic, to pay the conventional duties defined in the above-mentioned list ; this clause shall not be held to constitute a derogation from the preceding paragraph.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, April 9, 1929.

³ Vol. XLIV, page 21, of this Series.

Les droits de douane du tarif tchécoslovaque sont exprimés en couronnes tchécoslovaques, dont la relation avec les monnaies à la parité de l'or est fixée par la loi.

Dans le cas où la relation ainsi fixée par la loi changerait de façon à accuser une différence de 10 p. 100 au moins, pendant la durée d'un mois, sur le cours moyen de la couronne tchécoslovaque, par rapport au dollar ou à la livre sterling ou au cours moyen de ces deux monnaies, le Gouvernement tchécoslovaque introduirait des coefficients de manière à compenser la différence ci-dessus de la relation entre le cours de la couronne tchécoslovaque stabilisé par la loi et le cours moyen desdites monnaies. Dans ce cas le Gouvernement tchécoslovaque modifierait les coefficients au moins une fois tous les mois, d'après la relation des cours du change établie régulièrement par la Banque nationale de Tchécoslovaquie.

La cote de la Bourse, soit de Prague, soit de New-York, soit de Londres, sera prise pour base des cours du change à établir.

Article II.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de Tchécoslovaquie, à l'exception de ceux qui sont repris à la liste B, bénéficieront sans limitation à leur importation sur le territoire douanier français, des droits du tarif minimum et du traitement de la nation la plus favorisée.

En outre, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de Tchécoslovaquie énumérés à la liste C, bénéficieront à leur importation sur le territoire douanier français, des droits du tarif minimum indiqués à ladite liste.

Les droits fixés à la liste C resteront applicables aussi longtemps que l'indice officiel des prix de gros ne marquera pas une différence de plus de 20 p. 100 par rapport à l'indice du mois de juillet 1928.

Dans le cas où cette différence se réaliserait, les droits pourront être majorés et devront être diminués en proportion de l'indice, sans que toutefois la rectification puisse intervenir sinon à la fin d'un trimestre. La même méthode sera appliquée, dans les mêmes proportions et les mêmes conditions, pour toute altération ultérieure de l'indice des prix de gros.

Les réductions opérées ne pourront toutefois excéder 60 p. 100 du taux des droits inscrits au tarif.

Article III.

Pour les produits énumérés aux listes A et C, chacune des Hautes Parties contractantes accordera aux produits du territoire douanier de l'autre, le bénéfice des avantages résultant des modifications apportées aux nomenclatures douanières ou aux méthodes de tarification introduites dans les tarifs en vertu de mesures administratives ou légales ou de conventions conclues avec d'autres Puissances.

En aucun cas, il ne pourra résulter des modifications susmentionnées aucune aggravation de l'incidence moyenne des droits prévus ou aucune discrimination au détriment des produits du territoire douanier de l'autre Partie contractante.

Article IV.

Dans le cas où les produits tchécoslovaques importés en France au bénéfice des articles précédents seraient soumis à une tarification *ad valorem*, la valeur à déclarer pour l'application des droits de douane sera celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane. Elle comprend la valeur d'achat (prix de facture) de la marchandise, augmentée de tous les frais nécessaires pour l'importation jusqu'au lieu d'introduction (transport, fret, droits de sortie, assurance, commission, prix des emballages non taxables séparément, etc.), à l'exclusion des droits d'entrée.

Toutefois, la valeur ainsi calculée devra, s'il y a lieu, être rectifiée pour tenir compte des variations de prix postérieures à l'achat.

The Customs duties of the Czechoslovak tariff shall be expressed in Czechoslovak crowns, the relationship of which to gold standard currencies is determined by law.

Should the relationship thus determined by law vary to the extent of not less than 10% during any one month from the average quotation of the Czechoslovak crown, as compared with the dollar or the pound sterling, or the average quotation for these two currencies, the Czechoslovak Government would introduce coefficients to compensate the above difference in the relationship between the rate of the Czechoslovak crown as stabilised by law and the average rate for the said currencies. In such case, the Czechoslovak Government would modify the coefficients at least once every month according to the relationship of exchange quotations regularly drawn up by the National Bank of Czechoslovakia.

The official exchange quotations in Prague, New York or London shall be taken as the basis for the rates of exchange to be prepared.

Article II.

Natural or manufactured products originating in and coming from Czechoslovakia, except those set out in List B, shall, without any limitations as to their importation into French Customs territory, be granted the rates of the minimum tariff and most-favoured-nation treatment.

In addition, the natural or manufactured products originating in and coming from Czechoslovakia enumerated in List C shall, on their importation into French Customs territory, be granted the minimum tariff rates set out in the said list.

The duties shown in List C shall remain applicable so long as the official index-number of wholesale prices does not differ by more than 20 % from the index-number for July 1928.

If such a difference should occur, the duties may be increased, and must be reduced proportionately to the index-number. Such adjustments may, however, only be made at the end of a quarter. The same procedure shall be followed, in the same proportions and under the same conditions, at every subsequent change in the index-number of wholesale prices.

The reductions in duty may not, however, exceed 60% of the rates set out in the tariff.

Article III.

As regards the products specified in Lists A and C, each of the High Contracting Parties shall grant to the products of the Customs territory of the other such advantages as may accrue from changes in Customs nomenclature or methods of classification made in tariffs in virtue of administrative or legal measures or of conventions concluded with other Powers.

In no case may such changes lead to any increase in the average duties prescribed or to any discrimination against the products of the Customs territory of the other Contracting Party.

Article IV.

Should Czechoslovak products imported into France under the terms of the preceding Articles be subjected to *ad valorem* duties, the value to be declared for the assessment of Customs duty shall be that which the goods possess at the place and time at which they are presented to the Customs. It shall comprise the purchase price (as shown in the invoice) of the goods plus all charges payable in respect of their importation (transport, freight, export duties, insurance, commission, cost of packing not separately assessable, etc.) as far as the place of importation, exclusive of import duties.

Nevertheless, the value computed in this manner shall if necessary be rectified in accordance with any variations in price which may have occurred since the time of purchase.

La déclaration doit être appuyée d'une facture visée par l'autorité diplomatique ou consulaire française, ou, à défaut, par les organismes ayant la compétence et présentant les garanties nécessaires, qui auront été préalablement agréés par le Gouvernement français. Cet agrément pourra être retiré s'il est constaté que ces organismes ne présentent plus les garanties nécessaires.

Le service français des douanes peut exiger la production des marchés, contrats, correspondances et autres documents relatifs aux opérations sans que toutefois ces documents, non plus que la facture, lient obligatoirement son appréciation.

A l'égard de divers produits ou marchandises dont l'énumération fera l'objet de décrets rendus après avis d'une commission consultative interministérielle siégeant au Ministère français du Commerce et de l'Industrie, la valeur imposable pourra être celle indiquée par les mercuriales officielles ou par des barèmes concertés avec les groupements industriels et commerciaux intéressés et agréés par les Départements ministériels compétents.

Le Gouvernement tchécoslovaque réglera le dédouanement des marchandises soumises dans la République tchécoslovaque à des droits *ad valorem*, sur la base du prix de facture majoré conformément à la loi tchécoslovaque, des frais d'emballage, de transport jusqu'à la frontière tchécoslovaque, d'assurance et de commission. Toutefois, pour les véhicules automobiles, les Hautes Parties contractantes ont déterminé, par une disposition spéciale, les bases sur lesquelles la tarification sera appliquée et le dédouanement effectué.

Les deux gouvernements s'engagent à prendre en considération, sans pour cela renoncer à leur pouvoir d'appréciation, tous éléments d'estimation transmis comme émanant d'organismes industriels habilités à les fournir et dignes de créance, lesdits éléments devant servir notamment au cas où la présomption de fraude sur les prix facturés pourrait entraîner l'application d'amendes ou de pénalités.

Article V.

Il y aura, entre les territoires des deux Parties contractantes, une liberté réciproque de commerce et de navigation.

Elles se réservent, toutefois, le droit d'apporter des exceptions à ce principe, pour les raisons ci-après énumérées, et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires :

- 1° Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;
- 2° Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires.
- 3° Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre.
- 4° Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles.
- 5° Prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique.
- 6° Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres.
- 7° Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits similaires.
- 8° Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou qui feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopole d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

The declaration must be supported by an invoice certified by the French diplomatic or consular authorities or, failing these, by such organisations as are competent for the purpose, offer the necessary guarantees, and have previously been approved by the French Government. Such approval may be withdrawn if it should be shown that the said organisations no longer offer the necessary guarantees.

The French Customs authorities may require the production of the relevant contracts of purchase and other contracts, correspondence etc., but shall not necessarily be bound in all cases to value the goods in accordance with these documents or the invoice.

As regards a number of products or goods which will be enumerated in decrees issued after consultation with an advisory inter-ministerial committee sitting at the French Ministry of Commerce and Industry, the dutiable value may be that indicated in the official price returns or in scales of prices prepared by agreement with the industrial and commercial associations concerned and approved by the competent Government departments.

The Czechoslovak Government shall regulate the clearing of goods subject in the Czechoslovak Republic to *ad valorem* duties, on the basis of the invoice prices plus (in conformity with Czechoslovak law) the cost of packing, carriage to the Czechoslovak frontier, insurance and commission. In the case of motor vehicles, however, the High Contracting Parties have, in a special provision, defined the basic rules to govern their tariff classification and clearance through the Customs.

The two Governments agree to take into consideration, without, however, thereby renouncing the right to form their own decision, any evidence as to the value of the goods which is transmitted to them as emanating from reliable industrial bodies competent to furnish it. This evidence shall be used more especially in cases where a presumption of fraud in regard to the invoice prices might involve the imposition of fines or other penalties.

Article V.

There shall be reciprocal freedom of commerce and navigation between the territories of the two Contracting Parties.

They nevertheless reserve the right to make exceptions to this principle, for the reasons set out below, provided such prohibitions or restrictions are at the same time applied to all other countries situated in like circumstances :

- (1) Prohibitions or restrictions relating to public security.
- (2) Prohibitions or restrictions imposed on moral or humanitarian grounds.
- (3) Prohibitions or restrictions regarding traffic in arms, ammunition and implements of war, or, in exceptional circumstances, all other military supplies.
- (4) Prohibitions or restrictions imposed for the protection of public health or for the protection of animals or plants against disease, insects and harmful parasites.
- (5) Export prohibitions or restrictions issued for the protection of national treasures of artistic, historic or archaeological value.
- (6) Prohibitions or restrictions applicable to gold, silver, coins, currency notes, banknotes or securities.
- (7) Prohibitions or restrictions designed to extend to foreign products the régime established within the country in respect of the production of, trade in, and transport and consumption of native products of the same kind.
- (8) Prohibitions or restrictions applied to products which, as regards production or trade, are or may in future be subject within the country to State monopoly or to monopolies exercised under State control.

Article VI.

Les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes à destination du territoire douanier de l'autre, bénéficieront, en ce qui concerne les droits et taxes à l'exportation, du régime le plus favorable que chacune des Hautes Parties contractantes accorde ou pourrait éventuellement accorder à toute Puissance tierce.

Article VII.

Le traitement de la nation la plus favorisée prévu aux articles précédents ne s'étend pas :

a) Aux avantages qui ont été ou seraient accordés par une des Hautes Parties contractantes à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier dans une zone qui, en règle générale, ne peut excéder quinze kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière commune ;

b) Au régime spécial que la France pourrait instituer en matière tarifaire pour des importations destinées à faciliter les règlements financiers avec les pays qui ont été en état de guerre avec elle pendant les années 1914 à 1918.

Article VIII.

Les taxes intérieures qui, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, frappent, pour le compte de qui que ce soit, la production, la circulation, le conditionnement ou la consommation d'un produit naturel ou fabriqué, ne doivent, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre partie à un degré plus élevé ou dans des conditions plus onéreuses que les produits nationaux similaires.

Les produits français soumis, à leur importation dans la République tchécoslovaque, à la taxe dite de manipulation, bénéficieront des taux les plus favorables, sans que ces taux, pour les produits énumérés à la liste D, puissent jamais être supérieurs à ceux qui y sont portés. Tous produits qui actuellement ne sont pas soumis à la taxe de manipulation ne pourront être à l'avenir grevés d'une taxe supérieure à 1 p. 100 de leur valeur.

Article IX.

Pour la réglementation du commerce libre, et notamment pour la vente, la mise en vente, la circulation, la consommation du produit, il ne sera pas établi de distinction entre les produits nationaux et les produits de l'autre Partie contractante, sous réserve des mesures que chacun des deux gouvernements pourrait être amené à appliquer pour la répression de la concurrence déloyale.

Article X.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'accomplissement des formalités de douane relatives au transit, à l'entreposage, à la réexportation, au transbordement des marchandises et à toutes autres opérations que subissent les marchandises importées, exportées ou en transit, ainsi qu'en ce qui concerne les taxes afférentes à ces diverses manutentions.

Article XI.

En ce qui concerne la nationalité de la marchandise importée du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, celle-ci, dans le cadre de sa législation propre, appliquera le traitement de la nation la plus favorisée.

Article VI.

Natural or manufactured products exported from the Customs territory of one of the High Contracting Parties to the Customs territory of the other shall be accorded, in respect of export duties and charges, the most favourable treatment which either of the High Contracting Parties accords, or may hereafter accord, to any third Power.

Article VII.

Most-favoured-nation treatment, as defined in the previous Articles, shall not include :

(a) Any advantages which either of the High Contracting Parties has granted, or may hereafter grant, to adjacent countries with the object of facilitating frontier traffic, within a zone which shall not, as a general rule, exceed fifteen kilometres in depth on either side of the frontier.

(b) The special tariff régime which France may institute in regard to imports intended to facilitate financial settlements with the countries with which she was at war during the period 1914-1918.

Article VIII.

The internal duties levied in the territory of one of the High Contracting Parties, no matter on whose behalf, in respect of the production, movement, make-up or consumption of a natural or manufactured product, must not under any pretext constitute a heavier charge on the products of the other Party or be imposed under more onerous conditions than the internal taxes on like native products.

French products subject on their importation into the Czechoslovak Republic to what are known as "handling" duties shall be accorded the most favourable rates, though these rates shall never, in the case of the products enumerated in List D, exceed the rates specified therein. Products which are not at present subject to handling duties may not in the future be burdened with a duty greater than 1 % of their value.

Article IX.

As regards the regulation of unrestricted trade, and particularly the sale, offering for sale movement and consumption of the product, no distinction shall be made between native products and the products of the other Contracting Party, apart from the measures which either Government may be obliged to adopt in order to prevent unfair competition.

Article X.

The High Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in the matter of Customs formalities relating to the transit, warehousing, re-exportation and transshipment of goods and to all other operations to which goods may be subjected in importation, exportation or transit, as well as in the matter of charges connected therewith.

Article XI.

As regards the nationality of goods imported from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of the other, the latter shall apply most-favoured-nation treatment in accordance with its own legislation.

Article XII.

Ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine :

Les produits du sol ou de l'industrie de la Tchécoslovaquie importés en France en transit par le territoire d'un ou plusieurs pays tiers, ainsi que les produits du sol ou de l'industrie de pays tiers, importés en transit par le territoire de la Tchécoslovaquie vers le territoire de la France, sous réserve que ces transports soient effectués directement et sans emprunt de la mer ;

Les produits du sol ou de l'industrie de la France importés en Tchécoslovaquie en transit par le territoire d'un ou plusieurs pays tiers, ainsi que les produits du sol ou de l'industrie de pays tiers importés en transit par le territoire français vers le territoire de la Tchécoslovaquie.

Article XIII.

En considération de la situation géographique spéciale de la République tchécoslovaque, la France consent à accorder le bénéfice de la droiture aux marchandises originaires et en provenance de la République tchécoslovaque même si elles ont été transportées avec emprunt de la mer à condition qu'elles soient en provenance de l'un des ports européens ci-après : Gdynia, Dantzig, Stettin, Lubeck, Hambourg, Brème, Rotterdam, Anvers, Gènes, Venise, Trieste, Fiume, Sussak, Split, Braïla, Galatz, et que, pour la justification du transport, elles soient accompagnées de tous documents justificatifs (lettre de voiture ou connaissance fluvial, original ou duplicata, et connaissance maritime), et, pour la justification d'origine, dans les cas où celle-ci ne serait pas suffisamment établie par les documents de transport, du certificat d'origine afférent aux matières énumérées dans les observations préliminaires du tarif douanier français et établi en conformité des dispositions de l'article XIV ci-après.

Article XIV.

Pour l'application des articles I, II et XXX, les Hautes Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés dans leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant :

1° S'il s'agit de matières premières proprement dites ou de produits naturels, qu'ils sont originaires de l'autre pays ;

2° S'il s'agit d'un produit manufacturé, qu'il remplit, soit en ce qui concerne la matière première incorporée, soit en ce qui concerne le travail subi, les conditions auxquelles le pays importateur soumet la reconnaissance de la nationalité visée à l'article XI ci-dessus.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les autorités douanières, soit par les chambres de commerce compétentes, de chacune des Hautes Parties contractantes ; ils seront établis selon les formules adoptées par l'administration des douanes ou par les chambres de commerce officiellement reconnues du pays expéditeur ; ils seront rédigés, soit dans la langue du pays d'origine, soit dans la langue du pays de destination. Dans le premier cas, les deux pays se réservent la faculté d'en exiger la traduction.

Les certificats d'origine délivrés par les autorités douanières seront dispensés du visa consulaire.

Les certificats d'origine délivrés par les chambres de commerce officiellement reconnues seront visés sans frais par les autorités consulaires du pays de destination.

Lorsque le certificat d'origine visé par l'autorité consulaire portera la mention de la valeur de la marchandise, il pourra tenir lieu de facture consulaire. Dans ce cas, aucune taxe supplémentaire ne sera perçue par l'autorité consulaire pour l'attestation de la valeur de la marchandise.

Sont dispensés du certificat d'origine les colis postaux et envois par la poste, les colis de 5 kg. et moins importés par voie aérienne, ainsi que les échantillons de voyageurs de commerce.

Article XII.

The following shall not be liable, on importation, to Customs duties or charges other or higher than would be leviable if they were imported direct from the country of origin :

Czechoslovak natural or manufactured products imported into France after passing in transit through one or more third countries, as well as the natural or manufactured products of third countries which are imported into France after passing in transit through Czechoslovakia, provided that the consignments are sent direct and are not conveyed by sea.

French natural or manufactured products which are imported into Czechoslovakia after passing in transit through one or more third countries, as well as the natural or manufactured products of third countries which are imported into Czechoslovakia after passing in transit through France

Article XIII.

In view of the special geographical situation of the Czechoslovak Republic, France agrees to regard goods originating in and coming from the Czechoslovak Republic as having been consigned direct even if they are transported by sea, provided they come from one of the following European ports : Gdynia, Danzig, Steffin, Lübeck, Hamburg, Bremen, Rotterdam, Antwerp, Genoa, Venice, Trieste, Fiume, Susak, Split, Braila, Galatz, and provided they are accompanied, as evidence of the route they have followed, by all evidential documents (waybill or riverbill of lading — original or duplicate — and maritime bill of lading) and, as evidence of origin, when this is not sufficiently proved by the transport documents, by the certificate of origin pertaining to the articles specified in the preliminary observations to the French Customs tariff established in accordance with the provisions of Article XIV below.

Article XIV.

As regards the application of Articles I, II and XXX, the High Contracting Parties may require that products and goods imported into their territory be accompanied by a certificate of origin attesting :

(1) In the case of raw materials properly so-called or natural products, that they originate in the other country ;

(2) In the case of a manufactured products, that, as regards the raw materials incorporated in it and the labour expended upon it, it satisfies the conditions required by the importing country for the recognition of nationality as mentioned in Article XI above.

Certificates of origin shall be issued either by the Customs authorities or by the competent Chambers of Commerce of each of the High Contracting Parties ; they shall be drawn up in accordance with the forms adopted by the Customs Administration or officially recognised Chambers of Commerce in the exporting country ; they shall be made out either in the language of the country of origin or in the language of the country of destination. In the former case, the two countries reserve the right to require a translation.

Certificates of origin issued by the Customs authorities shall not require a consular visa.

Certificates of origin issued by the officially recognised Chambers of Commerce shall be *visés* free of charge by the consular authorities of the country of destination.

When the certificate of origin *visé* by the consular authority mentions the value of the goods, it may serve as a substitute for a consular invoice. In this case, no additional charge shall be levied by the consular authorities for attesting the value of the goods.

No certificates of origin shall be required in the case of postal packets and consignments by post, packets weighing 5 kg. and less imported by air, and commercial travellers' samples.

Dans le cas où des marchandises originaires d'un pays tiers ne seraient pas importées directement du pays d'origine dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, mais en transit par le territoire de l'autre, les Hautes Parties contractantes accepteront comme justification d'origine, hors le cas de soupçon de fraude ou d'abus, au même titre que celles délivrées dans les pays d'origine, les attestations établies par les autorités compétentes de l'autre Partie contractante, sous la réserve qu'elles répondent aux prescriptions réglementaires.

Dans tous les cas où l'un des deux gouvernements signalera à l'autre que des pratiques frauduleuses se sont produites dans la délivrance desdits certificats, le gouvernement auquel la plainte aura été adressée provoquera immédiatement une enquête spéciale sur les faits incriminés, en communiquera les résultats au gouvernement plaignant et prendra, le cas échéant, toutes mesures en son pouvoir pour prévenir la continuation desdites pratiques frauduleuses.

Article XV.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir d'une manière effective les produits naturels ou fabriqués, originaires de l'autre Partie contractante, contre la concurrence déloyale dans les tractations commerciales, notamment à réprimer et à prohiber, par la saisie ou par toutes autres sanctions appropriées conformément à sa propre législation, l'importation, l'entreposage, la vente et la mise en vente à l'intérieur, de tous produits portant sur eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat, ou sur leur emballage extérieur, sur les factures, lettres de voiture et papiers de commerce, des marques, noms, inscriptions, ou signes quelconques comportant directement ou indirectement, de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

Article XVI.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à donner une application effective à la Convention¹ internationale du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Washington le 2 juin 1911, ainsi qu'aux divers arrangements complémentaires concernant la propriété industrielle² tels qu'ils ont été signés à La Haye le 5 novembre 1925.

Article XVII.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toutes mesures nécessaires en vue de réprimer l'emploi de fausses appellations géographiques d'origine des produits vinicoles, pour autant qu'ils soient originaires des territoires de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractante et que les appellations d'origine soient dûment protégées dans le pays de production et notifiées à l'autre Partie. La notification devra viser la délimitation des territoires auxquels s'appliquent ces appellations d'origine et la procédure relative à la délivrance du certificat d'origine.

Seront notamment réprimées par la saisie ou la prohibition ou par d'autres sanctions appropriées, conformément à la législation de chaque pays, l'importation et l'exportation, l'entreposage, la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits visés ci-dessus dans le cas où figureraient sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, des marques, des noms, des inscriptions ou des signes quelconques, comportant de fausses appellations d'origine sciemment employées.

La saisie des produits incriminés ou les autres sanctions seront appliquées, soit à la diligence de l'Administration, soit à la requête du Ministère public ou d'une partie intéressée, individu, association ou syndicat, conformément à la Législation respective de chacune des Hautes Parties contractantes.

¹ Vol. LXXIV, page 289 ; vol. LXXXIII, page 464 ; vol. LXXXVIII, page 366 ; et vol. XCH, page 403, de ce recueil.

² DE MARENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VIII, page 700.

Should goods originating in a third country not be imported direct from the country of origin into the territory of one of the High Contracting Parties, but pass in transit through the territory of the other, each of the High Contracting Parties shall, except in the case of suspected fraud or malpractice, accept the certificates issued by the competent authorities of the other Contracting Party as evidence of origin, on the same footing as those issued in the country of origin, provided they satisfy the regulations in the matter.

In any case in which either of the Governments notifies the other that fraudulent practices have taken place in connection with the issue of the said certificates, the Government to which the complaint is made shall immediately institute a special enquiry into the alleged facts, shall communicate the results of the said enquiry to the Government making the complaint and shall, if necessary, take all measures in its power to prevent the continuance of the said fraudulent practices.

Article XV.

Each of the High Contracting Parties agrees to take all necessary steps effectively to protect natural or manufactured products originating in the other country against unfair competition in trade, and in particular to punish and prohibit by confiscation or such other penalties as may be provided under its laws, the importation, warehousing, sale and offering for sale within its territory of all products which, on themselves or their immediate make-up or on their containers, labels, packing, invoices, waybills or other trade documents, bear any marks, names, writing or signs that either directly or indirectly connote a false indication of the origin, kind, nature or specific qualities of these products or goods.

Article XVI.

The High Contracting Parties undertake to give effective application to the International Convention¹ of March 20, 1883, for the protection of industrial property, revised at Washington on June 2, 1911, and also to the various additional agreements concerning industrial property² as signed at The Hague on November 5, 1925.

Article XVII.

Each of the High Contracting Parties agrees to take all the necessary steps to punish the use of false geographical appellations of origin for products of the wine industry, provided these products originate in the territory of one or other of the High Contracting Parties and that the appellations are duly protected in the country of production and have been notified to the other Party. Such notice must mention the boundaries of the region to which these appellations apply, and the procedure followed in issuing a certificate of origin.

The importation, exportation, warehousing, manufacture, distribution, sale, or offering for sale of the above-mentioned products shall be punished by confiscation or prohibition or by other appropriate penalties provided by the laws of each country, whenever any marks, names, devices, or signs whatsoever constituting false indications of origin knowingly employed, appear on the barrels, bottles, wrappings or cases containing these products.

Goods contravening this provision may be confiscated or other penalties imposed, either on the initiative of the Administration, or on the application of the Public Prosecutor or of an interested party — whether an individual, association or union — in conformity with the legislation of each of the Contracting Parties.

¹ Vol. LXXIV, page 289, Vol. LXXXIII, page 464; Vol. LXXXVIII, page 366; and Vol. XCII, page 103, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 104, page 116.

L'interdiction de se servir d'une appellation géographique pour désigner des produits vinicoles autres que ceux qui y ont réellement droit subsiste, alors même que la véritable origine des produits serait mentionnée ou que les appellations fausses seraient accompagnées de certaines rectifications telles que : « genre », « façon », « type », ou autres.

Aucune appellation géographique d'origine des produits vinicoles de l'une des Hautes Parties contractantes, si elle est dûment protégée dans le pays de production et si elle a été régulièrement notifiée à l'autre Partie, ne pourra être considérée comme ayant un caractère générique. Seront reconnues de la même manière, les délimitations et les spécifications qui se rapportent à ces appellations.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, dès à présent, à appliquer les dispositions du présent article, pour la France : aux fromages de Roquefort, et, pour la Tchécoslovaquie : aux houblons ainsi qu'à la bière de Plzeň (Pilsen).

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à effectuer, dans le plus bref délai possible, les notifications prévues au paragraphe premier du présent article.

Les Hautes Parties contractantes se déclarent prêtes à étudier ultérieurement l'extension éventuelle des dispositions qui précèdent à d'autres produits tirant du sol ou du climat leurs qualités spécifiques.

Article XVIII.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'un des deux pays, qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts établis par la loi, auront le droit, personnellement ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans l'autre pays, chez des négociants ou dans les locaux de vente publique ou chez les personnes qui produisent des marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons ou modèles, chez les négociants, dans leurs bureaux commerciaux, ou chez les personnes dans l'exploitation industrielle desquelles les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ils ne seront astreints pour les activités énumérées au présent alinéa à aucune taxe ou redevance.

Les personnes munies d'une carte de légitimation industrielle ont le droit d'avoir avec elles des échantillons ou des modèles, mais non des marchandises.

Elles devront se conformer aux dispositions en vigueur dans chaque pays.

Les cartes de légitimation industrielle devront être conformes au modèle établi par la Convention¹ internationale signée à Genève le 3 novembre 1923 pour la simplification des formalités douanières. Elles seront exemptes du visa consulaire ou autre.

Article XIX.

En ce qui concerne les échantillons et modèles, les Hautes Parties contractantes appliqueront les dispositions contenues dans la Convention internationale signée à Genève le 3 novembre 1923 pour la simplification des formalités douanières.

Le délai de réexportation sera, sauf prorogation, fixé à six mois.

Article XX.

Les dispositions des articles XVIII et XIX ne portent pas préjudice aux prescriptions régissant les professions ambulantes et le colportage dans les deux pays, chacune des Hautes Parties contractantes réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 308 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 391 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; et vol. XCII, page 370, de ce recueil

The clause prohibiting the use of a geographical appellation for products of the wine industry other than those which are rightly entitled thereto shall be operative even when the real origin of the products is mentioned or when the false labels are accompanied by qualifying words such as " sort ", " kind ", " type ", or others.

No geographical appellation of origin of the products of the wine industry of one of the Contracting Parties, if it is legally protected in the country of production and has been duly notified to the other Party, may be regarded as a generic name. Delimitations and specifications referring to these appellations shall likewise be recognised.

The High Contracting Parties also undertake forthwith to apply the provisions of this Article, in the case of France, to Roquefort cheese, and, in the case of Czechoslovakia, to hops and Pilsen beer.

The High Contracting Parties undertake to exchange, as soon as possible, the notifications referred to in paragraph 1 of the present Article.

The High Contracting Parties declare that they are ready to consider at a later stage the possibility of extending the above provisions to other products deriving their specific qualities from the soil or climate.

Article XVIII.

Merchants, manufacturers, and other traders of either of the two countries, who prove by the production of a trader's identity card issued by the authorities of their own country that they are authorised to carry on their trade or industry in that country, and that they pay therein the fees and taxes established by law, shall be entitled in the other country to make purchases, either in person or through travellers in their employ, from merchants or in places of public sale, or from producers of goods. They may also accept orders, even on samples or patterns, from merchants at their offices or from persons who make use in their business of goods of the kind offered. They shall not be liable to any fees or dues in respect of the activities mentioned in this paragraph.

Holders of a trader's identity card shall be entitled to carry with them samples or patterns, but not goods.

They must observe the regulations in force in each country.

The trader's identity card must correspond to the form shown in the International Convention¹ relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923. No consular or other visa shall be required.

Article XIX.

As regards samples and patterns, the High Contracting Parties shall apply the provisions contained in the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923.

The time-limit for re-exportation shall, unless it is prolonged, be fixed at six months.

Article XX.

The provisions of Articles XVIII and XIX shall not in any way affect the provisions applicable to itinerant trades and hawking in the two countries, each of the High Contracting Parties reserving full legislative freedom in this respect.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 391 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; and Vol. XCII, page 370, of this Series.

Article XXI.

1. Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le voyage, le séjour, l'établissement ainsi que l'exercice du commerce, de l'industrie ou de toute autre profession et tous droits et intérêts en découlant.

2. Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes auront toute liberté de posséder, louer ou occuper des biens mobiliers et immobiliers sur le territoire de l'autre et d'acquérir la possession de ces biens par achat, donation, succession, disposition testamentaire ou de toute autre manière, dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues par les lois de l'Etat où les biens sont situés pour les ressortissants d'un Etat tiers quelconque. Ils en auront la disposition aux mêmes conditions.

3. Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre ne sont pas traités moins favorablement que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée en matière de réquisition ou de prestation, sous réserve des dispositions de l'alinéa 4 en ce qui concerne les réquisitions et prestations militaires personnelles.

4. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sont exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire obligatoire, soit dans les armées, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils sont exempts de toute taxe, de quelque nature que ce soit, imposée au lieu de service militaire personnel, ainsi que de toutes prestations ou réquisitions militaires personnelles.

5. Aucune mesure de limitation, de disposition, de restriction ou d'expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général, affectant la propriété ou l'usage des biens, droits ou intérêts des ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes, ne pourra être prise par l'autre Partie, qui ne soit applicable dans les mêmes conditions aux biens, droits ou intérêts de ses nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée. L'application de ces mesures sera subordonnée au payement d'une juste indemnité si, du moins, cette indemnité est accordée aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

6. En matière d'impôts et de taxes de toute nature, ainsi que de toutes autres charges de caractère fiscal, en tant qu'elles sont assimilables à des impôts, sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre partie, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, droits et intérêts, y compris leur commerce, industrie ou profession, du même traitement et de la même protection, auprès des autorités et juridictions fiscales, que les nationaux. Si les lois de l'un des deux Etats soumettent actuellement ou soumettaient à l'avenir, à la condition de réciprocité, l'octroi aux étrangers du traitement national en matière fiscale, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour déclarer, par le présent article, qu'elles considèrent cette condition de réciprocité comme réalisée.

Les dispositions du paragraphe 6 ne font pas obstacle à la perception, le cas échéant ; soit de taxes dites de séjour, soit de taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police, étant entendu que les ressortissants des deux Etats jouiront, sous ce rapport, du traitement accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Le traitement de la nation la plus favorisée, visé aux alinéas précédents, ne s'étend pas aux avantages qu'une des Hautes Parties contractantes auraient accordés ou accorderait à un Etat tiers, en vue d'établir un équilibre entre ses propres impositions et celles de cet Etat, et notamment d'éviter une double taxation, ou à l'effet d'assurer protection et assistance judiciaires réciproques en matière d'obligations ou de pénalités fiscales.

Article XXII.

1. Les sociétés par actions et autres sociétés, civiles, commerciales, financières, d'assurances, les compagnies assurant les communications et les compagnies de transport, et, en général, toutes

Article XXI.

1. Nationals of each of the two High Contracting Parties shall, in the territory of the other, enjoy most-favoured-nation treatment in respect of travelling, residence and establishment, the conduct of trade, industry, or any other occupation and in respect of all rights and interests connected therewith.

2. The nationals of each of the two High Contracting Parties shall have full liberty to own, lease or occupy movable and immovable property in the territory of the other, and to acquire the ownership of such property by purchase, gift, inheritance, testamentary disposition or otherwise, under the same conditions as are applicable, according to the laws of the country in which the property is situated, to the nationals of any third State. They shall have control of such property under the same conditions.

3. The nationals of each of the two High Contracting Parties shall not, in the territory of the other Party, be treated less favourably than the nationals or citizens of the most favoured nation in the matter of requisitions or contributions, subject to the provisions of paragraph 4 concerning compulsory personal military services and requisitions.

4. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be exempt, in the territory of the other Party, from all compulsory military service, whether in the army or national guard or militia. They shall be exempt from all taxes of any kind whatsoever, levied in lieu of personal military service and from all personal military services or requisitions.

5. No measure of limitation, disposal, restriction or expropriation for reasons of public utility or interest affecting the ownership or use of the property, rights or interests of the nationals of one of the two High Contracting Parties may be applied by the other Party unless it is applicable under the same conditions to the property, rights and interests of its own nationals or the nationals of the most favoured nation. These measures may not be applied unless fair compensation is paid, at any rate in cases where such compensation is granted to nationals of the country or to nationals of the most favoured nation.

6. As regards taxes and imposts of all kinds, as well as all other fiscal charges in the nature of taxes, no matter on whose behalf they are levied, the nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in every respect in the territory of the other Party, both for their persons and their property, rights and interests, including their trade, industry and occupation, the same treatment and the same protection at the hands of the fiscal authorities and courts dealing with fiscal matters as nationals of the country. Should the laws of either of the two countries, now or at some future date, make the granting to foreigners of national treatment in fiscal matters conditional upon reciprocity, the High Contracting Parties hereby declare in the present Article that they regard this condition of reciprocity as being fulfilled.

The provisions of paragraph 6 shall not prevent the possibility of levying what are known as "visitors' taxes" or charges connected with the carrying out of police formalities, it being understood that the nationals of the two countries shall enjoy in this respect the treatment accorded to nationals of the most favoured nation.

The most-favoured-nation treatment referred to in the preceding paragraphs shall not apply to the facilities which one of the High Contracting Parties may have granted or may in the future grant to a third State with a view to bringing its own taxation into line with that levied by the other State, particularly with a view to avoiding double taxation or to ensuring reciprocal judicial protection and assistance in the matter of the payment of taxes and the punishment of defaulters.

Article XXII.

1. Joint stock companies and other civil, commercial, financial and insurance companies, traffic and transport companies and, in general, all companies constituted for business purposes

les sociétés de caractère économique constituées conformément aux lois de l'un des deux Etats et ayant leur siège sur leur territoire seront reconnues par l'autre Partie comme existant régulièrement.

2. La légalité de leur constitution et leur capacité d'ester en justice seront appréciées d'après leurs statuts et la loi de leur pays d'origine.

3. Lesdites sociétés constituées sur le territoire de l'une des deux Hautes Parties contractantes pourront, en se conformant aux lois de l'autre Etat, sur le territoire de ce dernier, exercer leur activité, s'y établir et y créer des filiales, succursales et agences.

4. Lesdites sociétés, ainsi que leurs agences, succursales et filiales, jouiront du traitement prévu à l'article XXI, pour les ressortissants en ce qui concerne le droit de posséder, louer, occuper, acquérir la possession de tous biens, meubles et immeubles et d'en disposer, en matière de réquisition et prestations, en cas de mesures de limitation, disposition, restriction ou expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général.

5. Lesdites sociétés, ainsi que leurs agences, succursales et filiales, jouiront du traitement prévu à l'article XXI pour les ressortissants, en ce qui concerne les impôts et la protection en matière fiscale. Toutefois, en ce qui concerne les impôts calculés sur le capital, les revenus ou bénéfices, chacune des deux Hautes Parties contractantes ne taxera les sociétés de l'autre, selon la nature des impôts, qu'à raison de la part d'actif social qu'elles ont investi sur son territoire, des biens qu'elles y possèdent, des titres qui y circulent, des bénéfices qu'elles y réalisent ou des affaires qu'elles y pratiquent.

Article XXIII.

Pour toutes les questions relatives au transit international, les Hautes Parties contractantes se réfèrent à la Convention et au Statut de Barcelone du 20 avril 1921¹ sur la liberté du transit. Les dispositions de ces actes continueront à régir leurs relations réciproques.

Article XXIV.

Pour toutes les questions relatives au régime international des voies ferrées, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention et du Statut sur le régime international des voies ferrées, établis à Genève le 9 décembre 1923².

Article XXV.

En ce qui concerne la navigation sur les fleuves internationaux, les Hautes Parties contractantes se réfèrent aux actes régissant cette navigation et, notamment, à la Convention et au Statut de Barcelone du 20 avril 1921³ sur le régime des voies navigables d'intérêt international et à la Convention internationale de Paris du 23 juillet 1921⁴, établissant le statut définitif du Danube internationalisé. Les dispositions de ces actes continueront à régir leurs relations réciproques.

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; et vol. XCVI, page 181, de ce recueil.

² Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIII, page 417 ; vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXXVIII, page 472 ; vol. LXXXIII, page 403 ; vol. LXXXVIII, page 336 ; vol. XCII, page 381 ; et vol. XCVI, page 191, de ce recueil.

³ Vol. VII, page 35 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 306 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. L, page 160 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 71 ; et vol. XCVI, page 182, de ce recueil.

⁴ Vol. XXVI, page 173, de ce recueil.

in conformity with the laws of one of the two countries and having their seat in their territory, shall be recognised by the other Party as being properly constituted.

2. The legality of their constitution and their right to appear in the courts shall be decided by reference to their articles of association and to the law of their country of origin.

3. Such companies constituted in the territory of one of the two High Contracting Parties may, if they conform to the laws of the other country, conduct business in the territory of the latter, establish themselves and set up subsidiary enterprises, branches and agencies therein.

4. These companies, as well as their agencies, branches and subsidiary enterprises shall enjoy the treatment laid down in Article XXI for nationals as regards the right of possessing, leasing, occupying and acquiring the ownership of all movable and immovable property and of disposing of the same, as regards requisitions and contributions, and all steps for the limitation, disposal, restriction or expropriation of such property for reasons of public policy or in the interests of the community.

5. These companies and their agencies, branches and subsidiary enterprises shall enjoy the treatment laid down in Article XXI for nationals as regards taxation and protection in fiscal matters. Nevertheless, as regards taxation assessed on capital, income or profits, each High Contracting Party shall only tax the companies of the other Party, according to the nature of the taxes, on the basis of that part of the companies' capital which they have invested in its territory, or of the property they possess, the securities held, the profits realised or the transactions concluded therein.

Article XXIII.

On all questions relating to international transit the High Contracting Parties shall refer to the Barcelona Convention and Statute, of April 20, 1921¹ on Freedom of Transit. The provisions of these Acts shall continue to govern their mutual relations.

Article XXIV.

In all questions relating to the international régime of railways, the High Contracting Parties shall, in their mutual relations, apply the provisions of the Convention and Statute on the International Régime of Railways drawn up at Geneva on December 9, 1923².

Article XXV.

As regards navigation on international rivers, the High Contracting Parties shall refer to the Acts governing such navigation, and in particular to the Barcelona Convention and Statute of April 20, 1921³, on the Régime of Navigable Waterways of International Concern, and to the International Convention of Paris of July 23, 1921⁴, instituting the definitive Statute of the Internationalised Danube. The provisions of these Acts shall continue to govern their mutual relations.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; and Vol. XCVI, page 181, of this Series.

² Vol. XLVII, page 55 ; Vol. L, page 180 ; Vol. LIX, page 383 ; Vol. LXIII, page 417 ; Vol. LXIX, page 92 ; Vol. LXXVIII, page 472 ; Vol. LXXXIII, page 403 ; Vol. LXXXVIII, page 336 ; Vol. XCII, page 381 ; and Vol. XCVI, page 191, of this Series.

³ Vol. VII, page 35 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 306 ; Vol. XIX, page 281 ; Vol. XXIV, page 156 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 71 ; and Vol. XCVI, page 182, of this Series.

⁴ Vol. XXVI, page 173, of this Series

Article XXVI.

Sous réserve des dispositions complémentaires qui suivent, les Hautes Parties contractantes conviennent de mettre immédiatement en application, pour leurs relations réciproques, les dispositions de la Convention et du Statut de Genève du 9 décembre 1923¹ sur le régime international des ports maritimes.

Les bâtiments tchécoslovaques pourront se rendre dans un ou plusieurs ports français, soit pour y débarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leurs cargaisons en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leurs cargaisons à destination de l'étranger.

Le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à ne prendre ou laisser prendre par les organismes placés sous son contrôle aucune mesure et à ne conclure avec des gouvernements ou organismes étrangers aucun accord ayant pour effet d'éliminer ou de défavoriser d'une manière quelconque, par rapport aux pavillons tchécoslovaque ou tiers, les navires et le commerce maritime français, pour ce qui concerne notamment le transport des biens, passagers et émigrants soit de la Tchécoslovaquie, soit d'un État étranger, qui traverseraient une partie du territoire tchécoslovaque, et quelle que soit la voie ou le port emprunté ou à emprunter. De son côté, le Gouvernement français prend le même engagement en ce qui concerne les navires et le commerce maritime tchécoslovaques.

Article XXVII.

Les navires, compagnies de navigation ou entreprises d'émigration de chacune des Hautes Parties contractantes bénéficieront dans le territoire de l'autre Partie du traitement national ou du traitement le plus favorable accordé à un pays tiers quelconque en tout ce qui concerne le transport des émigrants provenant de leurs territoires respectifs, ou y ayant passé en transit et s'embarquant dans un port quelconque.

Le présent article n'affecte toutefois en rien les dispositions des lois et règlements relatifs aux conditions auxquelles est subordonné soit l'autorisation du transport des émigrants, soit l'établissement d'agences par ces compagnies ou entreprises.

Article XXVIII.

La nationalité des navires sera reconnue par les deux Hautes Parties contractantes conformément aux lois et règlements de chacune d'elles et sera constatée d'après les documents et patentes se trouvant à bord et établis par les autorités compétentes du pays auquel appartient le navire.

Tout navire tchécoslovaque qui serait contraint par le mauvais temps ou par un cas de force majeure de se réfugier dans un port français y jouira, à tous égards, du traitement accordé aux navires de la nation la plus favorisée. Il en sera de même au cas d'échouement ou de naufrage d'un navire tchécoslovaque sur les côtes du territoire français.

Article XXIX.

Les bateaux d'une des Hautes Parties contractantes et leurs équipages et cargaisons bénéficieront dans les eaux intérieures de l'autre Partie contractante, ainsi que dans ses ports intérieurs ouverts au trafic, du même traitement que les bateaux, équipages et cargaisons de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne toutes redevances et taxes afférentes à la navigation intérieure, aucune des deux Parties contractantes ne traitera, sur ses voies d'eau intérieures ou dans ses ports intérieurs

¹ Vol. LVIII, page 285, vol. LXIX, page 102, vol. LXXII, page 485, et vol. LXXXIII, page 416, de ce recueil

Article XXVI.

Subject to the following supplementary provisions, the High Contracting Parties agree to bring into force immediately, in their mutual relations, the provisions of the Geneva Convention and Statute of December 9, 1923¹, on the International Régime of Maritime Ports.

Czechoslovak vessels may enter a French port or ports either to land the whole or part of their passengers or cargo coming from abroad, or to take on board the whole or part of their passengers or cargo for conveyance abroad.

The Czechoslovak Government agrees not to take, or to allow organisations under its control to take, any measure, and not to conclude with foreign Governments or organisations any agreement, the effect of which would be to eliminate French vessels and maritime trade, or to place them at any disadvantage whatsoever, as compared with the Czechoslovak flag or with the flags of third countries, particularly as regards the transport of goods, passengers and emigrants, whether from Czechoslovakia or from a foreign country, passing through any part of Czechoslovak territory, no matter what route or port is or may be used. The French Government enters into a like undertaking with regard to Czechoslovak vessels and maritime trade.

[Article XXVII.]

The vessels, shipping companies or emigration enterprises of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party the treatment accorded to nationals or the most favourable treatment accorded to any third country in all matters connected with the transport of emigrants coming from their respective territories or passing through those territories and embarking at any port.

The present Article shall not, however, in any way affect the laws and regulations concerning the conditions to which authorisation for the transportation of emigrants, or the establishment of agencies by the above-mentioned companies or enterprises are subject.

Article XXVIII.

The nationality of vessels shall be recognised by both the High Contracting Parties in accordance with the laws and regulations of each, and shall be established from the documents and certificates on board issued by the competent authorities of the country to which the vessel belongs.

Any Czechoslovak vessel which may be compelled by stress of weather or *vis major* to seek shelter in a French port shall in all respects enjoy therein the treatment granted to the vessels of the most favoured nation. The same shall apply to the stranding or shipwreck of a Czechoslovak vessel on the coast of French territory.

Article XXIX.

Vessels of one of the High Contracting Parties and their crews and cargoes shall enjoy on the inland waters of the other Contracting Party, as well as in its inland ports open to traffic, the same treatment as the vessels, crews and cargoes of the most favoured nation.

As regards all charges and dues in respect of inland navigation, neither of the Contracting Parties shall treat the vessels of the other Party, their crews and cargoes, on its inland waterways

¹ Vol. LVIII, page 285 ; Vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 185 ; and Vol. LXXXIII, page 416, of this Series.

ouverts au trafic, les bateaux de l'autre Partie, leurs équipages et cargaisons, moins favorablement que ses propres bateaux, équipages et cargaisons ou que ceux de la nation la plus favorisée.

Les dispositions prévues aux deux alinéas précédents ne s'appliquent pas aux opérations de transport effectuées entre deux ports d'un même réseau intérieur national.

Tous les bateaux qui appartiennent à des Tchécoslovaques ou à une compagnie tchécoslovaque, de même que tous les bateaux qui appartiennent à des Français ou qui, d'après le droit français, sont reconnus comme bateaux français, sont considérés dans l'esprit du présent accord comme bateaux des Hautes Parties contractantes.

Article XXX.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de Tchécoslovaquie bénéficieront à leur importation dans les colonies françaises dites assimilées, c'est-à-dire ayant en principe le même régime douanier que la métropole, du tarif minimum, que ce tarif soit le tarif métropolitain ou qu'il s'agisse d'un tarif spécial, pour tous les produits bénéficiant du traitement de la nation la plus favorisée.

A leur importation sur le territoire douanier tchécoslovaque, les produits naturels ou fabriqués des colonies françaises dites assimilées bénéficieront, s'ils sont repris à la liste C, des taux de droits et avantages fixes à ladite liste et, qu'ils soient repris ou non à la liste C, du traitement de la nation la plus favorisée.

Dans les colonies dites non assimilées, c'est-à-dire ayant un régime douanier spécial, et en Tunisie, les produits originaires et en provenance de Tchécoslovaquie bénéficieront des tarifs douaniers les plus réduits qui y sont ou pourraient y être accordés à toute autre Puissance en vertu de mesures tarifaires ou de conventions commerciales.

Les produits des colonies dites non assimilées, des protectorats et des territoires sous mandat français jouiront, à leur importation en Tchécoslovaquie, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article XXXI.

Les dispositions des articles III, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII et XIV, relatives aux échanges commerciaux entre les deux pays, s'appliqueront aux colonies françaises et à la Tunisie.

Article XXXII.

Dans les ports des colonies françaises, les navires de commerce tchécoslovaques bénéficieront en se conformant aux dispositions d'ordre public et de sûreté, ainsi qu'aux lois et règlements locaux du traitement de la nation la plus favorisée.

Article XXXIII.

L'octroi de la clause de la nation la plus favorisée n'autorise pas la Tchécoslovaquie à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels que la France accorde ou accorderait, sur son territoire douanier, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français, ou que les colonies et protectorats français accordent ou accorderaient à la France, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français.

Article XXXIV.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour se reconnaître la faculté, au cas où interviendraient dans leur régime douanier, commercial ou monétaire, des modifications de nature

or in its inland ports open to traffic, less favourably than its own vessels, crews and cargoes or than those of the most favoured nation.

The provisions of the two foregoing paragraphs shall not apply to the carrying trade between two ports belonging to the same national inland system.

All vessels belonging to Czechoslovaks or to a Czechoslovak company, and all vessels belonging to Frenchmen or recognised according to French law as French vessels, shall be regarded for the purpose of the present Convention as vessels of the High Contracting Parties.

Article XXX.

Natural or manufactured products originating in and coming from Czechoslovakia, when imported into the so-called assimilated French colonies, i. e. colonies having substantially the same Customs system as the home country, shall be accorded the minimum tariff, whether this tariff is the tariff of the home country or a special tariff, for all products enjoying most-favoured-nation treatment.

On importation into Czechoslovak Customs territory, the natural or manufactured products of the so-called assimilated French colonies shall, if they are enumerated in List C, be accorded the rates of duty and the advantages set forth in the said List and, whether they are enumerated in List C or not, enjoy most-favoured-nation treatment.

In the so-called non-assimilated colonies, i. e. those having a special Customs system, and in Tunis, products originating in and coming from Czechoslovakia shall be accorded the lowest rates of duty which are or may hereafter be granted to any other Power in pursuance of tariff measures or commercial agreements.

Products of the so-called non-assimilated French colonies and of the French protectorates and mandated areas shall be accorded most-favoured-nation treatment on their importation into Czechoslovakia.

Article XXXI.

The provisions of Articles III, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII and XIV relating to trade between the two countries shall apply to the French colonies and Tunis.

Article XXXII.

In ports of the French colonies, Czechoslovak merchant vessels shall, provided they comply with the rules laid down to ensure public order and security and with local laws and regulations, enjoy most-favoured-nation treatment.

Article XXXIII.

The granting of most-favoured-nation treatment shall not entitle Czechoslovakia to claim the benefit of such preferential treatment as France has accorded or may hereafter accord within her Customs territory to French colonies, protectorates and mandated areas or which French colonies or protectorates have accorded or may hereafter accord to France, French colonies, protectorates and mandated areas.

Article XXXIV.

The High Contracting Parties agree that, if any changes occur in their Customs, commercial or monetary systems of such a nature as to affect adversely the application of the present Convention,

à altérer l'application de la présente convention, de présenter à tout moment toute demande tendant à obtenir une modification ou adaptation de la présente convention sans avoir à recourir à sa dénonciation préalable.

Si les négociations relatives à cette demande n'aboutissaient point dans un délai de deux mois, la partie lésée pourrait dénoncer la présente convention pour prendre fin deux mois après.

Article XXXV.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes sur l'interprétation ou l'application de la présente convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, d'un commun accord, par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un Tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907¹, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis et après préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article XXXVI.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Paris. Elle entrera en vigueur à une date au sujet de laquelle les deux gouvernements se mettront d'accord.

Les Hautes Parties contractantes pourront dénoncer la présente convention à partir du 1^{er} avril 1929 pour prendre fin trois mois après.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris en double exemplaire, le 2 juillet 1928.

(L. S.) (Signé) A. BRIAND.

(L. S.) (Signé) M. BOKANOWSKI.

(L. S.) (Signé) Stefan OSUSKY.

(L. S.) (Signé) VANŤEK.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :*

P. de Fouquières.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

they may at any time submit a request to secure a modification or adjustment of the present Convention without having first of all to denounce it.

If the negotiations concerning such a request do not succeed within two months, the injured Party may denounce the present Convention, which shall then terminate two months thereafter.

Article XXXV.

Any disputes which may arise between the High Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention and which it has not been possible to settle through the diplomatic channel shall by common consent be submitted by means of a special agreement (*compromis*) either to the Permanent Court of International Justice, under the conditions and according to the procedure prescribed by its Statute, or to a court of arbitration, under the conditions and according to the procedure prescribed by the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Failing agreement between the Parties regarding the special agreement (*compromis*) and after one month's notice, either Party shall be entitled to submit the dispute direct, by making application, to the Permanent Court of International Justice.

Article XXXVI.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Paris. It shall come into force on a date to be determined by agreement between the two Governments.

As from April 1, 1929, the High Contracting Parties shall be entitled to denounce the present Convention, such denunciation to take effect three months thereafter.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, duly authorised for that purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in Paris in duplicate on July 2, 1928.

(L. S.) (Signed) A. BRIAND.
(L. S.) (Signed) M. BOKANOWSKI.
(L. S.) (Signed) Stefan OSUSKY.
(L. S.) (Signed) VANÍČEK.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

LISTE A

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
	II. ÉPICES.	
ex 4	Poivre (non, blanc et rouge [espagnol, même paprika], poivre long, poivre en poudre) ; piment (poivre de la Jamaïque) ; gingembre :	
	Poivre (noir, blanc, long)	144,00
ex 8	Cardamome, safran, vanille :	
	Safran vanille	600,00
	III. FRUITS DU MIDI.	
ex 9	Figues :	
	<i>b)</i> Sèches :	
	1 ^o En boîtes, caissettes ou petits paniers	200,00
	2 ^o En chapelets ou autrement conditionnées	120,00
ex 12	Oranges :	
	Mandarines	90,00
ex 14	Dattes, pistaches, bananes :	
	Dattes	200,00
16	Amandes :	
	<i>a)</i> Sèches, décortiquées ou non	200,00
	<i>b)</i> Non mûres, en coques	112,50
ex 17	Pignons de pin non mondés ; caroubes ; azeroles ; châtaignes, noix de coco et noix similaires exotiques comestibles ; olives fraîches, sèches ou salées :	
	Olives fraîches, sèches ou salées	28,00
	VII. FRUITS, LÉGUMES, PLANTES ET PARTIES DE PLANTES.	
ex 35	Fruits :	
	Raisins frais, ainsi que raisins foulés :	
	Raisins de table frais :	
	Du 1 ^{er} mars au 31 juillet	240,00
	Autres périodes	300,00
ex 37	Fruits non spécialement dénommés, frais :	
	<i>ex a)</i> Fruits fins de table :	
	Abricot, pêches, brugnons, du 1 ^{er} mars au 31 mai	100,00
	Légumes :	
40	Truffes	150,00
ex 43	Légumes non spécialement dénommés et autres plantes potagères, frais :	
	<i>ex a)</i> Légumes fins de table :	
	Artichauts	65,00
	Aubergines, du 1 ^{er} novembre au 30 septembre	65,00
	Choux-fleurs, du 1 ^{er} novembre au 30 avril	52,00
	Fèves et petits pois, escarolles, endives, chencrées frisées, du 1 ^{er} novembre au 31 mai	65,00
	Carottes en boîtes, épinards, du 1 ^{er} novembre au 31 mars	156,00
	Champignons frais	65,00
	Asperges, du 1 ^{er} novembre au 31 mars	130,00
	Pomme de terre de primeurs, du 15 février au 31 mars	130,00
	Laitue, du 1 ^{er} novembre au 30 avril	156,00

LIST A

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč
	II SPICES.	
ex 4	Pepper (black, white and red [Spanish pepper as well as paprika], long pepper, pepper dust); pimento [Jamaica pepper]; ginger:	
	Pepper (white, black, long)	144.00
ex 8	Cardamoms, saffron, vanilla:	
	Saffron, vanilla	600.00
	III. SOUTHERN FRUITS.	
ex 9	Figs:	
	(b) Dried:	
	(1) In small boxes, cases, or baskets	200.00
	(2) Strung or otherwise packed	120.00
ex 12	Oranges:	
	Tangerine oranges	90.00
ex 14	Dates, pistachio nuts, bananas:	
	Dates	200.00
16	Almonds:	
	(a) Dried, with or without the husk	200.00
	(b) Unripe, in the shell	112.50
ex 17	Pine kernels with the shell, carob-beans, azaroles, chestnuts, cocoanuts and similar exotic edible nuts; olives, fresh, dried or salted:	
	Olives, fresh dried or salted	28.00
	VII FRUIT, VEGETABLES, PLANTS AND PARTS OF PLANTS:	
ex 35	Fruit:	
	Grapes, fresh, also pressed grapes:	
	Dessert table grapes:	
	From March 1 to July 31	240.00
	Other periods	300.00
ex 37	Fruits not specially mentioned, fresh:	
	ex (a) Fine table fruit:	
	Apricots, peaches and nectarines, from March 1 to May 31	100.00
40	Vegetables:	
	Truffles	150.00
ex 43	Vegetables not specially mentioned, and other kitchen-garden produce, fresh:	
	ex (a) Vegetables for table use:	
	Artichokes	65.00
	Aubergines, from November 1 to September 30	65.00
	Cauliflowers, from November 1 to April 30	52.00
	Beans, green peas, prickly lettuce, endives, crinkly chicory, from November 1 to May 31	65.—
	Carrots in clumps, spinach, from November 1 to March 31	156.00
	Fresh mushrooms	65.—
	Asparagus, from November 1 to March 31	130.00
	Early potatoes, from February 15 to March 31	130.00
	Lettuce, from November 1 to April 30	156.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč
	Plantes et parties de plantes :	
	Semences :	
ex 49	Semences de trèfle :	
	a) Semences de sainfoin (esparcettes)	35,00
	ex b) Autres :	
	Semences de luzerne	50,00
	Semences de trèfle violet	168,00
ex 52	Semences non spécialement dénommées :	
	Semences non spécialement dénommées, à l'exception des graines de betteraves à sucre, de betteraves fourragères et de conifères	60,00
	Fleurs et feuilles d'ornements et plantes vivantes :	
ex 54	Fleurs d'ornement (y compris les branches avec fruits d'ornement) coupées, liées en bouquets ou non, même montées sur fil métallique :	
	a) Fraîches :	
	Du 1 ^{er} décembre au 31 mars	500,00
	Autres périodes	750,00
ex 56	Plantes vivantes (même en pots ordinaires, en baquets ou similaires) :	
	c) Oignons à fleurs, tubercules à fleurs et souches (rhizomes, bulbes)	48,00
	IX. ANIMAUX AUTRES.	
76	Coquillages et crustacés de mer (tels que : huîtres, homards, araignées de mer, crabes, tortues), frais, même cuits, mais non dépouillés de leur coquille ou carapace	240,00
	XI. GRAISSES.	
	Graisses techniques et acides gras :	
ex 94	Cire végétale :	
	ex b) Carnauba et autres cires végétales non spécialement dénommées :	
	2 ^o Préparées (blanchies, teintes, sous forme de tablettes ou de boules), même mélangées avec d'autres matières	420,00
ex 95	Acide stéarique (stéarine), acide palmitique (palmitine) :	
	Acide stéarique (stéarine)	210,00
ex 97	Dé gras et acide oléique :	
	a) Acide oléique	90,00
	XII. HUILES GRASSES.	
ex 104	Huiles d'olive, de maïs, de pavot, de sésame, d'arachide, de faine et de tournesol, en tonneaux, en outres ou en vessies :	
	Huiles d'olive en tonneaux, accompagnées d'un certificat de pureté délivré par les autorités françaises à ce habilités	30,00
	Huiles d'arachide, accompagnées d'un certificat délivré par les labora- toires à ce habilités attestant que l'huile a bien été extraite de graines et coques d'arachides	36,00
ex 106	Huiles grasses, en bouteilles, cruches et récipients analogues pesant moins de 25 kilogrammes :	
	ex b) Huiles du N ^o 104 :	
	Huile d'olive accompagnée d'un certificat de pureté délivré par les autorités françaises à ce habilités :	
	En bouteilles	54,00
	En estagnons	81,00
	Huile d'arachide accompagnée d'un certificat délivré par les labora- toires à ce habilités, attestant que l'huile a bien été extraite de graines et coques d'arachides	129,60
	Autres du N ^o 104 : En bouteilles	144,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg. kč.
	Plants and parts of plants :	
	Seeds :	
ex 49	Clover seeds :	
	(a) Esparcet seeds	35.00
	ex (b) Other :	
	Lucerne seeds	50.00
	Crimson clover seeds	168.00
ex 52	Seeds not specially mentioned :	
	Seeds not specially mentioned, except sugar-beet, fodder beet and coniferous seeds	60.00
ex 54	Ornamental flowers and leaves, also living plants :	
	Ornamental flowers (also branches with ornamental fruit), cut, loose, or tied together, wired or not :	
	(a) Fresh :	
	From December 1 to March 31	500.00
	Other periods	750.00
ex 56	Living plants (in ordinary pots, tubs, or the like, or not) :	
	Bulbs and roots of flowers, and root stocks (rhizomes, bulbs)	48.00
IX. ANIMALS, OTHER.		
76	Shellfish and sea crustaceans (e. g., oysters, lobsters, sea spiders, crabs, turtles) fresh, boiled or not, but not taken out of the shell.	240.00
XI. FATS AND GREASE.		
	Fats and fatty acids for technical purposes :	
ex 94	Vegetable wax :	
	ex (b) Carnauba and other hard vegetable wax not specially mentioned :	
	(2) Prepared (bleached, coloured, moulded into tablets or balls) mixed or not with other materials	420.00
ex 95	Stearic acid (stearine), palmitic acid (palmitine) :	
	Stearic acid (stearine)	210.00
ex 97	Degras and oleic acid :	
	(a) Oleic acid	90.00
XII. FATTY OILS.		
ex 104	Olive, maize, poppy-seed, sesamum, ground-nut, beechnut and sunflower oils in barrels, leather bags and bladders :	
	Olive oils in barrels accompanied by a certificate of purity issued by the competent French authorities	30.00
	Groundnut oils accompanied by a certificate issued by the competent laboratories attesting that the oil has been extracted from the seeds and husks of ground-nuts	36.00
ex 106	Fatty oils, in bottles, jars and similar receptacles weighing less than 25 kg. :	
	ex (b) Oils included in No. 104 :	
	Olive oil accompanied by a certificate of purity issued by the competent French authorities :	
	In bottles	54.00
	In copper bottles	81.00
	Ground-nut oil accompanied by a certificate issued by the competent laboratories attesting that the oil has been extracted from the seed and husks of ground-nuts	129.60
	Other oils included in No. 104 : In bottles	144.00

Numéros du tarif douanier tchécoslovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
	XIII. BOISSONS.	kč.
ex 108	Spiritueux distillés :	
	<i>a)</i> Cognac :	
	Cognacs et armagnacs en bouteilles, originaires et en provenance de France, accompagnés d'une pièce délivrée par les autorités françaises, à ce habilitées, constatant que ces eaux-de-vie ont droit à ladite appellation d'origine en vertu de la législation française	1.000,00
	Cognac et armagnacs en fûts, originaires et en provenance de France, accompagnés d'une pièce délivrée par les autorités françaises, à ce habilitées, constatant que ces eaux-de-vie ont droit à ladite appellation d'origine en vertu de la législation française	3.000,00
	Eaux-de-vie de vin autres, originaires et en provenance de France, ayant droit à une appellation d'origine, accompagnées d'une pièce délivrée par les autorités françaises à ce habilitées, constatant que ces eaux-de-vie ont droit à ladite appellation d'origine en vertu de la législation française	3.000,00
	<i>ex b)</i> Liqueurs, essences de punch et autres spiritueux, distillés, additionnés de sucre ou d'autres substances ; eaux-de-vie de France :	
	Liqueurs, essences de punch et autres spiritueux, distillés, additionnés de sucre ou d'autres substances	2.200,00
	Fruits conservés à l'alcool	1.530,00
	<i>ex c)</i> Arack, rhum :	
	Rhum	1.196,00
	<i>ex d)</i> Autres spiritueux distillés :	
	Eaux-de-vie naturelles de fruits	1.640,00
ex 109	Vin, vin de fruits, moût de raisin et de fruits, jus de fruits et de baies, non condensés ; hydromel :	
	<i>ex a)</i> En tonneaux :	
	Vins de Bordeaux et tous autres vins originaires et en provenance de France, ayant droit à une appellation d'origine, accompagnés d'une pièce délivrée par les autorités françaises à ce habilitées, constatant que ces vins ont droit à ladite appellation en vertu de la législation française	210,00
	<i>ex b)</i> En bouteilles :	
	Vins de Bordeaux et tous autres vins originaires et en provenance de France, ayant droit à une appellation d'origine, accompagnés d'une pièce délivrée par les autorités françaises à ce habilitées, constatant que ces vins ont droit à ladite appellation en vertu de la législation française	420,00
ex 110	Vins mousseaux :	
	Vins de Champagne et tous autres vins originaires et en provenance de France, ayant droit à une appellation d'origine, accompagnés d'une pièce délivrée par les autorités françaises à ce habilitées, constatant que ces vins ont droit à ladite appellation en vertu de la législation française	1.100,00
	XIV. COMESTIBLES.	
ex 114	Articles de boulangerie (biscuits, cakes, gâteaux, oublies, etc.) :	
	Biscuits sucrés	385,00
ex 119	Fromages :	
	<i>ex a)</i> Fromages fins de table :	
	Camembert, Brie, Coulommiers, Pont-l'Évêque, Pont-d'Or, Munster, Géromé, Livarot, Roquefort, Bleu-d'Auvergne, Port-Salut, fromages dits à la crème ou double crème, comme demi-sel, bondons, petits carrés	294,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
	XIII. BEVERAGES	kč
ex 108	Distilled spirituous liquors :	
	(a) Cognac :	
	Cognacs and armagnacs, in bottles, originating in and coming from France and accompanied by a certificate issued by the competent French authorities attesting that these brandies are entitled under French law to the said appellation or origin	1,000.00
	Cognacs and armagnacs, in casks, originating in and coming from France and accompanied by a certificate issued by the competent French authorities attesting that these brandies are entitled under French law to the said appellation of origin.	3,000.00
	Other spirits of wine originating in and coming from France, entitled to an appellation of origin and accompanied by a certificate issued by the competent French authorities attesting that these brandies are entitled under French law to the said appellation of origin.	3,000.00
	ex (b) Liqueurs, punch essences and other distilled spirituous liquors, mixed with sugar or other substances ; French brandy :	
	Liqueurs, punch essences and other distilled spirituous liquors, mixed with sugar or other substances	2,200.00
	Fruits preserved in alcohol	1,530.00
	ex (c) Arrack, rum :	
	Rum	1,196.00
	ex (d) Other distilled spirituous liquors :	
	Natural brandy from fruits	1,640.00
ex 109	Wine, fruit wine, wine and fruit must, juice of fruits and berries, not inspissated, mead :	
	ex (a) In casks :	
	Bordeaux wines and all other wines originating in and coming from France and entitled to an appellation of origin, accompanied by a certificate issued by the competent French authorities attesting that these wines are entitled under French law to the said appellation	210.00
	ex (b) In bottles :	
	Bordeaux wines and all other wines originating in and coming from France and entitled to an appellation of origin accompanied by a certificate issued by the competent French authorities attesting that these wines are entitled under French law to the said appellation	420.00
ex 110	Sparkling wine :	
	Champagne wines and all other wines originating in and coming from France and entitled to an appellation of origin accompanied by a certificate issued by the competent French authorities attesting that these wines are entitled under French law to the said appellation.	1,100.00
	XIV. COMESTIBLES.	
ex 114	Bakers' produce (biscuits, cakes, wafers, etc.) :	
	Sweetened biscuits	385.00
ex 119	Cheese :	
	ex (a) Fine cheese for the table :	
	Camembert, Brie, Coulommiers, Pont-l'Évêque, Mont-d'Or, Munster, Gémôme, Livarot, Roquefort, Blue Auvérigne, Port-Salut, cheeses known as cream or double-cream, such as " demi-sel ", " bondons ", " petits-carrés "	294.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
ex 127	Cacao en pâte, chocolat, succédanés du chocolat et articles en chocolat :	
	Farines alimentaires au chocolat	720,00
	Chocolats en blocs ou en plaques	1.050,00
ex 128	Poisson, viande et crustacés, en conserve :	
	Pâtés de foie, galantine de volailles	600,00
129	Légumes en conserve (à l'exception des légumes desséchés du N° 44 a).	420,00
ex 130	Conserves de fruits, moût condensé, jus de fruits et de baies condensés tamarins :	
	Jus de pectine condensé	200,00
ex 131	Comestibles de toute sorte, en boîtes, en bouteilles et autres récipients semblables hermétiquement fermés (exceptés ceux rangés sous les N°s 114, 126 et 127) :	
	Sardines, maquereaux et thons à l'huile	360,00
	Conserves de truffes et de légumes	420,00
	Conserves de poissons et de gibier	600,00
ex 132	Comestibles non spécialement dénommés :	
	Farines alimentaires	480,00
	Bonbons et condiments	720,00
XVII. MINÉRAUX.		
ex 148	Terres colorantes :	
	Calcinées, moulues, lavées, comprimées	30,00
XVIII. MATIÈRES MÉDICINALES ET DE PARFUMERIE.		
151	Jus de réglisse condensé, en caisses ou sous forme de pains	150,00
ex 154	Eaux de senteur (sans alcool), telles que : eau de fleur d'oranger, de rose, de lavande, de fenouil, de menthe poivrée, de millefleurs et autres analogues :	
	b) En récipients pesant brut moins de 10 kilogrammes	97,50
ex 155	Huiles essentielles :	
	ex b) Non spécialement dénommées :	
	Essences naturelles	600,00
XIX. MATIÈRES POUR LA TEINTURE ET LE TANNAGE.		
163	Extraits de matières tinctoriales non spécialement dénommés :	
	a) Liquides	60,00
	b) Solides	100,00
XXII. COTON, FILS ET ARTICLES DE COTON.		
<i>Même mélangés d'autres matières textiles végétales, mais sans mélange de laine ou de soie.</i>		
183	Fils de coton :	
	Simple, écru :	
	a) Jusqu'au N° 12 anglais	126,00
	b) Au-dessus du N° 12 jusqu'au N° 29 anglais	171,00
	c) Au-dessus du N° 29 jusqu'au N° 50 anglais	297,00
	d) Au-dessus du N° 50 jusqu'au N° 70 anglais	306,00
	e) Au-dessus du N° 70 jusqu'au N° 90 anglais	342,00
	f) Au-dessus du N° 90 anglais	279,50

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
ex 127	Cocoa in paste, chocolate and chocolate substitutes, and manufactures of chocolate :	
	Alimentary flours, of chocolate	720.00
	Chocolate in blocks or slabs	1,050.00
ex 128	Preserves of fish, meat and shellfish :	
	Goose livers, galantine of poultry	600.00
129	Preserves of vegetables (except kiln-dried vegetables, No. 44 (a)) . . .	420.00
ex 130	Fruit preserves, inspissated must, inspissated juice of fruits and berries ; tamarinds :	
	Inspissated juice of pectine	200.00
ex 131	All comestibles in tins, bottles and similar hermetically sealed receptacles (except those mentioned in Nos. 114, 126 and 127) :	
	Sardines, mackerel and tunny	360.00
	Preserves of truffles and vegetables	420.00
	Preserves of fish and game	600.—
ex 132	Comestibles not specially mentioned :	
	Alimentary flours	480.00
	Bonbons and condiments	720.00
	XVII. MINERALS.	
ex 148	Colouring earths :	
	Burned, ground, washed, compressed	30.00
	XVIII. MEDICINAL WARES AND PERFUMERY.	
151	Liquorice, inspissated, in boxes or moulded into tablets	150.00
ex 154	Fragrant waters (without alcohol), such as orange-blossom, rose, lavender, fennel, peppermint and " mille-fleurs " waters and the like :	
	(b) In receptacles of less than 10 kg. gross weight	97.50
ex 155	Essential oils :	
	ex (b) Not specially mentioned :	
	Natural essences	600.00
	XIX. DYING AND TANNING MATERIALS.	
163	Dyeing extracts not specially mentioned :	
	(a) Liquids	60.00
	(b) Solids	100.00
	XXII. COTTON, YARN AND WARES THEREOF.	
	<i>Mixed or not with other Vegetable Textile Materials, but not mixed with Wool or Silk.</i>	
	Yarn :	
183	Single, unbleached :	
	(a) Up to No. 12 English	126.00
	(b) Over No. 12 and up to No. 29 English	171.00
	(c) Over No. 29 and up to No. 50 English	297.00
	(d) Over No. 50 and up to No. 70 English	306.00
	(e) Over No. 70 and up to No. 90 English	342.00
	(f) Over No. 90 English	279.50

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
	Fils de coton (<i>suite</i>) .	
184	Doubles écrus :	
	a) Jusqu'au N ^o 12 anglais	171,00
	b) Au-dessus du N ^o 12 jusqu'au N ^o 29 anglais	216,00
	c) Au-dessus du N ^o 29 jusqu'au N ^o 50 anglais	342,00
	d) Au-dessus du N ^o 50 jusqu'au N ^o 70 anglais	351,00
	e) Au-dessus du N ^o 70 anglais	387,00
185	A trois bouts ou plus, retordus une fois, écrus :	
	a) Jusqu'au N ^o 12 anglais	216,00
	b) Au-dessus du N ^o 12 jusqu'au N ^o 29	261,00
	c) Au-dessus du N ^o 29 jusqu'au N ^o 50 anglais	387,00
	d) Au-dessus du N ^o 50 anglais	450,00
186	A trois bouts ou plus, retordus plus d'une fois, écrus :	
	a) Jusqu'au N ^o 12 anglais	261,00
	b) Au-dessus du N ^o 12 jusqu'au N ^o 29 anglais	297,00
	c) Au-dessus du N ^o 29 jusqu'au N ^o 50 anglais	450,00
	d) Au-dessus du N ^o 50 anglais	513,00
188	Fils accommodés pour la vente au détail :	
	a) Simples ou doubles ; à trois bouts ou plus, retordus une fois.	830,00
	b) A trois bouts ou plus, retordus plus d'une fois	900,00
ex 189	Articles en coton :	
	Ordinaires, c'est-à-dire tissus faits de fils du N ^o 50 et au-dessous ayant 38 fils ou moins par carré de 5 millimètres de côté, à l'exception des tissus dits de Bagdad et de Madras :	
	ex a) Unis, même à croisement simple :	
	4 ^o Imprimés en 1 jusqu'à 4 couleurs ou tissés en deux couleurs	1.420,00
	5 ^o Imprimés en 5 couleurs ou plus, ou tissés en plus de deux couleurs	1.520,00
	ex b) Façonnés :	
	3 ^o Teints	1.420,00
	4 ^o Imprimés en 1 jusqu'à 4 couleurs ou tissés en 2 couleurs	1.660,00
	5 ^o Imprimés en 5 couleurs ou plus ou tissés en plus de 2 couleurs.	1.760,00
ex 191	Fins, c'est-à-dire tissus faits de fils au-dessus du N ^o 50 jusqu'au N ^o 100 inclusivement, à l'exception des tissus dits de Bagdad et de Madras :	
	ex a) Unis, même à croisement simple :	
	2 ^o Blanchis	2.600,00
	3 ^o Teints	2.800,00
	4 ^o Imprimés, tissés de fils teints.	3.000,00
193	Velours et tissus veloutés, même rubans et velours.	3.800,00
199	Articles de passementerie et boutons	2.203,50
ex 200	Articles à point de maille ou de tricot :	
	a) Tissus à points de maille ou de tricot, en pièces entières (pour la vente au mètre) :	
	1 ^o Écrus	2.640,00
	2 ^o Blanchis, teints, imprimés, à points de maille ou de tricot en cou- leurs	2.880,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč
	Yarn (<i>continued</i>)	
184	Of two threads, unbleached :	
	(a) Up to No. 12 English	171.00
	(b) Over No. 12 and up to No. 29 English	216.00
	(c) Over No. 29 and up to No. 50 English	342.00
	(d) Over No. 50 and up to No. 70 English	351.00
	(e) Over No. 70 English	387.00
185	Of three or more threads, single twist, unbleached	
	(a) Up to No. 12 English	216.00
	(b) Over No. 12 and up to No. 29 English	261.00
	(c) Over No. 29 and up to No. 50 English	387.00
	(d) Over No. 50 English	450.00
186	Of three or more threads, cable twist, unbleached :	
	(a) Up to No. 12 English	261.00
	(b) Over No. 12 and up to No. 29 English	297.00
	(c) Over No. 29 and up to No. 50 English	450.00
	(d) Over No. 50 English	513.00
188	Yarn, prepared for retail sale :	
	(a) Of one or two threads ; of three or more threads, single twist	830.00
	(b) Of three or more threads, cable twist	900.00
ex 189	Cotton Goods :	
	Common, <i>i. e.</i> tissues made of No. 50 yarn and under, having in a square of 5 mm. side 38 threads or less, with the exception of tissues known as Baghdad and Madras	
	ex (a) Plain, simple, twilled or not :	
	(4) Printed in one, two, three or four colours, or woven in two colours	1,420.00
	(5) Printed in five or more colours or woven in more than two colours	1,520.00
	ex (b) Figured	
	(3) Dyed	1,420.00
	(4) Printed in one, two, three or four colours, or woven in two colours	1,660.00
	(5) Printed in five or more colours, or woven in more than two colours	1,760.00
ex 191	Fine, <i>i. e.</i> tissues made of yarns over No. 50 up to No. 100 inclusive, with the exception of tissues known as Baghdad or Madras :	
	ex (a) Plain, simple, twilled or not :	
	(2) Bleached	2,600.00
	(3) Dyed	2,800.00
	(4) Printed woven with coloured yarns	3,000.00
193	Velvet and tissues resembling velvet, also velvet ribbons	3,800.00
199	Passementerie and buttonmakers' wares	2,203.50
ex 200	Knitted wares and hosiery :	
	(a) Knitted materials and hosiery in the piece (to be sold by the metre):	
	(1) Unbleached	2,640.00
	(2) Bleached, dyed, printed, knitted or netted in colours	2,880.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
	XXIII. LIN, CHANVRE, JUTE ET AUTRES MATIÈRES TEXTILES VÉGÉTALES, NON SPÉCIALEMENT DÉNOMMÉS, FILS ET ARTICLES DE CES MATIÈRES SANS MÉLANGE DE COTON, DE LAINE OU DE SOIE.	
	Fils :	
ex 204	Fils de lin (filaments ou étoupe de lin) , fils de ramie :	
	<i>c)</i> Retors :	
	Écrus	516,00
	Autres	645,00
	<i>d)</i> Préparés pour la vente au détail :	
	1 ^o Simples :	
	Écrus	516,00
	Autres	645,00
	2 ^o Retors	
	Écrus	996,00
	Autres	1.245,00
213	Velours et tissus veloutés (coupés ou non)	3.000,00
	XXIV. LAINE, FILS DE LAINE ET ARTICLES EN LAINE, MEME MÉLANGÉS AVEC D'AUTRES MATIÈRES TEXTILES, A L'EXCEPTION DE LA SOIE.	
	Fils :	
225	Fils de laine peignée, non spécialement dénommés :	
	<i>a)</i> Écrus, simples :	
	1 ^o Jusqu'au N ^o 45 métrique	156,00
	2 ^o Au-dessus du N ^o 45 métrique	274,00
	<i>b)</i> Écrus, à deux ou plusieurs bouts :	
	1 ^o Jusqu'au N ^o 45 métrique	220,00
	2 ^o Au-dessus du N ^o 45 métrique	376,00
	<i>c)</i> Blanchis, teints, imprimés, simples :	
	1 ^o Jusqu'au N ^o 45 métrique	406,00
	2 ^o Au-dessus du N ^o 45 métrique	532,00
	<i>d)</i> Blanchis, teints, imprimés, à deux ou plusieurs bouts :	
	1 ^o Jusqu'au N ^o 45 métrique	532,00
	2 ^o Au-dessus du N ^o 45 métrique	672,00
	<i>e)</i> Mélangés, teints en laine ou imprimés, de même que les fils peignés mélangés avec de la laine non teinte (blanche écrue) :	
	1 ^o Simples	462,00
	2 ^o A deux ou plusieurs bouts, même en fils de différentes couleurs	532,00
226	Fils cardés et fils non spécialement dénommés, du genre des fils cardés :	
	<i>a)</i> Écrus, simples	195,00
	<i>b)</i> Écrus, doubles ou à plusieurs bouts	300,00
	<i>c)</i> Blanchis, teints imprimés :	
	1 ^o Simples	348,00
	2 ^o Doubles ou à plusieurs bouts	456,00
229	Articles en laine :	
	Tissus de laine non spécialement dénommés, même imprimés :	
	<i>a)</i> Pesant plus de 700 grammes par mètre carré	1.700,00
	<i>b)</i> Pesant plus de 200 grammes jusqu'à 700 grammes par mètre carré	2.500,00
	<i>c)</i> Pesant 200 grammes et moins par mètre carré	3.000,00
230	Velours et tissus façon velours (à poil coupé ou non), même imprimés	4.000,00
ex 233	Articles à point de maille ou de tricot :	
	<i>a)</i> Tissus à point de maille ou de tricot, en pièces entières (pour la vente au mètre)	3.600,00

Number in Czecho-slovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per per 100 kg.
		kč.
	XXIII. FLAX, HEMP, JUTE AND OTHER VEGETABLE TEXTILE MATERIALS NOT SPECIALLY MENTIONED; YARNS AND WARES THEREOF NOT MIXED WITH COTTON, WOOL OR SILK.	
	Yarn :	
ex 204	Linen yarn (flax fibre or flax tow) ; ramie yarn :	
	(c) Twisted :	
	Unbleached	516.00
	Other	645.00
	(d) Prepared for retail sale :	
	(1) Single :	
	Unbleached	516.00
	Other	645.00
	(2) Twisted .	
	Unbleached	996.00
	Other	1,245.00
213	Velvet and tissues resembling velvet (with cut or uncut pile)	3,000.00
	XXIV. WOOL, WOOLLEN YARN AND WOOLLEN WARES, MIXED OR NOT WITH OTHER TEXTILE MATERIALS, EXCEPT SILK.	
	Yarn :	
225	Combed yarn, not specially mentioned :	
	(a) Unbleached, single :	
	(1) Up to No. 45 metric	156.00
	(2) Over No. 45 metric	274.00
	(b) Unbleached, of two or more threads :	
	(1) Up to No. 45 metric	220.00
	(2) Over No. 45 metric	376.00
	(c) Bleached, dyed, printed, single :	
	(1) Up to No. 45 metric	406.00
	(2) Over No. 45 metric	532.00
	(d) Bleached, dyed, printed, of two or more threads :	
	(1) Up to No. 45 metric	532.00
	(2) Over No. 45 metric	672.00
	(e) Mixed, dyed, or printed in the wool, also combed yarn mixed with unbleached wool :	
	(1) Single	462.00
	(2) Of two or more threads, also yarns of threads of different colours	532.00
226	Carded yarn and spun yarn resembling carded, not specially mentioned.	
	(a) Unbleached, single	195.00
	(b) Unbleached, of two or more threads	300.00
	(c) Bleached, dyed, printed :	
	(1) Single	348.00
	(2) Of two or more threads	456.00
	Woollen wares :	
229	Woollen tissues, not otherwise mentioned, printed or not :	
	(a) Weighing more than 700 grs. per square metre	1,700.00
	(b) Weighing more than 200 grs. and up to 700 grs. per square metre.	2,500.00
	(c) Weighing 200 grs. or less per square metre.	3,000.00
230	Velvet and tissues resembling velvet with cut or uncut pile, printed or not.	4,000.00
ex 233	Knitted wares and hosiery :	
	(a) Knitted materials and hosiery in the piece (to be sold by the metre).	3,600.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč
ex 238	Feutres et articles en feutre (à l'exception des tapis de pied) : ex b) Autres feutres et articles en feutre : 1 ^o Non imprimés : Feutres en plaques rectangulaires, feutres façonnés pour usages techniques	1.440,00 1.800,00
	Autres . . . . .	.
	XXV. SOIE ET ARTICLES EN SOIE, MÊME MÉLANGÉS AVEC D'AUTRES MATIÈRES TEXTILES.	
ex 242	Soie (dévidée ou moulinée) même retorse : c) Teints : 1 ^o En noir	741,00 936,00
246	2 ^o En d'autres couleurs	936,00
	Fils retors à coudre de soie, de bourre de soie ou de soie artificielle, même combinés avec d'autres matières textiles, blanchis ou teints, conditionnés pour la vente au détail	1.248,00
247	Articles entièrement en soie (en soie, bourre de soie, ou soie artificielle) : Articles entièrement en soie, brodés	14.000,00
248	Tulles et tissus à réseaux, façon tulle gazes (de même crêpe et crêpons tissés), dentelles et fichus en dentelles : Tulles et tissus à réseaux façon tulle	13.200,00
	Gazes (de même crêpe et crêpons tissés) : a) Écrus	7.500,00 9.500,00
	1 ^o En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	7.500,00
	2 ^o Autres	9.500,00
	b) Teints	9.500,00 11.500,00
	1 ^o En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	9.500,00
	2 ^o Autres	11.500,00
	c) Autres :	10.500,00 12.500,00
	1 ^o En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	10.500,00
	2 ^o Autres	12.500,00
	Dentelles et fichus de dentelles : a) Aériennes (chimiques)	9.450,00 11.500,00
	b) Autres	11.500,00
249	Tissus à bluter, de soie	6.000,00
250	Tissus entièrement en soie, non spécialement dénommés : a) Écrus :	6.000,00 8.000,00
	1 ^o En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	6.000,00
	2 ^o Autres	8.000,00
	b) Teints	6.500,00 9.000,00
	1 ^o En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	6.500,00
	2 ^o Autres	9.000,00
	c) Imprimés, tissés de fils teints	7.000,00 10.000,00
	1 ^o En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	7.000,00
	2 ^o Autres	10.000,00
251	Velours et tissus façon velours (à poil coupé ou non)	14.000,00
252	Articles à points de maille ou de tricot : a) Tissus à points de maille ou de tricot, en pièces entières (pour la vente au mètre)	19.500,00 22.750,00
	b) Bas et chaussettes	22.750,00
	c) Gants	18.200,00
	d) Non spécialement dénommés :	9.000,00 15.000,00
	1 ^o En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie	9.000,00
	2 ^o Autres	15.000,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
ex 238	Felt and felt wares (except carpets) : ex (b) Other and felt wares : (1) Not printed : Felt in rectangular slabs, felts manufactured for technical purposes. Other	1,440.00 1,800.00
	XXV SILK AND SILK WARES, MIXED OR NOT WITH OTHER TEXTILE MATERIALS	
ex 242	Silk (real or spun), twisted or not : (c) Dyed :	
	(1) Black	741.00
	(2) Other colours	936.00
246	Twist (sewing) of silk, floss silk or artificial silk, combined or not with other textile materials, bleached or dyed, prepared for retail sale.	1,248.00
247	Wares wholly of silk (pure silk, floss silk or artificial silk) :	
	Wares wholly of silk, embroidered	14,000.00
248	Tulle and netted materials resembling tulle, gauze (also woven erape and veiling) ; lace and lace kerchiefs : Tulle and netted materials resembling tulle. Gauze (also woven erape and veiling) : (a) Unbleached : (1) Of artificial silk not mixed with pure silk or floss silk. (2) Other (b) Dyed : (1) Of artificial silk not mixed with pure silk or floss silk (2) Other (c) Other : (1) Of artificial silk not mixed with pure silk or floss silk (2) Other Lace and lace kerchiefs : (a) Aérienne (chemical) (b) Other	13,200.00 7,500.00 6,500.00 9,500.00 11,500.00 10,500.00 12,500.00 9,450.00 11,500.00
249	Silk bolting cloth.	6,000.00
250	Tissues wholly of silk, not specially mentioned : (a) Unbleached : (1) Of artificial silk, not mixed with pure or floss silk (2) Other (b) Dyed : (1) Artificial silk not mixed with pure silk or floss silk (2) Other (c) Printed, woven with dyed yarn : (1) Of artificial silk not mixed with pure silk or floss silk (2) Other	6,000.00 8,000.00 6,500.00 9,000.00 7,000.00 10,000.00
251	Velvet and tissues resembling velvet (with cut or uncut pile)	14,000.00
252	Knitted wares and hosiery : (a) Knitted stuffs and hosiery in pieces (to be sold by the metre) (b) Stockings and socks (c) Gloves (d) Not specially mentioned (1) Of artificial silk not mixed with pure silk or floss silk (2) Other	19,500.00 22,750.00 18,200.00 9,000.00 15,000.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
253	Rubannerie :	
	a) Brodée ou en tulle, gaze et autres tissus du N° 248.	14.000,00
	b) Rubans en velours et rubans à effets analogues à ceux du velours . .	13.000,00
	c) Autres :	
	1° Non façonnée :	
	En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie . .	10.000,00
	Autres	12.000,00
	2° Façonnée :	
	En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie . .	11.000,00
	Autres	13.000,00
254	Articles de passementerie et boutons	
	En soie artificielle, sans mélange de soie ou de bourre de soie . . .	12.000,00
	Autres	15.000,00
	Articles en mi-soie (en soie, bourre de soie ou soie artificielle avec d'autres matières textiles) :	
255	Articles en mi-soie, brodés ; tulles et tissus à réseaux façon tulle, gazes (ainsi que crêpe et crêpon tissés) ; dentelles et fichus en dentelles :	
	Articles en mi-soie, brodés ; gazes (ainsi que crêpe et crêpon tissés)	9.000,00
	Tulles et tissus à réseaux façon tulle	18.000,00
	Dentelles et fichus de dentelles	6.875,00
256	Tissus mi-soie, non spécialement dénommés	5.600,00
257	Velours et tissus veloutés (à poil coupé ou non)	14.400,00
258	Articles à point de maille ou de tricot :	
	a) Tissus à point de maille ou de tricot, en pièces entières (pour la vente au mètre)	9.000,00
	b) Bas et chaussettes	10.550,00
	c) Gants	8.450,00
	d) Non spécialement dénommés	6.000,00
259	Rubannerie :	
	a) Brodée ou en tulle, gaze et autres tissus du N° 255	15.000,00
	b) Rubans velours et rubans à effets analogues à ceux du velours . .	12.000,00
	c) Autres :	
	1° Rubans en mi-soie genre faille, ayant 6 centimètres ou moins de largeur, teints en noir, gris ou brun (rubans à chapeaux)	5.850,00
	2° Non façonnés, autres	7.000,00
	3° Façonnés	8.450,00
260	Articles de passementerie et boutons	5.070,00
XXVI. ARTICLES CONFECTIONNÉS.		
261	Fleurs artificielles finies, entièrement ou partiellement fabriquées avec des matières textiles	13.200,00
263	Plumes de pureté apprêtées et ouvrages de ces plumes	13.750,00
264	Fourrures artificielles en plumes :	
	a) En plumes d'autruche et autres plumes fines semblables	16.500,00
	b) En autres plumes :	
	1° Confectionnées, ainsi que bandes pour garnitures	9.300,00
	2° Non spécialement dénommées	7.200,00
265	Ouvrages de perruquier et autres ouvrages en cheveux	4.500,00
268	Chapeaux de dames et de fillettes, de toute sorte :	Par pièce
	a) Non garnis	6,40
	b) Garnis	10,40

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč
253	Ribbons and tapes :	
	(a) Embroidered or made of tulle, gauze or other tissues specified in No. 248	14,000.00
	(b) Velvet ribbons and ribbons producing an effect similar to velvet.	13,000.00
	(c) Other :	
	(1) Not figured :	
	Of artificial silk, not mixed with pure silk or floss silk	10,000.00
	Other	12,000.00
	(2) Figured :	
	Of artificial silk, not mixed with pure silk or floss silk	11,000.00
	Other	13,000.00
254	Passementerie and button-makers' wares :	
	Artificial silk, not mixed with pure silk or floss silk	12,000.00
	Other	15,000.00
	Wares of half silk (of silk, floss silk or artificial silk, not combined with other textile materials) :	
255	Wares of half silk, embroidered ; tulle and netted materials resembling tulle ; gauze (also woven crape and veiling) ; lace and lace kerchiefs :	
	Wares of half silk, embroidered ; gauze (also woven crape and veiling)	9,000.00
	Tulle and netted materials resembling tulle	18,000.00
	Lace and lace kerchiefs	6,875.00
256	Wares of half silk, not specially mentioned	5,600.00
257	Velvet and tissues resembling velvet (with cut or uncut pile)	14,400.00
258	Knitted wares and hosiery :	
	(a) Knitted materials and hosiery in the piece (to be sold by the metre)	9,000.00
	(b) Stockings and socks	10,550.00
	(c) Gloves	8,450.00
	(d) Not specially mentioned	6,000.00
259	Ribbons and tapes :	
	(a) Embroidered or of tulle, gauze or other tissues enumerated under No. 255	15,000.00
	(b) Velvet ribbons and ribbons producing an effect similar to velvet.	12,000.00
	(c) Other :	
	(1) Ribbed ribbons of half silk, 6 cm or less in width, dyed black, grey or brown (hat bands)	5,850.00
	(2) Not figured, other	7,000.00
	(3) Figured	8,450.00
260	Passementerie and button-makers' wares	5,070.00
XXVI. MADE UP ARTICLES.		
261	Artificial flowers, finished, wholly or partly of textile materials.	13,200.00
263	Ornamental feathers, prepared, and articles made thereof	13,750.00
264	Artificial furs (made of feathers) :	
	(a) Of ostrich and similar fine feathers	16,500.00
	(b) Of other feathers :	
	(1) Made up, also trimmings	9,300.00
	(2) Not specially mentioned	7,200.00
265	Wigmakers' and other wares of human hair	4,500.00
268	Women and girls' hats of all kinds	each
	(a) Untrimmed	6.40
	(b) Trimmed	10.40

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč
271	Éventails de toutes sorte : a) En matières ordinaires b) En ou avec des matières fines c) En ou avec des matières très fines d) Avec monture en métaux précieux : 1° En or 2° En argent	2.250,00 3.750,00 7.875,00 15.875,00 11.250,00
272	Parapluies et ombrelles recouverts de tissus : a) Sans monture en métaux précieux : 1° Garnis ou fabriqués en dentelles ou broderies 2° Entièrement en soie 3° En mi-soie 4° En autres tissus b) Avec montures en métaux précieux : 1° En or 2° En argent	Par pièce 50,00 34,00 17,00 10,00 92,50 57,50
273	Garnitures fabriquées avec des cordons, des cordonnets, de la chenille et des passementeries similaires, même ultérieurement confectionnées (mais non avec des dentelles ou des broderies) : a) Entièrement ou partiellement en soie, bourre de soie, ou soie artificielle b) En autres matières textiles	Par 100 kg. 19.500,00 5.200,00
XXVII. ARTICLES DE BROSSERIE ET DE TAMISERIE.		
276	Articles de brosse, non spécialement dénommés (à l'exception des brosses en fil métallique, pour usages techniques), avec montures : a) En matières ordinaires b) En matières fines c) En matières très fines d) En métaux précieux : 1° D'or 2° D'argent	756,00 840,00 2.184,00 9.520,00 6.720,00
XXIX. PAPIER ET ARTICLES EN PAPIER.		
ex 292	Papier : Papier préparé pour la photographie : b) Sensibilité à la lumière	600,00
295	Papier de tenture	200,00
XXX. CAOUTCHOUC ET GUTTA-PERCHA ET ARTICLES DE CES MATIÈRES.		
311	Chaussures, même combinées avec des textiles de toute sorte ou avec d'autres matières : Talons Autres	720,00 600,00
ex 312	Articles en caoutchouc mou, non spécialement dénommés, même combinés avec des matières ordinaires ou fines : Bandages pleins pour automobiles	507,00
315	Tissus et étoffes à points de maille, recouverts, enduits, renforcés avec du caoutchouc ou réunis au moyen d'une couche intérieure de caoutchouc, si les fils entrant dans leur composition sont : a) Entièrement ou partiellement en soie, bourre de soie ou soie artificielle b) En autres matières textiles, même en feutres de matières textiles	2.100,00 910,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
271	Fans of all kinds .	
	(a) Of common materials	2,250.00
	(b) Of or with fine materials	3,750.00
	(c) Of or with very fine materials	7,875.00
	(d) With mounting of precious metals :	
	(1) Of gold	15,875.00
	(2) Of silver	11,250.00
272	Umbrellas and sunshades covered with material :	
	(a) Not mounted with precious metals :	each
	(1) Ornamented, or of lace and embroidery	50.00
	(2) Of all silk material	34.00
	(3) Of half silk material	17.00
	(4) Of other materials	10.00
	(b) Mounted with precious metals :	
	(1) Of gold	92.50
	(2) Of silver	57.50
273	Ornamented articles made of cord, chenille and similar trimmings, also further worked up (but without lace or embroidery) :	per 100 kg.
	(a) Wholly or partly of silk, floss silk or artificial silk	19,500.00
	(b) Of other textiles	5,200.00
XXVII. BRUSH AND SIEVE-MAKERS' WARES.		
276	Brushmakers' wares not specially mentioned (except wire brushes for technical purposes), mounted :	
	(a) With common materials	756.00
	(b) With fine materials	840.00
	(c) With very fine materials	2,184.00
	(d) With precious metals :	
	(1) Gold	9,520.00
	(2) Silver	6,720.00
XXIX. PAPER AND PAPER WARES.		
	Paper :	
ex 292	Paper prepared for photographic purposes :	
	(b) Sensitised	600.00
295	Wallpaper	200.00
XXX. INDIA-RUBBER AND GUTTAPERCHA AND WARES THEREOF.		
311	Boots and shoes, combined or not with textiles of all kinds or with other materials :	
	Heels	720.00
	Other	600.00
ex 312	Wares of soft india-rubber, not specially mentioned, combined or not with fine or common materials :	
	Solid tyres for automobiles	507.00
315	Woven and knitted materials, covered, impregnated, or coated with india-rubber or with internal layers of india-rubber, if yarns used therein consist :	
	(a) Wholly or partly of silk, floss silk or artificial silk	2,100.00
	(b) Of other textile materials, also felt of such materials	910.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč
316	Tissus, articles à points de maille et passementerie élastique si les fils entrant dans leur composition sont :	
	<i>a)</i> Entièrement ou partiellement en soie, bourre de soie ou soie artificielle	2.100,00
	<i>b)</i> En autres matières textiles :	
	1 ^o Élastiques pour chaussures	1.190,00
	2 ^o Autres	1.300,00
ex 320	Articles pour usages techniques :	
	<i>a)</i> Tissus pour garnitures de cardes, destinés aux fabriques de cardes, sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par ordonnance	24,50
	<i>c)</i> Pneumatiques (chambres à air et enveloppes) :	
	1 ^o Pour bicyclettes	1.000,00
	2 ^o Autres	1.100,00
XXXII. CUIR ET ARTICLES EN CUIR.		
	Cuir :	
328	Cuir de bœuf et de cheval, travaillé à la façon du cuir à semelles (même pour courroies de transmission) :	
	<i>a)</i> En croupons :	
	1 ^o Tanné à l'aide d'écorces	493,00
	2 ^o Tanné à l'aide de matières minérales	714,00
	<i>b)</i> Autres (sauf les déchets de cuir) :	
	1 ^o Tanné à l'aide d'écorces :	
	Cuir factice	178,50
	Autres	390,00
	2 ^o Tanné à l'aide de matières minérales :	
	Cuir factice	178,50
	Autres	595,00
	<i>c)</i> Déchets de cuir	245,00
333	Cuir de bouc, de chèvre et de chevreau, préparé, à l'exception de la peau pour gants et du cuir verni	1.350,00
335	Peaux de toutes espèces, pour gants	620,00
336	Cuir verni de toute sorte	800,00
ex 337	Cuir non spécialement dénommé, parchemin :	
	Cuir non spécialement dénommé, à l'exception des imitations de cuir exotique : parchemin	450,00
XXXIII. FOURRURES.		
346	Pelletteries confectionnées :	
	<i>a)</i> En peaux communes	5.400,00
	<i>b)</i> En peaux fines	12.960,00
XXXIV. ARTICLES EN BOIS, ARTICLES EN MATIÈRES À TOURNER ET À SCULPTER		
ex 361	Articles non spécialement dénommés en matières à tourner et à sculpter autres que le bois :	
	ex <i>c)</i> En écume de mer, lave, celluloid et matières à sculpter artificielles semblables (à l'exception des imitations des matières dénommées en <i>d)</i> et en <i>e)</i> , même combinées avec des matières ordinaires ou d'autres matières fines :	
	Films cinématographiques	1.200,00
	Peignes, épingles, barrettes à cheveux	1.800,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
316	Elastic tissues, knitted wares and haberdashery, if yarns used therein consist :	
	(a) Wholly or partly of silk, floss silk or artificial silk.	2,100.00
	(b) Of other textile materials :	
	(1) Shoe elastic	1,190.00
	(2) Other	1,300.00
ex 320	Articles for technical purposes :	
	(a) Card-clothing tissues for carding factories, by permission and under control	24.50
	(c) Pneumatic tyres (inner and outer tubes) :	
	(1) For bicycles	1,000.00
	(2) Other	1,100.00
XXXII. LEATHER AND LEATHER WARES.		
	Leather :	
328	Cow and horse hide, worked like sole leather (also for transmission belts) :	
	(a) In bark pieces :	
	(1) Bark-tanned	493.00
	(2) Mineral-tanned	714.00
	(b) Other (except waste leather) :	
	(1) Bark-tanned :	
	Artificial leather	178.50
	Other	390.00
	(2) Mineral-tanned :	
	Artificial leather	178.50
	Other	595.00
	(c) Waste leather	245.00
333	Buck, goat, and kid skins, prepared, except glove leather and lacquered (patent) leather	1,350.00
335	Glove leather of all kinds	620.00
336	Lacquered (patent) leather of all kinds	800.00
ex 337	Leather not specially mentioned ; parchment :	
	Leather not specially mentioned, except imitations of exotic leather ; parchment	450.00
XXXIII. FURRIERS' WARES.		
	Furs made up :	
346	(a) Of common skins	5,400.00
	(b) Of fine skins	12,960.00
XXXIV. WOODEN WARES, WARES OR MATERIALS FOR TURNING AND CARVING.		
ex 361	Wares, not specially mentioned, of materials other than wood for turning and carving :	
	ex (c) Of merschaum, lava, celluloid and similar artificial materials for carving (except imitations of materials mentioned under (d) and (e), combined or not with common or other fine materials :	
	Cinematograph films	1,200.00
	Combs, pins, hair-combs	1,800.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg
		kč
ex 361 (suite)	Articles non spécialement dénommés, etc. ex e) En ivoire, nacre, écaille, véritables ou imités, même combinés avec des matières ordinaires, fines ou d'autres matières très fines :	
	Peignes, épingles, barquettes à cheveux en imitation	1.800,00
366	Bouchons, semelles et autres articles en liège, même combinés avec des matières ordinaires :	
	Bouchons	480,00
	Autres	360,00
XXXV. VERRE ET ARTICLES EN VERRE.		
380	Verre en feuilles : Plaques sèches pour photographies sensibles à la lumière	585,00
XXXVIII. FER ET ARTICLES EN FER.		
ex 428	Fer et articles semi-ouvrés en fer : Fer brut, fer et acier vieux, en débris et en déchets pour la refonte et l'affinage :	
	a) Fer brut	9,50
429	Fer en loupes ; lingots	21,20
430	Massiaux en fer fondu et massiaux en fer puddlé, brames, platines . . .	30,15
431	Fer et acier en barres battues, laminées ou étirées :	
	a) Non façonnées	39,00
	b) Façonnées	45,50
	c) D'ornement, agrémentées	58,50
	d) Apprêtées, ne rentrant pas sous le lettre e)	75,60
	e) Nickelées, plaquées de cuivre, d'alliage de cuivre ou d'aluminium ou polies	98,00
432	Tôles et plaques :	
	α) Brutes, noires, ayant en épaisseur :	
	1 ^o 2 millimètres ou plus :	
	5 millimètres ou plus	58,50
	Moins de 5 millimètres jusqu'à 2 millimètres	61,75
	2 ^o Moins de 2 millimètres jusqu'à 1 millimètre	65,00
	3 ^o Moins de 1 millimètre jusqu'à 0,6 millimètre	71,50
	4 ^o Moins de 0,6 millimètre jusqu'à 0,4 millimètre	78,00
	5 ^o Moins de 0,4 millimètre jusqu'à 0,25 millimètre	84,50
	6 ^o Moins de 0,25 millimètre	91,00
	β) Dressées ou découpées, ayant en épaisseur :	
	1 ^o 1 millimètre ou plus	78,00
	2 ^o Moins de 1 millimètre jusqu'à 0,6 millimètre	84,50
	3 ^o Moins de 0,6 millimètre jusqu'à 0,4 millimètre	91,00
	4 ^o Moins de 0,4 millimètre	100,80
	c) Étamées, zinguées, plombées, cuivrées, recouvertes de laiton, vernies, adoucies, ayant en épaisseur :	
	1 ^o 1 millimètre ou plus :	
	a) Étamées, zinguées, plombées	117,00
	b) Autres	133,00
	2 ^o Moins de 1 millimètre jusqu'à 0,6 millimètre :	
	α) Étamées, zinguées, plombées	123,50
	β) Autres	140,00
	3 ^o Moins de 0,6 millimètre jusqu'à 0,4 millimètre :	
	α) Étamées, zinguées, plombées	130,00
	β) Autres	150,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
ex 361 (continued)	Wares, not specially mentioned, etc.	
	ex (e) Of ivory, mother-of-pearl, tortoiseshell, real or imitation, combined or not with common, fine, or other very fine materials : Imitation combs, pins, hair-combs	1,800.00
366	Stoppers, soles and other wares of cork, combined or not with common materials : Stoppers Other	480.00 360.00
	XXXV. GLASS AND GLASSWARE.	
380	Sheet glass : Dry plates for photographic purposes, sensitised	585.00
	XXXVIII. IRON AND IRON WARES.	
ex 428	Iron and partly manufactured iron : Pig iron, old iron and steel, scrap and waste for melting and reheating and rolling :	
	(a) Pig iron	9.50
429	Bloom iron, ingots	21.20
430	Billets of cast iron and billets of puddled iron, blooms and puddled bars	30.15
431	Iron and steel in bars or rods, hammered, rolled or drawn : (a) Not shaped (b) Shaped (c) Ornamental iron (d) Finished, not mentioned under (e) (e) Nickelled, plated with copper, copper alloys, aluminium, or polished	39.00 45.50 58.50 75.60 98.00
432	Sheets and plates : α) Rough (black plate) of a thickness of : (1) 2 mm. or more : 5 mm. or more Less than 5 mm. down to 2 mm. (2) Less than 2 mm. and down to 1 mm. (3) Less than 1 mm. down to 0.6 mm. (4) Less than 0.6 mm. and down to 0.4 mm. (5) Less than 0.4 mm. and down to 0.25 mm. (6) Less than 0.25 mm. β) Dressed or pickled, of a thickness of : (1) 1 mm. or more (2) Less than 1 mm. and down to 0.6 mm. (3) Less than 0.6 mm. and down to 0.4 mm. (4) Less than 0.4 mm. (c) Coated with tin, zinc, lead, copper or brass, varnished, smoothed, of a thickness of : (1) 1 mm. or more : (a) Coated with tin, zinc or lead (b) Other (2) Less than 1 mm. and down to 0.6 mm. : (a) Coated with tin, zinc, or lead (b) Other (3) Less than 0.6 mm. and down to 0.4 mm. : (a) Coated with tin, zinc, or lead (b) Other	58.50 61.75 65.00 71.50 78.00 84.50 91.00 78.00 84.50 91.00 100.80 117.00 133.00 123.50 140.00 130.00 150.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
432 (suite)	Tôles et plaques : c) Étamées, zinguées, plombées, etc. 4 ^o Moins de 0,4 millimètre : α) Étamées, zinguées, plombées β) Autres d) Nickelées, plaquées de cuivre, d'alliage de cuivre ou d'aluminium, ou polies e) Avec dessins de couleur ou par estampage, moirées laquées	201,60 168,00 168,00 182,70
433	Tôles et plaques, perforées à l'emporte-pièce trouées, embouties ou découpées : a) Tôles noires b) Dressées ou décapées c) Autres	238,00 235,20 403,20
434	Fil de fer : a) Fil de fer : Laminé Autres, ayant en grosseur : 1 ^o 1,5 millimètre ou plus 2 ^o Moins de 1,5 millimètre jusqu'à 0,5 millimètre 3 ^o Moins de 0,5 millimètre b) Étamé, zingué, plombé, cuivré, recouvert de laiton, verni, ayant en grosseur : 1 ^o 1,5 millimètre ou plus 2 ^o Moins de 1,5 millimètre jusqu'à 0,5 millimètre 3 ^o Moins de 0,5 millimètre c) Nickelé, plaqué de cuivre, d'alliage de cuivre ou d'aluminium ou poli	61,20 79,80 105,00 126,00 120,00 151,20 176,40 201,60
435	Fil de fer trempé : a) Brut b) Poli ou autrement travaillé	134,40 319,20
437	Articles en fer : Cylindres en fonte non malléable : a) Bruts, même frottés b) Ayant subi un autre travail ordinaire ou fin	42,00 126,00
438	Tuyaux en fonte non malléable, y compris les pièces de raccord de même espèce : a) Bruts, même frottés, même recouverts d'asphalte ou de goudron, avec parois ayant en épaisseur : 1 ^o 7 millimètres ou plus 2 ^o Moins de 7 millimètres b) Ayant subi un autre travail ordinaire; avec parois ayant en épaisseur : 1 ^o 7 millimètres ou plus 2 ^o Moins de 7 millimètres c) Finement travaillés, avec parois ayant en épaisseur : 1 ^o 7 millimètres ou plus 2 ^o Moins de 7 millimètres	50,00 95,55 109,20 172,90 195,00 222,95
439	Tuyaux en fer malléable, laminés ou étirés, ou en fonte malléable, même avec collets bordés, soudés ou corroyés, à l'exception des pièces de raccord de même espèce, tuyaux ondulés : a) Bruts, même frottés, avec pas-de-vis ou avec collets forés ou tournés b) Ayant subi un autre travail ordinaire c) Finement travaillés	173,60 224,00 324,80
440	Tuyaux en tôles et en plaques, rivés, soudés ou agrafés : a) Bruts ou ayant subi un travail ordinaire : 1 ^o Tuyaux de poêle, même parties coudées en tôle noire 2 ^o Autres b) Finement travaillés	238,00 294,00 406,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
432 (continued)	Sheets and plates : (c) Coated with tin, zinc, lead, etc. (4) Less than 0.4 mm. : α) Coated with tin, zinc, or lead β) Other (d) Nickelled, plated with copper, copper alloys, aluminium, or polished	kč. 201.60 168.00 168.00
433	(c) With designs (coloured or impressed), watered, lacquered. Sheets and plates, pierced, perforated, punched or cut out : (a) Black plate (b) Dressed or pickled (c) Other	182.70 238.00 235.20 403.20
434	Wire : (a) Wire : Rolled Other, of a thickness of : (1) 1.5 mm. or more (2) Less than 1.5 mm. and down to 0.5 mm (3) Less than 0.5 mm. (b) Coated with tin, zinc, lead, copper, brass, varnished, of a thickness of : (1) 1.5 mm. or more (2) Less than 1.5 mm. and down to 0.5 mm. (3) Less than 0.5 mm. (c) Nickelled, plated with copper, copper alloys, aluminium, or polished	61.20 79.80 105.00 126.00 120.00 151.20 176.40 201.60
435	Hardened (tempered) wire : (a) Rough (b) Polished or otherwise further worked	134.40 319.20
437	Iron wares : Cylinders of non-malleable cast iron : (a) Rough, scoured or not (b) Otherwise ordinarily or finely worked	42.00 126.00
438	Pipes of non-malleable cast iron, including joints for the same : (a) Rough, scoured or not, covered or not with asphalt or tar, with walls of a thickness of : (1) 7 mm. or more (2) Less than 7 mm. (b) Otherwise ordinarily worked ; with walls of a thickness of : (1) 7 mm. or more (2) Less than 7 mm. (c) Finely worked, with walls of a thickness of : (1) 7 mm. or more (2) Less than 7 mm.	50.00 95.55 109.20 172.90 195.00 222.95
439	Pipes of malleable iron, rolled or drawn, or of malleable cast iron, with or without bored, soldered, or welded flanges, except joints for the same, corrugated piping : (a) Rough, scoured or not, with screws or with bored or turned flanges (b) Otherwise ordinarily worked (c) Finely worked	173.60 224.00 324.80
440	Pipes made from plates and sheets, rivetted, soldered or folded : (a) Rough or ordinary worked : (1) Stove pipes and elbow-joints of black sheet iron (2) Other (b) Finely worked	238.00 294.00 406.00

Numéros du tarif douanier tchéo- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč
441	Raccords pour tuyaux (<i>fittings</i>) et brides en fer malléable : a) Bruts ou ayant subi un travail ordinaire : 1 ^o Raccords pour tuyaux (<i>fittings</i>) 2 ^o Brides b) Finement travaillés : 1 ^o Raccords pour tuyaux (<i>fittings</i>) 2 ^o Brides	280,00 215,60 380,00 294,00
445	Articles en tôle, non spécialement dénommés : ex a) En tôle noire non travaillée (brute) : Roues nues pour avions et automobiles ex b) En tôle noire grossièrement recouverts d'un enduit, ou en tôle dressée, même grossièrement recouverts d'un enduit : Roues nues pour avions et automobiles ex c) Adoucis, recouverts d'un enduit fin ou vernis, plombés, zingués, étamés (même en fer-blanc) ; même combinés avec des matières ordinaires : Roues nues pour avions et automobiles ex d) Peints, imprimés, bronzés, laqués ; émaillés ou en tôle à dessins ; mêmes combinés avec des matières ordinaires : ex 2 ^o Autres : Roues nues pour avions et automobiles ex e) Polis, cuivrés, recouverts de laiton, nickelés, plaqués de cuivre, d'alliage de cuivre ou d'aluminium, ou argentés ; même combinés avec des matières ordinaires ou fines : Roues nues pour avions et automobiles	50,00 50,00 80,00 130,00 200,00
447	Accessoires pour fixer les rails : éclisses, coins, clous pour rails, plaques de jonction, anneaux de fixation, etc. (à l'exception des vis, des boulons à vis, et des écrous), traverses de chemins de fer, coussinets	126,00
449	Roues et roues accouplées de chemins de fer, finies, d'un diamètre : a) De 36 centimètres et plus b) Moins de 36 centimètres	174,40 240,00
450	Appareil de garage, pièces pour croisements, chariots transporteurs, changements de voies, appareils pour freins, tampons de choc et matériel de chemins de fer analogue, lourd : a) Bruts, même frottés b) Ayant subi un autre travail ordinaire	168,00 240,00
453	Outils : Grosses tenailles pour forgerons, leviers, pieds de biche, perforateurs de roche, à l'exception des tarières de profondeurs même passés à la meule sur le tranchant ou sur l'arête, perforateurs de roche creux	144,00
457	Limes et râpes, mesurant dans la partie à entailles : a) Plus de 250 millimètres b) De 150 à 250 millimètres c) Moins de 150 millimètres	450,00 760,00 950,00
458	Scies et lames de scies non dentées, même entièrement ou partiellement polies ou nickelées a) Scies à découper b) Autres	1.462,50 900,00
459	Fraises et alésoirs (excepté les alésoirs angulaires), tarières à vis et tarières à spirales, coussinets ou coins à vis ; alènes ; tous ces outils même entièrement ou partiellement polis ou nickelés, pesant par pièce : a) 250 grammes ou plus b) Moins de 250 grammes	1.125,00 1.593,75

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
441	Pipe joints (fittings) and flanges of malleable (wrought) iron : (a) Rough, ordinarily worked : (1) Pipe joints (fittings) (2) Flanges (b) Finely worked : (1) Pipe joints (fittings) (2) Flanges	280.00 215.60 380.00 294.00
445	Wares of sheet iron not specially mentioned : ex (a) Of rough black sheet iron, unworked Bare wheels for aircraft and motor cars ex (b) Of black sheet, coarsely primed or of dressed sheet iron, coarsely primed or not : Bare wheels for aircraft and motor cars ex (c) Smoothed, finely primed or varnished, coated with lead, zinc, tin (also of tin plate) ; combined or not with common materials : Bare wheels for aircraft and motor cars ex (d) Painted, impressed, bronzed, lacquered, enamelled or of sheet iron with designs, combined or not with common materials : ex 2 Other : Bare wheels for aircraft and motor cars ex (e) Polished, coated with copper or brass or nickelled, plated with copper, alloys of copper, aluminum, or silvered, combined or not with fine or common materials : Bare wheels for aircraft and motor cars	50.00 50.00 80.00 130.00 200.00
447	Fastenings for rails ; fish-plates, wedges, spikes, bed-plates, locking washers, etc., (except screws, screw bolts and screw nuts), railway sleepers, chairs	126.00
449	Railway wheels and sets of wheels, finished, with a diameter of : (a) 36 cm. or more (b) Less than 36 cm.	174.40 240.00
150	Shunting appliances, flags, transversers, sidings, brake apparatus, buffers and similar heavy railway material : (a) Rough, scoured or not (b) Otherwise ordinarily worked	168.00 240.00
453	Tools and implements, etc. Heavy forging tongs, levers, crowbars and rock drills, except augers for deep drilling, smoothed or not on the cutting edge or on the narrow side, hollow rock drills	144.00
457	Files and rasps, the working (cut) part of the file being : (a) Over 250 mm. long (b) From 150 to 250 mm. long (c) Less than 150 mm. long	450.00 760.00 950.00
458	Saws and non-toothed saw-blades, whether or not wholly or partly polished or nickelled : (a) Fret saws (b) Other saws	1,462.50 900.00
459	Cutting files ; broaches (except corner broaches), screw and spiral borers ; cutting-dies ; awls ; and these wholly or partly polished, nickelled or not, weighing each : (a) 250 grs. or more (b) Less than 250 grs.	1,125.00 1,593.75

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
ex 460	Fers à rabot et ciseaux à froid, ciseaux de menuisiers, outils de forage non autrement dénommés, étampés, poinçons et autres outils non spécialement dénommés; tous ces objets même entièrement ou partiellement polis ou nickelés; Fers à rabots et ciseaux à froid.	1.125,00
461	Clous et pointes : a) Clous à chaussures et brochettes, clous à ferrer; clous coupés non spécialement dénommés. b) Pointes en fil de fer, même frottées c) Clous autres : 1 ^o Bruts, même frottés 2 ^o Ayant subi un autre travail ordinaire; non combinés avec d'autres matières d) Finement travaillés, ainsi que clous de toute sorte, avec têtes d'autres matières ordinaires : Clous et clavettes. Autres.	288,00 128,00 216,00 240,00 344,00 432,00
462	Écrous et boulons non filetés; rivets : a) Bruts, ayant en épaisseur dans la tige et respectivement en largeur dans l'ouverture de l'écrou : 1 ^o 14 millimètres ou plus 2 ^o Moins de 14 jusqu'à 7 millimètres 3 ^o Moins de 7 millimètres. b) Ayant subi un travail ordinaire ou fin, ayant en épaisseur dans la tige et respectivement en largeur dans l'ouverture de l'écrou : 1 ^o 14 millimètres ou plus 2 ^o Moins de 14 jusqu'à 7 millimètres 3 ^o Moins de 7 millimètres.	120,00 190,00 240,00 190,00 240,00 290,00
463	Vis, écrous et boulons filetés : a) Bruts, ayant en épaisseur dans la tige et, respectivement, en largeur dans l'ouverture de l'écrou : 1 ^o 14 millimètres ou plus 2 ^o Moins de 14 jusqu'à 7 millimètres 3 ^o Moins de 7 jusqu'à 4 millimètres 4 ^o Moins de 4 millimètres b) Ayant subi un travail ordinaire ou fin, ayant en épaisseur dans la tige et respectivement en largeur dans l'ouverture de l'écrou : 1 ^o 14 millimètres ou plus 2 ^o Moins de 14 jusqu'à 7 millimètres 3 ^o Moins de 7 jusqu'à 4 millimètres 4 ^o Moins de 4 millimètres.	215,00 290,00 360,00 430,00 290,00 360,00 430,00 500,00
470	Acier à ressorts (acier laminé sous forme de rubans, en bottes ou anneaux, rendu élastique par la trempe), même poli, ayant en épaisseur : a) 0,5 millimètre ou plus b) Moins de 0,5 millimètre	270,00 630,00
ex 479	Ouvrages de coutellerie et leurs parties : c) Ciseaux (excepté les ciseaux grossiers pour usages industriels ou agricoles), même très finement travaillés d) Couteaux de poche et à ressort de toute espèce, même très finement travaillés. e) Tous autres articles de coutellerie, même très finement travaillés.	2.100,00 1.800,00 2.100,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč,
ex 460	Planes and mortise irons, chisels, gimlets (borers), dies, stamps and other tools not specially mentioned; all these wholly or partly polished, nickelled or not:	
	Planes and mortise irons	1,125.00
461	Nails and tacks:	
	(a) Shoemakers' nails of all kinds, horse-shoe nails, cut nails not specially mentioned	288.00
	(b) Tacks, scoured or not	128.00
	(c) Nails, other:	
	(1) Rough, scoured or not	216.00
	(2) Otherwise ordinarily worked, not combined with other materials	240.00
	(d) Finely worked, and all nails with heads of other common materials:	
	Nails and iron pegs	344.00
	Other	432.00
462	Nuts and bolts, without screw thread; rivets:	
	(a) Rough, the thickness of the pin (or width of hole) being:	
	(1) 14 mm. or more	120.00
	(2) Less than 14 mm. and down to 7 mm.	190.00
	(3) Less than 7 mm.	240.00
	(b) Ordinarily or finely worked, the thickness of the pin (or width of hole) being:	
	(1) 14 mm. or more	190.00
	(2) Less than 14 mm. and down to 7 mm.	240.00
	(3) Less than 7 mm.	290.00
463	Screws, nuts and bolts, with screw thread:	
	(a) Rough, the thickness of the pin (or width of hole) being:	
	(1) 14 mm. or more	215.00
	(2) Less than 14 mm. and down to 7 mm.	290.00
	(3) Less than 7 and down to 4 mm.	360.00
	(4) Less than 4 mm.	430.00
	(b) Ordinarily or finely worked, the thickness of the pin (or width of hole) being:	
	(1) 14 mm. or more	290.00
	(2) Less than 14 mm. and down to 7 mm.	360.00
	(3) Less than 7 mm. and down to 4 mm.	430.00
	(4) Less than 4 mm.	500.00
470	Steel for springs (steel flattened in squares or rings made springy by hardening), polished iron, of a thickness of:	
	(a) 0.5 mm. or more	270.00
	(b) Less than 0.5 mm.	630.00
ex 479	Cutlery and parts thereof:	
	(c) Shears and scissors (except large ones for industrial and agricultural purposes), very finely worked or not	2,100.00
	(d) Pocket-knives and clasp-knives of all kinds, very finely worked or not.	1,800.00
	(e) All other cutlery, very finely worked or not.	2,100.00

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč
	XXXIX. MÉTAUX COMMUNS ET ARTICLES EN MÉTAUX COMMUNS.	
	Articles en métal :	
ex 517	Articles non spécialement dénommés, en cuivre et autres métaux communs ou alliages de métaux communs non spécialement dénommés, même combinés avec des matières ordinaires :	
	ex a) Ayant subi un travail ordinaire :	
	Frotteurs en bronze sans monture	550,00
ex 520	Articles de toutes sortes en aluminium et alliages similaires à l'aluminium même combinés avec des matières ordinaires ou fines :	
	b) Autres :	
	Pots à lait	1.200,00
	Feuilles en aluminium	1.500,00
	Autres	1.600,00
ex 521	Articles en métaux communs ou alliages de métaux combinés avec des matières fines :	
	Avertisseurs pour cycles, motocycles et automobiles	1 050,00
ex 522	Articles en métaux ou alliages de métaux communs entièrement ou partiellement dorés ou argentés, plaqués d'or ou d'argent ou combinés avec des matières très fines :	
	Phares et lanternes électriques pour motocycles et automobiles. . .	4.995,00
	XL. MACHINES, APPAREILS ET LEURS PIÈCES DÉTACHÉES, EN BOIS, EN FER OU EN MÉTAUX COMMUNS, A L'EXCEPTION DE CEUX RANGÉS DANS LES CLASSES LXI ET XLII.	
ex 529	Machines-outils :	
	Machines-outils à travailler le bois	360,00
537	Machines et appareils non spécialement dénommés, en métaux communs (c'est-à-dire avec plus de 50% de métaux communs).	400,00
	XLI. MACHINES ET APPAREILS ÉLECTRIQUES ET OBJETS SERVANT A DES USAGES ÉLECTROTECHNIQUES	
ex 543	Appareils électriques et dispositifs électrotechniques (régulateurs, résistances, appareils de démarrage, etc.) non spécialement dénommés :	
	Dispositifs électriques de démarrage, d'éclairage et de signaux pour véhicules à moteurs et à ions ; accumulateurs : balais en charbon, montés	1.200,00
ex 545	Accumulateurs avec plaques de plomb, ainsi qu'électrodes de plomb pour Accumulateurs	432,00
	XLII. MOYENS DE TRANSPORT.	
	Véhicules pour routes :	
ex 553	Motocyclettes, même avec side-car, side-car importés séparément, automobiles (y compris les tricycles à moteur), châssis avec ou sans moteur et carrosseries, importés séparément :	
	b) Automobiles à voyageurs (y compris les tricycles à moteur), châssis avec ou sans moteur et carrosseries, importées séparément	43 % ad valorem
	c) Camions automobiles, autobus, automobiles combinés d'une manière inséparable avec une installation de travail, châssis avec ou sans moteur, ainsi que carrosseries importées séparément . .	43 % ad valorem

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč
	XXXIX. BASE METALS AND WARES THEREOF.	
	Metal wares .	
ex 517	Articles not specially mentioned, of copper and other not otherwise mentioned base metals or alloys thereof, combined or not with common materials :	
	ex (a) Ordinarily worked .	
	Floor polishers of bronze, unmounted	550.00
ex 520	Wares of all kinds, of aluminium and alloys of the nature of aluminium, combined or not with common or fine materials :	
	(b) Other :	
	Milk jugs	1,200.00
	Aluminium sheets	1,500.00
	Other	1,600.00
ex 521	Wares of base metals or alloys thereof, combined with fine materials :	
	Bells for cycles, motor cycles and motor cars.	1,050.00
ex 522	Wares of base metals or alloys thereof, wholly or partly gilt or silvered, plated with gold or silver or combined with other very fine materials :	
	Electric lamps for motor cycles and motor cars	4,995.00
	XL. MACHINERY, APPARATUS AND PARTS THEREOF OF WOOD, IRON OR BASE METAL, EXCEPT THOSE INCLUDED IN CLASSES LXI AND XLII.	
ex 529	Machine tools :	
	Machine tools for wood-working.	360.00
537	Machines and apparatus not specially mentioned, of base metals, <i>i. e.</i> containing more than 50% of base metals	400.00
	XLI. ELECTRICAL MACHINES AND APPARATUS AND ELECTRO-TECHNICAL NECESSITIES.	
ex 543	Electrical apparatus and electro-technical appliances (regulators, resistances, starters and the like), not specially mentioned :	
	Electrical starting, lighting and signalling appliances for motor vehicles and aircraft, accumulators; mounted carbon brushes.	1,200.00
ex 545	Accumulators with lead plates and electrodes therefor :	
	Accumulators.	432.00
	XLII. VEHICLES AND VESSELS.	
	Load vehicles :	
ex 553	Motor bicycles, with or without side-car (side-cars imported separately), automobiles, including motor tricycles, chassis, with or without engine and coachwork, imported separately :	
	(b) Touring cars (including motor tricycles), chassis, with or without engine and coachwork, imported separately	43% <i>ad valorem</i>
	(c) Motor lorries, motor buses, automobiles combined in some inseparable manner with working apparatus, chassis, with or without engine and coachwork, imported separately	43% <i>ad valorem</i>

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg
		kč
554	Moteurs pour automobiles et avions a) Pour automobiles, pesant par pièce : 1 ^o Jusqu'à 50 kg. 2 ^o Plus de 50 kg. jusqu'à 250 kg. 3 ^o Plus de 250 kg. : Plus de 250 kg. jusqu'à 500 kg. Plus de 500 kg b) Pour avions	4.800,00 3.300,00 3.000,00 2.700,00 12.000,00
	XLIII. MÉTAUX PRÉCIEUX, PIERRES PRÉCIEUSES ET DEMI-PRÉCIEUSES ET ARTICLES FABRIQUÉS AVEC CES MATIÈRES ; MONNAIES.	
ex 568	Ouvrages en argent et autres articles non spécialement dénommés, etc. : a) Couteaux, fourchettes et cuillers ainsi que manches de couteaux et de fourchettes, pesant par pièce plus de 10 grammes. b) Couteaux, fourchettes et cuillers, ainsi que manches de couteaux et de fourchettes, pesant par pièce 10 grammes ou moins.	300,00 390,00
	XLIV. INSTRUMENTS ET HORLOGERIE.	
	Instruments (à l'exception de ceux rangés dans la classe XLI et des instruments de musique) :	
ex 574	Instruments de mathématique et de physique : Compteurs pour automobiles et motocycles Compteurs à l'eau	par kg. 10,50 12,75
ex 575	Instruments d'optique : ex b) Jumelles de théâtre et de campagne et autres instruments d'optique : ex 1 ^o Avec montures autres qu'en métaux précieux ou en aluminium : Jumelles de théâtre et de campagne ex 2 ^o Avec montures en argent ou en aluminium : Jumelles de théâtre et de campagne ex 3 ^o Avec montures en or ou en platine Jumelles de théâtre et de campagne	36,00 45,00 75,00
ex 589	Horlogerie : Horloges et mouvements d'horloges non spécialement dénommés ; cadres d'horloges ; pignons avec tenons fixés et roues rivées : Horlogerie pour automobiles	par 100 kg. 1.435,00
	XLVI. MATIÈRES CHIMIQUES AUXILIAIRES ET PRODUITS CHIMIQUES.	
ex 599	Sels et autres combinaisons spécialement dénommées : Sels de potassium, de sodium et d'ammonium spécialement dénommés : ex 1) Bicarbonate de potasse et de soude (soude bicarbonatée) ; borax raffiné, sulfite de sodium, solide, bisulfite de sodium solide ; hyposulfite de sodium, solide : ex 2) Hyposulfite de sodium, solide (anti-chlore) ex 3) Sulfure de potassium et de sodium, ainsi que foie de soufre sulfure d'ammonium, chlorate de potassium et de sodium ; phos- phate de sodium : Chlorate de sodium	100,00 192,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
554	Motors for automobiles and aircraft : (a) For automobiles, weighing each : (1) Up to 50 kg. (2) Over 50 kg. and up to 250 kg. (3) Over 250 kg. and up to 500 kg. Over 500 kg. (b) For aircraft	per 100 kg. 4,800.00 3,300.00 3,000.00 2,700.00 12,000.00
	XLIII. PRECIOUS METALS AND PRECIOUS AND SEMI-PRECIOUS STONES AND ARTICLES MADE THEREOF : BULLION AND SPECIE.	
ex 568	Silver wares and other wares not specially mentioned etc : (a) Knives and forks and spoons also knife and fork handles, weighing over 10 grammes each (b) Knives and forks and spoons also knife and fork handles weighing 10 grammes or less each	300.00 390.00
	XLIV. INSTRUMENTS, CLOCKS AND WATCHES,	
	Instruments (except those belonging to Class XLI, and musical instruments):	
ex 574	Mathematical and physical instruments : Indicators for motor-cars and motor bicycles Water meters	per kg. 10.50 12.75
ex 575	Optical instruments : ex (b) Opera glasses, field glasses and other optical instruments : ex (1) Mounted with materials other than precious metals or aluminium : Opera glasses and field glasses ex (2) Mounted in silver or aluminium : Opera glasses and field glasses ex (3) Mounted with gold or platinum : Opera glasses and field glasses	36.00 45.00 75.00
ex 589	Clocks and watches : Clocks, and works for clocks, not specially mentioned ; frames for clocks ; pinions with pins set in and wheels riveted on : Clocks for automobiles	per 100 kg. 1,435.00
	XLVI. CHEMICAL AUXILIARY SUBSTANCES AND CHEMICAL PRODUCTS.	
ex 599	Salts and other combinations specially mentioned : Potassium, sodium and ammonium salts specially mentioned : ex (i) Bicarbonate of potassium and of sodium (bicarbonated sodium); refined borax, sulphite of sodium, solid ; bi-sulphite of sodium, solid ; hyposulphite of sodium, solid ; ex (2) Hyposulphite of sodium, solid ex (o) Sulphide of potassium and of sodium, also liver of sulphur sulphide of ammonia ; chlorate of potassium and of sodium ; phosphate of sodium ; Chlorate of sodium	100.00 192.00

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč
ex 600	Sels et autres combinaisons spécialement dénommées (<i>suite</i>) : Sels de calcium, de strontium, de baryum et de magnésium spécialement dénommés : ex <i>c</i>) Chlorure de calcium impur, analine (sulfate de chaux artificiel); sulfure de baryum brut ; carbonate de baryum artificiel :	
	Carbonate de baryum artificiel	25,00
	ex <i>l</i>) Carbonate de calcium artificiel ; phosphate de calcium artificiel ; carbure de calcium ; nitrate de strontium ; chlorure de baryum ; nitrate de baryum ; Chlorure de baryum et nitrate de baryum	144,00
ex 602	Carbonate de chaux précipité	120,00
	Combinaison de cuivre, de plomb, de zinc et d'étain, spécialement dénommés : <i>a</i>) Sulfate de cuivre ; sulfate d'Admont (sulfate de fer et de cuivre mélangés)	90,00
608	Cirage : <i>a</i>) Noir, non liquide	135,00
	<i>b</i>) Autres ainsi que « crème » pour le cuir	675,00
611	Colles de toute sorte, y compris l'ichtiocolle : Colle de poisson, liquide, en fûts	130,00
	Colles autres	175,50
ex 619	Collodion, chloroforme, alcool méthylique (esprit-de-bois), acétone, acide acétique concentré : ex <i>b</i>) Autres : Chloroforme	1.200,00
ex 620	Éther : ex <i>b</i>) Éthers autres simples, ainsi que tous les éthers composés, de même que l'éther cœnanthique : Chlorure d'éthyle : 2° En autres contenants que tonneaux	4.500,00
ex 622	Matières chimiques auxiliaires et produits chimiques, non spécialement dénommés : Acétate de cellulose	8% ad valorem
	XLVII. VERNIS, COULEURS, PRODUITS MÉDICINAUX ET PARFUMERIE.	
623	Vernis : Vernis à l'huile, (sans addition de résine, de térébenthine ou d'huile minérale) : <i>a</i>) En tonneaux	par 100 kg. 270,00
	<i>b</i>) En récipients de fer-blanc, bouteilles, etc	540,00
ex 626	Couleurs : Couleurs non spécialement dénommées : Extraits à base de campêche	180,00
	Bleu d'outremer	493,20
ex 628	Encres, poudres d'encre, cire à cacheter : Encres	360,00
ex 630	Médicaments et parfumerie : Médicaments préparés, ainsi que toutes matières, qui par leurs inscriptions, étiquettes, enveloppes et similaires, sont qualifiés médicaments, même pour animaux ; onates et pansements préparés pour usage médicaux : Savons médicaux	684,00

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč
ex 600	Salts and other combinations specially mentioned (<i>continued</i>) : Calcium, strontium, barium and magnesium salts specially mentioned :	
	ex (c) Chloride of lime, unrefined : fine-ground gypsum (artificial sulphate of lime) ; sulphate of barium (crude) ; artificial carbonate of barium :	
	Artificial carbonate of barium	25.00
	ex (l) Artificial calcium carbonate ; artificial calcium phosphate ; calcium carbide ; strontium nitrate ; barium chloride ; barium nitrate :	
	Barium chloride and barium nitrate	144.00
	Precipitated carbonate of lime	120.00
ex 602	Copper, lead, zinc and tin salts, specially mentioned :	
	(a) Copper vitriol ; vitriol of copper and iron mixed	90.00
608	Boot polishing materials :	
	(a) Blacking, not liquid	135.00
	(b) Other, also so-called cream for leather cleaning	675.00
611	Glue of all kinds, also isinglass :	
	Fish-glue, liquid, in casks	130.00
	Other glue	175.50
ex 619	Collodion, chloroform, methyl alcohol (wood spirit), acetone, acetic acid, concentrated :	
	ex (b) Other :	
	Chloroform	1,200.00
ex 620	Ethers :	
	ex (b) Other simple or compound ethers, also oenanthic ether :	
	Ethyl chloride ;	
	(2) In receptacles other than casks	4,500.00
ex 622	Chemical auxiliary materials and products not specially mentioned :	
	Acetate of cellulose	8% <i>ad valorem</i>
XLVII. VARNISHES, COLOURS, PHARMACEUTICAL WARES AND PERFUMERY.		
	Varnishes :	
623	Oil varnishes (without the addition of resin, turpentine or mineral oil) :	per 100 kg.
	(a) In casks	270.00
	(b) In tin canisters, bottles and the like	540.00
	Colours :	
ex 626	Colours not specially mentioned :	
	Extracts with a base of campeachy	180.00
	Ultramarine blue	493.20
ex 628	Ink, ink powders and sealing wax :	
	Ink	360.00
	Pharmaceutical wares and perfumery :	
ex 630	Pharmaceutical wares, prepared and all substances which by the inscriptions thereon, by their labels or wrappers etc. purport to be medicines (even for animals) ; wadding and bandages for medicinal purposes :	
	Pharmaceutical soaps	684.00

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg.
		kč.
631	Vinaigres, graisses et huiles, parfumés :	
	a) En contenants de 5 kg. et plus	360,00
	b) En contenants de moins de 5 kg.	1.350,00
632	Essences alcooliques aromatiques.	2.700,00
633	Articles de parfumerie (ainsi que toutes les substances et les mélanges odorants, qui en raison de leur conditionnement, de leurs étiquettes, des instructions pour leur emploi, etc., sont qualifiés articles de parfumerie) : cosmétiques :	
	a) Ne contenant pas d'alcool (fards, poudre de toilette parfumée, huiles pour les cheveux, pommades, pâtes dentifrices, pastilles parfumées à brûler)	2.700,00
	b) Contenant de l'alcool	4.500,00
637	Savons :	
	a) Ordinaires	120,00
	b) Fins, c'est-à-dire parfumés ou en tablettes, en boules, en boîtes, en pots	648,00

LISTE B.

Numéros du tarif douanier français	Désignation des marchandises
3	Anes et ânesses.
16 B	Viandes congelées.
17 <i>quater</i>	Museau de bœuf découpé, etc.
18 <i>quater</i>	Tortues mortes.
20 <i>ter</i>	Viandes boucanées pour la nourriture des animaux, etc.
29	Poil de Messine.
34 <i>bis</i>	Oeufs de vers à soie.
40	Os calcinés à blanc.
42	Oreillons.
43	Autres produits et dépouilles à l'état brut.
44	Produits de pêche, français.
ex 45	Poissons de mer, frais.
48	Huitres.
49	Homards et langoustes.
50	Moules et autres coquillages pleins.
51	Graisses de poissons.
52	Blanc de balcine et de cachalot.
53	Rogues de morue et de maquereau.
54	Fanons de baleine, bruts.
55	Peaux de chiens de mer et de phoques, brutes.
56	Corail brut.
57	Perles fines.
58	Vessies natatoires de poissons, etc.
59	Éponges de toutes sortes, brutes.
60	Éponges de toutes sortes, préparées.
62	Dents d'éléphants.
63	Écailles de tortues.

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty per 100 kg.
		kč.
631	Vinegar, fats and oils, perfumed :	
	(a) In packets weighing 5 kg. or more	360.00
	(b) In packets weighing less than 5 kg.	1,350.00
632	Alcoholic aromatic essences	2,700.00
633	Articles of perfumery (and all scented substances or mixtures which, by their wrappers, labels, directions for use, etc., purport to be articles of perfumery) : cosmetics :	
	(a) Not containing alcohol (rouge, perfumed face-powder, hair-oil, pomades, toothpaste, fumigated pastilles)	2,700.00
	(b) Containing alcohol	4,500.00
637	Soap :	
	(a) Common	120.00
	(b) Fine, <i>i. e.</i> perfumed, or in tablets, balls, packets or pots.	648.00

LIST B.

Number in French Customs Tariff	Description of Goods
3	Asses.
16 (B)	Frozen meat.
17 (d)	Muzzles of oxen, cut up, etc.
18 (d)	Turtles, dead.
20 (c)	Meat, Smoke-dried for animal feeding, etc.
29	" Poil de Messine " (a silk used for fishing lines).
34 (b)	Silkworms' eggs.
40	Bones, calcined white.
42	Parings and gluestock.
43	Other raw animal products and wastes.
44	Productions of French fisheries.
ex 45	Salt water fish, fresh.
48	Oysters.
49	Lobsters.
50	Mussels and other shellfish.
51	Fish oils.
52	Spermaceti.
53	Roe of cod and of mackerel.
54	Whalebone in the rough.
55	Dogfish skins and sealskins.
56	Coral, rough.
57	Pearls, fine.
58	Fish sounds, etc.
59	Sponges of all kinds, in the rough.
60	Sponges of all kinds, prepared.
62	Elephants' teeth.
63	Tortoiseshell.

Numéros du tarif douanier français	Désignation des marchandises
65	Coquillages.
66	Os et sabots de bétail, bruts.
75	Biscuits de mer et pain.
75 <i>bis</i>	Pain de régime, de gluten.
75 <i>ter</i>	Pain spécial pour la pâque israelite.
78	Manioc brut ou desséché.
78 <i>bis</i>	Sagou, salep, arrow-root, etc.
82	Dari, millet, etc.
ex 85	Amandes, bananes, dattes, figues.
90	Sucres des colonies et possessions françaises.
ex 94	Biscuits sucrés des colonies et possessions françaises.
96	Café
99	Poivre.
100	Piment.
101	Amomes et cardamomes.
102	Cannelle.
103	Cassia lignea.
104	Muscades.
105	Macis.
106	Girofle.
107	Vauille.
108	Thé.
ex 109	Tabac en feuilles ou en côtes.
ex 110	Huile d'olive, de touloucouna, d'illipé et de palmiste.
114	Gommes à l'état naturel.
115 <i>quater</i>	Résines et autres produits résineux exotiques autres que de pin et de sapin, etc.
117	Baumes.
118	Camphre.
119	Caoutchouc, balata, gutta-percha, etc.
120	Glu.
121	Manne.
122	Aloès.
123	Opium.
125	Sarcocolle, kino et autres sucres végétaux desséchés.
ex 126	Racines de guimauve ou d'althéa, etc. (fraîches ou sèches).
126 <i>ter</i>	Écorces.
126 <i>quater</i>	Lichens médicinaux.
134	Liège brut, etc.
138	Bois fins ou bois des îles.
139	Bois odorants.
140	Bois de teinture.
ex 141	Coton non égrené, égrené en masse.
142 <i>bis</i>	Chanvre, etc.
143	Jute, etc.
144	Phormium tenax, abaca, etc.
144 <i>bis</i>	Ramie ou china-grass.
145	Jones et roseaux bruts, chiendent, piassava, istle, sparte, fibres de coco.
ex 145 <i>bis</i>	Chiendent, piassava, istle peivnés et coupés.
147	Écorces de tilleul pour cordages.
148	Coques de cocos et Calebasses vides.
149	Grains dur à tailler.
150	Garance.
151	Curcuma.
152	Quercitron.
153	Lichens tinctoriaux propres à la fabrication de l'orseille.
154	Écorces à tan, etc.

Number in French Customs Tariff	Description of Goods
65	Shells.
66	Bones and hoofs of cattle, in the rough.
75	Ships' biscuits and bread.
75 (b)	Bread for dieting and bread made of gluten.
75 (c)	Passover bread.
78	Mamoc, crude or desiccated.
78 (b)	Sago, salep, arrowroot, etc.
82	<i>Dani</i> , millet, etc.
ex 85	Almonds, bananas, dates, figs.
90	Sugar from the French colonies and possessions.
ex 94	Sweet biscuits from the French colonies and possessions.
96	Coffee.
99	Pepper.
100	Pimento.
101	Amomums and cardamoms.
102	Cinnamon.
103	Cassia lignea.
104	Nutmeg.
105	Mace.
106	Cloves.
107	Vanilla.
108	Tea.
ex 109	Tobacco, leaf or stalk.
ex 110	Olive oil, <i>touloucouna illipé</i> and palm-kernel oils.
114	Gums in the natural state.
115 (d)	Resins and other resinous products, exotic (not including those of pine and fir), etc.
117	Balsams.
118	Camphor.
119	India-rubber, balata, guttapercha, etc.
120	Bird lime.
121	Manna.
122	Aloes.
123	Opium.
125	Sarcocolla, kino and other dried vegetable juices.
ex 126	Roots of marshmallow and althea, etc. (fresh or dried).
126 (c)	Peels and barks.
126 (d)	Medicinal lichens.
134	Cork, rough etc.
138	Exotic woods, and boxwood.
139	Scented woods.
140	Dye woods.
ex 141	Cotton, not ginned, ginned (<i>en masse</i>).
142 (b)	Hemp, etc.
143	Jute, etc.
144	Phormium tenax, abaca, etc.
144 (b)	Ramie or china grass.
145	Canes and reeds in the rough, dog grass, piassava, istle, esparto, coco fibre.
ex 145 (b)	Dog grass, piassava, istle, combed and cut.
147	Lime bark for rope-making.
148	Coconut shells and empty calabashes.
149	Hard seeds for carding.
150	Madder.
151	Turmeric.
152	Quercitron.
153	Dye lichens for the fabrication of orchill.
154	Tan barks, etc.

Numéros du tarif douanier français	Désignation des marchandises
155	Sumac, fustet, épine-vinette, etc.
156	Noix de galle et avelanèdes, etc.
156 bis	Safran.
159	Truffes, etc.
164 bis	Levures, etc.
177 bis	Staff et moulages en plâtre, non coloriés.
188	Marne.
188 bis	Glace (eau congelée).
189	Soufre.
195	Jais.
196	Succin.
200	Or et platine.
201	Argent (à l'exception de l'argent battu en feuilles).
204	Minerai de fer.
205 bis	Ferro alliage, etc.
212 bis	Paille de fer, etc.
219	Chutes, ferrailles et débris de vieux ouvrages pour la refonte.
219 bis	Déchets de fer, etc.
220	Mâchefer, etc.
222	Plomb.
223	Étain.
225	Nickel (à l'exception du nickel battu laminé).
226	Mercure natif.
227	Antimoine.
228	Arsenic.
229	Cadmium brut.
230	Bismuth (étain de glace).
231	Manganèse (minerai).
232	Cobalt (minerai).
07	} Acide nitrique.
07 bis	
08	
09	} Acide sulfonitrique.
010	
013 bis	
015	Eaux ammoniacales provenant de l'épuration du gaz.
016	Ammoniaque commercialement pure, etc.
018	Ammoniaque liquide anhydre.
035	Chlorure double d'ammonium et de zinc.
054	Oxychlorure de carbone.
059	Hydrogène comprimé.
059 bis	Oxygène comprimé et liquéfié.
059 ter	Azote comprimé.
0137 bis	Acétylène, etc.
0268 bis	Lessives résiduelles de carnallite.
0318	Résorcine, etc.
0319	Quinaldine, quinoléine.
0321 bis	Méthylquinoléine, etc.
0331	Paracrésidine.
0332	Nitroso-analgésine.
0334	Bromo-analgésine.
0336 bis	Benzylidène, amino-analgésine.
0350	Diamidodiphénylurée, etc.
0356	Cocaine pure et ses sels.
283	Glycyrrhizine ou glycyrrhizate d'ammoniaque.
284	Cochénille.
	Kermès animal.

Number in French Customs Tariff	Description of Goods
155	Sumach, fustic, barberry, etc.
156	Valonia and gall-nuts, etc.
156(b)	Saffron.
159	Truffles, etc.
164 (b)	Yeast, etc.
177 (b)	Plastic decorations (<i>staff</i>), and mouldings of plaster not coloured.
188	Marl.
188 (b)	Ice (frozen water).
189	Sulphur.
195	Jet.
196	Yellow amber.
200	Gold and platinum.
201	Silver (except silver hammered in leaves).
204	Iron ore.
205 (b)	Ferro-alloys, etc.
212 (b)	Iron shavings, etc.
219	Scrap iron and waste of old manufactures, for re-smelting.
219 (b)	Iron waste, etc.
220	Dross and scoriae from furnaces, etc.
222	Lead.
223	Tin.
225	Nickel (except nickel hammered in bars).
226	Mercury, native.
227	Antimony.
228	Arsenic.
229	Cadmium, crude.
230	Bismuth (<i>étain de glace</i>).
231	Manganese (ore).
232	Cobalt (ore).
07	Nitric acid.
07 (b)	
08	
09	Sulphonitric acid.
010	
013 (b)	Ammoniac water derived from the purification of gas.
015	Ammonia, commercially known as pure, etc.
016	Ammonia, liquid anhydrous.
018	Bichloride of ammonia and zinc.
035	Oxichloride of carbon.
054	Compressed hydrogen.
059	Compressed and liquefied oxygen.
059 (b)	Compressed nitrogen.
059 (c)	Acetylene, etc.
0137 (b)	Residual lyes of carnallite.
0268 (b)	Resorsine
0318	Quinaldine, quinoleine.
0319	Methylquinoleine, etc.
0321 (b)	Paracresidine.
0331	Nitrosoanalgesine.
0332	Bromoanalgesine.
0334	Benzylideneamino-analgesine.
0336 (b)	Diamidodiphenylurea, etc.
0350	Cocaine, pure and its salts.
0356	Glycyrrhizine (glycyrrhizate of ammonia).
283	Cochineal.
284	Animal <i>Kermès</i> .

Numéros du tarif douanier français	Désignation des marchandises
285	Laque en teinture ou en trochisques. Tablettes.
286	Indigo.
288	Pâte de pastel grossière.
289	Cachou en masse.
290	Rocou.
292	Maurelle.
319 bis	Tapiocas (à l'exception des produits indigènes).
324	Colles de poissons, etc.
333	Tuyaux de drainage.
335	Pipes de terre.
400	Semelles en fils de jute.
403	Tissus de phormium tenax, d'abaca et d'autres végétaux filamenteux non dénommés.
ex 495 bis	Monnaies.
521	Linotypes.
629	Corail taillé, non monté.
631	Fanons de baleine.
631 bis	Baleines de corne.

LISTE C.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
ex 26	Plumes à lit :		
	Brutes	100 kg.	exemptes
	Apprêtées et duvet brut ou apprêté	»	85,00
69	Avoine :		
	Grains	»	15,00
	Grains concassés et boulanges, ne contenant pas plus de 10% de farine	»	22,50
	Farines	»	25,00
70	Orge :		
	Grains	»	15,00
	Grains concassés et boulanges, ne contenant pas plus de 10% de farine	»	22,50
	Farines	»	25,00
ex 74	Malt, orge germée :		
	Entier	Valeur	15%
80	Légumes secs :		
	Fèves et féverolles :		
	En branches ou en gousses	100 kg.	3,00
	En grains	»	7,00
	Décortiquées, brisées ou cassées	»	20,00
	Pois pointus (pois chiches) ¹	»	exemptes

¹ La farine de pois chiches suit le régime de la farine de pois ordinaires selon le cas. Les pois chiches conservés par la méthode Chevallier-Appert ou tout autre procédé analogue sont taxés comme « légumes conservés ».

Number in French Customs Tariff	Description of Goods
285	Lac-dye or lac in tablets.
286	Indigo.
288	Paste for pastels, coarse.
289	Catechu in the mass.
290	Arnolto.
292	Dyers' litmus (maurelle).
319 (b)	Tapioca (except native products).
324	Isinglass, etc.
333	Drainpipes.
335	Tobacco pipes of clay.
400	Soles (for shoes) of jute yarn.
403	Tissues of phormium tenax, abaca, and all other vegetable fibres not separately distinguished.
495 (b)	Coin.
ex 521 (d)	Linotype machines.
629	Coral, cut but not mounted.
631	Whale fin.
631 (b)	Imitation whalebone, made of horn.

LIST. C.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
ex 26	Bed feathers :		
	Raw	100 kg.	free
	Prepared and down, raw or prepared	"	85.00
69	Oats :		
	Grain	"	15.00
	Crushed, and grist not containing more than 10% of meal	"	22.50
	Meal	"	25.00
70	Barley :		
	Grain	"	15.00
	Crushed, and grist not containing more than 10% of meal	"	22.50
	Meal	"	25.00
ex 74	Malt (germinated barley) :		
	Whole	<i>ad valorem</i>	15%
80	Pulse :		
	Beans and horse beans :		
	In clusters or pods	100 kg.	3.00
	In grain	"	7.00
	Decorticated, broken or split	"	20.00
	Chick peas ¹		free

¹ Chick pea flour is dutiable as ordinary pea flour as the case may be. Chick peas preserved by the Chevallier-Appert method or by any other similar process are dutiable as "preserved vegetables".

Numéris du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
80 (suite)	Légumes secs :		
	Haricots :		
	En grains nature ¹	100 kg.	15,00
	En grains triés, calibrés ¹	»	25,00
	Décortiqués, brisés ou cassés	»	30,00
	Lentilles :		
	En grains	»	20,00
	Décortiquées, brisées ou cassées	»	35,00
	Pois :		
	En grains	»	15,00
	Décortiqués, brisés ou cassés	»	30,00
	Autres :		
	En grains	»	10,00
	Décortiqués, brisés ou cassés	»	20,00
ex 115	Pois de brasseur contenant :		
	Jusqu'à 15% de parafine, d'ozokérite, etc.	»	8,00
ex 126 bis	Herbes, fleurs et feuilles médicinales :		
	Fleurs de camomille romaine, de sureau, tilleul, mélisse mondée, mélisse bouquet, mélilot	»	80,00
128 bis	Bois communs équarris ou sciés :		
	Traverses pour voies ferrées, en bois tendre ou dur ayant d'épaisseur :		
	80 millimètres et au-dessus	»	1,90
	Moins de 80 millimètres	»	2,25
	Autres, ayant d'épaisseur :		
	80 millimètres et plus	»	3,25
	De 35 millimètres exclus à 80 millimètres exclus	»	3,50
	De 2 millimètres exclus à 35 millimètres inclus, non compris les feuilles et feuillettes de placage	»	4,50
136 bis	Paille ou laine de bois :		
	Non teinte, ni préparée, ni gommée	»	7,00
	Teinte, préparée chimiquement ou gommée	»	10,00
ex 141	Coton hydrophile :		
	Non imprégné ou pharmaceutique	»	120,00
	Même imprégné ou pharmaceutique	»	125,00
	Ouate de cellulose :		
	Non aseptisée, ni teinte, ni gaufrée ni imperméabilisée	»	140,00
	Aseptisée, teinte, gaufrée ou imperméabilisée	»	150,00
160	Houblon, y compris les déchets de houblon	»	125,00
ex 163	Racines de chicorée :		
	Sèches non torrifiées	»	17,00
168	Pâte de cellulose :		
	Mécaniques :		
	Sèches	»	6,50 ²
	Humides	»	3,25 ²
	Chimiques :		
	Sèches	»	13,00 ²
	Humides	»	6,50 ²

¹ Un arrêté ministériel déterminera les caractéristiques des haricots en grains nature et des haricots triés et calibrés.

² Sous réserve des mesures de contrôle arrêtées par les ministres compétents, les pâtes de bois importées en vue de la fabrication du papier autre que de fantaisie à la mécanique, pesant plus de 35

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
80 (continued)	Pulse :		
	Haricot beans :		
	In grain, in natural state ¹	100 kg.	15.00
	In grain sorted, calibrated ¹	"	25.00
	Decorticated, broken or split	"	30.00
	Lentils :		
	In grain	"	20.00
	Decorticated, broken or split	"	35.00
	Peas :		
	In grain	"	15.00
	Decorticated, broken or split	"	30.00
	Other :		
	In grain	"	10.00
	Decorticated, broken or split	"	20.00
	Brewers' pitch, containing :		
ex 115	Up to 15% of paraffin, ozokerite, etc.	"	8.00
ex 126 (b)	Medicinal herbs, flowers, and leaves :		
	Flowers of Roman camomile, elder, lime-tree, balm- mint, in leaves or bunches, and honey locust.	"	80.00
128 (b)	Common woods squared or sawn :		
	Railway sleepers of soft and hard wood :		
	80 mm. in thickness and above	"	1.90
	Less than 80 mm. in thickness	"	2.25
	Other :		
	80 mm. in thickness and above.	"	3.25
	Less than 80 mm. and more than 35 mm. in thickness 35 mm. or less and more than 2 mm. in thickness, not including veneering sheets, large and small	"	3.50
136 (b)	Straw or wool of wood :		
	Not dyed, prepared, or gummed	"	7.00
	Dyed, chemically prepared, or gummed	"	10.00
ex 141	Absorbent cotton :		
	Not impregnated or pharmaceutical	"	120.00
	Even if impregnated or pharmaceutical	"	125.00
	Cellulose wadding :		
	Not made aseptic, neither dyed, goffered, nor rendered waterproof	"	140.00
	Made aseptic, dyed, goffered, or rendered waterproof. Hops, including waste thereof	"	150.00
160	Chicory roots :		
ex 163	Dry, not roasted	"	17.00
168	Cellulose pulp :		
	Treated by mechanical pressure :		
	Dry	"	6.50 ²
	Moist	"	3.25 ²
	Chemical		
	Dry	"	13.00 ²
	Moist	"	6.50 ²

¹ A ministerial decree shall determine the characteristics of haricot beans in grain, in natural state, and of haricot beans sorted and calibrated.

² Subject to measures of supervision drawn up by the competent Ministers, wood pulp imported with a view to the manufacture by mechanical pressure of paper other than fancy paper, weighing more than

Numéros du tarif français	Designation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
172 <i>ter</i>	Bière	100 kg. brut	64,00 ¹
174 <i>quater</i>	Eaux minérales	100 kg.	15,00
176 <i>ter</i>	Monuments funéraires et parties de ces monuments en granit (porphyroïde ou autre, non compris l'écaussime) :		
	A. Non polis ni adoucis :		
	a) Sciés ou taillés à surface plane d'une épaisseur de :		
	0 m. 20 ou plus	»	20,00
	0 m. 04 à 0 m. 20 exclus.	»	25,00
	Moins de 0 m. 04	»	30,00
	b) Moulurés, tournés	»	70,00
	c) Sculptés	»	140,00
	B. Polis ou bien adoucis (c'est-à-dire polis mats) :		
	a) Unis, c'est-à-dire non moulurés, ni tournés, ni sculptés ayant d'épaisseur :		
	Jusqu'à 0 m. 06	»	100,00
	Plus de 0 m. 06	»	60,00
	b) Moulurés, tournés	»	150,00
	c) Sculptés	»	300,00
ex 178 <i>bis</i>	Abrasifs :		
	Artificiels, purs ou mélangés d'abrasifs naturels ou d'autres matières :		
	Carborandum ou carborandum (carbure de silicium) broyé ou en grains	»	70,00
ex 178 <i>quater</i>	Meules à aiguiser ou à polir et autres agglomérés en abrasifs, même avec frettes métalliques :		
B	En abrasifs artificiels purs ou mélangés d'abrasifs naturels ou d'autres matières, pesant par unité :		
	500 grammes et moins	»	220,00
	De 500 grammes à 10 kg.	»	190,00
	10 kg. et plus	»	170,00
ex 194	Cire minérale ou ozokérite :		
	Raffinée	»	254,00
207 <i>ter</i>	Acier fin pour outils	»	75,00
207 <i>quater</i>	Aciers spéciaux contenant ² :		
	Au moins 0,5 % de nickel, sauf les tôles.	»	75,00
	De 0,5 % à 6 % de chrome	»	75,00
	De 0,5 % à 6 % de tungstène	»	75,00
	De 0,2 % à 2 % de molybdène.	»	75,00
	De 0,1 % à 0,5 % de vanadium	»	75,00
	De 0 % à 0,5 % de titane	»	75,00

grammes par mètre carré et du papier dit de fantaisie couché en blanc, destinés à l'impression des journaux et des publications périodiques ainsi qu'à l'édition, restent admissibles aux droits ci-après :

Pâtes mécaniques sèches	100 kg.	1,50
» » humides	100 »	0,75
Pâtes chimiques sèches	100 »	3,—
» » humides	100 »	1,50

¹ Y compris la taxe de fabrication.

² Ne sont soumis au régime du N° 207 *quater* que les aciers spéciaux ne contenant qu'un ou deux au plus des éléments ci-dessus, pourvu que, dans ce dernier cas, la teneur de chacun de ces deux éléments ne soit pas supérieure aux limites indiquées pour chacun d'eux.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
172 (c)	Beer	100 kg. gross	64.00 ¹
174 (d)	Mineral waters	100 kg.	15.00
176 (c)	Sepulchral monuments and parts of these monuments, in porphyroid or other granite, not including <i>ecaussine</i> :		
	A. Not polished or smoothed :		
	(a) Cut or sawn with a flat surface, having a thickness of :		
	0 m. 20 or more	”	20.00
	0 m. 04 up to 0 m. 20 exclusive	”	25.00
	Less than 0 m. 04	”	30.00
	(b) Moulded, turned	”	70.00
	(c) Sculpted	”	140.00
	B. Polished or smoothed :		
	(a) Simple, that is to say, without mouldings and not turned or sculpted, with a thickness of :		
	0.06 m. or less	”	100.00
	More than 0.06 m.	”	60.00
	(b) With mouldings and turned	”	150.00
	(c) Sculpted	”	300.00
ex 178 (b)	Abrasives :		
	Artificial, pure or mixed with natural abrasives or other materials :		
	Carborundum or carborandum (silicon carbide), ground or in grams	”	70.00
ex 178 (d)	Grindstone and polishing stones and other made-up abrasives, even with metallic hoops :		
B.	Of artificial abrasives, pure or mixed with natural abrasives or other materials, weighing each :		
	500 gr. or less	”	220.00
	From 500 gr. to 10 kg.	”	190.00
	10 kg. or more	”	170.00
ex 194	Mineral wax or ozokerite :		
	Refined	”	254.00
207 (c)	Fine steel for tools	”	75.00
207 (d)	Special steel containing at least ² :		
	0.5% of nickel	”	75.00
	0.5% to 6% of chromium	”	75.00
	0.5% to 6% of tungsten	”	75.00
	0.2% to 2% of molybdenum	”	75.00
	0.1% to 0.5% of vanadium	”	75.00
	0.1% to 0.5% of titanium	”	75.00

35 gr. per square metre, and of fancy paper coated in white, intended for the printing of newspapers and periodicals, shall be subject to the following duty .

Mechanical pulps, dry	100 kg.	1 50
Mechanical pulps, moist	”	0.75
Chemical pulps, dry	”	3.—
Chemical pulps, moist	”	1.50

¹ Including the manufacturing tax.

² No 207 (d) only includes special steel containing not more than one or two of the above elements provided that in the latter case the content of each of these two elements does not exceed the limits indicated for each of them

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
207 <i>quinquiès</i>	Aciers spéciaux contenant : Plus de 6% de chrome Plus de 6% de tungstène Plus de 2% de molybdène Plus de 0,5% de vanadium Plus de 0,5% de titane ou tous autres éléments rares	100 kg. » » » »	300,00 300,00 300,00 300,00 300,00
ex 221	Bronze en poudre	»	500,00
0135	Magnésie : Naturelle calcinée Calcinée pure	» Valeur	exempte 5%
0144	Chlorures et oxydes de mercure	»	5%
0157	Carbonate de potasse	100 kg.	28,00
0175	Oxyde de zinc	»	60,00
0194	Alcool méthylique (méthylène) brut	»	60,00
0195	Alcool méthylique (méthylène) rectifié	»	120,00
0195 bis	Alcool méthylique (méthylène) pur à moins de 1% d'acé- tone	»	140,00
0200	Acétone	»	100,00
0202	Solvants à base d'acétone et d'acétate de méthyle	»	90,00
ex 301	Crayons, mines pour crayons et pastels : Composés, c'est-à-dire à gaine :		
	A gaine en tout autre bois que le bois blanc non teinté intérieurement, en simili-bois, en papier, etc. et avec mine de graphite ou d'ardoise, de forme ronde, c'est-à-dire à section circulaire :		
	Vernis	Le kg.	11,25
	Les mêmes qu'au paragraphe précédent, mais de forme autre que ronde, c'est-à-dire carrés, hexagonaux, triangulaires, aplatis ou à toute autre section non circulaire, qu'ils soient ou non vernis	»	12,00
	Avec mine de couleur, sanguine, indigo, vermillon, etc. et à gaine en bois blanc ou autre, en simili-bois, en papier, etc. :		
	Ronds ou à section circulaire :		
	Non vernis	»	10,50
	Vernis	»	11,50
	De toute autre forme ou section	»	14,00
	Avec mine à copier et crayons avec mine à base de graisse, cire, beurre de cacao, blanc de calcium, etc. et de noir de fumée ou d'une autre matière colorante, crayons vitrographiques, céramographiques, dermo- graphiques, etc., pour écrire sur le verre, le métal, la porcelaine, la peau, etc., quelles qu'en soient la gaine et la forme	»	18,00
	Crayons pour carnets ou portefeuilles ne dépassant pas 6 millimètres $\frac{1}{2}$ de diamètre pour les crayons ronds ou 19 millimètres de pourtour pour les autres formes :		
	Sans tête	»	12,50
	Avec tête ou gaine en os, métal, celluloïd, caséine douce ou toute autre matière	»	20,00

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
207(c)	Special steel containing : More than 6% of chromium " " 6% of tungsten " " 2% of molybdenum " " 0.5% of vanadium " " 0.5% of titanium or all other rare elements	100 kg. " " " "	300.00 300.00 300.00 300.00 300.00
ex 221	Bronze powder	"	500.00
0135	Magnesium : Natural, calcined Pure, calcined	" <i>ad valorem</i>	free 5%
0144	Chlorides and oxides of mercury	"	5%
0157	Carbonate of potash	100 kg.	28.00
0175	Zinc oxide	"	60.00
0194	Methylic alcohol (methylene), crude	"	60.00
0195	Methylic alcohol (methylene), rectified	"	120.00
0195 (b)	Methylic alcohol (methylene) pure, containing less than 1% of acetone	"	140.00
0200	Acetone	"	100.00
0202	Solvents with a base of acetone and methyl acetate	"	90.00
ex 301	Pencils, leads for pencils and pastels : Composite, viz. : in sheath or casing : With casing of any other wood than white wood not dyed through, of wood substitutes, paper, etc. and with graphite or slate filling, rounded shape, <i>i. e.</i> with circular section : Varnished The same as in the preceding paragraph, other than rounded shape <i>i. e.</i> square, hexagonal, triangular, flat, or with any other but circular section, whether varnished or not With coloured filling (sanguine, indigo, vermilion, etc.) cased in white or other wood, wood substitutes, paper, etc. : Round or with circular section : Unvarnished Varnished Of all other shapes or sections Varnished or unvarnished Copying leads and pencils with filling with base of grease, wax, cocoabutter, chalk, etc. and lamp black or of other colouring matter (vitrographic, ceramographic, dermographic, etc. pencils) for writing on glass, metal, porcelain, skin, etc. irrespective of casing or shape Pencils for note-books or pocket-books with diameter of not more than 6½ mm. for round pencils and with contour of not more than 19 mm. for other shapes : Without tip With tip or ornamentation of bone, metal, celluloid, hardened caseine or any other material	per kg. " " " " " " " " " " " "	11.25 12.00 10.50 11.50 14.00 18.00 12.50 20.00

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
ex 301 (suite)	Crayons, mines pour crayons et pastels : Mines pour crayons, mines à écrire ou à dessiner sur toutes matières, mines lithographiques, pastels, sanguines en bâtons, craies de couleur sèches autres que celles prévues ci-dessus, craies colorées et combinées avec des matières grasses et autres articles analogues, ayant de diamètre :	Le kg.	60,00
	Jusqu'à 3 millimètres $\frac{1}{2}$	»	45,00
	Plus de 3 millimètres $\frac{1}{2}$ jusqu'à 7 millimètres . . .	»	32,00
308quater	Couleurs céramiques ; compositions vitrifiables et émaux autres que ceux constitués par un oxyde ou sel métallique dénommé	Valeur	15 %
317	Chicorée brûlée ou moulue et succédanés de chicorée torréfiés en grains ou moulus	100 kg.	34,10
318	Amidons non parfumés :		
	De froment, d'épeautre ou méteil	»	180,00
	D'autres grains	»	150,00
ex 331	Poteries réfractaires en terre commune :		
	Creusets, cornues, cazettes, mouffles	»	9,00
	Autres pièces évidées ou creuses autres que les briques.	»	8,00
341	Autres en pâtes fines avec ou sans décoration, reliefs ou émail	»	Droits et coefficients des faïences fines selon l'espèce
341 bis	Faïences sanitaires ou grès sanitaires (ex 340, ex 341, ex 345, ex 346) :		
	En terre commune ou en terre fine :		
	a) Blanc, y compris les nuances crème et ivoire	»	56,00
	b) Décorées	»	110,00
ex 342	Carreaux et pavés céramiques cuits en grès :		
	Unicolores, sans ornementation	»	18,00
	Multicolores, décorés ou perforés	»	26,00
345	Faïences fines et majoliques :		
	Poteries à pâte fine :		
	Non décorées :		
	En biscuit	»	42,00
	Couvertes d'un vernis de couleur uniforme	»	54,00
346	Décorées :		
	En biscuit	»	72,00
	Vernis	»	96,00
346 bis	Pièces en faïence pour le service de la table ou de la toilette, l'ameublement, l'ornementation des habitations et articles de bureau (vases, jardinières, coupes, porte-bouquets, etc.) comportant des parties en métal commun nickelé, lorsque la proportion du métal n'excède pas 10% du poids total (ex 343 à 346)	Valeur	18 %
347 A	Porcelaine décorée :		
	Blanche	100 kg.	100,00
	Décorée	»	300,00
	Décorée et d'épaisseur renforcée	»	250,00
	Porcelaine de laboratoire	Valeur	20 %
	Statuettes de fabrication récente	»	20 %
	Parian et biscuit	»	18 %

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
ex 301 (continued)	Pencils, leads for pencils and pastels : Leads for pencils, leads for writing or drawing on materials of any kind, lithographic leads, pastels, sanguines in sticks, dry coloured crayons (chalks) other than those mentioned above, coloured chalks combined with fatty materials and other analogous articles, having a diameter of :		
	Up to 3 ½ mm.	per kg.	60.00
	More than 3 ½ mm. up to 7 mm.	»	45.00
	More than 7 mm.	»	32.00
308 (d)	Germanic colours ; preparations for colouring glass or enamel other than those consisting of an oxide or metallic salt specially provided for	<i>ad valorem</i>	15%
317	Chicory, roast or ground and chicory substitutes scorched, in grains or ground	100 kg.	34.10
318	Starch not perfumed :		
	Of wheat, spelt or meslin	»	180.00
	Of other grains	»	150.00
ex 331	Fire-proof pottery of common clay :		
	Crucibles, retorts, saggars, muffle-mills	»	9.00
	Other hollow ware than bricks	»	8.00
341	Other stoneware, of fine paste, with or without decoration, reliefs or enamel	»	Duty and coefficient as fine faience according to kind.
341 (b)	Sanitary faience or stoneware (ex. 340, ex. 341, ex. 345, ex. 346) :		
	Of common or fine clay :		
	(a) White (including cream or ivory-coloured)	»	56.00
	(b) Decorated	»	110.00
ex 342	Ceramic paving tiles and blocks of baked stoneware :		
	Of one colour, without ornamentation	»	18.00
	Of many colours, decorated or perforated	»	26.00
345	Fine faience and majolica :		
	Pottery of fine paste :		
	Not decorated :		
	Biscuit china	»	42.00
	Covered with a glaze of one uniform colour	»	54.00
346	Decorated :		
	Biscuit china	»	72.00
	Varnished	»	96.00
346 (b)	Articles of faience for table or toilet use or for the furnishing and decoration of dwellings and for office articles (vases, jardinières, bowls, flower-stands, etc.) containing parts of a base metal, nickelled, whenever the proportion of the metal does not exceed 15% of the total weight (ex. 343 to 346)	<i>ad valorem</i>	18%
347 A	Decorated porcelain :		
	White	100 kg.	100.00
	Decorated	»	300.00
	Decorated and of extra thickness	»	250.00
	Laboratory porcelain	<i>ad valorem</i>	20%
	Statuettes of recent manufacture	»	20%
	Parian and biscuit	»	18%

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
347 B	Porcelaine décorée : Services à thé et à café ^{1, 2} : a) Avec filet simple unicolore autre que doré b) Avec filet simple doré ou double filet couleur et or c) Avec tous autres dessins	100 kg. " "	260,00 280,00 300,00
347 bis A	Pièces pour l'électricité, en faïence, porcelaine, grès blanc ou de couleur, poterie, verre, cristal, etc. : Saus partie de métal ni d'autres matières : Isolateurs à cloche : 1 ^o De 90 millimètres de diamètre et au-dessous 2 ^o De 90 à 200 millimètres 3 ^o De 200 millimètres et au-dessus Autres qu'à cloche, pesant : 1 ^o Au-dessus de 10 grammes 2 ^o 10 grammes et moins	" " " " " "	75,00 140,00 180,00 210,00 300,00
ex 347 bis B	Avec parties ou garnitures : En fonte moulée ou malléable, fer, acier, tôle de fer ou d'acier, en cuivre, plomb, étains ou zinc purs ou alliés	"	Droits du N ^o 347 bis A majorés de 65%.
347 quater	Pièces en porcelaine pour le service de la table ou de la toilette, l'ameublement, l'ornementation des habitations et articles de bureau (vases, jardinières, coupes, porte-bouquets, etc.) comportant des parties en métal commun nickelé, lorsque la proportion du métal n'exécède pas 17 % du poids total (ex 347) .	Valeur	18 %
ex 348	Glaces : Glaces polies ou doucies en blanc, mesurant moins de 10 millimètres d'épaisseur et un demi-mètre carré et plus de superficie : A. Carrées ou rectangulaires, à bords bruts de coupe, ayant de superficie : Un demi-mètre carré à 1 mètre carré Plus de 1 mètre carré à 2 mètres carrés Plus de 2 mètres carrés B. Carrées ou rectangulaires à bords travaillés découpés autrement qu'en carrés ou rectangles, chanfreinées, biseautées, gravées ou dépolies, émaillées ou décorées	Mètre carré " " "	14,00 16,00 19,00 Droits ci-dessus majorés de 20 %.

¹ On entend par service à thé ou à café .

a) Soit un ensemble de 15 pièces (12 tasses avec soucoupes, 1 théière ou cafetière d'une capacité de 12 tasses, 1 sucrier, 1 crémier)

b) Soit un ensemble de 9 pièces (6 tasses avec soucoupes, 1 théière ou cafetière d'une capacité de 6 tasses, 1 sucrier, 1 crémier).

² Pour faciliter le dédouanement, les services d'une des trois catégories prévues ci-dessus devront, pour l'acquiescement des droits, faire l'objet, dans la mesure du possible, d'envois séparés.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
347 B	Decorated porcelain : Tea and coffee services : ^{1 2} (a) With a simple thread of one colour, except gilt. (b) With a simple gilt thread or thread made up of a colour and of gold (c) With any other designs	100 kg. ” ”	260.00 280.00 300.00
347 (b)A	Articles for electricity, of faience, porcelain, white or coloured stoneware, earthenware, glass, crystal, etc. : Without parts of metal or other material : Insulators, bell-shaped : (1) Of 90 mm. diameter or less (2) Above 90 mm. and up to 200 mm (3) 200 mm. and over Other than bell-shaped, weighing : (1) More than 10 gr. (2) 10 gr. or less	” ” ” ” ” ”	75.00 140.00 180.00 210.00 300.00
ex 347 (b)B	With parts or mountings : Of moulded or malleable cast iron, wrought iron, steel, sheet iron or steel, copper lead, tin or zinc, pure or alloyed	”	Dutiable under No. 347 (b) A with a surtax of 65%.
347 (d)	Articles of porcelain for table or toilet use, for furnishing or for ornamenting dwellings, and office articles (vases, jardinières, bowls, flower-stands, etc.) con- taining parts of a base metal nickelled, when the proportion of the metal does not exceed 17% of the total weight (ex 347)	<i>ad valorem</i>	18%
ex 348	Plate glass : Polished and smooth, transparent, less than 10 mm. thick and half a square metre or more in area : A. Square or rectangular, having rough-cut edges with area of : ½ sq. m. — 1 sq. m. More than 1 sq. m. and up to 2 sq. m. ” ” 2 sq. m. B. Square or rectangular with worked edges, cut otherwise than in squares or rectangles, chamfered, bevelled, engraved or roughed, enamelled or decorated	per sq. m. ” ” ”	14.00 16.00 19.00 Duties as above increased by 20%.

¹ Tea service or coffee service includes :

(a) Either 15 pieces (12 cups with saucers, one tea-pot or coffee-pot holding 12 cups, one sugar basin, one cream jug).

(b) Or 9 pieces (6 cups, with saucers, one tea-pot or coffee-pot holding 6 cups, one sugar basin, one cream jug).

² In order to facilitate Customs clearance, the services belonging to one of the three categories mentioned above must for the purposes of Customs duty be consigned, as far as possible, separately.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
348 <i>quinquiès</i>	Plaques ou morceaux de glaces ou dalles polies, de glaces ou dalles opaques ou de couleur, mesurant moins d'un demi-mètre carré de superficie : Carrés ou rectangulaires, à bords bruts de coupe.	100 kg.	50,00
ex 350	Autres y compris les plaques de propreté et les plaques pour cadres ou autres, chanfreinées, biseautées, gravées ou décorées de toutes dimensions	»	150,00
	Gobeletterie de verre ou de cristal :		
	A. Articles pour l'éclairage autres que lampes, lustres, pièces de lustrerie, appliques, etc. :		
	Verres ou cheminées d'éclairage :		
	Percés de trous ou d'encoches sur le corps de la pièce	Valeur	200,00
	Autres	»	120,00
	Réflecteurs, abat-jour, globes, tulipes, garde-brise ou verrines :		
	1 ^o Blancs ou teintés dans la masse et unicolores :		
	a) Même rodés, flettés sur les bords ou percés, unis ou avec reliefs ou ornements, obtenus par un seul moulage	»	90,00
	b) Les mêmes avec bords rebrûlés	»	130,00
	c) Même dégradés, façonnés à la main ou par un second moulage, après moulage du corps de l'objet ¹	»	230,00
	2 ^o Autres (avec surface flettée ou avec parties taillées, gravées ou dépolies, multicolores, doublés par superposition de verres de nuances différentes, décorés ou revêtus d'incrustations, d'applications, garnis ou montés en métal non précieux, etc.)	»	20 %
ex 351	Verres à vitres :		
	Ordinaires :		
	Pour les verres dont la superficie ne dépasse pas 0 m ² 50	100 kg.	60,00
	Pour ceux dont la superficie excède 0 m ² 50	»	70,00
	Verres à vitres étirés d'une épaisseur de :		
	3 millimètres et demi et moins	»	Droit des verres à vitres.
	Plus de 3 millimètres et demi	»	Droit des verres à vitres ordinaires majoré de 30 %.
352	Verres de montres :		
	Bruts, y compris les verres de fausses montres	100 kg.	120,00
ex 357	Verres d'optique, bruts :		
	Verres d'optique ordinaire en moulages tels que condenseurs, verres lenticulaires sur une ou deux faces pour lanternes, phares de voitures, lampes électriques de poche de forme ronde, ovale, rectangulaire, etc. : miroirs Mangin et sphériques, oculaires, viseurs, rétroviseurs	Valeur	18 %

¹ Ne sont pas considérés comme « façonnés » les objets de l'espèce non dégradés, unis, à bords circulaires sans festons, ni ondulations, ni découpages, simplement ouverts à la main.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
348 (c)	Slabs or pieces of polished plate glass or tiles of opaque or coloured plate glass or tiles less than ½ sq. m. in area :	100 kg.	50.00
	Square or rectangular, with rough-cut edges. Others, including finger-plates and slabs for frames or other purposes, chamfered, bevelled, engraved or decorated, of all sizes	»	150.00
ex 350	Hollow glass of glass and crystal :		
	A. Articles for lighting purposes, other than lamps, chandeliers, parts thereof, brackets, etc. :		
	Glasses or chimneys for lighting purposes :		
	Perforated with holes or notches on the body of the article	<i>ad valorem</i>	200.00
	Others.	»	120.00
	Reflectors, shades, globes, tulips, draught-protectors or bulbs :		
	(1) White or tinted in the mass and of one colour :		
	(a) Even smoothed or emery-ground on the edges or pierced, plain or with reliefs or ornamentation obtained by a single moulding	»	90.00
	(b) The same with edges burnt again.	»	130.00
	(c) Even dulled, figured by hand or by a second moulding after moulding of the body of the object ¹	»	230.00
	(2) Others (with surface emery-ground or partially cut, engraved or dulled, multi-coloured, flashed with glass of other colours, decorated or with incrustations or applications, ornamented or set with non-precious metals, etc.).	»	20%
ex 351	Window glass :		
	Ordinary :		
	For panes the area of which does not exceed 50 sq. cm.	100 kg.	60.00
	For panes the area of which exceeds 50 sq. cm.	»	70.00
	Framed window glass, having a thickness of :		
	3 ½ mm. or less	»	Dutiable as window-glass. Dutiable as ordinary window-glass plus 30%.
	More than 3 ½ mm.	»	
352	Watch glasses :		
	Rough, including glasses for toy watches	100 kg.	120.00
ex 357	Optical glasses, unworked :		
	Ordinary optical glasses in shaped mouldings such as condensers, lens-glasses shaped on one or two faces for lanterns, carriage-lamps, electric pocket-torches, round, oval, rectangular, etc. ; Mangin mirrors, and spherical glasses, eyepieces, view-finders, reflex view-finders	<i>ad valorem</i>	18%

¹ Articles of this kind not dulled, of one colour, with circular edges without festoons, waves, not cut out, shall not be regarded as "figured".

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
ex 359	Bouteilles, fioles et flacons ordinaires, pleins ou vides, d'une capacité de : ½ litre et plus	100 kg.	23,80
359 quinquies	1 décilitre ½ à ½ litre exclus	»	38,00
	Bouteilles à bague percée	»	Tarif des bou- teilles, selon l'espèce, majo- ré de 5 francs par 100 kg. 190,00
361quater 367 B	Tubes en verre, simplement coupés	»	Droits des fils polis, ficelles et cordages en chanvre, selon l'espèce, dimi- nués de 20 %.
	Fils polis, ficelles, cordages en papier, cellulose ou textilose	.....
ex 382	Tissus de lin pur : Unis ou ouvrés, pesant aux 100 mètres carrés et présen- tant en chaîne et en trame dans un carré de 5 milli- mètres de côté, après division du total par 2 ^{1, 2} : Écrus :		
	40 kg. et plus :		
	6 fils et au-dessous	Le kg.	1,60
	7 et 8 fils	»	2,25
	9 et 10 fils	»	3,00
	11 et 12 fils	»	3,50
	Plus de 12 fils	»	4,50
	25 kg. inclusivement à 40 kg. exclusivement :		
	6 fils et au-dessous	»	3,00
	7 et 8 fils	»	4,25
	9 et 10 fils	»	5,20
	11 et 12 fils	»	6,50
	13 et 14 fils	»	8,00
	15, 16 et 17 fils	»	9,00
	18, 19 et 20 fils	»	13,00
	21, 22 et 23 fils	»	15,00
	Plus de 23 fils	»	17,50
	15 kg. inclusivement à 25 kg. exclusivement :		
	7 et 8 fils et au-dessous	»	4,50
	9 et 10 fils	»	5,25
	11 et 12 fils	»	6,50
	13 et 14 fils	»	8,00
	15, 16 et 17 fils	»	9,00
	18, 19 et 20 fils	»	14,00
	21, 22 et 23 fils	»	20,00
	Plus de 23 fils	»	25,00

¹ Dans le compte des fils de chaîne et de trame, les fractions de fil sont négligées ; la somme des deux nombres est divisée par 2, si le quotient de la division est fractionnaire, la fraction de fil est comptée comme fil entier, sauf pour les catégories au-dessus de 20 fils. Les fils retors, ainsi que les fils juxtaposés ou assemblés, sont comptés pour autant d'unités qu'ils contiennent de fils simples, à moins de dispositions spéciales contraires.

² Les tissus comportant un encadrement tissé en fil retors, en gros fil ou en fils simples plus serrés que ceux du tissu de fond, acquittent les droits des tissus, selon la catégorie, augmentés de 5 %.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
ex 359	Bottles, phials and flasks, common, full or empty, of a capacity of :		
	Half a litre or more	100 kg.	23.80
	One and a half decilitres to half a litre exclusive . . .	»	38.00
359 (e)	Bottles with perforated ring	»	Dutiable as bottles, according to kind, plus 5 fr. per 100 kg.
361 (d)	Glass tubes simply cut	»	190.00
367 B	Cords and braids, plaited, of paper, cellulose or textilose	.....	Same duty as on cords and braids of hemp, according to kind, less 20%.
ex 382	Tissues of pure linen :		
	Plain or figured, containing in warp and woof in the square of 5 mm. side, after dividing the aggregate by ² ¹ ² :		
	Unbleached :		
	Weighing 40 kg. and more per 100 sq. metres :		
	6 threads or less	kg.	1.60
	7 and 8 threads	»	2.25
	9 and 10 "	»	3.00
	11 and 12 "	»	3.50
	More than 12 threads	»	4.50
	25 kg. inclusive to 40 kg. exclusive per 100 sq. metres :		
	6 threads or less	»	3.00
	7 or 8 threads	»	4.25
	9 or 10 "	»	5.20
	11 or 12 "	»	6.50
	13 or 14 "	»	8.—
	15, 16 or 17 threads	»	9.—
	18, 19 or 20 "	»	13.00
	21, 22 or 23 "	»	15.00
	More than 23 threads	»	17.50
	15 kg. inclusive to 25 kg. exclusive per 100 sq. metres :		
	7 or 8 threads and less	»	4.50
	9 or 10 "	»	5.25
	11 and 12 "	»	6.50
	13 or 14 "	»	8.00
	15, 16 or 17 threads	»	9.00
	18, 19 or 20 "	»	14.00
	21, 22 or 23 "	»	20.00
	More than 23 threads	»	25.00

¹ In counting the threads, both of the warp and woof, fractions of threads are ignored ; the aggregate is divided by 2 ; if the quotient be fractional, the fraction shall be considered as a whole thread except for categories above 20 threads. Twisted threads and parallel or group threads are counted as the number of single threads they contain, unless the contrary is specially indicated.

² Tissues with a border of twisted threads, thicker threads or single threads more closely woven than those of the main tissue pay the duties on the tissues, according to class, increased by 5 %.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
ex 382 (<i>suite</i>)	Tissus de lin pur : Unis ou ouvrés, etc. Ecrus : 10 kg. inclusivement à 15 kg. exclusivement : 14 fils et au-dessous 15 et 16 fils 17 et 18 fils 19 et 20 fils 21 et 22 fils 23 fils et au-dessus 7 kg. inclusivement à 10 kg. exclusivement : 14 fils et au-dessous 15 et 16 fils 17 et 18 fils 19 et 20 fils 21 et 22 fils 23 fils et au-dessus Au-dessous de 7 kg. : 14 fils et au-dessous 15 et 16 fils 17 et 18 fils 19 et 20 fils 21 et 22 fils 23 fils et au-dessus	Le kg. » » » » » » » » » » » » » » » » » » »	18,00 20,00 25,00 30,00 40,00 45,00 25,00 30,00 40,00 45,00 60,00 70,00 30,00 35,00 40,00 50,00 65,00 75,00
ex 382 bis	Toiles spéciales à fromages, en lin ou chanvre, unies, écruées encollées ou non, mesurant au plus 2 m. 50 sur 1 m. 50 ou carrées de 2 mètres de côté, présentant au fond du tissu 6 fils au plus en chaîne et en trame, dans un carré de 5 millimètres de côté après division du total par 2, suivant types déposés dans les bureaux d'importation	»	1,00
ex 383	Tissus de lin pur, unis ou ouvrés, blanchis, crévés, lavés, lessivés ou apprêtés . . . . .	.....	Droits des tissus écrus des catégories correspondantes-majorées de 40 %.
ex 384	Les mêmes, imprimés, teints, brochés ou ouvragés . . . . .	.....	Droits des tissus unis ou ouvrés, blanchis, crévés, etc., majorés de 15 %.
404	Tissus de coton pur : Unis, croisés et coutils, écrués, présentant en chaîne et en trame, dans un carré de 5 millimètres de côté, ceux pesant par 100 mètres carrés : 13 kg. et plus : 27 fils et moins 28 à 35 fils 36 à 43 fils 44 fils et plus	Le kg. » » »	4,00 5,00 6,00 7,50

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
407	<p>Tissus de coton de toutes sortes, imprimés :</p> <p>Mouchoirs, foulards, cache-nez, fichus, châles de coton, unis ou croisés, même moirés, frappé ou gaufrés, en pièces ou découpés, même avec franges tissées ou nouées, même avec ourlet simple, imprimées, pour les impressions :</p> <p>De une et deux couleurs</p> <p>De trois couleurs</p> <p>De quatre à six couleurs</p> <p>De sept couleurs et plus</p> <p>Autres, pour les impressions :</p> <p>De une et deux couleurs</p> <p>De trois à six couleurs</p> <p>De sept couleurs et plus</p>		<p>Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 20 francs par 100 mètres carrés.</p> <p>Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 22 fr. 50 par 100 mètres carrés.</p> <p>Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 35 francs par 100 mètres carrés.</p> <p>Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 55 francs par 100 mètres carrés.</p> <p>Droits des tissus, écrus, selon l'espèce, augmentés de 26 francs par 100 mètres carrés.</p> <p>Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 38 francs par 100 mètres carrés.</p> <p>Droits des tissus écrus, selon l'espèce, augmentés de 60 francs par 100 mètres carrés.</p>

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
407	<p>Tissues of cotton of all sorts, printed :</p> <p>Kerchiefs, foulards, mufflers, fichus, shawls of pure cotton, plain even moirés, dry-stamped or gossed, in the piece or cut out, with or without woven or knotted fringes, with or without a simple hem, for the printing :</p> <p>Of one or two colours</p> <p>Of 3 colours</p> <p>Of 4 to 6 colours</p> <p>Of 7 or more colours</p> <p>Others, for the printing :</p> <p>Of 1 or 2 colours</p> <p>Of 3 to 6 colours</p> <p>Of 7 colours or more</p>		<p>Same duty as on unbleached tissues, according to kind, increased by 20 fr. per 100 sq. metres.</p> <p>Duties on unbleached tissues, according to kind, increased by 22 fr. 50 per 100 sq. metr.</p> <p>Duties on unbleached tissues, according to kind, increased by 35 fr. per 100 sq. metres.</p> <p>Duties on unbleached tissues, according to kind, increased by 55 fr. per 100 sq. metres.</p> <p>Duties on unbleached tissues, according to kind, increased by 26 fr. per 100 sq. metres.</p> <p>Duties on unbleached tissues, according to kind, increased by 38 fr. per 100 sq. metres.</p> <p>Duties on unbleached tissues, according to kind, increased by 60 fr. per 100 sq. metres.</p>

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
408	Tissus de coton pur : Percaline enduite pour relieure, cartonnage, etc. : Sans gaufrage Gaufrée Dite toile à calquer ou transparente	Le kg. » »	12,50 14,00 12,00
408 bis	Tissus recouverts d'un enduit, etc.	»	11,00
411	Tissus de toutes sortes en coton pur ou mélangé, fabriqués en tout ou partie : Avec des fils blanchis. . . . .	.....	Droits des tis- sus écrus, se- lon l'espèce, majorés de 50%, plus le droit afférent au blanchi- ment et, le cas échéant, au mercerisage ou gaufrage et à l'impres- sion.
	Avec des fils teints. . . . .	.....	Droits des tis- sus écrus, se- lon l'espèce, majorés de 50 %, plus le droit afférent à la teinture et, le cas échéant, au mercerisage ou gaufrage et à l'impres- sion.
	Avec des fils glacés ou mercerisés (écrus, blanchis ou teints) . . . . .	.....	Droits des tis- sus écrus, se- lon l'espèce, majorés de 50 %, plus, s'il y a lieu, le droit afférent au blanchi- ment, à la teinture ou à l'impression, avec applica- tion dans tous les cas du droit de gla- çage ou mer- cerisage en fils.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
408	Tissues of pure cotton : Glazed percaline, for bookbinding, cartons, etc. : Not stamped Stamped Coloured tracings or transparent cloth	kg. » »	12.50 14.00 12.00
408 (b)	Tissues coated with a composition, etc.	»	11.00
411	Tissues of all sorts, of pure or mixed cotton, manufactured wholly in part : With bleached threads With dyed threads With threads glazed or mercerised (unbleached, bleached or dyed) . . . . .	. . . . . . . . . . . . . . .	Duties on cotton tissues unbleached according to kind, increased by 50%, plus the duty leviable for bleaching and the duties for mercerising, goffering and printing. Duties on unbleached cotton tissues, according to kind, increased by 50% plus the duty leviable for dyeing and the duties for mercerising, goffering and printing. Duties on unbleached cotton tissues, according to kind, increased by 50% plus the duty leviable for bleaching, dyeing or printing and in every case the duties on the glazing and mercerising of threads.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
412	Tissus de coton pur, brillantés ou façonnés, écrus . . . . .	.....	Droits des tissus de coton uni, écrus, majorés de 30 %.
412 bis	Tissus bouclés, genre serviettes éponges ou autres tissus avec armures, nids d'abeille, œils de perdrix et similaires	.....	Droits des tissus de coton brillantés, façonnés selon l'espèce et la classe, majorés de 20 %.
	Les mêmes, tissés à la Jacquard . . . . .	.....	Droits ci-dessus, majorés de 30 %.
413, 406 bis et 411	Piqués, couvertures et couvre-pieds en piqué et reps, pesant aux 100 mètres carrés :		
	Plus de 18 kg., écrus	Le kg.	11,05
	18 kg. et moins, écrus	»	15,30
414, 406 bis et 411	Basins, damassés et linge de table pesant 14 kg. et plus aux 100 mètres carrés, écrus	»	10,20
	Tissus de coton pur :		
	Tulles-bobinots pour rideaux, couvre-lits, couvre-édredons, voiles de fauteuils, etc. (à l'exclusion des bandes):		
415, 406 bis et 411	A. Ordinaires, c'est-à-dire à chaîne droite et à une seule trame, présentant en chaîne sur une largeur de 25 millimètres (a) :		
	Écrus :		
	Jusqu'à 8 fils inclus	»	10,20
	De 8 à 10 fils inclus	»	14,45
	De 10 à 12 fils inclus	»	18,70
	Au-dessus de 12 fils	»	25,50
416, 406 bis et 411	B. Autres qu'ordinaires (à chaîne jacquardée, à deux ou plusieurs trames) [a] :		
	Écrus :		
	Jusqu'à 8 fils inclus	»	13,26
	De 8 à 10 fils inclus	»	18,79
	De 10 à 12 fils inclus	»	24,31
	Au-dessus de 12 fils	»	33,15
417, 406 bis et 411	C. Articles encadrés (a) :		
	1° Ordinaires :		
	Écrus :		
	Jusqu'à 8 fils inclus	»	11,73
	De 8 à 10 fils inclus	»	16,66
	De 10 à 12 fils inclus	»	21,50
	Au dessus de 12 fils	»	29,32
	2° Autres qu'ordinaires :		
	Écrus :		
	Jusqu'à 8 fils inclus	»	15,21
	De 8 à 10 fils inclus	»	21,59
	De 10 à 12 fils inclus	»	27,96
	Au-dessus de 12 fils	»	38,16

a) Le comptage des fils est effectué dans les parties mates de la chaîne. Chaque fil de chaîne est compté pour une unité sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les fils simples et les fils retors.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
412	Brilliant or figured tissues of pure cotton, unbleached		Duties on simple cotton tissues unbleached, increased by 30%.
412 (b)	Piled tissues, sponge towelling or other tissues with honeycomb, huckaback and similar fancy effects		Duties on brilliant or figured tissues of cotton according to kind and class, increased by 20%
	The same, Jacquard woven		Duties as above increased by 30%.
413, 406 (b) and 411	Piqués, covers and counterpanes, quilted, and reps weighing per 100 square metres :		
	More than 18 kg., unbleached	kg.	11.05
	18 kg. and less, unbleached	»	15.30
414, 406 (b) and 411	Dimity, damask and table linen, weighing 14 kg. and more per 100 square metres, unbleached.	»	10.20
	Tissues of pure cotton :		
	Bobbinet (tulle), for curtains, counterpanes, quilt covers, armchair covers, etc. (with the exception of bands) :		
415, 406 (b) and 411	A. Common, <i>i. e.</i> with straight warp and single woof containing in warp in a width of 25 mm. : ¹		
	Unbleached :		
	Up to 8 threads inclusive	»	10.20
	From 8 to 10 threads inclusive	»	14.45
	From 10 to 12 threads »	»	18.70
	More than 12 threads	»	25.50
416, 406 (b) and 411	B. Other than common, <i>i. e.</i> with Jacquard warp, with two or more woofs ¹ :		
	Unbleached :		
	Up to 8 threads inclusive	kg.	13.26
	From 8 to 10 threads inclusive	»	18.79
	From 10 to 12 threads »	»	24.31
	More than 12 threads	»	33.15
417, 406 (b) and 411	C. Articles, bordered : ¹		
	(1) Common :		
	Unbleached :		
	Up to 8 threads inclusive	»	11.73
	From 8 to 10 threads inclusive	»	16.66
	From 10 to 12 threads »	»	21.50
	More than 12 threads	»	29.32
	(2) Other than common :		
	Unbleached :		
	Up to 8 threads inclusive	»	15.21
	From 8 to 10 threads »	»	21.59
	From 10 to 12 threads »	»	27.96
	More than 12 threads	»	38.16

¹ The threads are counted in the dull part of the warp. Each thread of the warp shall be counted, no distinction being made between single and twisted threads.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
418, 406 bis et 411 419	Tissus de coton pur : Couvertures écrués	Le kg.	3,32
	Bonneterie de coton, y compris la bonneterie dite de fil de Perse ou de fil d'Écosse (en fil de coton retors) et de béraudine :		
	1° Tissus en pièces, pesant au mètre carré :		
	Mailles simples :		
	a) Sans fantaisie :		
	Moins de 100 grammes	»	26,00
	De 100 grammes à 140 grammes	»	19,00
	Plus de 140 grammes	»	12,00
	b) Avec fantaisie à la main ou à la mécanique :		
	Catégorie A . . . . .	.....	Droits des tissus mailles simples, selon la catégorie, majorés de 25 %.
	Catégorie B . . . . .	.....	Droits des tissus mailles simples, selon la catégorie, majorés de 50 %.
	Mailles complexes :		
	a) Tissu simple face . . . . .	.....	Droits des tissus mailles simples, selon la catégorie, majorés de 60 %.
	b) Tissu double face . . . . .	.....	Droits des tissus à simple face, selon l'espèce, majorés de 40 %.
	2° Ganterie :		
	a) Sans fantaisie	Le kg.	80,00
b) Avec fantaisie	»	Droits ci-dessus majorés de 18 %.	
3° Bas et chaussettes	Valeur	20 %	
4° Autres objets en tous genres, y compris les vêtements ou parties de vêtements ajustés ou non :			
a) Sans fantaisie	Le kg.	25,00	
b) Avec fantaisie à la main ou à la mécanique :			
Catégorie A	»	31,25	
Catégorie B	»	37,50	
430 Toiles cirées :			
a) Pour emballage	»	1,80	
431 b) Autres :			
Sur tissu écru, décrué et blanchi	»	4,25	
Sur tissu entièrement ou partiellement teint, imprimé ou bien en fils teints ou chinés	»	5,00	

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)	
ex 433	Tissus de coton mélangé, le coton dominant en poids :			
	Étoffes autres : Crêpe de santé, en coton, mélangé de laine, le coton dominant en poids	Le kg.	5,50	
435	Passenterie mélangée de soie	»	50,00	
	Tissus de laine pure :			
438	Étoffes pour ameublement (autres que celles visées au numéro 438 bis) pesant plus de 400 grammes au mètre carré	»	15,00	
ex 440 à 441	Tissus de laine pour habillement, draperies et autres pesant au mètre carré, lisières comprises, 250 grammes au plus le mètre carré	»	15,00	
		Le mètre carré		
	A. A points noués ou enroulés, de toute origine, y compris les imitations	Jusqu'à 120 rangées . De 121 à 200 rangées . De 201 à 300 rangées . De 301 à 400 rangées . De 401 à 500 rangées .	80,00 100,00 125,00 160,00 260,00	
442	Tapis	B. A la Jacquard, bouclés ou veloutés	»	340,00
		C. Unis ou imprimés	»	8,00
		D. Chenilles et Axminster	»	6,00
		E. Autres	»	4,50
			»	9,50
444	Fez ou bonnets rouges (ex 445)	La pièce	3,50	
451	Couvertures tissées :			
	A la Jacquard	100 kg.	800,00	
	Autres	»	400,00	
453 bis	Velours pour ameublements :			
	Unis	Le kg.	15,00	
	Jacquardés	»	20,00	
456 bis	Tissus de poils mohair purs ou mélangés, etc.	»	30,00	
ex 460	Vêtements, pièces de lingerie, non visés ailleurs, etc.	Valeur	15 %	
460 sexiès	Articles confectionnés, autres	100 kg.	Droit du tissu	
			le plus imposé	
			augmenté de	
			10 %.	
ex 461	Papier ou carte autre que de fantaisie :			
	b) Papier sulfurisé, simili-sulfuré	»	100,00	
	Papier pergaminé, etc.	»	110,00	
	c) Papier dit « Kraft » et similaires	»	80,00	
	f) Papier non dénommé ci-dessus, etc.	»	100,00	
	g) Papier non dénommé, etc. :			
	Plus de 35 grammes	»	65,00	
	35 grammes ou moins { Papier pour condensateur	Valeur	11 %	
	Autre	100 kg.	100,00	
	Papier ou carte dit de fantaisie :			
	m) Papier autre, etc.	»	180,00	
462	Cartons en feuilles, plaques, etc. :			
	a) Carton brut à pâte de couleur, etc.	»	56,00	

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
ex 433	Tissues of cotton, mixed with other fabrics, the cotton predominating in weight :		
	Other stuffs :		
	<i>Crépe-de-santé</i> of cotton mixed with wool, the cotton predominating in weight	kg.	5.50
435	Trimmings mixed with silk	"	50.00
438	Tissues of pure wool :		
	Stuffs for furniture (other than those coming under No. 438 (b)), weighing more than 400 gr. to the square metre	"	15.00
ex 440 to 441	Woollen tissues for clothing, drapery, etc., weighing per square metre, lists included, 250 gr. or less.	"	15.00
		per sq. m.	80.00
		"	100.00
		"	125.00
		"	160.00
		"	260.00
		"	340.00
442	Carpets {		
	A. Made with knotted or twisted pile of any origin, including imitation		
	Up to 120 rows		
	From 121 to 200 rows		
	From 201 to 300 "		
	From 301 to 400 "		
	From 401 to 500 "		
	501 rows or more		
	B. From the Jacquard looms, chenille and velveteed carpets	"	8.00
	C. Plain or printed	"	6.00
	Velveteed	"	4.50
	Chenille	"	9.50
	D. Chenille and Axminster	"	8.00
	E. All other	"	8.00
444	Fezzes or red caps (ex 445)	each	3.50
451	Blankets, woven :		
	By the Jacquard looms	100 kg.	800.00
	Others.	"	400.00
435 (b)	Velvets for furniture :		
	Plain	kg.	15.00
	Jacquard	"	20.00
456 (b)	Tissues of Angora goats' hair, pure or mixed, etc.	"	30.00
ex 460	Clothing, underclothing, not mentioned elsewhere, etc..	<i>ad valorem</i>	15%
460 (f)	Other made up articles	100 kg.	Duty on the most highly taxed tissue plus 10%.
ex 461	Paper or paper board other than fancy :		
	(b) Paper sulphurised or imitation sulphurised	100 kg.	100.00
	Parchment paper etc.	"	110.00
	(c) Kraft and similar papers	"	80.00
	(f) Paper not specified above, etc.	"	100.00
	(g) Paper not specified above, etc. :		
	More than 35 gr..	"	65.00
	35 gr. or less { Paper for condensers	<i>ad valorem</i>	11%
	Other	100 kg.	100.00
	Paper or paper board, fancy :		
	(m) Papers other than those included in the preceding items, etc.	"	180.00
462	Cardboard in sheets, plates, etc. :		
	(a) Rough board of natural colour pulp, etc.	"	56.00

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
464 bis	Bobines et tubes coniques, etc. : En carton ordinaire ou de collage En carton comprimé ou durci, etc.	100 kg. »	100,00 250,00
465 bis	Objets en carton, etc. : Laqués, etc.	»	390,00
477 bis	Cuir artificiel, etc.	Valeur	6 %
481	Bottines ou souliers brodequins : En tissus de laine, de coton ou de chanvre, même avec semelles de cuir ou de peau En tissus de laine, de coton ou de chanvre, garnis de peau quelconque, en mouton, chèvre noire, croûte de vache Semelles cuir, dessus croûte de vache cirée, non maro- quinée ni vernie En chèvre couleur, chevreau ou peau imitation, chevreau, en maroquin, en poulain, veau mégis, ciré, naturel, verni, glacé, ou en toute autre peau non dénommée, en tissus de soie pure ou mélangée	» » » » »	15 % 15 % 12 % 15 %
482 A	Souliers découverts : En tissus de laine, de coton ou de chanvre, sans garni- tures fantaisie ni broderies, avec semelles de cuir ou de peau En tissus de laine, de coton ou de chanvre, avec garni- tures fantaisie ou broderies, mouton, chèvre noire Semelles cuir, dessus croûte de vache cirée, non maro- quinée, ni vernie En chèvre couleur, chevreau ou peau imitation che- vreau, en maroquin, en poulain, en veau mégis, ciré naturel, verni glacé, ou en toute autre peau non dénommée, en tissus de soie pure ou mélangée	» » » »	15 % 15 % 12 % 15 %
482 B	Souliers montant jusqu'à la cheville : Semelles cuir, dessus croûte de vache cirée, non maro- quinée ni vernie En toute autre peau	» »	12 % 15 %
482 bis	Chaussures de tous genres pour enfants ou autres en pelle- terie ou garnie de pelletterie	»	18 %
483	Chaussures pour enfants avec semelles de cuir ou de peau ayant moins de 17 centimètres de long : En tout ou partie de peau, ou en tissus de soie pure ou mélangée, cousues Autres	» »	15 % 15 %
484	Gants : En pelletterie, fourrés de pelletterie, avec ou sans parties de peau, de tissus, de bonneterie, etc. De tous genres de peau, avec ou sans parties en tissus, bonneterie, etc.	» »	20 % 20 %
496 bis	Bijouterie fausse, etc. : Aluminium, etc. Cuivre, etc. Zinc, plomb, etc.	» » »	20 % 20 % 20 %

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
464 (b)	Conical or cylindrical bobbins, etc. : Of ordinary board or paste-board Of compressed or hardened board, etc.	100 kg. ”	100.00 250.00
465 (b)	Articles of board, etc. : Lacquered etc.	”	390.00
477 (b)	Artificial leather, etc.	<i>ad valorem</i>	6%
481	Boots or half-boots : Of woollen, cotton or hemp tissues, with or without soles of leather or skin Of woollen, cotton or hemp tissues, combined with leather of sheep, black goat, or calf Leather soles, uppers of waxed calfskin, not moroccoed or varnished Of coloured goatskin, kid or imitation thereof, morocco, coltskin, calfskin, tawed, waxed, natural, varnished, glazed, or of any other leather not mentioned; of silk tissue pure or mixed	” ” ” ” ”	15% 15% 12% 15%
482 A	Low shoes : Of woollen, cotton or hemp tissues, without fancy trimming or embroidery, and with leather or skin soles. Of woollen, cotton, or hemp tissue, with fancy trimmings or embroidery, of sheepskin, black goat Leather soles, uppers of waxed calfskin, not moroccoed or varnished Of coloured goatskin, kid or imitation thereof, morocco, coltskin, calf, waxed, natural, varnished, glazed, or of any other leather not mentioned; of silk tissue, pure or mixed	” ” ” ” ”	15% 15% 12% 15%
482 B	Shoes up to the ankle : Leather soles, upper of waxed calfskin, not moroccoed or varnished Of any other skin	” ”	12% 15%
482 (b)	Footwear of all kinds for children or others, of peltry or combined with peltry	”	18%
483	Children's footwear with soles of leather or skin, having less than 17 cm. in length : Wholly or partly of skin, or of pure or mixed silk tissue, sewn Others.	” ”	15% 15%
484	Gloves : Of fur, lined with fur, with or without parts of skin, tissue, hosiery, etc. Of any kind of leather or skin with or without parts of tissue, hosiery, etc.	” ”	20% 20%
496 (b)	Imitation jewellery, etc. : Of aluminium, etc. Of copper, etc. Of zinc, lead, etc.	” ” ”	20% 20% 20%

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)		
510 A	Machines et mécaniques ¹ .				
	Machines à vapeur fixes et machines de navigation toujours séparées de leurs chaudières, pompes à vapeur, compresseurs d'air et de gaz divers et tous moteurs non-dénommés ailleurs.	A piston, pesant par unité:	100.000 kg. et plus	100 kg. 70,00	
			50.000 à 100.000 kg. exclusivement	» 85,00	
			25.000 à 50.000 »	» 95,00	
			5.000 à 25.000 »	» 125,00	
			1.000 à 5.000 »	» 140,00	
			250 à 1.000 »	» 160,00	
		Moins de 250 kg.	» 180,00		
		Sans piston.	Turbines à vapeur pesant par unité:	100.000 kg. et plus	» 87,50
				50.000 à 100.000 kg. exclusivement	» 106,25
				25.000 à 50.000 »	» 118,75
				5.000 à 25.000 »	» 156,25
				1.000 à 5.000 »	» 175,00
				250 à 1.000 »	» 380,00
			50 à 250 »	» 600,00	
			Autres, pesant par unité:	Moins de 50 kg.	Valeur 20 %
				100.000 kg. et plus.	100 kg. 145,00
				50.000 à 100.000 kg. exclusivement	» 175,00
10.000 à 50.000 »				» 225,00	
1.000 à 10.000 »	» 275,00				
250 à 1.000 »	» 380,00				
50 à 250 »	» 600,00				
Moins de 50 kg.	Valeur 20 %				

¹ L'importateur doit fournir une déclaration mentionnant la désignation, le poids et la nature des pièces composant la machine, ainsi qu'un plan ou dessin de cette machine. Sauf disposition spéciale contraire, toute machine *incomplète*, qu'elle forme ou non un groupement, doit être taxée au tarif des pièces détachées, à moins que la somme des droits calculés sur cette base ne soit inférieure au produit du taux afférent à la machine complète de même poids que la partie importée, auquel cas ce dernier taux est applicable à ladite partie en pièce.

Les machines importées *sans volant* ne sont pas considérées comme incomplètes. Le volant suit dans tous les cas le régime qui lui est propre. La même règle est applicable en ce qui concerne les *fontes de foyer*.

Toutefois, la disposition relative aux machines sans volant ne s'étend pas aux moteurs à combustion interne ou à explosion pesant 500 kg. ou moins par appareil.

A moins de prescriptions spéciales contraires, les moteurs, appareils et engins électriques compris dans les machines ou fonctionnant avec elles doivent être soumis à leur tarif propre, s'il est plus élevé que celui des machines et pièces de machines. De même, les tubes de fer ou d'acier emboutis ou sans soudure acquittent le tarif des tubes de l'espèce, si celui-ci est supérieur au tarif des machines, chaudières, pièces de machines et de chaudières.

Les métaux principaux qui entrent dans la construction des machines et chaudières sont : la fonte de fer, le fer, la fonte malléable, l'acier, la fonte aciéreuse et le cuivre pur ou allié. Le zinc, l'étain, le magnésium, le nickel pur ou allié, et le métal nickelé, l'aluminium ou les métaux assimilés y sont en moindre proportion. Les autres matières composantes, telles que bois, amiante, caoutchouc, etc., ne modifient la tarification des machines que s'il en est ainsi ordonné par une disposition légale ou réglementaire. Sauf prescription spéciale contraire, les pièces et parties en aluminium ou en métal assimilé, en nickel pur ou allié et nickelées ou assimilées, moins fortement taxées comme machines ou pièces de machines, acquittent séparément le tarif des ouvrages de l'espèce, à moins qu'il n'en soit déjà tenu compte dans la tarification, ou qu'elles ne représentent pas plus de 5 % du poids total de l'objet.

Les transmissions intermédiaires nettement séparées des machines sont taxées suivant le tarif qui lui est propre, sauf dispositions spéciales contraires ; les tracteurs, châssis, trucks, chariots, pontons, etc., qui supportent les machines, sont imposés distinctement au tarif qui les concerne.

Sauf dispositions spéciales contraires, les machines et chaudières dans lesquelles le cuivre pur ou allié domine en poids acquittent le tarif du N° 527, à moins que celui-ci ne soit inférieur à la taxe propre des appareils. Pour les appareils de chauffage et de cuisson, le tarif du N° 527 est exigible dans les conditions indiquées dès que la proportion de cuivre atteint 25 % du poids total.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients	
510 A	Machines and machinery ¹ .			
	Steam engines, stationary and marine engines without boilers; steam pumps, various air and gas compressors and all motors not elsewhere specified in the tariff:	With piston, weighing each:	100,000 kg. and more	100 kg. 70.00
			50,000 » up to 100,000 kg. exclusive	» 85.00
			25,000 » » 50,000 » »	» 95.00
			5,000 » » 25,000 » »	» 125.—
			1,000 » » 5,000 » »	» 140.00
			250 » » 1,000 » »	» 160.00
		Without piston:	Less than 250 kg.	» 180.00
		Others, Steam turbines, weighing each:	100,000 kg. and more	» 87.50
			50,000 » up to 100,000 kg. exclusive	» 106.25
			25,000 » » 50,000 » »	» 118.75
			5,000 » » 25,000 » »	» 156.25
			1,000 » » 5,000 » »	» 175.00
			250 » » 1,000 » »	» 380.00
			50 » » 250 » »	» 600.00
			Less than 250 kg.	ad valorem 20%
			100,000 kg. and more	100 kg. 145.00
			50,000 » up to 100,000 kg. exclusive	» 175.00
10,000 » » 50,000 » »			» 225.00	
1,000 » » 10,000 » »	» 275.00			
250 » » 1,000 » »	» 380.00			
50 » » 250 » »	» 600.00			
Less than 50 kg. ²	ad valorem 20%			

¹ The importer must furnish a declaration showing the description, weight and kind of the pieces composing the machine, as well as a plan or drawing of the machine. Save special regulations to the contrary, all *incomplete* machines, whether or not forming a group, are taxable at the rates applicable to component parts unless the total duty so calculated is less than the duty for a complete machine of the same weight as the imported part, in which case the latter rate is applicable to the part or piece.

Engines imported *without the flywheel* are not considered as incomplete. Flywheels are in all cases dutiable at the rates applicable thereto. The same rule applies to *grate bars*.

The provision relating to machines imported without flywheels does not apply to internal combustion or explosion engines weighing 500 kg. or less each.

Save special regulations to the contrary, electric motors, apparatus and engines included in the machines, or functioning with them, are dutiable at the rates appropriate to them if higher than those applicable to the machines or machine parts. In the same way, flanged or weldless tubes of iron or steel are dutiable at the rates applicable to each if such duty is higher than the duty on machines, boilers or parts of machines or boilers.

The chief metals which enter into the construction of engines and boilers are: Cast iron, wrought iron, malleable cast iron, steel, steel pig, copper and copper alloys. Zinc, tin, magnesium, nickel (pure or alloyed), nickelled metals, aluminium and assimilated metals are used to a less extent. Other component materials such as wood, asbestos, rubber, etc. affect the classification only if so indicated in special provisions or regulations. Save where special regulations to the contrary exist, pieces or parts of aluminium or assimilated metal, of pure or alloyed nickel, and nickelled or similarly treated pieces or parts, less heavily taxed if considered as machines or machine parts, are dutiable separately as such wares, unless account has already been taken thereof in classification or unless they do not represent more than 5 % of the total weight of the article.

Intermediary transmissions, completely separate from the machines, are dutiable at their appropriate rates, save special regulations to the contrary. Tractors, chassis, trucks, carriages, pontoons, etc. which carry the machines are separately dutiable.

Save special regulations to the contrary, machines and boilers in which copper or copper alloy predominates in weight come under Tariff No. 527 unless this duty is less than the duty applicable to the apparatus itself. For cooking or heating apparatus Tariff No. 527 is applied in the conditions indicated, when the weight of copper is 25 % of the total weight.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)		
510 B	Pompes sans piston (pompes centrifuges) et compresseurs sans piston, pesant par unité :	100.000 kg. et plus	100 kg. 108,75		
		50.000 à 100.000 kg. exclusivement	» 131,25		
		10.000 à 50.000 » »	» 168,75		
		1.000 à 10.000 » »	» 206,25		
		250 à 1.000 kg. { Pompes centrifuges exclusivement { Compresseurs . . .	» 250,00		
		50 à 250 kg. { Pompes centrifuges exclusivement { Compresseurs . . .	» 285,00		
	Moins de 50 kg.	Valeur 15 %	450,00		
510 C	Compresseurs à piston à plus de deux phases de compression pesant par unité :	100.000 kg. et plus	100 kg. 70,00		
		50.000 à 100.000 kg. exclusivement	» 85,00		
		25.000 à 50.000 » »	» 95,00		
		5.000 à 25.000 » »	» 125,00		
		1.000 à 5.000 » »	» 147,00		
		250 à 1.000 » »	» 175,00		
	Moins de 250 kg.	» 200,00			
510 D	Machines motrices à combustion interne ou à explosion, à gaz, à essence, à pétrole, à alcool, etc., pesant par unité :	Moteurs Diesel et moteurs à gaz.	100.000 kg. et plus. { au delà de 700.000 kg. . .	» 110,00	
			Moteurs à gaz. { de 400.000 à 700.000 kg. inclusivement . . .		
			de 100.000 à 400.000 kg. inclusivement . . .	» 125,00	
			Moteur Diesel	» 135,00	
			50.000 à 100.000 kg. exclusivement	» 150,00	
			10.000 à 50.000 » »	» 160,00	
			5.000 à 10.000 » »	» 165,00	
			2.500 à 5.000 » »	» 170,00	
			1.000 à 2.500 » »	» 180,00	
			250 à 1.000 » »	» 250,00	
			Moins de 250 kg.	» 325,00	
			Autres.	100.000 kg. et plus	» 135,00
				50.000 à 100.000 kg. exclusivement	» 150,00
				10.000 à 50.000 » »	» 170,00
	5.000 à 10.000 » »	» 180,00			
		2.500 à 5.000 » »	» 190,00		
		1.000 à 2.500 » »	» 200,00		
		250 à 1.000 » »	» 250,00		
		Moins de 250 kg.	» 325,00		
511 bis	Machines à vapeur demi-fixes, y compris les chaudières, pesant par unité :	50 tonnes et plus	» 105,00		
		Moins de 50 tonnes	» 125,00		
512 bis A	Pompes pesant par unité :	10.00 kg. et plus	» 80,00		
		1.000 à 10.000 kg. exclusivement . . .	» 90,00		
		500 à 1.000 kg. exclusivement . . .	» 100,00		
		150 à 500 kg. exclusivement . . .	» 110,00		
		Moins de 150 kg.	» 140,00		

Suite de la note page 196

Les appareils de service et de sûreté restent passibles de leur tarif propre, sauf lorsqu'ils sont fixés aux machines et chaudières d'une manière fixe et permanente.

Les machines motrices et chaudières destinées à la navigation, ainsi que leurs accessoires commandés à l'étranger avant le décret du 30 août 1927, en vertu de contrats de construction de navires dûment enregistrés avant cette date, sont exemptées de coefficients.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients			
510 B	Pumps without piston (centrifugal pumps) and compressors without piston, weighing each :	100,000 kg. and more	100 kg. 108.75			
		50,000 " up to 100,000 kg. exclusive . .	" 131.25			
		10,000 " " " 50,000 " "	" 168.75			
		1,000 " " " 10,000 " "	" 206.25			
		250 kg. up to 1,000 kg. exclusive	" 250.00			
		50 kg up to 250 kg. exclusive	" 285.00			
510 C	Compressors with piston, more than two - phase compression weighing each :	Less than 50 kg.	ad valorem 15%			
		100,000 kg. and more	100 kg. 70.00			
510 D	Internal combustion engines or explosion motors (gas, petrol, oil, alcohol, etc.) weighing each :	50,000 " up to 100,000 kg. exclusive . .	" 85.00			
		25,000 " " " 50,000 " "	" 95.00			
		5,000 " " " 25,000 " "	" 125.00			
		1,000 " " " 5,000 " "	" 147.00			
		250 " " " 1,000 " "	" 175.00			
		Less than 250 kg.	" 200.00			
		Diesel and gas engines :	Gas Engines :	Over 700,000 kg.	" 100.00	
				From 400,000 to 700,000 kg. inclusive	" 110.00	
				From 100,000 to 400,000 kg. inclusive	" 125.00	
			Diesel engines :	50,000 to 100,000 kg. exclusive	" 135.00	
				10,000 " 50,000 " "	" 150.00	
				5,000 " 10,000 " "	" 160.00	
				2,500 " 5,000 " "	" 165.00	
				1,000 " 2,500 " "	" 170.00	
				250 " 1,000 " "	" 180.00	
				Less than 250 kg.	" 250.00	
				Others :	100,000 kg. and more	" 325.00
					50,000 to 100,000 kg. exclusive	" 135.00
					10,000 " 50,000 " "	" 150.00
					5,000 " 10,000 " "	" 170.00
					2,500 " 5,000 " "	" 180.00
		1,000 " 2,500 " "	" 190.00			
		511 (b)	Semi - stationary steam engines, including boilers, weighing each :	Less than 250 kg.	" 200.00	
250 " 1,000 " "	" 250.00					
512 (b) (A)	Pumps, weighing each :	Less than 250 kg.	" 325.00			
		50 tons and more	" 105.00			
		Less than 50 tons	" 125.00			
		10,000 kg. and more	" 80.00			
		1,000 " up to 10,000 kg. exclusive . .	" 90.00			
		500 " " " 1,000 " "	" 100.00			
		150 " " " 500 " "	" 110.00			
Less than 150 kg.	" 140.00					

Continuation of the note page 187.

Service or safety apparatus are dutiable at their appropriate rates, unless permanently fixed or attached to the machines or boilers.

Engines and boilers *intended for navigation* and their accessory parts ordered from abroad prior to the Decree of August 30th, 1927, in virtue of contracts for the construction of vessels duly registered before that date shall be exempt from coefficients.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)		
616	Machines préparatoires intermédiaires ou de finissage	100 kg.	140,00		
	Matériel de blanchisserie et de teinturier-dégraisseur	»	115,00		
	Machines autres non dénommées pour l'industrie textile	»	135,00		
518	Métiers à tisser	Métiers à tisser la soie. {			
		Automatiques	»	130,00	
		A plusieurs navettes	»	110,00	
		Autres	»	90,00	
		Métiers à tisser autres {			
		Automatiques	»	110,00	
A plusieurs navettes	»	90,00			
Autres	»	85,00			
522	Machines pour l'agriculture et l'horticulture (moteurs non compris).	Ecrémeuses et appareils centrifuges similaires ¹ pesant par unité.	plus de 35 kg. 35 kg. ou moins	100 kg. ³ » ³	260,00 320,00
		Charrues doubles, dites brabant	» ³	90,00	
		Pressoirs à vin, à cidre ou poiré, à huile, pesant 100 kg. et plus, continus	» ³	75,00	
		Cultivateurs, herses à ressorts, râteliers à cheval, rateaux faneurs, faneuses, charrues simples <i>monosors</i> ²	» ³	70,00	
		Faucheuses-moissonneuses, moissonneuses-lieuses, moissonneuses-javeleuses ²	» ³	60,00	
		Autres pesant par unité (c)	{ 400 kg. et plus moins de 400 kg.	» ³ » ³	80,00 100,00

¹ Les appareils à bâti, en fonte moulée inséparables bénéficient d'une réduction de 25% du poids net.

² Les pièces détachées travaillées qui sont importées pour la réparation et l'entretien de machines d'origine étrangère (à l'exclusion des écrémeuses) et qui sont reprises aux Nos 532, 533 et 535bis A (robinetterie exceptée) acquittent 50 % des droits prévus auxdits articles pour les pièces travaillées. Les conditions d'application des présentes dispositions sont réglées par des arrêtés ministériels.

³ La perception des droits sur les machines pour l'agriculture et l'horticulture s'effectue sur le poids légal forfaitaire obtenu en multipliant le poids brut par un coefficient fixé selon l'emballage et selon chaque catégorie de machines, par décret contresigné par les ministres de l'Agriculture, du Commerce et des Finances.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
516	Machines for preparatory, intermediate or finishing operations :	100 kg.	140.00
	Machines for cleaning, opening, preparing, drying or carbonising textile materials or waste ; auxiliary machines for twisting, throwing or beaming, and machines to prepare for weaving ; machines for dyeing, bleaching, dressing, finishing or auxiliary and similar operations for textile products in any condition		
	Plant for bleaching and for dyeing and scouring (grease removal)	»	115.00
	Other unspecified machines for the industry	»	135.00
518	Weaving looms : { Silk weaving looms : { Automatic { With several shuttles { Other { Other weaving looms : { Automatic { With several shuttles { Other	» » » » » » »	130.00 110.00 90.00 110.00 90.00 85.00
522	Agricultural and horticultural machines (not including) :	100 kg. ³	260.00
	Cream-separators and similar centrifugal apparatus ¹ , weighing each : { More than 35 kg { 35 kg. or less	» ³	320.00
	Ploughs with double shares known as Brabant ploughs	» ³	90.00
	Presses for wine, cider or perry, and oil, weighing : 400 kg. and more, continuous	» ³	75.00
	Cultivators, spring harrows, horse rakes, haymakers' rakes, hay-making machines, ploughs with single shares ² . . .	» ³	70.00
	Mowers, reapers, combined reaper-binders ²	» ³	60.00
	Other ² , weighing each : { 400 kg. and more { Less than 400 kg.	» ³ » ³	80.00 100.00

¹ On centrifugal apparatus with inseparable frames of moulded cast iron a reduction of 25 % on the nett weight is allowed.

² Component parts, worked, imported for the repair and upkeep of machines of foreign origin (except cream-separators) and mentioned again in Nos. 532, 533 and 535 (b) A (except parts of taps) pay 50 % of the duties prescribed in those numbers for worked, component parts of machines. The rules for the application of the present provision shall be fixed by ministerial decrees.

³ By a Decree countersigned by the Ministers of Agriculture, Commerce and Finance, duties on agricultural and horticultural machines are assessed on an average legal weight obtained by multiplying the gross weight by a coefficient fixed according to the packing and to each category of machine.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)																																				
523	Machines à coudre. Têtes de machines y compris les parties nickelées. <table border="0" style="margin-left: 20px;"> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">Bâtis et transmission.</td> <td style="padding: 0 5px;">.</td> <td style="padding: 0 5px;">100 kg.</td> <td style="padding: 0 5px;">55,20</td> </tr> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">A usages spéciaux à une ou plusieurs aiguilles ou crochets, à points de navette ou de chaînette, exécutant les travaux autres que des piqûres simples ou parallèles, tels que broderies, sou-taches, jours, festons, boutonnières, arrêts, crochetages, points de zigzag, d'ornement, points cachés, piqûres de couvre-pieds, à coudre les boutons, etc., pesant par unité</td> <td style="padding: 0 5px;">50 kg. et plus</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">700,00</td> </tr> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;"></td> <td style="padding: 0 5px;">25 à 50 kg. exclusivement</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">750,00</td> </tr> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;"></td> <td style="padding: 0 5px;">Moins de 25 kg. . .</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">800,00</td> </tr> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">Autres</td> <td style="padding: 0 5px;"></td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">500,00</td> </tr> </table>	Bâtis et transmission.	100 kg.	55,20	A usages spéciaux à une ou plusieurs aiguilles ou crochets, à points de navette ou de chaînette, exécutant les travaux autres que des piqûres simples ou parallèles, tels que broderies, sou-taches, jours, festons, boutonnières, arrêts, crochetages, points de zigzag, d'ornement, points cachés, piqûres de couvre-pieds, à coudre les boutons, etc., pesant par unité	50 kg. et plus	»	700,00		25 à 50 kg. exclusivement	»	750,00		Moins de 25 kg. . .	»	800,00	Autres		»	500,00																		
Bâtis et transmission.	100 kg.	55,20																																				
A usages spéciaux à une ou plusieurs aiguilles ou crochets, à points de navette ou de chaînette, exécutant les travaux autres que des piqûres simples ou parallèles, tels que broderies, sou-taches, jours, festons, boutonnières, arrêts, crochetages, points de zigzag, d'ornement, points cachés, piqûres de couvre-pieds, à coudre les boutons, etc., pesant par unité	50 kg. et plus	»	700,00																																				
	25 à 50 kg. exclusivement	»	750,00																																				
	Moins de 25 kg. . .	»	800,00																																				
Autres		»	500,00																																				
523 bis	Machines à coudre. <table border="0" style="margin-left: 20px;"> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">Tables, tablettes, bancs, coffrets, tiroirs, galeries, rallonges, etc., en bois, avec ou sans parties en autres matières . . .</td> <td style="padding: 0 5px;"></td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">Tarif des Meubles autres qu'en bois courbé, autres que sièges, selon le cas, majorés de 20 % (N^o 592-592 bis).</td> </tr> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">Coffrets en tôle de fer ou d'acier avec ou sans accessoires en autres matières . .</td> <td style="padding: 0 5px;"></td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">Régime des Ouvrages non dénommés en tôle de fer ou d'acier, selon l'espèce (N^o 568).</td> </tr> </table>	Tables, tablettes, bancs, coffrets, tiroirs, galeries, rallonges, etc., en bois, avec ou sans parties en autres matières . . .		»	Tarif des Meubles autres qu'en bois courbé, autres que sièges, selon le cas, majorés de 20 % (N ^o 592-592 bis).	Coffrets en tôle de fer ou d'acier avec ou sans accessoires en autres matières . .		»	Régime des Ouvrages non dénommés en tôle de fer ou d'acier, selon l'espèce (N ^o 568).																														
Tables, tablettes, bancs, coffrets, tiroirs, galeries, rallonges, etc., en bois, avec ou sans parties en autres matières . . .		»	Tarif des Meubles autres qu'en bois courbé, autres que sièges, selon le cas, majorés de 20 % (N ^o 592-592 bis).																																				
Coffrets en tôle de fer ou d'acier avec ou sans accessoires en autres matières . .		»	Régime des Ouvrages non dénommés en tôle de fer ou d'acier, selon l'espèce (N ^o 568).																																				
525 bis A	Machines pour la minoterie et moulins à cylindres. <table border="0" style="margin-left: 20px;"> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">Broyeurs à grains et à graines, pesant . . .</td> <td style="padding: 0 5px;">Plus de 1.000 kg. . .</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">90,00</td> </tr> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">Autres appareils</td> <td style="padding: 0 5px;">Autres</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">105,00</td> </tr> </table>	Broyeurs à grains et à graines, pesant . . .	Plus de 1.000 kg. . .	»	90,00	Autres appareils	Autres	»	105,00																														
Broyeurs à grains et à graines, pesant . . .	Plus de 1.000 kg. . .	»	90,00																																				
Autres appareils	Autres	»	105,00																																				
525 octiès B	Moulins à vent, éleveurs d'eau, pesant par unité : <table border="0" style="margin-left: 20px;"> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">25.000 kg. et plus</td> <td style="padding: 0 5px;">.</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">60,00</td> </tr> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">15.000 à 25.000 kg. exclusivement . . .</td> <td style="padding: 0 5px;">.</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">65,00</td> </tr> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">10.000 à 15.000 »</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">70,00</td> </tr> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">7.500 à 10.000 »</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">75,00</td> </tr> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">5.000 à 7.500 »</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">80,00</td> </tr> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">1.000 à 5.000 »</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">80,00</td> </tr> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">250 à 1.000 »</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">100,00</td> </tr> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">100 à 250 »</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">110,00</td> </tr> <tr> <td style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; padding: 0 5px;">Moins de 100 kg.</td> <td style="padding: 0 5px;">.</td> <td style="padding: 0 5px;">»</td> <td style="padding: 0 5px;">140,00</td> </tr> </table>	25.000 kg. et plus	»	60,00	15.000 à 25.000 kg. exclusivement	»	65,00	10.000 à 15.000 »	»	»	70,00	7.500 à 10.000 »	»	»	75,00	5.000 à 7.500 »	»	»	80,00	1.000 à 5.000 »	»	»	80,00	250 à 1.000 »	»	»	100,00	100 à 250 »	»	»	110,00	Moins de 100 kg.	»	140,00		
25.000 kg. et plus	»	60,00																																				
15.000 à 25.000 kg. exclusivement	»	65,00																																				
10.000 à 15.000 »	»	»	70,00																																				
7.500 à 10.000 »	»	»	75,00																																				
5.000 à 7.500 »	»	»	80,00																																				
1.000 à 5.000 »	»	»	80,00																																				
250 à 1.000 »	»	»	100,00																																				
100 à 250 »	»	»	110,00																																				
Moins de 100 kg.	»	140,00																																				

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
523	<p>Sewing machines.</p> <p>Sewing machine heads, including the nickelled parts.</p> <p>Stands and transmission gear</p> <p>For special purposes with one or several needles or hooks and shuttle or lockstitch making other than plain or parallel stitch, such as embroidering, braiding, hem-stitching, festoons, button holes, fastening stitch, crochet work, zig-zag stitches, ornamental stitches, invisible stitches, quilting, button sewing etc., weighing each</p> <p>50 kg. and more</p> <p>25 kg. up to 50 kg. exclusive</p> <p>Less than 25 kg.</p> <p>Other</p>	<p>100 kg.</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p>	<p>55.20</p> <p>700.00</p> <p>750.00</p> <p>800.00</p> <p>500.00</p>
523 (b)	<p>Sewing machines :</p> <p>Tables, tablets, benches, covers, drawers, galleries, extensions etc. of wood, with or without parts of other materials</p> <p>Covers of sheet iron or sheet steel, with or without accessories of other materials</p>	<p>"</p> <p>"</p>	<p>Duties on Furniture other than of bentwood, other than chairs, as the case may be, increased by 20% (Nos 592 to 592 b)</p> <p>Dutiable as Manufactures of sheet iron or steel, not mentioned, according to kind. (No. 568.)</p>
525(b) A	<p>Milling machinery and cylinder mills :</p> <p>Grain and seed crushers, weighing : { More than 1,000 kg.</p> <p>Other apparatus { Other</p>	<p>"</p> <p>"</p> <p>"</p>	<p>90.00</p> <p>105.00</p> <p>105.00</p>
525 (h) B	<p>Windmills, water - lifting apparatus, weighing each :</p> <p>25,000 kg. and more</p> <p>15,000 up to 25,000 kg. exclusive</p> <p>10,000 " " 15,000 " "</p> <p>7,500 " " 10,000 " "</p> <p>5,000 " " 7,500 " "</p> <p>1,000 " " 5,000 " "</p> <p>250 " " 1,000 " "</p> <p>100 " " 250 " "</p> <p>Less than 100 kg.</p>	<p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p>	<p>60.00</p> <p>65.00</p> <p>70.00</p> <p>75.00</p> <p>80.00</p> <p>80.00</p> <p>100.00</p> <p>110.00</p> <p>140.00</p>

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
	Appareils de distillation et de rectification pour alcool, pétrole, glycérine, etc., contenant moins de 5 p. 100 de cuivre, pesant par unité :		
	25.000 kg. et plus	100 kg.	54,00
	15.000 à 25.000 kg. exclusivement	»	60,00
	10.000 à 15.000 »	»	65,00
	7.500 à 10.000 »	»	75,00
	5.000 à 7.500 »	»	80,00
	1.000 à 5.000 »	»	90,00
	250 à 1.000 »	»	120,00
	100 à 250 »	»	130,00
	Moins de 100 kg.	»	140,00
525 octiès B (suite)	Appareils pour l'industrie chimique ayant un revêtement intérieur ou extérieur de plomb, le poids de ce plomb dépassant 33 p. 100 du poids total, pesant par unité :		
	25.000 kg. et plus	»	60,00
	15.000 à 25.000 kg. exclusivement	»	65,00
	10.000 à 15.000 »	»	70,00
	7.500 à 10.000 »	»	75,00
	5.000 à 7.500 »	»	80,00
	1.000 à 5.000 »	»	80,00
	250 à 1.000 »	»	120,00
	100 à 250 »	»	130,00
	Moins de 100 kg.	»	140,00
525 nomiès	Appareils de sucrerie et raffinerie, etc. :		
	25.000 kg. et plus	»	90,00
	15.000 » à 25.000 kg. exclusivement	»	98,00
	10.000 » à 15.000 »	»	105,00
	7.500 » à 10.000 »	»	112,50
	5.000 » à 7.500 »	»	120,00
	1.000 » à 5.000 »	»	135,00
	250 » à 1.000 »	»	180,00
	100 » à 250 »	»	195,00
	Moins de 100 kg.	»	210,00
527	Appareils à sucre à chauffage pour brasseries, distilleries, parfumeries, pharmacies, cuisines où le cuivre et le bronze dominent en poids, pesant :		
	5.000 kg. et plus	»	185,00
	250 à 5.000 kg. exclusivement	»	250,00
	Moins de 250 kg.	»	295,00
527 bis	Appareils frigorifiques, pesant, par appareil		
	10.000 kg. et plus	»	85,00
	500 à 10.000 kg. exclus.	»	120,00
	Moins de 500 kg.	»	175,00

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
	Distillation and rectification machinery for alcohol, oil, glycerine etc., containing less than 5% of copper, weighing each :		
	25,000 kg. and more	100 kg.	54.00
	15,000 up to 25,000 kg. exclusive	»	60.00
	10,000 » » 15,000 » »	»	65.00
	7,500 » » 10,000 » »	»	75.00
	5,000 » » 7,500 » »	»	80.00
	1,000 » » 5,000 » »	»	90.00
	250 » » 1,000 » »	»	120.00
	100 » » 250 » »	»	130.00
	Less than 100 kg.	»	140.00
525 (h) B (continued)	Apparatus for the chemical industry, having an inner or outer coating of lead, the weight of this lead exceeding 33% of the total weight, weighing each :		
	25,000 kg. and more	»	60.00
	15,000 up to 25,000 kg. exclusive	»	65.00
	10,000 » » 15,000 » »	»	70.00
	7,500 » » 10,000 » »	»	75.00
	5,000 » » 7,500 » »	»	80.00
	1,000 » » 5,000 » »	»	80.00
	250 » » 1,000 » »	»	120.00
	100 » » 250 » »	»	130.00
	Less than 100 kg.	»	140.00
525 (i)	Apparatus for sugar works and refineries, etc. weighing :		
	25,000 kg. and more	»	90.00
	15,000 up to 25,000 kg. exclusive	»	98.00
	10,000 » » 15,000 » »	»	105.00
	7,500 » » 10,000 » »	»	112.50
	5,000 » » 7,500 » »	»	120.00
	1,000 » » 5,000 » »	»	135.00
	250 » » 1,000 » »	»	180.00
	100 » » 250 » »	»	195.00
	Less than 100 kg.	»	210.00
527	Sugar machinery, heating apparatus for breweries, distilleries, perfume factories, pharmacies and kitchens, in which copper and bronze predominate in weight, weighing :		
	5,000 kg. and more	»	185.00
	250 up to 5,000 kg. exclusive	»	250.00
	Less than 250 kg.	»	295.00
527 (b)	Freezing apparatus weighing per apparatus		
	10,000 kg. or more	»	85.00
	500 to 10,000 kg. exclusive	»	120.00
	Less than 500 kg.	»	175.00

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)		
533 A	Pièces détachées de machines, de timonerie, de freins et de transmissions en fer ou en acier forgé ou estampé, en fer ou en acier moulé, pesant par unité ^{1 2} :	Brutes En fer ou en acier forgé ou estampé, en fer ou en acier moulé, pesant par unité. En fonte malléable, pesant par unité. Travaillées Bâties de moteurs à gaz de moteurs Diesel et de machines à vapeur, pesant par unité. Cylindres de laminoirs pesant par unité. En acier coulé.	Plus de 1.000 kg.	100 kg.	60,00
			Plus de 300 kg. jusqu'à 1.000 kg. inclus	»	80,00
			Plus de 100 kg. jusqu'à 300 kg. inclus	»	95,00
			Plus de 15 kg. jusqu'à 100 kg. inclus	»	120,00
			Plus de 1 kg. jusqu'à 15 kg. inclus	»	150,00
			Plus de 500 grammes jusqu'à 1 kg. inclus	»	190,00
			Plus de 200 grammes jusqu'à 500 gr. inclus.	»	230,00
			200 grammes et moins	»	250,00
			Plus de 1.000 kg. . . . .	.....	Mêmes droits que les pièces correspondantes en fer ou en acier, du présent numéro.
			Plus de 300 kg. jusqu'à 1.000 kg. inclus . . . . .	.....
			Plus de 100 kg. jusqu'à 300 kg. inclus. . . . .	.....
			Plus de 15 kg. jusqu'à 100 kg. inclus. . . . .	.....
			Plus de 1 kg. jusqu'à 15 kg. inclus. . . . .	.....
			Plus de 500 grammes jusqu'à 1 kg. inclus.	100 kg.	160,00
			Plus de 200 gr. jusqu'à 500 gr. inclus.	»	180,00
			200 grammes et moins	»	200,00
			Bâties de moteurs à gaz de moteurs Diesel et de machines à vapeur, pesant par unité	»	85,00
			5.000 kg. et plus	»	100,00
2.500 à 5.000 kg. exclus.	»	115,00			
1.000 à 2.500 exclus.	»	Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe du présent numéro.			
1.000 kg. et au-dessous . . . . .	.....			
Cylindres de laminoirs pesant par unité.	100 kg.		80,00		
5.000 kg. et plus.	»	90,00			
2.500 à 5.000 kg. exclus.	»	100,00			
1.000 à 2.500 kg. exclus.	»	135,00			
300 à 1.000 kg. exclus.	(poids net).	Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe du présent numéro.			
300 kg. et au-dessous . . . . .	.....			

¹ Les pièces détachées de cadres porteurs de châssis d'automobiles suivent le régime des pièces détachées automobiles (N° 614 *ter*).

² Pour les pièces de tracteurs et de machines pour l'agriculture ou l'horticulture (autres qu'écrémeuses et appareils centrifuges similaires), voir ci-dessus le renvoi du N° 522.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients					
533 A	Component parts of machines, of steering or braking apparatus, or of shafting of wrought or stamped iron or steel, of moulded iron or steel and of malleable cast iron, weighing each ^{1 2} :							
				Rough :				
				Of wrought or stamped iron or steel.	More than 1,000 kg.	100 kg.	60.00	
				Of moulded iron or steel.	More than 300 kg. up to 1,000 kg. inclusive	»	80.00	
					More than 100 kg. up to 300 kg. inclusive	»	95.00	
					More than 15 kg. up to 100 kg. inclusive	»	120.00	
					More than 1 kg. up to 15 kg. inclusive	»	150.00	
					More than 500 gr. up to 1 kg. inclusive	»	190.00	
					More than 200 gr. up to 500 gr. inclusive	»	230.00	
					200 gr. or less	»	250.00	
					Of malleable cast iron :	More than 1,000 kg.		Same duties as the corresponding parts of iron or steel given under this number.
					More than 300 kg. up to 1,000 kg. inclusive			
					More than 100 kg. up to 300 kg.			
				More than 15 kg. up to 100 kg.				
				More than 1 kg. up to 15 kg. inclusive				
				Worked :	More than 500 gr. up to 1 kg. inclusive	100 kg.	160.00	
					More than 200 gr. up to 500 gr. inclusive	»	180.00	
					200 gr. or less	»	200.00	
					Standards of gas engines, Diesel steam engines, weighing each :	5,000 kg. or more	»	85.00
						2,500 kg. up to 5,000 kg. exclusive	»	100.00
1,000 kg. up to 2,500 kg. exclusive	»	115.00						
1,000 kg. and under		Duty as for worked component parts, according to class, under this number.						
			80.00					
Cylinders for rolling mills weighing each.	5,000 kg. and more.	100 kg.	80.00					
Of cast steel :	2,500 kg. up to 5,000 kg. exclusive	»	90.00					
	1,000 kg. up to 2,500 kg. exclusive	»	100.00					
	300 kg. up to 1,000 kg. exclusive	»	135.00					
	300 kg. or less	(net weight)	Duty on other worked component parts under the present number, according class.					

¹ Component parts of carrying frames for motor chassis are dutiable as component parts of automobiles (No. 614c).

² For parts of agricultural or horticultural tractors or machines (other than cream-separators and similar centrifugal apparatus) see above note to No. 522.

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)				
533 A (suite)	Pièces détachées de machines, de timonerie, de freins et de transmissions en fer ou en acier forgé ou estampé, en fer, ou en acier moulé, en fonte malléable, pesant par unité (suite)	Travaillées (suite)	Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéros.				
				Cylindres de laminoirs pesant par unité (suite). En acier forgé.	5.000 kg. et plus 2.500 à 5.000 kg. exclus. 1.000 à 2.500 kg. exclus. 300 à 1.000 kg. exclus. 300 kg. et au-dessous .	100 kg. » » »	96,00 108,00 120,00 162,00
				Pistons de moteurs à gaz ; pignons pour l'attaque de laminoirs pesant par unité.	Plus de 5.000 kg. . . . 1.000 à 5.000 kg. inclus. 1.000 kg. et au-dessous .	100 kg. »	110,00 120,00
				Plaques pour convertisseurs, cages de laminoirs, châssis pour trains de rouleaux de laminoirs, pesant par unité	Plus de 5.000 kg. . . . 2.500 à 5.000 kg. inclus. 1.000 à 2.500 kg. inclus. 1.000 kg. et au-dessous .	100 kg. » »	75,00 95,00 115,00
				Cylindres de moteurs à gaz pesant par unité.	Plus de 1.000 kg. . . . 1.000 kg. et au-dessous .	100 kg.	120,00
				Tirants de chaudières pesant par unité.	De 1 à 15 kg. Autres (moins de 1 kg. ou bien plus de 15 kg.) . .	100 kg.	180,00
				Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéro.			
				Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéros.			
				Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéro.			
				Régime des pièces détachées travaillées autres, selon la classe, du présent numéro.			

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients		
533 A (continued)	Component parts of machines, of steering or braking apparatus or of shafting of wrought or stamped iron or steel of moulded iron or steel and of malleable cast iron, weighing each (continued).	Cylinders for rolling mills weighing each (continued) Of wrought steel :	5,000 kg. and more. . .	100 kg.	96.00
			2,500 kg. up to 5,000 kg. exclusive	»	108.00
			1,000 kg. up to 2,500 kg. exclusive	»	120.00
			300 kg. up to 1,000 kg. exclusive	»	162.00
			300 kg. or less . . . . .	. . . . .	Duty on other worked component parts under the present number, according to class.
		Pistons of gas Engines ; driving wheels for rolling mills, each weighing :	More than 5000 kg. . .	100 kg.	110.00
			1,000 kg. up to 5,000 kg. inclusive	»	120.00
			1,000 kg. and less . . . . .	. . . . .	Duty on other worked component parts under the present number, according to class.
		Plates for transformers ; rolling mill cages ; chassis for feed-rollers of rolling mills, weighing each :	More than 5,000 kg. . .	100 kg.	75.00
			2,500 kg. up to 5,000 kg. inclusive	»	95.00
1,000 kg. up to 2,500 kg. inclusive	»		115.00		
1,000 kg. and under . . . . .	. . . . .	Duty on other worked component parts under the present number, according to class.			
Cylinders of gas engines, weighing each :	More than 1,000 kg. . .	100 kg.	120.00		
	1,000 kg. and less . . . . .	. . . . .	Duty on other worked component parts under the present number, according to class.		
Boiler rods, weighing each :	From 1kg. to 15 kg. . .	100 kg.	180.00		
	Others (less than 1 kg. or more than 15 kg.) . . . . .	. . . . .	Duty on other worked component parts under the present number, according to class.		

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)		
533 A (suite)	Pièces détachées de machines, de timonerie, de freins et de transmissions en fer ou en acier forgé ou estampé, en fer, ou en acier moulé, en fonte malléable, pesant par unité (suite)	Cylindres cannelés pour machines textiles.	Plus de 1.000 kg.	100 kg. 130,00	
			Plus de 300 kg. jusqu'à 1.000 kg. inclus.	» 200,00	
			Plus de 100 kg. jusqu'à 300 kg. inclus.	» 225,00	
			Plus de 15 kg. jusqu'à 100 kg. inclus.	» 250,00	
			Plus de 1 kg. jusqu'à 15 kg. inclus.	» 200,00	
			Plus de 500 grammes jusqu'à 1 kg. inclus.	» 350,00	
			Plus de 200 grammes jusqu'à 500 grammes inclus.	» 375,00	
			200 grammes et moins	» 400,00	
			Lamelle pour casse-fils automatiques ou casse-chaines	» Tarif du N° 531	
			autres	Plus de 1.000 kg.	» 130,00
				Plus de 300 kg. jusqu'à 1.000 kg. inclus.	» 200,00
				Plus de 100 kg. jusqu'à 300 kg. inclus.	» 225,00
				Plus de 15 kg. jusqu'à 100 kg. inclus.	» 250,00
				Plus de 1 kg. jusqu'à 15 kg. inclus.	» 300,00
Plus de 500 grammes jusqu'à 1 kg. inclus.	» 350,00				
Plus de 200 grammes jusqu'à 500 grammes incl.	» 375,00				
200 grammes et moins	» 400,00				
533 quinquiès	Éléments de turbines à vapeur, etc. :				
	Aubes	Le kg.	10,00		
533 sexiès	Autres.	Valeur	17 %		
	Pièces détachées de chaudières, etc. :				
ex 549	Brutes	100 kg.	80,00		
	Travaillées	»	110,00		
	Foyers cylindriques pour chaudières, etc. :				
	Bruts	»	40,00		
	Travaillés	»	55,00		
	Coutellerie :				
	Couteaux de cuisine et de boucher	»	500,00		
	Rasoirs à main :				
	Fins, comportant une lame avec marque ou décor doré ou métallisé, etc.	»	3,000		
	Couteaux fermants :				
A une seule lame	»	1.800,00			
A plusieurs lames, pesant par douzaine :					
500 grammes et plus	»	2.200,00			
Moins de 500 grammes	»	2.700,00			
Ciseaux :					
Autres, ayant de longueur :					
Moins de 12 centimètres	»	1.800,00			
De 12 centimètres et moins de 25	»	1.500,00			
De 25 centimètres et plus	»	1.000,00			

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients			
533 (a) (continued)	Component parts of machines, of steering or braking apparatus or of shafting of wrought or stamped iron or steel of moulded iron or steel and of malleable cast iron, weighing each (continued).	Worked (continued).	Grooved cylinders for textile machines, weighing : More than 1,000 kg. More than 300 kg. up to 1,000 kg. inclusive More than 100 kg. up to 300 kg. inclusive More than 15 kg. up to 100 kg. inclusive More than 1 kg. up to 15 kg. inclusive More than 500 gr. up to 1 kg. inclusive More than 200 gr. up to 500 gr. inclusive 200 gr. and less	100 kg. " " " " " " " "	130.00 200.00 225.00 250.00 300.00 350.00 375.00 400.00	
	Small blades for automatic thread-breakers or warp-breakers				"	Dutiable as under No. 531.
	Others : weighing each :			More than 1,000 kg. More than 300 kg. up to 1,000 kg. inclusive More than 100 kg. up to 300 kg. inclusive More than 15 kg. up to 100 kg. inclusive More than 1 kg. up to 15 kg. inclusive More than 500 gr. up to 1 kg. inclusive More than 200 gr. up to 500 gr. inclusive 200 gr. or less	" " " " " " " "	130.00 200.00 225.00 250.00 300.00 350.00 375.00 400.00
533 (e)	Elements of turbines driven by steam, etc. :					
	Float boards				kg.	10.00
	Other				<i>ad valorem</i>	17%
533 (f)	Component parts of boilers, etc. :				100 kg.	80.00
	Rough				"	110.00
	Worked				"	40.00
	Rotors for boilers, etc. :				"	55.00
	Rough			"	500.00	
ex 549	Cutlery :			"	3,000.00	
	Kitchen and butchers' knives			"	1,800.00	
	Razors, hand :			"	2,200.00	
	Fine, containing a blade with a gilt or metallised mark or ornament, etc.			"	2,700.00	
	Clasp knives :			"	1,800.00	
	With a single blade			"	2,200.00	
	With several blades weighing per dozen :			"	2,700.00	
	500 gr. and more			"	1,800.00	
	Less than 500 gr.			"	1,500.00	
	Scissors :			"	1,000.00	
	Other, measuring :			"	1,800.00	
	Less than 12 cm.			"	1,500.00	
	From 12 cm. to 25 cm. exclusive			"	1,000.00	
	25 cm. or over			"	1,000.00	

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
ex 549 (suite)	Couteaux de table : A manche en bois fin, os, corne noire, celluloïd, etc. A manche bois commun ou métal commun D'une seule pièce tout fer ou acier Tondeuses, pesant par pièce : Moins de 110 grammes 110 grammes et plus Pièces détachées Coutellerie commune, autre : Coupe-volailles, tire-bouchons de poche à levier, pinces à casser ou à couper le sucre, etc.	100 kg. » » » » » » »	2.000,00 750,00 400,00 2.500,00 1.500,00 2.200,00 1.800,00
566 quater	Bouchons mécaniques { Formés d'un bouton de porcelaine blanche ou de couleur de faïence, de poterie ou de verre et d'un dispositif en fil de fer, d'acier, de cuivre ou de zinc. Bouchons spéciaux y assimilés Sans rondelle de caoutchouc } Sans impressions Avec impressions Avec rondelle de caoutchouc } Sans impressions Avec impressions Boutons en porcelaine, faïence, poterie ou verre Dispositifs en fils de fer, acier, cuivre ou zinc Parties et pièces détachées de bouchons mécaniques	» » » » » » » »	100,00 125,00 125,00 156,25 40,00 60,00 50,00
ex 568	Articles de ménage et tous ouvrages en fer, acier, ou en tôle noire non dénommés : Vernissés, sans décors ni impressions, par décalcomanie ou autrement : Une ou deux teintes Étamés-unis ou fer-blanc nu Émaillés-unis, même dégradés, granités Émaillés-marbrés sans or ou autre métal, ni impressions ou décoré par décalcomanie ou autrement	» » » »	90,00 145,00 145,00 170,00
ex 573	Objets d'art ou d'ornement en cuivre ou en bronze : Articles d'orfèvrerie : Nos ciselés, ni gravés, ni ornements par matriçage, estampage ou autrement Autres	Le kg. »	8,00 13,00
ex 574	Ouvrages en cuivre pur allié de zinc ou d'étain : Articles de lampisterie et de ferblanterie : Becs de lampes et becs à gaz en cuivre pur ou allié, associé ou non au fer-blanc (autres que pour acétylène) et leurs pièces détachées, qu'ils soient ou non polis, brunis, vernis ou étamés	100 kg.	550,00

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
ex 549 (continued)	Table knives : With handle of fine wood, bone, black horn, celluloid, etc. With handle of common wood or common metal . . . In one piece, wholly of iron or steel Clippers, weighing each : Less than 110 gr. 110 gr. or more Component parts Other common cutlery : Poultry-carvers, pocket-corkscrews worked on the lever principle, nippers for breaking or cutting sugar, etc.	100 kg. " " " " "	2,000.00 750.00 400.00 2,500.00 1,500.00 2,200.00
566 (d)	Mechanical stoppers. Made of a head of porcelain either white or coloured, of faience, pottery or glass and with a device of steel, copper or zinc wire; special stoppers assimilated thereto. . Without india-rubber ring } Without printing Without india-rubber ring } With printing . With india-rubber ring } Without printing With india-rubber ring } With printing . Component parts and detached pieces of mechanical stoppers. . Heads of porcelain, faience, pottery or glass. } Not printed . . Heads of porcelain, faience, pottery or glass. } Printed Devices of steel, copper or zinc wire	" " " " " " "	100.00 125.00 125.00 156.25 40.00 60.00 50.00
ex 568	Household wares and all other articles of iron, steel or black sheet iron, not otherwise specified : Varnished, without ornament or printing, by counter-tracing or otherwise : In one or two colours In plain sheets Plain enamelled, graded or not granited Enamel-marbled without gold or other metal and not printed or decorated by counter-tracing or otherwise	" " " "	90.00 145.00 145.00 170.00
ex 573	Objects of art and ornament, of copper or bronze : Coppersmiths' wares : Not chiselled, engraved or ornamented by means of matrices, stamping or otherwise Other	kg. "	8.00 13.00
ex 574	Articles of copper, pure or alloyed with zinc or tin : Lamp-makers' and tinsmiths' wares : Lamp-burners and gas-burners of copper, pure or alloyed, whether combined or not with tin plate (other than for acetylene) and component parts, whether polished or not burnished, varnished or tinned	100 kg.	550.00

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)											
ex 574 (suite)	Ouvrages en cuivre pur, etc. Articles de lampisterie, lanternes, lanternes-tempête, suspensions et articles d'éclairage autres que les becs de lampes et à gaz et les objets d'art ou d'ornement, en fer, zinc, étain ou cuivre pur ou allié, ou bien formés de l'association de ces métaux, ainsi que leurs parties ou pièces détachées, qu'ils soient ou non polis, brunis, vernis, étamés, plombés ou galvanisés : Lampes de mine à flamme à huile ou à essence	100 kg.	350,00											
	Autres articles	»	430,00											
	Articles de ferblanterie (autres que lampisterie) formés de l'association du cuivre pur ou allié et du fer blanc non classés ailleurs	»	310,00											
	<table border="0"> <tr> <td rowspan="5" style="vertical-align: middle;">Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.</td> <td rowspan="5" style="vertical-align: middle;">Autres objets.</td> <td rowspan="5" style="vertical-align: middle;">En nickel pur ou allié, y compris l'acier ou fer-nickel, ou bien en plaqué de nickel pur ou allié, non dénommés ni classés ailleurs.</td> <td rowspan="5" style="vertical-align: middle;">Pièces simplement martelées, repoussées ou embouties pesant par unité :</td> <td>50 kg. et plus</td> <td rowspan="5" style="vertical-align: middle;">Le kg.</td> <td rowspan="5" style="vertical-align: middle;">1,25</td> </tr> <tr> <td>25 kg. inclusivement à 50 kg. exclusivement</td> </tr> <tr> <td>10 kg. inclusivement à 25 kg. exclusivement</td> </tr> <tr> <td>1 kg. inclusivement à 10 kg. exclusivement</td> </tr> <tr> <td>Moins de 1 kg.</td> </tr> </table>	Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.	Autres objets.	En nickel pur ou allié, y compris l'acier ou fer-nickel, ou bien en plaqué de nickel pur ou allié, non dénommés ni classés ailleurs.	Pièces simplement martelées, repoussées ou embouties pesant par unité :	50 kg. et plus	Le kg.	1,25	25 kg. inclusivement à 50 kg. exclusivement	10 kg. inclusivement à 25 kg. exclusivement	1 kg. inclusivement à 10 kg. exclusivement	Moins de 1 kg.		
Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.	Autres objets.					En nickel pur ou allié, y compris l'acier ou fer-nickel, ou bien en plaqué de nickel pur ou allié, non dénommés ni classés ailleurs.			Pièces simplement martelées, repoussées ou embouties pesant par unité :	50 kg. et plus	Le kg.	1,25		
										25 kg. inclusivement à 50 kg. exclusivement				
										10 kg. inclusivement à 25 kg. exclusivement				
										1 kg. inclusivement à 10 kg. exclusivement				
		Moins de 1 kg.												
	<table border="0"> <tr> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Autres objets.</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">En métaux communs, autres que l'aluminium et métaux assimilés, y compris le zinc, nickelés, non dénommés ni classés ailleurs.</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Pièces coulées, estampées ou forgées brutes</td> <td>»</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">»</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">3,10</td> </tr> <tr> <td>Batterie de cuisine</td> <td>»</td> <td>5,00</td> </tr> </table>	Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.	Autres objets.	En métaux communs, autres que l'aluminium et métaux assimilés, y compris le zinc, nickelés, non dénommés ni classés ailleurs.	Pièces coulées, estampées ou forgées brutes	»	»	3,10	Batterie de cuisine	»	5,00			
Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.	Autres objets.					En métaux communs, autres que l'aluminium et métaux assimilés, y compris le zinc, nickelés, non dénommés ni classés ailleurs.			Pièces coulées, estampées ou forgées brutes	»	»	3,10		
		Batterie de cuisine	»	5,00										
ex 579	<table border="0"> <tr> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Autres objets.</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">En métaux communs, autres que l'aluminium et métaux assimilés, y compris le zinc, nickelés, non dénommés ni classés ailleurs.</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Autres objets. { Pour usage technique Autres</td> <td>»</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">»</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">6,50</td> </tr> <tr> <td>»</td> <td>7,50</td> </tr> </table>	Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.	Autres objets.	En métaux communs, autres que l'aluminium et métaux assimilés, y compris le zinc, nickelés, non dénommés ni classés ailleurs.	Autres objets. { Pour usage technique Autres	»	»	6,50	»	7,50				
Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.	Autres objets.					En métaux communs, autres que l'aluminium et métaux assimilés, y compris le zinc, nickelés, non dénommés ni classés ailleurs.			Autres objets. { Pour usage technique Autres	»	»	6,50		
		»	7,50											
	<table border="0"> <tr> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Autres objets.</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">En métaux communs, autres que l'aluminium et métaux assimilés, y compris le zinc, nickelés, non dénommés ni classés ailleurs.</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Batterie de cuisine</td> <td>»</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">»</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">5,00</td> </tr> <tr> <td>Autres objets. { Pour usage technique Autres</td> <td>»</td> <td>6,50</td> </tr> </table>	Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.	Autres objets.	En métaux communs, autres que l'aluminium et métaux assimilés, y compris le zinc, nickelés, non dénommés ni classés ailleurs.	Batterie de cuisine	»	»	5,00	Autres objets. { Pour usage technique Autres	»	6,50			
Ouvrages en nickel pur ou allié, en plaqué de nickel ou en métaux nickelés.	Autres objets.					En métaux communs, autres que l'aluminium et métaux assimilés, y compris le zinc, nickelés, non dénommés ni classés ailleurs.			Batterie de cuisine	»	»	5,00		
		Autres objets. { Pour usage technique Autres	»	6,50										
	<table border="0"> <tr> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Meubles</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">En bois courbé, montés ou non montés.</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Sièges, pièces et parties isolées de sièges, à l'exclusion des fonds, palmettes, etc.</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Peints, vernis, cirés, laqués ou bien décorés au feu ou autrement</td> <td>100 kg.</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">»</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">180,00</td> </tr> <tr> <td>Autres</td> <td>»</td> <td>115,00</td> </tr> </table>	Meubles	En bois courbé, montés ou non montés.	Sièges, pièces et parties isolées de sièges, à l'exclusion des fonds, palmettes, etc.	Peints, vernis, cirés, laqués ou bien décorés au feu ou autrement	100 kg.	»	180,00	Autres	»	115,00			
Meubles	En bois courbé, montés ou non montés.					Sièges, pièces et parties isolées de sièges, à l'exclusion des fonds, palmettes, etc.			Peints, vernis, cirés, laqués ou bien décorés au feu ou autrement	100 kg.	»	180,00		
		Autres	»	115,00										
590	<table border="0"> <tr> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Meubles</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">En bois courbé, montés ou non montés.</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Meubles autres que sièges, pièces et parties isolées de ces meubles.</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">Peints, vernis, cirés, laqués au feu ou autrement</td> <td>»</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">»</td> <td rowspan="2" style="vertical-align: middle;">140,00</td> </tr> <tr> <td>Autres</td> <td>»</td> <td>100,00</td> </tr> </table>	Meubles	En bois courbé, montés ou non montés.	Meubles autres que sièges, pièces et parties isolées de ces meubles.	Peints, vernis, cirés, laqués au feu ou autrement	»	»	140,00	Autres	»	100,00			
Meubles	En bois courbé, montés ou non montés.					Meubles autres que sièges, pièces et parties isolées de ces meubles.			Peints, vernis, cirés, laqués au feu ou autrement	»	»	140,00		
		Autres	»	100,00										
602 bis	Ouvrages de tournerie : Vernis ou cirés, etc. Autres	100 kg. »	100,00 60,00											

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
ex 574	Articles of copper, pure, etc.		
(continued)	Lamp wares, lanterns, hurricane lamps, hanging lamps and light appliances, other than lamp- and gas-burners, and art wares or ornamental wares of iron, zinc, tin or copper, pure or alloyed, or formed by combinations of these metals, and detached and component parts, whether or not polished, burnished, varnished, tinned, lead-coated or galvanised :		
	Mine-lamps with oil or petrol flame	100 kg.	350.00
	Other articles	"	430.00
	Tinsmiths' wares (other than lamp-ware) formed by combinations of pure copper or copper alloy and tin plate not classed elsewhere	"	310.00
	Of nickel, pure or alloyed, including steel or iron-nickel or plated with nickel pure or alloyed, not specified or classified elsewhere :	Parts simply hammered, punched or pressed, weighing each :	
		{ 50 kg. and more { 25 kg. inclusive up to 50 kg. exclusive { 10 kg. inclusive up to 25 kg. exclusive { 1 kg. inclusive up to 10 kg. exclusive { Less than 1 kg.	kg. 1.25 " 1.40 " 1.60 " 1.90 " 2.05
	Of common metals other than aluminium and assimilated metals, including zinc, nickelled, not specified or classified elsewhere :	enough parts welded, stamped or wrought Kitchen utensils Other ar- ticles : { For technical purposes { Other	" 3.10 " 5.00 " 6.50 " 7.50 " 5.00
ex 579	Articles of nickel, pure or alloyed, of nickel plate or in nickeld metals.		
	Other :		
	Of common metals other than aluminium and assimilated metals, including zinc, nickelled, not specified or classified elsewhere :	Kitchen utensils Other { For technical purposes { Other	" 6.50 " 7.50
590	Furniture. Of bentwood, fitted or not :		
	Chairs, separate pieces and parts of chairs, including sittings, palmettes etc. :	{ Painted, varnished, waxed, lacquered, polished or otherwise decorated. { Other	100 kg. " 180.00 115.00
	Furniture, other than chairs, separate pieces and parts of such furniture :	{ Painted, varnished, waxed, lacquered, polished or otherwise decorated. { Other	" 140.00 " 100.00
602 (b)	Manufactures of turned wood :		
	Varnished, waxed, etc.	"	100.00
	Other	"	60.00

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
ex 604	Violons sans boîte, sans archet ou autres accessoires finis ou non finis, vernis ou non :		
	Antérieurs à 1801. { Non filetés ¹	La pièce	2,55
	Filetés	»	6,80
	Autres { Non filetés ¹	Valeur	35 %
	Filetés	»	35 %
	Cithares, banjos et harpes éoliennes	La pièce	15,00
	Guitares de toute espèce, sans archets, sans boîtes ou autres accessoires, finies ou non finies, vernies ou non :		
	Antérieures à 1801	»	6,80
	Autres	Valeur	35 %
	Serinettes	La pièce	13,00
	Vielles	»	40,00
	Harpes	»	550,00
	Violoncelles, etc.	Valeur	45 %
	Contrebasses en bois, etc.	»	45 %
	Mandolines, etc.	»	45 %
	Accordéons, concertinos ou concertinas et instruments assimilés comportant :		
	Un rang de touches, avec ou sans basses	La pièce	5,00
	Deux rangs de touches :		
	Avec seize basses ou moins	»	10,00
	Avec plus de seize basses	»	17,00
	Trois rangs de touches :		
	Avec seize basses ou moins	»	24,00
	Avec plus de seize basses	»	36,00
	Plus de trois rangs de touches :		
	Avec quarante-huit basses ou moins	»	48,00
	Avec plus de quarante-huit basses	»	60,00
	Harmonicas à bouche, etc.	100 kg.	294,00
626	Chapeaux de feutre de poils ou de laine et poils :		
	En cloches, y compris les plateaux et chemises, non apprêtés, ni dressés, ni tournurés	Valeur	12 %
	Autres :		
	Non garnis	»	14 %
	Partiellement garnis ou garnis chapeliers avec ou sans coiffe	»	14 %
627	Chapeaux de feutre de laine :		
	En cloches, y compris les plateaux et chemises, non apprêtés, ni dressés, ni tournurés	»	12 %
	Autres :		
	Non garnis	»	14 %
	Partiellement garnis ou garnis chapeliers avec ou sans coiffe	»	14 %
636	Porte-mines, porte-crayons, etc.	»	20 %
641	Pipes, tuyaux, etc.	Le kg.	30,00
641 bis	Tabletterie de celluloid (ivoire et écailles factices, etc.), de caséine durcie, <i>bakélite</i> , <i>albertol</i> , <i>plastose</i> , cellophane, acétate de cellulose et matières plastiques analogues, y compris les peignes, barrettes, démêloirs, etc.	Le kg.	20,00

¹ Les instruments filetés sont ceux qui portent autour de la table et au fond un filet incrusté ou marqué. Les instruments dans lesquels ce filet est simplement colorié ou tracé en noir sont considérés comme non filetés.

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
ex 604	Violins without cases, bows or other accessories, finished or not, varnished or not :		
	Dating back before 1801	each	2.55
		"	6.80
	Other	<i>ad valorem</i>	35%
		"	35%
	Zithers, banjos, aeolian harps.	each	15.00
	Guitars of all kinds, without bows, cases or other accessories, finished or not finished, varnished or not :		
	Dating back before 1801	"	6.80
	Other	<i>ad valorem</i>	35%
	Bird organs	each	13.00
	Hurdy-gurdies	"	40.00
	Harps	"	550.00
	Violoncellos, etc.	<i>ad valorem</i>	45%
	Double basses of wood, etc.	"	45%
	Mandolines, etc.	"	45%
	Accordions, concertinos or concertinas and similar instruments containing :		
	One row of keys with or without basses	each	35.00
	Two rows of keys :		
	With sixteen basses or less	"	10.00
	With more than sixteen basses	"	17.00
	Three rows of keys :		
	With sixteen basses or less	"	24.00
	With more than sixteen basses	"	36.00
	More than three rows of keys :		
	With forty-eight basses or less	"	48.00
	With more than forty-eight basses	"	60.00
	Harmonicas (mouth, etc.)	100 kg.	294.00
626	Hats of hair felt or of wool and hair felt :		
	Shapes and tops of hats, not prepared or shaped . .	<i>ad valorem</i>	12%
	Other :		
	Not trimmed	"	14%
	Partly trimmed or trimmed hats with or without crown	"	14%
627	Hats of woollen felt :		
	Shapes including felt shapes and thin shapes, neither dressed, blocked nor with formed brims	"	12%
	Other :		
	Not trimmed	"	14%
	Partly trimmed or trimmed hats with or without crown	"	14%
636	Penholders and component parts	"	20%
641	Pipes etc.	kg.	30.00
641 (b)	Small wares (tableterie) of celluloid (imitation ivory and tortoiseshell, etc.), of hardened caseine, bakelite, albertol, plastose, cellophane, cellulose acetate and of like plastic materials, including combs, barrettes, rake-combs, etc.	kg.	20.00

¹ Instruments " with incisions " are those which have an inlaid or checkered incision round the covering board and at the bottom. Instruments in which this incision is simply coloured or pressed in black is regarded as " without incision ".

Numéros du tarif français	Désignation des marchandises	Unités de perception	Droits (coefficients compris)
641 bis (suite)	Linge dit <i>américain</i> (faux-cols, manchettes, devants de chemises, plastrons, etc.) en celluloïd ou matière analogue, avec ou sans tissus Tabletterie de caoutchouc durci	Valeur »	18 % Voir : <i>Ouvrages en caoutchouc durci, ébonite.</i>
	Tabletterie d'os, de corne, de bambou, de corozo ou d'autres matières	Le kg.	20,00
	Tabletterie de gélatine avec ou sans impressions	Valeur	20 %
	Tabletterie d'autres matières { Pipes, fume-cigares, fume-cigarettes et tuyaux en celluloïd, bakélite, caséine durcie et matières analogues montés ou non, autrement qu'en ambre, copal, nacre, écaille, ivoire, ambroïde, avec ou sans métal commun. Les mêmes en bois ou roseau, montés ou garnis autrement qu'en ambre, copal, nacre, écaille, ivoire, ambroïde ou garnis de métal commun	»	18 %
644	Brosserie : Commune montée en bois : Garnie de fibres végétales, etc. Garnie de fibres animales, etc. Garnie de matières végétales et animales, etc.	100 kg. » »	273,00 546,00 409,50
	Fine : Montée en bois, en os, etc. Autre, etc.	» Valeur	1.200,00 20 %
644 bis	Pinceaux et brosses à peindre ou à dessiner : En poils de porc ou de sanglier, en crins ou en matières végétales : Manches en bois commun non peint, ni teint, ni verni, ni ciré, avec ou sans virole métallique, même nickelée Manches autres Autres. Plumeaux et plumasseaux	Le kg. » Valeur »	3,00 5,00 15 % 20 %
ex 645	Boutons : De fantaisie en métal, etc. Dits boutons pression, etc. : Boutons à coudre Boutons à rivets Les mêmes, revêtus de celluloïd ou de matières analogues De caséine durcie, etc. De corozo : Pour pantalons Autres.	Le kg. » » » » » » »	10,00 9,50 12,50 18,50 23,00 6,00 14,00
ex 646	Articles de bimbeloterie, etc. : 1° c) Jouets en métal, etc. e) Animaux, poupées, etc. 2° Engins sportifs, etc. : e) Objets non dénommés, etc.	» » »	7,00 10,50 7,50
646 bis	Jeux et jouets, etc. : Jeux et jouets en métal, etc. Automates fins de tous genres, etc.	» »	11,50 36,00

Number in French Tariff	Description of Goods	Unit of Assessment	Duty including Coefficients
641 (b) (continued)	Linen, so-called American (collars, cuffs, shirt-fronts and dummies, etc.) of celluloid or like material, with or without tissue Small wares (<i>tableterie</i>) of hardened rubber	<i>ad valorem</i> "	18% See <i>Manufactures of hardened rubber, ebonite.</i>
	Small wares of bone, horn, bamboo, corozo or other material	kg.	20.00
	Small wares of gelatine, with or without printing	<i>ad valorem</i>	20 %
	Small wares of other materials. { Pipes, cigar-holders, cigarette-holders and stems of celluloid, bakelite, hardened caseine and like materials, mounted or not, except of amber, copal, mother-of-pearl, tortoise-shell, ivory, amberoid, with or without common material. The same of wood or reed, mounted or fitted otherwise than with amber, copal, mother-of-pearl, tortoise-shell, ivory, amberoid, or fitted with common metal	"	18 %
644	Brushmakers' wares :		
	Common, mounted in wood :		
	With vegetable fibres, etc.	100 kg.	273.00
	With animal fibres, etc.	"	546.00
	With vegetable and animal fibres, etc.	"	409.50
	Fine :		
	Mounted in wood, bone, etc.	"	1200.00
	Other, etc.	<i>ad valorem</i>	20 %
644 (b)	Brushes for painting or drawing of pigs' or boars' bristles, horsehair or vegetable materials :		
	With handles of common wood, not painted, dyed, varnished or waxed, with or without a metal ring, even if nickelled	kg.	3.00
	With other handles	"	5.00
	Others.	<i>ad valorem</i>	15 %
	Feather brooms and feather dusters	"	20 %
ex 645	Buttons :		
	Fancy buttons, of metal, etc.	kg.	10.00
	Press buttons, etc. :		
	To be sewn on	"	9.50
	To be rivetted on	"	12.50
	The same, covered with celluloid or similar material	"	18.50
	Of hardened caseine, etc.	"	23.00
	Of corozo :		
	For trousers	"	6.00
	Other	"	14.00
ex 646	Playthings (<i>bimbeloterie</i>) etc. :		
	(1) (c) Metal toys, etc.	"	7.00
	(e) Animals, dolls, etc.	"	10.50
	(2) Toy engines, etc. :		
	(e) Articles not mentioned, etc.	"	7.50
646 (b)	Games and toys, etc. :		
	Games and toys of metal, etc.	"	11.50
	Fine automatons of every kind, etc.	"	36.00

LISTE D.

Numéros du tarif douanier tchéco- slovaque	Désignation des marchandises	Taux de la taxe
ex 10	Raisins secs Malaga	5 %
	Autres raisins	1/2 %
ex 52	Graines de betterave à sucre	1/4 %
	Semences de conifère	1/2 %
ex 108	ex 1.	
	a) Cognac	1 %
	ex b) Liqueurs autres que le kirsch	1 %
	c) Arack, rhum	1/2 %
	ex 2. Autres eaux-de-vie	2 %
ex 109	Moût de raisins, vins de fruits non concentrés, hydromel.	1/2 %
ex 134	Bois scié (d'après l'essence du bois)	1 ou 5 %
ex 150	Terres et matières minérales, calcinées, chaux calcinées	1/2 %
ex 164	Goudrons autres que goudron provenant de la distillation du bois.	1/2 %
ex 169	(Cire de lignite).	1/2 %
ex 173	Térébenthine, huile de térébenthine, etc., à l'exception de l'huile de résine.	1/2 %
ex 369	Tiges et tubes en verre de moins de 8 millimètres	1/2 %
ex 380	Plaques sèches pour la photographie	1/2 %
ex 519	Articles non spécialement dénommés en métal anglais, etc., autres que couverts de table en acier étamé	1/2 %
ex 531	Machines à rouleaux pour l'impression des tissus, excepté celles pour l'impression sur tissu de soie	1/2 %
540	Appareils pour T. S. F. et pièces détachées	5 %
ex 553	Véhicules automobiles, etc., autres que motocycles et carrosseries d'auto- mobiles importées séparément	1/2 %
ex 597	Litharge en écailles et en morceaux.	1/2 %
ex 604	Nitrobenzol, anthracène brut, naphthaline brute, acide phénique brut	1/2 %
620 a)	Éther éthylique	1/2 %
640	Allumettes	1/2 %
643	Cartouches vides	1/3 %
644	Cartouches chargées	1/2 %

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer l'accord en date de ce jour, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ont décidé d'en préciser au présent protocole les conditions d'application, suivant les dispositions ci-après :

Ad Article premier (liste A) :

Ad nos 108 a) ex-109 et 110 du tarif tchécoslovaque. — La Tchécoslovaquie pourra soumettre à la double condition d'origine et de provenance l'application des droits conventionnels prévus à la liste A pour les produits ci-après énumérés : cognacs, armagnacs et eaux-de-vie de vin autres (n° 108 a) vins (ex n° 109) et vins mousseux (n° 110 du tarif tchécoslovaque), ainsi que pour tous autres articles pour lesquels cette double condition serait exigée de tous pays bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée.

LIST D.

Number in Czechoslovak Customs Tariff	Description of Goods	Duty
ex 10	Malaga raisins	5%
	Other raisins	1½%
ex 52	Beet-sugar seed	¼%
	Seeds of conifer	½%
ex 108	ex 1	
	(a) Cognac	1%
	(b) Liqueurs other than kirsch	1%
	(c) Arrack, rum	½%
	ex 2 Other distilled spirituous liquors	2%
ex 109	Grape-must, wine of fruits not inspissated, mead	½%
ex 134	Timber sawn, (according to the essence of the wood)	1 or 5%
ex 150	Earths and mineral substances, calcinated, calcinated lime	½%
ex 164	Tars other than tar distilled from wood	½%
ex 169	Lignite wax	½%
ex 173	Turpentine, turpentine oil, etc., except resinous oil	½%
ex 369	Glass rods and tubes of less than 8 mm.	½%
ex 380	Dried plates for photographic purposes	½%
ex 519	Articles not specially mentioned of Britannia metal, etc., except table covers of plated steel	½%
ex 531	Machines with rollers for printing tissues, except those for the printing of silk tissues	½%
	540 Wireless sets and parts thereof	5%
ex 553	Automobiles, etc., except motor-cycles and bodies of automobiles imported separately	½%
ex 597	Litharge in flakes and pieces	½%
ex 604	Nitro-benzol, crude anthracine, crude naphthalene, crude carbolic acid	½%
620(a)	Ethylic aether	½%
640	Matches	½%
643	Empty cartridges	½%
644	Loaded	½%

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the time of signing the agreement of to-day's date, the GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC have decided to define in the present Protocol the conditions of its application, in accordance with the following provisions :

Ad Article I (List A) :

Ad Nos. 108 (a), ex- 109 and 110 of the Czechoslovak tariff. — Czechoslovakia may subordinate to the double condition of origin and provenance the application of the conventional duties mentioned in List A for the following products : cognacs, armagnacs and other eaux-de-vie made from grapes (No. 108 (a)), wine (ex No. 109) and sparkling wine (No. 110 of the Czechoslovak tariff), and for all other articles for which this double condition may be imposed on all countries benefiting by the most-favoured-nation clause.

Ad n° 127 du tarif tchécoslovaque. — Les farines alimentaires ayant une teneur en cacao analogue à celle du produit dit « Phosphatine Falières » bénéficieront du droit de 720 couronnes prévu à la liste A.

Ad n° 155 b) du tarif tchécoslovaque. — S'il est exigé un certificat relatif à la nature des produits visés sous ce numéro (huiles essentielles autres non spécialement dénommées), il suffira d'une attestation de l'exportateur certifiée par la Chambre de commerce dont il relève, et déclarant qu'il s'agit bien d'une essence naturelle d'origine végétale et non alcoolique.

Ad n° 163 a) du tarif tchécoslovaque. — Seront considérés comme extraits liquides, les extraits à base de campêche qui contiennent au plus 30 p. 100 de cendres.

Ad n° 229 du tarif tchécoslovaque. — Les draps feutrés tissés sans fin, destinés à des usages techniques, bénéficieront d'une réduction de 30 p. 100 par rapport aux droits autonomes actuellement en vigueur.

Ad n° 237 du tarif tchécoslovaque : Tapis à points noués. — Si pour cet article la Tchécoslovaquie modifiait le tarif actuel (3.375 couronnes aux 100 kg.), elle ne pourrait le majorer de plus de 50 p. 100 par rapport au taux de ce tarif.

Ad classe XXV du tarif tchécoslovaque : Soieries. — Si la Tchécoslovaquie, soit pour des raisons intérieures, soit du fait de la modification de ses échanges avec certains pays, est amenée à établir une nomenclature ou une tarification nouvelle des produits soyeux, elle ne pourra l'instituer que de l'assentiment du Gouvernement français. Celui-ci s'engage à cet effet à entrer en négociation à toute demande qui lui sera adressée par le Gouvernement tchécoslovaque. Si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai de quatre mois à dater de la demande, chacune des Hautes Parties contractantes pourrait dénoncer la présente convention pour prendre fin deux mois après.

Ad nos 298 à 300 du tarif tchécoslovaque. — Les imprimés rédigés en français, repris sous ces numéros, qui ont pour but exclusif de recommander des produits de l'industrie française ou d'en indiquer le mode d'emploi, bénéficieront d'une réduction de 50 p. 100 du droit afférent aux positions douanières sous lesquelles ils sont classés.

Ad n° 299 du tarif tchécoslovaque. — La franchise sera accordée aux journaux de modes, sous condition qu'ils paraissent au moins quatre fois par an, sous la forme de journal, et portent l'indication du rédacteur (éditeur), du montant de l'abonnement ou du prix du numéro, et qu'ils aient, en outre, un contenu littéraire (romans, feuilletons) ou technique (revue des modes ou articles similaires, ou bien description d'une certaine étendue des modèles reproduits). Ce régime sera appliqué même dans le cas où les journaux en question ne sont pas brochés, mais se composent de feuilles libres, mais paginées.

Ad n° 334 du tarif tchécoslovaque : Cuir de mouton, d'agneau, etc. — Si la tarification actuelle était augmentée, elle ne pourrait l'être que pour le cuir noir et l'augmentation ne pourrait dépasser 50 p. 100 du taux du tarif actuel. Un abaissement compensatoire serait simultanément établi pour le cuir de couleur naturelle.

Ad n° 445 du tarif tchécoslovaque. — Les compteurs à eau bénéficieront d'un droit égal aux $\frac{2}{5}$ des droits prévus selon l'espèce.

Ad nos 483 et 484 du tarif tchécoslovaque. — Les roues nues pour automobiles et avions bénéficieront, selon l'espèce, d'un droit égal au quart des droits prévus sous les nos 483 et 484.

Ad nos 528 et 554 du tarif tchécoslovaque. — Les carburateurs classés sous ces positions, seront admis au droit dont bénéficient les carburateurs repris au n° 537.

Ad n° 630 du tarif tchécoslovaque : Produits pharmaceutiques préparés, en sirops et solutions. — Si la Tchécoslovaquie établit un droit spécifique dont l'incidence sur certains produits classés sous ce numéro dépasse 15 p. 100 *ad valorem*, il est entendu que, sous réserve de la justification de la valeur, l'importateur pourra réclamer au lieu de l'application du droit spécifique, l'application d'un droit égal à 15 p. 100 de cette valeur.

Ad No. 127 of the Czechoslovak tariff. — Alimentary flours containing a proportion of cocoa similar to that in "Phosphatine Falières" shall only be required to pay the duty of 720 crowns specified in List A.

Ad No. 155 (b) of the Czechoslovak tariff. — If a certificate concerning the nature of the products referred to in this item (essential oils, not specially mentioned) is required, an affidavit by the exporter certified by his Chamber of Commerce shall be sufficient. The affidavit must state that the product is a natural essence of vegetable and non-alcoholic origin.

Ad No. 163 (a) of the Czechoslovak tariff. — Extracts having a basis of logwood containing at the most 30% ash shall be regarded as liquid extracts.

Ad No. 229 of the Czechoslovak tariff. — Endless-woven, felted cloth for technical use, shall be accorded a reduction of 30% as compared with the autonomous duties at present in force.

Ad No. 237 of the Czechoslovak tariff: knotted carpets. — If Czechoslovakia modifies her present tariff (3,375 crowns per 100 kg.), she may not increase it more than 50% as compared with the above rate.

Ad Class XXV of the Czechoslovak tariff: Silk wares. — If Czechoslovakia, either for internal reasons or as a result of changes in her trade with other countries, is obliged to establish a new nomenclature or tariff classification for silk products, she shall only apply such alterations with the consent of the French Government. The latter undertakes for this purpose to enter into negotiations in respect of every request which may be addressed to it by the Czechoslovak Government. If these negotiations do not succeed within four months from the date on which the request is made, either of the High Contracting Parties may denounce the present Convention, such denunciation to take effect two months thereafter.

Ad Nos. 298 to 300 of the Czechoslovak tariff. — Printed matter in French, dealt with under these numbers, the sole object of which is to advertise products of French industry or indicate how these products should be used, shall be accorded a reduction of 50% on the duties applying to the Customs items under which they are placed.

Ad No. 299 of the Czechoslovak tariff. — Fashion papers shall be admitted duty free provided they are published at least once a quarter in the form of a periodical, and include the editor's or publisher's name, the charge for subscriptions or price of each number and also contain literary matter (stories or serials) or technical matter (review of fashions or similar articles or a description of some of the models reproduced). This shall apply even when the periodicals in question are not bound but consist of loose (but numbered) sheets.

Ad No. 334 of the Czechoslovak tariff: Sheep and lambskin leather, etc. — If the present rates are increased, they may only be so in the case of black leather, and the increase may not exceed 50% of the present tariff rate. A reduction shall at the same time be made by way of compensation on natural-coloured leather.

Ad No. 445 of the Czechoslovak tariff. — Water-gauges shall be accorded a duty equal to three-fifths of the duties charged according to the variety of article.

Ad Nos. 483 and 484 of the Czechoslovak tariff. — Naked wheels for automobiles and aeroplanes shall be granted, according to the variety of article, a duty equal to one-fourth of the duties leviable under Nos. 483 and 484.

Ad Nos. 528 and 554 of the Czechoslovak tariff. — Carburettors classified under these items shall be allowed to enter at the same rate as the carburettors mentioned under No. 537.

Ad No. 630 of the Czechoslovak tariff: Pharmaceutical wares, prepared in the form of syrups or solutions. — If Czechoslovakia establishes a specific duty which would amount to more than 15% *ad valorem* on certain products classified under this heading, it is understood that, provided he proves the value, the importer may claim instead of the application of the specific duty the application of a duty equal to 15% of the said value.

Ad n° 637 a) du tarif tchécoslovaque. — Seront classés sous ce numéro, avec droit de 120 couronnes par 100 kilogrammes, les savons dits de Marseille, non parfumés, en blocs pesant au moins 500 grammes, étampés, comportant, la marque, le nom du fabricant, la composition du produit ou autres indications similaires, chaque bloc étant présenté sous enveloppe séparée.

Ad Article II.

(Liste B.)

Seront seuls exceptés du traitement prévu à l'article II, les produits repris à la liste B établie par le Gouvernement tchécoslovaque, comme n'intéressant pas son exportation, étant donné que si le Gouvernement tchécoslovaque justifiait ultérieurement d'un intérêt pour l'un quelconque de ces produits, ledit produit serait admis, immédiatement et inconditionnellement, en France, au bénéfice du tarif minimum et du traitement de la nation la plus favorisée.

(Liste C.)

Le tarif minimum sera appliqué aux matières de toutes espèces servant d'emballage à toutes les marchandises bénéficiant du tarif minimum, si ces matières sont, d'après les prescriptions douanières, dédouanées séparément.

Les produits originaires et en provenance de Tchécoslovaquie, bénéficiant des avantages prévus à la présente convention, jouiront, en ce qui concerne les surtaxes d'entrepôt et d'origine, des taux applicables aux produits identiques originaires ou en provenance de tous autres pays.

Ad n° 211 du tarif français. — Les feuilles de fer blanc décorées au vaporisateur et non émaillées sont admises aux droits du n° 211 (fer étamé).

Ad n° 350 B du tarif français. — Gobeletterie de verre et de cristal : Les pièces pour le service de la table ou de la toilette, l'ameublement, l'ornementation des habitations et articles de bureau, vases, jardinières, coupes, porte-bouquets, etc., repris sous la position « autres » sont passibles d'un droit de 20 p. 100 *ad valorem* lorsque lesdites pièces sont garnies ou montées de métal non précieux, quelle que soit la partie de métal.

Ad n° 362 du tarif français. — Les objets autres qu'en verre soufflé ne présentant qu'une tubulure travaillée par soufflage au chalumeau, tubes à essais, ampoules pour sérum, réfrigérants, seront repris comme objets en verre non dénommés.

Ad n° 362 du tarif français. — Les verres et glaces genre « Triplex » c'est-à-dire composés de feuilles de verre à vitre ou de glace séparées par une pellicule en celluloïd ou en matière similaire, suivent le régime du n° 362 (objets en verre non dénommés).

Ad n° 533 A du tarif français. — Les frettes ou anneaux de rotors pour générateurs d'électricité, contenant jusqu'à 8 p. 100 de nickel, suivent le régime des pièces détachées de machines, de timonerie, etc. travaillées, telles qu'elles sont reprises au n° 533 A.

Ad n° 568 du tarif français. — Les boîtes pour lampes électriques de poche en métal commun sont admises comme articles en fer, en acier, etc., même lorsqu'elles sont présentées munies de connexions et parties isolées que comportent normalement les objets de l'espèce pour l'emploi de fabrication courante.

Ad n° 573, 577, 578, 579, 579 bis du tarif français. — Les articles de cuisine et de ménage nickelés ne seront, en aucun cas, assujettis aux droits de l'orfèvrerie de table nickelée.

Ad n° 635 quater du tarif français. — Verrerie et ustensiles pour instruments scientifiques et pour laboratoires. — 1° Les objets de l'espèce, autres qu'en verre soufflé, ne présentant qu'une tubulure ajoutée ou travaillée par soufflage au chalumeau, seront classés sous le n° 362 « Objets en verre non dénommés ».

2° Les mortiers et pilons actuellement classés sous le n° 362 seront classés sous le n° 350 c (gobeletterie autre).

Ad 637 (a) of the Czechoslovak tariff. — The following shall be classified under this number and shall be subject to a duty of 120 crowns per 100 kg. : soap known as "Marseilles" soap, unscented, in bars weighing at least 500 grammes, embossed with the mark, manufacturer's name, composition of the product or other similar indications, each bar being submitted in a separate wrapping.

Ad Article II.

(List B).

The only products exempted from the treatment mentioned in Article II shall be those taken from List B prepared by the Czechoslovak Government as being of no concern to Czechoslovak exports, while, if the Czechoslovak Government subsequently proved that it was interested in any of these products, the product in question would immediately and unconditionally be accorded in France the minimum tariff and most-favoured-nation treatment.

(List C).

The minimum tariff shall be applied to articles of every kind used for packing all the goods accorded the minimum tariff, if these articles are, according to the Customs regulations, passed separately through the Customs.

Products originating in and coming from Czechoslovakia receiving the advantages prescribed in the present Convention shall, as regards warehousing and "origin" surcharges be accorded the rates applicable to like products originating in or coming from all other countries.

Ad No. 211 of the French tariff. — Tinplate ornamented with an evaporator and not enamelled shall be admitted under the duties of No. 211 (iron, tinned).

Ad No. 350 B of the French tariff. — Table glass ("gobeletterie") of glass or crystal : Articles for table or toilet use, for furnishing, or for ornamenting dwellings and office articles, vases, jardinières, bowls, flower-stands, etc. under the item "others" shall be subject to a 20% *ad valorem* duty when they are ornamented or set with non-precious metal, whatever the metal part may be.

Ad No. 362 of the French tariff. — Articles other than blown-glass goods, only having one tube produced by the blow-pipe, test-tubes, ampoules for serum, coolers, shall be treated as articles of glass not specially mentioned.

Ad No. 362 of the French tariff. — "Triplex" glasses and mirrors, *i. e.* glasses and mirrors consisting of sheets of plate-glass or mirror glass separated by a thin covering of celluloid or like material, shall be treated as if they come under No. 362 (articles of glass not specially mentioned).

Ad No. 533 A of the French tariff. — Retaining or rotor rings for electric generators containing up to 8% nickel, shall be treated as component parts of machines, of steering apparatus, etc., wrought, as mentioned in No. 533 A.

Ad No. 568 of the French tariff. — Cases for electric pocket-lamps in common metal may enter as iron, steel, etc. articles even when they are submitted with connections and spare parts which normally accompany these articles for their current make-up.

Ad Nos. 573, 577, 578, 579, 579 b of the French tariff. — Nickel kitchen and household utensils shall not in any case be required to pay the duties levied on nickelled tableware.

Ad No. 635 d of the French tariff. — Glassware and utensils for scientific instruments and laboratories. — (1) Articles of this kind other than of blown glass, having only one tube added or wrought by the blow-pipe shall be classified under No. 362 "Glassware not specially mentioned".

(2) Mortars and pestles, at present classified under No. 362, shall be classified under No. 350 *c* (table-glass, other.)

Ad Article IV.

Pour l'application de l'alinéa 5 de l'article IV ci-dessus, le Gouvernement français déclare que cet article n'est point destiné à substituer les prix intérieurs aux prix réels de l'étranger, comme base de perception des droits, mais à fixer, pour les seuls produits dont la valeur ne saurait être déterminée sur d'autres bases, une valeur forfaitaire, pour l'établissement de laquelle il doit être tenu compte à la fois des prix pratiqués à l'intérieur et des prix réels pratiqués sur les principaux marchés extérieurs.

Il est entendu, d'autre part, que si les mercuriales officielles et barèmes spéciaux qui sont visés à l'article IV, et en conformité desquels seraient ajustés les prix portés sur facture, apparaissent au Gouvernement tchécoslovaque comme fondés sur des évaluations contestables, il pourrait demander au Gouvernement français toutes informations relatives à ces bases d'évaluation.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que les dispositions de l'article IV ne seront pas applicables aux voitures automobiles reprises sous le n° 614 *ter* du tarif français et 553 du tarif tchécoslovaque.

En Tchécoslovaquie, conformément à la disposition spéciale inscrite à l'article IV, le dédouanement des voitures automobiles (n° 553 du tarif tchécoslovaque) soumises dans la République tchécoslovaque à des droits *ad valorem*, sera effectué sur la base des prix réels pratiqués dans le pays d'origine majorés conformément à la loi tchécoslovaque, des frais d'emballage, de transport jusqu'à la frontière tchécoslovaque, d'assurance et de commission.

A cet effet le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à prendre en considération, sans pour cela renoncer à son pouvoir d'appréciation, outre les factures présentées par les importateurs, tous les éléments d'estimation à lui transmis par le Gouvernement français comme émanant d'organismes industriels habilités à les fournir et dignes de créance.

Ce régime sera maintenu et les modalités d'application en demeureront invariables aussi longtemps que durera le système des licences d'importation. Toutefois les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour entrer en négociations quatre mois avant la date prévue au présent protocole (*ad* article V) pour l'ouverture des négociations relatives au contingentement, à l'effet de substituer un régime de droits spécifiques au régime prévu par le présent accord. Au cas où une entente interviendrait, l'institution du régime de droits spécifiques entraînerait le retour à la libre importation des véhicules automobiles. Si au contraire l'entente sur la tarification ne peut être établie, la question fera, de même que celle du contingentement prévue à l'article V, l'objet de négociations, sans préjudice de la faculté de dénonciation que le présent protocole de signature (*ad* article V) prévoit dans le cas de l'insuccès de ces négociations.

Ad Article V.

Par dérogation à son régime actuel d'importation, la Tchécoslovaquie accorde à la France, pour les articles ci-après les contingents d'importation annuels suivants :

Numéros du tarif tchécoslovaque		
49 b) 2.	Semences de luzerne	7.000 quintaux.
49 b) 3.	Semences de trèfle violet	1.000 quintaux.
109 et 110.	Vin et vin mousseux	120.000 hectolitres.
553.	Véhicules automobiles de toute espèce .	1.000 voitures.

Etant donné les réserves faites par la Tchécoslovaquie en vertu de l'article 6 de la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, signée à Genève, le 8 novembre 1927¹, en ce qui concerne le vin, les semences de trèfle violet, ainsi que les véhicules automobiles, dont sera saisie la Conférence internationale convoquée sous les auspices de la Société des Nations pour le 3 juillet 1928, et, en attendant les résultats de cette

¹ Vol. XCVII, page 391, de ce recueil.

Ad Article IV.

As regards the application of paragraph 5 of Article IV above, the French Government declares that this article is not intended to substitute internal prices for actual prices abroad as a basis for the levying of duties, but to fix — and only for products the value of which cannot be determined on other bases — an average value, to obtain which account shall be taken both of prices at home and actual prices on the principal foreign markets.

It is, moreover, understood that if the official price returns or scales of prices mentioned in Article IV, according to which the invoice prices are adjusted, appear to the Czechoslovak Government to be based on uncertain estimates, the Czechoslovak Government may ask the French Government to supply all information concerning the bases on which the estimate was made.

The High Contracting Parties agree that the provisions of Article IV shall not apply to automobiles coming under No. 614 (*c*) of the French tariff and No. 553 of the Czechoslovak tariff.

In Czechoslovakia, in accordance with the special provisions included in Article IV, automobiles (No. 553 of the Czechoslovak tariff) subject in Czechoslovakia to *ad valorem* duties shall be taxed on the basis of the actual prices obtaining in the country of origin, plus — in accordance with Czechoslovak law — the cost of packing, transport as far as the Czechoslovak frontier, insurance and commission.

For this purpose the Czechoslovak Government — without thereby renouncing the right to form its own decision — undertakes to consider, in addition to the invoices submitted by importers, all the evidence transmitted to it by the French Government as emanating from reliable industrial bodies competent to furnish it.

This régime shall be maintained and the methods of application shall remain unchanged for as long as the system of import licences obtains. Nevertheless, the High Contracting Parties agree to enter into negotiations four months before the date laid down in the present Protocol (*ad* Article V) for the opening of negotiations concerning quotas, with a view to substituting a system of specific duties for the system laid down in the present Agreement. Should an agreement be reached, the establishment of the régime of specific duties would mean that automobiles could once again be imported free. If, on the other hand, no agreement concerning classification can be reached, the question, like the question of quotas mentioned in Article V, shall be the subject of negotiations, without prejudice to the right of denunciation provided for in the present Protocol of Signature (*ad* Article V), in the event of these negotiations proving unsuccessful.

Ad Article V.

As exceptions to her present import régime, Czechoslovakia grants to France the following annual import quotas in respect of the following articles :

Number in Czechoslovak Tariff		
49 (<i>b</i>) 2	Lucerne seed	7,000 quintals
49 (<i>b</i>) 3	Esparcet	1,000 quintals
109 and 110	Wine and sparkling wine	120,000 hectolitres
553	Automobiles of all kinds.	1,000 vehicles

In view of the reservations made by Czechoslovakia in virtue of Article 6 of the International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions, signed at Geneva on November 8th, 1927¹, as regards wine, esparcet and automobiles — which reservations will be dealt with by the International Conference convened under the auspices of the League of Nations for July 3rd, 1928 — and pending the results of this international action, the High Contracting

¹ Vol. XCVII, page 391, of this Series.

action internationale, les Hautes Parties contractantes s'engagent, dans le cas où, quatre mois après la mise en vigueur de ladite convention internationale, des prohibitions ou des restrictions à l'importation ou à l'exportation, intéressant l'une des Hautes Parties contractantes, existeraient sur le territoire de l'autre, à entrer en négociations, à la demande de la Partie intéressée.

Si ces négociations n'aboutissaient pas dans un délai d'un mois, chacune des Hautes Parties contractantes pourrait dénoncer la présente convention commerciale pour prendre fin deux mois après.

Ad Article VIII.

Les dispositions de l'article VIII, alinéa premier, visent également les taxes sur le chiffre d'affaires.

En ce qui concerne la taxe compensatoire sur le charbon, il est entendu qu'elle sera calculée par rapport au prix de la marchandise importée selon les procédés et la méthode appliquée aux produits de la nation la plus favorisée.

Ad Article XI.

Pour l'application de l'article XI, le Gouvernement français considérera comme s'étendant aux produits originaires et en provenance de Tchécoslovaquie énumérés ci-après, en ce qui concerne la détermination de leur nationalité, la disposition réglementaire suivant laquelle les marchandises ou les produits qui ont subi dans un pays tiers étranger, bénéficiant d'un tarif douanier plus favorable que leur pays d'origine une transformation complète, sont réputées originaires dudit pays tiers, sans qu'il y ait, d'ailleurs, à distinguer si la transformation a été effectuée ou non sous un régime de contrôle douanier :

Numéros du tarif douanier français	Désignation des marchandises
ex 34	Jaunes d'œufs.
74	Malt.
ex 06	Café torréfié ou succédanés du café.
110 bis	Huiles cuites ou oxydées.
ex 128,	} Bois équarris ou scié, injectés ou ayant reçu une préparation chimique quelconque.
ex 133 bis	
136 bis	Paille ou laines de bois.
ex 175	Marbres taillés, polis, ornés de moulures ou ayant reçu une autre ouvraison.
ex 175 bis	Albâtre sculpté ou autrement ouvré.
ex 177	Pierres travaillées, ciselées, ornées de moulures.
178 bis	Émeris pulvérisés. Corindons en grains.
178 ter	Émeris appliqués sur papier et sur tissus ; agglomérés en neules, etc.
ex 180	Pierre à affûter et à aiguiser les outils.
180 bis	Ardoises, nues ou encadrées, spécialement destinées à l'écriture ou au dessin.
ex 200	Ardoises avec encadrement en bois verni ou en bois blanc, munies d'un abaque ou d'une gaine métallique pour le crayon.
ex 201	Or battu en feuilles et en poudre impalpable.
ex 203	Argent battu en feuilles.
ex 221	Aluminium en feuilles ou en poudre, laminé, forgé ou fondu.
ex 223	Cuivre pur ou allié de zinc, laminé ou battu ; en planches, en fil ou non ; cuivre doré ou argenté : en masses ou en lingots, battu, étiré, laminé ou filé sur fil ou sur soie, bronze en poudre.
ex 224	Étain pur ou allié, battu ou laminé, étiré en fils et plaques d'étain.
ex 225	Zinc laminé.
	Nickel, produits de première fusion, pur, affiné, battu, laminé, en fils ; nickel allié au cuivre avec ou sans zinc, en lingots ou masses, battu, laminé et en fils.

Parties undertake at the request of the Party concerned, to enter into negotiations, in case, four months after the coming into force of the said International Convention, there still exist in the territory of the other Party any import or export prohibitions or restrictions affecting either of the High Contracting Parties.

If these negotiations do not prove successful within one month, either of the High Contracting Parties may denounce the present Commercial Convention, such denunciation to take effect two months later.

Ad Article VIII.

The provisions of paragraph 1 of Article VIII also apply to the turnover taxes.

As regards the compensatory tax on coal, it is agreed that this shall be calculated with reference to the price of the imported commodity in accordance with the method applied to products of the most favoured nation.

Ad Article XI.

For the purposes of Article XI, the French Government shall regard as applying to the following products originating in and coming from Czechoslovakia — so far as concerns the determination of their nationality — the regulation whereby goods or products which have undergone complete transformation in a third country enjoying a more favourable Customs tariff than the country of origin of the goods or products, shall be considered as originating in the said third country irrespective of whether the transformation did or did not take place under a régime of Customs control :

Number in French Customs Tariff	Description of Goods
ex 34	Yolks of eggs.
74	Malt.
ex 96	Coffee roasted or coffee substitutes.
110 (b)	Oils, boiled or oxidised.
ex 128,	Wood sawn or squared, impregnated or having undergone any form of chemical preparation.
ex 133 (b)	
136 (b)	
ex 175	Straw or wool or wood.
ex 175 (b)	Marble, cut, polished, moulded or otherwise worked.
ex 177	Alabaster, carved, or otherwise worked.
177	Stone, worked, chiselled, moulded.
178 (b)	Emery in powder. Corundum in grits.
178 (c)	Emery when applied on paper or on tissue ; grindstones of emery, etc.
178 (d)	Stone for setting and sharpening tools.
ex 180	Slates, plain or framed, intended specially for writing or drawing.
180 (b)	Slates, with frames of varnished or white wood, with abacus or with metal sheaths for the pencil.
ex 200	Gold, hammered in leaves and in dust.
ex 201	Silver, hammered in leaves.
ex 203	Aluminium in leaves or in powder, rolled, forged or cast.
ex 221	Copper, pure or alloyed with zinc, rolled or hammered ; in plates, polished wire or not ; copper gilt or silvered : in lumps or ingots, hammered, drawn, rolled or spun on thread or on silk, bronze powder.
ex 223	Tin, pure or alloyed, hammered or rolled, drawn in wire and in tin plates.
ex 224	Zinc, rolled.
ex 225	Nickel, products of first fusion, pure, hammered, rolled, in wire ; nickel alloyed with copper with or without zinc, in ingots or in crude lumps, hammered, rolled and in wire.

Numéros du tarif douanier français	Désignation des marchandises
ex 298	Laques et couleurs analogues, sauf à l'état brut.
301	Crayons.
ex 301 bis	Mines pour crayons.
317	Chicorée, brûlée ou moulue et succédanés de chicorée en grains ou moulus.
380, 381 bis	Filés de soie.
476	Peaux préparés.
ex 493	Pelleteries non spécialement dénommées, préparées ou en morceaux cousus.
494	Pelleteries ouvrées ou confectionnées.
577	Poteries ou autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine, de zinc ou de plomb.
578	Ouvrages en zinc de toute espèce.
579 bis	Ouvrages en aluminium autres que la bijouterie et ouvrages en bronze d'aluminium.
ex 585	Capsules de poudre fulminante de chasse, de tir.
594	Baguettes et moules en bois.
594 bis	Cadres en bois de toutes dimensions.
603 quater	Ouvrages en bois : placages, contreplacage et autres (concession limitée aux espèces de bois existant en Tchécoslovaquie).
ex 620 ter	Mica en feuilles ou en plaques.

Ad Article XIII.

Pour l'application des articles I et II, chacune des Hautes Parties contractantes accepte de ne pas considérer comme une interruption du transport direct par terre les déchargements et rechargements en cours de route sur le territoire de l'autre Partie, même s'il y a eu sur ce territoire :

- 1^o Changement de mode de transports ;
ou, sous le contrôle du Service des Douanes du pays intermédiaire :
- 2^o Modification du conditionnement extérieur des marchandises ;
- 3^o Division en plusieurs lots ;
- 4^o Assortiment.

Comme justification du transport direct, les déclarants devront produire à la douane du pays de destination :

a) Dans le premier cas visé ci-dessus, les factures originales, bulletins d'expédition lettres de voiture et tous documents relatifs au transport établissant qu'au moment de leur départ du pays d'origine, les marchandises étaient bien destinées au pays d'importation et qu'elles n'ont pas séjourné sur les points intermédiaires au delà du temps nécessaire pour le transbordement et pour changement de mode de transport ;

b) Dans les trois autres cas, des certificats du service des douanes du pays intermédiaire attestant :

- L'identité des marchandises ;
- Les manutentions exécutées ;
- Qu'au moment de leur départ du lieu d'origine, elles avaient bien le pays d'importation pour destination ;
- Qu'elles n'ont pas séjourné sur les points intermédiaires au delà du temps nécessaire pour la modification de leur conditionnement extérieur, leur division par lots ou leur assortiment.

Ces divers documents pourront être récusés par le service des douanes du pays d'importation en cas de soupçon de fraude ou de substitution.

Number in French Customs Tariff	Description of Goods
ex 298	Varnish and assimilated paints, except in the raw state.
301	Pencils.
ex 301 (b)	Lead for pencils.
317	Chicory, roast or ground, and chicory substitutes scorched in grains or ground.
380, 381 (b)	Silk yarns.
476	Skins and hides, prepared.
ex 493	Peltries, not specially mentioned, prepared or in sewn pieces.
494	Peltries, worked or made up into articles.
577	Tin pots and other manufactures of tin, pure or alloyed with antimony, zinc or lead.
578	Zinc wares of all sorts.
579 (b)	Manufactures of aluminium, other than jewellery and manufactures of aluminium bronze.
ex 585	Percussion caps for sporting purposes and target practices.
594	Beadings and mouldings of wood.
594 (b)	Frames of wood of all sizes.
603 (d)	Wooden wares: veneer and ply wood and others (concession restricted to species of wood found in Czechoslovakia).
ex 620 (c)	Mica in sheets or plates.

Ad Article XIII.

For the purposes of applying Articles I and II each of the High Contracting Parties agrees not to regard as an interruption of through transport by land unloadings and re-loadings undertaken in the territory of the other Party in the course of transport, even in the following cases :

- (1) A change in the means of transport ;
or, under the control of the Customs service of the intermediate country ;
- (2) A modification of the external make-up of the goods ;
- (3) Division into several lots ;
- (4) Sorting.

As proof of through transport, the declarers must present to the Customs office of the country of destination :

(a) In the first case mentioned above, the original invoices, despatch notes, waybills, and all transport documents establishing that, at the time of leaving the country of origin, the goods were intended for the country of import, and that they have not remained at intermediate points beyond the time necessary for transshipment and for effecting the change in the means of transport ;

(b) In the three other cases, certificates of the Customs service of the intermediate country, attesting :

The identity of the goods ;

The handling to which they were subjected ;

That at the time of leaving the place or origin they were destined for the country of importation ;

That they did not remain at intermediate points beyond the time necessary to make the change in their external make-up or to divide them into lots or sort them.

These different documents may be rejected by the Customs Service of the country of importation if there is suspicion of fraud or substitution.

Ad Article XIV.

En attendant que la réglementation française actuellement à l'étude en matière de justification d'origine soit entrée en application, seront dispensés de la justification d'origine à l'entrée en France les produits ci-après importés de la Tchécoslovaquie :

Bois ronds, bruts, bois sciés ou équarris, briques, chaux, ciments, dolomie, écaussines brutes ou travaillées, ardoises pour toitures, dalles et tables, houille, laine, levures de bière, marbres, pavés en pierres naturelles, pierres de construction brutes ou ouvrées, pierres concassées pour l'empierrement des routes, plâtre, sabots en bois, tuiles, poissons et crustacés de pêche tchécoslovaque.

Amidon, fruits conservés en boîtes ou récipients en verre, contenus dans des emballages immédiats portant en caractères indélébiles des marques tchécoslovaques.

Armes, automobiles, calorifères en fonte et en tôle, carreaux en ciment comprimé, cheminées en fonte et en tôle, coffres-forts, cuisinières en fonte et en tôle, fourneaux de cuisine en fonte et en tôle, poêles en fonte et en tôle (la dispense du certificat d'origine s'étend aux calorifères, cheminées, cuisinières, poêles et fourneaux de cuisine en tôle émaillée ou bien ornés de faïences), instruments de musique, machines et mécaniques, motocyclettes, rails, side-cars, revêtus d'une marque indélébile de fabrique tchécoslovaque.

Superphosphates et scories en sacs revêtus de marques de fabrique tchécoslovaque.

Houblons accompagnés du certificat d'origine spécial délivré par un des offices de marquage de houblon.

Il est entendu que, dans tous les cas, le service des douanes conservera la faculté de recourir à l'expertise légale lorsque l'origine des envois lui paraîtra douteuse.

Ad Article XVII.

Pour l'application de l'article XVII, il est entendu que :

1^o L'alinéa 4 vise expressément l'emploi des appellations géographiques d'origine sous la forme substantive ; les autres emplois pouvant prêter à confusion tombent sous la législation respective de chaque pays ;

2^o L'expression « produits vinicoles » s'entend expressément du vin et de ses dérivés et ne vise en aucune manière les plants et cépages produisant le raisin ;

3^o Seront admis au bénéfice du droit conventionnel ou de droits plus favorables qui pourraient être institués par la Tchécoslovaquie au bénéfice d'une Puissance tierce :

a) Les vins français originaires de régions délimitées par la législation française ;

b) Tous les vins français bénéficiaires d'une appellation déposée, contre laquelle aucun recours n'a été introduit depuis une durée d'un an ;

c) Tous autres vins originaires et en provenance de France, d'Algérie, des colonies ou pays de protectorats français, purs de tout mélange ou coupage avec des vins d'origine étrangère et pouvant ultérieurement bénéficier d'une appellation d'origine conformément à la législation française.

Les vins repris sous le paragraphe a) seront accompagnés d'une attestation d'origine conforme au modèle (1) ci-joint ; la même attestation d'origine accompagnera les vins repris sous le paragraphe b) lorsque le Gouvernement français aura notifié au Gouvernement tchécoslovaque les appellations visées audit paragraphe et que celui-ci aura pris les mesures administratives nécessaires ; dans tous les autres cas, les vins devront être accompagnés du certificat d'origine conforme au modèle (2) ci-joint.

* * *

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toutes mesures utiles pour que des négociations soient ouvertes, dans un délai de deux mois à dater de la mise en vigueur de la présente

Ad Article XIV.

Pending the entry into force of the French regulations at present being considered in regard to proof of origin, the following products, when imported from Czechoslovakia, shall not be required to furnish proof of origin on their entry into France :

Wood, rounded, rough, sawn or squared, bricks, lime, limestone, cement, dolomite, *écaussines*, rough or worked, slates for roofs, paving blocks, coal, wool, brewers' yeast, marble, paving stones of natural stone, stone for building purposes, rough or worked, stone broken up in pieces for road-making, plaster, wooden sabots, tiles, fish and crustaceans products of Czechoslovak fisheries ;

Starch, fruits preserved in tins or glass receptacles bearing on their immediate packing indelible Czechoslovak marks ;

Arms, automobiles, heaters of cast and sheet iron, slabs of pressed cement, fireplaces of cast and sheet iron, safes, kitchen and cooking ranges and stoves of cast and sheet iron (exemption from the certificate of origin shall extend to heaters, fireplaces, stoves, kitchen and cooking ranges of enamelled sheet iron or ornamented with faience), musical instruments, machinery, motor bicycles, rails and side-cars bearing an indelible Czechoslovak trade mark ;

Superphosphates and slag in sacks bearing Czechoslovak trade marks ;

Hops, accompanied by the special certificate of origin issued by one of the hop-marking offices.

It is agreed that in all cases the Customs Service shall retain the right to have recourse to an expert enquiry when the origin of the consignments appears to be doubtful.

Ad Article XVII.

For the purposes of applying Article XVII it is agreed that :

(1) Paragraph 4 expressly refers to the use of geographical appellations of origin in a substantive form ; other uses liable to cause confusion come under the respective laws of each country ;

(2) The term " products of the wine industry " denotes wine and its derivatives, and in no sense refers to plants and wines producing the grape ;

(3) The following shall be granted the conventional duty or any more favourable duties which may be established by Czechoslovakia in favour of a third Power :

(a) French wines originating in areas defined by French law ;

(b) All French wines with a registered appellation against which no appeal has been made in the course of the past year ;

(c) All other wines originating in and coming from France, Algeria and the French colonies or protectorates, not mixed or diluted with wines of foreign origin and entitled subsequently to benefit by an appellation of origin in conformity with French law.

The wines mentioned under paragraph (a) shall be accompanied by a certificate of origin in conformity with Model 1 attached ; the same certificate of origin shall accompany the wines mentioned under paragraph (b) when the French Government has notified to the Czechoslovak Government the appellations referred to in the said paragraph and when the latter has taken the necessary administrative steps ; in all other cases the wines must be accompanied by the certificate of origin in conformity with Model 2 attached.

The High Contracting Parties agree to take all necessary measures in order that negotiations may be opened within two months of the coming into force of the present Convention with a view

convention en vue de conclure une convention spéciale destinée à faciliter, dans toute la mesure du possible, le trafic réciproque des matières végétales et animales entre les deux pays tout en assurant la sauvegarde de leurs intérêts vitaux en la matière.

(L. S.) (Signé) A. BRIAND.

(L. S.) (Signé) M. BOKANOWSKI.

(L. S.) (Signé) Stefan OSUSKY.

(L. S.) (Signé) VANÍČEK.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole*

P. de Fouquières.

MODÈLE N° 1.

ANNEXE AD ARTICLE XVII

ATTESTATION D'APPELLATION D'ORIGINE
POUR PRODUITS VINICOLES EXPORTÉS EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Je soussigné (caractère de l'agent départemental) du service de la répression des fraudes, atteste par la présente que l'envoi désigné ci-dessous,
provenant de (nom du vendeur) à
destiné à (nom de l'acheteur) à
selon facture du à moi présentée et concernant :

Marque	Numéro	Nombre	Emballage	Produit	Litres	Poids

comporte (contenu) litres de (produit) d'origine française (lieu de production)
justifiant du droit à l'appellation d'origine
en vertu de la législation française.

Fait à (siège du service départemental)
le

Signature,

Timbre humide
de l'Administration.

OBSERVATION. — Cette attestation est à présenter par le vendeur au Consulat général de la République tchécoslovaque à Paris pour la légalisation.

to the conclusion of a special Convention intended as far as possible to facilitate the exchange of vegetable and animal materials between the two countries, while at the same time safeguarding their vital interests in this matter.

(L. S.) (Signed) A. BRIAND.
 (L. S.) (Signed) M. BOKANOWSKI.
 (L. S.) (Signed) Stefan OSUSKY.
 (L. S.) (Signed) VANÍČEK.

MODEL No. 1.

ANNEX TO ARTICLE XVII.

ATTESTATION OF APPELLATION OF ORIGIN
 FOR PRODUCTS OF THE WINE INDUSTRY EXPORTED TO CZECHOSLOVAKIA.

I, the undersigned (quality of departmental agent), of the service for the prevention of customs fraud, hereby certify that the consignment specified below,
 coming from (name of seller) at
 consigned to (name of buyer) at
 as per invoice of submitted to me and referring to :

Mark	Serial Number	Number of Articles	Packing	Product	Litres	Weight

contains litres of (product
 of French origin) (place of production)
 entitled to the appellation of origin under French law.

Done at (seat of departmental service)
 on

Stamp of
 Administration.

Signature,

NOTE. — This attestation is to be submitted by the seller for legalisation to the Consulate-General of the Czechoslovak Republic in Paris.

MODÈLE N° 2.

ANNEXE AD ARTICLE XVII

CERTIFICAT D'ORIGINE POUR LES VINS EXPORTÉS EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Je soussigné ¹
certifie par la présente que l'envoi désigné ci-dessous, provenant de (nom du vendeur)
(nom de l'acheteur) à
selon facture du à
à moi présentée et concernant : destiné à

Marque	Numéro	Nombre	Emballage	Produit	Litres	Poids

comporte (contenu) litres de (produit) originaires de France, d'Algérie, des colonies ou pays de protectorats français, et pouvant ultérieurement bénéficier d'une appellation d'origine.

Fait à , le

Signature,

Timbre humide
de l'Administration.

OBSERVATION. — Ce certificat est à présenter par le vendeur à l'autorité consulaire tchécoslovaque compétente selon son domicile (siège) pour visa.

¹ En Algérie, dans les colonies et pays de protectorats français, le certificat sera délivré par l'autorité à ce habilitée dont la désignation sera notifiée au Gouvernement tchécoslovaque.

Ad Article XXI.

Les Hautes Parties contractantes entendent que les dispositions de la présente convention concernant le traitement des étrangers s'appliquent aux personnes des ouvriers, employés et autres salariés admis sur leur territoire, comme à toute autre personne étrangère. Elles n'ont cependant point entendu régler, par les dispositions de la présente convention, les conditions et garanties afférentes au séjour temporaire et à l'établissement permanent de la main d'œuvre étrangère, des employés et autres personnes salariées ; ni se prononcer sur les mesures que certains Etats sont amenés à prendre pour la protection du marché national du travail.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à examiner avec bienveillance la question du traitement des travailleurs et employés de l'une des Parties dans le territoire de l'autre, en ce qui concerne la protection des travailleurs et employés et l'assurance sociale, afin de garantir, de part et d'autre, à ces travailleurs et employés, par des arrangements appropriés, un traitement leur offrant des avantages aussi équivalents que possible. Ces arrangements seront fixés par une convention spéciale.

MODEL No. 2.

ANNEX TO ARTICLE XVII.

CERTIFICATE OF ORIGIN FOR WINE EXPORTED TO CZECHOSLOVAKIA.

I, the undersigned ¹
 hereby certify that the consignment specified below,
 coming from (name of seller) at
 consigned to (name of buyer) at
 as per invoice of submitted to me and referring to :

Mark	Serial Number	Number of Articles	Packing	Product	Litres	Weight

contains _____ litres of (product) originating in France, Algeria and the French colonies or protectorates, and subsequently entitled to an appellation of origin.

Done at _____ on (date)

Signature,

Stamp of
Administration.

NOTE. — This certificate is to be submitted by the seller to be *visé* by the Czechoslovak consular authority competent in his place of residence.

¹ In Algeria and in the French colonies and protectorates the certificate shall be issued by the competent authority whose name shall be notified to the Czechoslovak Government.

Ad Article XXI.

The High Contracting Parties agree that the provisions of the present Convention regarding the treatment of foreigners shall apply to workmen, employees and other wage-earners admitted into their territory, in the same way as to any other foreigner. They have not, however, intended to regulate by means of these provisions the conditions and guarantees relating to the temporary residence and permanent establishment of foreign labourers, employees and other wage-earners, nor to express any opinion on the measures which certain States are called upon to adopt for the protection of the home labour market.

The High Contracting Parties undertake to give sympathetic consideration to the question of the treatment of the workmen and employees of one of the Parties in the territory of the other, as regards their protection and social insurance, with a view to guaranteeing to the workmen and employees of the two Parties, by means of suitable arrangements, treatment which will offer them advantages as nearly equivalent as possible. These arrangements shall be laid down in a special convention.

Ad Article XXII.

Les deux Hautes Parties contractantes sont toutefois d'accord pour ne pas établir, par le moyen de l'autorisation préalable, une entrave à l'établissement des sociétés exerçant une activité généralement permise aux sociétés de tous autres pays.

Si la loi de l'une des Hautes Parties contractantes soumet à une autorisation préalable et révocable l'établissement sur son territoire des sociétés de l'autre Partie, celle-ci est en droit de réclamer une application de cette loi qui assure à ses sociétés des possibilités et des garanties d'établissement équivalentes en fait à celles qu'elle accorde elle-même. Si cette équitable réciprocité ne lui paraissait pas réalisée, elle pourrait demander l'ouverture immédiate de négociations en vue de l'établir, par des mesures appropriées, sur la base du régime le plus libéral. Dans le cas où les négociations entamées ne donneraient pas de résultat dans le délai d'un mois à dater de la demande, l'Etat demandeur pourra dénoncer la présente convention pour prendre fin deux mois après.

Si, par suite de changements apportés, après la signature de la présente convention, aux lois et règlements de l'une des Hautes Parties contractantes, le traitement résultant de la clause de la nation la plus favorisée devenait, dans son ensemble, moins favorable dans un Etat que dans l'autre, des négociations seront engagées en vue de déterminer les mesures propres à assurer, sur la base du régime le plus libéral, une légitime réciprocité. Ces mesures, une fois concertées, seront mises en vigueur par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes, sur le territoire de chacun des deux Etats.

Ad Articles XXI et XXII.

Les dispositions de la présente convention relatives au droit d'établissement n'apportent aucune dérogation aux traités spéciaux conclus entre les Hautes Parties contractantes.

Ad Article XXVI.

Dans les trois mois qui suivront la mise en vigueur du présent accord, les Hautes Parties contractantes examineront en commun l'équivalence de leurs législations respectives sur le jaugeage des navires de commerce ainsi que sur la sécurité de la navigation et l'hygiène à bord desdits navires en vue d'arriver, s'il y a lieu, à une reconnaissance réciproque de la valeur des certificats délivrés en vertu de ces législations.

Les dispositions de l'article XXVI, en tant qu'elles prévoient l'égalité complète de traitement entre les entreprises de navigation des deux pays, leurs navires et leurs biens, s'appliqueront également dans la zone tchécoslovaque des ports de Hambourg et de Stettin visée aux articles 363 et 364 du Traité de Versailles.

Ad Article XXVII.

En ce qui concerne l'application de l'article XXVII, le Gouvernement tchécoslovaque, prenant texte de sa législation qui soumet à une concession préalable et à un contrôle d'Etat l'activité, en matière d'émigration, des compagnies maritimes et agences d'émigration, tant nationales qu'étrangères, déclare qu'il n'a donné son adhésion au Statut et à la Convention de Genève sur le régime international des ports maritimes qu'en faisant, en ce qui touche l'émigration, la réserve prévue à l'article 12 dudit statut.

Le Gouvernement tchécoslovaque déclare toutefois que les entreprises de navigation françaises auxquelles des concessions pour le transport des émigrants ont été accordées, continueront à en bénéficier tant qu'elles se conformeront aux conditions auxquelles l'octroi de la concession est subordonné. Les demandes éventuelles de concessions présentées par d'autres entreprises françaises de navigation seront également accueillies favorablement par ce gouvernement si ces entreprises se conforment à la législation en vigueur.

Ad Article XXII.

Nevertheless, the two High Contracting Parties agree not to create, by means of previous authorisation, any obstacle to the establishment of companies engaged in activities such as are generally permitted to the companies of all other countries.

If the law of one of the High Contracting Parties makes the establishment in its territory of companies of the other Party dependent upon a previous and revocable authorisation, the latter Party may claim that this law shall be applied in such a way as to ensure to its companies facilities and guarantees in regard to establishment equivalent in effect to those which it itself grants. If the said Party does not consider that this equitable reciprocity has been realised, it may request the immediate opening of negotiations with a view to establishing such reciprocity by suitable measures on the most liberal basis. Should the negotiations fail to reach a successful result within one month from the date of the request, the applicant State may denounce the present Convention with effect as from two months later.

If, in consequence of changes in the laws and regulations of one of the High Contracting Parties made after signature of the present Convention, the treatment resulting from the most-favoured-nation clause should, as a whole, become less favourable in one country than in the other, negotiations shall be entered into with a view to determining the measures calculated to ensure legitimate reciprocity on the most liberal basis. These measures, once agreed upon, shall be put into force by the Governments of the High Contracting Parties in the territory of each of the two States.

Ad Article XXI and XXII.

The provisions of the present Convention relating to the right of establishment shall not in any way affect the special treaties concluded between the High Contracting Parties.

Ad Article XXVI.

Within three months of the coming into force of the present Convention, the High Contracting Parties shall jointly examine the equivalence of their respective laws on the tonnage measurement of merchant vessels, and on safety of navigation and health on board the said vessels, with a view to securing, if necessary, the mutual recognition of the value of certificates issued under those laws.

The provisions of Article XXVI, in so far as they provide for complete equality of treatment between the shipping undertakings of the two countries, their vessels and their property, shall also apply in the Czechoslovak zone of the ports of Hamburg and Stettin, referred to in Articles 363 and 364 of the Treaty of Versailles.

Ad Article XXVII.

With regard to the application of Article XXVII, the Czechoslovak Government, in conformity with its legislation, which makes the emigration activities of shipping companies and emigration agencies, both national and foreign, subject to a previous concession and State control, declares that its accession to the Statute and Convention of Geneva on the international régime of maritime ports, was made subject, as regards emigration, to the reservation provided for in Article 12 of the said Statute.

Nevertheless, the Czechoslovak Government declares that French shipping enterprises to which concessions have been granted for the transport of emigrants shall continue to enjoy these concessions as long as they comply with the conditions under which the concession was granted. Any requests for concessions submitted by other French shipping enterprises shall also be favourably considered by the Czechoslovak Government, provided these enterprises comply with the laws in force.

Le Gouvernement français, prenant acte des déclarations faisant l'objet des paragraphes précédents, déclare qu'il ne fera pas usage du droit qu'il fonde sur la contre-réserve qu'il a formulée en signant lesdites Convention et Statut de Genève, aussi longtemps qu'il ne sera point porté atteinte à l'exercice des concessions accordées aux Compagnies françaises qui en bénéficient déjà et que le Gouvernement tchécoslovaque agira équitablement avec les compagnies françaises qui pourraient requérir ultérieurement une concession d'émigration.

Le Gouvernement français consent de même à ne pas appliquer immédiatement des mesures compensatoires, au cas où il croirait les intérêts français lésés, et à entreprendre avec le Gouvernement tchécoslovaque, en vue de faire droit auxdits intérêts, des négociations qui devront être ouvertes immédiatement et aboutir à un accord dans le délai d'un mois de la demande adressée par le Gouvernement français. Si, à l'expiration de ce délai, l'accord n'a pu être réalisé, la France pourra se déclarer déliée des obligations des articles XXVI et XXVIII de la présente convention, les rapports des Parties contractantes n'étant plus dès lors régis, en matière maritime, que par la loi intérieure de chacune d'elles et par les conventions internationales auxquelles elles sont également parties.

Toutefois, les mesures compensatoires visées ci-dessus ne pourront être prises par le Gouvernement français que dans un délai de deux mois après la clôture des négociations. Il en sera de même des mesures de rétorsion que le Gouvernement tchécoslovaque croirait devoir prendre.

Ad Articles XXX et XXXI.

En ce qui concerne l'accès et le séjour des ressortissants tchécoslovaques dans les colonies françaises, le Gouvernement français n'établira pas de mesures de discrimination à leur détriment.

Il assurera le traitement de la nation la plus favorisée aux ressortissants tchécoslovaques, personnes physiques ou sociétés, qui sont ou seraient admis à s'établir sur le territoire des colonies françaises, sous réserve de l'observation des lois d'ordre public ou de sûreté, ainsi que de la législation locale.

Le Gouvernement français recommandera au Gouvernement tunisien de ne pas établir de discrimination à l'encontre des ressortissants tchécoslovaques, en ce qui concerne leur accès et leur séjour en Tunisie et d'accorder également aux ressortissants tchécoslovaques, personnes physiques ou sociétés, établis sur le territoire tunisien, le bénéfice des droits communs aux ressortissants des diverses Puissances, sous réserve de l'observation des lois d'ordre public et de sûreté, ainsi que de la législation locale.

Le Gouvernement français recommandera au Gouvernement tunisien d'étendre aux ports de la Tunisie les dispositions de l'article XXVI, réserve faite pour la pêche et le cabotage.

En ce qui concerne le traitement des voyageurs de commerce et le régime des échantillons et modèles, le Gouvernement français s'engage à ne prendre dans ses colonies et en Tunisie aucune mesure discriminatoire dirigée spécialement contre les intérêts tchécoslovaques.

Ad Article XXXIV.

Il est bien entendu que la faculté reconnue par l'article XXXIV à chacune des Hautes Parties contractantes de réclamer des modifications ou adaptations de la présente convention ne vise point le cas des réductions de tarif que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes pourrait instituer par voie autonome ou accorder contractuellement à une Puissance tierce, le bénéfice de ces réductions étant immédiatement et inconditionnellement assuré par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée.

The French Government, taking note of the declarations contained in the preceding paragraphs, declares that it will not avail itself of the right which it derives from the counter-reservation made when signing the said Convention and Statute of Geneva, as long as there is no interference with the exercise of the concessions granted to those French companies which already enjoy them, and provided that the Czechoslovak Government deals equitably with those French companies which may subsequently apply for an emigration concession.

The French Government also agrees not immediately to apply compensatory measures, should it consider French interests to be injured, and to enter into negotiations with the Czechoslovak Government with a view to taking account of the said interests, such negotiations to be opened immediately and to result in an agreement within one month of the application submitted by the French Government. If, on the expiry of this time-limit, no agreement has been reached, France may declare herself released from the obligations contained in Articles XXVI and XXVIII of the present Convention, the relations of the Contracting Parties in maritime matters being thenceforth governed by the domestic law of each of them and by the international conventions to which they are also parties.

Nevertheless, the compensatory measures referred to above may only be taken by the French Government within two months of the closing of negotiations. The same shall apply to any measures of retaliation which the Czechoslovak Government may see fit to adopt.

Ad Articles XXX and XXXI.

With regard to the access to and the residence of Czechoslovak nationals in the French colonies the French Government shall establish no discriminatory measures to their disadvantage.

It shall ensure most-favoured-nation treatment to Czechoslovak nationals, physical persons or companies, that are or may in future be allowed to establish themselves in the territory of the French colonies, subject to observance of the laws on public order or security and of local legislation.

The French Government shall recommend the Government of Tunis not to discriminate against Czechoslovak nationals, as regards their access to and residence in Tunis, and also to grant to Czechoslovak nationals, physical persons or companies, established in Tunisian territories, the enjoyment of the rights common to the nationals of the different Powers, subject to observance of the laws on public order and security and of local legislation.

The French Government shall recommend the Tunisian Government to extend the provisions of Article XXVI to the ports of Tunis, except as regards fishing and the coasting trade.

With regard to the treatment of commercial travellers and the system of samples and patterns, the French Government agrees not to adopt, either in its colonies or in Tunis, any discriminatory measure specially directed against Czechoslovak interests.

Ad Article XXXIV.

It is agreed that the right granted by Article XXXIV to each of the High Contracting Parties to claim modifications or adjustments of the present Convention shall not cover tariff reductions which one or other of the High Contracting Parties may establish by autonomous measures, or grant by treaty to a third Power, the benefit of these reductions being immediately and unconditionally assured through the operation of the most-favoured-nation clause.

DÉCLARATION ANNEXE

En vue d'améliorer dans un avenir aussi prochain que possible le statut actuel de leurs échanges, les Hautes Parties contractantes se concerteront sur la possibilité de mettre en vigueur immédiatement la plus grande partie possible des dispositions de la présente convention, qui, d'après leur législation respective, n'exigent pas l'approbation préalable du Parlement.

A la demande de l'une d'elles, elles rechercheront le moyen de donner à celle qui, en vertu de sa législation, est à même de mettre en application la part la plus large des dispositions de la convention, soit l'assurance d'une procédure rapide devant le Parlement de l'autre, soit, pour l'accomplissement des concessions par elle-même consenties, un délai s'étendant jusqu'à la ratification par l'autre de l'ensemble de la convention.

ECHANGE DE NOTES

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.

PARIS, le 2 juillet 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu me faire part, au cours des négociations, du désir manifesté par le Gouvernement tchécoslovaque d'obtenir du Gouvernement français l'insertion dans le traité de commerce de clauses accordant des facilités d'accès et de séjour aux voyageurs de commerce tchécoslovaques désireux d'exercer leur profession sur le territoire des possessions coloniales françaises.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien faire connaître au Gouvernement tchécoslovaque qu'il n'existe actuellement dans les colonies françaises aucun règlement concernant d'admission des commis voyageurs étrangers. Cette réglementation va être mise à l'étude, mais elle ne pourra être définitivement établie qu'après consultation des Gouvernements locaux.

Je suis heureux de vous donner l'assurance que dès que cette réglementation aura été mise en vigueur, le Gouvernement français l'appliquera dans la mesure la plus bienveillante aux voyageurs de commerce appartenant à la nationalité tchécoslovaque.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) A. BRIAND.

Monsieur Osusky,
Ministre de Tchécoslovaquie,
à Paris.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,

P. de Fouquières.

ANNEXED DECLARATION.

With a view to improving the present state of their commercial relations at as early a date as possible, the High Contracting Parties shall jointly consider the possibility of putting immediately into force as many as possible of the provisions of the present Convention which, under their respective laws, do not require previous approval by Parliament.

At the request of one of them, they shall seek means of giving to that Party which, under its laws, is able to put into force the greater part of the provisions of the Convention, either an assurance of rapid procedure in the other's Parliament or, for the putting into effect of the concessions granted by itself, a time-limit extending until the ratification by the other Party of the whole Convention.

EXCHANGE OF NOTES

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
POLITICAL
AND COMMERCIAL
AFFAIRS SECTION.

PARIS, July 2, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In the course of the negotiations, you informed me of the Czechoslovak Government's desire to obtain from the French Government the inclusion in the commercial treaty of stipulations granting facilities of access and residence to Czechoslovak commercial travellers wishing to carry on their occupation in the territory of the French colonial possessions.

I have the honour to request you to inform the Czechoslovak Government that there are at present no regulations in the French colonies concerning the admission of foreign commercial travellers. It is proposed to study such regulations, but they cannot be finally fixed until after consultation with the local Governments.

I am glad to be able to assure you that, as soon as these regulations have been put into force, the French Government will apply them with all possible consideration for the requirements of commercial travellers of Czechoslovak nationality.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. BRIAND.

M. Osusky,
Czechoslovak Minister
in Paris.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

PARIS, le 2 juillet 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu me faire connaître, pour répondre au désir manifesté, au cours des négociations, par le Gouvernement tchécoslovaque d'obtenir du Gouvernement français l'insertion dans le traité de commerce de clauses accordant des facilités d'accès et de séjour aux voyageurs de commerce tchécoslovaques désireux d'exercer leur profession sur le territoire des possessions coloniales françaises, qu'il n'existe actuellement dans les colonies françaises aucun règlement concernant l'admission des commis voyageurs étrangers et que cette réglementation qui va être mise à l'étude, ne pourra être définitivement établie qu'après consultation des Gouvernements locaux.

Vous avez bien voulu cependant me donner l'assurance que dès que cette réglementation aura été mise en vigueur, le Gouvernement français l'appliquera dans la mesure la plus bienveillante aux voyageurs de commerce appartenant à la nationalité tchécoslovaque.

J'ai l'honneur de vous remercier de cette communication.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Monsieur Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
à Paris.

(Signé) Stefan Osuský.

Copie certifiée conforme :
Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.

PARIS, le 2 juillet 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au cours des négociations qui ont abouti à la convention commerciale en date de ce jour, la délégation française a demandé que les garanties ci-après lui soient données pour l'application de la réglementation instituée par la Tchécoslovaquie pour les produits cosmétiques repris au n° 633 du tarif tchécoslovaque des douanes :

1° Les certificats sanitaires prévus par ladite réglementation ne seraient exigés que pour les teintures, produits épilatoires, fards, raisins, crèmes pour le visage et pâtes dentifrices ;

2° Les certificats sanitaires pourraient être délivrés, soit par les laboratoires officiels, soit par les experts assermentés, dont la liste serait communiquée par le Gouvernement français au Gouvernement tchécoslovaque ;

3° Lesdits certificats, qui seraient remis au Consulat tchécoslovaque compétent, seraient valables, lorsqu'ils seraient afférents à des marques déterminées, pour une durée de trois ans ;

CZECHOSLOVAK LEGATION.

PARIS, July 2, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to the wish expressed by the Czechoslovak Government during the negotiations with the French Government to include in the commercial treaty stipulations granting facilities of access and residence to Czechoslovak commercial travellers desiring to carry on their occupation in the territory of the French colonial possessions, you were good enough to inform me that there were at present no regulations in the French colonies concerning the admission of foreign commercial travellers and that these regulations, which it was proposed to study, could not be finally fixed until after consultation with the local Governments.

You have, however, assured me that, as soon as these regulations are put into force, the French Government will apply them with all possible consideration for the requirements of commercial travellers of Czechoslovak nationality.

I have the honour to thank you for this communication and to be, etc.,

M. Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

(Signed) Stefan Osuskv.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
POLITICAL
AND COMMERCIAL
AFFAIRS SECTION.

PARIS, July 2, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

During the negotiations which concluded in the commercial convention of this day's date, the French Delegation requested that the following guarantees should be given to it for the purpose of applying the regulations established by Czechoslovakia for the cosmetics coming under No. 633 of the Czechoslovak Customs tariff :

- (1) The health certificates provided for in the said regulations shall only be required in respect of tinctures, depilatories, rouge, fumigating pastilles, face-creams and toothpaste;
- (2) The health certificates may be issued either by the official laboratories or by sworn experts, a list of whom will be communicated to the Czechoslovak Government by the French Government ;
- (3) The said certificates, which will be forwarded to the competent Czechoslovak consulate, will, provided they referred to specified marks, be valid for three years ;

4° A la demande du Gouvernement tchécoslovaque le Gouvernement français lui fera tenir la liste des maisons spécialisées dans la production ou le commerce des produits cosmétiques.

Il est entendu que pour les produits cosmétiques contenus dans une enveloppe métallique, a teneur en plomb de ladite enveloppe ne pourra dépasser 1 p. 100, si du moins cette même prescription est également imposée aux produits nationaux.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Monsieur Osusky,
Ministre de la République tchécoslovaque,
à Paris.

(Signé) A. BRIAND.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

PARIS, le 2 juillet 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, et en réponse à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser à la date de ce jour, j'ai l'honneur de vous donner les assurances suivantes, en ce qui touche l'application de la réglementation instituée par la Tchécoslovaquie pour les produits cosmétiques, repris au n° 633 du tarif tchécoslovaque des douanes :

1° Les certificats sanitaires prévus par ladite réglementation ne seront exigés que pour les teintures, produits épilatoires, fards, raisins, crèmes pour le visage et pâtes dentifrices ;

2° Les certificats sanitaires pourront être délivrés, soit par des laboratoires officiels, soit par des experts assermentés, dont la liste sera communiquée par le Gouvernement français au Gouvernement tchécoslovaque ;

3° Lesdits certificats qui seront remis au Consulat tchécoslovaque compétent seront valables, lorsqu'ils seront afférents à des marques déterminées, pour une durée de trois ans ;

4° A la demande du Gouvernement tchécoslovaque, le Gouvernement français lui fera tenir la liste des maisons spécialisées dans la production ou le commerce des produits cosmétiques.

Il est entendu que pour les produits cosmétiques contenus dans une enveloppe métallique, la teneur en plomb de ladite enveloppe ne pourra dépasser 1 p. 100, si du moins cette même prescription est également imposée aux produits nationaux.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Monsieur A. Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
à Paris.

(Signé) Stefan OSUSKY.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.

(4) At the request of the Czechoslovak Government, the French Government will communicate to it the list of firms which specialise in the manufacture of or trade in cosmetics.

It is agreed that in the case of cosmetics contained in a metal wrapper, the lead content of the said wrapper may not exceed 1%, at any rate if this same stipulation is also imposed upon national products.

I have the honour to be, etc.

M. Osusky,
Czechoslovak Minister
in Paris.

(Signed) A. BRIAND.

CZECHOSLOVAK LEGATION.

PARIS, July 2, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to Your Excellency's letter of this day's date, I have been instructed by my Government to give you the following assurances with regard to the application of the regulations established by Czechoslovakia in respect of the cosmetics coming under No. 633 of the Czechoslovak Customs tariff :

(1) The health certificates provided for in the said regulations shall only be required in respect of tinctures, depilatories, rouge, fumigating pastilles, face-creams and toothpaste;

(2) The health certificates may be issued either by the official laboratories or by sworn experts, a list of whom will be communicated to the Czechoslovak Government by the French Government ;

(3) The said certificates, which will be forwarded to the competent Czechoslovak Consulate, will, provided they referred to specified marks, be valid for three years ;

(4) At the request of the Czechoslovak Government, the French Government will communicate to it the list of firms which specialise in the manufacture of or trade in cosmetics.

It is agreed that, in the case of cosmetics contained in a metal wrapper, the lead content of the said wrapper may not exceed 1%, at any rate if this same stipulation is also imposed upon the national products.

I have the honour to be, etc.

M. Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

(Signed) Stefan OSUSKY.

III.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.

PARIS, le 2 juillet 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour l'application de l'article II de l'accord commercial conclu en date de ce jour, vous m'avez demandé qu'en aucun cas la disparité de traitement résultant des dispositions de l'article 6 de l'Accord¹ commercial franco-allemand du 17 août 1927, d'une part, et l'article II de l'Accord commercial franco-tchécoslovaque d'autre part, ne puisse entraîner un désavantage quelconque au détriment de la Tchécoslovaquie.

J'ai l'honneur de vous déclarer, au nom de mon gouvernement, que les garanties prévues à l'article VIII de l'Accord commercial franco-tchécoslovaque sont en fait très supérieures à celles de l'article 6 de l'Accord franco-allemand, puisque celui-ci réserve au Gouvernement français l'appréciation des restrictions à apporter à la clause de la nation la plus favorisée.

Néanmoins, il n'est nullement dans la pensée du Gouvernement français, que le système choisi à cet égard par la Tchécoslovaquie puisse créer pour elle à aucun moment un traitement moins favorable que celui qui résulte pour l'Allemagne des dispositions de l'article 6 de l'Accord franco-allemand.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Monsieur Osusky,
Ministre de la République tchécoslovaque,
à Paris.

(Signé) A. BRIAND.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.*

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

PARIS, le 2 juillet 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a bien voulu me faire connaître ce qui suit par sa lettre de ce jour :

« Pour l'application de l'article II de l'Accord commercial conclu en date de ce jour, vous m'avez demandé qu'en aucun cas la disparité de traitement résultant des dispositions de l'article 6 de l'Accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, d'une part, et de l'article II de l'Accord commercial franco-tchécoslovaque d'autre part, ne puisse entraîner un désavantage quelconque au détriment de la Tchécoslovaquie.

J'ai l'honneur de vous déclarer, au nom de mon gouvernement, que les garanties prévues à l'article VIII de l'Accord commercial franco-tchécoslovaque sont en fait très

¹ Vol. LXXVI, page 5, de ce recueil.

III.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
POLITICAL
AND COMMERCIAL
AFFAIRS SECTION.

PARIS, July 2, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

For the purpose of applying Article II of the commercial convention concluded this day, you requested that the disparity of treatment resulting from the provisions of Article 6 of the Franco-German Commercial Agreement¹ of August 17, 1927, on the one hand, and from Article II of the Franco-Czechoslovak Commercial Convention, on the other hand, should in no case operate to the disadvantage of Czechoslovakia.

I have the honour to declare on behalf of my Government that the guarantees provided in Article VIII of the Franco-Czechoslovak Commercial Convention are in fact distinctly superior to those of Article 6 of the Franco-German Agreement, since the latter reserves to the French Government the right to determine what restrictions it may see fit to make in regard to the most-favoured-nation clause.

Nevertheless, the French Government has no wish whatever that the system chosen in this matter by Czechoslovakia should at any time result in her receiving treatment less favourable than that granted to Germany in virtue of the provisions of Article 6 of the Franco-German Agreement.

I have the honour to be, etc.

M. Osusky,
Czechoslovak Minister
in Paris.

(Signed) A. BRIAND.

CZECHOSLOVAK LEGATION.

PARIS, July 2, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In your letter of to-day's date you were good enough to communicate to me the following :

“ For the purpose of applying Article II of the commercial convention concluded this day, you requested that the disparity of treatment resulting from the provisions of Article 6 of the Franco-German Commercial Agreement of August 17, 1927, on the one hand, and from Article II of the Franco-Czechoslovak Commercial Convention on the other hand, should in no case operate to the disadvantage of Czechoslovakia.

“ I have the honour to declare on behalf of my Government that the guarantees provided in Article VIII of the Franco-Czechoslovak Commercial Convention are in fact

¹ Vol. LXXVI, page 5, of this Series.

supérieures à celles de l'article 6 de l'Accord franco-allemand, puisque celui-ci réserve au Gouvernement français l'appréciation des restrictions à apporter à la clause de la nation la plus favorisée.

» Néanmoins, il n'est nullement dans la pensée du Gouvernement français que le système de garantie choisi à cet égard par la Tchécoslovaquie puisse créer pour elle à aucun moment un traitement moins favorable que celui qui résulte pour l'Allemagne des dispositions de l'Article 6 de l'Accord franco-allemand.

» Veuillez agréer, etc. »

En prenant acte de cette communication, je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) Stefan OSUSKY.

Monsieur A. Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
à Paris.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.*

Copie certifiée conforme :

Praha, le 10 avril 1929.
Jan Opočenský
Directeur des Archives.

distinctly superior to those of Article 6 of the Franco-German Agreement, since the latter reserves to the French Government the right to determine what restrictions it may see fit to make in regard to the most-favoured-nation clause

“ Nevertheless, the French Government has no wish whatever that the system chosen in this matter by Czechoslovakia should at any time result in her receiving treatment less favourable than that granted to Germany in virtue of the provisions of Article 6 of the Franco-German Agreement.

“ I have the honour to be, etc. ”

In taking note of this communication, I have the honour to be, etc.

(Signed) Stefan OSUSKY.

M. A. Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

N° 2273.

ALLEMAGNE ET ESTONIE

Traité de commerce et de navigation,
avec protocole final, signés à
Tallinn (Reval), le 7 décembre
1928, et échange de notes y
relatif de la même date.

GERMANY AND ESTONIA

Treaty of Commerce and Navigation,
with Final Protocol, signed at
Tallinn (Reval), December 7, 1928,
and Exchange of Notes relating
thereto of the same date.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2273. — HANDELS- UND SCHIFFAHRTSVERTAG¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER REPUBLIK ESTLAND. GEZEICHNET IN TALLINN (REVAL) AM 7. DEZEMBER 1928.

Textes officiels allemand et estonien communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 février 1930.

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT und DIE ESTNISCHE REGIERUNG in gleicher Weise von dem Wunsche geleitet, die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Staaten mehr und mehr zu festigen und auszudehnen, haben beschlossen, einen Handels- und Schifffahrtsvertrag abzuschliessen und haben zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Dr. Eckhard von SCHACK ;

DIE ESTNISCHE REGIERUNG :

Den Minister des Auswärtigen Jaan LATTIK,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart haben :

Artikel 1.

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile sollen, soweit nicht der gegenwärtige Vertrag Ausnahmen enthält, im Gebiete des anderen Teiles in Bezug auf Handel, Gewerbe und Schifffahrt dieselben Vorrechte, Befreiungen und Vergünstigungen aller Art geniessen, welche den Inländern und den Angehörigen des meistbegünstigten Staates zustehen oder zustehen werden ; sie haben ferner wie die Inländer volle Freiheit in den von den Landesgesetzen bestimmten Grenzen im Gebiete des anderen Teiles jede Art von Handel, Gewerbe oder Beruf auszuüben, soweit nicht die Eigenschaft als Inländer nach den genannten Gesetzen eine unerlässliche Bedingung für eine berufliche Tätigkeit bildet.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teiles können, vorausgesetzt, dass sie die Landesgesetze beobachten, das Gebiet des anderen Teiles frei betreten, darin reisen, sich aufhalten und niederlassen sowie dieses Gebiet jederzeit frei verlassen. Sie werden dabei keinen anderen oder lästigeren allgemeinen oder örtlichen Beschränkungen oder Auflagen irgendwelcher Art unterworfen sein, als die Inländer oder, soweit besondere Bestimmungen für Ausländer bestehen, die Angehörigen des meistbegünstigten Staates.

Die Angehörigen des einen Teiles sollen im Gebiete des anderen Teiles in gleicher Weise wie die Angehörigen des meistbegünstigten Staates befugt sein, bewegliches oder unbewegliches Vermögen zu erwerben, zu besitzen und darüber durch Verkauf, Tausch, Schenkung, letzten Willen oder auf andere Weise zu verfügen sowie Erbschaften vermöge letzten Willens oder kraft Gesetzes zu erwerben.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 9 juillet 1929.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

No 2273. — KAUBANDUS¹- JA LAEVANDUSLEPING SAKSA RIIGI JA EESTI VABARIIGI VAHEL, 7 DETSEMBRIL, 1928 A.

German and Estonian official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Treaty took place February 13, 1930.

SAKSA RIIGIPRESIDENT ja EESTI VABARIIGI VALITSUS, juhitud võrdselt soovist kindlustada ja arendada rohkem ja rohkem kaubandussuhteid mõlema riigi vahel, on otsustanud sõlmida Kaubandus- ja Laevanduslepingu ja on nimetanud seks otstarbeks endi Täisvolinikkudeks :

SAKSA RIIGIPRESIDENT :

Härra Dr. Eckhard VON SCHACK'I, Saatkonnanõunikreferendi Välisametis ;

EESTI VABARIIGI VALITSUS :

Härra Jaan LATTIK'U, Välisministri,

Kes pärast endi hääs ja nõutud vormis leitud täisvolituste vastastikku esitamist leppisid kokku järgmistes artiklites :

Artikkel 1.

Kummagi Lepinguosalise kodanikud peavad, niivõrt kui käesolev Leping ei sisalda erandeid, teise Lepinguosalise territooriumil kasutama kaubanduse, tööduse ja laevasõidu suhtes samu eesõigusi, vabastusi ja igasuguseid soodustusi, mis omased nütüd või edaspidi oma maa ja enamsoodustatud riigi kodanikkudele ; samuti on neil võrdselt oma maa kodanikkudega täielik vabadus maa seadustega kindlaks määratud piirides tegutseda teise Lepinguosalise territooriumil igasuguse kaubanduse, tööduse või elukutse alal, niivõrt kui omadus olla omamaalaseks ei ole nimetatud seaduste järgi möödapääsmatuks tingimuseks mõnel tegevusalal tegutsemisel.

Kummagi Lepinguosalise kodanikud võivad, eeldusel et nad peavad kinni maa seadustest, vabalt sissesõita teise Lepinguosalise territooriumile, seal reisida, viibida ja elama asuda, samuti sealt territooriumilt igal ajal vabalt lahkuda. Seejuures ei allu nad muudele või koormavamatele üldistele või kohalikkudele kitsendustele või maksudele, ükskõik mis liiki, kui oma maa kodanikud, või, niivõrt kui välismaalaste kohta maksvad erilised määrused, enamsoodustatud riigi kodanikud.

Ühe Lepinguosalise kodanikud peavad teise Lepinguosalise territooriumil olema õigustatud võrdselt enamsoodustatud riigi kodanikkudega omandama ja valdama vallas- või kinnisvara ning temaga müügi, vahetuse, annetamise, testamendi läbi või muul viisil vabalt talitama, samuti ka omandama pärandusi testamendi või seaduse põhjal.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, July 9, 1929.

Artikel 2.

Die Staatsangehörigen des einen vertragschliessenden Teiles geniessen im Gebiete des anderen Teiles sowohl für ihre Person wie für ihre Güter, Rechte und Interessen in Bezug auf Abgaben (Steuern und Zölle), Gebühren, sofern sie steuerähnlich sind, und andere ähnliche Lasten in jeder Beziehung die gleiche Behandlung und den gleichen Schutz bei den Finanzbehörden und Finanzgerichten wie die Inländer und die Angehörigen des meistbegünstigten Staates.

Die Bestimmungen des Abs. 1 und alle sonstigen steuerlichen Bestimmungen dieses Vertrages finden entsprechende Anwendung auf juristische Personen und die in Artikel 5 genannten Gesellschaften.

Artikel 3.

Die Angehörigen eines jeden der vertragschliessenden Teile geniessen im Gebiet des anderen Teiles in Beziehung auf den gerichtlichen und behördlichen Schutz ihrer Person und ihrer Güter die gleiche Behandlung wie die Inländer und die Angehörigen des meistbegünstigten Staates. Sie haben auf dem Gebiete des anderen Teiles zur Verfolgung und Verteidigung ihrer Rechte freien Zutritt zu den Gerichten und anderen dem Rechtsschutz dienenden Organen und geniessen in dieser Beziehung die gleichen Rechte, die den Inländern und den Angehörigen des meistbegünstigten Staates zustehen. Sie sollen wie diese frei sein, ihre Anwälte und sonstigen Rechtsbeistände unter denjenigen Personen auszuwählen, die zur Ausübung dieses Berufes nach den Gesetzen des Landes zugelassen sind.

Soweit zwischen den beiden vertragschliessenden Teilen keine besonderen Abkommen bestehen, werden die Bestimmungen der Artikel 1 bis 24 der Internationalen Zivilprozesskonvention, die im Haag am 17. Juli 1905¹ abgeschlossen ist, von jedem der vertragschliessenden Teile zugunsten der Angehörigen des anderen Teiles angewandt.

Artikel 4.

Die Staatsangehörigen jedes vertragschliessenden Teiles sind in Friedens- und Kriegszeit im Gebiet des anderen Teiles von jeder staatlichen Arbeitspflicht einschliesslich der Spanndienste sowie von allen persönlichen militärischen Dienstleistungen und von etwaigen Ersatzleistungen befreit.

Gleiches gilt von allen sonstigen militärischen Zwangsleistungen oder Requisitionen sowie von allen Kontributionen und Zwanganleihen. Ausgenommen sind, unter der Voraussetzung der Gewährung der Inländerbehandlung, Requisitionen von Kraft- und Motorwagen, Wagen, Pferden und anderen Lasttransportmitteln im Kriegsfall sowie die aus irgendeinem Rechtstitel mit dem Besitz eines Grundstücks verbundenen Lasten, weiterhin die zwangsweise Einquartierung und andere besondere militärische Zwangsleistungen oder Requisitionen, zu denen alle Landeseinwohner als Eigentümer oder Bewohner von Gebäuden oder Land herangezogen werden sollen.

In keinem Fall dürfen die Staatsangehörigen des anderen Teiles ungünstiger behandelt werden als die Angehörigen des meistbegünstigten Staates.

Im Falle der im zweiten Absatz dieses Artikels behandelten militärischen Anforderungen sowie bei Enteignungen zum öffentlichen Nutzen, mag es sich um den dauernden oder um einen vorübergehenden Gebrauch handeln, sollen die Angehörigen des einen vertragschliessenden Teiles im Gebiete des anderen Teiles für die angeforderten oder ihnen entzogenen Vermögenswerte eine angemessene Entschädigung erhalten. Bei Festsetzung und Zahlung dieser Entschädigung sollen sie keineswegs ungünstiger behandelt werden als die Inländer oder die Angehörigen des meistbegünstigten Staates.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden auch auf juristische Personen und die in Artikel 5 bezeichneten Gesellschaften Anwendung.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil Général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

Artikkel 2.

Ühe Lepinguosalise kodanikud kasutavad teise Lepinguosalise territooriumil niihästi oma isiku kui oma varanduste, õiguste ja huvide suhtes, mis puutub maksustamisse (maksud ja tollid), lõivudesse, niivõrt kui nad on sarnased maksudele, ja muudesse sarnastesse koormatistesse, igatpidi, sama käsitlust ja sama kaitset finants-ametvõimude juures ja finants-kohtutes nagu oma maa ja enamsoodustatud riigi kodanikud.

Esimese löike määrused ja kõik muud maksustamisse puutuvad käesoleva Lepingu määrused leiavad vastavat tarvitusele võtmist juriidiliste isikute ja artiklis 5. nimetatud seltside kohta.

Artikkel 3.

Kummagi Lepinguosalise kodanikud kasutavad teise Lepinguosalise territooriumil oma isiku ja oma varanduste kohtuliku ja ametvõimude poolt antava kaitse suhtes sama käsitlust kui oma maa ja enamsoodustatud riigi kodanikud. Neil on teise Lepinguosalise territooriumil oma õiguste maksmapanekul ja kaitset vaba juurepääs kohtutele ja muudele õigusliku kaitse ülesandeid täitvatele organitele ning nad kasutavad ses suhtes samu õigusi, mis omased oma maa ja enamsoodustatud riigi kodanikkudele. Nad peavad nagu needki olema vabad valima omale advokaate ja muid juriidilisi nõuandjaid nende isikute hulgast, kel maa seaduste järgi on lubatud sel elukutse alal tegutseda.

Niivõrt kui mõlema Lepinguosalise vahel ei ole olemas erilisi kokkuleppeid, käsitleb kumbki Lepinguosaline teise Lepinguosalise kodanikkude suhtes 17. juulil 1905¹. a. Haagis sõlmitud Rahvusvahelise Tsiviilprotsessi-konventsiooni artiklite 1-24 määrusi.

Artikkel 4.

Kummagi Lepinguosalise kodanikud on rahuja sõjaajal teise Lepinguosalise territooriumil vabastatud kõigest riiklikust töökohustusest, sealhulgas küüdikohustused, kui ka kõigest isiklikkudest sõjaväelistest teenistuskohustustest ning nende asemel nõuda võidavatest kohustustest.

Sama maksab kõigi muude sõjaväeliste sundkohustuste või rekvisitsioonide, samuti ka kõigi kontributsioonide ja sundlaenude kohta. Erandatud on, oma kodanikkudele antava käsitluse kindlustamise eeldusel, jõe- ja mootorvankrite, vankrite, hobuste ja muude veovahendite rekvisitsioonid sõja korral, samuti ka mõne maatüki valdamisega mõne õigustiitli põhjal seotud koormatised, ning veel sunduslik korterisse paigutamine ja muud erilised sõjaväelised sundkohustused või rekvisitsioonid, millest kõik maa elanikud hoonete või maa omanikkudena või nende kasutajatena osa peavad võtma.

Milgi juhtumisel ei tohi teise Lepinguosalise kodanikud saada ebasoodsama käsitluse osaliseks kui enamsoodustatud riigi kodanikud.

Käesoleva artikli teises lõikes käsitletud sõjaväeliste nõuete juhtumisel, samuti ka üldkasulikuks otstarbeks võõrandamisel, ükskõik kas tegemist kestva või möödamineva tarvitamisega, peavad ühe Lepinguosalise kodanikud teise Lepinguosalise territooriumil nõutud või neilt võetud varandusväärtuste eest kohast tasu saama. Selle tasu kindlaksmääramisel ja maksmisel ei tohi nad milgi tingimusel ebasoodsama käsitluse osaliseks saada kui oma maa või enamsoodustatud riigi kodanikud.

Käesoleva artikli määrused leiavad tarvitusele võtmist ka juriidiliste isikute ja artiklis 5. tähendatud seltside kohta.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

Artikel 5.

Aktiengesellschaften und Handelsgesellschaften jeder Art einschliesslich der Industrie-, Finanz-, Versicherungs-, Verkehrs- und Transportgesellschaften, die im Gebiete des einen vertragsschliessenden Teiles ihren Sitz haben und nach seinen Gesetzen zu Recht bestehen, werden auch in dem Gebiete des anderen Teiles als zu Recht bestehend anerkannt; ebenso werden sie, in Ansehung der Geschäftsfähigkeit und des Rechts vor Gericht aufzutreten, nach den Gesetzen ihres Heimatlandes beurteilt.

Ihre Zulassung zu geschäftlicher Tätigkeit auf dem Gebiete des anderen Teiles richtet sich nach den dort jeweils geltenden Gesetzen und Vorschriften.

In jedem Falle sollen sie sowohl hinsichtlich der Voraussetzung ihrer Zulassung, der Ausübung ihrer Tätigkeit als auch in jeder anderen Beziehung dieselben Rechte, Vorteile und Befreiungen wie gleichartige Unternehmungen des meistbegünstigten Staates geniessen.

Die Staatsangehörigen jedes vertragschliessenden Teiles geniessen im Gebiete des anderen Teiles diejenigen Rechte und Vorteile, die den Staatsangehörigen des meistbegünstigten Staates hinsichtlich der Gründung von Aktiengesellschaften oder sonstigen Handelsgesellschaften der im ersten Absatz bezeichneten Art oder hinsichtlich der Beteiligung an solchen Gesellschaften gewährt werden.

Artikel 6.

Unbeschadet der weiteren Vorteile, die sich aus der Meistbegünstigung ergeben, sollen Kaufleute, Fabrikanten und andere Gewerbetreibende des einen vertragschliessenden Teiles (die durch eine von den Behörden ihres Landes ausgestellte Ausweiskarte nachweisen, dass sie in dem Staat, in dem sie ihren Wohnsitz haben, zur Ausübung ihres Handels oder ihres Gewerbebetriebes berechtigt sind, und dass sie dort die gesetzlichen Steuern und Abgaben entrichten), befugt sein, selbst oder durch in ihren Diensten stehende Reisende (unter Beobachtung der vorgeschriebenen Förmlichkeiten in dem Gebiete des anderen Teiles) bei Kaufleuten oder offenen Verkaufsstellen oder bei Personen, welche die Waren erzeugen, Warenkäufe zu machen. Sie können ferner bei Kaufleuten oder bei anderen Personen, in deren Gewerbebetrieb Waren der angebotenen Art Verwendung finden, Bestellungen suchen und sind berechtigt, Warenproben und Muster, jedoch keine Waren mitzuführen.

Die mit einer Ausweiskarte versehenen deutschen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen für die bezeichnete Tätigkeit in Estland keiner höheren Abgabe unterworfen werden als die Handlungsreisenden im Ausland ansässiger estnischer Geschäftshäuser oder die Handlungsreisenden des meistbegünstigten Landes. Die mit einer solchen Ausweiskarte versehenen estnischen Gewerbetreibenden (Handlungsreisenden) dürfen in Deutschland mit gleich hohen Abgaben belegt werden, wie sie in Estland von deutschen Handlungsreisenden zur Erhebung gelangen.

Die Ausweiskarten müssen dem Muster der Anlage A entsprechen und von der zuständigen Behörde des Entsendestaates ausgestellt sein. Die vertragschliessenden Teile werden einander die Behörden namhaft machen, die zur Ausstellung der Ausweiskarten befugt sind. Ein konsularischer oder anderer Sichtvermerk für die Ausweiskarten wird unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit nicht gefordert.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden keine Anwendung auf den Gewerbebetrieb im Umherziehen, auf den Hausierhandel und auf das Aufsuchen von Bestellungen bei Personen, die weder Handel noch ein Gewerbe betreiben. Die vertragschliessenden Teile behalten sich in dieser Hinsicht die volle Freiheit ihrer Gesetzgebung vor.

Artikel 7-

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr durch keinerlei Einfuhr- oder Ausfuhrverbote zu behindern.

Artikkel 5.

Igat liiki aktsiaseltse ja kaubandusseltse, sealhulgas tööstus-, rahandus-, kinnitus-, ühenduspidamise- ja transportseitsid, kelle asukoht on ühe Lepinguosalise territooriumil ja kes tema seaduste järgi õiguslikult maksavad, tunnustatakse ka teise Lepinguosalise territooriumil õiguslikult maksvateks; samuti otsustatakse nende teguvõime ja kohtus ülesastumise õiguse üle nende kodumaa seaduste järgi.

Neile lubaandmine äriliseks tegevuseks teise Lepinguosalise territooriumil korraldatakse seal iga kord maksvate seaduste ja eeskirjade järgi.

Igal juhtumisel peavad nad, niihästi mis puutub neile lubaandmise eeldusse, nende tegevuse teostamisse, kui ka igas muus suhtes kasutama samu õigusi, soodustusi ja vabastusi nagu enamsoodustatud riigi sama liiki ettevõtted.

Kummagi Lepinguosalise kodanikud kasutavad teise Lepinguosalise territooriumil samu õigusi ja soodustusi, mis antakse enamsoodustatud riigi kodanikkudele, aktsiaseltside või muude esimeses lõikes tähendatud liiki kaubandusseltside asutamise või nendest seltsidest osavõtmise suhtes.

Artikkel 6.

Ilma et see riivaks muid enamsoodustusest tekkivaid hõlbustusi, peavad ühe Lepinguosalise kaupmehed, vabrikandid ja muud ärimehed, kes tõendavad oma maa ametvõimude poolt välja antud legitimatsioonikaardiga, et neil oma alalise elukoha riigis on lubatud oma kaubanduse või oma äri alal tegutseda ja et nad seal tasuvad seaduslikke makse, olema õigustatud, ettekirjutatud vorminõuete täitmise eeldusel, ise või nende teenistuses seisvate reisijate läbi, tegema teise Lepinguosalise territooriumil kaupade oste kaupmeeste juures või avalikkudes müügikohtades või kaupu produtseerivate isikute juures. Samuti võivad nad kaupmeeste või muude isikute juures, kelle äri alal pakutavat liiki kaubad leiavad tarvitamist, otsida tellimisi ja nad on õigustatud kaasas pidama kaubaproove ja mustreid, kuid mitte kaupu.

Legitimatsioonikaardiga varustatud Saksa ärimehed (kaubareisijad) ei tohi tähendatud tegevuse eest Eestis alluda mõnele kõrgemale maksule kui välismaal asuvate Eesti kaubamajade või enamsoodustatud maa kaubareisijad. Sarnaste legitimatsioonikaartidega varustatud Eesti ärimehi (kaubareisijaid) tohib Saksamaal maksustada sama kõrgete maksudega, milledega maksustatakse Saksa kaubareisijaid Eestis.

Legitimatsioonikaardid peavad vastama käesoleva Lepingu lisa A muustrile ja olema välja antud saateriigi kompetentse ametvõimu poolt. Lepinguosalised pooled teevad edaspidi üksteisele teatavaks need ametvõimud, kes on õigustatud legitimatsioonikaarte välja andma. Legitimatsioonikaartide konsulaar või muud legaliseerimist ei nõuta vastastikususe eeldusel.

Käesoleva artikli määrused ei leia tarvitamist ühest paigast teise liikumise teel äriajamise, rändkauplemise ja tellimiste otsimise kohta isikute juures, kes ei tegutse kaubanduse ega äri alal. Lepinguosalised reserveerivad endale ses suhtes seadusandluse täieliku vabaduse.

Artikkel 7.

Lepinguosalised kohustuvad mitte takistama vastastikust läbikäimist ükskõik milliste sisse- või väljaveokeeldudega.

Ausnahmen hiervon können, soweit sie auf alle Staaten oder auf die Staaten anwendbar sind, bei denen die gleichen Voraussetzungen zutreffen, in folgenden Fällen stattfinden :

- a) mit Rücksicht auf die öffentliche Sicherheit ;
- b) mit Rücksicht auf die öffentliche Gesundheit oder zum Schutz von Tieren oder Pflanzen gegen Krankheiten und Schädlinge sowie von Pflanzen gegen Entartung und Aussterben ;
- c) mit Beziehung auf Waffen, Munition und Kriegsgerät und unter ausserordentlichen Umständen auf anderen Kriegsbedarf ;
- d) mit Beziehung auf Waren, die im Gebiete eines der vertragschliessenden Teile den Gegenstand eines Staatsmonopols bilden oder bilden werden, ferner zu dem Zweck, für fremde Waren alle anderen Verbote oder Beschränkungen durchzuführen, die durch die innere Gesetzgebung für die Erzeugung, den Vertrieb, die Beförderung oder den Verbrauch gleichartiger einheimischer Waren im Inland festgesetzt sind oder festgesetzt werden.

Artikel 8.

Die vertragschliessenden Teile gewähren sich gegenseitig die Freiheit der Durchfuhr durch ihr Gebiet und verpflichten sich, die Bestimmungen des am 20. April 1921 in Barcelona abgeschlossenen internationalen Abkommens über die Freiheit der Durchfuhr anzuwenden.

Es besteht Einverständnis darüber, dass auch in dieser Beziehung der Grundsatz der Meistbegünstigung gilt.

Artikel 9.

Die in der Anlage B aufgeführten Gewerbeerzeugnisse deutschen Ursprungs unterliegen bei der Einfuhr nach Estland und die in der Anlage C aufgeführten Gewerbeerzeugnisse estnischen Ursprungs unterliegen bei der Einfuhr nach Deutschland keinen anderen oder höheren als den in diesen Anlagen angegebenen Zöllen.

Artikel 10.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse jedes vertragschliessenden Teiles werden bei der Einfuhr in das Gebiet des anderen Teiles sowie bei der Ausfuhr nach dem Gebiete des anderen Teiles in Ansehung des Betrages, der Erhebung und Sicherstellung von Zöllen und Abgaben sowie in Ansehung aller Zollförmlichkeiten nach dem Grundsatz der Meistbegünstigung behandelt.

Artikel 11.

Deutsche Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die durch das Gebiet anderer Länder nach Estland eingeführt werden, und estnische Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die durch das Gebiet anderer Länder nach Deutschland eingeführt werden, sowie Boden- und Gewerbeerzeugnisse anderer Länder, die durch das Gebiet eines der vertragschliessenden Teile nach dem Gebiet des anderen Teiles eingeführt werden, dürfen bei ihrer Einfuhr keinen anderen oder höheren Zöllen oder Abgaben unterliegen, als wenn sie aus dem Ursprungsland unmittelbar oder durch irgend ein anderes Land eingeführt worden wären.

Diese Bestimmung gilt sowohl für die unmittelbar durchgeführten wie für die Waren, die während der Durchfuhr umgeladen, umgepackt oder gelagert worden sind.

Artikel 12.

Innere Abgaben, die in dem Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile, sei es für Rechnung des Staates oder einer Gemeinde oder einer anderen Körperschaft, auf der Erzeugung,

Erandid selles võivad aset leida, niivõrt kui nad tarvitusele võetavad kõigi või nende riikide kohta, millede juures leiduvad samad eeldused :

- a) Arvestades avaliku julgeolekuga ;
- b) Arvestades avaliku tervishoiuga, või loomade või taimede kaitsega haiguste või kahjurite vastu samuti ka taimede kaitseks degenerereerumise ja väljasuremise vastu ;
- c) relvade, laskemoona ja sõjamaterjali suhtes ja erakorralistes oludes muu sõjaväerustuse kohta ;
- d) kaupade kohta, mis moodustavad ühe Lepinguosalise territooriumil nüüd või edaspidi mõne riigimonopoli eseme, samuti ka eesmärgiga, läbi viia vööraste kaupade kohta kõiki muid keelde või kitsendusi, mis sisemise seadusandlusega kindlaks on määratud nüüd või edaspidi sama liiki kodumaa kaupade tootlemise, müügi, edasitoimetamise või tarvitamise kohta sisemaal.

Artikkel 8.

Lepinguosalsed kindlustavad üksteisele vastastiku transiidi vabaduse läbi endi territooriumi ja kohustuvad tarvitusele võtma transiidi vabaduse kohta käiva rahvusvahelise Konventsiooni, sõlmitud Barcelonas 20. aprillil 1921. a., määrused.

On kokkulepitud, et ka ses suhtes on maksev enamsoodustuse põhimöte.

Artikkel 9.

Lisas B loetletud Saksa päritoluga tööstussaadused ei allu sisseveol Eestisse ja Lisas C loetletud Eesti päritoluga tööstussaadused ei allu sisseveol Saksamaale muudele või kõrgematele kui neis Lisades tähendatud tollidele.

Artikkel 10.

Kummagi Lepinguosalise loodus- ja tööstussaadusi käsitatakse nende sisseveol teise Lepinguosalise territooriumile samuti ka väljaveol teise Lepinguosalise territooriumile tollide ja maksude ulatuse, võtmise ja kindlustamise, samuti ka kõigi tolli vorminöuete suhtes enamsoodustuse põhimötte järgi.

Artikkel 11.

Saksa loodus- ja tööstussaadused, mis veetakse läbi teiste maade territooriumi Eestisse, ja Eesti loodus- ja tööstussaadused, mis veetakse läbi teiste maade territooriumi Saksamaale, samuti ka teiste maade loodus- ja tööstussaadused, mis veetakse läbi ühe Lepinguosalise territooriumi teise Lepinguosalise territooriumile, ei tohi nende sisseveol alluda muudele või kõrgematele tollidele või maksudele kui siis, kui nad oleksid sisseveetud päritolumaalt vahetult või läbi mõne muu maa.

See määrus maksab niihästi vahetult läbiveetud kui ka nende kaupade kohta, mis läbiveol on ümberlaaditud, ümberpakitud või laostatud.

Artikkel 12.

Sisemised maksud, mis nüüd või edaspidi ühe Lepinguosalise territooriumil kas riigi või mõne kogukonna või mõne muu korporatsiooni huvides lasuvad mõne kauba tootlemisel, valmistamisel

der Zubereitung oder dem Verbrauch einer Ware ruhen oder ruhen werden, dürfen die Erzeugnisse des anderen Teiles unter keinem Vorwand höher oder in lästigerer Weise treffen als die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen oder des meistbegünstigten Landes.

Artikel 13.

Die unten genannten Gegenstände werden von jedem vertragschliessenden Teil unter der Bedingung der Wiederausfuhr oder der Wiedereinfuhr und unter Vorbehalt der erforderlichen Aufsichtsmaßnahmen frei von jeder Ein- und Ausfuhrabgabe gelassen :

a) Handelsübliche Umschliessungen aller Art sowie Schutzdecken und andere Verpackungsmittel, auch Webebäume, Holz- und Papprollen, die aus dem Gebiete des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles zum Zwecke der Ausfuhr von Waren eingeführt oder, nachdem sie nachweislich dazu gedient haben, aus dem Gebiete des anderen Teiles wieder zurückgebracht werden ;

b) Werkzeuge, Instrumente und mechanische Geräte, die ein Unternehmer des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles einführt, um dort durch sein Personal Montierungs-, Versuchs- oder andere ähnliche Arbeiten vornehmen zu lassen, gleichviel, ob die genannten Gegenstände durch Versendung eingeführt oder durch das Personal selbst eingebracht werden ;

c) Maschinenteile zum Ausproben ;

d) Waren (mit Ausnahme von Verzehrungsgegenständen), die auf Ausstellungen oder Mustermessen gebracht werden ;

e) Möbelwagen und Möbelkästen, die über die Grenze zu dem Zwecke gebracht werden, Gegenstände aus dem Gebiet des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teiles zu befördern, auch wenn sie auf der Rückreise eine neue Ladung tragen, gleichgültig, an welchem Ort diese neue Ladung aufgenommen worden ist, nicht aber, wenn sie inzwischen zu reinen Inlandstransporten verwendet worden sind ; beide Beförderungsmittel einschliesslich des zum üblichen Gebrauch während der Beförderung dienenden Zubehörs und bei Gewährung einer Frist für die Wiederausfuhr von sechs Monaten.

Artikel 14.

Die nach dem Tarif mit Zöllen belegten und von keinem Verbot betroffenen Warenproben und Muster, die von den Fabrikanten oder Kaufleuten, die ihren Sitz im Gebiet eines der vertragschliessenden Teile haben, persönlich oder von ihren Geschäftsreisenden mitgeführt werden, können in das Gebiet jedes der vertragschliessenden Teile vorläufig zollfrei eingeführt werden, wenn der Eingangszoll hinterlegt oder Sicherheit geleistet wird, die die etwaige Zahlung dieses Zolles sicherstellt.

Um an dieser Vergünstigung teilzuhaben, müssen die Fabrikanten oder Kaufleute und die Geschäftsreisenden sich nach den einschlägigen Zollgesetzen — Ausführungsbestimmungen und Förmlichkeiten — des Einfuhrlandes richten ; diese Gesetze und Ausführungsbestimmungen können von den Beteiligten den Besitz einer Ausweiskarte der in Artikel 6 Abs. 3 angegebenen Art verlangen.

Bei der Anwendung dieses Artikels gelten als Warenproben oder Muster alle Gegenstände, die eine bestimmte Ware vorstellen, unter dem doppelten Vorbehalt, dass einerseits die Nämlichkeit der genannten Gegenstände bei ihrer Wiederausfuhr ausreichend festgestellt werden kann, und dass andererseits die Gesamtheit der eingeführten Gegenstände nicht solche Mengen oder Werte darstellt, dass die Gegenstände handelsüblich nicht mehr als Proben gelten können.

Die Zollbehörden beider vertragschliessenden Teile werden für die spätere Anerkennung der Nämlichkeit der Warenproben oder Muster die Zeichen, die daran von der Zollbehörde des anderen Vertragsteils angebracht sind, unter der Bedingung als hinreichend ansehen, dass die Warenproben oder Muster ein Musterpass begleitet, der von den Zollbehörden des letzteren Staates beglaubigt ist. Jedoch dürfen von der Zollbehörde des Einfuhrlandes ergänzende Zeichen auf den Warenproben

või tarvitamisel, ei tohi teise Lepinguosalise saadusi milgi ettekäändel tabada kõrgemalt või koormavamalt kui oma enda või enamsoodustatud maa sama liiki saadusi.

Artikkel 13.

Kumbki Lepinguosaline jätab alamal nimetatud esemed uuesti välja -või sisseveo tingimusel ning nõuetavate järevalve abinõude celdusel vabaks igasugu sisse- ja väljaveomaksust :

a) Kaubanduses tarvitavad igasugused pakendid, kui ka kaitsekatted ja muud pakkimisvahendid, samuti ka poompuud, puu- ja papprullid, mis veetakse ühe Lepinguosalise territooriumilt teise Lepinguosalise territooriumile kaupade väljaveo eesmärgiga või, kui tõendatakse, et neid seks on tarvitatud, teise Lepinguosalise territooriumilt jälle tagasi tuuakse ;

b) Tööriistad, instrumendid ja mehaanilised riistad, mis ühe Lepinguosalise mõni ettevõtja viib teise Lepinguosalise territooriumile, et seal oma personaaliga monteerimise, katse või muid sarnaseid töid lasta ette võtta, ükskõik kas nimetatud esemed tuuakse sisse saadetisena või personali endaga.

c) Masinaosad järeiproovimiseks ;

d) Kaubad (toiduained väljaarvatud), mis viiakse näitustele ja muuseumidele ;

e) Mööblivankrid ja mööblikastid, mis tuuakse üle piiri eesmärgiga toimetada esemeid ühe Lepinguosalise territooriumilt teise Lepinguosalise territooriumile, ka siis kui nad tagasireisul kannavad uut laadungit, ükskõik millisel kohal see uus laadung peale on võetud, kuid mitte siis kui neid vahepeal on tarvitatud puht sisemaalisteks transportideks ; mõlemad edasitoimetamisvahendid ühes edasitoimetamise kestvusel harilikuks tarvitamiseks kuuluvate päraldistega ja kuue kuulise uuesti väljaveo tähtaja kindlustamisel.

Artikkel 14.

Tariifi järgi tollidele alluvad ja mõne keelu alla mitte kuuluvad kaubaproovid ja muustrid, mida toovad kaasa vabrikandid või kaupmehed, kelle asukoht ühe Lepinguosalise territooriumil, isiklikult või nende ärireisijad, võib sisse tuua kummagi Lepinguosalise territooriumile esialgselt tollivabalt, kui sisselaske toll deponeeritakse või tagatis antakse, mis kindlustab selle tolli eventuaalset maksmist.

Et sellest soodustusest osa saada, peavad vabrikandid või kaupmehed ja ärireisijad kohanema sisseveomaa sellekohastele tolliseadustele-täitmismäärustele ja vorminõuetele ; need seadused ja täitmismäärused võivad nõuda asjaosalistelt artiklis 6. lõige 3. tähendatud liiki legitimatsioonikaardi omamist.

Käesoleva artikli käsitamisel tuleb lugeda kaubaproovideks või muustriteks kõik esemed, mis kujutavad teatavat kaupa, neil kahel celdusel, et ühelt poolt võib nimetatud esemete autentsust nende uuesti väljaveol küllaldaselt kindlaks teha, ja et, teiselt poolt, sissetoodud esemed koostatult ei moodusta sarnaseid hulkauid või väärtusi, et neid esemeid kaubanduslikus mõttes ei saa lugeda proovideks.

Kummagi Lepinguosalise tollivõimud loevad kaubaproovide või muustrite autentsuse hiljem tunnustamiseks küllaldaseks märgid, mida teise Lepinguosalise tollivõimud neile kinnitanud, tingimusel et kaubaproove või muustreid saadab mustripass, mis tõestatud viimase riigi tollivõimude poolt. Siiski võivad sisseveomaa tollivõimud kõigil juhtumistel teha täiendavaid märke kaubaproovidele või muustritele, kus see ametvõim loeb seda täiendust ilmingimata vajaliseks

oder Mustern in allen Fällen angebracht werden, wo diese Behörde diese Ergänzung für die Sicherung der Nämlichkeit der Warenproben oder Muster bei ihrer Wiederausfuhr für unerlässlich hält. Ausser in diesem letzten Falle wird die Zollbeschau lediglich darin bestehen, die Übereinstimmung der Warenproben mit dem Musterpass festzustellen und den Betrag der etwa zu erhebenden Abgaben aller Art zu bestimmen.

Die Wiederausfuhrfrist wird auf mindestens sechs Monate festgesetzt. Die Zollverwaltung des Einfuhrlandes kann die Frist verlängern. Nach Ablauf der Frist wird für die nicht wiederausgeführten Warenproben die Zahlung der Abgaben gefordert werden.

Die Rückzahlung der bei der Einfuhr hinterlegten Abgabenbeträge oder die Freigabe der sonstigen Sicherheitsleistung für die Bezahlung dieser Beträge erfolgt unverzüglich bei allen Zollstellen an der Grenze oder im Innern des Landes, denen die Befugnis hierzu beigelegt ist, und gegebenenfalls unter Abzug der Abgabenbeträge für die Warenproben oder Muster, die zur Wiederausfuhr nicht gestellt werden. Die Regierungen beider vertragschliessenden Teile werden die Liste der Zollstellen veröffentlichen, denen die genannten Befugnisse erteilt sind.

Die Bestimmungen dieses Artikels, ausser denen über die Ausweiskarte, sind auf tarifmässig mit Zöllen belegte und nicht verbotene Warenproben und Muster anwendbar, die von im Gebiet eines der vertragschliessenden Teile ansässigen Fabrikanten, Kaufleuten oder Handelsreisenden eingeführt werden, ohne dass diese Fabrikanten, Kaufleute oder Handlungsreisenden die genannten Warenproben oder Muster begleiten.

Edelmetallwaren, die von Handlungsreisenden als Muster vorläufig zollfrei eingeführt werden, sind auf Verlangen vom Punzierungszwange zu befreien, wenn entsprechende Sicherstellung geleistet wird, die den Betrag der Punzierungsgebühr nicht übersteigen darf; werden sie nicht rechtzeitig wieder ausgeführt, so verfällt die hinterlegte Sicherheit unbeschadet der durch die Gesetzgebung vorgesehenen Strafen.

Artikel 15.

Als Gewerbezeugnisse eines der vertragschliessenden Teile werden auch solche Erzeugnisse dritter Länder angesehen, die im Gebiet des einen Teiles be- oder verarbeitet worden sind, und zwar auch dann, wenn die Be- oder Verarbeitung im zollbegünstigten Verkehr erfolgt ist.

Artikel 16.

Jeder der vertragschliessenden Teile wird Behörden bezeichnen, die befugt und verpflichtet sind, auf Verlangen verbindliche Auskunft über Zolltarifsätze und die Tarifierung bestimmter Waren zu geben.

Artikel 17.

Bei der Einfuhr von Erzeugnissen des einen vertragschliessenden Teiles in das Gebiet des anderen wird im allgemeinen die Vorlage von Ursprungszeugnissen nicht gefordert.

Wenn jedoch einer der vertragschliessenden Teile Erzeugnisse eines dritten Landes mit höheren Abgaben als die Erzeugnisse des anderen Teiles belegt oder wenn er die Erzeugnisse eines dritten Landes Einfuhrverboten oder Beschränkungen unterwirft, denen die Erzeugnisse des anderen Teiles nicht unterliegen, so kann er, wenn erforderlich, die Anwendung der ermässigten Abgaben für die Erzeugnisse des anderen Teiles oder deren Zulassung zur Einfuhr von der Beibringung von Ursprungszeugnissen abhängig machen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, dafür zu sorgen, dass der Handel nicht durch überflüssige Formlichkeiten bei der Ausstellung von Ursprungszeugnissen behindert wird.

Die genannten Ursprungszeugnisse können in Deutschland von der Zollbehörde des Versandorts im Innern oder an der Grenze oder von der zuständigen Industrie-, Handels- oder Landwirtschaftskammer, in Estland vom Handels- und Industrieministerium oder von der zuständigen Handels- und Industriekammer ausgestellt werden. Die beiden Regierungen können Vereinbarungen treffen, um noch auf andere als die oben bezeichneten Stellen oder auch auf wirtschaftliche Vereinigungen

kaubaproovide või mustrite autentsuse kindlustamiseks nende uuesti väljaveol. See viimane juhtumine välja arvatud, seisab tolliülevaatus ainult kaubaproovide mustripassidele vastavuse kindlakstegemises ja tasumisele tulla võivate igasuguste maksude ulatuse kindlaksmääramises.

Uuesti väljaveo tähtaeg määratakse kindlaks vähemalt 66 kuu peale. Sisseveomaa tollivalitsus võib seda tähtaega pikendada. Pärast tähtaja möödumist nõutakse uuesti väljaviimata kaubaproovide eest maksude tasumist.

Sisseveol deponeeritud maksude summade tagasimaksimine või nende summade maksmise muude tagatiste vabaksandmine sünnib viibimata kõigis selleks õigustatud tollipunktides piiril ja sisemaal, ja antud juhtumisel maha arvates maksude summasid kaubaproovide või mustrite eest, mida ei esitata uuesti väljaveoks. Kummagi Lepinguosalise Valitsused avaldavad edaspidi nende tollipunktide nimestiku, millele antakse nimetatud õigustused.

Käesoleva artikli määrused, väljaarvatud need, mis käivad legitimisatsioonikaardi kohta, on maksvad tariifide järgi tollidele alluvate ja mitte keelatud kaubaproovide ja mustrite kohta, mis ühe Lepinguosalise territooriumil asuvate vabrikantide, kaupmeeste või kaubareisijate poolt sisse tuuakse, ilma et need vabrikandid, kaupmehed või kaubareisijad saadaksid nimetatud kaubaproove või mustreid.

Kallismetallkaubad, mida kaubarsisijad sisse mustriks toovad esialgselt tollivabalt, tulevad nõudmise peale vabastada proovisunnist, kui antakse vastav tagatis, mis ei tohi ületada proovimise lõivu summat; kui neid õigel ajal uuesti välja ei veeta, konfiskeeritakse deponeeritud tagatis, ilma et see riivaks seadusandlusoga ettenähtud trahve.

Artikkel 15.

Ühe Lepinguosalise tööstussaadusteks loetakse ka mõne kolmanda maa niisuguseid saadusi, mis ühe Lepinguosalise territooriumil ümber- või läbitöötatud ning ka siis, kui see ümber- või läbitöötamine on sündinud tolli mõttes kergendatud läbilaskmise korras.

Artikkel 16.

Iga Lepinguosaline nimetab edaspidi ametvõimud, kes on õigustatud ja kohustatud andma nõudmise peale siduvaid teateid tollitariifi määrade ja kindlasti äratähendatud kaupade kohta tariifide tarvitamise asjus.

Artikkel 17.

Ühe Lepinguosalise saaduste sisseveol teise Lepinguosalise territooriumile ei nõuta üldiselt päritolutunnistuste esitamist.

Kui siiski üks Lepinguosaline paneb mõne kolmanda maa saadused kõrgemate maksude alla kui teise Lepinguosalise saadused või kui ta mõne kolmanda maa saadused paneb sisseveokeeldude või -kitsenduste alla, millele teise Lepinguosalise saadused ei allu, siis võib ta tarviduse korral madalamate maksude tarvitusele võtmise teise Lepinguosalise saaduste sultes või nende sisseveoks luba andmise teha olenevaks päritolutunnistuste esitamisest.

Lepinguosalised kohustuvad selle eest hoolitsema, et kaubandust ei takistataks üleliigsete vorminõuetega päritolutunnistuste väljaandmisel.

Nimetatud päritolutunnistusi võivad välja anda Saksamaal saatkoha tollivõim sisemaal või piiril või kompetentne tööstus-, kaubandus- või põllumajanduskoda, Eestis kaubandus- tööstusministerium või kompetentne kaubandus- tööstuskoda. Mõlemad valitsused võivad kokkuleppida, volitada veel muid peale ülaltähendatud asutuste või ka kummagi maa majanduslikke organisatsioone välja andma päritolutunnistusi, mida teise maa tollivõimudel tuleb vastu võtta.

eines der beiden Länder die Befugnis zur Ausstellung von Ursprungszeugnissen zu übertragen, die von den Zollbehörden des anderen Landes anzunehmen sind. Falls die Zeugnisse nicht von einer dazu ermächtigten Staatsbehörde ausgestellt sind, kann die Regierung des Bestimmungslandes verlangen, dass sie von ihrer für den Versandort der Waren zuständigen diplomatischen oder konsularischen Behörde beglaubigt werden. Die Beglaubigung erfolgt kostenlos.

Die Ursprungszeugnisse können sowohl in der Sprache des Bestimmungslandes als auch in der Sprache des Ausfuhrlandes abgefasst sein; im letzteren Falle können die Zollämter des Bestimmungslandes eine Übersetzung verlangen.

Wenn Erzeugnisse dritter Länder über das Gebiet des einen vertragschliessenden Teiles in das Gebiet des anderen eingeführt werden, sollen die Zollbehörden des letztgenannten Teiles auch die in dem Gebiet des erstgenannten Teiles nach den Bestimmungen dieses Artikels ausgestellten Ursprungszeugnisse annehmen.

Artikel 18.

Bei der Beförderung der Reisenden und ihres Gepäcks auf den Eisenbahnen der vertragschliessenden Teile wird bei gleichen Bedingungen zwischen den Angehörigen des einen und des anderen Teiles kein Unterschied bezüglich der Preise, der Art der Beförderung sowie der damit zusammenhängenden Abgaben und Steuern gemacht.

Artikel 19.

Die von Estland nach einer deutschen Eisenbahnstation oder im Durchgangsverkehr durch deutsches Gebiet versandten Güter werden auf den deutschen Eisenbahnen in Bezug auf die Abfertigung, auf die Preise und die Art der Beförderung sowie die damit zusammenhängenden Steuern und Abgaben nicht ungünstiger behandelt als gleichartige Gütertransporte, die zwischen deutschen Eisenbahnstationen in derselben Richtung und auf derselben Verkehrsstrecke versandt werden.

Der gleiche Grundsatz gilt für die estnischen Eisenbahnen in Bezug auf Güter, die von Deutschland nach einer estnischen Eisenbahnstation oder im Durchgangsverkehr durch estnisches Gebiet versandt werden.

Diese Grundsätze finden wechselseitig auch Anwendung auf Gütertransporte des einen Teiles, die mit Schiffen in Seehäfen und Flusshäfen des anderen Teiles getragen und dort auf Eisenbahnen aufgeliefert werden.

Artikel 20.

Die Bestimmungen der Artikel 18 und 19 erstrecken sich nicht auf die Ermässigungen der Beförderungspreise für milde Zwecke, zugunsten des öffentlichen Unterrichts- oder Erziehungswesens, auf die bei der Beförderung von Personen oder Güter in Fällen eines öffentlichen Notstandsereignisses gewährten Ermässigungen sowie auf Erleichterungen, die bei Militärtransporten gewährt werden, oder die auf öffentliche Beamte und Angestellte, auf das Eisenbahnpersonal oder andere ähnliche Personengruppen oder ihre Familienangehörigen anwendbar sind.

Artikel 21.

Personen und Waren, die mit der Eisenbahn in Häfen ankommen und von dort mit deutschen Schiffen weiterbefördert werden, sowie Personen und Waren, die mit deutschen Schiffen in Häfen ankommen und von dort mit der Eisenbahn weiterbefördert werden, werden auf den estnischen Eisenbahnen in derselben Richtung und auf derselben Verkehrsstrecke weder in Bezug auf die Abfertigung noch hinsichtlich der Beförderung oder hinsichtlich der Beförderungspreise oder der mit der Beförderung zusammenhängenden öffentlichen Abgaben ungünstiger behandelt werden als Personen und Waren, die in den gleichen Häfen mit estnischen Schiffen oder Schiffen einer

Juhtumisel kui tunnistused pole välja antud seks volitatud riikliku ametvõimu poolt, võib sihtmaa valitsus nõuda, et need tunnistused oleksid tõestatud tema diplomaatilise või konsulaar ametvõimu poolt, kes on kompetentne kaupade saatekoha suhtes. Tõestamine sünnib maksuta.

Päritolutunnistused võivad olla kokku seatud nii hästi sihtmaa kui ka väljaveomaa keeles ; viimasel juhtumisel võivad sihtmaa tolliametid nõuda tõlget.

Kui kolmandate maade saadused veetakse üle ühe Lepinguosalise territooriumi teise Lepinguosalise territooriumile, peavad viimaseks nimetatud Lepinguosalise tollivõimud vastu võtma ka esimeseks nimetatud Lepinguosalise territooriumil käesoleva artikli määruste järgi välja antud päritolutunnistusi.

Artikkel 18.

Reisijate ja nende pagasi edasitoimetamisel Lepinguosaliste raudteedel ei tehta samade tingimuste juures mingit vahet ühe või teise Lepinguosalise kodanikkude vahel, mis puutub hindadesse, edasitoimetamise viisisse, samuti ka sellega üheskäivatesse maksudesse ja lõivudesse.

Artikkel 19.

Eestist mõnesse Saksa raudteejaama või transiitliikumises läbi Saksa territooriumi saadetud kaupu, mis puutub ärasaatesse, hindadesse ja edasitoimetamise viisisse, samuti ka sellega üheskäivatesse lõivudesse ja maksudesse, ei käsitata ebasoodsamalt kui samalaadilisi kaubatransporte, mis saadetakse Saksa raudteejaamade vahel samas suunas ja samal ühendusliiniosal.

Sama põhimõte on maksev ka Eesti raudteede kohta, mis puutub Saksamaalt mõnesse Eesti raudteejaama või transiitliikumises läbi Eesti territooriumi saadetavatesse kaupadesse.

Need põhimõtted leiavad vastastiku käsitamist ka ühe Lepinguosalise kaubatransportide suhtes, mis tuuakse laevadel teise Lepinguosalise merevõi jõesadamatesse ja sealt edasi antakse raudteedele.

Artikkel 20.

Artiklite 18 ja 19 määrused ei laiene edasitoimetamise hinnaalandustele heategevaks otstarbeks, avaliku kooli- või kasvatuskorralduse kasuks, ega hinnaalandustele, mis antakse isikute või varanduste edasitoimetamisel mõne avaliku hädaseisukorra juhtumistel, samuti ka kergendustele, mis antakse sõjaväetransportidele või mida võib käsitada avalikkude ametnikkude ja teenijate, raudteepersonaali või muude sarnaste isikute gruppide või nende perekonnaliigete kohta.

Artikkel 21.

Isikuid ja kaupsid, mis tulevad raudteel sadamatesse ja sealt edasi saadetakse Saksa laevadega, samuti isikuid ja kaupsid, mis tulevad Saksa laevadel sadamatesse ja sealt raudteel edasi saadetakse, ei käsitata Eesti raudteedel samas suunas ja samal ühendusliiniosal, mis puutub ärasaatesse, edasitoimetamisesse või edasitoimetamishindadesse või edasitoimetamisega ühendusesseisvatesse avalikkudesse maksudesse, ebasoodsamalt kui isikuid ja kaupsid, mis tulnud samadesse sadamatesse Eesti või mõne muu riigi laevadel või mis edasi saadetakse samadest sadamatest Eesti või teiste riikide laevadega. Sama on maksev Saksa raudteedel isikute ja kaupade

anderen Nation ankommen oder von dort mit estnischen Schiffen oder Schiffen anderer Nationen weiterbefördert werden. Dasselbe gilt auf den deutschen Eisenbahnen für Personen und Waren, die mit der Eisenbahn in Häfen ankommen und von dort mit estnischen Schiffen weiterbefördert werden, sowie für Personen und Waren, die mit estnischen Schiffen in Häfen ankommen und von dort mit Eisenbahnen weiterbefördert werden.

Artikel 22.

Die deutschen Seeschiffe und ihre Ladungen sollen in Estland und die estnischen Seeschiffe und ihre Ladungen sollen in Deutschland wie die eigenen Schiffe und die Schiffe des meistbegünstigten Staates behandelt werden, gleichviel von wo die Schiffe auslaufen oder wohin sie bestimmt sind und gleichviel woher die Ladungen stammen und wohin sie bestimmt sind. Dies gilt besonders auch in Bezug auf jede Art von Abgaben und Gebühren, die in den Häfen, Bassins, Reeden und Buchten der vertragschliessenden Länder als Entgelt erhoben werden.

Die Behandlung der Schiffe und ihrer Ladungen nach Abs. 1 dieses Artikels findet keine Anwendung

1. auf die Küstenschifffahrt ;

jedoch soll es den deutschen und den estnischen Seeschiffen freistehen, aus einem Hafen des einen der vertragschliessenden Länder nach einem oder mehreren Häfen desselben Landes zu fahren, sei es, um dort die aus dem Ausland mitgebrachte Ladung ganz oder teilweise zu löschen oder um eine nach dem Ausland bestimmte Ladung einzunehmen oder zu ergänzen ;

2. Auf die Küstenfischerei innerhalb der Hoheitsgewässer und die der eigenen Fischerei gewährten Vergünstigungen.

Artikel 23.

Die deutschen Seeschiffe, welche nach einem estnischen Hafen, und die estnischen Seeschiffe, welche nach einem deutschen Hafen kommen, um daselbst nur ihre Ladungen zu vervollständigen oder einen Teil derselben zu löschen, sollen, vorausgesetzt, dass sie sich nach den Gesetzen und Vorschriften des betreffenden Staates richten, den nach einem anderen Hafen desselben oder eines anderen Landes bestimmten Teil ihrer Ladung an Bord behalten und ihn wieder ausführen können, ohne gehalten zu sein, für diesen letzten Teil ihrer Ladung irgendeine Abgabe zu bezahlen ausser den Aufsichtsabgaben, welche übrigens nur nach den für die eigene und den für die Schifffahrt des meistbegünstigten Staates bestimmten Sätzen erhoben werden dürfen.

Artikel 24.

Die Nationalität der Seeschiffe wird von den vertragschliessenden Teilen gemäss den im Heimatlande geltenden Gesetzen und Verordnungen anerkannt und durch die an Bord befindliche, von der zuständigen Behörde ausgestellte Urkunde (Schiffszertifikat) nachgewiesen.

Die von dem einen vertragschliessenden Teile ausgestellten Schiffsmessbriefe werden nach Massgabe der zwischen den vertragschliessenden Teilen getroffenen oder zu treffenden besonderen Vereinbarungen von dem anderen Teile anerkannt.

Die Regeln und Vorschriften der inländischen Gesetzgebung über die Ausrüstung, Einrichtung und Sicherheitsbedingungen der Schiffe des einen vertragschliessenden Teiles werden auch in den Häfen des anderen Teiles anerkannt.

Artikel 25.

Wenn ein Schiff eines der vertragschliessenden Teile an den Küsten des anderen Teiles strandet oder Schiffbruch leidet, sollen Schiff und Ladung dieselben Vergünstigungen und Befreiungen

kohta, mis tulevad raudteel sadamatesse ja sealt edasi saadetakse Eesti laevadega, samuti ka isikute ja kaupade kohta, mis tulevad Eesti laeval sadamatesse ja sealt raudteel edasi saadetakse.

Artikkel 22.

Saksa merelaevu ja nende laadungeid Eestis ja Eesti merelaevu ning nende laadungeid Saksamaal peab käsutama nagu oma ning enamsoodustatud riigi laevu, ükskõik kust laevad tulevad või kuhu nad on sihitud ning ükskõik kust laadungid on pärit ja kuhu nad on sihitud. Sama on maksev eriti ka igasuguste maksude ja lõivude suhtes, mida võetakse tasuna Lepinguosaliste maade sadamates, basseinides, reidides ja merelahtedes.

Laevade ja nende laadungite käsitlemine käesoleva artikli esimese lõike järgi ei leia tarvitusele võtmist :

1. Rannalaevasõidu kohta ;
Siiski peab Saksa ja Eesti merelaeval olema vabadus sõita ühest ühe Lepinguosalise maa sadamast teise või mitmesse sama maa sadamasse, olgu välismaalt kaasa toodud laadungi täielikuks või osaliseks lossimiseks või et mõned välismaale määratud laadungid peale võtta või täiendada ;
2. Rannakalapüügi kohta territoriaalvetes ja oma kalapüügile kindlustatud soodustuste kohta.

Artikkel 23.

Saksa merelaevad, mis tulevad mõnesse Eesti sadamasse, ja Eesti merelaevad, mis tulevad mõnesse Saksa sadamasse, et seal ainult oma laadungeid täiendada või üht osa neist lossida, peavad, eeldusel, et nad toimivad vastava riigi seaduste ja eeskirjade järgi, laeval hoidma selle osa oma laadungist, mis on sihitud muusse sama või mõne teise riigi sadamasse, ja võima seda uuesti välja, viia, ilma et nad oleksid kohustatud maksma oma laadungi selle viimase osa eest mingit maksu, peale järeelvalvemaksude, mida tohib võtta ainult oma ja enamsoodustatud riigi laevade kohta kindlaks määratud määrade järgi.

Artikkel 24.

Merelaevade rahvust tunnustatakse Lepinguosaliste poolt kodumaal maksvate seaduste ja korralduste kohaselt ja tõendatakse kompetentse ametasutuse poolt väljaandtud laeval leiduva dokumendiga (laevatunnistus).

Ühe Lepinguosalise poolt välja antud laevamöötkirju tunnustatakse teise Lepinguosalise poolt Lepinguosaliste vahel sõlmitud või edaspidi sõlmitavate erikokkulepete kohaselt.

Sisemaalise seadusandluse reegleid ja eeskirju ühe Lepinguosalise laevade varustuse, sisseseade ja julgeoleku tingimuste kohta tunnustatakse ka teise Lepinguosalise sadamates.

Artikkel 25.

Kui ühe Lepinguosalise laev randub teise Lepinguosalise randadel või saab laevaõnnetuse osaliseks, kasutab laev ja ladung samu soodustusi ning vabastusi, mida kindlustab selle maa

geniessen, welche die Gesetzgebung dieses Landes den eigenen Schiffen und denen des meistbegünstigten Staates in gleicher Lage gewährt. Es soll dem Führer und der Mannschaft sowohl für ihre Person wie für das Schiff und Ladung Hilfe und Beistand wie den Angehörigen des eigenen Landes geleistet werden.

Die vertragschliessenden Teile kommen ausserdem überein, dass die geborgenen Waren keiner Zollabgabe unterliegen sollen, es sei denn, dass sie in den inländischen Verbrauch übergehen.

Artikel 26.

Soweit die Bestimmungen dieses Vertrages die gegenseitige Gewährung der Meistbegünstigung betreffen, sind sie nicht anwendbar :

a) Auf die von einem der vertragschliessenden Teile angrenzenden Staaten gegenwärtig oder künftig gewährten besonderen Vergünstigungen zur Erleichterung des Grenzverkehrs in einer Ausdehnung von in der Regel nicht mehr als 15 km beiderseits der Grenze ;

b) Auf die von einem der vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig auf Grund einer Zollvereinigung eingegangenen Verpflichtungen ;

c) Auf Vergünstigungen, die einer der vertragschliessenden Teile durch ein Abkommen einem anderen Staat einräumt, um die in- und ausländische Besteuerung auszugleichen, insbesondere eine Doppelbesteuerung zu verhüten oder um Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen oder Steuerstrafsachen zu sichern ;

d) Auf Vergünstigungen, die Estland an Finnland, Lettland, Litauen oder die Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken durch besondere Abkommen jetzt oder in Zukunft gewährt, jedoch nur so lange, als diese Vergünstigungen nicht auch einem dritten Lande mit Ausnahme der genannten Staaten zugestanden werden.

Artikel 27.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, Verträge über die Beseitigung von Doppelbesteuerung und die Gewährung von Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen baldmöglichst abzuschliessen.

Artikel 28.

Wenn über die Auslegung oder Anwendung dieses Vertrages einschliesslich des Schlussprotokolls eine Streitigkeit entsteht, die nicht in angemessener Zeit auf diplomatischem Wege geregelt werden kann, so soll diese auf Verlangen eines der beiden Teile einem Schiedsgericht zur Entscheidung vorgelegt werden. Dies gilt auch für die Vorfrage, ob die Streitigkeit sich auf die Auslegung oder Anwendung des Vertrages bezieht. Die Entscheidung des Schiedsgerichts soll verbindliche Kraft haben.

Das Schiedsgericht wird für jeden Streitfall in der Weise gebildet, dass jeder Teil einen seiner Staatsangehörigen zum Schiedsrichter ernennt und dass beide Teile einen Angehörigen eines dritten Staates zum Obmann wählen. Einigen sich die vertragschliessenden Teile über die Wahl des Obmanns nicht binnen vier Wochen, nachdem das Verlangen auf schiedsgerichtliche Entscheidung eingegangen ist, so werden sie gemeinsam den Präsidenten des ständigen internationalen Gerichtshofs im Haag um Ernennung des Obmanns ersuchen. Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, sich von vornherein für einen bestimmten Zeitraum über die Person des Obmanns zu verständigen.

Die Regelung des Verfahrens bleibt einer von den vertragschliessenden Teilen in jedem einzelnen Streitfall zu vereinbarenden Schiedsordnung vorbehalten. Einigen sich die Parteien innerhalb von zwei Monaten nach Anrufung des Schiedsgerichts nicht über die Schiedsordnung, so regelt das Schiedsgericht selbst das Verfahren.

Artikel 29.

Dieser Vertrag, der in doppelter Urschrift in deutscher und estnischer Sprache ausgefertigt ist, soll beiderseits ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen so bald wie möglich in Berlin ausgetauscht werden.

seadusandlus oma ja enamsoodustatud riigi laevadele samas olukorras. Juhile ja meeskonnale, niihästi nende isikutele kui ka laevale ning laadungile, peab abi ja toetust antama nagu oma maa kodanikkudele.

Peale selle lepivad Lepinguosalised kokku, et päästetud kaubad ei pea alluma tillimaksudele väljaarvatud juhtumine, kui nad üle lähevad sisemaaliseks tarvitamiseks.

Artikkel 26.

Niivõrt kui käesoleva Lepingu määrused puutuvad vastastikusesse enamsoodustuse kindlustamisse, ei leia nad käsitamist:

a) Ühe Lepinguosalise poolt piiriäärsetele riikidele praegu või edaspidi kindlustatud eriliste soodustuste kohta piiriläbikäimise hõlbustamiseks tavaliselt mitte rohkem kui 15 klm. ulatusel mõlemalpool piiri.

b) Ühe Lepinguosalise poolt tolliniooni põhjal praegu või edaspidi enda peale võetud kohustuste kohta.

c) Soodustuste kohta, mida üks Lepinguosaline annab mõnele teisele riigile mõne kokkuleppe läbi, et tasakaalustada sise- ja välismaalist maksustamist, eriti et ära hoida kahekordset maksustamist või et kindlustada juriidilist toetust ja abi maksude või maksutrahvide asjus.

d) Soodustuste kohta, mida Eesti nüüd või edaspidi kindlustab eriliste kokkulepetega Soomele, Lätile, Leedule või Nõukogude Sotsialistlikkude Vabariikide Liidule, kuid siiski ainult niikaua, kui neid soodustusi ei anta mõnele kolmandale maale, nimetatud riigid välja arvatud.

Artikkel 27.

Lepinguosalised kohustuvad sõlmima niipea kui võimalik lepingud kahekordse maksustamise kõrvaldamiseks ja maksustamise asjus juriidilise kaitse ja abi andmiseks.

Artikkel 28.

Kui käesoleva Lepingu seahulgas Lõpuprotokoll, tõlgitsemise või käsitamise kohta tekib mõni tüliküsimus, mida ei saa lahendada kohase aja jooksul diplomaatilisel teel, siis tuleb see tüliküsimus ühe Lepinguosalise nõudel esitada vahekohtule otsustamiseks. Sama maksab ka eelküsümise kohta, kas tüliküsimus puutub Lepingu tõlgitsemisse või käsimatisse. Vahekohtu otsusel on siduv jõud.

Vahekohus moodustatakse iga tüliküsimuse juhtumisel sel viisil, et kumbki Lepinguosaline nimetab ühe oma kodaniku vahekohtunikuks ja et mõlemad Lepinguosalised valivad mõne kolmanda riigi kodaniku esimeheks. Ei jõua Lepinguosalised esimehe valiku kohta kokkuleppele nelja nädala jooksul pärast seda kui nõue vahekohtuliku otsustamise kohta kätte on jõudnud, siis pööravad nad palvega esimehe nimetamise asjus ühiselt Alalise Rahvusvahelise Kohtukoja Esimehe poole Haagis. Lepinguosalised reserveerivad endale õiguse juba varem kokkuleppida teatava ajajärgu jaoks esimehe isiku kohta.

Menetluse korralduse määrab igal üksikul tüliküsimuse juhtumisel Lepinguosaliste poolt kokkuleppe teel saavutatud vahekohtu kord. Kui Lepinguosalised kahe kuu jooksul pärast vahekohtu poole pööramist vahekohtu korra kohta kokku ei lepi, siis korraldab menetluse vahekohus ise.

Artikkel 29.

Käesolev Leping, mis valmistatud kahes algtekstis Saksa ja Eesti keeles, kuulub mõlemalt poolt ratifitseerimisele. Ratifikatsioonidokumendid tulevad niipea kui võimalik Berliinis vahetamisele.

Der Vertrag tritt am zwanzigsten Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleibt von diesem Tage an fünf Jahre in Geltung. Wird er nicht sechs Monate vor Ablauf dieser Frist gekündigt, so gilt er als für unbestimmte Zeit verlängert. Er kann dann jederzeit unter Einhaltung einer Frist von sechs Monaten gekündigt werden.

Gleichzeitig mit dem Inkrafttreten dieses Vertrages tritt das am 27. Juni 1923¹ unterzeichnete vorläufige Wirtschaftsabkommen zwischen Deutschland und Estland ausser Kraft.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet.

TALLINN (Reval), den 7. Dezember 1928.

V. SCHACK.

J. LATTIK.

ANLAGE A.

(Zu Art. 6 Absatz 3)

.....
Name des Staates

.....
(Ausstellende Behörde)

GEWERBELEGITIMATIONSKARTE

gültig für zwölf Monate vom Tage der Ausstellung ab.

Gültig für

Nummer der Karte

Hierdurch wird bescheinigt, dass der Inhaber dieses Ausweises :

Herr geboren in

wohnhaft in Strasse Nr.

ein *)

in

unter der Firma besitzt

(oder) Handlungsreisender im Dienst der Firma

der Firmen

..... in

die ein * ist,

unter der Firma besitzt.

besitzen.

Da der Inhaber dieses Ausweises beabsichtigt, in den obengenannten Ländern Aufträge entgegen-

zunehmen und Käufe für die genannte(n) Firma(en) zu machen, wird bescheinigt, dass die genannte(n)

Firma(en) die Berechtigung hat (haben), ihr(e) Gewerbe und ihren Handel in

..... zu betreiben, und dass sie dort die gesetzlichen Gebühren hierfür entrichtet(n)

(.....), den 19.....

Unterschrift des Leiters der Firma(en) :

Personalbeschreibung des Inhabers :

Alter :

Wuchs :

Haare :

Besondere Merkmale :

Unterschrift des Inhabers :

.....

¹ Vol. XLI, page 161, de ce recueil.

* Angabe der Fabrik oder des Handelszweiges.

N.B. Nur Rubrik 1 des Formulars ist auszufüllen, wenn es sich um den Leiter eines Handels- oder Industrieunternehmens handelt.

Leping astub jõusse kahekümnendal päeval pärast ratifikatsioonidokumentide vahetamist ja jääb sellest päevast alates maksma viis aastat. Kui ta kuus kuud enne selle tähtaja möödumist üles ei õelda, siis loetakse teda määramata aja peale pikendatuks. Teda võib siis igal ajal Kuue kuulise etteteatamise tähtaja tingimusel üles öelda.

Ühel ajal käesoleva Lepingu jõusseastumisega kaotab 27. juunil 1923.¹ a. allakirjutatud Ajutine Majanduskoostulepe Saksamaa ja Eesti vahel oma maksvuse.

Selle tõenduseks on mõlemapoolsed Täisvolinikud käesolevale Lepingule allakirjutanud.

TALLINNAS (Reval) 7 detsembril 1928. a.

V. SCHACK.
J. LATTIK.

LISA A

(Art. 6 lõige 3 juurde)

.....
Riigi nimetus

.....
(Väljaandja ametvõim)

LEGITIMATSIOONIKAART KAUBAREISIJATELE
maksav kaksteist kuud väljaandmise päevast arvates.

Maksev kohta.

Kaardi nr.

Käesolevaga tõendatakse, et selle kaardi omanik,

Hra sündinud (kus)

kelle elukoht on tänav nr

omab *

..... (kus)

..... firma nimetuse all

(või) on kaubaraisija : $\frac{\text{firma teenistuses}}{\text{firmade teenistuse}}$

..... (kus)

kes $\frac{\text{omab}^*}{\text{omavad}}$

..... firma nimetuse all.

Kuna selle kaardi omanik kavatseb ülalnimetatud riikides vastuvõtta tellimisi ja teha oste

ülalnimetatud firma (de) tarvis, siis tunnistatakse, et ülalnimetatud firmal (del) on õigus oma tööstuse

ja oma kaubanduse alal tegev olla (kus)

ja et ta (nad) maksab (vad) seal selleks seaduslikke makse.

(Koht), (kuupäev) 19.....

Firma (de) juhataja allkiri.

Haardi omaniku isiku kirjeldus :

Vanadus

Kasv

Juuksed

Eritunnusmärgid

Kaardi omaniku allkiri.

¹ Vol. XLI, page 161, of this Series.

* Vabriku või kaubandusettevõtte liik.

NB. Ainult formulaari lahter 1 tuleb täitmisele, kui tegemist mõne kaubandus- või tööstusettevõtte juhatajaga.

ANLAGE B.

Tarifnummer	Warenbezeichnung	Masstab	Zollsatz i. Goldfrs
76	1 Porzellanwaren : Gegenstände, nicht besonders genannte, weisse und einfarbige, auch mit farbigen und vergoldeten Kanten und Reifen, jedoch ohne andere Verzie- rungen	1 kg netto	0,28
	4 Gegenstände zur Ausschmückung von Wohnräumen mit Kunstmalerei, Vergoldung und Verzierungen und Kupferlegierungen ; künstliche Blumen und Pflanzen aus Porzellan, desgl. Erzeugnisse daraus, wie : Kränze, Sträusse usw., weisse und farbige, auch in Verbindung mit anderen Materialien . .	1 kg netto	3,40
157	Nadeln : 1 Nähnadeln und andere, ausser den im allgemeinen Tarif besonders genannten	1 kg netto	3,—
	3 Segel-, Sattler-, Pack- und Schnürnadeln ; Strick- und Sticknadeln und -haken jeder Art ; Stricknadeln und Tamburier- oder Strickhaken, auch mit Griffen aus gewöhnlichen Stoffen	1 kg netto	2,00
158	Messerwaren, ausser den unter andere Nummern des Tarifs fallenden, sowie ausser Maschinenmessern : aus 1 Taschenmesser in Fassungen aus einfachen Stoffen, angefertigt aus schmiedbarem Guss Eisen, Eisen, Stahl, Kupfer, Kupferlegierungen und aus anderen unter Nr. 143 genannten Metallen und Metall- legierungen	1 kg netto	1,25
	2 Tischmesser und Gabeln, sofern sie nicht unter Punkt 3 dieser Nummer fallen : a) In fertigem Zustand	1 kg netto	0,50
aus 215	2 Kinderspielzeug : Einfaches : aus Aluminium, Horn, gewöhnlichen Knochen, Holz, Porzellan, Glas, Meerscham, Fischbein, Jet, Zellhorn, Lava und anderen der- gleichen wohlfeilen Stoffen	1 kg netto	12,—
	3 aus unedlen Metallen (ausser Aluminium und ausser vergoldetem und versilbertem Kinderspielzeug), nicht in Verbindung mit anderen Stoffen	1 kg netto	4,—

ANLAGE C.

Tarifnummer	Warenbezeichnung	Zollsatz für 1 dz RM
Aus 219	Brislinge und Heringe (Länge des lebenden Fisches nicht über 16 cm), mit Salz, Lorbeer, Zucker und Gewürzen zubereitet, in luftdicht verschlossenen Behältnissen	45,—

LISA B.

Tariifi Nr.	Kaupade nimetus	Alus	Tollimäär kuld-fran kides
76	1 Portselankaubad : Teosed eraldi nimetamata valged ja ühevärvilised, kuigi värviliste või kullatud äärte ja servadega, kuid ilma muude ilustusteta	1 kg. netto	0,28
	4 Teosed tubade kaunistamiseks kunstmaaliga, kullatud või vasest ja vasesulatistest ilustustega ; portselanist järeletohtud lilled ja taimed ning nendest valmistatud asjad, nagu : pärjad, lillekimbud, jne., valged ja värvilised, olgugi teiste materjalide lisandustega	1 kg. netto	3,40
157	Nolad : 1 Ömblusnöelad ja teised, peale üldtariifis eriti nimetatute	1 kg. netto	3,—
	3 Purje-, sadulsepa-, pakkimis- ja nõõrimisnöelad ; silmkudumise ja väljaõmblemise-nöelad ja -konksud igasugused ; heegeldamise vardad ja heegeldamise konksud, kuigi lihtsatest materjalidest käepidemetega	1 kg netto	2,—
158	Noakaubad, peale tariifi muude numbrite alla kuuluvate ja peale masina nugade : ex 1 Taskunoad lihtsatest materjalidest peadega, valmistatud taotavast malmist, rauast, terasest, vasest, vasesulatistest ja muudest nr. 143 all nimetatud metallidest ja metallsulatatistest . . .	1 kg. netto	1,25
	2 Lauanoad ja kahvlid, kuivõrt nad käesoleva numbri p. 3 alla ei lange : a) Valmis kujul	1 kg. netto	0,50
ex 215	2 Laste mänguasjad : Lihtsad : alumiiniumist, sarvest, harilikust kondist, puust, portselanist, klaasist, merevahust, valaskalaluust, gagaadist, tselluloidist, laavast ja teistest sarnastest odavatest materjalidest . . .	1 kg. netto	12,—
	3 mittekallihinnalistest metallidest (peale alumiiniumist ja kullatud ja hõbetatud mänguasjade) ilma teiste materjalide lisanduseta	1 kg. netto	4,—

LISA C.

Tariifi Nr.	Kaupade nimetus	Tollimäär 100 klg. eest Riigimarkades
ex 219	Kilud ja heeringad (elava kala pikkus ei ületa 16 cm) sisse-tohtud soolaga, loorberiga, suhkruga ja vürtsidega, õhukindlalt suletud nõudes	45,—

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Estland abgeschlossenen Handels- und Schiffahrtsvertrages haben die beiderseitigen Bevollmächtigten folgende Vorbehalte und Erklärungen abgegeben, die einen integrierenden Bestandteil des Vertrages bilden :

Zu Artikel 1.

Unberührt durch Artikel 1 bleiben die passrechtlichen Vorschriften sowie die Vorschriften, die von den vertragschliessenden Teilen allgemein über die Beschäftigung ausländischer Arbeitskräfte erlassen sind oder künftig erlassen werden.

Es besteht ferner Einverständnis darüber, dass das Recht eines jeden der vertragschliessenden Teile, Angehörigen des anderen Teiles entweder infolge gerichtlicher Bestrafung oder aus Gründen der inneren und äusseren Sicherheit des Staates oder auch aus Gründen der Armen-, Gesundheits- und Sittenpolizei den Aufenthalt im einzelnen Falle zu versagen, durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages nicht beeinträchtigt wird; die Ausweisung darf aber in einem solchen Falle nicht lediglich aus Gründen allgemeiner Wohnungsnot oder Arbeitslosigkeit erfolgen.

Zu Artikel 5.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Schiffahrtsgesellschaften und ihre Agenturen, soweit sie nicht ohnehin schon unter die Bedingungen des Artikel 5 fallen, nach den gleichen Grundsätzen wie die in Artikel 5 genannten Gesellschaften zu behandeln sind.

Zu Artikel 6.

Die Abgabe, die in Estland von deutschen Handlungsreisenden für die im Abs. 1 des Artikels 6 bezeichnete Tätigkeit erhoben wird, soll für den Zeitraum eines Monats 50 Kronen nicht übersteigen. Wird die Abgabe für das ganze Jahr entrichtet, so beträgt sie höchstens 300 Kronen.

Zu Artikel 7.

1. Durch die Bestimmungen dieses Artikels werden die gegenwärtig in beiden Ländern in Kraft befindlichen Ein- und Ausfuhrverbote nicht berührt. Sie werden von den vertragschliessenden Teilen gegenseitig mitgeteilt werden und bleiben auch dem anderen Teile gegenüber so lange in Geltung, als sie allen Ländern gegenüber angewandt werden.

2. Sobald und solange das Genfer Internationale Abkommen¹ zur Abschaffung der Ein- und Ausfuhrverbote und -beschränkungen vom 8. November 1927 und das Ergänzungsabkommen² dazu vom 11. Juli 1928 sowohl für das Deutsche Reich wie für die Republik Estland Geltung haben, treten die Bestimmungen des Artikel 7 dieses Vertrages und der Ziffer 1 des Schlussprotokolls hierzu ausser Kraft.

3. In Deutschland hergestellte zusammengesetzte Arzneien und dosierte Präparate werden in Estland bei der Zulassung zur Einfuhr und zum Gebrauch nicht ungünstiger behandelt als die gleichen oder gleichartigen Erzeugnisse, die in Estland oder in dritten Staaten hergestellt werden.

Zu Artikel 9.

Falls die Inkraftsetzung des gemeinsamen estnisch-lettischen Zolltarifs, dessen Einführung³ der am 5. Februar 1927 in Riga unterzeichnete Vertrag über die Ausführung der Zollunion zwischen

¹ Vol. XCVII, page 391, de ce recueil.

² Vol. XCVII, page 436, de ce recueil.

³ Vol. LXII, page 319, de ce recueil.

LÖPUPROTOKOLL.

Täna Saksa Riigi ja Eesti Vabariigi vahel sõlmitud Kaubandus- ja Laevanduslipingu allakirjutamisel on mõlemapoolsed Täisvolinikud teinud järgmised reservatsioonid ja deklaratsioonid, mis moodustavad Lepingu lahutamatu osa :

Artikkel 1-se juurde.

Artikkel 1-ne ei riiva passiõiguslikke eeskirju, samuti ka eeskirju, mis välja antud või edaspidi välja antakse Lepinguosaliste poolt üldiselt välismaaliste tööjõudude kasutamise kohta.

Samuti on kokkulepitud, et käesoleva Lepingu määrused ei riiva kummagi Lepinguosalise õigust üksikutel juhtumistel keelda teise Lepinguosalise kodanikkudel maal viibimist kas kohtuliku karistuse või riigi sisemise ja välise julgeoleku põhjustel või ka vaeste-, tervishoiu- ja kombuluspolitseilistel põhjustel ; kuid väljasaatmine ei tohi niisugusel juhtumisel sündida ainult üldise korterikitsikuse või tööpuuduse põhjustel.

Artikkel 5. juurde.

On kokkulepitud, et laevasõiduseltse ja nende agentuure, niivõrt kui nad juba iseenesest ei kuulu artikkel 5-da tingimuste alla, tuleb käsitada samade põhimõtete järgi kui artiklis 5 nimetatud seltse.

Artikkel 6. juurde.

Maks, mida võetakse Eestis Saksa kaubareisijailt artikkel 6-da 1-ses löikes tähendatud tegevuse eest, ei tohi ühekuulise kestvusaja kohta ületada 50 krooni. Tasutakse maks terve aasta eest, siis on tema suurim ulatus 300 krooni.

Artikkel 7. juurde.

1. Selle artikli määrused ei puuduta praegu mõlemal maal jõus olevaid sisse- ja väljaveokeelde. Viimased tehakse Lepinguosaliste poolt vastastiku teatavaks ja jäävad ka teise Lepinguosalise suhtes niikaua maksvaks, kui nad on tarvitusel kõigi maade kohta.

2. Niipea ja niikaua kui Genfi Rahvusvaheline Kokkulepe¹ sisse- ja väljaveokeeldude ja -kitsenduste kaotamise kohta 8. novembrist 1927. a. ja Täiendav Kokkulepe² selle juurde 11. juulist 1928. a. on maksvad niihästi Saksa Riigi kui Eesti Vabariigi kohta, kaotavad käesoleva Lepingu artikkel 7-da ja siia juurde kuuluva Lõpuprotokolli, p. 1-se, määrused oma maksvuse.

3. Saksamaal valmistatud kokkuseatud arstirohte ja doseeritud preparaate ei käsitata sisseveoks ja tarvitamiseks lubaandmisel Eestis ebasoodsamalt kui samu või samalaadilisi tooteid, mida valmistatakse Eestis või kolmandates riikides.

Artikkel 9. juurde.

Juhtumisel kui Eesti-Läti ühise tollitariifi maksmapanek, mida näeb ette Riias 5. veebruaril 1927. a.³ allakirjutatud leping tolliuniooni teostamise kohta Eesti ja Läti vahel, seda peaks

¹ Vol. XCVII, page 391, of this Series.

² Vol. XCVII, page 437, of this Series.

³ Vol. LXII, page 319, of this Series.

Estland und Lettland vorsieht, es fordern sollte, behält sich Estland das Recht vor, unter Einhaltung einer dreimonatigen Frist die in der Anlage B vorgesehenen Vertragszölle in Bezug auf alle oder einen Teil der dort angeführten Waren zu kündigen. Macht Estland von diesem Kündigungsrecht Gebrauch, so ist Deutschland berechtigt, den in der Anlage C vorgesehenen Vertragszoll mit gleicher Frist zu kündigen.

Es besteht Einverständnis darüber, dass eine solche Kündigung ohne Wirkung auf alle anderen Bestimmungen des Vertrages bleibt.

Zu Artikel 10.

Solange natürliche Mineralwässer aus dritten Staaten bei ihrer Einfuhr nach Estland eine Zollermässigung genießen, wird folgenden deutschen natürlichen Mineralwässern die jeweils günstigste Zollbehandlung gewährt :

<i>Bezeichnung des Wassers :</i>	<i>Bezeichnung der Quelle :</i>
Wernarzer Wasser.	Verwaltung des Staatl. Mineralbades Brückenaue, Bad Brückenaue.
Emser Kränchen (auch Kesselbrunnen).	Staatl. Bade- und Brunnendirektion, Bad Ems.
Homburger Elisabethbrunnen.	Bad Homburger Heilquellen G. m. b. H., Frankfurt a. M.
Rakoczy (auch Pandur, Maxbrunnen, Luitpoldssprudel, Bockleter, Stahlbrunnen, Schönbornbrunnen).	Verwaltung der Staatl. Mineralbäder Kissingen und Bocklet, Bad Kissingen.
Nenndorfer Schwefelbrunnen.	Staatl. Badeverwaltung Bad Nenndorf.
Neuenahrer Sprudel.	Aktiengesellschaft Bad Neuenahr.
Mergentheimer Karlsquelle und Friedrichshaller Bitterwasser.	C. Ooppel & Co. A.-C. Bad Mergentheim.
Salzbrunner Oberbrunnen und Kronenquelle (auch Mühlbrunnen).	Salzbrunner Quellenversand, Bad Salzbrunn.
Salzschlirfer Bonifatiusbrunnen.	Aktiengesellschaft Bad Salzschlirf.
Staatl. Fachingen und Staatsquelle Niederselters.	Siemens Erben, Berlin.
Wildunger Helenenquelle und Georg Viktorquelle.	Fürstl. Wildunger Mineralquellen A.-G., Bad Wildungen.
Königsquelle.	Bad Wildunger Heilquellen A.-G., Bad Wildungen.
Reinhardsquelle.	Reinhardsquelle G. m. b. H., Bad Reinhardsquelle bei Wildungen.
Arminiusquelle.	Arminiusbad Lippspringe G. m. b. H., Bad Lippspringe.
Jodquelle am Sauersberg (auch Adelheidsquelle, Römerquelle und Marienquelle).	Krankenheiler Jodquellen A.-G., Bad Tölz.

Zu Artikel 12.

Zu den innern Abgaben gehört auch die Umsatzsteuer.

Zu Artikel 13.

Es besteht Einverständnis darüber, dass zu den Aufsichtsmassnahmen auch die Festsetzung von Wiederausfuhrfristen gehört.

nõudma, reserveerib Eesti endale õiguse kolmekuulise etteteatamise tingimusel üsel öelda Lisas B ettenähtud lepingtollid kõigi või ühe osa seal loetletud kaupade suhtes. Kasutab Eest seda ülesütlemise õigust, siis on Saksamaa õigustatud üles ütlema Lisas C ettenähtud lepingtollid sama tähtajaga.

On kokkulepitud, et sarnane ülesütlemine jääb mõjuta kõigile muile Lepingu määrustele.

Artikkel 10. juurde

Niikaua kui loomulikud mineraalveed sisseveol kolmandatest riikidest Eestisse kasutavad ollialandust, kindlustatakse järgmistest Saksa supelkohtadest päritolevatele loomulikkudele mineraalvetele igakordne kõige soodsam tollikäsitlus :

Vee nimetus :

Allika nimetus :

Wernarzer Wasser.	Brückenau riikliku mineraalsupelasutuse Valitsus, Bad Brückenau.
Emser Kränchen (ka Kesselbrunnen).	Riikliku supelasutuse ja kaevu direksioon, Bad Ems.
Homburger Elisabethbrunnen.	Bad Homburger Heilquellen piiratud vastutusega selts, Frankfurt a. Main.
Rakoczy (ka Pandur, Maxbrunnen, Luitpoldsprudel, Bockleter, Stahlbrunnen, Schönbornbrunnen).	Riiklikkude Mineraalsupelasutuste Kissingen'i ja Bocklet'i Valitsus, Bad Kissingen.
Nenndorfer Schwefelbrunnen.	Riikliku supelasutuse Valitsus, Bad Nenndorf.
Neuenahrer Sprudel.	Aktsiaselts Bad Neuenahr.
Mergentheimer Karlsquelle ja Friedrichshaller Bitterwasser.	C. Oppel & Ko. Aktsiaselts, Bad Mergentheim.
Salzbrunner Oberbrunnen ja Kronenquelle (ka Mühlbrunnen).	Salzbrunner Quellenversand, Bad Salzbrunn.
Salzschlirfer Bonifatiusbrunnen.	Aktsiaselts Bad Salzschlirf.
Staatl. Fachingen ja Staatsquelle Niederselters.	Siemens pärijed, Berlin.
Wildunger Helenenquelle ja Georg Viktor-Quelle.	Vüstlikud Wildunger'i Mineraalallikad Aktsiaselts, Bad Wildungen.
Königsquelle.	Bad Wildunger Heilquellen Aktsiaselts, Bad Wildungen.
Reinhardsquelle.	Reinhardsquelle piiratud vastutusega selts, Bad Reinhardsquelle b. Wildungen.
Arminiusquelle.	Arminiusbad Lippspringe piiratud vastutusega selts, Bad Lippspringe.
Jodquelle am Sauersberg (ka Adelheidsquelle, Romerquelle ja Marienquelle).	Krankenheiler Jodquellen A. S., Bad Tölz.

Artikkel 12. juurde.

Sisemiste maksude hulka kuulub ka läbikäigumaks.

Artikkel 13. juurde.

On kokkulepitud, et järelvalve abinõude hulka kuulub ka uuestiväljaveo tähtaegade kindlaksmääramine.

Zu Artikel 13 und Artikel 14.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Sicherstellung des Zollbetrags und der Punzierungsgebühr auch durch eine als ausreichend erachtete Bürgschaft erfolgen kann.

Zu Artikel 15.

Voraussetzung der Rationalisierung ist, dass die Be- oder Verarbeitung von dem anderen Teile als wirtschaftlich gerechtfertigt anerkannt wird.

Zu Artikel 29.

Estland behält sich das Recht vor, den vorliegenden Vertrag vorzeitig unter Einhaltung einer sechsmonatigen Kündigungsfrist für den Zeitpunkt des Inkrafttretens der Zollunion zwischen Estland und Lettland zu kündigen.

TALLINN (Reval), den 7. Dezember 1928.

v. SCHACK.

J. LATTIK.

NOTENWECHSEL.

REVAL, den 7. Dezember 1928.

HERR MINISTER !

Bei der heute erfolgten Unterzeichnung des Handels- und Schiffahrtsvertrages zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Estland habe ich im Namen meiner Regierung zu Artikel 1 des Vertrages erklärt :

Die Preussische Regierung wird unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit für estnische Staatsangehörige keine Aufenthaltsgebühr erheben. Die Regierungen der übrigen deutschen Länder werden ersucht werden, dieser Regelung beizutreten.

Indem ich Sie, Herr Minister, bitte, hiervon Kenntnis zu nehmen, benutze ich auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern,

v. SCHACK.

Seiner Exzellenz dem Minister des Auswärtigen
der Republik Estland
Herrn Jaan Lattik,
Reval.

Artiklite 13. ja 14. juurde.

On kokkulepitud, et tollisumma ja proovimislõivu kindlustamine võib ka sündida küllaldaseks tunnustatud tagamise läbi.

Artikkel 15. juurde.

Rahvusliku päritolu eelduseks on, et teine Lepinguosaline tunnustab ümber- või läbitöötamise majanduslikult õigustatuks.

Artikkel 29. juurde.

Eesti reserveerib endale õiguse enne tähtaega kuuekuulise etteteatamise tingimusel üles öelda käesoleva lepingu tolliuniooni jõusseastumise inoemendiks Eesti ja Läti vahel.

TALLINNAS (Reval), 7 detsembril 1928. a.

v. SCHACK.

J. LATTIK.

VABARIIGI VÄLISMINISTER.

TALLINN, "7" detsember 1928 a.

Härra Täisvolinik !

Eesti Vabariigi ja Saksa Riigi vahelise Kaubandus-ja Laevanduslepingu täna teostatud allakirjutamisel olen oma Valitsuse nimel deklareerinud Lepingu artikkel 1-se kohta :

Eesti Valitsus ei võta edaspidi vastastikususe eeldusel Saksa Riigi kodanikkudelt peatuslõivu.

Paludes Teid, Härra Täisvolinik, seda teatavaks võtta, kasutan samuti juhust, et Teile, Härra Täisvolinik, uuendada minu sügava lugupidamise väljendust.

J. LATTIK.

Härra Dr. E. von Schack,
Saatkonnaõuik-referent Välisametis,
Tallinn.

¹ TRADUCTION.N^o 2273. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE. SIGNÉ A TALLINN (REVAL), LE 7 DÉCEMBRE 1928.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND et LE GOUVERNEMENT ESTONIEN, également animés du désir de resserrer encore les relations commerciales entre les deux États, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le Dr Eckhard VON SCHACK, conseiller de légation aux Ministère des Affaires étrangères,

LE GOUVERNEMENT ESTONIEN :

M. Jaan LATSIK, ministre des Affaires étrangères :

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront en matière de commerce, d'industrie et de navigation, sur le territoire de l'autre Partie, pour autant que le présent traité ne comporte pas d'exceptions, des mêmes privilèges, franchises et faveurs de toute nature que ceux qui sont ou seront reconnus aux nationaux et aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils auront, en outre, comme lesdits nationaux, toute liberté d'exercer un commerce, une industrie ou une profession quelconque, sur le territoire de l'autre Partie, dans les limites déterminées par les lois du pays, pour autant que la qualité de national ne constitue pas, selon lesdites lois, une condition indispensable pour l'exercice d'une profession.

Les ressortissants de chaque Partie contractante pourront, à condition de se conformer aux lois du pays, pénétrer librement sur le territoire de l'autre Partie, s'y déplacer, y séjourner, s'y établir et quitter librement ce territoire en tous temps. Sous ce rapport, ils ne seront soumis à aucune restriction générale ou locale, ni aucune charge de quelque nature que ce soit, autres ou plus étendues que celles auxquelles sont assujettis les nationaux, ou, s'il existe des règles spéciales visant les étrangers, les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de l'une des Parties auront le droit, sur le territoire de l'autre Partie, et au même titre que les ressortissants de la nation la plus favorisée, d'acquérir et de posséder des biens mobiliers et immobiliers, d'en disposer par achat, échange, donation, testament ou toute autre manière, ainsi que d'hériter, soit par testament soit en vertu de la loi.

Article 2.

Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes jouiront à tous égards, sur le territoire de l'autre, tant pour leur personne que pour leurs biens, droits et intérêts en ce qui concerne

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2273. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE ESTONIAN REPUBLIC. SIGNED AT TALLINN (REVAL), DECEMBER 7, 1928.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH and THE ESTONIAN GOVERNMENT, being desirous of consolidating and extending the commercial relations between their two countries, have decided to conclude a Treaty of Commerce and Navigation, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Eckhard VON SCHACK, Councillor of Legation at the Ministry of Foreign Affairs ;

THE ESTONIAN GOVERNMENT :

M. Jaan LAFTIK, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The nationals of either of the Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other, subject to the exceptions laid down in the present Treaty, the privileges, exemptions and favours of every description in the matter of commerce, industry and navigation which are accorded or may hereafter be accorded to the Parties' own nationals or to nationals of the most favoured nation ; they shall further be free, within the territory of the other Party, to carry on like that Party's own nationals, within the limits fixed by the laws of the country, any commercial, industrial or professional activities, provided that the status of a national of the State is not, under the said laws, an absolute condition for the exercise of a profession.

The nationals of each of the Contracting Parties shall be free, provided that they comply with the laws of the country, to enter the territory of the other, to travel, reside or establish themselves therein, and to leave it at any time, without being subject to general or local restrictions or charges of any nature other or more burdensome than those applicable to that Party's own nationals or, in the case of special provisions for foreigners, to nationals of the most favoured nation.

The nationals of either Party shall be free, under the conditions applicable to nationals of the most favoured nation, to acquire and possess movable and immovable property in the territory of the other, to dispose thereof by sale, exchange, gift, testamentary disposition or in any other way, and similarly to inherit such property, whether by testamentary disposition or by operation of law.

Article 2.

In the matter of taxation (taxes and Customs duties), dues in the nature of taxes and other similar charges, the nationals of either of the Contracting Parties shall enjoy in every respect in

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

les impôts (impôts proprement dits et droits de douane), les taxes ayant le caractère d'impôts et autres charges analogues, du même traitement et de la même protection auprès des administrations et des tribunaux compétents en matière fiscale, que les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les dispositions de l'alinéa précédent, ainsi que toutes les autres dispositions de ce traité ayant un caractère fiscal, s'appliqueront également par analogie aux personnes morales et aux sociétés mentionnées à l'article 5.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne la protection judiciaire et administrative de leur personne et de leurs biens, du même droit que les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils auront, sur le territoire de l'autre Partie, libre accès, comme demandeurs et comme défendeurs, aux tribunaux et autres institutions assurant la défense des droits et jouiront, en cette matière, des mêmes droits que ceux qui sont reconnus aux nationaux et aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils seront libres, comme ces derniers, de choisir leurs avocats et autres conseils juridiques parmi les personnes auxquelles la législation du pays reconnaît le droit d'exercer cette profession.

Sauf convention spéciale entre les deux Parties contractantes, les dispositions des articles premier à 24 de la Convention internationale¹ de procédure civile de La Haye du 17 juillet 1905 seront appliquées, par chacune des Parties contractantes, en faveur des ressortissants de l'autre Partie.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront dispensés, sur le territoire de l'autre Partie, en temps de paix et de guerre, de tout service officiel obligatoire, y compris les corvées, ainsi que tous services militaires personnels et toutes prestations imposées en remplacement desdits services.

La même disposition s'applique à toutes prestations ou réquisitions militaires, ainsi qu'à toutes contributions ou emprunts forcés. Sont toutefois exceptées, sous condition d'égalité de traitement avec les nationaux, les réquisitions, en cas de guerre, de camions et voitures automobiles de chariots, chevaux et autres moyens de transport, ainsi que les charges afférentes à la possession, à un titre quelconque d'un terrain, l'obligation de loger des militaires et autres prestations et réquisitions militaires spéciales auxquelles tous les habitants du pays sont astreints en qualité de propriétaires ou de locataires d'immeubles ou de terrains.

En aucun cas, les ressortissants de l'autre Partie contractante ne seront traités moins favorablement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

En cas de réquisitions militaires mentionnées à l'alinéa 2 du présent article, ou d'expropriation pour des fins d'utilité publique, soit en vue d'une occupation durable, soit en vue d'un usage temporaire, les ressortissants de l'une des Parties contractantes recevront, sur le territoire de l'autre Partie, une indemnité correspondante pour les valeurs réquisitionnées ou aliénées. En aucun cas, ils ne seront traités moins favorablement que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne la fixation et le paiement de cette indemnité.

Les dispositions du présent article s'appliqueront également aux personnes morales et aux sociétés mentionnées à l'article 5.

Article 5.

Les sociétés par actions et les sociétés commerciales de toute nature, y compris les sociétés industrielles et financières et les compagnies d'assurances et de transport qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et y ont une existence légale, seront également reconnues sur le territoire de l'autre Partie comme ayant une existence légale. Elles seront, de même, jugées d'après la législation de leur pays d'origine, en ce qui concerne la capacité de contracter et le droit d'ester en justice.

¹ DE MARIENS, *Nouveau Recueil Général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

regard to their persons, property, rights and interests in the territory of the other Party, the treatment and protection accorded by the revenue authorities and tribunals to that Party's own nationals and nationals of the most favoured nation.

The provisions of paragraph 1 and similarly of the other fiscal provisions of the present Treaty shall apply also by analogy to the juridical persons and companies mentioned in Article 5.

Article 3.

The nationals of either of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other the same treatment as that Party's own nationals and nationals of the most favoured nation as regards the judicial and administrative protection of their persons and property. They shall have the right of access to the Courts and other judicial authorities in the territory of the other Party for the purpose of prosecuting or defending their rights under the conditions applicable to that Party's own nationals or to nationals of the most favoured nation. They shall be free, like the latter, to choose their counsel or other legal adviser from among persons authorised by the law of the country to practise.

In the absence of any special agreement between the two Contracting Parties, the provisions of Articles 1 to 24 of the International Convention on Civil Procedure¹, signed at The Hague on July 17, 1905, shall be applied by each of the Contracting Parties in regard to the nationals of the other Party.

Article 4.

The nationals of either of the Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other Party in time of peace and of war from all compulsory official service, including forced labour, and from all personal military service or contributions in lieu thereof.

The same shall apply to all other military forced exactions or requisitions and to all other contributions or forced loans. It shall not apply, however, subject to equality of treatment with the country's own nationals, to the requisitioning, in case of war, of motor lorries and motor vehicles, carts, horses and other means of transport or to the charges attaching to the possession of landed property on any legal grounds, or, further, to the obligations in regard to billeting and other special military forced contributions or requisitions which may be imposed on all the inhabitants of the country in their capacity as owners or lessees of immovable property or land.

In no case may nationals of the other Party be treated less favourably than nationals of the most favoured nation.

In the case of the military requisitions mentioned in paragraph 2 of the present Article or expropriation for public utility purposes, whether for permanent or for temporary use, the nationals of one of the Contracting Parties shall receive, in the territory of the other Party, compensation corresponding to the value of the property that has been requisitioned or alienated. In no case shall they be treated less favourably than that Party's own nationals or nationals of the most favoured nation as regards the assessment and payment of such compensation.

The provisions of the present Article shall apply to the juridical persons and companies mentioned in Article 5.

Article 5.

Joint-stock companies and other commercial companies of every kind, including industrial, financial, insurance, traffic and transport companies, which have their seat in the territory of one of the Contracting Parties and are legally constituted there shall also be recognised as legally constituted in the territory of the other Contracting Party; similarly, they shall be judged, as regards their legal capacity to contract and their right to appear before the courts, in accordance with the legislation of their country of origin.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

Le droit d'exercer sur le territoire de l'autre Partie leur commerce ou leurs activités professionnelles sera subordonné aux lois et règlements en vigueur à toute époque, dans le territoire de cette Partie.

Dans tous les cas, elles devront jouir, en ce qui concerne leur établissement, l'exercice de leur activité, ainsi que sous tous autres rapports, des mêmes droits, avantages et franchises que ceux qui seront reconnus aux entreprises similaires de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chaque Partie contractante jouiront, sur le territoire de l'autre pays, des mêmes droits et avantages que ceux reconnus aux ressortissants de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne la création de sociétés par actions ou autres sociétés commerciales mentionnées au premier alinéa, ainsi qu'en ce qui concerne la participation à ces sociétés.

Article 6.

Sans préjudice des autres avantages découlant de la clause de la nation la plus favorisée, les commerçants, fabricants et autres industriels de l'une des Parties contractantes qui prouveront, au moyen de cartes de légitimation délivrées par les autorités de leur pays qu'ils sont autorisés, dans l'Etat où ils ont leur domicile, à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts légaux, auront le droit, personnellement ou par l'intermédiaire de voyageurs à leur service, et en observant les formalités prescrites, d'acheter des marchandises dans le territoire de l'autre Partie, chez les commerçants, dans les locaux publics de vente ou chez les producteurs de ces marchandises. Ils pourront, en outre, rechercher des commandes auprès de commerçants ou d'autres personnes utilisant dans leur industrie des marchandises de même nature que celles qu'ils ont à offrir, et ils auront le droit de transporter des échantillons et des modèles, mais non des marchandises.

Les industriels allemands (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation ne devront pas être astreints, pour leur dite activité en Estonie, à des taxes supérieures à celles qui sont imposées aux voyageurs de commerce des maisons estoniennes établis à l'étranger ou aux voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée. Les industriels estoniens (voyageurs de commerce) munis de la même carte de légitimation seront astreints en Allemagne, à des taxes égales à celles qui sont imposées en Estonie aux voyageurs de commerce allemands.

Les cartes de légitimation qui doivent être conformes au modèle de l'Annexe A seront délivrées par les autorités compétentes du pays d'origine. Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement le nom des autorités chargées de la délivrance des cartes de légitimation, sous condition de réciprocité, il ne sera pas requis de visas consulaires ou autres pour les cartes de légitimation.

Les dispositions du présent article ne seront pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes auprès de personnes qui n'exercent ni commerce, ni industrie. Les Parties contractantes réservent à cet égard leur pleine et entière liberté de législation.

Article 7.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver les échanges entre les deux pays par aucune prohibition d'importation ou d'exportation.

Des exceptions pourront être faites dans les cas suivants, pour autant qu'elles seront applicables à tous les Etats, ou aux Etats se trouvant dans des conditions similaires :

- a) Pour des considérations de sécurité publique ;
- b) Pour des considérations d'hygiène publique ou en vue d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies ou les parasites, ainsi que la protection des plantes contre la dégénérescence et le dépérissement ;
- c) Pour les armes, munitions et matériel de guerre et, dans des circonstances extraordinaires, pour tous autres approvisionnements de guerre ;
- d) Pour les marchandises qui, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, font ou feront l'objet d'un monopole d'Etat, ainsi que pour étendre aux marchandises

Their right to carry on their business activities in the territory of the other Party shall be governed by the laws and provisions in force in that territory.

In any case, they shall enjoy as regards the conditions for their admission and the exercise of their activities, and in every other respect, the same rights, advantages and exemptions as are accorded to similar undertakings of the most favoured nation.

The nationals of each Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party the same rights and advantages as are accorded to nationals of the most favoured nation as regards the founding of joint-stock companies or other commercial companies mentioned in the first paragraph and as regards participation in such companies.

Article 6.

Without prejudice to such further advantages as may arise out of most-favoured-nation treatment, merchants, manufacturers and other traders of one of the Contracting Parties who prove by the production of an identity card issued by the authorities in their country of origin that they are authorised to exercise their trade or industry in the State where they are domiciled, and that they pay the legal taxes and charges in that State, shall be authorised, either personally or through commercial travellers in their employ, subject to compliance with the prescribed formalities, to purchase goods in the territory of the other Party from merchants or in places of public sale or from the manufacturers of the goods. They may also solicit orders either from merchants or from persons who utilise in their industry goods of the kind offered ; they shall be entitled to carry with them samples and patterns but not goods.

German makers (commercial travellers) provided with an identity card shall not be subject in respect of their activities in Estonia to taxes higher than those imposed on commercial travellers of Estonian firms established abroad or on commercial travellers of the most favoured nation. Estonian traders (commercial travellers) provided with similar identity cards shall be subject in Germany to taxes equal to those imposed in Estonia on German commercial travellers.

Identity cards shall be made out in accordance with the model shown in Annex A and shall be issued by the competent authorities in the country of origin. The Contracting Parties shall inform one another of the names of the authorities who are empowered to issue identity cards. Subject to reciprocity, no consular or other visa shall be required for identity cards.

The provisions of this Article shall not apply to itinerant industries, itinerant trades or the soliciting of orders from persons not engaged in commerce or industry. The Contracting Parties retain their full freedom of legislation in this respect.

Article 7.

The Contracting Parties undertake not to hinder trade between the two countries by means of import or export prohibitions.

Exceptions to this rule may be made in the following cases, so far as they are applicable to all countries or to countries in an identical situation :

- (a) For reasons of public safety ;
- (b) For reasons of public health or to protect animals or plants against diseases and harmful parasites, and similarly to protect plants against degeneration and extinction ;
- (c) In the matter of arms, munitions or implements of war and, in case of emergency, other war supplies ;
- (d) In the matter of goods which form or may hereafter form State monopolies in the territory of one of the Contracting Parties, and with a view to the application to

étrangères toutes les autres prohibitions ou restrictions qui sont ou pourront être imposées par la législation interne sur la production, la vente, le transport ou la consommation de marchandises nationales similaires à l'intérieur du pays.

Article 8.

Les Parties contractantes s'accordent réciproquement la liberté de transit à travers leurs territoires et s'engagent à appliquer les dispositions de la Convention internationale de Barcelone pour la liberté du transit, du 20 avril 1921.

Il est entendu que la clause de la nation la plus favorisée est également applicable à cet effet.

Article 9.

Les produits industriels d'origine allemande, désignés à l'Annexe B, à leur importation en Estonie, et les produits industriels d'origine estonienne désignés à l'Annexe C, à leur importation en Allemagne, ne seront pas soumis à des droits de douane autres ou plus élevés que ceux qui sont fixés dans lesdites annexes.

Article 10.

Les produits du sol et de l'industrie de chaque Partie contractante seront traités, tant à leur importation dans le territoire de l'autre Partie qu'à leur exportation vers ce territoire, conformément à la clause de la nation la plus favorisée pour ce qui concerne le montant, la perception et la garantie d'acquiescement des droits de douane et taxes, ainsi que l'accomplissement de toutes les formalités douanières.

Article 11.

Les produits du sol et de l'industrie, d'origine allemande, importés en Estonie, à travers le territoire d'autres pays, et les produits du sol et de l'industrie d'origine estonienne, importés en Allemagne à travers le territoire d'un autre pays, de même que les produits du sol et de l'industrie d'autres pays importés à travers le territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie, ne devront pas être soumis, à leur importation, à des droits de douane autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement du pays d'origine ou à travers tous autres pays. Cette disposition s'applique aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui ont fait l'objet, en cours de transit, d'un transbordement, d'un changement d'emballage ou d'un entreposage.

Article 12.

Les impôts intérieurs qui, dans le territoire de l'une des Parties contractantes, sont ou seront perçus pour le compte de l'État, d'une commune ou d'une autre collectivité, sur la production, la préparation ou la consommation d'une marchandise, ne devront, sous aucun prétexte, ni quant au taux, ni quant aux modalités de perception, frapper les produits de l'autre Partie plus lourdement que les produits similaires nationaux ou les produits de la nation la plus favorisée.

Article 13.

Les articles énumérés ci-après seront exemptés par chaque Partie contractante de tout droit d'importation ou d'exportation, à condition qu'ils soient réexportés ou réimportés, et sous réserve des mesures de surveillance jugées nécessaires :

a) Les emballages commerciaux d'usage courant de toute nature ainsi que les bâches et autres accessoires d'emballages, et les ensembles et bobines en bois et en carton, importés

foreign goods of other prohibitions or restrictions which are or may hereafter be established by internal legislation on the production, sale, transport or consumption of like goods produced within the country itself.

Article 8.

The Contracting Parties shall grant one another freedom of transit through their respective territories and undertake to apply the provisions of the International Convention on Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 20, 1921.

It is understood that the most-favoured-nation principle shall also be applicable in this connection.

Article 9.

Products of industry originating in Germany enumerated in Annex B, and products of industry originating in Estonia enumerated in Annex C shall not be subject, on importation into Estonia and Germany respectively, to Customs duties other or higher than those laid down in the said Annexes.

Article 10.

Products of the soil and industry of each of the Contracting Parties shall be treated, both on importation into the territory of the other Party and on exportation to that territory, in accordance with the most favoured-nation clause in respect of the assessment and levying of Customs duties and dues and security therefor and in respect of all Customs formalities.

Article 11.

Products of the soil and industry of Germany imported into Estonia and products of the soil and industry of Estonia imported into Germany through the territory of other countries, and likewise similar products of other countries imported through the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, shall not be subject on importation to any duty or charge other or higher than would have been applicable if they had been imported direct from the country of origin or through any other country. This provision shall apply both to goods in direct transit and to goods which during transit may be reloaded, repacked or warehoused.

Article 12.

Internal charges which are or may hereafter be levied in the territory of one of the Contracting Parties, on behalf of the State or of a commune or other corporation, on the production, preparation or consumption of a product, shall not on any pretext be levied on products of the other Party to a greater extent or in a more burdensome form than on national or most-favoured-nation products of a like nature.

Article 13.

No import or export duties shall be levied by either of the Contracting Parties on the articles mentioned below, provided that such articles are re-exported or re-imported, and subject to the necessary measures of supervision :

(a) Wrappings of all kinds customary in trade, protective covers and other packing material, also cloth-beams and cylinders of wood and cardboard which are imported

du territoire de l'une des Parties dans le territoire de l'autre, en vue de l'exportation de marchandises ou qui, ayant été utilisés à cet effet, sont réexportés de nouveau du territoire de cette autre Partie ;

b) Les outils, les instruments et les appareils mécaniques importés par un entrepreneur de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, afin d'y faire exécuter, par son personnel, des travaux de montage, d'essais et autres travaux analogues, soit que lesdits objets aient été importés sous forme d'envoi, soit qu'ils aient été apportés par le personnel lui-même ;

c) Les pièces détachées de machines, destinées à des essais ;

d) Les marchandises (sauf des articles d'alimentation) qui sont envoyées pour une exposition ou pour une foire d'échantillons ;

e) Les voitures de déménagement et les caisses destinées à l'emballage de meubles, expédiées au delà des frontières, en vue du transport d'objets du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre, même si elles transportent dans leur voyage du retour un nouveau chargement, et quel que soit le lieu où ce chargement a été pris, à condition, toutefois, que ce matériel n'ait pas été utilisé entre temps pour des transports intérieurs. Ces deux catégories de moyens de transport comprennent également les accessoires usuels utilisés en cours de transport. Un délai de six mois est imparti pour la réexportation.

Article 14.

Les échantillons et modèles soumis aux droits de douane, conformément au tarif, et non frappés de prohibition, lorsqu'ils sont apportés personnellement par les fabricants ou les commerçants, domiciliés dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ou par leurs voyageurs de commerce, peuvent être importés en franchise provisoire sur le territoire de chaque Partie contractante, sur consignation des droits d'entrée ou dépôt d'une caution pour le paiement éventuel de ces droits.

Pour bénéficier de cet avantage, les fabricants ou commerçants et leurs voyageurs de commerce devront se conformer à la législation douanière — procédure et formalités — du pays d'importation ; ces lois et ces dispositions de procédure peuvent exiger la production, par les intéressés, d'une carte de légitimation définie au troisième alinéa de l'article 6.

Pour l'application des dispositions du présent article, seront considérés comme échantillons ou modèles, tous les objets représentant une marchandise déterminée, sous la double condition que, d'une part, l'identité desdits objets soit suffisamment établie lors de leur réexportation, et que, d'autre part, l'ensemble des objets importés ne représente pas des quantités ou des valeurs qui ne permettent plus de considérer lesdits objets comme des échantillons d'usage courant dans le commerce.

Les autorités douanières de chacune des deux Parties contractantes considéreront comme suffisantes les marques apposées par les autorités douanières de l'autre Partie en vue de la reconnaissance ultérieure de l'identité des échantillons, à condition que les échantillons ou modèles soient accompagnés d'un passavant légalisé par les autorités douanières de ce dernier pays. Les autorités douanières du pays d'importation pourront, toutefois, apposer sur les échantillons ou modèles des marques complémentaires dans tous les cas où elles considéreront ce complément de garantie comme indispensable pour l'identification des échantillons et des modèles lors de leur réexportation. Sauf dans ce dernier cas, l'inspection douanière se bornera au contrôle de la concordance des échantillons et du passavant et à la fixation des droits de toutes sortes, éventuellement impossibles.

Le délai de réexportation ne sera pas inférieur à six mois. L'administration des douanes du pays d'importation peut prolonger ce délai. Si à l'expiration de ce délai les échantillons n'ont pas été réexportés, le paiement des droits de douane sera exigé.

Le remboursement du montant des droits de douane consignés lors de l'importation, ou la libération des cautionnements fournis en vue du paiement de ce montant, aura lieu immédiatement à tous les bureaux de douane, à la frontière ou dans le pays, autorisés à effectuer ce remboursement. Le montant des droits afférents aux échantillons ou modèles non réexportés, sera déduit, le cas

from one country into the other for use in the export of goods or which are brought back from the other country, provided proof is given that they have been used for that purpose ;

(b) Tools and implements, instruments and mechanical apparatus imported by an employer of one of the Contracting Parties into the territory of the other for purposes of fitting, testing, or similar work to be carried out by employees of the firm, whether such articles are sent or are brought in by the employees in person ;

(c) Parts of machinery for testing ;

(d) Goods (except foodstuffs) which are taken to exhibitions or fairs ;

(e) Furniture vans and cases brought across the frontier for the conveyance of objects out of the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, even if on the return journey they carry a different load, and irrespective of the place where such new load was taken up, but not if they have been employed in the interval for purely internal transport ; in the case of both types of vehicle, this provision shall apply to the accessories for use during the journey, and the time-limit for re-export shall be fixed at six months.

Article 14.

Samples and specimens which are liable to import duty and the importation of which is not prohibited, shall, when imported by manufacturers or traders established in the territory of one of the Contracting Parties, either in person or through the agency of commercial travellers, be temporarily admitted free of duty to the territory of the other Contracting Party, subject to the amount of the import duties being deposited or security being given for payment if necessary.

To obtain this privilege, manufacturers or traders and commercial travellers must comply with the relevant laws, regulations and Customs formalities prescribed by the importing country ; these laws and regulations may require the parties concerned to be provided with an identity card as prescribed in Article 6, paragraph 3.

For the purpose of the present Article, all objects representative of a specified category of goods shall be considered as samples or specimens, provided, first, that the said articles are such that they can be duly identified on re-exportation, and secondly, that the articles thus imported are not of such quantity or value that, taken as a whole, they no longer constitute samples in the usual commercial sense.

The Customs authorities of both the Contracting Parties shall recognise as sufficient for the future identification of the samples or specimens the marks which have been affixed by the Customs authorities of the other Contracting Party, provided that the said samples or specimens are accompanied by a list certified by the Customs authorities of the latter State. Additional marks may, however, be affixed to the samples or specimens by the Customs authorities of the importing country in all cases in which the latter consider this additional guarantee indispensable for ensuring the identification of the samples or specimens on re-exportation. Except in the latter case, Customs verification shall be confined to checking the samples against the list and determining the total duties and charges to which they may eventually be liable.

The period allowed for re-exportation is fixed at not less than six months, subject to prolongation by the Customs administration of the importing country. When this period has expired, duty shall be payable on samples which have not been re-exported.

The refund of duties paid on importation, or the release of the security for payment of these duties, shall be effected without delay at any of the Customs offices situated at the frontier or in the interior of the country which possess the necessary authority, and subject to the deduction of the duties payable on samples or specimens not produced for re-exportation. The Governments

échéant, des sommes ainsi remboursées. Les Gouvernements des deux Parties contractantes publieront la liste des bureaux de douane autorisés à effectuer ces opérations.

Les dispositions du présent article, à l'exception de celles relatives à la carte de légitimation, sont applicables aux échantillons et aux modèles astreints, conformément au tarif, aux droits de douane et non frappés de prohibition, importés par les fabricants, commerçants ou voyageurs de commerce établis dans le territoire de l'une des Parties contractantes, sans que ces échantillons ou modèles soient accompagnés par lesdits fabricants, commerçants ou voyageurs de commerce.

Les articles en métaux précieux, importés en franchise temporaire par les voyageurs de commerce, seront exemptés sur demande, du poinçonnage obligatoire, à condition qu'il soit fourni un cautionnement suffisant, qui ne doit pas dépasser le montant des droits de poinçonnage. Si ces articles ne sont pas réexportés dans le délai fixé, le cautionnement sera saisi sans préjudice des amendes prévues par la loi.

Article 15.

Les produits originaires d'un tiers pays, qui ont été l'objet d'un traitement ou d'une transformation sur le territoire d'une des Parties contractantes, seront également considérés comme produits industriels de cette Partie, même si le traitement ou la transformation ont eu lieu en franchise douanière.

Article 16.

Chacune des deux Parties contractantes désignera des autorités qui auront le droit et le devoir de fournir, sur la demande des intéressés, des renseignements officiels sur les tarifs douaniers et sur l'imposition de marchandises déterminées.

Article 17.

En règle générale, la production de certificats d'origine ne sera pas exigée à l'importation des produits d'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre. Toutefois, si l'une des Parties contractantes frappe les produits d'un tiers pays de droits plus élevés que ceux qu'acquittent les produits de l'autre Partie, ou si elle frappe les produits d'un tiers pays de prohibitions ou restrictions d'importation non applicables aux produits de l'autre Partie, elle aura la faculté, si besoin est, de faire dépendre de la production de certificats d'origine l'application des droits moins élevés aux produits de l'autre Partie ou l'admission de ses produits à l'importation.

Les Parties contractantes s'engagent à faire le nécessaire en vue de ne pas entraver le commerce par des formalités superflues lors de l'établissement des certificats d'origine.

Les certificats d'origine pourront être délivrés, en Allemagne, par les autorités douanières du lieu d'expédition, à l'intérieur ou à la frontière, ainsi que par les chambres de commerce ou d'agriculture ; en Estonie, par le Ministère du commerce et de l'industrie ou par les chambres de commerce et d'industrie. Les deux gouvernements peuvent prendre des arrangements en vue d'habiliter d'autres institutions que celles qui sont mentionnées ci-dessus, ou encore, les organisations économiques de l'un des deux pays, à délivrer des certificats d'origine, qui devront être acceptés par les autorités douanières de l'autre pays. Si les certificats ne sont pas délivrés par l'une des autorités officielles qualifiées, le gouvernement du pays de destination peut exiger qu'ils soient légalisés par celle de ses autorités diplomatiques ou consulaires dans la circonscription de laquelle se trouve le lieu d'expédition de la marchandise. L'attestation sera gratuite.

Les certificats d'origine peuvent être rédigés soit dans la langue du pays de destination, soit dans celle du pays d'origine. Dans ce dernier cas, les bureaux de douane du pays de destination peuvent exiger une traduction.

Si des produits d'un tiers pays sont importés dans le territoire de l'une des Parties contractantes, à travers le territoire de l'autre, les autorités douanières de cette dernière partie devront accepter également les certificats d'origine délivrés conformément aux dispositions du présent article sur le territoire de la première.

of the two Contracting States shall publish a list of the Customs offices on which the said authority has been conferred.

The provisions of the present Article, except those referring to identity cards, shall be applicable to samples and specimens which are liable to import duties and the importation of which is not prohibited, when imported by manufacturers, traders or commercial travellers established in the territory of one of the Contracting States, even if not accompanied by the said manufacturers, traders, or commercial travellers.

Goods made of precious metals which are temporarily imported duty free by commercial travellers as specimens shall, on request, be exempted from stamping, subject to the deposit of proper security, which must not however exceed the amount of the charge for stamping; this security shall be forfeited if the samples are not re-exported within the prescribed time-limit, without prejudice to the penalties laid down by law.

Article 15.

Industrial products originating in a third country which have undergone treatment or transformation in the territory of one of the Contracting Parties shall also be deemed products of the industry of that Party, even if the treatment or transformation has been carried out under a system of Customs exemption.

Article 16.

Each of the Contracting Parties will designate the authorities responsible for supplying on application official information concerning Customs tariffs and the duties applicable to specific goods.

Article 17.

The production of certificates of origin shall not as a rule be required on the importation of products of one of the Contracting Parties into the territory of the other. Nevertheless, should one of the Contracting Parties levy on the products of a third country duties higher than those applicable to products of the other Party, or impose on products of a third country import prohibitions and restrictions not applicable to products of the other Party, it shall have the right, if necessary, to make the application of reduced charges to products of the other Party, and likewise their admittance, conditional on the production of certificates of origin.

The Contracting Parties undertake to ensure that no unnecessary formalities in the issue of certificates of origin shall be allowed to hinder commerce.

The said certificates of origin may be made out in Germany by the Customs authorities in the place of consignment within the country or at the frontier, or by the competent Chamber of Industry, Commerce or Agriculture, and in Estonia by the Ministry of Trade and Industry or by the competent Chamber of Commerce and Industry. The two Governments may conclude agreements transferring to authorities other than those mentioned above, or to economic associations in either of the two countries, the power to issue certificates of origin which must be accepted by the Customs authorities in the other country. Should the certificates not be issued by a duly authorised Government authority, the Government of the importing country may require them to be endorsed by its own diplomatic or consular authority possessing competence in the place of consignment. No charge shall be made for endorsement.

Certificates of origin may be drawn up either in the language of the country of destination or in that of the exporting country; in the latter case, the Customs offices in the country of destination may require a translation.

If products of other countries are imported through the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, the Customs authorities of the latter shall also accept certificates of origin issued as provided for in this Article in the territory of the first-named Party.

Article 18.

Il ne sera fait, dans des conditions égales, aucune distinction entre les ressortissants de l'une et de l'autre Parties en ce qui concerne les prix, le mode de transport, les taxes et les impôts y afférents pour le transport des voyageurs et de leurs bagages sur les chemins de fer des Parties contractantes.

Article 19.

Les marchandises expédiées d'Estonie vers une gare des chemins de fer allemands, ou en transit à travers le territoire allemand, ne seront pas soumises, sur les chemins de fer allemands, à un traitement moins favorable en ce qui concerne la manutention, les prix et le mode de transport, ainsi que les taxes et impôts y relatifs, que celui qui sera appliqué au transport de marchandises similaires, expédiées dans la même direction et sur le même parcours entre deux gares des chemins de fer allemands.

La même règle est applicable aux chemins de fer estoniens en ce qui concerne les marchandises expédiées d'Allemagne vers une gare des chemins de fer estoniens ou en transit à travers le territoire estonien.

Ces règles seront réciproquement applicables aux expéditions de marchandises de l'une des Parties, transportées par des navires dans les ports maritimes ou fluviaux de l'autre Partie et délivrées, dans ces ports, aux chemins de fer.

Article 20.

Les dispositions des articles 18 et 19 ne s'appliquent pas aux réductions des prix de transport accordées à titre bienveillant, en faveur de l'enseignement ou de l'éducation publiques, ou pour les transports de personnes et de biens en cas d'une calamité publique ; elles ne s'appliquent pas non plus aux facilités accordées pour les transports militaires ou le transport de fonctionnaires publics du personnel de chemins de fer ou d'autres groupes de personnes se trouvant dans les mêmes conditions, ainsi que des membres de leur famille.

Article 21.

Les personnes et les marchandises arrivant par chemin de fer dans les ports et réexpédiés à bord de navires allemands, ainsi que les personnes et les marchandises arrivées dans les ports à bord de navires allemands et réexpédiées par chemin de fer, ne seront pas soumises, sur les chemins de fer estoniens, dans la même direction et sur le même parcours, à un traitement moins favorable, tant en ce qui concerne l'expédition que les modalités ou le prix de transport, ou les taxes officielles afférentes au transport, que celui qui sera accordé aux personnes et aux marchandises arrivant dans les mêmes ports à bord de navires estoniens ou de navires d'une autre nation, ou réexpédiées de ces ports à bord de navires estoniens ou de navires d'autres nations. Cette disposition est applicable également, sur les chemins de fer allemands, aux personnes et aux marchandises arrivant par chemin de fer dans les ports et réexpédiées de ces ports à bord de navires estoniens, ainsi qu'aux personnes et aux marchandises arrivant dans les ports à bord de navires estoniens et réexpédiées de ces ports par chemin de fer.

Article 22.

Les navires allemands et leur cargaison en Estonie, et les navires estoniens et leur cargaison en Allemagne, seront soumis au même traitement que les navires nationaux et les navires de la nation la plus favorisée, quels que soient leur point de départ ou leur destination, et quelles que soient l'origine et la destination de la cargaison. Cette disposition est valable également en ce qui concerne les différentes sortes d'impôts et de droits perçus dans les ports, bassins, rades et baies des pays contractants.

Article 18.

In the transport of travellers and their luggage on the railways of the Contracting Parties, no difference shall be made, conditions being equal, between the subjects of the two Parties as regards rates or mode of transport, or the charges or taxes connected therewith.

Article 19.

Goods consigned from Estonia to a German station or in transit through German territory shall not be subjected on the German railways, as regards forwarding, rates and means of transport, or the charges and taxes connected therewith, to treatment less favourable than that accorded to similar consignments of goods forwarded between German stations in the same direction and over the same lines.

The same principle shall apply to Estonian railways as regards goods consigned from Germany to an Estonian station or in transit through Estonian territory.

The foregoing provisions shall apply, on terms of reciprocity, to consignments of goods of one of the Parties carried by vessels to sea-ports or inland ports of the other Party and consigned from there by rail.

Article 20.

The provisions of Articles 18 and 19 shall not apply to reduced transport rates for charitable purposes or purposes of public education, or to reductions accorded in respect of the transport of persons or goods in case of public calamity, or to facilities accorded to military traffic or applicable to public officials and agents, railway staff and other similar classes of persons or their families.

Article 21.

Persons and goods arriving at ports by rail and subsequently despatched on German vessels, and persons and goods arriving in German vessels and subsequently despatched by rail shall not, in the same direction and over the same route, receive less favourable treatment on the Estonian railways as regards forwarding or transport, transport charges and public taxes in connection with transport, than persons and goods arriving in the same ports on Estonian vessels or vessels of another country or despatched thereon on Estonian vessels or vessels of other countries. The same shall apply on German railways to persons and goods arriving at ports by rail and subsequently despatched from there on Estonian vessels and to persons and goods arriving at ports on Estonian vessels and to persons and goods arriving at ports on Estonian vessels and despatched from there by rail.

Article 22.

German sea-going vessels and their cargoes in Estonia and Estonian sea-going vessels and their cargoes in Germany shall be treated like national vessels and vessels of the most favoured nation, irrespective of their place of departure or destination or of the place of origin and destination of their cargoes. This shall apply more particularly to the various taxes and dues levied in return for services in the ports, docks, roadsteads and bays of the contracting countries.

Le traitement prévu pour les navires et leur cargaison à l'alinéa précédant du présent article ne sera pas applicable :

1^o Au cabotage ; les navires allemands et estoniens seront libres, toutefois, de se rendre d'un port de l'une des Parties contractantes dans un ou plusieurs autres ports de ladite Partie, soit pour débarquer, en totalité ou en partie, la cargaison apportée de l'étranger, soit pour prendre ou compléter leur cargaison destinée à l'étranger ;

2^o A la pêche côtière, dans les limites des eaux territoriales, et aux avantages accordés aux pêcheries nationales.

Article 23.

Les navires allemands arrivant dans un port estonien, et les navires estoniens arrivant dans un port allemand, uniquement pour y compléter leur cargaison, ou en décharger une partie, pourront, à condition de se conformer aux lois et règlements du pays intéressé, conserver à bord et réexporter la fraction de la cargaison destinée à un autre port du même pays, ou d'un autre pays, sans être tenus d'acquitter pour cette fraction des droits quelconques autres que les droits de surveillance, qui ne pourront, d'ailleurs, être perçus qu'aux taux appliqués à la navigation nationale, ou à celle de la nation la plus favorisée.

Article 24.

La nationalité des navires sera reconnue par les Parties contractantes conformément aux lois et règlements en vigueur dans leur pays d'origine ; elle sera prouvée par les documents du bord (acte de nationalité) délivrés par les autorités compétentes. Les certificats de jaugeage délivrés par l'une des Parties contractantes seront reconnus par l'autre Partie, dans les limites des arrangements spéciaux intervenus ou pouvant intervenir entre les Parties contractantes.

Les règles et prescriptions de la législation nationale sur l'équipement, l'aménagement et les conditions de sécurité des navires de l'une des Parties contractantes seront reconnues valables dans les ports de l'autre Partie.

Article 25.

Dans le cas où un navire de l'une des Parties contractantes échouerait ou ferait naufrage sur les côtes de l'autre Partie, le navire et la cargaison jouiront des mêmes avantages et franchises que ceux qui sont reconnus par la législation de ce pays à ses propres navires, ou à ceux de la nation la plus favorisée. Le capitaine et l'équipage recevront, tant pour leur propre personne que pour le navire et la cargaison, la même aide et le même concours que ceux qui sont accordés aux ressortissants du pays.

Les Parties contractantes sont, en outre, d'accord pour exempter de tous droits de douane les marchandises récupérées, à moins que celles-ci ne soient utilisées pour la consommation intérieure.

Article 26.

Dans la mesure où elles concernent l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, les dispositions du présent article ne seront pas applicables :

a) Aux avantages particuliers qui ont été ou qui seraient accordés par l'une des Parties contractantes à des États limitrophes en vue de faciliter le trafic de frontière, dans une zone ne dépassant pas en général 15 kilomètres de part et d'autre de la frontière ;

b) Aux obligations qui ont été ou qui seraient contractées par l'une des Parties contractantes en vertu d'une union douanière ;

c) Aux avantages que l'une des Parties contractantes accordera, par voie de convention, à un autre État en vue d'établir un équilibre entre ses propres impositions et celles

The treatment of vessels and their cargoes laid down in paragraph 1 of the present Article shall not apply :

(1) To the coasting trade ; nevertheless German and Estonian sea-going vessels shall be free to proceed from one port of one of the Contracting Parties to one or more other ports of that Party either for the purpose of discharging all or part of their cargo brought from abroad or of taking on board or completing their cargo destined for abroad ;

(2) To coastal fishing within territorial waters or to the privileges accorded to national fisheries.

Article 23.

German sea-going vessels arriving at an Estonian port and Estonian sea-going vessels arriving at a German port solely for the purpose of completing their cargoes or discharging part of their cargoes shall be entitled, subject to compliance with the laws and regulations of the State in question, to keep on board and re-export, the part of their cargo consigned to another port in the same country or in another country without being required to pay, in respect of the latter part of the cargo, duties of any description other than supervision fees, the rates of which latter shall not be higher than those applicable to national vessels or vessels of the most favoured nation.

Article 24.

The nationality of sea-going vessels shall be recognised by both the Contracting Parties in accordance with the documents on board (ship's certificate) issued by the competent authorities in conformity with the laws and regulations of each country. Tonnage measurement certificates issued by either Contracting Party shall be recognised by the other Party in conformity with special agreements concluded or that may be concluded between the Contracting Parties.

The regulations and provisions of the national legislation concerning the fitting out, equipment and conditions of safety of vessels of one of the Contracting Parties shall be recognised as valid in the ports of the other.

Article 25.

If a vessel of one of the Contracting Parties should run aground or be wrecked on the coast of the other Party, the vessel and its cargo shall enjoy the same privileges and immunities as, in similar circumstances, are granted by the laws of the country concerned to national vessels, and those of the most favoured nation. Assistance and relief shall be given to the master and the crew both for themselves and for the vessel and its cargo, to the same extent as would be afforded to the nationals of the country in question.

The Contracting Parties are agreed further that goods salvaged shall not be subject to any Customs duties, unless they are used for consumption in the country.

Article 26.

In so far as the provisions of this Treaty relate to the reciprocal granting of most-favoured-nation treatment they shall not apply :

(a) To any special privileges granted now or in the future by one of the Contracting Parties to neighbouring States for the purpose of facilitating frontier traffic within a zone not as a rule exceeding 15 kilometres in breadth on either side of the frontier ;

(b) To engagements already entered into or which may be entered into in the future by one of the Contracting Parties under the terms of a Customs union ;

(c) To privileges which one of the Contracting Parties grants, under an agreement, to another State for the adjustment of inland and foreign taxation and especially for the

de cet Etat, et, notamment, d'éviter une double imposition, ou à l'effet d'assurer protection et assistance judiciaire en matière d'impôts, ou dans le cas de poursuite pour infraction aux lois fiscales ;

d) Aux avantages qui ont été ou qui seraient accordés par l'Estonie, par conventions spéciales, à la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie, ou à l'Union des Républiques socialistes, mais seulement aussi longtemps que ces avantages ne seront pas également octroyés à un tiers pays, autre que lesdits Etats.

Article 27.

Les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans le plus bref délai possible, des traités en vue d'éviter la double imposition, et d'assurer la protection et l'assistance judiciaire en matière d'impôts.

Article 28.

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent traité, y compris le protocole final, qui ne pourraient être réglé dans un temps déterminé par les voies diplomatiques ordinaires, sera soumis, sur la demande d'une des deux Parties, à la décision d'un tribunal arbitral ; la même procédure sera également applicable en ce qui concerne la question préjudicielle de savoir si le différend porte sur l'interprétation ou sur l'application du traité : la décision du tribunal aura force obligatoire.

Le tribunal arbitral sera, pour chaque différend, composé de la manière suivante : chaque Partie désignera comme arbitre un de ses ressortissants et les deux Parties choisiront comme surarbitre un ressortissant d'une tierce Puissance ; si les Parties contractantes ne peuvent s'entendre sur le choix du surarbitre dans un délai de quatre semaines à dater de la réception de la demande de règlement arbitral, elles demanderont, d'un commun accord, au président de la Cour permanente de justice de La Haye de bien vouloir désigner le surarbitre. Les Parties contractantes se réservent le droit de se mettre préalablement d'accord, pour une période déterminée sur la personne du surarbitre.

La procédure d'arbitrage reste subordonnée à un compromis, qui sera arrêté pour chaque cas par les deux Parties contractantes. Si, dans un délai de deux mois à dater de la convocation du tribunal arbitral, les Parties ne se sont pas mises d'accord sur le compromis, le tribunal arbitral règlera lui-même cette procédure.

Article 29.

Le présent traité, établi en double original, en allemand et en estonien, devra être ratifié par les deux Parties, et les instruments de ratification devront être échangés à Berlin aussitôt que possible. Le traité prendra effet le vingtième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification, et restera en vigueur pendant une période de deux années à dater de ce jour. Au cas où il ne sera pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme prolongé pour un temps indéfini ; dans ce cas, il pourra être dénoncé de part et d'autre, avec un préavis de six mois.

L'Accord commercial provisoire du 27 juin 1923 entre l'Allemagne et l'Estonie cessera d'être applicable à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent traité.

TALLINN (Reval), le 7 décembre 1928.

VON SCHACK.
J. LATTIK.

prevention of double taxation, or for granting legal protection and assistance in matters of taxation and prosecutions for fiscal offences ;

(d) To privileges which Estonia grants now or may in future grant to Finland, Latvia, Lithuania or the Union of Soviet Socialist Republics in virtue of special agreements, but only as long as such privileges are not granted to a third State other than the above-named States.

Article 27.

The Contracting Parties undertake to conclude as soon as possible treaties concerning the prevention of double taxation and of legal protection and assistance in fiscal questions.

Article 28.

In the event of a dispute as to the interpretation or application of the present Treaty, including the Final Protocol, which cannot be settled within a reasonable time through the diplomatic channel, this dispute shall, at the request of one of the Contracting Parties, be submitted for decision to an arbitral tribunal. This shall also apply to the preliminary question whether the dispute relates to the interpretation or application of the present Treaty. The decision of the arbitral tribunal shall be binding.

The arbitral tribunal shall be constituted, for each individual dispute, as follows : each Party shall appoint one of its nationals as arbitrator and the two Parties shall select as umpire a national of a third State. Should the Contracting Parties fail to agree on the choice of an umpire within four weeks after the request for an arbitral decision has been made, they shall apply by common agreement to the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague to appoint him. The Contracting Parties reserve the right to agree beforehand, for a specified period, on the person of an umpire.

The arbitration procedure shall be governed by an arbitration agreement to be concluded for each case by the Contracting Parties. If within two months after the convening of the arbitral tribunal the Parties have not concluded an arbitration agreement the arbitral tribunal shall itself determine its procedure.

Article 29.

The present Treaty, drawn up in two originals, one in German and the other in Estonian, shall be ratified by both Parties. The instruments of ratification shall be exchanged in Berlin as soon as possible. The Treaty shall enter into force on the twentieth day after the exchange of the instruments of ratification and shall remain valid for five years from that date. If, six months before the expiry of that period, it has not been denounced, it shall be extended for an indefinite period. In that case it can be denounced by either Party, subject to six months' notice being given.

Upon the coming into force of the present Treaty, the Provisional Commercial Agreement between Germany and Estonia, signed on June 27, 1923, shall cease to be operative.

In witness whereof the Plenipotentiaries of both Parties have signed the present Treaty.

TALLINN (Reval), December 7, 1928.

VON SCHACK.
J. LATTIK.

ANNEXE A.

(à l'article 6, alinéa 3)

.....
(Nom de l'Etat).....
(Autorité délivrant la carte)

CARTE DE LÉGITIMATION

Valable pour douze mois à partir du jour de la remise.

Valable pour

Numéro de la carte

Il est certifié que le titulaire de la présente carte,

M Né à

Domicilié à Rue N°

Possède un *

à

Sous la raison sociale

(ou) est voyageur de commerce au service de la maison
des maisons

..... à

Qui possède
possèdent un *

Sous la raison sociale

Le titulaire de la présente carte ayant l'intention de prendre des commandes et de faire des achats pour ladite (lesdites) maison (s) dans les pays susmentionnés, il est certifié que ladite (lesdites) maison(s) est (sont) autorisée (s) à exercer son (leur) industrie et son (leur) commerce à et qu'elle (s) a (ont) acquitté les taxes requises par la loi.

....., le 19...

Signature du chef de la (des) maison (s)

Signalement du titulaire :

Age

Taille

Cheveux

Signes particuliers

Signature du titulaire

* Indication de la fabrique ou de la maison de commerce.

N. B. — On se bornera à remplir la première rubrique lorsqu'il s'agira du chef d'une entreprise commerciale ou industrielle.

ANNEX A.

(Ad Article 6, paragraph 3).

.....
(Name of State).

.....
(Issuing Office).

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

Valid for twelve months as from the day of issue.

Good for

No. of identity card

It is hereby certified that the bearer of this card

M. born at
living at No. Street
is the owner of *
at

under the name of
(or) is a commercial traveller employed by the firm of
the firms of

at
which possesses *
possess
under the name of

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm (s) referred to. It is hereby certified that the said firm (s) is (are) authorised to carry out its (their) business and trade at and that it pays (they pay) the taxes, as provided by law, for that purpose.

....., the 19...

Signature of the head of the firm (s)

.....

Description of the bearer.

Age
Height.....
Hair.....
Special Marks

Signature of the bearer.

.....

* State the factory or nature of the trade.

N.B. — Only the first entry should be completed for heads of commercial or manufacturing businesses.

ANNEXE B.

Numéro de tarif	Désignation des marchandises	Unité de base	Droits en fr. or
76	Articles en porcelaine :		
1	Objets, non dénommés spécialement, blancs ou uniformément colorés, ou encore avec traits ou rebords colorés ou dorés, mais sans autres ornements	1 kg. net	0,28
4	Objets destinés à l'ornement des locaux d'habitation, avec peintures, dorures et ornements en cuivre ou alliage de cuivre ; fleurs et plantes artificielles en porcelaine, ainsi que les articles fabriqués avec ces objets, tels que : couronnes, bouquets, etc., blancs et colorés, même combinés avec d'autres matériaux	"	3,40
157	Aiguilles :		
1	Aiguilles à coudre et autres, non dénommées spécialement au tarif général.	"	3,00
3	Alènes à voiles, aiguilles de sellier, aiguilles à sacs et pour passementerie ; aiguilles et crochets à tricoter ou à broder de toutes sortes ; aiguilles et crochets à tricoter et à broder au tambour, même avec des manches en substances ordinaires.	"	2,—
158	Coutellerie, autre que celle mentionnée sous d'autres numéros du tarif et autre que les couteaux à machine :		
ex 1	Canifs à manches en substances ordinaires, en fer malléable, fer, acier, cuivre, alliages de cuivre et autres métaux ou alliages de métaux désignés au N° 143	"	1,25
2	Couteaux de table et fourchettes autres que ceux désignés au N° 3 :		
	Ouvrés	"	0,50
ex 215	Jouets d'enfants :		
2	Simple : en aluminium, corne, os ordinaires, bois, porcelaine, verre, écume de mer, balcine, jais, cellulôïd, lave et autres substances communes . .	"	12,—
3	En métaux non précieux (à l'exception de l'aluminium et des jouets dorés ou argentés), non combinés avec d'autres substances	"	4,—

ANNEXE C.

Numéro de tarif	Désignation des marchandises	Droits par dz. R. M.
ex 210	Anchois de la Baltique et harengs (la longueur du poisson vivant ne dépassant pas 16 cm.), préparés avec sel, feuilles de laurier, sucre et condiments, en récipients hermétiquement clos	45,—

ANNEX B.

Tariff No.		Designation of Goods	Unit	Duties in gold francs
70	1	Porcelain-wares : Wares not specially mentioned, white or of one colour, with or without coloured or gilt borders or rims, but not otherwise ornamented	1 kg	0.28
	4	Articles for the decoration of rooms, with painting gilding or ornaments of copper or copper alloys; porcelain, flowers and plants, also wares made of such flowers and plants, such as wreaths, bouquets and the like, white or coloured even if with parts of other materials	"	3.40
157	1	Needles : Sewing and other needles, not specially mentioned in the general tariff	"	3.—
	3	Sail-makers', harness-makers', packers' needles bodkins; knitting and embroidery needles and hooks of all kinds; knitting needles, sticks and hooks; even with handles of common materials	"	2.—
158	ex 1	Cutlery wares of all kinds, except those falling under other tariff numbers and except machine knives : Pocket-knives in mountings of common materials, of malleable cast iron, iron, steel, copper, copper alloys or other metals and alloys mentioned in No. 143	"	1.25
	2	Table-knives and forks in so far as they are not included under § 3 of this number : (a) Finished	"	0.50
ex 215	2	Toys : Common, of aluminium, horn, ordinary bone, wood, porcelain, glass, meerschaum, whalebone, jet, celluloid, lava and other similar non-costly materials	"	12.—
	3	Of non-precious metals (other than aluminium and gilded or silvered articles) not combined with other materials	"	4.—

ANNEX C.

Tariff No.	Designation of goods	Duties per dozen R. M.
ex 219	Brislings and herrings (length of live fish not exceeding 16 cm.) prepared with salt, bay, sugar and spices, in air-tight receptacles	45.—

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du Traité de commerce et de navigation conclu ce jour entre le Reich allemand et la République d'Estonie, les plénipotentiaires des deux Parties ont échangé les réserves et déclarations suivantes, qui forment partie intégrante du traité :

Ad article premier.

L'article premier ne dérogera ni aux règlements concernant les passeports, ni aux dispositions qui sont ou seront prises par les Parties contractantes pour tout ce qui concerne l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

Il est, en outre, entendu que le droit de chacune des Parties contractantes d'interdire, dans des cas particuliers, le séjour sur leur territoire à des ressortissants de l'autre Partie, soit à la suite d'une condamnation judiciaire, soit pour des raisons de sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, soit enfin pour des raisons de police des pauvres, de l'hygiène publique et des mœurs, ne sera pas restreint par les dispositions du présent traité. Toutefois, l'expulsion, dans les cas de cette nature, ne doit pas être motivée uniquement par une crise de logement ou le chômage.

Ad article 5.

Il est entendu que les compagnies de navigation et leurs agences, pour autant qu'elles ne répondent pas déjà aux conditions prévues à l'article 5, seront traitées sur les mêmes bases que les sociétés indiquées audit article 5.

Ad article 6.

La taxe perçue, en Estonie, des voyageurs de commerce allemands en raison de l'activité prévue au premier alinéa de l'article 6, ne devra pas dépasser 50 couronnes pour une durée d'un mois. Si la taxe est perçue pour l'année entière, elle sera de 300 couronnes au maximum.

Ad article 7.

1. Les dispositions de cet article ne dérogeront en rien aux prohibitions d'importation ou d'exportation actuellement en vigueur dans les deux pays. Ces prohibitions seront notifiées réciproquement par les deux Parties contractantes et seront en vigueur dans le territoire de chaque Partie à l'égard de l'autre Partie, aussi longtemps qu'elles seront appliquées à l'égard de tous les pays.

2. Aussitôt que la Convention internationale de Genève pour la suppression des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, du 8 novembre 1927, et l'Accord complémentaire du 11 juillet 1928, entreront en vigueur, tant pour le Reich allemand que pour la République d'Estonie, et aussi longtemps qu'elles resteront en vigueur, les dispositions de l'article 7 du présent traité et du paragraphe premier du protocole final n'auront plus d'effet.

3. Les produits pharmaceutiques composés et les préparations (dosées), fabriqués en Allemagne, ne seront pas soumis, en Estonie, en ce qui concerne leur admission à l'importation et à la consommation, à un traitement moins favorable que les mêmes produits, ou produits similaires, fabriqués en Estonie ou dans un tiers Etat.

Ad article 9.

L'Estonie se réserve le droit, pour le cas où l'exigerait la mise en vigueur du tarif douanier commun esto-lettonien, dont l'application est prévue par le Traité de Riga du 5 février 1927 relatif

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Treaty of Commerce and Navigation concluded under to-day's date between Germany and Estonia, the Plenipotentiaries of the two Parties have made the following reservations and declarations, which shall form an integral part of the said Treaty :

Ad Article 1.

Article 1 shall not affect passport regulations or any general provisions which have been or may hereafter be issued by the Contracting Parties in regard to the employment of foreign labour.

It is understood, however, that the provisions of the present Treaty shall not affect the right of either of the Contracting Parties to prohibit in individual cases the sojourn on its territory of nationals of the other Party whether on account of a judicial sentence, for reasons concerning the internal or external security of the State, or lastly, for reasons concerning the regulations relating to indigent persons, public health and public morals ; expulsion in such cases shall not, however, be ordered simply on the grounds of housing shortage or unemployment.

Ad Article 5.

It is understood that shipping companies and their agencies, in so far as they do not already come under the provisions of Article 5, shall be treated in accordance with the same principles as the companies mentioned in the said Article 5.

Ad Article 6.

The tax levied in Estonia on German commercial travellers in respect of the activities mentioned in the first paragraph of Article 6 shall not exceed 50 crowns in any one month. If the tax is levied for the whole year it shall not exceed 300 crowns.

Ad Article 7.

1. The provisions of the present Article shall not affect the import and export prohibitions at present in force in the two countries. These prohibitions shall be notified by the Contracting Parties to one another and shall remain in force in relation to the other Party as long as they are applied in relation to all other countries.

2. As soon as the International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions signed at Geneva on November 8th, 1927, and the supplementary Agreement signed on July 11, 1928, shall come into force both in Germany and in the Estonian Republic, and so long as they remain in force, the provisions of Article 7 of the present Treaty and of paragraph 1 of the Final Protocol shall cease to be operative.

3. Pharmaceutical products and preparations made up in doses manufactured in Germany shall not be subject in Estonia, as regards importation or consumption, to treatment less favourable than like or similar products manufactured in Estonia or in any third country.

Ad Article 9.

Estonia reserves the right, should this be necessary owing to the entry into force of the joint Esto-Latvian Customs tariff, the application of which is provided for under the Treaty of Riga

à l'institution de l'union douanière entre l'Estonie et la Lettonie, de dénoncer, avec un préavis de trois mois, pour l'ensemble ou pour une partie des marchandises indiquées à l'Annexe B, les droits conventionnels prévus à ladite annexe. Dans le cas où l'Estonie ferait usage de ce droit de dénonciation, l'Allemagne aura, de son côté, le droit de dénoncer, avec un préavis égal, les droits conventionnels prévus à l'Annexe C.

Il est entendu que cette dénonciation n'aura aucun effet sur toutes les autres dispositions du présent traité.

Ad article 10.

Aussi longtemps que les eaux minérales naturelles importées en Estonie de tiers pays jouissent d'une réduction des droits de douane, le traitement douanier le plus favorable sera toujours accordé aux eaux minérales naturelles allemandes indiquées ci-après :

<i>Nom des eaux.</i>	<i>Indication de la source.</i>
Eau de Wernarz	Administration de l'établissement balnéaire d'Etat de Brückenau, Bad Brückenau.
Emser Kränchen (et Kesselbrunnen)	Direction des Bains et Eaux de l'Etat, Bad Ems.
Homburger Elisabethbrunnen	Société des Sources médicinales de Bad Homburger, Francfort-sur-Mein.
Rakoczy (et Pandur Maxbrunnen, Luitpoldsprudel, Bockleter, Stahlbrunnen, Schönbornbrunnen)	Direction des établissements balnéaires d'Etat de Kissingen et Boklet, Bad Kissingen.
Nenndorfer Schwefelbrunnen	Direction de l'établissement balnéaire d'Etat Bad Nenndorf.
Neuenahrer Sprudel	S. A. Bad Neuenahr.
Mergentheimer Karlsquelle et Friedrichshaller Bitterwasser	S. A. C. Oppel et C ^{ie} , Bad Mergentheim.
Salzbrunner Oberbrunnen et Kronenquelle (et Mühlbrunnen)	Salzbrunner Quellenversand, Bad Salzbrunn.
Salzschlirfer Bonifatiusbrunnen	S. A. Bad Salzschlirf.
Staatl, Fachingen et Staatsquelle Niederselten	Siemens Erben, Berlin.
Wildunger Helenenquelle et Georg Viktorquelle	S. A. des eaux minérales de Wildungen, Bad Wildungen.
Königsquelle	S. A. des sources médicinales de Bad Wildungen, Bad Wildungen.
Reinhardsquelle	Société Reinhardsquelle, Bad Reinhardsquelle, près Wildungen.
Arminiusquelle	Société Arminiusbad Lippspringe, Bad Lippspringe.
Jodquelle am Sauersberg (et Adelheidsquelle, Römerquelle et Marienquelle)	S. A. Krankenheiler Jodquellen, Bad Tölz.

Ad article 12.

L'impôt sur le chiffre d'affaires fait également partie des impôts intérieurs.

Ad article 13.

Il est entendu que la fixation du délai de réexportation fait également partie des mesures de surveillance.

dated February 5, 1927, concerning the Execution of the Customs Union between Estonia and Latvia, to denounce, subject to three months' notice, for all or part of the goods mentioned in Annex B the conventional duties named in the said Annex. Should Estonia avail herself of this right of denunciation Germany shall have the right for her part to denounce, subject to the same notice, the conventional duties laid down in Annex C.

It is agreed that such denunciation shall not affect the other provisions of the present Treaty.

Ad Article 10.

As long as natural mineral waters imported into Estonia from third countries enjoy the benefit of reduced Customs rates, the most favourable Customs treatment shall always be accorded to the German natural mineral waters named hereinunder :

<i>Name of Water</i>	<i>Name of Spring</i>
Wernarzer Wasser.	Administration of the State Mineral Baths Bad Brückenau.
Emser Kranchen (also Kesselbrunnen).	Management of the State Baths and Waters, Bad Ems.
Homburger Elisabethbrunnen.	Bad Homberg Spa Limited Company, Frank- fort-on-Main.
Rakoczy (also Pandur, Maxbrunnen, Luitpolds- sprudel, Bocklerter, Stahlbrunnen, Schön- bornbrunnen).	Administration of the Kissingen and Bocklet State Mineral Baths, Bad Kissingen.
Nenndorfer Schwefelbrunnen.	State Baths Administration, Bad Nenndorf.
Neuenahrer Sprudel.	Bad Neuenahr Company.
Mergentheimer Karlsquelle and Friedrichshaller Bitterwasser.	C. Oppel & Co, Bad Nergentheim.
Salzbrunner Oberbrunnen and Kronenquelle (also Mühlbrunnen).	Distribution Salzbrunn Mineral Water Com- pany, Bad Salzbrunn.
Salzschlirfer Bonifatiusbrunnen.	Bad Salzschlirfer Company.
Staatl. Fachingen and Staatsquelle [Nieder- selters.	Siemens Erben, Berlin.
Wildunger Helenenquelle and Georg Viktor- quelle.	The Wildungen Mineral Springs Company, Bad Wildungen.
Königsquelle.	The Bad Wildungen Spa Company, Bad Wild- ungen.
Reinhardsquelle.	Reinhardt Spring Limited Company, Bad Reinhardquelle, near Wildungen.
Arminiusquelle.	Arminiusbad Lippspringe Limited Company, Bad Lippspringe.
Jodquelle am Sauersberg (also Adelheidsquelle, Römerquelle and Marienquelle.)	Medicinal Jodine Springs Company, Bad Tölz. (Krankenheiler Jodquellen. A, G. Bad Tölz.)

Ad Article 12.

Internal charges shall include the tax on turnover.

Ad Article 13.

It is understood that the fixing of time-limits for re-export shall be included in measures of supervision.

Ad article 13 et 14.

Il est entendu que le cautionnement des droits de douane et des droits de poinçonnage peut être fait également sous forme d'une garantie estimée suffisante.

Ad article 15.

Pour que le traitement ou la transformation d'une marchandise donne à celle-ci le caractère de marchandise nationale, il faut que ce traitement ou cette transformation soit reconnu par l'autre Partie comme justifié au point de vue industriel.

Ad article 29.

L'Estonie se réserve le droit de dénoncer par anticipation le présent traité, avec un préavis de six mois, pour la date de l'entrée en vigueur de l'Union douanière entre l'Estonie et la Lettonie.

TALLINN (Revel), le 7 décembre 1928.

VON SCHACK.
J. LATTIK.

ÉCHANGE DE NOTES

REVEL, le 7 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la signature, effectuée ce jour, du Traité de commerce et de navigation entre le Reich allemand et la République d'Estonie, j'ai fait, au nom de mon gouvernement, la déclaration suivante relative à l'article premier du traité :

Sous condition de réciprocité, le Gouvernement prussien exemptera des droits de séjour les ressortissants estoniens. Les gouvernements des autres pays allemands seront invités à adhérer à cette mesure.

En vous priant, Monsieur le Ministre, de bien vouloir en prendre note, je réitère à cette occasion, etc.

(Signé) VON SCHACK.

A Son Excellence Monsieur Jean Lattik,
Ministre des Affaires étrangères
de la République d'Estonie,
à Revel.

LE MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

REVEL, le 7 décembre 1928.

MONSIEUR LE PLÉNIPOTENTIAIRE,

A la signature, effectuée ce jour, du Traité de commerce et de navigation entre le Reich allemand et la République d'Estonie, j'ai fait, au nom de mon gouvernement, la déclaration suivante :

Sous condition de réciprocité, le Gouvernement estonien exemptera des droits de séjour les ressortissants allemands.

En vous priant, Monsieur le Plénipotentiaire, de bien vouloir en prendre note, je vous prie d'agréer, etc.

J. LATTIK.

Monsieur le Dr E. von Shack,
Conseiller de Légation
au Ministère des Affaires étrangères.

Ad Article 13 and Article 14.

It is understood that security for Customs duties and for the stamping charge may be in the form of an adequate guarantee.

Ad Article 15.

For the treatment or transformation undergone by the product to confer on it the character of a national product, such treatment or transformation must be recognised by the other Party as justified from an economic standpoint.

Ad Article 29.

Estonia reserves the right, subject to six months notice, to denounce the present Treaty at an earlier date, as on the date of the entry into force of the Customs union between Estonia and Latvia.

TALLINN (Reval), December 7, 1928.

VON SCHACK.
J. LATTIK.

EXCHANGE OF NOTES.

REVAL, December 7, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

On the signature this day of the Treaty of Commerce and Navigation between Germany and the Estonian Republic, I made the following declaration on behalf of my Government concerning Article 1 of the Treaty :

Subject to reciprocity, the Prussian Government will exempt Estonian nationals from payment of the *droit de séjour*. The Governments of the other German States will be invited to accede to this measure.

I have the honour, M. le Ministre, to ask you to take note of this declaration, and avail myself of the opportunity to express to you my highest consideration.

(Signed) VON SCHACK.

His Excellency M. Jean Lattik,
Estonian Minister for Foreign Affairs,
Reval.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

REVAL, December 7, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

On the signature this day of the Treaty of Commerce and Navigation between Estonia and Germany, I made the following declaration on behalf of my Government concerning Article 1 of the Treaty :

Subject to reciprocity, the Estonian Government will exempt German nationals from payment of the *droit de séjour*.

I have the honour, Your Excellency, to ask you to take note of this declaration, and avail myself of the opportunity to express to you my highest consideration.

J. LATTIK.

Dr. E. von Schack,
Councillor of Legation at the
Ministry of Foreign Affairs,
Reval.

N° 2274.

ALLEMAGNE ET SALVADOR

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports. San Salvador, les 13 et 19 février 1929.

GERMANY AND SALVADOR

Exchange of Notes constituting an Agreement for the reciprocal Abolition of Passport Visas. San Salvador, February 13 and 19, 1929.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2274. — CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE ALEMANIA Y DE SALVADOR SOBRE UN ACUERDO PARA LA SUPRESIÓN DEL VISADO DE PASAPORTES ENTRE LOS DOS PAISES. SAN SALVADOR, 13 Y 19, DE FEBRERO DE 1929

Texte officiel espagnol communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 février 1930.

Spanish official text communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place, February 13, 1930.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT
FÜR
MITTELAMERIKA UND PANAMA.
V 4 Nr. 8.

SAN SALVADOR, 13 de Febrero de 1929.

SEÑOR MINISTRO :

Refiriéndome a las notas anteriormente cruzadas entre esa honorable Secretaría y la Legación de mi cargo, relativas a la supresión recíproca de la visación de pasaportes, tengo el honor de participar a Vuestra Excelencia que he sido autorizado por mi Gobierno para concluir por medio de notas iguales, un arreglo al respecto, en los términos siguientes :

Artículo 1. — Los ciudadanos de un Estado pueden ingresar al territorio del otro Estado y salir de él cuando les conviniere por los lugares fronterizos legalmente establecidos sin visa de pasaporte del otro Estado, simplemente presentando un pasaporte válido de su país, del cual resultare claramente la nacionalidad del portador. Esta concesión no se refiere a portadores de pasaportes extendidos por cualquier motivo a extranjeros, sino solamente a los que llevan pasaportes nacionales, cuando la nacionalidad conste de manera indubitable. Para niños de menos de 15 años de edad basta una certificación oficial sobre nombre, edad, nacionalidad y domicilio o residencia habitual del niño. La certificación de los niños con más de 10 años de edad debe estar provista de una fotografía sellada por la autoridad que la extienda.

Artículo 2. — No serán modificados por este convenio los reglamentos que estén o se pongan en vigor en el territorio de los dos Estados sobre el cierre de las fronteras, rechazo de sujetos no deseables en la frontera, y sobre el registro, residencia y expulsión de extranjeros.

Artículo 3. — Las partes contratantes se reservan el derecho de modificar el presente convenio cuando les parezca oportuno en virtud de sus experiencias, por medio de un simple cambio de notas diplomáticas.

Artículo 4. — El convenio entrará en vigor el primero de Mayo de 1929, y puede ser denunciado por cada una de las partes contratantes quedando en vigor por un término de tres meses después de la notificación de la denuncia. »

Tal convenio ya se ha concluido por Alemania con otros Estados y según las experiencias se ha comprobado como el más útil para las partes contratantes.

Agradecería sumamente a Vuestra Excelencia tuviese a bien, siempre que la propuesta de mi Gobierno encuentre la aprobación de su alto Gobierno, de confirmarme su adhesión al convenio con una grata respuesta en que se inserte el texto citado arriba. El convenio entraría entonces en vigor, si así se conviniere, el primero de Mayo del año en curso.

Muy grato me es aprovechar la oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mis más alta y distinguida consideración.

Wilhelm von KUHLMANN.

Al Excelentísimo Señor don Francisco
Martínez Suárez, Secretario de Estado
en el Despacho de Relaciones Exteriores,
San Salvador.

MINISTERIO DE RELACIONES
EXTERIORES REPÚBLICA DE
EL SALVADOR C. A.

SECCIÓN CONSULAR.

A. No. 811 A.

L. D. No. 257.

PALACIO NACIONAL. SAN SALVADOR, febrero 19 de 1929.

SEÑOR MINISTRO :

Me es honroso contestar su atenta nota de fecha 13 del mes que cursa, en la que, refiriéndose a notas anteriormente cruzadas entre la Legación a su digno cargo y este Ministerio, relativas a la supresión recíproca de la visación de pasaportes, se sirve participar que ha sido autorizado por su Gobierno para concluir por medio de notas iguales, un arreglo al respecto, en los términos siguientes :

« *Artículo I.* — Los ciudadanos de un Estado pueden ingresar al territorio del otro Estado y salir de él cuando les conviniere por los lugares fronterizos legalmente establecidos sin visa de pasaportes del otro Estado, simplemente presentando un pasaporte válido de su país, del cual resultare claramente la nacionalidad del portador. — Esta concesión no se refiere a portadores de pasaportes extendidos por cualquier motivo a extranjeros, sino solamente a los que llevan pasaportes nacionales, cuando la nacionalidad conste de manera indubitable. Para niños de menos de quince años de edad basta una certificación oficial sobre nombre, edad, nacionalidad y domicilio o residencia habitual del niño. La certificación de los niños con más de diez años de edad debe esta provista de una fotografía sellada por la autoridad que la extiende.

Artículo II. — No serán modificados por este convenio los reglamentos que estén o se pongan en vigor en el territorio de los dos Estados sobre el cierre de las fronteras, rechazo de sujetos no deseables en la frontera, y sobre el registro, residencia y expulsión de extranjeros.

Artículo III. — Las partes contratantes se reservan el derecho de modificar el presente convenio cuando les parezca oportuno en virtud de sus experiencias, por medio de un simple cambio de notas diplomáticas.

Artículo IV. — El convenio entrará en vigor el primero de mayo de 1929, y puede ser denunciado por cada una de las partes contratantes, quedando en vigor por un término de tres meses después de la notificación de la denuncia. »

Y me excita Vuestra Excelencia para que, en caso de que mi Gobierno apruebe la propuesta expresada, contenida en los artículos anteriormente transcritos, le confirme la adhesión con una respuesta en que se inserte el texto de los mismos.

Grato me es manifestar a Vuestra Excelencia, que mi Gobierno acepta el convenio, contenido en los expresados artículos, agregando únicamente la condición de que los pasaportes en general deben llevar la fotografía del interesado, con excepción de los menores de diez años, de quienes bastará nominarlos en el respectivo pasaporte. Insiste este Ministerio en el uso de la fotografía por juzgarla de mucha importancia para la identidad, como tuve la honra de manifestar a Vuestra Excelencia en mi nota de fecha 12 de noviembre del año próximo pasado, por la cual contesté la de fecha 25 de octubre del mismo año, referente al propio asunto.

No dudando de que a Vuestra Excelencia satisfará esta respuesta, aprovecho la oportunidad para reiterarle las seguridades de mi más distinguida consideración.

MARTINEZ SUAREZ.

Excmo. Señor Ministro de Alemania,
don Wilhelm von Kuhlmann,
Presente.

¹ TRADUCTION.

N^o 2274. — ÉCHANGE DE NOTES
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
DU REICH ALLEMAND ET DU
SALVADOR, COMPORTANT UN
ACCORD RELATIF A L'ABOLI-
TION RÉCIPROQUE DU VISA
DES PASSEPORTS. SAN SAL-
VADOR, LES 13 ET 19 FÉVRIER
1929.

LÉGATION D'ALLEMAGNE
POUR L'AMÉRIQUE CENTRALE
ET PANAMA.
V. 4. N^o 8.

SAN SALVADOR, le 13 février 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux notes précédentes échangées entre le Ministère des Affaires étrangères de la République du Salvador et la Légation d'Allemagne, au sujet de l'abolition réciproque du visa des passeports, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que mon gouverne-

¹ TRANSLATION.

No. 2274. — EXCHANGE OF NOTES
BETWEEN THE GOVERNMENTS
OF THE GERMAN REICH AND
OF SALVADOR, CONSTITUTING
AN AGREEMENT FOR THE
RECIPROCAL ABOLITION OF
PASSPORT VISAS. SAN SAL-
VADOR, FEBRUARY 13 AND 19,
1929.

GERMAN LEGATION
FOR CENTRAL AMERICA
AND PANAMA.
V. 4. Nr. 8.

SAN SALVADOR, February 13, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the notes already exchanged between the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Salvador and the German Legation concerning the reciprocal abolition of passport visas, I have the honour to inform you that my Government has authorised me to conclude for

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ment m'a autorisé à conclure, à cet effet, par voie de notes de teneur semblable, une convention ainsi conçue :

« *Article premier.*

Les ressortissants de l'un des Etats pourront en tout temps pénétrer sur le territoire de l'autre Etat et en sortir aux points de passage de la frontière officiellement reconnus, sur la simple présentation d'un passeport national valide établissant nettement la nationalité du porteur et sans qu'il soit besoin du visa de l'autre Etat. Cette facilité ne s'applique pas aux porteurs de passeports délivrés pour un motif quelconque à un étranger, mais seulement aux porteurs de passeports nationaux, lorsque la nationalité est établie de manière incontestable.

Pour les enfants de moins de quinze ans, il suffira d'une pièce d'identité officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence habituelle de l'enfant. Pour les enfants de plus de dix ans, cette pièce devra porter une photographie estampillée par l'autorité qui l'a délivrée.

» *Article 2.*

La présente convention ne dérogera pas aux dispositions qui sont ou pourront être en vigueur sur le territoire des deux Etats au sujet de la fermeture des frontières, du refoulement des indésirables à la frontière et au sujet de la déclaration du séjour et de l'expulsion des étrangers.

» *Article 3.*

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter à la présente convention les modifications que pourrait leur suggérer l'expérience acquise, par voie de simple échange de notes diplomatiques.

» *Article 4.*

La convention entrera en vigueur le 1^{er} mai 1929 et pourra être dénoncée par chacune des Parties contractantes, mais

this purpose, by means of notes of like tenor, a Convention in the following terms :

“ *Article 1.*

Nationals of either State may at any time enter or leave the territory of the other State at the officially recognised points for crossing the frontier, solely on production of a valid national passport which incontestably establishes the nationality of the holder, without the visa of the other country being required. This facility shall not apply to holders of passports issued for any reason whatever to foreigners, but only to holders of national passports whose nationality is clearly established. In the case of children under fifteen years of age, it shall be sufficient to produce an official certificate showing the name, age, nationality and domicile or usual residence of the child. In the case of children over ten years of age, this certificate must bear a photograph stamped by the authority issuing the certificate.

“ *Article 2.*

The present Convention shall not affect the provisions which are or may be in force in the territory of either State concerning the closing of the frontier, the turning back at the frontier of undesirable persons, and the registration, residence and expulsion of foreigners.

“ *Article 3.*

The Contracting Parties reserve the right to make such alterations in this Convention as they may think desirable in the light of experience, by means of a simple exchange of diplomatic notes.

“ *Article 4.*

The Convention shall enter into force on May 1, 1929 and may be denounced by either Contracting Party, but shall remain

elle restera encore en vigueur pendant trois mois après la notification de la dénonciation ».

L'Allemagne a déjà conclu la même convention avec d'autres Etats, et l'expérience a démontré qu'elle répond le mieux aux intérêts des Parties contractantes.

Je serais très reconnaissant à Votre Excellence, si la proposition de mon gouvernement reçoit l'approbation du vôtre, de vouloir bien me confirmer son adhésion à la convention par une note contenant le texte reproduit ci-dessus. Si l'accord se faisait en ces termes, la convention entrerait donc en vigueur le 1^{er} mai de l'année en cours.

Je saisis cette occasion, etc.

Wilhelm VON KUHLMANN.

A Son Excellence
Don Francisco Martinez Suarez,
Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères,
San Salvador.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR.

SECTION CONSULAIRE.

A. 811. A.
L. D. 257.

PALAIS NATIONAL,
SAN SALVADOR, le 19 février 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de répondre à votre note du 13 du mois courant dans laquelle, vous référant aux notes précédentes échangées entre votre légation et mon ministère, au sujet de l'abolition réciproque du visa des passeports, vous faisiez savoir que votre gouvernement vous avait autorisé à conclure, à cet effet, par voie de notes de teneur semblable, une convention ainsi conçue :

« Article premier.

Les ressortissants de l'un des Etats pourront en tout temps pénétrer sur le

in force for three months after notification of denunciation ».

Germany has already concluded similar conventions with other countries, and experience has shown that they fully satisfy the interests of the contracting parties.

If my Government's proposal is approved by your Government, I should be very grateful if you would confirm its acceptance of the Convention by a note containing the text reproduced above. If agreement should be reached on these terms, the Convention would enter into force on May 1st of the current year.

I have the honour, etc.,

Wilhelm VON KUHLMANN.

His Excellency,
Don Francisco Martinez Suarez,
Secretary of State
for Foreign Affairs,
San Salvador.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS
OF THE REPUBLIC OF SALVADOR.

CONSULAR SECTION.

A. 811. A.
L. D. 257.

PALACIO NACIONAL,
SAN SALVADOR, February 19, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to reply to your note of the 13 instant, in which, after referring to the notes previously exchanged between your Legation and my Ministry with regard to the reciprocal abolition of passport visas, you informed me that your Government had authorised you to conclude for this purpose, by means of notes of like tenor, a Convention in the following terms :

“ Article I.

Nationals of either State may at any time enter or leave the territory of the

territoire de l'autre Etat et en sortir aux points de passage de la frontière officiellement reconnus, sur la simple présentation d'un passeport national valide établissant nettement la nationalité du porteur et sans qu'il soit besoin du visa de l'autre Etat. Cette facilité ne s'applique pas aux porteurs de passeports délivrés pour un motif quelconque à un étranger, mais seulement aux porteurs de passeports nationaux, lorsque la nationalité est établie de manière incontestable.

Pour les enfants de moins de quinze ans, il suffira d'une pièce d'identité officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence habituelle de l'enfant. Pour les enfants de plus de dix ans, cette pièce devra porter une photographie estampillée par l'autorité qui l'a délivrée.

» Article 2.

La présente convention ne dérogera pas aux dispositions qui sont ou pourront être en vigueur sur le territoire des deux Etats au sujet de la fermeture des frontières, du refoulement des indésirables à la frontière et au sujet de la déclaration, du séjour et de l'expulsion des étrangers.

» Article 3.

Les Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter à la présente convention les modifications que pourrait leur suggérer l'expérience acquise, par voie de simple échange de notes diplomatiques.

» Article 4.

La convention entrera en vigueur le 1^{er} mai 1929 et pourra être dénoncée par chacune des Parties contractantes, mais elle restera encore en vigueur pendant trois mois après la notification de la dénonciation.»

Votre Excellence me demandait, au cas où mon gouvernement approuverait la proposition exprimée dans les articles reproduits ci-dessus, de lui confirmer cette adhésion dans une note contenant le texte desdits articles.

other State at the officially recognised points for crossing the frontier, solely on production of a valid national passport which incontestably establishes the nationality of the holder, without the visa of the other country being required. This facility shall not apply to holders of passports issued for any reason whatever to foreigners, but only to holders of national passports whose nationality is clearly established. In the case of children under fifteen years of age, it shall be sufficient to produce an official certificate showing the name, age, nationality and domicile or usual residence of the child. In the case of children over ten years of age this certificate must bear a photograph stamped by the authority issuing the certificate.

“ Article 2.

The present Convention shall not affect the provisions which are or may be in force in the territory of either State concerning the closing of frontiers, the turning back at the frontier of undesirable persons, and the registration, residence and expulsion of foreigners.

“ Article 3.

The Contracting Parties reserve the right to make such alterations in this Convention as they may think desirable in the light of experience, by means of a simple exchange of diplomatic notes.

“ Article 4.

The Convention shall enter into force on May 1st, 1929, and may be denounced by either Contracting Party, but shall remain in force for three months after notification of denunciation.”

Your Excellency requested me, if my Government approved the proposal contained in the articles reproduced above, to confirm this approval in a note containing the text of the said articles.

Je suis heureux de faire savoir à Votre Excellence que mon gouvernement accepte la convention contenue dans lesdits articles, et désire ajouter seulement que les passeports doivent, d'une manière générale, porter la photographie de l'intéressé, à l'exception des mineurs de dix ans dont il suffira d'indiquer le nom dans le passeport respectif.

Mon ministère insiste sur l'apposition de la photographie, parce qu'il l'estime de grande utilité établir l'identité du porteur, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le déclarer dans ma note du 12 novembre de l'année dernière, qui répondait à la note du 25 octobre de la même année, sur le même sujet.

Je ne doute pas que la présente note ne donne satisfaction à Votre Excellence et je saisis cette occasion, etc.

Martinez SUAREZ.

A Son Excellence
Monsieur Wilhelm von Kuhlmann,
Ministre d'Allemagne
à San Salvador.

I have pleasure in informing you that my Government accepts the Convention contained in these articles and would only add that as a general rule passports must bear the photograph of the person concerned, except in the case of children under ten years of age, when it shall be sufficient if the name appears on the passport in question.

My Ministry must maintain its requirement in regard to photographs considering them of great value in establishing the holder's identity, as I had the honour to state in my note of November 12 last in reply to the note of October 25 of the same year on the same subject.

I have no doubt that the present note will satisfy Your Excellency and have the honour to be, etc.,

Martinez SUAREZ.

His Excellency
M. Wilhelm von Kuhlmann,
German Minister
at San Salvador.

N° 2275.

ALLEMAGNE ET ESTONIE

Echange de notes concernant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports. Reval, le 30 avril 1929.

GERMANY AND ESTONIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas. Reval, April 30, 1929.

N^o 2275. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER ESTHISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EINE VEREINBARUNG ÜBER DEN FORTFALL DES SICHTVERMERKSZWANGS. REVAL, AM 30. APRIL 1929.

Texte officiel allemand communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 février 1930.

German official text communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place February 13, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

Nr. 925.

REVAL, den 30. April 1929.

HERR MINISTER,

Hiermit habe ich die Ehre, Eurer Exzellenz mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung beschlossen hat, unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit die nachfolgende Vereinbarung über die Aufhebung des « Sichtvermerkszwangs » zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Estland mit Wirkung ab 15. Mai 1929 in Kraft zu setzen :

Die Angehörigen des einen Staates können das Gebiet des anderen Staates über die amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen jederzeit lediglich auf Grund eines gültigen Heimatpasses, aus dem sich die Staatsangehörigkeit des Inhabers einwandfrei ergibt, ohne Sichtvermerk des Gegenstaates betreten und verlassen. Die Vergünstigung bezieht sich nur auf die Inhaber von Nationalpässen, nicht von sogenannten Fremdenpässen — Reisepässe für Ausländer —. Nationalpässe werden nur an Personen ausgestellt, deren Zugehörigkeit zum ausstellenden Staat einwandfrei feststeht.

Für Kinder unter fünfzehn Jahren genügt an Stelle eines Passes ein amtlicher Ausweis über Namen, Alter, Staatsangehörigkeit und Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt des Kindes. Der Kinderausweis muss bei Kindern über zehn Jahre mit einem von der ausstellenden Behörde abgestempelten Lichtbild versehen sein.

Für den gemeinschaftlichen Grenzübertritt von Personengruppen, die aus estnischen Staatsangehörigen oder aus deutschen Reichsangehörigen bestehen, gilt eine von der zuständigen Behörde des einen Staates ausgestellt und von der zuständigen Behörde des anderen Staates mit Sichtvermerk versehene Sammelliste als Passersatz. Der Sichtvermerk wird gebührenfrei erteilt. Sammellisten werden für Arbeitertransporte nicht ausgestellt.

Die jeweils im Gebiete der beiden Staaten geltenden Bestimmungen über die Verhängung von Grenzsperrern, über die Zurückweisung nicht einwandfreier Reisender an der Grenze, über die Meldung, den Aufenthalt und die Ausweisung von Ausländern, sowie über den Schutz des heimischen Arbeitsmarktes gegen Überlastung mit ausländischen Arbeitskräften werden durch dieses Abkommen nicht berührt.

Jeder der beiden Staaten kann Angehörige des anderen Staates,

a) die gegen die Vorschriften über die Meldung und den Aufenthalt von Ausländern im Inland verstossen, oder

b) deren Tätigkeit als Arbeiter oder Angestellte die zum Schutze des heimischen Arbeitsmarktes erlassenen Bestimmungen verletzt, aus seinem Gebiet ausweisen.

Jeder der beiden Staaten wird Vorsorge dafür treffen, dass seine Angehörigen auf die Notwendigkeit der vorherigen Einholung einer Zusicherung der Bewilligung zum Stellenantritt aufmerksam gemacht werden, wenn sie die Ausstellung eines Passes zur Reise in das andere Land zum Zwecke des Stellenantritts nachsuchen.

Das Abkommen tritt am 15. Mai 1929 in Kraft und kann von jedem der vertragschliessenden Teile in der Weise gekündigt werden, dass es nach Zustellung der Kündigung noch drei Monate in Kraft bleibt.

Indem ich die Ehre habe, Obiges zur Kenntnis Eurer Exzellenz zu bringen, bitte ich mir die Bestätigung zu geben, dass diese Vereinbarung in ihrem oben wiedergegebenen Wortlaut auch von Seiten der Estnischen Regierung anerkannt und mit Wirkung vom gleichen Datum an in Kraft gesetzt werden wird.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung

DUCKWITZ.

Seiner Exzellenz
dem Minister des Auswärtigen
der Republik Estland,
Herrn J. Lattik,
Reval.

MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Nr. 84. W.

TALLINN, den 30. April 1929.

HERR GESCHAFTSTRÄGER,

In Beantwortung Ihrer Note vom 30. April 1929 betreffend die Aufhebung des Sichtvermerkszwanges zwischen Estland und Deutschland beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass sich meine Regierung unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit mit dem betreffenden Vorschlag der Deutschen Reichsregierung einverstanden erklärt und die Aufhebung des Sichtvermerkszwanges zu folgenden Bedingungen vorzunehmen bereit ist:

Die Angehörigen des einen Staates können das Gebiet des anderen Staates über die amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen jederzeit lediglich auf Grund eines gültigen Heimatpasses aus dem sich die Staatsangehörigkeit des Inhabers einwandfrei ergibt, ohne Sichtvermerk des Gegenstaates betreten und verlassen. Die Vergünstigung bezieht sich nur auf die Inhaber von Nationalpässen, nicht von sogenannten Fremdenpässen (Reisepässe für Ausländer). Nationalpässe werden nur an Personen ausgestellt, deren Zugehörigkeit zum ausstellenden Staat einwandfrei feststeht.

Für Kinder unter fünfzehn Jahren genügt an Stelle eines Passes ein amtlicher Ausweis über Namen, Alter, Staatsangehörigkeit und Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt des Kindes. Der Kinderausweis muss bei Kindern über zehn Jahre mit einem von der ausstellenden Behörde abgestempelten Lichtbild versehen sein.

Für den gemeinschaftlichen Grenzübertritt von Personengruppen, die aus estnischen Staatsangehörigen oder aus deutschen Reichsangehörigen bestehen, gilt eine von der zuständigen Behörde des einen Staates ausgestellte und von der zuständigen Behörde des anderen Staates mit Sichtvermerk versehene Sammelliste als Passersatz. Der Sichtvermerk wird gebührenfrei erteilt. Sammellisten werden für Arbeitertransporte nicht ausgestellt.

Die jeweils im Gebiete der beiden Staaten geltenden Bestimmungen über die Verhängung von Grenzsperrern, über die Zurückweisung nicht einwandfreier Reisender an der Grenze, über die Meldung, den Aufenthalt und die Ausweisung von Ausländern, sowie über den Schutz des heimischen Arbeitsmarktes gegen Überlastung mit ausländischen Arbeitskräften werden durch dieses Abkommen nicht berührt.

Jeder der beiden Staaten kann Angehörige des anderen Staates :

- a) die gegen die Vorschriften über die Meldung und den Aufenthalt von Ausländern im Inland verstossen, oder
- b) deren Tätigkeit als Arbeiter oder Angestellte die zum Schutze des heimischen Arbeitsmarktes erlassenen Bestimmungen verletzt, aus seinem Gebiet ausweisen.

Jeder der beiden Staaten wird Vorsorge dafür treffen, dass seine Angehörigen auf die Notwendigkeit der vorherigen Einholung einer Zusicherung der Bewilligung zum Stellenantritt aufmerksam gemacht werden, wenn sie die Ausstellung eines Passes zur Reise in das andere Land zum Zwecke des Stellenantritts nachsuchen.

Das Abkommen tritt am 15. Mai 1929 in Kraft und kann von jedem der vertragschliessenden Teile in der Weise gekündigt werden, dass es nach Zustellung der Kündigung noch drei Monate in Kraft bleibt.

Genehmigen Sie, Herr Geschäftsträger, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung

J. LATTIK.

Herrn

A. Duckwitz,
Geschäftsträger des
Deutschen Reiches,
Tallinn.

¹ TRADUCTION.

N^o 2275. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET ESTONIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DU VISA DES PASSEPORTS. REVAL, LE 30 AVRIL 1929.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.
N^o 925

REVAL, le 30 avril 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence, par la présente, que le Gouvernement allemand a décidé, sous condition de réciprocité, de mettre en vigueur à partir du 15 mai 1929 la Convention

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2275. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND ESTONIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS. REVAL, APRIL 30, 1929.

GERMAN LEGATION.
No. 925.

REVAL, April 30, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you herewith that the German Government has decided, subject to reciprocity, to put into force as from May 15, 1929, the following Agreement on the abolition of

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ci-après sur la suppression de l'obligation du visa entre le Reich allemand et la République d'Estonie.

Les ressortissants de l'un des Etats peuvent, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre ou en sortir aux points de passage de la frontière officiellement autorisés, sur la simple production d'un passeport national valide établissant incontestablement la nationalité du porteur, sans visa de l'autre Etat. Cette faveur ne concerne que les porteurs de passeports nationaux à l'exclusion des passeports pour étrangers (*Fremdenpässe*) Un Etat ne peut délivrer de passeports nationaux qu'aux personnes possédant incontestablement sa nationalité.

Pour les enfants au-dessous de quinze ans, il suffit, au lieu de passeport, d'une pièce d'identité officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence de l'enfant. Pour les enfants âgés de plus de dix ans, cette pièce d'identité doit être munie d'une photographie estampillée par l'autorité qui l'a établie.

Pour les passages collectifs de groupes de personnes composés de ressortissants estoniens ou allemands, une liste collective établie par l'autorité compétente de l'un des Etats et visée par l'autorité compétente de l'autre Etat tiendra lieu de passeport. Le visa est délivré gratuitement. Des listes collectives ne peuvent être établies pour les transports de travailleurs.

Le présent accord ne modifie en rien les dispositions en vigueur dans le territoire des deux Etats sur la fermeture des frontières, le refoulement des voyageurs suspects à la frontière, la déclaration, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection de la main-d'œuvre nationale contre le trop grand nombre de travailleurs étrangers.

Chacun des deux Etats peut expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Etat :

- a) Qui contreviennent aux règlements relatifs à la déclaration et au séjour des étrangers dans le pays ; ou
- b) Dont l'activité en tant qu'ouvrier ou employé est contraire aux dispositions relatives à la protection de la main d'œuvre nationale.

Chacun des deux Etats prendra soin de prévenir ses ressortissants de la nécessité de s'assurer à l'avance d'une autorisation spéciale, s'ils

the compulsory visa between Germany and the Republic of Estonia :

Nationals of either State shall be entitled to enter and leave the territory of the other State at all times at the officially authorised frontier points solely on production of a valid national passport which incontestably establishes the nationality of the holder, without the visa of the other country being required. This facility shall be granted only to holders of national passports and not to holders of what are known as foreigners' passports (*Fremdenpässe*). National passports shall only be issued to persons in respect of whom it is clearly established that they are nationals of the State issuing the passport.

In the case of children under fifteen years of age an official certificate showing the name, age, nationality, and domicile or permanent residence of the child shall be accepted in lieu of the passport. In the case of children over ten years of age this certificate must bear a photograph of the child stamped by the authority issuing the certificate.

With regard to the crossing of the frontier by parties of persons travelling together and consisting of Estonian nationals or German nationals, a collective list made out by the competent authority of one State and *visé* by the competent authority of the other State may take the place of the passport. This visa shall be issued free of charge. Collective lists shall not be made out for parties of workmen.

The present Agreement shall not affect any provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier, the turning back of undesirable travellers at the frontier, the police registration, residence and expulsion of aliens, and the protection of the home market from invasion by foreign labour.

Either Government may expel from its territory nationals of the other State :

- a) Who do not comply with the regulations concerning the police registration and residence of aliens in the country ; or
- b) Whose activities as workmen or employees are contrary to the regulations for the protection of the home labour market.

Each of the two States shall ensure that its nationals are informed, when they apply for a passport, to proceed to the other country for the

demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays en vue d'y exercer un emploi.

Le présent accord prendra effet le 15 mai 1929 et pourra être dénoncé par chacune des Parties de telle sorte qu'il reste encore en vigueur pendant trois mois après la notification de la dénonciation.

En ayant l'honneur de porter ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, je vous prie de bien vouloir me confirmer que la présente convention, dans son texte reproduit ci-dessus, a également reçu l'approbation du Gouvernement estonien et sera mise en vigueur à partir de la même date.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

DUCKWITZ.

A son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères
de la République d'Estonie,
M. Lattik,
Reval.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
84. W.

TALLINN, le 30 avril 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En réponse à votre note du 30 avril 1929, concernant la suppression de l'obligation du visa entre l'Estonie et l'Allemagne, j'ai l'honneur de vous informer que mon Gouvernement accepte sous réserve de réciprocité, le projet d'accord du Gouvernement allemand et est prêt à procéder à la suppression de l'obligation du visa aux conditions suivantes :

Les ressortissants de l'un des Etats peuvent, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre ou en sortir, aux points de passage de la frontière officiellement autorisés, sur la simple production d'un passeport national valide établissant incontestablement la nationalité du porteur, sans visa de l'autre Etat. Cette faveur ne concerne que les porteurs de passeports nationaux à l'exclusion des passeports pour étrangers (*Fremdenpässe*). Un Etat ne peut délivrer de passeports nationaux qu'aux personnes possédant incontestablement sa nationalité.

purpose of taking up employment, that previous authorisation to do so is indispensable.

The present Agreement shall enter into force on May 15, 1929, and shall remain in force for three months after being denounced by either of the Contracting Parties.

In communicating to you the above, I have the honour to request you to confirm to me that the present Agreement in the text given above is recognised by the Estonian Government and will be put into effect on the same date.

I have the honour to be, etc.,

DUCKWITZ.

To
His Excellency M. J. Lattik,
Estonian Minister for Foreign Affairs,
Reval.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
84. W.

TALLINN, April 30, 1929.

SIR,

In reply to your note of April 30, 1929, concerning the abolition of the compulsory visa between Estonia and Germany, I have the honour to inform you that, subject to reciprocity, my Government accepts the proposals of the German Government and is prepared to abolish the compulsory visa on the following conditions :

Nationals of either State shall be entitled to enter and leave the territory of the other State at all times at the officially authorised frontier points solely on production of a valid national passport which incontestably establishes the nationality of the holder, without the visa of the other country being required. This facility shall be granted only to holders of national passports and not to holders of what are known as foreigners passports (*Fremdenpässe*). National passports shall only be issued to persons in respect of whom it is clearly established that they are nationals of the State issuing the passport.

Pour les enfants de moins de quinze ans, il suffira, au lieu de passeport, d'une pièce d'identité officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence de l'enfant. Pour les enfants âgés de plus de 10 ans, cette pièce doit être muni d'une photographie estampillée par l'autorité qui l'a établie.

Pour les passages collectifs de groupes de personnes, composés de ressortissants estoniens ou allemands, une liste collective établie par l'autorité compétente de l'un des Etats et visée par l'autorité compétente de l'autre Etat tiendra lieu de passeport. Le visa est délivré gratuitement. Ces listes collectives ne peuvent être établies pour les transports de travailleurs.

Le présent accord ne modifie en rien les dispositions en vigueur dans le territoire des deux Etats, sur la fermeture des frontières, le refoulement des voyageurs suspects à la frontière, la déclaration, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection de la main-d'œuvre nationale contre le trop grand nombre de travailleurs étrangers.

Chacun des Etats peut expulser de son territoire les ressortissants de l'autre Etat :

a) Qui contreviennent aux règlements relatifs à la déclaration et au séjour des étrangers dans le pays ; ou

b) Dont l'activité en tant qu'ouvriers ou employés est contraire aux dispositions relatives à la protection de la main d'œuvre nationale.

Chacun des deux Etats prendra soin de prévenir ses ressortissants de la nécessité de s'assurer à l'avance d'une autorisation spéciale s'ils demandent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays en vue d'y exercer un emploi.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 mai 1929 et pourra être dénoncé par chacune des Parties de telle sorte que son effet ne prenne fin que trois mois après la notification de la dénonciation.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, l'expression de ma très haute considération.

J. LATTIK.

A Monsieur A. Duckwitz,
Chargé d'affaires du Reich allemand
à Tallinn.

No. 2275

In the case of children under fifteen years of age an official certificate showing the name, age, nationality, and domicile or permanent residence of the child shall be accepted in lieu of the passport. In the case of children over ten years of age this certificate must bear a photograph of the child stamped by the authority issuing the certificate.

With regard to the crossing of the frontier by parties of persons travelling together and consisting of Estonian nationals or German nationals, a collective list made out by the competent authority of one State and *visé* by the competent authority of the other State may take the place of the passport. This visa shall be issued free of charge. Collective lists shall not be made out for parties of workmen.

The present Agreement shall not affect any provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier, the turning back of undesirable travellers at the frontier, the police registration, residence and expulsion of aliens, and the protection of the home market from invasion by foreign labour.

Either Government may expel from its territory nationals of the other State :

a) Who do not comply with the regulations concerning the police registration and residence of aliens in the country ; or

b) Whose activities as workmen or employees are contrary to the regulations for the protection of the home labour market.

Each of the two States shall ensure that its nationals are informed, when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up employment, that previous authorisation to do so is indispensable.

The present Agreement shall enter into force on May 15, 1929, and shall remain in force for three months after being denounced by either of the Contracting Parties.

I have the honour to be, etc.

J. LATTIK.

To
M. A. Duckwitz,
Chargé d'Affaires of the German Reich,
Tallinn.

N° 2276.

ALLEMAGNE ET SIAM

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports. Bangkok, les 9 avril, et 6 et 7 mai 1929.

GERMANY AND SIAM

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas. Bangkok, April 9, and May 6 and 7, 1929.

No. 2276. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND SIAMESE GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS. BANGKOK, APRIL 9, AND MAY 6 AND 7, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 février 1930

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. E. 1/0509.

SARANROMYA PALACE, April 9, 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to refer to your letter of the 4th of March in which you informed me that you have been instructed by your Government to approach His Majesty's Government with the proposal to abolish the customary passport visa between the German Reich and the Kingdom of Siam. I state that the matter is under the consideration of His Majesty's Government, the result of which will be communicated to you in due course.

I have now the honour to inform you that His Majesty's Government, realising that the abolition of passport visas would render great facilities to nationals of both countries in their travels between Siam and Germany, cordially appreciates the proposal of the German Government.

His Majesty's Government therefore agrees to reciprocally abolish the formality of the visa on all passports duly issued by the Competent Authorities of both countries, so that in future German nationals wishing to enter Siam will not require Siamese visa and Siamese nationals wishing to enter Germany will not also require German visa.

If the above suggestion meets with the concurrence of your Government, it is proposed to put the measure in application from the 1st of July next.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Chargé d'Affaires, to renew to you the assurance of my high consideration.

TRAIIDOS,
Minister for Foreign Affairs.

Dr. Hans Kæster,
Chargé d'Affaires of the German Reich,
Bangkok.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2276. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET SIAMOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DU VISA DES PASSEPORTS. BANGKOK, LES 9 AVRIL, ET 6 ET 7 MAI 1929.

English official text communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place February 13, 1930

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SARANROMYA PALACE, le 9 avril 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 4 mars, dans laquelle vous me faisiez savoir que vous étiez chargé par votre gouvernement de saisir le Gouvernement de Sa Majesté d'une proposition tendant à abolir l'usage du visa habituel de passeport entre le Reich allemand et le Royaume de Siam. Le Gouvernement de Sa Majesté étudie actuellement cette question et sa décision vous sera communiquée en temps voulu.

J'ai, en outre, l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté estime que l'abolition du visa des passeports faciliterait considérablement les voyages des nationaux des deux pays entre le Siam et l'Allemagne et reconnaît pleinement l'intérêt que présente la proposition du Gouvernement allemand.

En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté accepte l'abolition réciproque de la formalité du visa pour tous les passeports dûment délivrés par les autorités compétentes des deux pays, de sorte qu'à l'avenir, il ne sera pas exigé de visa siamois des nationaux allemands désirant entrer au Siam ni de visa allemand des nationaux siamois désirant entrer en Allemagne.

Si la proposition ci-dessus obtient l'assentiment de votre gouvernement, il est proposé que cette mesure soit appliquée à partir du 1^{er} juillet prochain.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères :

TRAIIDOS.

Monsieur le D^r Hans Kœster,
Chargé d'affaires du Reich allemand,
Bangkok.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

BANGKOK, *May 6, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Highness' letter of the 9th April last, addressed to Dr. H. Kœster, in which you were good enough to inform him that the Royal Siamese Government, realising that the abolition of passport visas would render great facilities to nationals of both countries in their travels between Siam and Germany, cordially appreciates the proposal of the German Government to this effect and that it therefore agrees to reciprocally abolish the formality of the visa on all passports duly issued by the Competent Authorities of both countries, so that in future Siamese nationals wishing to enter Germany will not require German visa and German nationals wishing to enter Siam will not also require Siamese visa. Your Highness further added that, if the above suggestion meets with the concurrence of the German Government, it is proposed to put the measure in application from the 1st of July next.

The matter has been referred to my Government for consideration and I am now instructed to inform Your Highness that my Government is in full accord with the terms of the agreement as set forth above. It is however understood that the abolition of passport visas between our two countries does not in any way affect regulations existing in both countries with regard to the control of foreigners at the frontiers and during their sojourn in the respective countries.

As suggested by Your Highness, the proposed measure may come into effect from the 1st of July next.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Highness the assurance of my highest consideration.

R. HERTZ.

His Highness,
Prince Traidos Prabandh,
Minister for Foreign Affairs,
Bangkok.

III.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. E. 11/2662.

SARANROMYA PALACE, *May 7, 1929.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of the 6th instant with reference to the abolition of passport visas for the nationals of our two countries.

I am glad to note that the Government of the Reich is in full accord with the terms of the agreement as set forth in my letter of 9th April last and consequently the proposed measure will come into effect from the 1st July 1929.

I may add that His Majesty's Government is in entire agreement with your Government that the abolition of passport visas between our two countries does not in any way affect regulations existing in both countries with regard to the control of foreigners at the frontiers and during their sojourn in the respective countries.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Chargé d'Affaires, to renew to you the assurance of my high consideration.

Phya SRIVISAR,

for the Minister for Foreign Affairs.

Dr. Richard Hertz,
Chargé d'Affaires *a. i.*
of the German Reich,
Bangkok.

II.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.

BANGKOK, le 6 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Altesse, en date du 9 avril dernier, adressée au Dr H. Kæster, dans laquelle vous avez bien voulu lui faire connaître que le Gouvernement royal siamois, estimant que l'abolition du visa des passeports faciliterait considérablement les voyages des nationaux des deux pays entre le Siam et l'Allemagne, reconnaît pleinement l'intérêt que présente la proposition du Gouvernement allemand à cet effet, et qu'en conséquence, il consent à l'abolition réciproque de la formalité du visa pour tous les passeports dûment délivrés par les autorités compétentes des deux pays, de sorte qu'à l'avenir, il ne sera pas exigé de visa allemand des nationaux siamois désirant entrer en Allemagne, ni de visa siamois des nationaux allemands désirant entrer au Siam. Votre Altesse ajoutait, en outre, que, si la proposition ci-dessus obtenait l'assentiment du Reich allemand, il était proposé que cette mesure fût appliquée à partir du 1^{er} juillet prochain.

La question a été soumise à l'examen de mon gouvernement et je suis chargé de faire connaître à Votre Altesse que mon gouvernement est entièrement d'accord quant aux termes de l'arrangement tels qu'ils sont reproduits ci-dessus. Toutefois, il est entendu que l'abolition du visa de passeport pour les nationaux des deux pays n'affecte d'aucune manière les règlements en vigueur dans les deux pays au sujet du contrôle des étrangers aux frontières et pendant leur séjour dans les pays respectifs.

La mesure projetée pourra, comme le propose Votre Altesse, entrer en vigueur à partir du 1^{er} juillet prochain.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération.

R. HERTZ.

Son Altesse,
le Prince Traidos Prabandh,
Ministre des Affaires étrangères,
Bangkok.

III.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o E. 11/2662.

SARANROMYA PALACE, le 7 mai 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 6 courant, relative à l'abolition des visas de passeport pour les nationaux de nos deux pays.

Je suis heureux de constater que le Gouvernement du Reich est entièrement d'accord quant aux termes de l'arrangement tels qu'ils figurent dans ma lettre du 9 avril dernier ; en conséquence, la mesure projetée entrera en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1929.

J'ajouterai que le Gouvernement de Sa Majesté est entièrement d'accord avec votre gouvernement pour considérer que l'abolition des visas de passeport entre nos deux pays n'affecte d'aucune manière les règlements en vigueur dans les deux pays au sujet du contrôle des étrangers aux frontières et pendant leur séjour dans les pays respectifs.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :

Phya SRIVISAR

Monsieur le Dr Richard Hertz,
Chargé d'affaires *a. i.*
du Reich allemand,
Bangkok.

N° 2277.

ALLEMAGNE ET FRANCE

Echange de notes comportant un accord relatif à la communication réciproque des extraits de casiers judiciaires. Paris, le 20 novembre 1929.

GERMANY AND FRANCE

Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the reciprocal Communication of Extracts from Records of Criminal Courts. Paris, November 20, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2277. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER FRANZÖSISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EINE VEREINBARUNG ÜBER DEN AUSTAUSCH VON STRAFNACHRICHTEN. PARIS, AM 20. NOVEMBER 1929.

N^o 2277. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE DES EXTRAITS DE CASIERS JUDICIAIRES. PARIS, LE 20 NOVEMBRE 1929.

Textes officiels allemand et français communiqués par le Consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 février 1930.

German and French official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place February 13, 1930.

I.

DEUTSCHE BOTSCHAFT
PARIS.

PARIS, den 20. November 1929.

HERR MINISTER!

Indem ich Bezug nehme auf die dortige Note vom 15. Oktober d. J., beehre ich mich, namens der Deutschen Regierung Euerer Exzellenz folgenden Vorschlag für die Regelung des Austausches von Strafnachrichten zu machen:

« Die Deutsche und die Französische Regierung werden einander von sämtlichen rechtskräftigen Verurteilungen, die in dem einen Lande gegen die Angehörigen des anderen Landes wegen gemeiner (d. h. nicht politischer) Verbrechen oder Vergehen ergangen sind, durch Uebersendung einer Strafnachricht Mitteilung machen.

» Diese Strafnachrichten werden in Zeitabständen von drei Monaten zwischen der Deutschen Botschaft und dem Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten in Paris ausgetauscht werden.

II.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 20 novembre 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à votre dépêche en date d'aujourd'hui et concernant les échanges d'extraits de casiers judiciaires entre la France et l'Allemagne, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement français est d'accord avec le Gouvernement allemand pour l'adoption du texte suivant:

« Les Gouvernements français et allemand se communiqueront les bulletins de casiers judiciaires relatifs aux condamnations définitives prononcées dans chacun des deux pays contre les ressortissants de l'autre, pour crimes et délits de droit commun.

» Ces bulletins seront échangés tous les trois mois entre l'Ambassade d'Allemagne et le Ministère des Affaires étrangères à Paris.

» Diese Vereinbarung tritt am 1. Januar 1930 in Kraft. »

Ich wäre Euerer Exzellenz für eine Mitteilung des Einverständnisses der dortigen Regierung zu diesem Vorschlag dankbar.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

HOESCH.

Seiner Exzellenz
dem Minister der auswärtigen
Angelegenheiten, Herrn Aristide Briand,
Paris.

» Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1930. »

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

BRIAND.

A Son Excellence
Monsieur von Hoesch,
Ambassadeur d'Allemagne
à Paris.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE D'ALLEMAGNE,
PARIS.

PARIS, le 20 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre note du 15 octobre de cette année, j'ai l'honneur de vous adresser, au nom du Gouvernement allemand, le projet suivant pour réglementer les échanges d'extraits de casiers judiciaires :

Les Gouvernements français et allemand se communiqueront, par l'envoi d'un bulletin de casier judiciaire, toutes les condamnations passées en force de chose jugée, prononcées dans chacun des pays contre les ressortissants de l'autre, pour crimes ou délits de droit commun (c'est-à-dire non politiques).

Ces bulletins seront échangés tous les trois mois entre l'Ambassade d'Allemagne et le Ministère des Affaires étrangères à Paris.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1930.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître l'accord de votre gouvernement pour l'adoption du présent projet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

HOESCH.

A Son Excellence
le Ministre des Affaires étrangères,
Monsieur Aristide Briand,
Paris.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2277. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND FRENCH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT WITH REGARD TO THE RECIPROCAL COMMUNICATION OF EXTRACTS FROM RECORDS OF CRIMINAL COURTS. PARIS, NOVEMBER 20, 1929.

GERMAN EMBASSY,
PARIS.

I.

PARIS, *November 20, 1929.*

YOUR EXCELLENCE,

With reference to your Note of October 15 last, I have the honour on behalf of the German Government to propose the following arrangement for the exchange of extracts from the records of the criminal courts :

“ The German and French Governments shall communicate to each other by means of extracts from criminal records all final sentences passed in one country on the nationals of the other country for ordinary (i. e. non-political) crimes or misdemeanours.

“ These extracts shall be exchanged every three months between the German Embassy and the Ministry of Foreign Affairs in Paris.

“ This Agreement shall come into force on January 1, 1930. ”

I shall be glad to know that your Government agrees to this proposal.

I have the honour, etc.

HOESCH.

To His Excellency
M. Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

II.

PARIS, *November 20, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your Note of today concerning the exchange between France and Germany of extracts from the records of the criminal courts, I have the honour to inform you that the French Government agrees to the adoption of the following text :

“ The French and German Governments shall communicate to each other extracts from criminal records relating to final sentences passed in one country on the nationals of the other for crimes and misdemeanours under the ordinary law.

“ These extracts shall be exchanged every three months between the German Embassy and the Ministry of Foreign Affairs at Paris.

“ This agreement shall come into force on January 1, 1930. ”

I have the honour, etc.,

BRIAND.

To His Excellency
M. von Hoesch,
German Ambassador,
Paris.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2278.

**ESTONIE, FINLANDE, LETTONIE
ET LITHUANIE**

Arrangement sur le service téléphonique entre la Finlande et la Lithuanie, par l'intermédiaire du câble sous-marin Finlande-Estonie et des voies de communication établies sur les territoires de l'Estonie et de la Lettonie. Signé à Helsinki, le 27 décembre 1929, à Tallinn, le 31 décembre 1929, à Riga, le 2 janvier 1930, et à Kaunas, le 14 janvier 1930.

**ESTONIA, FINLAND, LATVIA
AND LITHUANIA**

Agreement regarding the Telephone Service between Finland and Lithuania, through the Intermediary of the Sub-Marine Cable Finland-Estonia and of the Lines of Communication established on Estonian and Latvian Territories. Signed at Helsinki, December 27, 1929, at Tallinn, December 31, 1929, at Riga, January 2, 1930, and at Kaunas, January 14, 1930.

N^o 2278. — ARRANGEMENT¹ SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA FINLANDE ET LA LITHUANIE, PAR L'INTERMÉDIAIRE DU CÂBLE SOUS-MARIN FINLANDE-ESTONIE, ET DES VOIES DE COMMUNICATION ÉTABLIES SUR LES TERRITOIRES DE L'ESTONIE ET DE LA LETTONIE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 27 DÉCEMBRE 1929, A TALLINN, LE 31 DÉCEMBRE 1929, A RIGA, LE 2 JANVIER 1930, ET A KAUNAS, LE 14 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 14 février 1930.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre la Finlande et la Lithuanie, par l'intermédiaire du câble sous-marin Finlande-Estonie et des voies de communication établies sur les territoires de l'Estonie et de la Lettonie.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international² (Revision de Bruxelles 1928) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg sont appliquées au service téléphonique entre la Finlande et la Lithuanie par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de l'Estonie et de la Lettonie sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées respectivement à la Direction générale de Postes et des Télégraphes à Helsinki ou à la Direction générale des Postes et des Télégraphes à Kaunas. Ces offices font parvenir le document désiré directement à la personne intéressée contre remboursement des frais.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

¹ Entré en vigueur le 14 février 1930.

² Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2278. — AGREEMENT² CONCERNING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN FINLAND AND LITHUANIA, THROUGH THE INTERMEDIARY OF THE SUB-MARINE CABLE AND OF THE LINES OF COMMUNICATION ESTABLISHED ON ESTONIAN AND LATVIAN TERRITORIES. SIGNED AT HELSINKI, DECEMBER 27, 1929, AT TALLINN, DECEMBER 31, 1929, AT RIGA, JANUARY 2, 1930, AND AT KAUNAS, JANUARY 14, 1930.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 14, 1930.

Article 1.

A telephone service is hereby organised between Finland and Lithuania by the submarine cable between Finland and Estonia and by connections through Estonian and Latvian territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations³ (Revision of Brussels, 1928) annexed to the International Telegraphic Convention of St. Petersburg, shall be applied to the telephone service between Finland and Lithuania by means of connections through Estonian and Latvian territory, subject to the following amplifications and additions :

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES

Paragraph 4.

Applications for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made either : to the General Directorate of Posts and Telegraphs, Helsingfors, or to the General Directorate of Posts and Telegraphs, Kovno, as the case may be. Those offices will forward the publication ordered direct to the person concerned on payment of the charges.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force February 14, 1930.

³ Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 ; and Vol. page 396, of this Series.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » sont admises.

Paragraphe 3.

La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au décuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe premier (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2 (5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois les Administrations estonienne et lettone se réservent le droit de limiter à douze minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABBONNEMENT.

Paragraphe premier (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic, ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe premier (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

- a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;
- b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

Ajouter :

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés. »

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5.

Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais de vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

SECTION F. "LIGHTNING" CALLS.

Paragraph 1.

"Lightning" calls are allowed.

Paragraph 3.

The charge for a "lightning" call is fixed at ten times the charge for an ordinary private call during the same period.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time-limit is placed on Government calls. Nevertheless, the Estonian and Latvian Administrations reserve the right to limit the duration of ordinary Government calls to twelve minutes when these calls are made through one of their offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

- (a) During the periods of light traffic, half the unit charge ;
- (b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

Add :

"Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays and holidays to be excepted."

Paragraph 3.

During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned, if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraph 5

As a general rule, the amount of the subscription is calculated on a mean duration of thirty days, but it is computed on a basis of twenty-five days when the subscriber has asked that, as regards subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, paragraph 2 (1) above), Sundays and holidays shall be excepted.

Paragraphe 6 (2).

Ajouter :

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe premier (1)) et taxée : pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité au moins. »

Paragraphe 7 (3).

Ajouter :

« Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième de ce montant ou à la partie du vingt-cinquième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu. »

SECTION K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3 et 4

ZONES

POUR LA DÉTERMINATION DES TAXES TERMINALES :

Le territoire de la Finlande est divisé en cinq zones terrestres, définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux de la province d'Åland.

La zone B comprend les réseaux du continent de la Finlande situés au sud de 62° N et à l'ouest du 26° méridien de Greenwich.

La zone C comprend les réseaux situés au sud de 62° N et à l'est du 26° méridien de Greenwich.

La zone D comprend les réseaux situés entre 62° N et 64° 30' N.

La zone E comprend les réseaux situés au nord de 64° 30' N.

Le territoire de la Lithuanie est divisé en deux zones terrestres définies comme suit :

La zone A comprend les réseaux du territoire de Klaipéda.

La zone B comprend les réseaux de la Grande Lithuanie.

PARTS TERMINALES.

La part revenant à chaque administration extrême par unité de taxe, est fixée comme suit :

FINLANDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

De la zone A — trois francs-or 90 centimes ,

De la zone B — un franc-or 50 centimes ;

De la zone C — deux francs-or 70 centimes ;

De la zone D — deux francs-or 70 centimes ;

De la zone E — trois francs-or 90 centimes.

Ces montants comprennent la quote-part finlandaise afférente à l'utilisation du câble sous-marin entre la Finlande et l'Estonie.

Paragraph 6 (2).

Add :

“ The additional call is regarded as a new call (Section L, paragraph 1 (1)) and charged for : during the hours of heavy traffic at not less than the unit rate and during the hours of light traffic at not less than three-fifths (3/5) of the unit rate. ”

Paragraph 7 (3).

Add :

“ When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of twenty-five days (Section H, paragraph 2 (1) above), the refund is fixed at one twenty-fifth of this amount or at such fraction of the twenty-fifth part of the amount of the subscription as corresponds to the time lost. ”

SECTION K. RATES. — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 3 and 4.

ZONES.

FOR THE FIXING OF TERMINAL CHARGES :

Finnish territory is divided into five zones, defined as follows :

Zone A comprises the systems of the province of Åland.

Zone B comprises the Finnish mainland systems situated south of 62°N. and west of the twenty-sixth meridian east of Greenwich.

Zone C comprises the systems situated south of 62°N. and east of the twenty-sixth meridian east of Greenwich.

Zone D comprises the systems situated between 62°N. and 64°30' N.

Zone E comprises the systems situated north of 64°30' N.

Lithuanian territory is divided into two zones, defined as follows :

Zone A comprises the systems of the territory of Klaipėda.

Zone B comprises the systems of Greater Lithuania.

TERMINAL QUOTAS.

The quota of each terminal Administration per unit fee is fixed as follows :

FINLAND.

For any call from or to .

Zone A — three gold francs, 90 centimes ;

Zone B — one gold franc, 50 centimes ;

Zone C — two gold francs, 70 centimes ;

Zone D — two gold francs, 70 centimes ;

Zone E — three gold francs, 90 centimes.

These amounts include the Finnish quota for the use of the submarine cable between Finland and Estonia.

LITHUANIE.

1. Pour toute conversation entre le territoire de Klaipéda d'une part et la Finlande d'autre part via Klaipéda-Liepaja-Riga un franc-or.

2. Pour toute conversation entre la Grande Lithuanie, d'une part, et la Finlande, d'autre part, via Kaunas-Riga un franc-or 75 centimes.

PARTS DE TRANSIT.

ESTONIE.

La part de transit revenant à l'Administration estonienne par unité de taxe, y compris la quote-part estonienne afférente à l'utilisation du câble sous-marin entre la Finlande et l'Estonie est fixée à un franc-or 80 centimes pour toute conversation quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

LETTONIE.

La part de transit revenant à l'Administration lettone par unité de taxe est fixée à un franc-or 80 centimes pour toute conversation quels que soient les bureaux d'origine ou de destination.

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu la taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Conversations avec avis d'appel et conversations avec préavis », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Bruxelles).

SECTION O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

LITHUANIA.

1. For any call between the territory of Klaipėda on the one side and Finland on the other side via Klaipėda-Liepāja-Riga : one gold franc.

2. For any call between Greater Lithuania on the one side and Finland on the other side via Kovno-Riga : one gold franc 75 centimes.

TRANSIT QUOTAS.

ESTONIA.

The transit quota of the Estonian Administration per unit fee, including the Estonian quota for the use of the submarine cable between Finland and Estonia, is fixed at one gold franc 80 centimes for any call, whatever the office of origin and destination.

LATVIA.

The transit quota of the Latvian Administration per unit fee is fixed at one gold franc 80 centimes for any call, whatever the office of origin and destination.

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 19 h. to 8 h. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths ($\frac{3}{5}$) of the unit rate.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. --- DURATION OF CALLS.

Paragraph 8 (2) and (3).

If the caller fails to reply he shall be charged the fee for a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge shall be made.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Communications with "préavis" and "avis d'appel" are allowed, subject to the conditions mentioned in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading "Communications with 'avis d'appel' and Communications with 'préavis'", supplementary to the provisions of the International Regulations (Brussels Revision).

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for communications must be transmitted between terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress each terminal office has at least two requests for connections in hand in each direction.

Paragraphe 4 (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Disposition additionnelle.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration estonienne ou lettone, les quatre administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Bruxelles).

SECTION NOUVELLE. COMMUNICATIONS FORTUITES A HEURE FIXE.
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les communications fortuites à heure fixe sont admises dans les conditions prévues par l'avis N° 11 du Comité consultatif international ayant pour titre « Conversations fortuites à heure fixe » (*Livre vert*, page 374).

Les demandes de renseignements sont admises. Ce service fonctionne dans les conditions prévues par l'avis N° 15 du Comité consultatif international ayant pour titre « Demandes de renseignements » (*Livre vert*, page 380). Toutefois, la taxe entre dans les comptes internationaux.

SECTION Q. COMPTABILITÉ.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 79 du Règlement international (Revision de Bruxelles), les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

Les administrations terminales se transmettent, l'une à l'autre, les comptes mensuels en quadruple expédition. Après acceptation du compte, l'administration destinataire en adresse un exemplaire à l'administration qui l'a établi et un exemplaire à chacune des administrations de transit. Chaque administration de transit incorpore dans son compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales intéressées le montant des sommes qui lui reviennent.

Article 3.

Les dispositions de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont applicables aux relations téléphoniques faisant l'objet du présent arrangement.

Article 4.

Les dispositions de l'article 2, section C, paragraphe 4, section H, paragraphes premier, 2, 3, 5, 6 et 7, section K, paragraphe 6, section L, paragraphe 8, section N, section O, paragraphe 2, et la nouvelle section après la section O ci-dessus, pourront être modifiées de commun accord par les quatre administrations.

Chacune des quatre administrations se réserve le droit, après notification faite aux autres administrations, de modifier pour son propre territoire les limites de zones et les taxes prévues à l'article 2, section K, paragraphes 3 et 4.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested, there shall as far as possible be one operator for each international trunk line.

Additionnal clause.

As regards the putting through of calls passing through an office of the Estonian or Latvian Administration, the four Administrations will comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long-distance telephonic communications under the heading : " Regulations for the operation of international transit traffic ", supplementary to the provisions of the International Regulations (Brussels Revision).

NEW SECTION. CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR. REQUESTS FOR INFORMATION.

Casual calls at a fixed hour are permitted under the conditions laid down in recommendation No. 11 of the International Consultative Committee under the heading : " Casual calls at a fixed hour " (*Green Book*, page 374).

Requests for information are allowed. This service will operate under the conditions laid down in recommendation No. 15 of the International Consultative Committee under the heading : " Requests for information " (*Green Book*, page 380). The fees shall, however, be included in the international accounts.

SECTION Q. ACCOUNTING.

In accordance with paragraph 3 of Article 79 of the International Regulations (Brussels Revision), the terminal Administrations shall effect a settlement direct in regard to the terminal charges.

The terminal Administrations shall transmit to one another monthly accounts in four copies. After accepting the account, the Administration to which it is sent shall forward one copy to the Administration by which it was made out and one to each of the transit Administrations.

Each transit Administration shall enter the respective amount due to it in its main quarterly account for each of the terminal Administrations concerned.

Article 3.

The provisions of Article 8 of the International Telegraphic Convention of St. Petersburg shall be applicable to the telephonic communications to which the present Agreement refers.

Article 4.

The provisions of Article 2, Section C, paragraph 4, Section H, paragraphs 1, 2, 3, 5, 6 and 7, Section K, paragraph 6, Section L, paragraph 8, Section N, Section O, paragraph 2 and the new section after Section O above may be amended by agreement among the four Administrations concerned.

Each of the four Administrations reserves the right, after notifying the other Administrations, to modify, as regards its own territory, the limits of the zones and the rates stipulated in Article 2, Section K, paragraphs 3 and 4.

Article 5.

Le présent arrangement entrera en vigueur dans un mois à partir de la date où il a été signé par les administrations contractantes.

Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en quatre exemplaires signés :

A HELSINKI, le 27 décembre 1929.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

A TALLINN, le 31 décembre 1929.

(L. S.) G. JALLAJAS.

A RIGA, le 2 janvier 1930.

(L. S.) A. AUZINS.

A KAUNAS, le 14 janvier 1930.

(L. S.) A. SRUOGA.

Article 5.

The present Agreement shall come into force one month after the date on which it is signed by the contracting Administrations.

It shall be valid for an indefinite period and may be cancelled at any time subject to three months' notice.

Done in four copies signed at :

HELSINGFORS, *December 27, 1929.*

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

TALLINN, *December 31, 1929.*

(L. S.) G. JALLAJAS.

RIGA, *January 2, 1930.*

(L. S.) A. AUZINS.

KOVNO, *January 14, 1930.*

(L. S.) A. SRUOGA.

N° 2279.

AUTRICHE
ET LUXEMBOURG

Echange de notes comportant un accord relatif à la communication réciproque des bulletins de casiers judiciaires. Vienne, le 18 janvier et Luxembourg, le 30 janvier 1930.

AUSTRIA
AND LUXEMBURG

Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the mutual Communication of Extracts from the Records of Criminal Courts. Vienna, January 18, and Luxemburg, January 30, 1930.

N^o 2279. — NOTENWECHSEL ¹ ZWISCHEN DER OESTERREICHISCHEN UND DER LUXEMBURGISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EIN UEBEREINKOMMEN UEBER DEN GEGENSEITIGEN AUSTAUSCH VON STRAFNACHRICHTEN. WIEN AM 18. JANUAR UND LUXEMBURG AM 30. JANUAR 1930.

Texte officiel allemand communiqué par le Chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 17 février 1930.

German official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Exchange of Notes took place February 17, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

BUNDESKANZLERAMT
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
Z. 25.430-15/29.

I.

WIEN, am 18. Jänner 1930.

HERR STAATSMINISTER !

Mit der Note vom 19. Dezember v. J. war es Euer Exzellenz gefällig mitzuteilen, dass die Grossherzoglich Luxemburgische Regierung zum Abschluss eines Übereinkommens mit der österreichischen Bundesregierung, betreffend den regelmässigen unmittelbaren Austausch von Strafnachrichten durch Austausch gleichlautender Noten, bereit ist.

Ich beehre mich demnach, Euer Exzellenz sehr ergebenst das Einverständnis der Bundesregierung mit nachstehender Regelung zu erklären.

Die Bundespolizeidirektion (Strafregisteramt) in Wien und die Generalstaatsanwaltschaft in Luxemburg werden einander die Straferkenntnisse mitteilen, die von den Gerichten des einen Staates gegen Angehörige des anderen Staates wegen einer in den allgemeinen Strafgesetzen mit Strafe bedrohten Handlung geschöpft wurden. Die Mitteilung wird in Jänner und im Juli eines jeden Jahres durch direkte Übersendung der Strafkarten oder deren Auszüge aus den rechtskräftigen Urteilen erfolgen.

Diese Vereinbarung bleibt bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage in Kraft, an dem sie vom Bundeskanzler der Republik Österreich oder von der Grossherzoglich Luxemburgischen Regierung gekündigt werden sollte.

Indem ich der Übermittlung einer gleichlautenden Note Euer Exzellenz entgegensehe, benütze ich diesen Anlass, um Sie, Herr Staatsminister, meiner ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

*Der Bundeskanzler :
der Republik Österreich :*

SCHIOBER *m. p.*

An Seine Exzellenz
den Herrn Staatsminister und Präsidenten
der Grossherzoglich Luxemburgischen Regierung,
Luxemburg.

¹ Entrée en vigueur le 30 janvier 1930.

¹ Came into force January 30, 1930.

II.

GROSSHERZOGLICH-LUXEMBURGISCHES
STAATSMINISTERIUM.

Nr. 20-2a.

LUXEMBURG, den 30. Januar 1930.

HERR BUNDESKANZLER !

Durch die Note vom 19. Januar c., Nr. Z. 25. 430-15/29 waren Euer Exzellenz so freundlich, das Einverständnis der Österreichischen Bundesregierung mit folgender Regelung des regelmässigen unmittelbaren Austausches von Strafnachrichten zu erklären.

Die Generalstaatsanwaltschaft in Luxemburg und die Bundespolizeidirektion in Wien werden einander die Straferkenntnisse mitteilen, die von den Gerichten des einen Staates gegen Angehörige des anderen Staates wegen einer in den allgemeinen Strafgesetzen mit Strafe bedrohten Handlung geschöpft wurden. Die Mitteilung wird im Januar und im Juli eines jeden Jahres durch direkte Übersendung der Strafkarten oder deren Auszüge aus den rechtskräftigen Urteilen erfolgen.

Diese Vereinbarung bleibt bis zum Ablauf eines Jahres von dem Tage in Kraft, an dem sie von der Grossherzoglich-Luxemburgischen Regierung oder vom Bundeskanzler der Republik Österreich gekündigt werden sollte.

Ich beehre mich Euerer Exzellenz sehr ergebenst das Einverständnis der Grossherzoglichen Regierung mit vorstehender Regelung zu erklären. Das Übereinkommen zwischen den beiden Regierungen betreffend den regelmässigen unmittelbaren Austausch von Strafnachrichten, ist somit perfekt geworden.

Genehmigen Euer Exzellenz die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

*Der Staatsminister,
Präsident
der Grossherzoglich Luxemburgischen Regierung,
Unterschrift.*

An Seine Exzellenz
den Herrn Bundeskanzler
Der Republik Österreich
in Wien.

1 TRADUCTION.

N^o 2279. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET LUXEMBOURGEOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF ET LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE DES BULLETINS DE CASIERS JUDICIAIRES. VIENNE, LE 18 JANVIER, ET LUXEMBOURG, LE 30 JANVIER 1930.

I.

CHANCELLERIE D'ÉTAT.
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Z. 25. 430-15/29.

VIENNE, le 18 janvier 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ÉTAT,

Par sa note du 19 décembre de l'année écoulée, Votre Excellence a bien voulu me communiquer que le Gouvernement grand-ducal du Luxembourg était disposé à conclure avec le Gouvernement fédéral autrichien, par voie d'un échange de notes de teneur identique, un accord relatif à l'échange régulier et direct de bulletins de casiers judiciaires.

En conséquence, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence l'accord du Gouvernement fédéral au sujet de la réglementation suivante :

La Direction fédérale de la Police (service du casier judiciaire), à Vienne, et le Parquet général, à Luxembourg, se communiqueront réciproquement les condamnations prononcées par les tribunaux de l'un des États contre les ressortissants de l'autre État du fait d'un acte punissable prévu par la législation pénale. La communication aura lieu en janvier et juillet de chaque année, par voie de transmission directe des bulle-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

1 TRANSLATION.

No. 2279. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND LUXEMBURG GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT WITH REGARD TO THE MUTUAL COMMUNICATION OF EXTRACTS FROM THE RECORDS OF CRIMINAL COURTS. VIENNA, JANUARY 18, AND LUXEMBURG, JANUARY 30, 1930.

I.

FEDERAL CHANCELLERY.
FOREIGN AFFAIRS.
Z. 25. 430-15/29.

VIENNA, January 18, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

In your Note of December 19 last, you were good enough to inform me that the Government of the Grand Duchy of Luxemburg was prepared to conclude with the Austrian Federal Government, by means of an exchange of Notes of the same tenor, an agreement for the regular and direct exchange of extracts from the records of the criminal courts.

I accordingly have the honour to inform Your Excellency that the Federal Government agrees to the following arrangement :

The Federal Directorate of Police (Criminal Records Department) at Vienna and the Public Prosecutor's Department at Luxemburg shall communicate to each other sentences passed by the courts of one State on nationals of the other State for offences punishable under the criminal law. This information shall be communicated in January and July of each year by means of the direct transmission of the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

tins de casiers judiciaires ou des extraits de ces bulletins reproduisant les condamnations ayant force de chose jugée.

Cet accord restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir du jour de sa dénonciation par le Chancelier fédéral de la République d'Autriche ou par le Gouvernement Grand-ducal du Luxembourg.

Dans l'attente d'une note de teneur identique de la part de Votre Excellence, je vous prie, Monsieur le Ministre d'Etat, d'agréer l'assurance de ma très haute considération.

*Le Chancelier fédéral
de la République d'Autriche.*
SCHÖBER.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre d'Etat et
Président du Gouvernement
Grand-ducal du Luxembourg,
Luxembourg.

II.

MINISTÈRE D'ÉTAT
DU GRAND-DUCHÉ DU LUXEMBOURG.

N^o 20-2a.

LUXEMBOURG, le 30 janvier 1930.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

Par sa note N^o Z. 25. 430-15/29 du 19 janvier courant, Votre Excellence a bien voulu me notifier l'accord du Gouvernement fédéral autrichien au sujet de la réglementation suivante de l'échange régulier et direct de bulletins de casiers judiciaires :

Le Parquet général, à Luxembourg, et la Direction fédérale de la Police, à Vienne, se communiqueront réciproquement les condamnations prononcées par les tribunaux de l'un des Etats contre les ressortissants de l'autre Etat du fait d'un acte punissable prévu par la législation pénale. La communication aura lieu en janvier et juillet de chaque année, par voie de transmission directe des bulletins de casiers

criminal records of such nationals or extracts from these records relating to final sentences.

This Agreement shall remain in force until one year after its denunciation by the Federal Chancellor of the Austrian Republic or by the Government of the Grand Duchy of Luxembourg.

Awaiting the receipt of a Note of the same tenor from Your Excellency, I have the honour to be, etc.,

*(Signed) SCHÖBER,
Federal Chancellor
of the Austrian Republic.*

To His Excellency
the Minister of State
and President of the Government of
the Grand Duchy of Luxembourg,
Luxembourg.

II.

MINISTRY OF STATE
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG.

No. 20-2a.

LUXEMBOURG, January 30, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

In your Note No. Z. 25. 430-15/29 of January 19 of this year, you were good enough to inform me that the Austrian Federal Government was prepared to accept the following arrangement for the regular and direct exchange of extracts from the records of the criminal courts :

The Public Prosecutor's Department at Luxembourg and the Federal Directorate of Police (Criminal Records Department) at Vienna shall communicate to each other sentences passed by the courts of one State on nationals of the other State for offences punishable under the criminal law. This information shall be communicated in January and July of each year, by means of the direct transmission of

judiciaires ou des extraits de ces bulletins reproduisant les condamnations ayant force de chose jugée.

Cet accord restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir du jour de sa dénonciation par le Gouvernement grand-ducal du Luxembourg ou par le Chancelier fédéral de la République d'Autriche.

J'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence l'adhésion du Gouvernement grand-ducal à la réglementation ci-dessus. L'accord entre les deux gouvernements relatif à l'échange régulier et direct de bulletins de casiers judiciaires se trouve donc définitivement conclu.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre d'Etat, l'assurance de ma très haute considération.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement grand-ducal
du Luxembourg.
(Signature)*

A Son Excellence
Monsieur le Chancelier fédéral
de la République d'Autriche,
à Vienne.

the criminal records of such nationals or extracts from these records relating to final sentences.

This Agreement shall remain in force until one year after its denunciation by the Government of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Federal Chancellor of the Austrian Republic.

I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Grand Duchy agrees to the foregoing arrangement. The Agreement between the two Governments regarding the regular and direct exchange of criminal records is therefore definitely concluded.

I have the honour to be, etc.,

(Signature)
*Minister of State and President
of the Government of the Grand Duchy
of Luxemburg.*

To His Excellency
the Federal Chancellor
of the Austrian Republic,
Vienna.

N° 2280.

FINLANDE ET ITALIE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la légalisation des certificats d'origine. Helsinki, le 15 août 1929.

FINLAND AND ITALY

Exchange of Notes constituting an Agreement with regard to the Legalisation of Certificates of Origin. Helsinki, August 15, 1929.

N^o 2280. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET ITALIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA LÉGALISATION DES CERTIFICATS D'ORIGINE. HELSINKI, LE 15 AOUT 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 février 1930.

I. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FINLANDE AU MINISTRE D'ITALIE A HELSINGFORS.

HELSINKI, le 15 août 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement finlandais, désireux de favoriser les relations commerciales entre la Finlande et l'Italie, verrait avec plaisir la conclusion avec le Gouvernement italien d'un arrangement stipulant à titre de réciprocité les règles suivantes :

1^o Les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises d'une des Parties contractantes destinées à l'autre sont exemptés de la formalité du visa consulaire.

2^o Si, dans des cas exceptionnels, il se rend nécessaire d'exiger la légalisation consulaire desdits certificats, les deux gouvernements s'engagent à exempter lesdits certificats du paiement des droits de légalisation.

3^o La même exemption aura lieu lors de la légalisation des factures commerciales pour les cas où une telle légalisation est requise.

4^o Le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera établie par un échange de notes ultérieur.

5^o L'arrangement pourra être dénoncé à tout moment et demeurera exécutoire jusqu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Je serai reconnaissant d'être informé si le Gouvernement italien est d'accord sur ce qui précède et je me permets de proposer, dans ce cas, que cette note et la réponse que vous voudrez bien me faire parvenir, soient considérées comme un arrangement passé à ce sujet entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

Hj. J. PROCOPIÉ.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1930

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2280. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE FINNISH AND ITALIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT WITH REGARD TO THE LEGALISATION OF CERTIFICATES OF ORIGIN. HELSINKI, AUGUST 15, 1929.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 19, 1930.

I. THE FINNISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE ITALIAN MINISTER AT HELSINGFORS.

HELSINGFORS, August 15, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that the Finnish Government, being desirous of encouraging commercial relations between Finland and Italy, would view with pleasure the conclusion of an agreement with the Italian Government stipulating, on a basis of reciprocity, the following rules :

(1) Certificates of origin accompanying goods of either Contracting Party consigned to the other shall be exempt from the formality of the consular visa.

(2) If in exceptional cases it is necessary to require the consular legalisation of the said certificates, the two Governments undertake to exempt them from the payment of legalisation fees.

(3) The same exemption shall be granted in respect of the legalisation of commercial invoices, whenever this is required.

(4) The present agreement shall come into force at a date to be fixed by a subsequent exchange of notes.

(5) The agreement may be denounced at any moment and shall remain in force until the expiration of three months from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

I shall be glad to be informed whether the Italian Government agrees to the foregoing and I venture to propose that, if it does so, this note and your reply thereto shall be regarded as an agreement concluded on this matter between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

Hj. J. PROCOPE.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 1, 1930.

2. LE MINISTRE D'ITALIE A HELSINGFORS AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FINLANDE.

HELSINKI, le 15 août 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note d'aujourd'hui, vous m'avez fait connaître que le Gouvernement finlandais, désireux de favoriser les relations commerciales entre l'Italie et la Finlande, verrait avec plaisir la conclusion d'un arrangement avec le Gouvernement italien stipulant les règles suivantes :

1^o Les certificats d'origine qui accompagnent les marchandises d'une des Parties contractantes destinées à l'autre sont exemptés de la formalité du visa consulaire.

2^o Si, dans des cas exceptionnels, il se rend nécessaire d'exiger la légalisation consulaire desdits certificats, les deux Gouvernements s'engagent à exempter lesdits certificats du paiement des droits de légalisation.

3^o La même exemption aura lieu lors de la légalisation des factures commerciales pour les cas où une telle légalisation est requise.

4^o Le présent arrangement entrera en vigueur à une date qui sera établie par un échange de notes ultérieur.

5^o L'arrangement pourra être dénoncé à tout moment et demeurera exécutoire jusqu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

En réponse à ladite note j'ai l'honneur de Vous faire part que le Gouvernement royal, également désireux de favoriser les relations commerciales entre l'Italie et la Finlande, accepte tout ce qui précède ainsi que la proposition que votre note d'aujourd'hui et la présente soient considérées comme un arrangement passé à titre de réciprocité entre les deux gouvernements sur la matière qui en forme l'objet.

Veuillez agréer, etc.

PAGLIANO.

2. THE ITALIAN MINISTER AT HELSINGFORS TO THE FINNISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

HELSINGFORS, *August 15, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

By your note of to-day's date you informed me that the Finnish Government, being desirous of encouraging commercial relations between Italy and Finland, would view with pleasure the conclusion of an agreement with the Italian Government stipulating the following rules :

(1) Certificates of origin accompanying goods of either Contracting Party consigned to the other shall be exempt from the formality of the consular visa.

(2) If in exceptional cases it is necessary to require the consular legalisation of the said certificates, the two Governments undertake to exempt these from the payment of legalisation fees.

(3) The same exemption shall be granted in respect of the legalisation of commercial invoices, whenever this is required.

(4) The present agreement shall come into force at a date to be fixed by a subsequent exchange of notes.

(5) The agreement may be denounced at any moment and shall remain in force until the expiration of three months from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

In reply to the said note, I have the honour to inform you that the Royal Government, being also desirous of encouraging commercial relations between Italy and Finland, accepts the whole of the foregoing and the proposal that your note of to-day's date and the present reply shall be regarded as an agreement between the two Governments on the subjects they deal with, concluded on a basis of reciprocity.

I have the honour, etc.

PAGLIANO.

N° 2281.

BELGIQUE ET ESPAGNE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'exemption réciproque des taxes directes sur les automobiles et autres véhicules à moteur et à vapeur. Bruxelles, le 31 janvier 1930.

BELGIUM AND SPAIN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding mutual Exemption from Direct Taxes on Automobiles and other Motor or Steam Vehicles. Brussels, January 31, 1930.

N^o 2281. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET ESPAGNOL COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DES TAXES DIRECTES SUR LES AUTOMOBILES ET AUTRES VÉHICULES A MOTEUR ET A VAPEUR. BRUXELLES, LE 31 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 février 1930.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Direction C5D — N^o 69 123/IX.
2^e Section — 5^e Bureau.

BRUXELLES, le 31 janvier 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par application de l'article 5 de la loi du 24 juillet 1927, et sous réserve de réciprocité, les sujets espagnols n'ayant en Belgique ni domicile, ni résidence, ni établissement fixe, seront, à partir du 1^{er} janvier 1930, et pour toute la durée de leurs séjours en territoire belge, exempts des taxes directes sur les automobiles et autres véhicules à moteur et à vapeur (droit fixe, taxe quotidienne et taxes établies par la loi du 28 mars 1923 et les dispositions qui la modifient), pour autant que ceux-ci soient régulièrement immatriculés en Espagne.

En conséquence, les intéressés seront à partir de la même date, dispensés de l'obligation du carnet de séjour.

Le cas échéant ils devront établir leur qualité d'espagnol au moyen d'un document officiel.

Les sujets espagnols qui, au moment du présent échange de notes, se trouveraient déjà en territoire belge jouiront de l'exemption accordée par cet arrangement, à partir du 1^{er} janvier 1930 ou de la date subséquente de leur entrée en Belgique. Les instructions dans ce sens seront données aux services compétents à la frontière.

Il est bien entendu que les dispositions qui précèdent ne modifient en rien le régime douanier actuellement en vigueur en ce qui concerne l'admission des véhicules à vapeur ou à moteur dans chacun des deux pays.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signature.)

Son Excellence
Monsieur Francisco Gutierrez de Agüera y Bayo,
Ambassadeur d'Espagne,
Bruxelles.

¹ En vigueur à partir du 1^{er} janvier 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2281. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE BELGIAN AND SPANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING MUTUAL EXEMPTION FROM DIRECT TAXES ON AUTOMOBILES AND OTHER MOTOR OR STEAM VEHICLES. BRUSSELS, JANUARY 31, 1930.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 19, 1930.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

Direction C5D — N° 69123/IX.
Second Section. — 5th Bureau.

BRUSSELS, *January 31, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that, in accordance with Article 5 of the Law of July 24, 1927, and subject to reciprocity, Spanish subjects having no fixed domicile, residence or establishment in Belgium will, as from January 1, 1930, and for the duration of any stay they may make in Belgian territory, be exempt from direct taxes on motor-cars and other motor and steam vehicles (fixed duty, daily tax and taxes laid down in the Law of March 28, 1923, and the amendments thereto), provided these vehicles are duly registered in Spain.

Accordingly, the persons concerned will as from the same date no longer be required to produce the "carnet de séjour".

If necessary, they will be required to establish their Spanish nationality by an official document.

Spanish subjects who at the time of the present exchange of notes are already in Belgian territory will enjoy the exemption granted by the present agreement as from January 1, 1930, or from the date of their subsequent entry into Belgium. Instructions to this effect will be given to the competent frontier services.

It is understood that the foregoing provisions in no way affect the Customs régime at present in force with regard to the entry of steam or motor vehicles into the two countries.

I have the honour, etc.

(Signature.)

To His Excellency,
Monsieur Francisco Gutierrez de Agüera y Bayo,
Spanish Ambassador,
Brussels.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² In force as from January 1st, 1930.

EMBAJADA DE ESPAÑA
EN BELGICA.

BRUXELLES, le 31 janvier 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, dûment autorisé, à cet effet, par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi, mon Auguste Souverain, que, sous réserve de réciprocité, les sujets belges, n'ayant en Espagne ni domicile, ni résidence, ni établissement fixes, seront, à partir du 1^{er} janvier 1930, et pour toute la durée de leurs séjours en territoire espagnol, exempts des taxes directes sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur, pour autant que ceux-ci soient régulièrement immatriculés en Belgique.

Afin que les intéressés puissent circuler sans aucune difficulté, pendant leur séjour en Espagne, le bureau douanier de la frontière, par où le véhicule effectuera son entrée, leur délivrera un carnet gratuit, classe A-G, dans lequel seront inscrits la date d'entrée et le signalement du véhicule, ainsi que le nom du propriétaire.

Le cas échéant celui-ci devra établir sa qualité de belge au moyen d'un document officiel.

Les sujets belges qui, au moment du présent échange de notes, se trouveraient, déjà, en territoire espagnol, jouiront de l'exemption accordée par cet arrangement, à partir du 1^{er} janvier 1930, ou de la date subséquente de leur entrée en Espagne.

Des instructions, dans ce sens, seront données aux services compétents à la frontière.

Il est bien entendu que les dispositions qui précèdent ne modifient en rien le régime douanier actuellement en vigueur en ce qui concerne l'admission des véhicules à vapeur ou moteur dans chacun des deux pays.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) F. G. DE AGÜERA.

Son Excellence,
Monsieur Paul Hymans,
Ministre des Affaires étrangères
de Sa Majesté le Roi des Belges,
etc., etc., etc.

SPANISH EMBASSY
IN BELGIUM.

BRUSSELS, *January 31, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

Being duly authorised for this purpose by the Government of His Majesty the King, my August Sovereign, I have the honour to inform you that, subject to reciprocity, Belgian subjects having no fixed domicile, residence or establishment in Spain will, as from January 1, 1930, and for the duration of any stay they may make in Spanish territory, be exempt from direct taxes on motor-cars and other steam or motor vehicles, provided they are duly registered in Belgium.

In order that the persons concerned may enjoy freedom of movement during their stay in Spain, the Customs office at the frontier by which the vehicle enters the country, will issue to them a free booklet, Class A-G, containing the date of entry, a description of the vehicle and the owner's name.

If necessary, the latter will be required to establish his Belgian nationality by an official document.

Belgian subjects who at the time of the present exchange of notes are already in Spanish territory will enjoy the exemption accorded by the present Agreement as from January 1, 1930, or from the date of their subsequent entry into Spain. Instructions to this effect will be given to the competent frontier services.

It is understood that the foregoing provisions in no way affect the Customs régime at present in force with regard to the entry of steam or motor vehicles into the two countries.

I have the honour to be, etc.

(Signed) F. G. DE AGÜERA.

His Excellency,
Monsieur Paul Hymans,
Minister for Foreign Affairs
of His Majesty the King of the Belgians,
etc., etc., etc.

N° 2282.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET PORTUGAL

Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 1^{er} mars 1929.

UNITED STATES OF AMERICA
AND PORTUGAL

Treaty of Arbitration. Signed at
Washington, March 1, 1929.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

Nº 2282. — TRATADO ¹ DE ARBITRAGEM ENTRE PORTUGAL E OS ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA, ASSINADO EM WASHINGTON, EM 1 MARÇO 1929.

No. 2282. — TREATY ¹ OF ARBITRATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND PORTUGAL. SIGNED AT WASHINGTON, MARCH 1st, 1929.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le délégué permanent du Portugal auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 20 février 1930.

English and Portuguese official texts communicated by the Permanent Delegate of Portugal accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 20, 1930.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 27 décembre 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, December 27, 1929.

O GOVÉRNO DA REPÚBLICA PORTUGUESA e O GOVÉRNO DOS ESTADOS UNIDOS DA AMÉRICA :

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL and THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Resolvidos a evitar quanto dêles dependa qualquer quebra nas relações pacíficas que sempre têm subsistido entre os dois países ;

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations that have always existed between the two nations ;

Desejosos de afirmar mais uma vez a sua adesão à política de submeter a julgamento imparcial todas as questões susceptíveis de decisões judiciais que entre êles possam surgir ;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Empenhados não só em testemunhar, pelo seu exemplo, a sua condenação da guerra como instrumento da sua política nacional nas suas mútuas relações, mas também de apressar o momento em que o aperfeiçoamento dos acordos internacionais para a solução pacífica de litígios internacionais tenha para todo o sempre eliminado a possibilidade de guerra entre as nações do mundo ;

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world :

Decidiram concluir um novo tratado de arbitragem ampliando o alcance e as obrigações da convenção de arbitragem assinada em

Have decided to conclude a new treaty of arbitration enlarging the scope and obligations of the Arbitration Convention signed at Was-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 30 octobre 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, October 30, 1929.

Washington em 6 de Abril de 1908¹, que, segundo foi convencionado, expirou em 14 de Novembro de 1928, e autorizaram os abaixo assinados a firmar as seguintes disposições :

Artigo I.

Todos os litígios de natureza internacional em que forem interessadas as Altas Partes Contratantes por motivo da vindicação de um direito baseado em tratado ou em outro fundamento, feita por uma delas contra a outra, que não tenham podido resolver-se por via diplomática, que se não tenham solucionado por recurso a Comissão Internacional Permanente instituída em execução do tratado assinado em Lisboa em 4 de Fevereiro de 1914², e que pela sua natureza possam submeter-se a julgamento por serem susceptíveis de solução pela aplicação de princípios de direito ou de equidade, serão submetidos ao Tribunal Permanente de Arbitragem estabelecido na Haia pela Convenção de 18 de Outubro de 1907³, a outro tribunal competente, conforme para cada caso particular fôr resolvido em acôrdo especial, o qual proverá à organização do referido tribunal, se necessário fôr, definirá os seus poderes, especificará a questão ou as questões em litígio e estatuirá os termos da sua submissão ao tribunal.

O acôrdo especial será para cada caso particular feito por parte de Portugal pelo Presidente da República Portuguesa depois de aprovado por lei ou por decreto com força de lei, e por parte dos Estados Unidos da América pelo Presidente dos Estados da América por consellio e com o consentimento do Senado da República.

Artigo II.

As estipulações dêste tratado não serão invocadas em relação a litígio cuja matéria :

- a) pertença à jurisdição interna de uma das Altas Partes Contratantes ;
- b) envolva interêsses de terceiras potências ;

ington on April 6, 1908¹, which expired by limitation on November 14, 1928, and for that purpose they have authorized the undersigned to conclude the following Articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to the Permanent International Commission constituted pursuant to the Treaty signed at Lisbon, February 4, 1914², and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention of October 18, 1907³, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, definite its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of Portugal by the President of Republic of Portugal after its enactment by law or by Decree with force of law, and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any disputes the subject matter of which :

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties ;
- (b) Involves the interests of third Parties ;

¹ DE MARIENS, *Nouveau Recueil Général de Traités*, troisième série, tome II, page 727.

² DE MARIENS, *Nouveau Recueil Général de Traités*, troisième série, tome IX, page 72.

³ DE MARIENS, *Nouveau Recueil Général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 101, page 1041.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 108, page 540.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

c) dependa da manutenção ou se prenda com a manutenção da atitude tradicional dos Estados Unidos da América com relação às questões americanas, geralmente conhecida por Doutrina de Monroe ;

d) dependa do cumprimento ou se prenda com o cumprimento das obrigações de Portugal em harmonia com o pacto da Sociedade das Nações.

(c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine ;

(d) Depends upon or involves the observance of the obligations of Portugal in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Artigo III.

O presente Tratado será ratificado pelo Presidente da República Portuguesa depois de aprovado por lei ou por decreto com força de lei, e pelo Presidente dos Estados Unidos da América por conselho e com consentimento do Senado da República.

A troca das ratificações efectuar-se ha em Washington, no mais breve prazo possível, e o Tratado entrará em vigor na data em que essa troca se realizar. O presente Tratado continuará a vigorar por um ano depois de uma das Altas Partes Contratantes ter notificado à outra por escrito a sua intenção de lhe pôr termo.

Em fé do que os abaixo assinados firmaram este Tratado em duplicado, nas línguas portuguesa e inglesa, tendo autoridade igual os dois textos, e lhe apuseram os seus selos.

Feito em Washington ao primeiro dia de Março do ano de mil novecentos e vinte e nove.

(L. S.) (Signé) ALTE.

Article III.

The present treaty shall be ratified by the President of the Republic of Portugal after its enactment by law or by Decree with the force of law, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of their ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the undersigned have signed this treaty in duplicate in the Portuguese and English languages, both texts having force and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the first day of March in the year one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) (Signed) Frank B. KELLOG.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2282. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE PORTUGAL. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 1^{er} MARS 1929.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PORTUGAL et LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Résolus à prévenir autant qu'il est en leur pouvoir toute interruption dans les relations pacifiques qui ont toujours existé entre les deux nations ;

Désireux d'affirmer à nouveau leur attachement à la politique consistant à soumettre à une décision impartiale toutes contestations susceptibles de décisions judiciaires qui pourraient s'élever entre eux ;

Soucieux par leur exemple, non seulement de prouver qu'ils condamnent la guerre en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles, mais encore de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des conflits entre nations aura écarté pour toujours les possibilités de guerre entre des Puissances quelconques ;

Ont décidé de conclure un nouveau traité d'arbitrage étendant la portée et les obligations de la Convention d'arbitrage signée à Washington le 6 avril 1908, qui, ainsi qu'il avait été prévu, est venue à expiration le 14 novembre 1928, et ont autorisé les soussignés à convenir des dispositions suivantes :

Article premier.

Tous les différends portant sur des affaires internationales dans lesquelles les Hautes Parties contractantes se trouvent engagées par suite d'une prétention à un droit allégué par l'une à l'encontre de l'autre en vertu d'un traité ou autrement, qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique non plus que par l'application du recours à la Commission permanente internationale instituée en vertu du traité signé à Lisbonne le 4 février 1914, et qui, de par leur nature, comportent une solution juridique, c'est-à-dire sont susceptibles d'être réglés par l'application des principes du droit et de l'équité, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention du 18 octobre 1907, ou à tout autre tribunal compétent, ainsi qu'il en sera décidé dans chaque cas d'espèce par un compromis ; ce compromis pourvoira à l'organisation dudit tribunal, s'il est nécessaire, définira ses pouvoirs, exposera le ou les questions en litige et déterminera la question à résoudre.

Le compromis spécial sera conclu en ce qui concerne le Portugal, après avoir été sanctionné par la loi ou par un décret ayant force de loi, par le président de la République du Portugal et, en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat, par le président des Etats-Unis d'Amérique.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne pourront pas être invoquées en ce qui concerne les différends dont l'objet :

- a) Relève de la juridiction nationale de l'une des Hautes Parties contractantes ;
- b) Touche aux intérêts de tierces Puissances ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

c) Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des États-Unis d'Amérique, dans les affaires américaines, communément connue sous le nom de doctrine Monroe ;

d) Dépend de l'observation ou touche à l'observation des obligations du Portugal en conformité du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par le président de la République portugaise après avoir été approuvé par une loi ou par un décret ayant force de loi et par le président des États-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat de ce pays.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que faire se pourra et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il demeurera alors en vigueur sans limite de durée. Toutefois, il pourra être dénoncé par écrit par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et dans ce cas il cessera ses effets à l'expiration d'un délai d'un an à dater de la dénonciation.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent traité, établi en double expédition, en langue portugaise et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le premier mars de l'année mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) (Signé) ALTE.

(L. S.) (Signé) Frank B. KELLOGG.

N° 2283.

NORVÈGE ET MEXIQUE

Arrangement concernant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Mexico, le 5 décembre 1928, et à Oslo, le 14 juin 1929.

NORWAY AND MEXICO

Agreement concerning the Exchange of Postal Parcels, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Mexico, December 5, 1928, and at Oslo, June 14, 1929.

N^o 2283. — ARRANGEMENT CONCLU ENTRE LE ROYAUME DE NORVÈGE ET LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A MEXICO, LE 5 DÉCEMBRE 1928. ET A OSLO, LE 14 JUIN 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 20 février 1930.

L'ADMINISTRATION DES POSTES DE NORVÈGE et l'ADMINISTRATION DES POSTES DU MEXIQUE sont convenues d'établir un échange régulier et direct des colis postaux sans valeur déclarée entre le Royaume de Norvège et les États-Unis du Mexique sur la base de l'Arrangement de Stockholm du 28 août 1924 concernant les colis postaux.¹

Article premier.

Il peut être expédié de la Norvège pour le Mexique et vice versa des colis postaux jusqu'à concurrence de 5 kg.

Toutefois les deux administrations ont la faculté d'expédier des colis postaux jusqu'à concurrence de 10 kg. d'après les dispositions à prendre d'un commun accord entre les deux administrations.

Article 2.

Les Administrations des postes de la Norvège et du Mexique assurent le transport des colis entre les deux pays au moyen des paquebots dont elles disposent.

Article 3.

Le montant de l'affranchissement est perçu dans la monnaie du pays d'origine selon les équivalents officiels du franc-or de ce pays, le franc-or servant de base pour fixer les taxes d'affranchissement respectives.

Article 4.

Le droit territorial à allouer à chaque pays est fixé à :

1 fr.-or par colis jusqu'au poids de 1 kg.;

1.75 fr.-or par colis de plus de 1 kg. jusqu'à 5 kg.

¹ Vol. XL, page 307, vol. L, page 172; vol. LXXII, page 162, et vol. XCII, page 375, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2283. — AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF NORWAY AND THE UNITED STATES OF MEXICO CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS. SIGNED AT MEXICO, DECEMBER 5, 1928, AND AT OSLO, JUNE 14, 1929.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 20, 1930.

THE POST OFFICE ADMINISTRATION OF NORWAY and THE POST OFFICE ADMINISTRATION OF MEXICO have agreed to establish a regular and direct exchange of uninsured postal parcels between the Kingdom of Norway and the United States of Mexico on the basis of the Parcel Post Agreement² signed at Stockholm on August 28, 1924.

Article 1.

Parcels weighing not more than five kilogrammes may be despatched from Norway to Mexico and vice versa.

The two Administrations shall, however, be entitled to despatch parcels weighing not more than ten kilogrammes in accordance with provisions adopted by the two Administrations in concert.

Article 2.

The Post Office Administrations of Norway and Mexico shall provide for the conveyance of parcels between their two countries by means of steamers at their disposal.

Article 3.

Sums due for prepayment of postage shall be collected in the currency of the country of origin according to the official equivalents of the gold franc in that country, the gold franc being used as a basis for determining the respective rates for prepayment of postage.

Article 4.

The land rate payable to each country shall be fixed at :

1 gold franc per parcel weighing not more than 1 kg. ;

1.75 gold francs per parcel weighing more than 1 but not more than 5 kg.

¹ Ent par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Vol. XI, page 307 ; Vol. I, page 172 ; Vol. LXXII, page 462 ; and Vol. XCII, page 375, of this Series.

Il revient, en outre, à l'administration qui se charge du transport des colis un droit maritime dont le taux est fixé comme suit :

Par colis jusqu'au poids de 1 kg. fr. 0.80 ;

Par colis de plus de 1 kg. jusqu'à 5 kg. 1.40.

Article 5.

L'affranchissement des colis postaux est obligatoire. La taxe se compose des différents droits revenant à chaque office, d'après les dispositions de l'article 4 ci-dessus. La taxe doit être payée d'avance par les expéditeurs des colis.

Article 6.

Lorsqu'il s'agit des colis postaux en provenance de l'un des deux pays contractants ou expédiés par ce pays en transit sur le territoire de l'autre, il doit être bonifié à l'Administration des postes du pays intermédiaire les quotes-parts dont l'autre pays lui est redevable pour le transport de ces colis conformément aux tableaux que les administrations doivent se communiquer réciproquement.

Article 7.

L'expéditeur d'un colis postal peut obtenir un avis de réception de son envoi, en payant d'avance un droit fixe de 40 centimes au maximum.

Un droit qui ne doit pas dépasser le double de celui prévu à l'alinéa précédent, peut être appliqué aux demandes de renseignements sur le sort d'un colis, lorsque les renseignements sont demandés postérieurement au dépôt du colis et si l'expéditeur n'a pas déjà acquitté la taxe spéciale pour obtenir un avis de réception.

Article 8.

Les deux administrations sont autorisées à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis non retirés dans les délais prescrits.

De même il est loisible de percevoir chez les destinataires, pour le factage et pour le dédouanement, un droit dont le montant ne peut pas excéder 50 centimes par colis.

Article 9.

Les colis postaux auxquels le présent arrangement s'applique ne peuvent être frappés d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les divers articles dudit arrangement.

Article 10.

Pour la réexpédition des colis postaux de l'un des deux pays à l'autre, ainsi que pour le renvoi des colis postaux tombés en rebut, il y a lieu de percevoir sur les destinataires ou sur les expéditeurs, suivant le cas, une taxe surolémentaire à fixer en conformité des dispositions de l'article 4 du présent arrangement.

Le pays de destination a la faculté de percevoir sur le destinataire, pour la réexpédition d'un colis dans le territoire de ce pays, une taxe de réexpédition sur la base de ses règlements intérieurs.

The Administration undertaking the conveyance of the parcels shall also be entitled to a sea rate in accordance with the following scale :

Per parcel weighing not more than 1 kg., fr. 0.80.

Per parcel weighing more than 1 kg. but not more than 5 kg., fr. 1.40.

Article 5.

The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory. The postage shall be made up of the different sums accruing to each office in accordance with the provisions of the preceding Article 4. The postage must be paid in advance by the sender of the parcel.

Article 6.

In the case of parcels originating in one of the two contracting countries or conveyed by that country in transit to the territory of the other, the Post Office Administration of the intermediate country shall be credited with the share owed to it by the other country for the conveyance of such parcels in conformity with schedules which the Administrations shall communicate to each other.

Article 7.

The sender of a parcel may obtain an advice of delivery on prepayment of a fixed charge not exceeding 40 centimes.

A charge not more than double that provided for in the preceding paragraph may be made where information is requested as to the fate of a parcel at a date subsequent to the handing over of the parcel and where the sender has not already paid the special charge in order to obtain advice of delivery.

Article 8.

The two Administrations shall be authorised to collect the warehousing charge fixed by its legislation for parcels which are not claimed within the prescribed periods.

Similarly the addressees may be charged for delivery and Customs clearance a fee not exceeding 50 centimes per parcel.

Article 9.

The parcels to which the present Agreement is applicable shall not be subject to any postal-charges other than those stipulated in the various Articles of the said Agreement.

Article 10.

For re-directing parcels from one of the two countries to the other and for the return of undelivered parcels the addressees or the senders, as the case may be, shall be charged a supplementary fee to be fixed in conformity with the provisions of Article 4 of the present Agreement.

The country of destination shall, where a parcel is re-directed within its territory, be entitled to charge the addressee a fee for redirection in accordance with its internal regulations.

Article 11.

1. Il est interdit d'expédier par la poste des colis contenant :

a) Des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, des animaux vivants, à l'exception des abeilles qui sont renfermées dans des boîtes conditionnées convenablement, et des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois et règlements de douane ou autres dans l'un des deux pays. Les colis peuvent cependant contenir une simple facture ouverte.

b) Des matières explosibles ou inflammables, et, en général, des objets dont le transport est dangereux

c) Des objets de toute nature portant une adresse autre que celle du colis.

2. Dans le cas où un colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions, aurait été expédié de l'un des deux offices à l'autre, cette dernière administration pourra le traiter de la manière et suivant les formalités prévues par sa législation ou ses règlements intérieurs.

3. Les deux administrations doivent se communiquer réciproquement une liste des objets interdits, mais elles n'assument par cela aucune responsabilité ni vis-à-vis des autorités respectives ni à l'égard des expéditeurs des colis.

Article 12.

Les récipients employés pour l'échange des colis postaux entre les deux pays sont à la charge de l'office qui s'en sert dans cet échange

Article 13.

La responsabilité des Administrations contractantes s'étend à un montant maximum de 25 francs-or par colis jusqu'au poids de 5 kg. et de 40 fr. par colis de 5 à 10 kg. d'après les dispositions prévues à l'article 36 de l'Arrangement de Stockholm concernant les envois de cette espèce. Cependant, chaque administration a la faculté de restreindre à 10 francs sa propre responsabilité pour les colis qui n'excèdent pas le poids de 1 kg.

Article 14.

La législation intérieure de chacun des pays contractants est applicable dans tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations du présent arrangement.

Les deux administrations doivent se communiquer mutuellement, à l'occasion les dispositions de leurs lois ou règlements, qui peuvent être appliquées au transport des colis.

Article 15.

Les deux administrations désignent les bureaux ou localités qu'elles autorisent à participer à l'échange international des colis postaux ; elles règlent le mode de transmission de ces colis et arrêtent toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires à l'exécution du présent arrangement.

Article 16.

Les deux administrations s'entendent, à moins que la législation intérieure des deux pays ne s'y oppose, pour autoriser l'assurance des colis postaux aussi bien que leur remise par exprès.

Article 11.

1. The postage of parcels containing the following matter is prohibited :

(a) Letters or communications which constitute an actual and personal correspondence, live animals with the exception of bees confined in suitable boxes, and articles the admission of which is not permitted by the laws and Customs or other regulations in either of the two countries. The parcels may, however, contain a plain open invoice.

(b) Explosive or inflammable substances and, in general, articles whose conveyance involves danger.

(c) Articles of all kinds bearing an address other than that on the parcel.

2. If a parcel contravening any one of these prohibitions is despatched from one of the two offices to the other, the latter Administration may treat it in the manner and under the procedure prescribed by its legislation or internal regulations.

3. The two Administrations shall furnish each other with a list of prohibited articles, but they shall not thereby undertake any responsibility whatever towards either the respective authorities or the senders of the parcels.

Article 12.

The packing receptacles for the parcel post between the two countries shall be chargeable to the office using them for such exchange.

Article 13.

The contracting Administrations shall be responsible for a maximum total of 25 gold francs per parcel weighing not more than 5 kg. and 40 francs per parcel weighing between 5 and 10 kg., in accordance with the stipulations of Article 36 of the Stockholm Agreement concerning such mail. Each Administration shall, however, be entitled to limit its own responsibility to 10 francs in the case of parcels weighing not more than 1 kg.

Article 14.

The internal legislation of each of the contracting countries shall remain applicable as regards all matters not provided for in the present Agreement.

The two Administrations shall, when requested, communicate to each other the provisions in their laws and regulations which concern the conveyance of parcels.

Article 15.

The two Administrations shall designate the post offices or localities authorised by them to participate in the international exchange of parcels ; they shall regulate the method of conveying the said parcels and shall decree all other detailed regulations required for the execution of the present Agreement.

Article 16.

The two Administrations shall reach an agreement to authorise the insurance of parcels and their express delivery provided that such a course is compatible with the internal legislation of the two countries.

Article 17.

Chaque pays se réserve la faculté de faire exécuter les clauses du présent arrangement par les entreprises de chemins de fer et de navigation dont il dispose.

Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

L'Administration des postes de chaque pays s'entendra avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses du présent arrangement et pour organiser le service d'échange.

Article 18.

Le présent arrangement sera mis à exécution à partir du jour à fixer, d'un commun accord, entre les administrations des postes des deux pays, et il peut être abrogé moyennant un avertissement donné une année à l'avance par l'une des Parties contractantes.

Fait en double expédition et signé à Oslo, le 14 juin 1929, et à Mexico D.F., le 5 décembre 1928.

Pour l'Administration des Postes du Mexique :

Le Directeur général :

C. HINOJOSA.

La Direction générale des Postes de Norvège :

Pour le Directeur général des Postes :

J. C. AALL.

Sten HAUG.

Pour copie conforme :

O. Tostrup.

Chef de bureau.

Pour copie conforme :

Torp.

Chef de Division.

RÈGLEMENT

D'ORDRE ET DE DÉTAIL POUR L'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LA NORVÈGE ET LE MEXIQUE.

I.

1. L'échange est effectué directement entre la NORVÈGE et le MEXIQUE. La transmission de l'un des pays à l'autre a lieu en récipient clos, au moyen des paquebots norvégiens ou autres paquebots étrangers qui pourraient être convenablement utilisés pour le transport, d'après arrangement préalable entre les deux administrations.

2. Les bureaux d'échange, dont la désignation pourra être modifiée sont :

Pour la Norvège : Oslo.

Pour le Mexique : Vera-Cruz.

II.

1. Les deux administrations se renseignent mutuellement sur les services maritimes, entretenus par elles, qui peuvent être utilisés pour le transport des colis postaux.

Article 17.

Each country shall reserve to itself the right to have the clauses of the present Agreement carried out by the railway and shipping organisations at its disposal.

At the same time the service may be limited to parcels originating in or addressed to localities served by these organisations.

The Post Office Administration of each country shall make arrangements with the railway and shipping organisations to ensure the complete performance by them of all clauses in the present Agreement and to organise the exchange of the mails.

Article 18.

The present Agreement shall be put into force as from a date to be fixed jointly by the Post Office Administrations of the two countries and it may be abrogated one year after the date on which either of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention to terminate it.

Done in duplicate and signed at Oslo on June 14, 1929, and at Mexico City on December 5, 1928.

On behalf of the Mexican Post Office Administration :

C. HINOJOSA.
Director-General.

On behalf of the Norwegian Post Office Administration :

J. C. AALL.
On behalf of the Postmaster-General.

Sten HAUG.

DETAILED REGULATIONS

FOR THE EXECUTION OF THE AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS
BETWEEN NORWAY AND MEXICO.

I.

1. The exchange shall be direct between Norway and Mexico. Conveyance from one country to the other shall be effected as closed mail by means of Norwegian steamships or other foreign steamships which may conveniently be used for such transport, in conformity with an agreement previously reached between the two Administrations.

2. The offices of exchange for this service, the nomination of which is subject to alteration, are :
For Norway : Oslo.
For Mexico : Vera Cruz.

II.

1. The two Administrations shall furnish each other with information concerning the shipping services maintained by them which may be used for the conveyance of parcels.

2. Après entente préalable avec les pays intéressés, les deux administrations se communiquent réciproquement :

- a) Une liste des pays par rapport auxquels elles peuvent respectivement servir d'intermédiaire pour le transport des colis postaux ;
- b) Les voies ouvertes à l'acheminement des dits colis, à partir de l'entrée sur leurs territoires ou dans leurs services ;
- c) Le total des frais qui doivent leur être bonifiés de ce chef pour chaque destination, par l'office qui leur livre les colis.

3. Sur la base de ces renseignements, chaque Administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses colis et les taxes à percevoir sur les expéditeurs.

III

Les colis postaux ne peuvent avoir aucune dimension dépassant un mètre 10 centimètres, et la somme de la longueur et du plus grand pourtour pris dans un sens autre que celui de la longueur ne doit pas dépasser un mètre 85 centimètres.

IV.

1. Pour être admis au transport, tout colis doit porter l'adresse exacte du destinataire.

2. Tout colis doit être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve efficacement le contenu. L'emballage doit être tel qu'il soit impossible de porter atteinte au contenu sans laisser des traces apparentes de violation.

3. Tout colis doit être scellé par des cachets à la cire, par des plombs ou par un autre moyen, avec empreinte ou marque spéciale de l'expéditeur.

V.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane conformes ou analogues aux modèles B et C de l'Union. Les Administrations contractantes se renseignent réciproquement sur le nombre de déclarations en douane nécessaires pour chaque pays de destination.

2. L'expéditeur doit indiquer, au verso du bulletin d'expédition, la manière dont il entend disposer du colis au cas où la livraison ne pourrait être effectuée. Cette annotation, qui doit être libellée en français ou dans une langue connue dans le pays de destination, est reproduite sur le colis même.

Les dispositions suivantes sont seules admises :

- a) Le colis devra être immédiatement renvoyé ;
- b) Le colis devra être réexpédié au même destinataire dans une autre localité.
- c) Le colis devra être remis à un autre destinataire ;
- d) Le colis devra être vendu aux risques et périls de l'expéditeur ou traité comme abandonné.

3. Un seul bulletin d'expédition et, si la législation douanière ne s'y oppose pas, une seule déclaration en douane peuvent servir pour plusieurs colis jusqu'au nombre de trois, adressés par le même expéditeur au même destinataire.

4. Lorsque l'affranchissement ne s'effectue pas au moyen de timbres-poste apposés sur le bulletin d'expédition, le montant d'affranchissement perçu de l'expéditeur doit être noté sur le bulletin d'expédition.

5. Les Administrations contractantes n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane.

VI.

1. Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, doit être revêtu d'une étiquette conforme ou analogue au modèle D de l'Union et indiquant le numéro de l'enregistrement et le nom du bureau d'origine.

2. Le bulletin d'expédition est, en outre, sur le recto, frappé par le bureau d'origine du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

2. After previous agreement with the countries concerned, the two Administrations shall communicate to each other :

(a) A list of countries for which they may respectively act as intermediate offices for the conveyance of parcels.

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into their territories or their services.

(c) The total amount of the sums to be credited to them on this account, in respect of each destination, by the office handing over the parcels to them.

3. Each Administration shall, on the basis of such information, fix the routes to be employed for the transmission of its parcels and the postage to be collected from the senders.

III.

Parcels may not exceed 1 metre 10 centimetres in any dimension and the combined length and greatest girth, measured in any direction other than length, shall not exceed 1 metre 85 centimetres.

IV.

1. In order to be accepted for transmission each parcel must bear the exact address of the addressee.

2. Each parcel must be packed in a manner which is adequate for the length of the journey and which protects the contents effectually. The packing must be such as to render it impossible to tamper with the contents without leaving obvious traces of violation.

3. Every parcel shall be sealed with wax, lead or other seals having the special design or mark of the sender.

V.

1. Each parcel shall be accompanied by a despatch note and by Customs declarations in the form of or similar to specimens B and C of the Union. The contracting Administrations shall communicate to each other the number of Customs declarations required for each country of destination.

2. The sender shall indicate on the back of the despatch note how he wishes the parcel to be disposed of if it proves to be undeliverable. This instruction, which must be written in French or in a language understood in the country of destination, is repeated on the parcel itself.

The following instructions only are admitted :

(a) That the parcel be returned immediately ;

(b) That the parcel be re-directed to the same addressee in another locality ;

(c) That the parcel be delivered to another addressee ;

(d) That the parcel be sold at the entire risk of the sender or treated as abandoned.

3. A single despatch note and, if compatible with Customs legislation, a single Customs declaration, may suffice for two or three (but not more) parcels from the same sender and addressed to the same person.

4. When prepayment is not effected by means of postage stamps affixed to the despatch note, the amount of postage collected from the sender shall be indicated on the despatch note.

5. The contracting Administrations shall not accept any responsibility in respect of Customs declarations.

VI.

1. Each parcel, as well as the despatch note relating to it, must bear a label, in the form of or similar to specimen D of the Union, showing the serial number and the name of the office of posting.

2. The despatch note shall, moreover, be impressed by the office of origin, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

VII.

1. Le bureau d'échange expéditeur inscrit les colis sur une feuille de route conforme au modèle F de l'Union avec tous les détails que ce modèle comporte.
2. Les bulletins d'expédition et les déclarations en douane doivent être attachés d'une manière solide à chaque colis ou feuille de route.

VIII.

1. A la réception d'une feuille de route, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent.
2. S'il constate des erreurs ou des omissions sur la feuille de route, il opère immédiatement les rectifications nécessaires en ayant soin de biffer d'un trait de plume, les indications erronées, de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives. Ces rectifications s'effectuent avec le concours de deux agents. A moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale.
Un bulletin de vérification conforme au modèle G. de l'Union est, en outre, dressé par le bureau destinataire et envoyé sans délai, sous pli recommandé, au bureau d'échange expéditeur.
3. Les différences de peu d'importance en ce qui concerne le volume, les dimensions et le poids des colis, ainsi que les irrégularités qui, d'une manière évidente, n'engagent pas la responsabilité des administrations respectives, sont signalées au moyen d'un bulletin de vérification.

IX.

1. Les colis postaux mal dirigés sont réexpédiés sur leur destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'office réexpéditeur.
Les colis réexpédiés par suite de fausse direction ne peuvent être frappés de droits de douane ou autres par l'office réexpéditeur.
Lorsque ce dernier renvoie un colis à l'office qui l'a acheminé au dernier lieu, il lui restitue les bonifications qu'il a reçues et signale l'erreur par un bulletin de vérification.
2. Dans les autres cas et si le montant des taxes qui lui ont été attribuées est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'office réexpéditeur, bonifie à l'office auquel il remet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement ; il se crédite ensuite de la somme dont il est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis en dernier lieu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.
3. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, par ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'office qui restitue le colis alloue à l'office qui le lui a livré les bonifications qu'il en a reçues.
Lorsque le renvoi est la conséquence d'une erreur de l'expéditeur ou d'une des interdictions prévues à l'article premier de l'arrangement, les frais de transport qui résultent de l'opération sont à la charge des expéditeurs. Chaque office se crédite de sa quote-part par une reprise, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 4 ci-après pour les colis réexpédiés.
4. Les colis postaux qui, par suite de changement de résidence des destinataires ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, sont réexpédiés sur un pays qui est disposé à profiter du service des colis entre la Norvège et le Mexique, sont grevés, à la charge des destinataires, par l'office qui en fait livraison à ceux-ci, d'une taxe représentant la quote-part revenant à ce dernier office, à l'office réexpéditeur et, s'il y a lieu, à chacun des offices intermédiaires.
5. Chaque office, qui participe au transport d'un colis réexpédié, se crédite, sur la feuille de route, du montant de sa quote-part pour la transmission de ce colis.
5. Toutefois, si la taxe exigible pour le parcours ultérieur d'un colis réexpédié, est acquittée au moment de la réexpédition, ce colis est considéré comme s'il était originaire du pays réexpéditeur et adressé au pays de sa nouvelle destination, et dans ce cas, il est remis au destinataire sans aucune taxe postale.
7. Si les expéditeurs n'ont pas formulé une demande préalable indiquant la manière dont il doit être disposé de leurs colis, ces envois doivent être tenus à la disposition des destinataires pendant une période de trente jours à compter du lendemain de l'arrivée du colis au bureau destinataire. Passé ce délai,

VII.

1. The despatching office of exchange shall enter the parcels on a parcel bill in the form of specimen F of the Union, with all the details required by this form.
2. The despatch note and Customs declarations shall be securely attached to each parcel or parcel bill.

VIII.

1. On the receipt of a parcel bill the office of exchange of destination shall proceed to check the parcels and the various documents which accompany them.
2. If the office of exchange detects errors or omissions on the parcel bill, it immediately makes the necessary corrections, taking care to strike out, by a stroke of the pen, the incorrect entries in such a way as to leave the original entries legible. These corrections shall be made by two officers. Except in the case of an obvious error, they shall be accepted in preference to the original statement.
A verification note in conformity with specimen G of the Union shall, moreover, be prepared by the office of destination and sent without delay, under registered cover, to the despatching office of exchange.
3. Unimportant discrepancies concerning the volume, dimensions and weight of parcels, as well as irregularities which obviously do not involve the responsibility of the respective Administrations, shall be notified by means of a verification note.

IX.

1. Parcels which have been wrongly directed shall be re-transmitted to their destination by the most direct route at the disposal of the re-transmitting office.
An office which re-transmits missent parcels may not levy Customs or other charges on them.

When an office returns such a parcel to the office from which it has been directly received, it refunds the credits received and reports the error by a verification note.

2. In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it then recovers the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim is notified to the latter by means of a verification note.

3. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the office which sends the parcel back allows to the office from which it was received the sums credited in respect of it.

When the return is due to an error on the part of the sender or to the contravention of one of the prohibitions mentioned in Article 1 of the Agreement, the charges for conveyance resulting therefrom shall be payable by the senders. Each office shall credit itself with its share by claiming in the manner indicated in § 4 below for redirected parcels.

4. Parcels which, in consequence of the removal of the addresses or of an error on the part of the sender, are redirected to a country willing to take part in the parcel exchange service between Norway and Mexico, shall be subjected by the office making the delivery to them to a charge, to be paid by the addressees, representing the share due to the latter office, to the re-transmitting office and to each of the intermediate offices, if any.

5. Each office taking part in the conveyance of a redirected parcel shall credit itself on the parcel bill with the amount of its share for the conveyance of the said parcel.

6. If, however, the postage necessary for the onward journey of a redirected parcel is paid at the time of redirection, the parcel is dealt with as if it had originated in the re-transmitting country and had been addressed to the new country of destination, and in this case it shall be delivered to the addressee free of postal charges.

7. If the senders did not make a previous request stating the manner in which their parcels were to be disposed of, the said parcels shall be held at the disposal of the addressees for a period of 30 days as from the day following the arrival of the parcel at the office of destination. On the expiry of this

l'Office de destination peut renvoyer les colis au bureau d'origine sans avoir consulté les expéditeurs sur la disposition de leurs colis.

8. Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route, avec la mention « Rebut », dans la colonne « observations ». Ils sont traités et taxés comme les colis réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires.

9. Tout colis dont le destinataire est parti pour un pays ne profitant pas du service des colis postaux établi entre la Norvège et le Mexique est traité comme tombé en rebut, à moins que l'office de la première destination ne soit en mesure de le faire parvenir au destinataire.

10. Les articles facilement sujets à détérioration ou à corruption peuvent être vendus immédiatement sans avis préalable et sans formalités judiciaires, au profit de qui de droit. Si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, ils sont détruits. Il est dressé un procès-verbal de la vente ou de la destruction. Une copie de ce document, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine du colis.

X

1. Chaque Administration fait établi mensuellement, par chacun de ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus des bureaux d'échange de l'autre Administration, un état conforme ou analogue au modèle K de l'Union, des sommes inscrites sur chaque feuille de route, soit à son crédit soit à son débit.

2. Les états K sont ensuite récapitulés par trimestre par les soins de la même administration dans un compte conforme ou analogue au modèle L de l'Union.

3. Ce compte accompagné des états mensuels des feuilles de route et, s'il y a lieu, de bulletins de vérification y afférents, est soumis à l'examen de l'autre administration dans le courant du trimestre qui suit celui auquel il se rapporte.

4. Après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre les comptes trimestriels sont résumés dans un compte général annuel par les soins de l'administration débitrice.

5. Le paiement des soldes résultant de ces comptes entre les deux administrations est effectué annuellement en francs-or ou en l'équivalent du franc-or dans la monnaie du pays crédeur, au moyen de traites tirées sur la capitale ou sur une place commerciale dudit pays crédeur, ou enfin de toute autre manière à déterminer d'un commun accord entre les deux administrations, les frais du paiement restant à la charge de l'office débiteur.

6. Toutefois, si lors de l'établissement des comptes trimestriels ou à tout autre moment, il résulte que l'une des deux administrations est débitrice vis-à-vis de l'autre, du chef de l'échange des colis postaux, d'une somme supérieure à quinze mille francs, l'administration débitrice fait parvenir à l'administration débitrice, le plus tôt possible, le montant approximatif de ce solde débiteur à titre d'acompte de la liquidation annuelle.

7. L'établissement, l'envoi et le paiement des comptes doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, avant l'expiration de l'année suivante. Passé ce délai, les sommes dues par l'une des deux administrations à l'autre sont productives d'intérêts, à raison de 7 p. l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

XI

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement et aura la même durée que cet arrangement.

Est réservée, toutefois, aux administrations intéressées la faculté d'en modifier, d'un commun accord, toute disposition, à quelque époque que ces administrations le jugent nécessaires.

Fait en double expédition et signé à Oslo, le 14 juin 1929, et à Mexico, le 5 décembre 1928.

Pour copie conforme .

Grieg
Sekrt

Pour copie conforme .

Ministère des Affaires étrangères
Oslo, le 25 mars 1930.

O. Tostrup

*Le Chef de la Ire Division
des Affaires politiques et commerciales.*

Par l'Administration des postes du Mexique :

Le Directeur général :
C. HINOJOSA.

La Direction générale des Postes de Norvège :

Pour le Directeur général des Postes :
J. C. AALL.

period, the Administration of destination may return parcels to the post office of origin without previously consulting the senders as to the disposal of their parcels.

8. Parcels for return to the sender shall be entered on the parcel bill with the word *Rebuts* in the *Observations* column. They shall be dealt with and charged like parcels redrafted in consequence of the removal of the addressees.

9. Any parcel of which the addressee has left for a country which does not enjoy the benefits of the parcel exchange service established between Norway and Mexico, shall be dealt with as undelivered unless the office of first destination is in a position to provide for its delivery.

10. Articles easily liable to deterioration or corruption may be sold immediately without previous notice or judicial formality for the benefit of the rightful owner. If for any reason a sale is impossible they shall be destroyed. A report of the sale or destruction shall be prepared. A copy of this document together with the despatch note, shall be forwarded to the office of origin of the parcel.

X.

1. Each office of exchange in each Administration shall prepare monthly, for all the mails received from the offices of exchange of the other Administration, a statement in the form of or similar to specimen K of the Union showing the total amounts entered on each parcel bill, whether to its credit or debit.

2. The same Administration shall be responsible for subsequently summarising, every quarter, the K statement in accounts in the form of or similar to specimen L of the Union.

3. The said accounts, accompanied by the monthly statements, parcels bills and the verification notes, if any, relating thereto, shall be submitted to the examination of the other Administration in the course of the quarter following that to which they relate.

4. After having been checked and accepted by both parties, the quarterly accounts shall be summarised in a general annual account by the creditor Administration.

5. The payment of balances resulting from the said accounts of the two Administrations shall be made annually in gold francs, or in the equivalent of the gold franc in the currency of the creditor country by means of drafts drawn on the capital, or on a commercial centre in the said creditor country, or lastly, by any other method determined by the two Administrations jointly, the costs of such transfer being borne by the debtor office.

6. If, however, at the time of drawing up the quarterly accounts or at any other time, it appears that one of the two Administrations is indebted to the other on account of parcel post for a sum exceeding fifteen thousand francs, the debtor Administration shall forward to the creditor Administration as soon as possible the approximate amount of this debit balance, as an instalment in settlement of the annual account.

7. The preparation, transmission and payment of the accounts shall be effected as early as possible and at the latest before the end of the following year. On the expiry of this period, sums due from one of the two Administrations to the other shall bear interest at the rate of 7 % per annum, as from the date of expiry of the said period.

XI

The present Regulations shall have force as from the day on which the Agreement is put into operation, and shall have the same duration as the said Agreement.

The Administrations concerned reserve, however, the right to amend, by common consent, any of its provisions whenever they deem it necessary.

Done in duplicate and signed at Oslo on June 14, 1929, and at Mexico on December 5, 1928.

On behalf of the Mexican Post Office Administration :

C. HINOJOSA,
Director-General.

On behalf of the Norwegian Post Office Administration :

J. C. AALLI,
On behalf of the Postmaster-General.

N° 2284.

PAYS-BAS ET TURQUIE

Echange de notes concernant le
règlement provisoire des relations
commerciales entre les deux pays.
Angora, le 21 novembre 1929.

THE NETHERLANDS AND TURKEY

Exchange of Notes regarding the
Provisional Settlement of the
Commercial Relations between the
two Countries. Angora, November
21, 1929.

N^o 2284. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET TURC CONCERNANT LE RÈGLEMENT PROVISSOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. ANGORA, LE 21 NOVEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 24 février 1930.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

ANGORA, le 21 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un traité de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et la Turquie, dont les négociations ont déjà été entamées, mon gouvernement consent qu'à partir du 30 novembre 1929 les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de Turquie importés sur le territoire des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao, et destinés soit à la consommation soit à la réexportation ou au transit, jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonné à l'application réciproque en Turquie pendant le même délai aux produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est également entendu que le traitement de la nation la plus favorisée ne pourra être invoqué par le Gouvernement des Pays-Bas pour demander les bénéfices spéciaux accordés ou qui seront accordés par la Turquie aux pays détachés de l'Empire ottoman en vertu du traité de Lausanne signé en 1923.

Le présent *modus vivendi* cessera *ipso facto* de produire ses effets le jour de la mise en vigueur du traité de commerce et de navigation en cours de négociation. Toutefois, les deux Parties pourront dénoncer cet accord à tout moment avec préavis de trois mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

VAN RECHTEREN

Chargé d'Affaires a. i. des Pays-Bas.

Son Excellence
le D^r Tewfik Rouschdi bey,
Ministre des Affaires étrangères
à Angora.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2284. - - EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NETHERLANDS AND TURKISH GOVERNMENTS REGARDING THE PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. ANGORA, NOVEMBER 21, 1929.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place February 24, 1930.

NETHERLANDS LEGATION.

ANGORA, November 21, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform Your Excellency that, pending the conclusion and entry into force of a Treaty of Commerce and Navigation between the Netherlands and Turkey, in regard to which negotiations have already been instituted, my Government agrees that, as from November 30, 1929, natural or manufactured products originating in and coming from Turkey imported into the Netherlands, the Dutch East Indies, Surinam and Curaçao, and intended for consumption or for re-exportation or for transit, shall enjoy most-favoured-nation treatment.

It is understood that this provisional régime shall be applied on condition that most-favoured-nation treatment is applied in Turkey during the same period to natural or manufactured products originating in and coming from the Netherlands, the Dutch East Indies, Surinam and Curaçao.

It is also understood that most-favoured-nation treatment may not be invoked by the Netherlands Government for the purpose of claiming special advantages which are or may hereafter be granted by Turkey to the countries detached from the Ottoman Empire in virtue of the Treaty of Lausanne signed in 1923.

The present *modus vivendi* shall terminate automatically on the day on which the Treaty of Commerce and Navigation now being negotiated comes into force. The two Parties may, however, denounce this agreement at any time subject to three months' notice.

I have the honour, etc.

VAN RECHTEREN

Netherlands Chargé d'Affaires, ad interim.

His Excellency

Dr. Tewfik Rushdi Bey,
Minister for Foreign Affairs,
Angora.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

RÉPUBLIQUE TURQUE.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 77150/30.

ANKARA, le 21 novembre 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un traité de commerce et de navigation entre la Turquie et les Pays-Bas, dont les négociations ont déjà été entamées, mon gouvernement consent qu'à partir du 30 novembre 1929 les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, du Surinam et de Curaçao importés sur le territoire turec et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application réciproque dans les Pays-Bas, les Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao, pendant le même délai, aux produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la Turquie, du traitement de la nation la plus favorisée.

Il est également entendu que le traitement de la nation la plus favorisée ne pourra être invoqué par le Gouvernement des Pays-Bas pour demander les bénéfices spéciaux accordés ou qui seront accordés par la Turquie aux pays détachés de l'Empire ottoman en vertu du traité de Lausanne signé en 1923.

Le présent *modus vivendi* cessera *ipso facto* de produire ses effets le jour de la mise en vigueur du traité de commerce et de navigation en cours de négociation. Toutefois, les deux Parties pourront dénoncer cet accord à tout moment avec préavis de trois mois.

Agréé, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

Dr Rüstü.

Monsieur le comte
de Rechteren Limpurg,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas,
Ankara.

TURKISH REPUBLIC.
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 77150/30.

ANKARA, November 21, 1929.

SIR,

I have the honour to inform you that, pending the conclusion and entry into force of a Treaty of Commerce and Navigation between Turkey and the Netherlands, in regard to which negotiations have already been instituted, my Government agrees that, as from November 30, 1929, natural or manufactured products originating in and coming from the Netherlands, the Dutch East Indies, Surinam and Curaçao imported into Turkish territory and intended for consumption or for re-exportation or for transit, shall enjoy most-favoured-nation treatment.

It is understood that this provisional régime shall be applied on condition that most-favoured-nation treatment is applied in the Netherlands, the Dutch East Indies, Surinam and Curaçao during the same period to natural or manufactured products originating in and coming from Turkey.

It is also understood that most-favoured-nation treatment may not be invoked by the Netherlands Government for the purpose of claiming special advantages which are or may hereafter be granted by Turkey to the countries detached from the Ottoman Empire in virtue of the Treaty of Lausanne signed in 1923.

The present *modus vivendi* shall terminate automatically on the day on which the Treaty of Commerce and Navigation now being negotiated comes into force. The two Parties may, however, denounce this Agreement at any time subject to three month's notice.

I have the honour, etc.

Dr. Rüstü.

Count van Rechteren Linipurg,
Netherlands Chargé d'Affaires,
Ankara.

N° 2285.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET POLOGNE

Traité de conciliation. Signé à
Washington, le 16 août 1928.

UNITED STATES OF AMERICA
AND POLAND

Treaty of Conciliation. Signed at
Washington, August 16, 1928.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 2285. — TRAKTAT KONCYLJACYJNY¹ MIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A STANAMI ZJEDNOCZONAMI AMERYKI, PODPISANY W WASZYNGTONIE DNIA 16 SIERPNIA 1928 r.

No. 2285. — TREATY OF CONCILIATION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF POLAND. SIGNED IN WASHINGTON, AUGUST 16th, 1928.

Textes officiels anglais et polonais communiqués par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 février 1930.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 20 mars 1930.

English and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 25, 1930.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 20, 1930.

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ I PREZYDENT STANÓW ZJEDNOCZONYCH AMERYKI, ożywni pragnieniem wzmocnienia węzłów przyjaźni, która ich wzajem łączy, jak również posunięcia naprzód sprawy pokoju powszechnego, postanowili zawrzeć w tym celu Traktat i mianowali do tego swymi Pełnomocnikami :

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

P. Jana CIECHANOWSKIEGO, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego Rzeczypospolitej Polskiej w Stanach Zjednoczonych ;

PREZYDENT STANÓW ZJEDNOCZONYCH AMERYKI :

P. Frank B. KELLOGG, Sekretarza Stanu Stanów Zjednoczonych ;

Którzy, po okazaniu sobie wzajemnie swych odnośnych pełnomocnictw, uznanych za dobre i w należytej formie wystawione, zgodzili się na następujące artykuły :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous to strengthen the bonds of amity that bind them together and also to advance the cause of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Mr. Jan CIECHANOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Poland to the United States ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following articles :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie le 4 janvier 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, January 4, 1930.

Artykuł I.

Wszelkie spory jakiegokolwiek rodzaju, wynikłe między Rządem polskim, a Rządem Stanów Zjednoczonych Ameryki, gdy zwykle środki dyplomatyczne zawiodą, a Wysokie Strony Umawiające się nie zwrócą się o osądzenie do kompetentnego trybunału, będą poddane, w celu zbadania ich i złożenia sprawozdania, stałej Komisji Międzynarodowej, utworzonej w sposób przepisany w następującym artykule; przytem zobowiązują się one nie wypowiadać wojny ani rozpoczynać kroków nieprzyjacielskich przez czas trwania takich badań i dopóki sprawozdanie nie zostanie złożone.

Artykuł II.

Komisja Międzynarodowa będzie się składała z pięciu członków, mianowanych w sposób następujący: każdy Rząd wybierze jednego członka, pochodzącego z jego kraju i jednego pochodzącego z państwa trzeciego, członek piąty będzie wybrany za obopólną zgodą obu Rządów z tem zastrzeżeniem, że nie będzie on obywatelem żadnego z tych państw.

Wydatki Komisji będą pokrywane przez oba Rządy po połowie.

Komisja Międzynarodowa będzie ustanowiona w ciągu sześciu miesięcy, licząc od daty wymiany ratyfikacyj, a miejsca opróżnione będą zapelniane w taki sam sposób jak pierwiastkowa nominacja.

Artykuł III.

W razie gdyby Wysokim Stronom Umawiającym się nie udało się załatwić sporu zwykłymi sposobami dyplomatycznymi i gdyby nie zwróciły się one o osądzenie do trybunału kompetentnego, winny one natychmiast odnieść się do Komisji Międzynarodowej o przeprowadzenie badań i złożenie sprawozdania. Komisja Międzynarodowa może jednak samorzutnie, na podstawie jednomyślnej zgody zaofiarować swe usługi w tym celu, i w takim wypadku powiadomi oba Rządy i poprosi o ich współdziałanie w przeprowadzeniu badań.

Wysokie Strony Umawiające się zobowiązują się dostarczyć Stałej Komisji Międzynarodowej

Article I.

Any disputes arising between the Government of Poland and the Government of the United States of America, of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a permanent International Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article; and they agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

Article II.

The international Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows: one member shall be chosen from each country, by the Government thereof; one member shall be chosen by each Government from some third country; the fifth member shall be chosen by common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country.

The expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their cooperation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commission with

dowej wszystkich środków i ułatwień, koniecznych do przeprowadzenia badań i złożenia sprawozdania.

Sprawozdanie Komisji winno być ukończone w ciągu jednego roku, licząc od daty kiedy ona oświadczy, że rozpoczęła badania, chyba że Wysokie Strony Umawiające się za wspólną zgodą nie skrócą lub przedłużą tego czasu.

Sprawozdanie winno być sporządzone w trzech egzemplarzach; po jednym będzie wręczone każdemu Rządowi, a trzeci zatrzyma Komisja w swych aktach.

Wysokie Umawiające się Strony zastrzegają sobie prawo niezależnego działania w sprawach stanowiących przedmiot sporu, z chwilą gdy sprawozdanie Komisji zostało złożone.

Artykuł IV.

Traktat niniejszy będzie ratyfikowany przez Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej zgodnie z polskim prawem konstytucyjnym i przez Prezydenta Stanów Zjednoczonych Ameryki za radą i zgodą ich Senatu.

Ratyfikacje będą wymienione w Wąszawie możliwie najprędzej i Traktat wejdzie w życie trzydziestego dnia po wymianie ratyfikacyj. Będzie on później pozostawał bez przerwy z mocy, chyba że i dopóki jedna z Wysokich Stron Umawiających się nie spowoduje jego wygaśnięcia za rocznem pisemnem wypowiedzeniem skierowanem do drugiej.

Na dowód czego odnośni Pełnomocnicy podpisali niniejszy Traktat w dwóch jednobrzmiących egzemplarzach, każdy w tekstach polskim i angielskim, które oba mają jednakową moc prawną, i wycisnęli na nich swe pieczęcie.

Sporządzono w Waszyngtonie dnia 16-go sierpnia, roku Pańskiego tysiąc dziewięćset dwadzieścia osiem

all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement.

The report shall be prepared in triplicate; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by the President of the Republic of Poland in accordance with Polish constitutional law, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible, and the treaty shall take effect on the thirtieth day after the date of the exchange of ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate, each in the Polish and English languages, both texts having equal force, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the 16th day of August in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-eight.

(—) Jan CIECHANOWSKI.

(--) Frank B. KELLOGG.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2285. — TRAITÉ DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 16 AOUT 1928.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de resserrer les liens d'amitié qui unissent leurs pays, ainsi que de servir la cause de la paix générale, ont décidé de conclure un traité à cette fin et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur Jan CIECHANOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne aux États-Unis ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Monsieur Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des États-Unis ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous différends qui s'élèveraient entre le Gouvernement de la Pologne et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, de quelque nature qu'ils soient, devront, lorsque la procédure diplomatique ordinaire aura échoué et que les Hautes Parties contractantes n'auront pas recours à la décision d'un tribunal compétent, être soumis, aux fins d'enquête et de rapport, à une Commission internationale permanente constituée comme il est prescrit à l'article suivant ; en outre, les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas déclarer la guerre et de ne pas engager d'hostilités pendant cette enquête et avant la présentation du rapport.

Article II.

La commission internationale se composera de cinq membres désignés comme suit : un membre sera choisi dans chaque Etat par le gouvernement de cet Etat ; un membre sera choisi par chaque gouvernement dans un Etat tiers ; le cinquième membre sera choisi d'un commun accord entre les deux gouvernements, étant entendu qu'il ne sera ressortissant ni de l'un ni de l'autre Etat.

Les dépenses de la commission seront également supportées par les deux gouvernements.

La commission internationale sera nommée dans les six mois qui suivront l'échange des instruments de ratification du présent traité et il sera pourvu aux vacances conformément à la procédure prescrite pour la nomination des premiers membres.

Article III.

Au cas où les Hautes Parties contractantes n'auraient pas réussi à régler un différend par la voie diplomatique et n'auraient pas recours à la décision d'un tribunal compétent, elles renverront

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

immédiatement le différend devant la commission internationale aux fins d'enquête et de rapport. Toutefois, la commission internationale peut, en vertu d'une décision unanime, offrir spontanément ses services à cet effet et, dans ce cas, elle en avisera les deux gouvernements et les invitera à l'aider dans son enquête.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de donner à la Commission internationale permanente tous les moyens et toutes les facilités nécessaires pour procéder à son enquête et établir son rapport.

Le rapport de la commission devra être terminé dans l'année qui suivra la date à laquelle la commission aura déclaré son enquête ouverte, à moins que les Hautes Parties contractantes ne limitent ou ne prolongent ce délai d'un commun accord.

Le rapport sera établi en triple expédition ; un exemplaire sera remis à chacun des gouvernements et le troisième sera conservé par la commission dans ses archives.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'agir en toute indépendance quant à l'objet du différend dès que le rapport de la commission aura été présenté.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par le président de la République de Pologne, conformément aux dispositions de la Constitution polonaise et par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur avis et avec le consentement du Sénat.

Les instruments de ratification seront échangés à Varsovie aussitôt que possible et le traité prendra effet le trentième jour à partir de la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés. Il demeurera en vigueur sans interruption à moins qu'il ne soit dénoncé moyennant un préavis d'un an notifié par écrit par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double expédition, l'une en langue polonaise et l'autre en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le seize août de l'année mil neuf cent vingt-huit.

(Signé) Jan CIECHANOWSKI.

(Signé) Frank B. KELLOGG.

N° 2286.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET POLOGNE

Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 16 août 1928.

UNITED STATES OF AMERICA
AND POLAND

Treaty of Arbitration. Signed at
Washington, August 16, 1928.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 2286. — TRAKTAT ARBITRAŻOWY¹ MIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A STANAMI ZJEDNOCZONEMI AMERYKI, PODPISANY W WASHINGTONIE DNIA 16 SIERPNI 1928 r.

No. 2286. — TREATY OF ARBITRATION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF POLAND. SIGNED IN WASHINGTON, AUGUST 16th, 1928.

Textes officiels anglais et polonais communiqués par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 février 1930.

English and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 25, 1930.

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ I PREZYDENT STANÓW ZJEDNOCZONYCH AMERYKI, zdecydowani nie dopuścić, o ile to leży w ich mocy, do zerwania stosunków pokojowych, które zawsze istniały między obu narodami ;

Pragnąc potwierdzić ich trwanie przy polityce poddawania do bezstronnej decyzji wszelkich sporów prawnych, które mogłyby między nimi powstać, oraz,

Dążąc gorąco do tego, aby nie tylko dowieść na własnym przykładzie, że potępiają one wojnę jako jeden ze środków polityki narodowej w ich wzajemnych stosunkach, ale również przyspieszyć chwilę, gdy udoskonalenie urządzeń międzynarodowych do pokojowego rozstrzygnięcia sporów międzynarodowych usunie na zawsze możliwość wojny pomiędzy mocarstwami świata,

Postanowili zawrzeć traktat arbitrażowy i w tym celu mianowali swymi Pełnomocnikami :

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

P. JANA CIECHANOWSKIEGO, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego Rzeczypospolitej Polskiej w Stanach Zjednoczonych ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations that have always existed between the two nations ;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Mr. JAN CIECHANOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Poland to the United States ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 4 janvier 1930.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, January 4, 1930.

PREZYDENT STANÓW ZJEDNOCZONYCH AMERYKI:

P. Frank B. KELLOGG, Sekretarza Stanu Stanów Zjednoczonych ;

Którzy, po okazaniu sobie wzajemnie swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i w należytej formie wystawione, zgodzili się na następujące artykuły :

Artykuł I.

Wszelkie spory w zakresie spraw międzynarodowych, dotyczące Wysokich Stron Umawiających się na skutek roszczenia prawnego, wysuniętego przez jedną z nich przeciwko drugiej, opartego na traktacie lub w jaki bądź inny sposób, a których nie można było załatwić na drodze dyplomatycznej, bądź które nie zostały załatwione jako wynik poddania ich odpowiedniej Komisji Konceljacyjnej, które przytem z istoty swej podlegają rozstrzygnięciu sądowemu, jako nadające się do wydania orzeczenia na podstawie prawa lub sprawiedliwości, będą oddane do Stałego Sądu Rozjemczego, utworzonego w Hadze na mocy konwencji¹ z 18 października 1907 roku, albo do innego trybunału właściwego stosownie do tego, jak w każdym wypadku będzie postanowione w specjalnym traktacie, który powinien zawierać przepisy co do organizacji takiego trybunału w razie potrzeby, ustalić zakres jego władzy, określać sprawę lub sprawy sporne oraz podawać warunki zwracania się do trybunału.

Ten traktat specjalny winien być w każdym wypadku zawarty ze strony Polski przez Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej zgodnie z polskim prawem konstytucyjnym, a ze strony Stanów Zjednoczonych Ameryki przez Prezydenta Stanów Zjednoczonych Ameryki za radą i zgodą ich Senatu.

Artykuł II.

Nie można powoływać się na postanowienie niniejszego traktatu względem jakichkolwiek sporów, których istota :

- a) Wchodziłaby w zakres wewnętrznej jurysdykcji jednej z Wysokich Stron Umawiających się,
- b) Dotyczyłaby interesów państw trzecich,

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ;

Who, having communicated to one another their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at the Hague by the Convention¹ of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special treaty, which special treaty shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special treaty in each case shall be made on the part of Poland by the President of the Republic of Poland in accordance with Polish constitutional law and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which :

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties.
- (b) Involves the interests of third Parties ;

¹ DE MARENS, *Nouveau Recueil Général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

c) Zależała od lub związana była z utrzymaniem tradycyjnego stanowiska Stanów Zjednoczonych w stosunku do spraw amerykańskich, pospolicie określanego, jako doktryna Monroego,

d) Zależała od lub związana była z zachowaniem przez Polskę zobowiązań zgodnie z przepisami Paktu Ligi Narodów.

(c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine;

(d) Depends upon or involves the observance of the obligations of Poland in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Artykuł III.

Traktat niniejszy będzie ratyfikowany przez Prezydenta Rzeczypospolitej Polskiej zgodnie z polskiem prawem konstytucyjnym i przez Prezydenta Stanów Zjednoczonych Ameryki za radą i zgodą ich Senatu.

Ratyfikacje będą wymienione w Warszawie możliwie jak najprędzej, a traktat wejdzie w życie trzydziestego dnia po dacie wymiany ratyfikacji.

Będzie on później pozostawał bez przerwy w mocy, chyba że i dopóki jedna z Wysokich Stron Umawiających się nie spowoduje jego wygaśnięcia za rocznym pisemnym wypowiedzeniem, skierowanym do drugiej.

Na dowód czego odnośni Pełnomocnicy podpisali traktat niniejszy w dwóch jednobrzmiących egzemplarzach, każdy w tekstach polskim i angielskim, które oba mają jednakową moc prawną, i wycisnęli na nich swe pieczęcie.

Sporządzono w Waszyngtonie dnia 16-go sierpnia, roku Pańskiego tysiąc dziewięćset dwadzieścia osiem.

Article III.

The present treaty shall be ratified by the President of the Republic of Poland in accordance with Polish constitutional law and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible, and the treaty shall take effect on the thirtieth day after the date of the exchange of the ratifications.

It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate, each in the Polish and English languages, both texts having equal force, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the 16th day of August in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-eight.

(—) Jan CIECHANOWSKI.

(—) Frank B. KELLOGG.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2286. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 16 AOUT 1928.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, résolu à prévenir autant qu'il est en leur pouvoir toute interruption des relations pacifiques qui ont toujours existé entre les deux nations,

Désireux d'affirmer à nouveau leur adhésion à la politique qui consiste à soumettre à une décision impartiale toutes les contestations susceptibles de règlement judiciaire qui pourraient s'élever entre elles ; et

Soucieux par leur exemple non seulement de manifester qu'elles condamnent la guerre comme instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles, mais aussi de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des différends entre les nations aura éliminé pour toujours la possibilité de guerre entre les Puissances du monde,

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage et ont désigné, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur Jan CIECHANOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne aux États-Unis ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Monsieur Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des États-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous différends relatifs à des questions internationales dans lesquelles les Hautes Parties contractantes se trouvent engagées du fait que l'une d'elles fait valoir un droit à l'égard de l'autre en vertu d'un traité, ou autrement, qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique non plus que par le renvoi à une commission de conciliation appropriée et qui comportent, de par leur nature, une décision juridique parce qu'ils sont susceptibles d'être réglés par l'application des principes du droit ou de l'équité, seront soumis à la Cour permanente d'Arbitrage établie à La Haye, par la Convention du 18 octobre 1907, ou à un autre tribunal compétent, ainsi qu'il en sera décidé dans chaque cas par traité spécial, lequel pourvoira, le cas échéant, à l'organisation dudit tribunal, définira ses pouvoirs, exposera la ou les questions en litige et déterminera la question à soumettre au tribunal.

Le traité spécial sera conclu, dans chaque cas, en ce qui concerne la Pologne par le président de la République de Pologne, conformément aux dispositions de la Constitution polonaise, et en ce qui concerne les États-Unis d'Amérique, par le président des États-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne seront pas invoquées dans le cas de différends dont l'objet :

- a)* Relève de la juridiction nationale de l'une des Hautes Parties contractantes ;
- b)* Touche aux intérêts d'une tierce partie ;
- c)* Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis dans les questions américaines communément désignée sous le nom de Doctrine de Monroe ;
- d)* Dépend de l'observation ou touche à l'observation des obligations qui incombent à la Pologne en vertu du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par le président de la République de Pologne, conformément aux dispositions de la Constitution polonaise, et par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les instruments de ratification seront échangés à Varsovie aussitôt que possible et le traité prendra effet le trentième jour à partir de la date de l'échange des instruments de ratification.

Il demeurera alors en vigueur sans interruption tant qu'il ne sera pas dénoncé sur préavis d'un an, notifié par écrit par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double expédition, l'une en langue polonaise et l'autre en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le seize août de l'année mil neuf cent vingt-huit.

(Signé) Jan CIECHANOWSKI.

(Signé) Frank B. KELLOGG.

N° 2287.

ALLEMAGNE, DANEMARK,
ITALIE ET SUISSE

Arrangement concernant le service téléphonique entre le Danemark et l'Italie par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de l'Allemagne et de la Suisse. Signé à Copenhague, le 31 juillet, à Rome, le 16 octobre, à Berlin, le 29 octobre, et à Berne, le 18 novembre 1929.

GERMANY, DENMARK,
ITALY AND SWITZERLAND

Agreement regarding Telephone Service between Denmark and Italy through the Intermediary of the Lines of Communication established on German and Swiss Territories. Signed at Copenhagen, July 31, at Rome, October 16, at Berlin, October 29, and at Berne, November 18, 1929.

N° 2287. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LE DANEMARK ET L'ITALIE, PAR L'INTERMÉDIAIRE DES VOIES DE COMMUNICATION ÉTABLIES SUR LES TERRITOIRES DE L'ALLEMAGNE ET DE LA SUISSE. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 31 JUILLET, A ROME, LE 16 OCTOBRE, A BERLIN, LE 29 OCTOBRE, ET A BERNE, LE 18 NOVEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 3 mars 1930

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre le Danemark et l'Italie par l'intermédiaire des voies de communications établies sur le territoire de l'Allemagne et de la Suisse.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (Service téléphonique) du Règlement international¹ (revision de Paris 1925) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont appliquées au service téléphonique entre le Danemark et l'Italie par l'intermédiaire des voies de communications établies sur le territoire de l'Allemagne et de la Suisse sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraphe 4.

Les commandes relatives aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées à la Direction générale des Postes et des Télégraphes, Copenhague, respectivement à l'*Azienda di stato per i Servizi Telefonici Ispettorato 1 a. e 2 a. Zona Milano*.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

¹ Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2287. — AGREEMENT REGARDING TELEPHONE SERVICE BETWEEN DENMARK AND ITALY, THROUGH THE INTERMEDIARY OF THE LINES OF COMMUNICATION ESTABLISHED ON GERMAN AND SWISS TERRITORIES. SIGNED AT COPENHAGEN, JULY 31, AT ROME, OCTOBER 16, AT BERLIN, OCTOBER 29, AND AT BERNE, NOVEMBER 18, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place March 3, 1930.

Article 1.

A telephone service is hereby established between Denmark and Italy by means of connections through German and Swiss territory.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations² (Revision of Paris, 1925), annexed to the International Telegraphic Convention of St. Petersburg shall be applied to the telephone service between Denmark and Italy by means of connections through German and Swiss territory, subject to the following amplifications and additions :

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Applications for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the General Directorate of Posts and Telegraphs, Copenhagen, or to the State Directorate of Telephone Services, Inspectorate First and Second Zones, Milan.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 ; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » sont admises.

Paragraphe 3.

La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au décuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ÉTAT.

Paragraphe premier (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2 (3).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois les administrations allemande et suisse se réservent le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABBONNEMENT.

Paragraphe premier (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic.

Paragraphe premier (4).

La taxe d'une conversation par abonnement pendant les périodes de faible trafic est la moitié de l'unité de taxe.

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à six minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe premier (1)) et taxée pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes ($\frac{3}{5}$) de l'unité.

SECTION K. --- TARIFS --- PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3.

Pour la détermination des taxes terminales, le territoire du Danemark est divisé en deux zones ; le territoire de l'Italie est divisé en cinq zones.

Une taxe uniforme de transit est attribuée à l'Allemagne et à la Suisse, quelle que soit la voie allemande et suisse utilisée pour l'échange des communications.

Limite des zones au Danemark :

La première zone comprend :

Les réseaux situés au sud d'une ligne passant de l'est à l'ouest par les villes de Køge, Horsens et Skern, ces villes inclusivement.

SECTION F. "LIGHTNING" CALLS.

Paragraph 1.

"Lightning" calls are allowed.

Paragraph 3.

The rate for a "lightning" call is ten times that for an ordinary private call during the same rate-period.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (3).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time-limit is placed on Government calls. Nevertheless, the German and Swiss Administrations reserve the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes when these calls are made through one of their offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during the periods of light traffic.

Paragraph 1 (4).

The charge for a subscription call during the periods of light traffic is one-half the unit charge.

Paragraph 3.

During periods of light traffic, subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned if the normal traffic over the lines to be used permits.

The additional call is regarded as a new call (Section L, paragraph 1 (1)) and charged for : during the hours of light traffic, at three-fifths ($3/5$) of the unit rate.

SECTION K. RATES -- COLLECTION OF CHARGES.

Paragraph 3.

For the fixing of terminal charges, Danish territory is divided into two zones and Italian territory into five zones.

A uniform transit fee is payable to Germany and Switzerland, irrespective of the German and Swiss lines used for the call.

Limits of Danish zones :

The first zone comprises :

The systems situated south of a line passing east to west through the towns of Køge, Horsens and Skern, which are included.

La deuxième zone comprend :

Les réseaux situés au nord d'une ligne passant de l'est à l'ouest par les villes de Køge, Horsens et Skern, ces villes exclusivement.

Limite des zones en Italie.

La première zone comprend les régions de Lombardie et Venezia Tridentina.

La deuxième zone comprend les régions de Piemonte Liguria Emilia Venezia, Euganea (Veneto), Venezia Giulia.

La troisième zone comprend les régions de Toscana, Umbria et Marche.

La quatrième zone comprend les régions de Lazio, Abruzzi, Campania, Basilicata, Puglie.

La cinquième zone comprend les régions non énumérées ci-dessus.

MONTANT DE L'UNITÉ DE TAXE DANS LES RELATIONS ENTRE LES DIVERSES ZONES DU DANEMARK ET DE L'ITALIE.

Le montant de l'unité de taxe, pour chaque relation, et la part revenant à chaque Administration sont indiqués au tableau suivant :

Relations entre		Montant de l'unité de taxe	Part du Danemark	Part de l'Italie	Part de l'Allemagne (transit)	Part de la Suisse (transit)	Observations
		Francs-or	Francs-or	Francs-or	Francs-or	Francs-or	
Danemark 1 ^{re} zone et	<i>l'Italie</i> 1 ^{re} zone	11.25	1.50	1.50	6.45	1.80	
	2 ^e »	12.75	1.50	3.00	6.45	1.80	
	3 ^e »	14.25	1.50	4.50	6.45	1.80	
	4 ^e »	15.75	1.50	6.00	6.45	1.80	
	5 ^e »	18.75	1.50	9.00	6.45	1.80	
Danemark 2 ^e zone et	<i>l'Italie</i> 1 ^{re} zone	11.85	2.10	1.50	6.45	1.80	
	2 ^e »	13.35	2.10	3.00	6.45	1.80	
	3 ^e »	14.85	2.10	4.50	6.45	1.80	
	4 ^e »	16.35	2.10	6.00	6.45	1.80	
	5 ^e »	19.35	2.10	9.00	6.45	1.80	

Paragraphe 6.

Les périodes de faible trafic sont les suivantes : 21 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant les périodes de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8 (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu sur le demandeur la taxe d'une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la communication demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est perçue.

The second zone comprises :

The systems situated north of a line passing east to west through the towns of Køge, Horsens and Skern which are included.

Limits of Italian zones :

The first zone comprises the regions of Lombardy and Venezia Tridentina.

The second zone comprises the regions of Piedmont, Liguria, Emilia Venezia, Euganea (Veneto), Venezia Giulia.

The third zone comprises the regions of Tuscany, Umbria and the Marches.

The fourth zone comprises the regions of Latium Abruzzi, Campagna, Basilicata, Apulia.

The fifth zone comprises the regions not enumerated above.

AMOUNT OF THE UNIT FEE FOR CALLS BETWEEN THE VARIOUS DANISH AND ITALIAN ZONES.

The amount of the unit fee for each call and the quota due to each Administration are shown in the following table :

Calls between		Amount of unit fee	Danish quota	Italian quota	German quota (transit)	Swiss quota (transit)	Observations
		Gold francs	Gold francs	Gold francs	Gold francs	Gold francs	
Denmark 1st — and	<i>Italy</i> 1st zone	11.25	1.50	1.50	6.45	1.80	
	2nd »	12.75	1.50	3.00	6.45	1.80	
	3rd »	14.25	1.50	4.50	6.45	1.80	
	4th »	15.75	1.50	6.00	6.45	1.80	
	5th »	18.75	1.50	9.00	6.45	1.80	
Denmark 2nd zone and	<i>Italy</i> 1st zone	11.85	2.10	1.50	6.45	1.80	
	2nd »	13.35	2.10	3.00	6.45	1.80	
	3rd »	14.85	2.10	4.50	6.45	1.80	
	4th »	16.35	2.10	6.00	6.45	1.80	
	5th »	19.35	2.10	9.00	6.45	1.80	

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 21 h. to 8 h. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls, the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths (3/5) of the unit rate.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES. — DURATION OF CALLS.

Paragraph 8 (2) and (3).

If the caller fails to reply he shall be charged the fee for a three-minute call of the category demanded. If the person called fails to reply, no charge shall be made.

Lorsqu'après avoir répondu à l'appel préalable le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Paragraphe 1 (4).

Les communications avec préavis et avis d'appel sont admises. Dans leur établissement, les administrations intéressées conviennent de se conformer à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Mode d'établissement des communications avec préavis ou avis d'appel », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION O. ÉTABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne, de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4 (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

DISPOSITIONS ADDITIONNELLES.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration allemande ou suisse, les quatre administrations intéressées conviennent de se conformer à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Paris).

SECTION Q. COMPTABILITÉ.

Les taxes terminales seront liquidées directement entre les administrations danoise et italienne.

La liquidation des taxes de transit allemandes et suisses se fera entre les deux administrations débitrices et les administrations allemande et suisse respectivement. Ces deux dernières administrations comprendront les taxes de transit dues — selon les comptes approuvés — par les administrations danoise et italienne dans les comptes de la correspondance téléphonique terminale avec les pays mentionnés, séparées des autres montants.

Article 3.

Le présent arrangement sera mis à exécution à la date qui sera fixée par les administrations contractantes dès qu'il sera devenu définitif selon la législation particulière de chacun des États

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called does not reply to the substantive call, his not replying shall be treated as a refusal and the fee for a three-minute call of the category demanded shall be charged.

SECTION N. "AVIS D'APPEL" AND TELEPHONIC "PRÉAVIS".

Paragraph 1 (4).

Communications with "préavis" and "avis d'appel" are allowed. In putting through such calls, the Administrations concerned agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Method of establishing communications with 'préavis' or 'avis d'appel'", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for communications must be transmitted between terminal offices in such a way that, in addition to the conversation in progress, each terminal office has at least two requests for connections in hand in each direction.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested there shall, as far as possible, be one operator for each international trunk line.

ADDITIONAL CLAUSE.

As regards the putting through of calls passing through an office of the German or Swiss Administration, the four Administrations concerned agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading: "Regulations for the operation of international transit traffic", supplementary to the provisions of the International Regulations (Paris Revision).

SECTION Q. ACCOUNTING.

The Danish and Italian Administrations shall effect a settlement direct in regard to the terminal charges.

The settlement of the German and Swiss transit fees shall be effected between the two debtor Administrations and the German and Swiss Administrations respectively. These two latter Administrations shall include the transit fees owed — according to the approved accounts — by the Danish and Italian Administrations as a separate item in the accounts for terminal telephonic communications with the countries mentioned.

Article 3.

The present Agreement shall come into force on the date fixed by the Contracting Administrations as soon as it has become definitive under the legislation of each of the Contracting States.

intéressés. Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en quatre exemplaires, signés à :

COPENHAGUE, le 31 juillet 1929.

Direction générale des Postes et des Télégraphes.

Pour le Directeur général :
(Signé) HOLLNAGEL JENSEN.

BERLIN, le 29 octobre 1929.

Der Reichspostminister,
In Vertretung
(Signé) FEYERABEND.

ROME, le 16 Oct. 1929, VII.

Direction Générale des Postes et des Télégraphes.
(Signé) G. PESSION.

BERNE, le 18 novembre 1929.

Département fédéral des Postes et des Chemins de Fer.
(Signé) Dr HAAB.

in fidem : Gredsted.

Vu pour légalisation de la signature de M. Gredsted, chef de bureau de la Direction générale des Postes et des Télégraphes apposée sur le présent acte.

Copenhague, le 24 février 1930.

Pour le Ministre des Affaires étrangères
par aut. (Signature)

It shall be valid for an indefinite period and may be cancelled at any time subject to three months' notice.

Done in four copies, signed at :

COPENHAGEN, *July 31, 1929.*

(Signed) HOLLNAGEL JENSEN,
For the Director General,
General Directorate of Posts and Telegraphs.

BERLIN, *October 29, 1929.*

(Signed) FEYERABEND,
Acting Postmaster-General.

ROME, *October 16, 1929, VII.*

(Signed) G. PESSON,
General Directorate of Posts and Telegraphs.

BERNE, *November 18, 1929.*

(Signed) DR. HAAB,
Federal Department of Posts and Railways.

N° 2288.

BRÉSIL ET VENEZUELA

Echange de notes pour l'exécution des stipulations relatives à la délimitation de la frontière entre les deux pays, contenues dans le protocole signé à Rio-de-Janeiro, le 24 juillet 1928. Caracas, le 7 novembre 1929.

BRAZIL AND VENEZUELA

Exchange of Notes for the Execution of the Provisions regarding the Frontier Delimitation between the two Countries, contained in the Protocol signed at Rio-de-Janeiro, July 24, 1928. Caracas, November 7, 1929.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2288. — CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL Y DE LOS ESTADOS UNIDOS DE VENEZUELA PARA LA EJECUCIÓN DE LAS ESTIPULACIONES PREVISTAS EN EL PROTOCOLO DE 24 DE JULIO DE 1928 RELATIVAS A LA DELIMITACIÓN DE LA FRONTERA ENTRE LOS DOS PAISES. CARACAS, 7 DE NOVIEMBRE DE 1929.

Textes officiels portugais et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères du Venezuela. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 mars 1930.

I.

ESTADOS UNIDOS DE VENEZUELA.

MINISTERIO DE RELACIONES
EXTERIORES

DIRECCIÓN DE POLÍTICA INTERNACIONAL.

Nº 1798.

CARACAS, 7 de noviembre de 1929.

SEÑOR MINISTRO :

Mi Gobierno, conforme lo estipulado en el parágrafo único del artículo primero del Protocolo firmado en Rio de Janeiro el 24 de julio de 1928, me ha dado instrucciones para proceder, por cambio de notas, al acuerdo, confirmado en las cláusulas expresadas más abajo, al cual llegaron la Cancillería Brasileira y la Legación de Venezuela en Rio de Janeiro a propósito de las instrucciones sobre la Comisión Mixta Venezolano-Brasileira, destinada a ejecutar los trabajos indicados en el referido Protocolo.

1. Cada uno de los dos Gobiernos nombra una Comisión compuesta de un Jefe y tantos ayudantes auxiliares y funcionarios del servicio sanitario o de otro servicio, como le parecieren convenientes ;

2. El nombramiento del personal de ambas Comisiones deberá ser efectuado y comunicado por los respectivos Gobiernos en el más breve plazo y ambas se reunirán en San Carlos, sobre el Rio Negro, entre el 10 y el 20 de diciembre de 1929 ;

3. La reunión de ambas Comisiones constituirá la Comisión Mixta de deslinde ;

4. En la primera conferencia los jefes, subjefes y ayudantes, procederán al examen y confrontación de sus respectivos nombramientos y de sus instrucciones, constantes de las disposiciones del presente ajuste ; y verificada la regularidad de dichos documentos, se procederá a redactar y a firmar la primera acta de la Comisión Mixta ;

5. Si una de las dos Comisiones dejare de comparecer, salvo fuerza mayor comprobada, en la fecha señalada, en el lugar indicado la otra Comisión procederá por sí sola a los trabajos pertenecientes a la Comisión Mixta, según se determinó en el parágrafo único del artículo 2 del referido Protocolo !

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 2288. — TROCA DE NOTAS ENTRE OS GOVERNOS DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL E DOS ESTADOS UNIDOS DA VENEZUELA PARA A EXECUÇÃO DAS ESTIPULAÇÕES RELATIVAS A DELIMITAÇÃO DA FRONTEIRA ENTRE OS DOIS PAIZES CONTIDAS NO PROTOCOLLO ASSIGNADO EM 24 DE JULHO DE 1928. CARACAS, 7 DE NOVEMBRO DE 1929.

*Portuguese and Spanish official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of Venezuela.
The registration of this Exchange of Notes took place March 10, 1930.*

II.

LEGACÃO DOS
ESTADOS UNIDOS DO BRASIL.

Nº 37.

CARACAS, 7 de novembro de 1929.

SENHOR MINISTRO :

O meu Governo, em cumprimento do que estipulou o paragrapho unico do artigo 1º do Protocollo firmado no Rio de Janeiro a 24 de Julho de 1928, deu-me instrucções para proceder, por troca de notas, ao accordo, confirmado nas clausulas abaixo, a que chegaram a Chancellaria Brasileira e a Legação de Venezuela no Rio de Janeiro relativamente às instrucções sobre a commissão mixta brasileiro-venezolana, destinada a levar effeito os trabalhos indicados no referido Protocollo.

1. Cada um dos dois Governos, brasileiro e venezolano, nomeará uma commissão, composta de um chefe, e de tantos ajudantes, auxiliares, funcionarios do serviço sanitario e outros, quantos lhe parecerem necessarios ;

2. A designação do pessoal das duas commissões devera ser feita e communicada, pelo dois Governos, no mais breve prazo possivel, devendo ambas se reunir em S. Carlos, à margem do Rio Negro, entre 10 e 20 de Dezembro do corrente anno ;

3. A reunião das duas commissões constituirá a Commissão Mixta Demarcadora ;

4. Na sua primeira conferencia, os chefes, sub-chefes e ajudantes das duas commissões procederão ao exame e confronto do seus titulos de nomeação, assim como de suas respectivas instrucções, constantes das disposições do presente ajuste ; e, verificada a regularidade dos documentos acima citados, farão lavar e assignarão a primeira acta da Commissão Mixta ;

5. Se uma das duas Commissões deixar de comparecer, salvo caso de força maior, claramente comprovado, — na data fixada, ao local indicado, a outra commissão procederá, por si só, aos trabalhos que incumbem à Commissão Mixta, conforme se determinou no paragrapho unico do artigo 2º do mencionado Protocollo ;

6. Cada Comisión estará provista del material necesario para los servicios topográficos y astronómicos indispensables al desempeño de su misión ;

7. En cada hito fronterizo serán indicadas la longitud y la latitud exactas del sitio y se marcará la fecha y también las palabras « Brasil » y « Venezuela » en el lado correspondiente a cada país ;

8. Al colocarse cada hito, será redactada una constancia minuciosa, en donde aparezca descrita la naturaleza de la construcción y se indique su posición geográfica.

9. Además de estas constancias de la colocación e inauguración de los hitos, se redactará una vez fenecidos los trabajos, un acta general descriptiva de toda la frontera deslindada ;

10. La Comisión Mixta empezará sus trabajos de deslinde por la determinación de las coordenadas de los hitos colocados por la Comisión de 1914-15 y por la construcción de los hitos indispensables para que quede bien señalada en el terreno la línea resultante de las nuevas determinaciones astronómicas ; fijará en seguida la situación del cerro Cupy de modo que la línea Huà-Cupy quede bien determinada conforme la situación nuevamente tomada ; continuará después como fuere más conveniente ;

11. Los trabajos podrán ser ejecutados simultáneamente en distintos puntos de la frontera y la Comisión Mixta se dividirá para ello en subcomisiones o partidas. En éstas quedarán representados ambos países y tocará a los jefes la misión de darles, de común acuerdo, las instrucciones por las cuales deben gobernarse ;

12. La Comisión Mixta ejecutará las operaciones de deslinde usando los métodos más adecuados y exactos que fuere posible ;

13. Si durante el deslinde surgieren dudas o desavenimientos entre las dos partes de la Comisión Mixta o se comprobaren errores, esas dudas, desavenimientos o errores serán sometidos a la crítica de los dos Gobiernos que se esforzarán por resolverlos de modo rápido y amigable ;

14. En consecuencia de esas dudas y desavenimientos y en consecuencia de los errores advertidos no serán interrumpidas las operaciones de deslinde sino en la parte a que se refieren esas dudas, desavenimientos y errores ;

15. Los dos Gobiernos convienen en que durante la operación de deslinde, serán accesibles a la Comisión Brasileira las vías terrestres y fluviales de Venezuela y serán accesibles a la Comisión Venezolana las vías terrestres y fluviales del Brasil ;

16. Las embarcaciones, viveres, aparatos y cualesquiera artículos que las Comisiones hayan de trasladar de un punto a otro, durante el trabajo de deslinde, entrarán en uno o en otro territorio sin pagar tributos aduaneros ni de cualquier otro orden.

17. Las Comisiones presentarán a los respectivos Gobiernos, en dos ejemplares, un mapa general de la región deslindada y todos los planos parciales necesarios y últimamente un informe general de los trabajos de deslinde ;

18. Las Comisiones podrán suspender y recomenzar las operaciones de deslinde, mediante acuerdo entre los dos jefes y aprobación de los respectivos Gobiernos, cuando hubiere motivos justificados, que deberán constar en un acta ;

19. Cada Gobierno tomará a cargo sus propios gastos y contribuirá por mitad en los gastos que resulten del trabajo de deslinde. La manera de hacer efectiva esa contribución será establecida por los jefes de las respectivas Comisiones en su primera conferencia.

Válgome complacido de esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración.

P. ITRIAGO CHACIN.

Al Excelentísimo Señor J. F. de Barros Pimentel,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de los
Estados Unidos del Brasil.
Presente

6. Cada commissão estará provida do material necessario para os serviços topographicos e astronomicos necessarios ao desempenho da sua missão ;

7. Em cada marco divisorio da fronteira, serão consignadas a longitude e a latitude exactas em que tenha sido collocado, a data dessa collocação e as palavras « Brasil » e « Venezuela », inscriptos nos lados correspondentes aos territorios de cada paiz ;

8. Ao collocar-se cada marco, lavrar-se-à un termo circunstanciado, no qual se descreva a natureza da construcção e se indique a sua posição geographica ;

9. Além desses termos de collocação e inauguração de marcos, serà lavrada, no fim dos trabalhos, uma Acta Geral, descriptiva de toda a fronteira demarcada ;

10. A Commissão Mixta darà principio aos seus trabalhos de demarcação pela determinação das cordenadas dos marcos collocados pela commissão de 1914-1915 e a construcção dos marcos indispensaveis para que fique bem marcada no terreno a linha resultante das novas determinações astronomicas ; farà em seguida a posição do Cerro Cupy para que a linha Huà-Cupy fique bem determinada de accordo com a situação novamente tomada ; continuará depois como for mais conveniente ;

11. Os trabalhos poderão ser executados simultaneamente em pontos diversos da fronteira, dividindo-se para isso a Commissão Mixta em sub-commissões ou partidas, nas quaes estarão representadas os dois paizes, competindo aos chefes dar-lhes, de commun accordo, as instrucções por que se devem reger ;

12. A Commissão Mixta praticará as operações demarcadoras mediante o emprego dos methodos mais adequados e rigorosos que forem possiveis ;

13. Se, durante a demarcação, surgirem duvidas ou desintelligencias, entre as duas partes da Commissão Mixta, ou se comprovarem erros, substanciaes ou não, serão essas duvidas, desintelligencias ou erros submittidos à apreciação dos dois Governos, que procurarão resolvel-os de maneira rapida e amistosa ;

14. Em consequencia dessas duvidas e desintelligencias da Commissão Mixta ou erros por ella verificados, não ficarão suspensas as operações de demarcação, senão na parte a que as duvidas, desintelligencias ou erros disserem respeito ;

15. Os dois Governos accordam em que, durante os trabalhos de demarcação, serão accessiveis à commissão brasileira as vias terrestres e fluviaes venezolanas e à commissão venezolana as vias terrestres e fluviaes brasileiras ;

16. As embarcações, viveres, instrumentos e quaesquer artigos que as commissões devam transportar de um para outro territorio, no desempenho de seus trabalhos entrarão em um ou outro territorio, com isenção de direitos aduaneiros e de qualquer imposto interno ;

17. As commissões apresentarão aos respectivos Governos, em dois exemplares, uma Carta geral da região demarcada e todos os planos parciaes necessarios, bem como um Relatorio geral dos trabalhos da demarcação ;

18. As commissões poderão suspender e reatar as operações de demarcação, mediante accordo entre os dois chefes e approvação dos respectivos Governos, quando houver motivos justificados, que deverão constar de uma acta ;

19. Cada commissão farà suas proprias despezas e contribuirà por metade para as que resultem dos trabalhos de demarcação. A maneira de se fazer effectiva essa contribuição serà estabelecida pelos chefes das duas commissões, na sua primeira conferencia.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Excellencia, Senhor Ministro, os protestos da minha mais alta consideração.

J. F. DE BARROS PIMENTEL.

Sua Excellencia,
Senhor Doutor Pedro Itriago Chacin,
Ministro das Relações Exteriores
de Venezuela.

¹ TRADUCTION.

N^o 2288. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL ET DES ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA POUR L'EXÉCUTION DES STIPULATIONS RELATIVES A LA DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LES DEUX PAYS, CONTENUES DANS LE PROTOCOLE SIGNÉ A RIO-DE-JANEIRO, LE 24 JUILLET 1928. CARACAS, LE 7 NOVEMBRE 1929.

ÉTATS-UNIS DU VENEZUELA.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE.
N^o 1798.

CARACAS, le 7 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux dispositions de l'article premier du Protocole signé à Rio-de-Janeiro, le 24 juillet 1928, mon gouvernement m'a fait parvenir des instructions m'enjoignant de conclure, par un échange de notes, l'accord défini par les dispositions qui suivent, auquel ont abouti la Chancellerie brésilienne et la Légation du Venezuela à Rio-de-Janeiro, au sujet des instructions à donner à la commission mixte vénézuélo-brésilienne, chargée d'exécuter les travaux indiqués dans le protocole sus-mentionné.

1. Chacun des deux gouvernements nommera une Commission composée d'un chef et d'un aussi grand nombre de collaborateurs, auxiliaires et fonctionnaires du service de Santé ou d'autres services, qu'il paraîtra nécessaire.

2. Les deux gouvernements, dans le plus bref délai possible, procéderont à la nomination des membres des deux commissions et se communiqueront mutuellement les noms de ces membres ; les deux commissions se réuniront à San Carlos, sur le Rio Negro entre le 10 et le 20 décembre 1929.

3. Les deux commissions réunies formeront la commission mixte de délimitation des frontières.

4. Au cours de la première réunion, les chefs, sous-chefs et leurs collaborateurs se communiqueront et examineront leurs lettres de créances ainsi que les instructions qu'ils auront reçues et qui seront constituées par les dispositions du présent accord ; lorsque ces documents auront été vérifiés et trouvés en bonne et due forme, il sera procédé à la rédaction et à la signature du premier acte de la commission mixte.

5. Si l'une des deux commissions ne se présente pas à la date et au lieu indiqués, sauf en cas de force majeure dûment établi, l'autre commission procédera seule à l'exécution des travaux de la commission mixte, conformément aux dispositions de l'article 2 du protocole susmentionné.

6. Chaque commission sera pourvue du matériel nécessaire pour les travaux topographiques et astronomiques indispensables à l'accomplissement de sa mission ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2288. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES OF BRAZIL AND OF THE UNITED STATES OF VENEZUELA FOR THE EXECUTION OF THE PROVISIONS REGARDING THE FRONTIER DELIMITATION BETWEEN THE TWO COUNTRIES, CONTAINED IN THE PROTOCOL, SIGNED AT RIO DE JANEIRO, JULY 24, 1928. CARACAS, NOVEMBER 7, 1929.

UNITED STATES OF VENEZUELA.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT
OF INTERNATIONAL POLITICS.
Nº 1798.

CARACAS, *November 7, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with Article 1 of the Protocol signed at Rio de Janeiro on July 24, 1928, my Government has instructed me to conclude by means of an exchange of notes the agreement, confirmed by the provisions set out below, which was arrived at between the Brazilian Chancellery and the Venezuelan Legation at Rio de Janeiro with regard to the instructions to be given to the Venezuelan-Brazilian Mixed Commission appointed to carry out the work specified in the above-mentioned Protocol.

1. Each of the two Governments shall appoint a Commission composed of a Chairman and as many assistants and officials of the public health service or other services as they may consider necessary.

2. The members of both Commissions shall be appointed and their names communicated by the respective Governments at the earliest possible date, and both Commissions shall meet at San Carlos on the Rio Negro between December 10 and December 20, 1929.

3. The two Commissions jointly shall form the Mixed Boundary Delimitation Commission.

4. At the first meeting, the Chairman, Deputy-Chairman and assistants shall examine and compare their respective credentials and their instructions arising out of the provisions of the present agreement; when these documents have been verified and found to be in order the first Act of the Mixed Commission shall be drawn up and signed.

5. If either of the two Commissions omits to appear at the date and place indicated, except for reasons of *force majeure*, the other Commission shall proceed alone with the work of the Mixed Commission in accordance with Article 2 of the above-mentioned Protocol.

6. Each Commission shall be provided with the material necessary for the topographical and astronomical services indispensable for the execution of its mission.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

7. Chaque borne frontière devra indiquer la longitude et la latitude exactes de l'endroit où elle se trouve ainsi que la date et elle devra porter les mots : « Brasil » et « Venezuela » sur la face correspondant à chaque pays.

8. Toutes les fois qu'une borne aura été placée, un procès-verbal détaillé sera établi indiquant la nature de sa construction et de sa position géographique.

9. En plus de ces procès-verbaux relatifs à la pose des bornes frontières, un acte général, contenant une description de toute la frontière ainsi délimitée, devra être rédigé à l'issue des travaux.

10. La commission mixte commencera ses travaux de délimitation en déterminant les coordonnées des bornes placées par la Commission de 1914-1915 et en posant les bornes indispensables pour marquer clairement sur le terrain la ligne fixée par les nouvelles déterminations astronomiques ; elle fixera ensuite la position du coteau de Cupy de façon que la ligne Huà-Cupy puisse être correctement déterminée d'après la nouvelle position ; après quoi, elle poursuivra ses travaux de la façon qui lui paraîtra la plus opportune.

11. Les travaux pourront être exécutés simultanément sur divers points de la frontière et la commission mixte se subdivisera, à cet effet, en sous-commissions ou groupes, dans lesquels les deux pays devront être représentés. Les chefs devront s'entendre au sujet des instructions à leur donner.

12. La commission mixte aura recours, pour l'exécution des travaux de délimitation, aux méthodes les mieux appropriées et les plus précises possibles.

13. Si, au cours des travaux de délimitation, il se produit des doutes ou des différends entre les deux Parties qui composent la commission mixte, ou que des erreurs soient relevées, ces doutes, différends ou erreurs seront soumis aux deux gouvernements qui s'efforceront de les résoudre rapidement et à l'amiable.

14. Les travaux de délimitation ne seront pas interrompus en raison des doutes ou des différends qui auront pu surgir, ou des erreurs qui auront pu être relevées, sauf en ce qui concerne la partie au sujet de laquelle les doutes, différends et erreurs se sont produits.

15. Les deux gouvernements conviennent que, pendant toute la durée des travaux de délimitation, l'accès des voies terrestres et fluviales du Venezuela sera permis à la commission brésilienne et l'accès des voies terrestres et fluviales du Brésil à la commission vénézuélienne.

16. Les embarcations, vivres, appareils et tous articles que les commissions auront à transporter d'un point à un autre au cours des travaux de délimitation seront exempts de droits de douane et de toute autre taxe à l'entrée dans l'un ou l'autre territoire.

17. Les commissions présenteront à leurs gouvernements respectifs, en deux exemplaires, une carte générale de la région délimitée, ainsi que tous les plans partiels nécessaires et un rapport général sur les travaux de délimitation.

18. Les commissions pourront suspendre et reprendre les travaux de délimitation à la suite d'un accord entre leurs deux chefs et avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, toutes les fois qu'une telle mesure sera justifiée par des motifs suffisants, qui devront être consignés dans un procès-verbal.

19. Chaque gouvernement prendra à sa charge les dépenses qui le concernent et contribuera, pour une moitié, aux frais nécessités par les travaux de délimitation. Les chefs des deux commissions fixeront, lors de leur première réunion, la manière dont s'effectuera le paiement de la contribution respective des deux gouvernements.

Je saisis, etc.

P. ITRIAGO CHACIN.

A Son Excellence,
Monsieur J. F. de Barros Pimentel,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
des États-Unis du Brésil,
Caracas.

7. On each boundary-mark the exact longitude and latitude of the spot shall be indicated together with the date, and also the words " Brazil " and " Venezuela " on the side corresponding to each country.

8. When each boundary-mark is placed, a detailed statement shall be drawn up containing a description of the nature of the construction and indicating its geographical position.

9. Besides these statements relating to the placing and inauguration of the boundary-marks, a general document describing the whole frontier marked out shall be drawn up when the work has been finished.

10. The Mixed Commission shall commence its work of delimitation by determining the co-ordinates of the boundary-marks fixed by the 1914-1915 Commission, and by setting up the boundary-marks necessary to show clearly the line established on the basis of the new astronomical findings ; it shall at once fix the position of the Cupy hill in order that the Huà-Cupy line may be determined in accordance with this new position ; thereafter it shall proceed as it deems most expedient.

11. The work may be performed simultaneously at different points on the frontier, and the Mixed Commission shall resolve itself for this purpose into sub-committees or parties. Both countries shall be represented in these sub-committees and parties, and the Chairman shall agree on the instructions to be given them.

12. The Mixed Commission shall employ in its work of delimitation the most efficient and accurate methods possible.

13. If during the work of delimitation there should arise any doubtful points or disagreements between the two Parties represented on the Mixed Commission, or if any mistakes come to light, such doubtful points, disagreements or mistakes shall be submitted to the two Governments, which shall make every effort to settle them rapidly and amicably.

14. Such doubts, disagreements or errors shall not have the effect of interrupting the work of delimitation, except the part in connection with which the doubts, disagreements or errors have arisen.

15. The two Governments agree that during the work of delimitation the Brazilian Commission shall be allowed to use the routes and waterways of Venezuela, and the Venezuelan Commission shall be allowed to use the routes and waterways of Brazil.

16. The vessels, provisions, apparatus and any articles which the Commissions may have occasion to transport from one place to another during the work of delimitation shall be admitted into either territory free of Customs duties or other charges.

17. The Commissions shall submit to their respective Governments, in two copies, a general map of the district marked out and all the necessary partial surveys, and shall subsequently submit to them a general report on the whole work of delimitation.

18. The Commissions may suspend and recommence the work of delimitation, subject to agreement between the two Chairmen and to the approval of their respective Governments, for sufficient reasons which shall be set forth in an official act.

19. Each Government shall defray its own expenditure and half the costs of the general work of delimitation. The Chairmen of the respective Commissions shall decide at the first meeting how the contributions are to be paid.

I have the honour to be, etc...

P. ITRIAGO CHACIN.

His Excellency

M. J. F. de Barros Pimentel,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
of the United States of Brazil,
at Caracas.

LÉGATION
DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL.

N° 37.

CARACAS, le 7 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux dispositions de l'article premier du Protocole signé à Rio-de-Janeiro le 24 juillet 1928, mon gouvernement m'a fait parvenir des instructions m'enjoignant de conclure, par un échange de notes, l'accord défini par les dispositions qui suivent, auquel ont abouti la Chancellerie brésilienne et la Légation du Venezuela à Rio de Janeiro au sujet des instructions à donner à la commission mixte vénézuélo-brésilienne, chargée d'exécuter les travaux indiqués dans le protocole susmentionné.

1. Chacun des deux gouvernements nommera une commission composée d'un chef et d'un aussi grand nombre de collaborateurs, auxiliaires et fonctionnaires du service de Santé ou d'autres services, qu'il paraîtra nécessaire.

2. Les deux gouvernements, dans le plus bref délai possible, procéderont à la nomination des membres des deux commissions et se communiqueront mutuellement les noms de ces membres ; les deux commissions se réuniront à San Carlos, sur le Rio Negro, entre le 10 et le 20 décembre 1929.

3. Les deux commissions réunies formeront la commission mixte de délimitation des frontières.

4. Au cours de la première réunion, les chefs, sous-chefs et leurs collaborateurs se communiqueront et examineront leurs lettres de créances, ainsi que les instructions qu'ils auront reçues et qui seront constituées par les dispositions du présent accord ; lorsque ces documents auront été vérifiés et trouvés en bonne et due forme, il sera procédé à la rédaction et à la signature du premier acte de la commission mixte.

5. Si l'une des deux commissions ne se présente pas à la date et au lieu indiqués, sauf en cas de force majeure dûment établi, l'autre commission procédera seule à l'exécution des travaux de commission mixte, conformément aux dispositions de l'article 2 du protocole susmentionné.

6. Chaque commission sera pourvue du matériel nécessaire pour les travaux topographiques et astronomiques indispensables à l'accomplissement de sa mission.

7. Chaque borne frontière devra indiquer la longitude et la latitude exactes de l'endroit où elle se trouve ainsi que la date et elle devra porter les mots : « Brasil » et « Venezuela » sur la face correspondant à chaque pays.

8. Toutes les fois qu'une borne aura été placée, un procès-verbal détaillé sera établi indiquant la nature de sa construction et sa position géographique.

9. En plus de ces procès-verbaux relatifs à la pose des bornes frontières, un acte général contenant une description de toute la frontière ainsi délimitée, devra être rédigé à l'issue des travaux.

10. La commission mixte commencera ses travaux de délimitation en déterminant les coordonnées des bornes placées par la Commission de 1914-1915 et en posant les bornes indispensables pour marquer clairement sur le terrain la ligne fixée par les nouvelles déterminations astronomiques ; elle fixera ensuite la position du coteau de Cupy de façon que la ligne Huà-Cupy puisse être correctement déterminée d'après la nouvelle position ; après quoi, elle poursuivra ses travaux de la façon qui lui paraîtra la plus opportune.

11. Les travaux pourront être exécutés simultanément sur divers points de la frontière et la commission mixte se subdivisera, à cet effet, en sous-commissions ou groupes, dans lesquels les deux pays devront être représentés. Les chefs devront s'entendre au sujet des instructions à leur donner.

12. La commission mixte aura recours, pour l'exécution des travaux de délimitation, aux méthodes les mieux appropriées et les plus précises possibles.

LEGATION
OF THE UNITED STATES OF BRAZIL.
N^o 37.

CARACAS, November 7, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with Article I of the Protocol signed at Rio de Janeiro on July 24, 1928, my Government has instructed me to conclude by means of an exchange of notes the agreement, confirmed by the provisions set out below, which was arrived at between the Brazilian Chancellery and the Venezuelan Legation at Rio de Janeiro with regard to the instructions to be given to the Venezuelan-Brazilian Mixed Commission appointed to carry out the work specified in the above-mentioned Protocol.

1. Each of the two Governments shall appoint a Commission composed of a Chairman and as many assistants and officials of the public health service or other services as they may consider necessary.

2. The members of both Commissions shall be appointed and their names communicated by the respective Governments at the earliest possible date, and both Commissions shall meet at San Carlos on the Rio Negro between December 10 and December 20, 1929.

3. The two Commissions jointly shall form the Mixed Boundary Delimitation Commission.

4. At the first meeting, the Chairman, Deputy-Chairman and assistants shall examine and compare their respective credentials and their instructions arising out of the provisions of the present agreement; when these documents have been verified and found to be in order the first Act of the Mixed Commission shall be drawn up and signed.

5. If either of the two Commissions omits to appear at the date and place indicated, except for reasons of *force majeure*, the other Commission shall proceed alone with the work of the Mixed Commission in accordance with Article 2 of the above-mentioned Protocol.

6. Each Commission shall be provided with the material necessary for the topographical and astronomical services indispensable for the execution of its mission.

7. On each boundary-mark the exact longitude and latitude of the spot shall be indicated together with the date, and also the words "Brazil" and "Venezuela" on the side corresponding to each country.

8. When each boundary-mark is placed, a detailed statement shall be drawn up containing a description of the nature of the construction and indicating its geographical position.

9. Besides these statements relating to the placing and inauguration of the boundary-marks, a general document describing the whole frontier marked out shall be drawn up when the work has been finished.

10. The Mixed Commission shall commence its work of delimitation by determining the co-ordinates of the boundary-marks fixed by the 1914-15 Commission, and by setting up the boundary-marks necessary to show clearly the line established on the basis of the new astronomical findings; it shall at once fix the position of the Cupy hill in order that the Huà-Cupy line may be determined in accordance with this new position; thereafter it shall proceed as it deems most expedient.

11. The work may be performed simultaneously at different points on the frontier, and the Mixed Commission shall resolve itself for this purpose into sub-committees or parties. Both countries shall be represented in these sub-committees and parties, and the Chairmen shall agree on the instructions to be given them.

12. The Mixed Commission shall employ in its work of delimitation the most efficient and accurate methods possible.

13. Si, au cours des travaux de délimitation, il se produit des doutes ou des différends entre les deux Parties qui composent la commission mixte ou que des erreurs soient relevées, ces doutes, différends ou erreurs seront soumis aux deux gouvernements qui s'efforceront de les résoudre rapidement et à l'amiable.

14. Les travaux de délimitation ne seront pas interrompus en raison des doutes ou des différends qui auront pu surgir, ou des erreurs qui auront pu être relevées, sauf en ce qui concerne la partie au sujet de laquelle les doutes, différends et erreurs se sont produits.

15. Les deux gouvernements conviennent que, pendant toute la durée des travaux de délimitation, l'accès des voies terrestres et fluviales du Venezuela sera permis à la commission brésilienne et l'accès des voies terrestres et fluviales du Brésil à la commission vénézuélienne.

16. Les embarcations, vivres, appareils et tous articles que les commissions auront à transporter d'un point à un autre au cours des travaux de délimitation seront exempts de droits de douane et de toute autre taxe à l'entrée dans l'un ou l'autre territoire.

17. Les commissions présenteront à leurs gouvernements respectifs, en deux exemplaires, une carte générale de la région délimitée, ainsi que tous les plans partiels nécessaires et un rapport général sur les travaux de délimitation.

18. Les commissions pourront suspendre et reprendre les travaux de délimitation à la suite d'un accord entre leurs deux chefs et avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, toutes les fois qu'une telle mesure sera justifiée par des motifs suffisants qui devront être consignés dans un procès-verbal.

19. Chaque gouvernement prendra à sa charge les dépenses qui le concernent et contribuera, pour une moitié, aux frais nécessités par les travaux de délimitation. Les chefs des deux commissions fixeront, lors de leur première réunion, la manière dont s'effectuera le paiement de la contribution respective des deux gouvernements.

Je saisis, etc.

J. F. DE BARROS PIMENTEL.

A Son Excellence,
Monsieur le D^r Pedro Itriago Chacin,
Ministre des Affaires étrangères
du Venezuela.

13. If during the work of delimitation there should arise any doubtful points or disagreements between the two Parties represented on the Mixed Commission, or if any mistakes come to light, whether material or not, such doubtful points, disagreements or mistakes shall be submitted to the two Governments, which shall make every effort to settle them rapidly and amicably.

14. Such doubts, disagreements or errors shall not have the effect of interrupting the work of delimitation, except the part in connection with which the doubts, disagreements or errors have arisen.

15. The two Governments agree that during the work of delimitation the Brazilian Commission shall be allowed to use the routes and waterways of Venezuela, and the Venezuelan Commission shall be allowed to use the routes and waterways of Brazil.

16. The vessels, provisions, apparatus and any articles which the Commissions may have occasion to transport from one place to another during the work of delimitation shall be admitted into either territory free of Customs duties or other charges.

17. The Commissions shall submit to their respective Governments, in two copies, a general map of the district marked out and all the necessary partial surveys, and shall subsequently submit to them a general report on the whole work of delimitation.

18. The Commissions may suspend and recommence the work of delimitation, subject to agreement between the two Chairmen and to the approval of their respective Governments, for sufficient reasons which shall be set forth in an official act.

19. Each Government shall defray its own expenditure and half the costs of the general work of delimitation. The Chairmen of the respective Commissions shall decide at the first meeting how the contributions are to be paid.

I have the honour to be, etc...

J. F. DE BARROS PIMENTEL.

His Excellency
Dr. Pedro Itriago Chacin,
Venezuelan Minister for Foreign Affairs.

N° 2289.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET CHINE**

Exchange de notes au sujet de la
remise de la concession britan-
nique de Chinkiang. Nankin, le 31
octobre 1929.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND CHINA**

Exchange of Notes regarding the
Rendition of the British Conces-
sion at Chinkiang. Nanking, Octo-
ber 31, 1929.

大中華民國外交部長王

照復事接准

貴公使本日照開鎮江英國行家此後應仍繼續享受從貨棧搬運貨物商
品材料等件經過江岸以達江中浮船或輪船之權利其從江中浮船或輪船
搬運至貨棧之時亦同等因本部長茲特聲明對於

貴公使此項了解認為無誤相應照復

貴公使查照為荷須至照會者

右 照 會

大英國欽命駐華全權公使藍

中華民國十八年十月三十一日



王正廷 (簽名)

為

Certified to be a true copy of the original Note from the Chinese Minister for Foreign Affairs, dated October 31st, 1929.

British Legation,
Peiping, 14.5.30.

E. W. Bennett,
Vice-Consul.

大中華民國外交部長王

照會事查

貴公使本日照會開英國政府決定將鎮江英租界交還中國等由本部長茲聲明在國民政府對於全國土地徵稅新法未頒布以前及該項徵稅新法在鎮江區域未實施以前所有從前在鎮江持有英國皇家契據之人其應納之年租暫照現在徵收之數目徵收之相應照會

貴公使查照為荷須至照會者

右 照 會

大英國欽命駐華全權公使藍

中華民國十八年十月三十一日

外交部印

王正廷 (簽名)

為

Certified to be a true copy of the original Note from the Chinese Minister for Foreign Affairs, dated October 31st, 1929.

Legation, Peiping, 14.5.30.

E. W. Bennett, Vice-Consul.

廢等因准此本部長對於

貴公使來照第二節所述之了解認為無誤並代表國民政府對於

貴國政府之友誼行為表示感佩相應照復

貴公使查照為荷須至照會者

右 照 會

大英國欽命駐華全權公使藍

中華民國十八年十月三十一日



王正廷(簽名)

Certified to be a true copy of the original Note from the Chinese Minister for Foreign Affairs, dated October 31st, 1929.
British Legation,
Peiping, 14.5.30. E. W. BENNETT,
Vice-Consul.

N° 2289.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXTE.

Textes officiels anglais et chinois communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 mars 1930.

大中華民國外交部長王

照復事接准

貴公使本日照會內開本公使特為通知貴部長所有英國政府根據一八六二年二月二十三日永租批約及同年四月三日續約所租得之鎮江地畝即鎮江英國租界茲願於本年十一月十五日交還中國政府從該日起所有英國管理市政之機關即行解散其管理市政之章程亦即作廢

茲應請貴部長確認本公使之了解即英國政府對於該處地皮所給之權利憑單應易以中國永租地契每畝繳納登記費一元從兩國政府互相同意將該租界交還之日起上述一八六二年二月二十三日之永租批約及同年四月三日之續約即行作

為

No. 2289. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE CHINESE GOVERNMENT REGARDING THE RENDITION OF THE BRITISH CONCESSION AT CHINKIANG. NANKING, OCTOBER 31, 1929.

English and Chinese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place March 10, 1930.

(1.)

SIR M. LAMPSON TO DR. WANG.

NANKING, October 31, 1929.

SIR,

I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom agree to return to the National Government of the Republic of China as from the 15th November next the area of land known as the British Concession at Chinkiang, which was leased to them in perpetuity under the agreement of lease of the 23rd February, 1861, and the additional agreement of the 3rd April, 1861, and that the British Municipal Administration of the said area will be dissolved and the British Municipal regulations repealed as from that date.

I have the honour to request your Excellency's confirmation of my understanding that the documents of title to the lots of land in the said area issued by His Majesty's Government in the United Kingdom will be exchanged for Chinese deeds of perpetual lease, a registration fee of 1 dollar per mow being charged, and that the agreement of lease of the 23rd February, 1861, and the additional agreement of the 3rd April, 1861, above referred to, are hereby cancelled as from the date of rendition by mutual consent of our respective Governments.

I avail, etc.

(For the Minister),
A. FRANCIS AVELING.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

(2.)

DR. WANG TO SIR M. LAMPSON.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS

NANKING, October 31, 1929.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date, which reads as follows :

" I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom agree to return to the National Government of the Republic

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

of China as from the 15th November next the area of land known as the British Concession at Chinkiang, which was leased to them in perpetuity under the agreement of lease of the 23rd February, 1861, and the additional agreement of the 3rd April, 1861, and that the British Municipal Administration of the said area will be dissolved and the British Municipal regulations repealed as from that date.

" I have the honour to request your Excellency's confirmation of my understanding that the documents of title to the lots of land in the said area issued by His Majesty's Government in the United Kingdom will be exchanged for Chinese deeds of perpetual lease, a registration fee of 1 dollar per mow being charged, and that the agreement of lease of the 23rd February, 1861, and the additional agreement of the 3rd April, 1861, above referred to, are hereby cancelled as from the date of rendition by mutual consent of our respective Governments. "

I beg to confirm the correctness of your understanding as stated in paragraph 2 of your note under reply, and desire to convey to your Excellency an expression of the sincere appreciation of the National Government of this friendly action on the part of His Majesty's Government in the United Kingdom.

I avail, etc.

WANG CHENG T'ING.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

(3.)

DR. WANG TO SIR M. LAMPSON.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

NANKING, *October 31, 1929.*

EXCELLENCY,

With reference to your note of to-day's date, in which you were good enough to inform me of the decision of His Majesty's Government in the United Kingdom to return to the National Government of the Republic of China the British Concession at Chinkiang, I have the honour to state that pending the promulgation by the National Government of the Republic of China of a new law governing land taxation throughout China, and pending the actual application of that law throughout the Chinkiang district, the annual land tax to be paid by former holders of British Crown leases in the Chinkiang district shall remain at the present rate.

I avail, etc.

WANG CHENG T'ING.

(4.)

SIR M. LAMPSON TO DR. WANG.

SIR,

NANKING, *October 31, 1929.*

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date, in which you state that " pending the promulgation by the National Government of the Republic of China of a new law governing land taxation throughout China, and pending the actual application

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

of that law throughout the Chinkiang district, the annual land tax to be paid by former holders of British Crown leases in the Chinkiang district shall remain at the present rate."

I have taken due note of this statement with which His Majesty's Government in the United Kingdom are in agreement.

I avail, etc.

For the Minister :
A. Francis AVELING.

(5.)

SIR M. LAMPSON TO DR. WANG.

NANKING, *October 31, 1929.*

SIR,

With reference to my note of to-day's date, in which I informed your Excellency of the decision of His Majesty's Government in the United Kingdom to return to the National Government of the Republic of China the British Concession at Chinkiang, I have the honour to request your Excellency's confirmation of my understanding that British firms at Chinkiang shall continue to enjoy the right of conveying goods, merchandise and material across the Bund from godowns to pontoons or ships in the stream and *vice versa*.

I avail, etc.

For the Minister :
A. Francis AVELING.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

(6.)

DR. WANG TO SIR M. LAMPSON.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

NANKING, *October 31, 1929.*

EXCELLENCY,

With reference to your Excellency's note of to-day's date, I have the honour to confirm your understanding that British firms at Chinkiang shall continue to enjoy the right of conveying goods, merchandise and material across the Bund from godowns to pontoons or ships in the stream and *vice versa*.

I avail, etc.

WANG CHENG T'ING.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2289. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT CHINOIS, AU SUJET DE LA REMISE DE LA CONCESSION BRITANNIQUE DE CHINKIANG. NANKIN, LE 31 OCTOBRE 1929.

I.

SIR M. LAMPSON AU D^r WANG.

NANKIN, le 31 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni convient de remettre au Gouvernement national de la République de Chine, à la dite du 15 novembre prochain, le territoire connu sous le nom de « Concession britannique de Chinkiang », qui lui avait été cédé à perpétuité aux termes du bail conclu le 23 février 1861 et du bail additionnel conclu le 3 avril 1861; l'Administration municipale britannique de ce territoire sera dissoute et le règlement municipal britannique sera rapporté à partir de cette date.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir confirmer que je suis fondé à croire que les titres de propriété afférents à des parcelles de terrain dudit territoire, qui ont été délivrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, seront échangés contre des titres chinois de bail perpétuel, un droit d'enregistrement d'un dollar par « mou » étant perçu à cet effet, et que, d'un commun accord entre nos gouvernements respectifs, le bail du 23 février 1861 ainsi que le bail additionnel du 3 avril 1861 susmentionnés sont, par les présentes, annulés à partir de la date de la remise.

Veuillez agréer, etc.

Pour le ministre :

A. FRANCIS AVELING.

2.

LE D^r WANG A SIR M. LAMPSON.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NANKIN, le 31 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note en date de ce jour, rédigée dans les termes suivants :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni convient de remettre au Gouvernement national de la République

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de Chine, à partir du 15 novembre prochain, le territoire connu sous le nom de « Concession britannique de Chinkiang », qui lui avait été cédé à perpétuité aux termes du bail conclu le 23 février 1861 et du bail additionnel conclu le 3 avril 1861 ; l'administration municipale britannique de ce territoire sera dissoute et le règlement municipal britannique sera rapporté à partir de cette date.

» J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir confirmer que je suis fondé à croire que les titres de propriété afférents à des parcelles de terrain dudit territoire, qui ont été délivrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, seront échangés contre des titres chinois de bail perpétuel, un droit d'enregistrement d'un dollar par « mow » étant perçu à cet effet, et que, d'un commun accord entre nos gouvernements respectifs, le bail du 23 février 1861 ainsi que le bail additionnel du 3 avril 1861 susmentionnés sont, par les présentes, annulés à partir de la date de la remise. »

J'ai l'honneur de confirmer l'exactitude de votre supposition, telle qu'elle est formulée dans le paragraphe 2 de votre note, à laquelle je réponds par la présente, et je désire vous faire savoir que le Gouvernement national apprécie vivement cet acte amical de la part du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

Veuillez agréer, etc.

WANG CHENG T'ING.

3.

LE D^r WANG A SIR M. LAMPSON.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NANKIN, le 31 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à votre note en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu m'informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a décidé de remettre au Gouvernement national de la République de Chine la concession britannique de Chinkiang, j'ai l'honneur de déclarer qu'en attendant la promulgation par le Gouvernement national de la République de Chine d'une nouvelle loi régissant l'imposition foncière dans toute la Chine, et en attendant l'application effective de cette loi dans tout le district de Chinkiang, l'impôt foncier annuel que doivent acquitter les anciens détenteurs de baux de la Couronne britannique dans le district de Chinkiang restera fixé au taux actuel.

Veuillez agréer, etc.

WANG CHENG T'ING.

4.

SIR M. LAMPSON AU D^r WANG.

NANKIN, le 31 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour dans laquelle vous déclarez que, « en attendant la promulgation par le Gouvernement national de la République de Chine d'une nouvelle loi régissant l'imposition foncière dans toute la Chine, et en attendant l'application effective de cette loi dans tout le district de Chinkiang, l'impôt foncier annuel que doivent

acquitter les anciens détenteurs de baux de la Couronne britannique dans le district de Chinkiang restera fixé au taux actuel. »

J'ai pris bonne note de cette déclaration à laquelle le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni donne son assentiment.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre :
A. Francis AVELING.

5.

SIR M. LAMPSON AU D^r WANG.

NANKIN, le 31 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à ma note en date de ce jour par laquelle j'ai fait savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a décidé de remettre au Gouvernement national de la République de Chine la concession britannique de Chinkiang, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir confirmer que je suis fondé à croire que les entreprises britanniques de Chinkiang continueront à jouir du droit de transporter leurs produits, marchandises et matériel à travers le Bund, des entrepôts aux pontons ou aux navires se trouvant sur la rivière et vice-versa.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre :
A. Francis AVELING.

6.

LE D^r WANG A SIR M. LAMPSON.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NANKIN, le 31 octobre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à votre note en date de ce jour, j'ai l'honneur de confirmer l'exactitude de votre supposition et de vous faire savoir que les entreprises britanniques de Chinkiang continueront à jouir du droit de transporter leurs produits, marchandises et matériel à travers le Bund, des entrepôts aux pontons ou aux navires se trouvant sur la rivière et vice-versa.

Veillez agréer, etc.

WANG CHENG T'ING.

N° 2290.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET CHINE**

Echange de notes au sujet des
demandes d'indemnités pour pertes
subies par des ressortissants bri-
tanniques à Chinkiang en 1927.
Nankin, le 9 novembre 1929.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND CHINA**

Exchange of Notes regarding Claims
for Losses sustained by British
Subjects at Chinkiang in 1927.
Nanking, November 9, 1929.

N° 2290.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

Textes officiels chinois et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 mars 1930.

大中華民國外交部長王
照會事關於民國十六年鎮江英人所受損失之賠償問題茲中國政府擬撥六
萬八千元交由中英兩國各派委員一人支配之該委員等應將此項損失數目共
同查明核實分配並造具清冊連同單據等件彙送中國政府備查如該項賠償
解決之後該款尚有剩餘仍須繳還中國政府惟此項應調查之損失應嚴格以
英人所受之直接損失為限其賠償之總數不得超過上述之數相應照請
查照為荷須至照會者
右
照會

大英國欽命駐華全權公使藍
中華民國十八年十一月九日

外交部
印

王正廷 (簽名)

Certified to be a true copy of the original Note from the Chinese Minister for Foreign Affairs, dated November 9th, 1929.

British Legation,
Peiping, 14.5.30.

E. W. Bennett,
Vice-Consul.

No. 2290. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE CHINESE GOVERNMENT REGARDING CLAIMS FOR LOSSES SUSTAINED BY BRITISH SUBJECTS AT CHINKIANG IN 1927. NANKING, NOVEMBER 9, 1929.

Chinese and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place March 10, 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

(1.)

DR. WANG TO SIR M. LAMPSON.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

NANKING, *November 9, 1929.*

EXCELLENCY,

With reference to the question of the outstanding claims for losses sustained by British subjects at Chinkiang in 1927, I have the honour to inform your Excellency that the Chinese Government will place the sum of 68,000 dollars at the disposal of the two Commissioners, one to be appointed by the Chinese Government and the other by His Majesty's Government in the United Kingdom, who will jointly scrutinise the said claims, distribute the necessary amounts, and submit to the Chinese Government a statement of accounts together with the vouchers and other necessary papers. In the event of any balance remaining over after the settlement of all the claims such balance will be returned to the National Government.

It is understood that the claims to be examined shall be strictly limited to direct losses sustained by British subjects, and that the payments to be made on such claims shall not in total exceed the above-mentioned sum.

I avail, etc.

WANG CHENG T'ING.

(2.)

SIR M. LAMPSON TO DR. WANG.

NANKING, *November 9, 1929.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Excellency's note of to-day's date, which reads as follows :

“ With reference to the question of the outstanding claims for losses sustained by British subjects at Chinkiang in 1927, I have the honour to inform your Excellency that the Chinese Government will place the sum of 68,000 dollars at the disposal of the two

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

Commissioners, one to be appointed by the Chinese Government and the other by His Majesty's Government in the United Kingdom, who will jointly scrutinise the said claims, distribute the necessary amounts, and submit to the Chinese Government a statement of accounts together with the vouchers and other necessary papers. In the event of any balance remaining over after the settlement of all the claims such balance will be returned to the National Government.

“ It is understood that the claims to be examined shall be strictly limited to direct losses sustained by British subjects, and that the payments to be made on such claims shall not in total exceed the above-mentioned sum. ”

In reply I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom concur in the above proposals for the liquidation of the claims in question.

I avail, etc.

For the Minister :
A. FRANCIS AVELING.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2290. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT CHINOIS AU SUJET DES DEMANDES D'INDEMNITÉS POUR PERTES SUBIES PAR DES RESSORTISSANTS BRITANNIQUES A CHINKIANG, EN 1927. NANKING, LE 9 NOVEMBRE 1929.

(1)

LE DR WANG A SIR M. LAMPSON.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

NANKIN, le 9 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au sujet de la question des réclamations concernant les pertes subies par des ressortissants britanniques à Chinkiang en 1927, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement chinois placera la somme de 68.000 dollars à la disposition des deux commissaires, dont l'un sera nommé par le Gouvernement chinois et l'autre par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni pour étudier attentivement, d'un commun accord, lesdites demandes d'indemnité, répartir les sommes nécessaires et soumettre au Gouvernement chinois un relevé de comptes, ainsi que les pièces justificatives et autres documents utiles. Dans le cas où il resterait un solde après le règlement de toutes les réclamations, ce solde sera renvoyé au Gouvernement national.

Il est entendu que les demandes d'indemnité qui feront l'objet d'un examen seront strictement limitées aux pertes directement subies par des ressortissants britanniques et que le montant total des paiements auxquels donneront lieu ces demandes d'indemnité ne dépassera pas la somme susmentionnée.

Veillez agréer, etc.

WANG CHENG T'ING.

(2)

SIR M. LAMPSON AU DR WANG.

NANKIN, le 9 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour rédigée dans les termes suivants :

« Au sujet de la question des réclamations concernant les pertes subies par des ressortissants britanniques à Chinkiang en 1927, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement chinois placera la somme de 68.000 dollars à la disposition des deux commissaires, dont l'un sera nommé par le Gouvernement chinois et l'autre par le Gouvernement de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Sa Majesté dans le Royaume-Uni pour étudier attentivement d'un commun accord lesdites demandes d'indemnité, répartir les sommes nécessaires et soumettre au Gouvernement chinois un relevé de comptes, ainsi que les pièces justificatives et autres documents utiles. Dans le cas où il resterait un solde après le règlement de toutes les réclamations, ce solde sera renvoyé au Gouvernement national.

» Il est entendu que les demandes d'indemnités qui feront l'objet d'examen seront strictement limitées aux pertes directement subies par des ressortissants britanniques et que le montant total des paiements auxquels donneront lieu ces demandes d'indemnité ne dépassera pas la somme susmentionnée. »

En réponse à cette note, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte les propositions susmentionnées en vue du règlement définitif des réclamations en question.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre :
A. Francis AVELING.
